



This is a digital copy of a book that was preserved for generations on library shelves before it was carefully scanned by Google as part of a project to make the world's books discoverable online.

It has survived long enough for the copyright to expire and the book to enter the public domain. A public domain book is one that was never subject to copyright or whose legal copyright term has expired. Whether a book is in the public domain may vary country to country. Public domain books are our gateways to the past, representing a wealth of history, culture and knowledge that's often difficult to discover.

Marks, notations and other marginalia present in the original volume will appear in this file - a reminder of this book's long journey from the publisher to a library and finally to you.

Usage guidelines

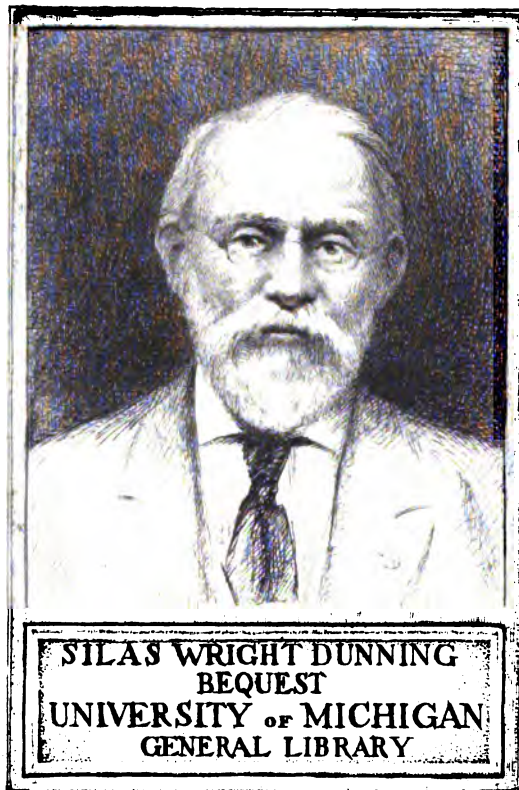
Google is proud to partner with libraries to digitize public domain materials and make them widely accessible. Public domain books belong to the public and we are merely their custodians. Nevertheless, this work is expensive, so in order to keep providing this resource, we have taken steps to prevent abuse by commercial parties, including placing technical restrictions on automated querying.

We also ask that you:

- + *Make non-commercial use of the files* We designed Google Book Search for use by individuals, and we request that you use these files for personal, non-commercial purposes.
- + *Refrain from automated querying* Do not send automated queries of any sort to Google's system: If you are conducting research on machine translation, optical character recognition or other areas where access to a large amount of text is helpful, please contact us. We encourage the use of public domain materials for these purposes and may be able to help.
- + *Maintain attribution* The Google "watermark" you see on each file is essential for informing people about this project and helping them find additional materials through Google Book Search. Please do not remove it.
- + *Keep it legal* Whatever your use, remember that you are responsible for ensuring that what you are doing is legal. Do not assume that just because we believe a book is in the public domain for users in the United States, that the work is also in the public domain for users in other countries. Whether a book is still in copyright varies from country to country, and we can't offer guidance on whether any specific use of any specific book is allowed. Please do not assume that a book's appearance in Google Book Search means it can be used in any manner anywhere in the world. Copyright infringement liability can be quite severe.

About Google Book Search

Google's mission is to organize the world's information and to make it universally accessible and useful. Google Book Search helps readers discover the world's books while helping authors and publishers reach new audiences. You can search through the full text of this book on the web at <http://books.google.com/>



DA
670
J5
A3
no. 26-31

ÉQUITÉ JURISTIQUE

ACTES DES ETATS

DE L'ILE DE JERSEY

Fin Juin 1785—fin Avril 1788.



Seers

LAURENCE ET FILS IMPRIMEURS, ETC.

CHATELAIN (L'ÉCRIVEIN) ST-JERSEY

SOCIÉTÉ JERSIAISE

ACTES DES ETATS

DE L'ILE DE JERSEY

Fin Juin 1785—fin Avril 1788.



Jersey :
LABEY ET FILS, IMPRIMEURS, ETC.,
BERESFORD LIBRARY, ST.-HÉLIER.

1912.

Tiré à 400 exemplaires.



Dunning
Nijhoff
8-20-30
13603

PRÉFACE

Le fascicule que nous présentons aujourd'hui à nos lecteurs comprend les Actes des Etats pour une période de trois années environ, de fin Juin 1785 à fin Avril 1788. Pendant ce court laps de temps les Etats s'occupent beaucoup de fortifier les défenses du pays : bien que l'Angleterre fût en paix avec ses voisins, l'horizon politique était parfois très sombre et à plusieurs reprises la guerre semblait sur le point d'éclater.

D'autres questions, touchant de près le bien-être du peuple et la prospérité de l'Ile, réclamaient aussi l'attention des pouvoirs publics, comme, par exemple, celle du commerce et de l'industrie des laines.

On sait que depuis très longtemps ⁽¹⁾ Jersey avait le droit d'importer d'Angleterre une certaine quantité de laine brute, qu'une partie de la population transformait en bas et vêtements tricotés qui étaient ensuite exportés dans diverses contrées de l'Europe. Cette industrie et ce commerce faisaient vivre une grande partie des insulaires.

Mais lors des guerres qui venaient d'avoir lieu entre l'Angleterre et la France, celle-ci avait d'abord frappé les marchandises jersiaises de droits d'entrée exorbitants, puis en avait complètement interdit l'importation ; cette branche de l'industrie jersiaise était donc menacée d'une ruine complète. En 1786, toutefois, on apprit qu'il se négociait un traité de commerce avec la France, et les autorités jersiaises, sous l'impulsion populaire, firent instance auprès du Gouvernement anglais pour obtenir que les lainages jersiais fussent compris parmi les marchandises anglaises admises en France à l'avenir, et les Etats nommèrent Jean Dumaresq Ecr. leur Député en Angleterre, pour agir à cet effet. Notons encore, entre autres sujets intéressants traités par les Etats de cette époque : le rétablissement des Enquêtes Criminelles etc., réclamé instamment par le peuple, et un recensement, le premier croyons-nous, ordonné par l'Assemblée.

(1) Voir, par exemple, Ordres du Conseil, Vol. II, p. 20.

Signalons aussi le fait qu'à plusieurs reprises les Etats assemblés furent dans l'impossibilité de procéder aux affaires, par suite de la négligence d'un Dénonciateur. Aussi le 26 Janv. 1788, M. Hugh Dupont, l'un des Dénonciateurs, fut-il suspendu de ses fonctions pendant un mois, par la Cour Royale, " pour irrégularité commise dans l'ajournement—ou l'avertissement—des membres des Etats, l'Assemblée ayant été *levée deux fois* faute audit Dupont d'avoir recordé s'il avait ajourné des membres absents " (Ex. 124).

Donnons, pour terminer, les noms des Greffiers et de leurs suppléants pour la période de 1785–88.

Le 14 Janv. 1786, Philippe de Carteret jun^r Ecr. fut assermenté Greffier (et Enregistreur des Contrats) en remplacement de Philippe de Carteret Ecr. son père, démissionnaire. (Ex. 122). Le 3 Nov. 1787, " vu la maladie de Philippe de Carteret Ecr., Greffier ", M. l'Avocat Jean Poingdestre ⁽¹⁾ fut assermenté Commis-au-Greff. (Ex. 124). Enfin, le 28 Janv. 1788, " vu le décès de Philippe de Carteret Ecr., père du Greffier ", un autre Avocat, M. Charles Poingdestre, ⁽²⁾ fut assermenté Commis-au-Greff, (Ex. 124) et le même jour, les Etats passèrent un Acte d'après lequel il était " accepté pour agir en qualité de Greffier-Substitut dans les Etats ".

J. A. MESSERVY.

19 Octobre 1912.

(1) Assermenté Avocat de la C.R. le 2 Mai 1777.

(2) Assermenté Avocat le 8 Oct. 1772.

Actes des Etats de l'Ile de Jersey

FIN JUIN 1785--FIN AVRIL 1788.

ACTES DES ETATS.

Etats Venus.

L'An Mille sept cents quatre vint cinq, le Vint-deuxième 1785, 22 Juin.
Jour du Mois de Juin.

Present Honorable Homme Lieutenant-Colonel Ph. Fall, Lieutenant Gouverneur de l'Isle de Jersey, etc.

Par devant W^m Ch. Lempriere Esc^r Seigneur de Dielament, etc. ; Lieutenant, etc. ; Assisté d'Edo^d Le Maistre, Phil. De Carteret, Fr. Marett, Nic^e Messervy, Ch. Payn, Elie Pipon, Ph. Robin, Jean Poingdestre et Ph. Le Hardy Esc^{rs} Jurés ; present le Proc^r Général du Roi cõe aussi Mons^r le Doïen et Mess^{rs} les Ministres, etc. ; et Mess^{rs} les Coñ^{bles} etc. ; le Centen^r Arthur de S^t Jean et le Centen^r Bertram de Grouville.

Nic^e Fiott Esc^r Justicier est en default excusé.

Le Rev^d Jean Du Parcq, Rect^r de la Põe de Grouville, est en default excusé.

Après le Serment de Mons^r Elie Bertram, M^r Tho : Labey, Coñ^{ble} de la Põe de Grouville, demeure exoiné par Maladie.

Monsieur le Lieutenant Gouverneur aiant donné lecture aux Etats d'un Extrait d'une Lettre de Son Excellence le Général Conway, Gouverneur en Chef, par laquelle il paroît qu'il a été informé de quelque Part que les Etats lui ont refusé les Remerciemens qui lui sont dûs pour les Soins et Applications auprès du Gouvernement à obtenir le Retablissement de l'Hôpital-Général ; Les Etats aujourd'hui souhaitant exposer la fausseté et l'infamie d'une Representation aussi malicieuse et faire connoître la Vérité à Son Excellence sur ce sujet, declarent que la Proposition qui fut faite aux Etats pour remercier le Général Conway à l'Occasion susdite, après avoir été logée au Greffe

1785. quinze Jours conformément à l'Ordre de Sa Majesté en Conseil du 28^{me} Mars 1771, fut hautement et avec des Marques de Satisfaction approuvée par les Etats : Les Etats ne peuvent se dispenser ici de réitérer les Sentimens de reconnoissance qu'ils ont toujours conservé pour la Bienveillance, les Attentions particulieres et Soins infatigables que Son Excellence a toujours exercé pour la Seureté, le Bien-être et la Prosperité de cette Isle ; ils prennent en même tems cette Occasion d'assurer le Général Conway que malgré les Representations subtiles et artificieuses qui pourroient être repandues pour prejudicier la Conduite de cette Assemblée auprès de Son Excellence, ils ne cessent de continuer leurs Efforts pour la Seureté du Pais et ne perdront Jamais de Vuë les Bienfaits que la Patrie a receu dans tant d'Occasions de la part de son Gouverneur en Chef. Les Etats ont de plus resolu que ce present Acte sera mis sous le Sceau de l'Isle et ensuite transmis à Son Excellence le Général Conway par Mons^r le Lieutenant Gouverneur qui a bien voulu s'en charger.

Monsieur le Lieutenant Gouverneur aiant demandé aux Etats de lui donner une Liste des Corps de Garde et Magazins autour de l'Isle qui doivent être à l'Avenir réparés et entretenus aux fraix de l'Isle ; Les Etats ont décidé d'envoier la Question pardevant le Comité pour la Defense de l'Isle, où les Connétables sont requis d'être presens.

Certaine Proposition aiant été faite aux Etats le 27^e Mai 1785, par le Con^{ble} de la Pœe de S^t Pierre dont la Teneur ensuit : " Les Etats étant informés qu'une Proposition fut faite Vendredi 13^e Mai 1785 en Assemblée de la Paroisse de S^t Helier par Nic^e Messervy Esc^r un des Jurés de la Cour Roïale, tendant à obliger les Connétables à consulter leurs Paroissiens avant de consentir dans les Etats à aucune Levée d'Argent sur les Habitans ; en consequence de quoi une Assemblée des Principaux, Officiers et Chefs de Famille de lad^e Paroisse fut convoquée par le Con^{ble} Mercredi 18^e dudit Mois de Mai, dans quelle derniere Assemblée la Proposition dudit Sieur Messervy fut adoptée par la pluralité des Opinions et fut passée en Acte de lad^e Paroisse : Paroissant d'ailleurs que pareille Proposition fut muë Vendredi 20^e du Courant dans l'Assemblée de la Paroisse de S^t Pierre avec cette restriction plus outre, " que le Con^{ble} ne consentiroit à aucunes Propositions qui pourroient être faites dans les Etats sans

1785.

premierement consulter les Paroissiens” : et que la même question a été agitée dans d’autres Paroisses. Les Etats aujourd’hui envisageant le Sujet amené en agitation devant le Public comme un Point des plus important dans la Constitution du Païs et qui interesse d’une Maniere particuliere le Bien-être et les Libertés du Peuple dont les Representans ne forment que la tierce Partie des Etats, et considérant d’ailleurs qu’il n’est de la Competence ni des Etats ni des Assemblées paroissiales d’apporter aucun Changement par eux-mêmes à l’Ordre de Sa Majesté en Conseil du 28^e Mars 1771, qui est à la Tête du Code de Loix, ne peuvent dissimuler leurs Alarmes sur les Consequences que pourroit produire lad^e Proposition et sur l’Inquietude que cette Question repand presentement dans les Esprits ; souhaitant en même tems d’engager les Habitans dans la Voie de rendre efficaces leurs Souhaits auprès de Sa Majesté, et à offrir leurs raisons d’une Maniere reguliere et soumise à leur Debonnaire Souverain tant sur ce sujet que dans tous autres cas ; Les Etats declarent qu’ils se prêteront à tout ce qui peut encourager ce Moïen legal et moderé ; et afin que le Public ait un tems convenable à considerer sur un Objet aussi important, il est ordonné que ce present Acte (après avoir été logé au Greffe quinze Jours) sera publié le Dimanche ensuivant dans toutes les Paroisses : Ensuite de quoi les Coⁿbles sont requis d’assembler leurs Constituans et de recevoir d’eux toutes Plaintes, Requetes ou Representations sur le Sujet en Agitation, soit que les Opinions soient d’assujettir les Coⁿbles seulement à consulter et suivre l’Opinion de leurs Paroissiens ou afin de donner effet à la Voix du Peuple, que les deux autres tiers qui composent les Etats soient également tenus de se conformer à la Decision du Peuple, lorsqu’elle y sera r’apportée par les Coⁿbles et sur le tout les Coⁿbles sont de plus requis d’en faire rapport aux prochains Etats”. Certaine autre Proposition aiant été faite aux Etats le 8^e Juin 1785 par le Lieutenant Bailly dont la Teneur ensuit : “ Les Etats étant informés qu’une Proposition fut faite Vendredi 13^e Mai 1785 en Assemblée de la Paroisse de S^t Helier par Nic^s Messervy Esc^t un des Jurés de la Cour Roïale, tendant à obliger les Coⁿbles à consulter leurs Paroissiens avant de consentir dans les Etats à aucune levée d’Argent sur les Habitans, en consequence de quoi une Assemblée des Principaux, Officiers et Chefs de Famille de

1785. ladite Paroisse fut convoquée par le Coñ^{ble} Mercredi 18^e dudit Mois de Mai, dans quelle dernière Assemblée la Proposition dudit Sieur Messervy fut adoptée par la pluralité des Opinions et fut passée en Acte d'Assemblée de lad^e Pœ ; Paroissant d'ailleurs que pareille Proposition a été muë et approuvée dans plusieurs autres Pœs de cette Isle ; Les Etats aujourd'hui envisageant le Sujet amené en Agitation devant le Public comme un Point qui interesse d'une Maniere particulière le Bien-être et les Libertés du Peuple et desirant calmer l'Alarme et l'Inquietude que cette Question repand actuellement dans les Esprits, après avoir delibéré sur le Sujet ont resolu que lorsqu'il s'agira dans l'Assemblée des Etats d'aucune Levée d'Argent extraordinaire, excepté pour la Defense de l'Isle, les Coñ^{bles} consulteront leurs Paroisses suivant à la Teneur de leur Serment, qui fait partie du Code de Loix confirmé par un Ordre de Sa Majesté en Conseil du 28^e Mars 1771 ; les deux autres Corps des Etats s'engagent au même tems à ne point consentir à aucune Levée d'Argent sur le Public contraire à l'Opinion de la Majeure Partie des Pœs ainsi r'apportée par leurs Connétables". Et un Amendement aiant été ce jour fait à la Proposition dudit Sieur Lieutenant Bailly par le Coñ^{ble} de la Pœ de St. Ouen dont la Teneur ensuit : " Que lorsqu'il s'agira dans l'Assemblée des Etats de Levée d'Argent sur le Public, non seulement pour des Cas extraordinaires Mais pour aucun Sujet quelconque, les Coñ^{bles} consulteront leurs Contituans⁽¹⁾ et ce conformément à la Decision de leurs Paroissiens ; les deux autres Corps des Etats tenus en même tems de suivre l'Opinion de la Majeure Partie des Pœs ainsi r'apportée par leurs Coñ^{bles} dans les Etats ". Les Etats considerant le sujet convenu dans lesd^{tes} Propositions et dans led^t Amendement d'une très grande importance au Bien public, et desirant d'y proceder avec toute la Precaution et la Deliberation possible, et particulièrement souhaitant de connoître l'Opinion des Pœs sur un Sujet qui les interesse de si prêt⁽²⁾ ; ont requis les Coñ^{bles} de consulter leurs Constituans, et de r'apporter l'Opinion de leurs Pœs tant sur lesdites Propositions que sur ledit Amendement et d'en faire rapport aux prochains Etats, afin que telles Mésures soient prises qui paroîtront propres pour le Bien-être des Habitans du País".

(1) Constituans. (2) Sic.

Les Etats ont appris avec la plus grande Satisfaction, que Sa Majesté a bien voulu ordonner la Re-edification de l'Hôpital-Général envisageant l'Accomplissement de ce grand objet comme le resultat des Sollicitations personnelles et reiterées de Jean Dumaresq Gent. auprès du Général Conway, de Milord Sydney et du Duc de Richmond, ils éprouvent aujourd'hui pour lui ces Sentimens d'Estime que doit naturellement inspirer un Zèle si ardent pour le Bien-être du Païs ; Ses Soins et ses Travaux pour le Public dans plusieurs Occasions lui avoient déjà acquis à Juste titre l'Approbation de sa Patrie ; mais ce dernier trait de son Attention, qui a si essentiellement contribué à assurer aux Pauvres un Asyle, qu'une Malheureuse Incendie leur avoit ravi, lui donne un nouveau Droit à la reconnoissance de ses Concitoïens : Les Etats ordonnent que ces Sentimens qui les animent à son Sujet, seront inscrits dans le Livre de cette Assemblée afin que la Posterité qui Jouïra cõe nous des Effets salutaires du Rétablissement de l'Hôpital n'ignore pas une des Causes principales de cet heureux Evenement, et cõe le Tribut le plus flatteur qu'on puisse offrir à une Ame bien née, est sans doute l'Approbation d'un peuple auquel elle consacre ses Soins ; le Greffier est dirigé de donner à Jean Dumaresq Gent. Copie autentique de ce present Acte.

Considééré que le Droit de voter dans les Assemblées paroissiales pour Elections aux Charges publiques et autres Sujets qui s'y traittent, est un Droit personnel qui ne peut s'exercer par Procureur ou autre Representant ; Les Etats ont aujourd'hui resolu qu'à l'avenir Personne ne sera receu à voter dans lesdites Assemblées, à moins qu'ils n'aïent eux-mêmes ce Droit en Personne et cela conformément à l'Ancien Usage ; entendu que ce present Acte ne doit point porter prejudice aux Droits que les Seigneurs des Fiefs Haubert peuvent avoir à cet égard suivant l'Ancien Usage : Ce qui sera publié tant au lieu ordinaire du Marché qu'aux Pöes de cette Isle, afin que Personne n'en pretende cause d'Ignorance.

Etats Genus.

Present Honorable Homme Lieutenant-Colonel Ph. Fall, Lieutenant Gouverneur de l'Isle de Jersey, etc.

L'An Mille sept cents quatre vint cinq, le sixième Jour du 1785, 6 Juillet.
mois de Juillet.

1785. Par devant W^m Ch. Lempriere Esc^r Seigneur de Dielament, etc., Lieutenant, etc. ; Assisté d'Edo^d Le Maistre, Phil. De Carteret, Fr. Marett, Nic^e Messervy, Ch. Payn, Elie Pipon, Ph. Robin, Jean Poingdestre et Ph. Le Hardy Esc^{rs} Jurés ; Present le Proc^e Général du Roi cõe aussi Mons^r le Doïen et Mess^{rs} les Ministres etc., Et Mess^{rs} les Coñ^{bles}, etc., et le Centen^r Arthur de S^t Jean.

Nic^e Fiott Esc^r Justicier est en défaut excusé.

Le Rev^d Jⁿ Du Parcq, Recteur de la Põe de Grouville, est en défaut excusé.

Trésorier. Ch. Payn Esc^r un des Exécuteurs du Testament de feu Tho. Durell Esc^r ⁽¹⁾ aïant demandé le 9^e Jour de Mai 1785, qu'un Trésorier fût appointé à la place dudit Defunt pour recevoir les Fonds appartenant à la Bibliotheque, Les Etats ayant pris le Sujet en consideration, ont requis et autorisé Jacq^e Hemery Esc^r Justicier pour agir à cette fin.

Tous les Connétables aïant fait Rapport aux Etats des Opinions de leurs Constituans respectivem^t sur les Propositions ci-devant Muës dans les Etats au Sujet des Levées d'Argent sur le Peuple ; et la pluralité desd^{ts} Coñ^{bles} aïant aussi donné lecture de plusieurs Propositions qu'ils ont été chargés par les Assemblées paroissiales de presenter par Voïe de Requêtes aux Etats, afin que telles Mésures soient prises qui leur paroîtront propres pour en obtenir relief auprès de Sa Très Excellente Majesté en Conseil ; lesd^{ts} Rapports avec lesdites Propositions et Requêtes ont été logés au Greffe pour être pris en consideration.

Etats Tenus.

Present Honorable Homme Lieutenant-Colonel Ph. Fall, Lieutenant Gouverneur de l'Isle de Jersey, etc.

1785, 18 Juillet. L'An Mille sept cents quatre vint cinq, le dix-huitième Jour du Mois de Juillet.

Par devant W^m Ch. Lempriere Esc^r Seigneur de Dielament, etc., Lieutenant, etc. Assisté d'Edo^d Le Maistre, Phil. De Carteret, Fr. Marett, Nic^e Messervy, Ch. Payn, Elie Pipon,

(1) Thomas Durell Esc^r, Vicomte, fut inhumé à St. Sauveur, le 14 Avril 1785.

Jean Poingdestre et Jacq. Hemery Esc.^{rs} Jurés. Presens Mons^r 1785.
le Doïen et Mess.^{rs} les Ministres, etc. ; Et Mess.^{rs} les Coñ^{bles} et
le Centen^r Binet de S^t Pierre, le Centen^r Laurens de S^t Lau-
rens et le Centen^r Arthur de S^t Jean.

Ph. Robin et Nic^e Fiott Esc.^{rs} Justiciers sont en défaut excusés.

Après le Serment de Mons^r Tho. De La Garde, Ph. Le Hardy Esc.^r
Justicier demeure exoiné par Maladie.

Le Rev^d Jean Du Parcq, Rect^r de la Pœ de Grouville, est en défaut
excusé.

Après le Serment de Jacq. Hemery Esc.^r Justicier, le Rév^d Edo^d Du
Pré, Rect^r de la Pœ de S^t Helier, demeure exoiné par Maladie.

Après le Serment de Mons^r Ph. Laurens, Mons^r Gedeon Dallain, Con-
nétable de la Pœ de S^t Laurens, demeure exoiné par Maladie.

Monsieur le Lieutenant Gouverneur aiant communiqué aux Etats,
une Lettre à lui adressée de la part de Son Excellence le Général
Conway nôtre Gouverneur en Chef, portant la date du 4^e Juillet 1785 ;
Après lecture d'icelle et avec la Permission de Mons^r le Lieutenant
Gouverneur, Les Etats ont ordonné que ladite Lettre sera inscrite
sur le Livre desdits Etats.

De quelle Lettre la Teneur ensuit

“ Dear Sir

“ I am favour'd with Your Letter inclosing the thanks of
“ the States on Occasion of His Majesty's Orders lately procur'd for
“ payment of the Money due on account of the Hospital & for either
“ repairing the Building, or granting a suitable Sum for that purpose ;
“ & I must desire you will take earliest Opportunity to inform them
“ how happy I am in this Mark of their Approbation, & how sensible
“ of the polite & flattering terms in which it was convey'd. What
“ I had done in this Matter was from the dictate of that Duty to
“ which I think Myself bound for promoting the Welfare of the Island
“ & all the Merit I cou'd claim was that of the sincere Zeal & Anxiety
“ with which I have so long & so repeatedly urg'd it, to which I had
“ also an additional Motive from the personal Attention paid by the
“ States to my Applications for the employment of the Hospital so
“ beneficially for the Use of His Majesty's Troops when the publick
“ Exigency made so large a Number necessary to the Security of the

1785. " Island. I shall not fail to continue my most earnest Endeavours for
 " the Speedy Execution of what His Majesty has so graciously promis'd
 " & can only wish that on all Occasions where the Interests of the Island
 " are concern'd the immediate & favourable Decisions of Governm^t
 " here depended as much on me as the Zeal & Ardor with which I
 " shall always feel myself equally bound by duty & inclination to
 " pursue them.

" I am Dear Sir with great truth & esteem

" Your Most Faithful & obedient Servant

L^t Gov^r Fall.

Signed " H. S. Conway ".

Les Articles deuxième, troisième, quatrième et cinquième de la
 Tenuë du Comité pour l'Hôpital Général de cette Isle en date du
 13^e Avril 1785 demeurent approuvés par les Etats, et ordonné qu'ils
 seront entrés sur le Livre dud^t Hôpital.

Etats Genus.

Present Honorable Homme Lieutenant-Colonel Ph. Fall, Lieu-
 ten^t Gouverneur de l'Isle de Jersey, etc.

1785, 20 Sept.

L'An Mille sept cents quatre vint cinq, le vintième Jour du
 Mois de Septembre.

Par devant W^m Ch. Lempriere Esc^t Seigneur de Dielament,
 etc.; Lieutenant, etc.; Assisté d'Edo^d Le Maistre, Phil. De
 Carteret, Fr. Marett, Nic^s Messervy, Ch. Payn, Elie Papon,
 Ph. Robin, Jean Poingdestre, Ph. Le Hardy, et Jacq^s Hemery
 Esc^{ts} Jurés; present le Proc^t Général du Roi et le Vicomte,
 cõe aussi Mons^r le Doïen et Mess^{rs} les Ministres, etc.; Et
 Mess^{rs} les Con^{bl}es etc.; Le Centen^r Arthur de S^t Jean et le
 Centen^r Alexandre de S^t Brelade.

Nic^s Fiott Esc^t Justicier est en default excusé.

Les Etats aiant depuis peu appris que des Ecrits anonymes ont
 été envoïés au duc de Richmond Grand Maître de l'Ordonnance de
 sa Majesté dans le dessein de porter prejudice à Frederic George
 Mulcaster Esc^t Ingenieur en Chef, saisissent l'Occasion de rendre
 Justice à sa Conduite et à ses Services, et d'exprimer l'horreur que
 leur inspirent les malicieux Artifices des Calomniateurs: l'Attention

et les Soins assidus que ledit Sieur Mulcaster a toujours porté aux différentes branches de son Departement pour la Sureté de cette Isle, le Zele actif et constant qu'il a fait paroître en plusieurs Occasions pour la Defense et la Conservation du Païs, particulièrement le Jour memorable du 6^e Janvier 1781, lorsqu'il fit echouer le projet hardi et decisif de l'Ennemi, lorsqu'il eut le Jugement et la Fermeté de resister à des Ordres qui tendoient à livrer le Chateau et le Païs même au pouvoir de la France, et qui auroient deshonoré l'Etendart Britannique : Ces services signalés rendus à l'Isle de Jersey dans le tems le plus critique meritent à Juste titre la reconnoissance publique de tous les Habitans du Païs et engagent les Etats d'une Voix unanime à rendre à Frederic George Mulcaster Esc^r Ingenieur en Chef le present Témoignage de leurs vifs et sincères Remerciements ; et afin que le Sentiment des Etats sur des Faits passés sous leurs yeux, ait l'effet désiré, il est resolu qu'une Copie autentique de ce present Acte sous le Sceau de l'Isle sera transmis par le Greffier au duc de Richmond et un autre audit Sieur Mulcaster.

[*Suivent, dans l'original, un Acte des Etats et un Ordre du Conseil, déjà imprimés, Vol. 4 des Ordres du Conseil, pp. 129-131.*]

Etats Genus.

Present Honorable Homme Lieutenant-Colonel Ph. Fall, Lieutenant^r Gouverneur de l'Isle de Jersey, etc.

L'An Mille sept cents quatre vint cinq, le cinquième Jour du Mois d'Octobre. 1785, 5 Oct.

Par devant W^m Ch. Lempriere Esc^r Seigneur de Dielament, etc. ; Lieutenant, etc. Assisté de Phil. De Carteret. Fr. Marett, Nic^t Messervy, Ch. Payn, Elie Pipon, Ph. Robin, Jean Poingdestre, Ph. Le Hardy et Jacq. Hemery Esc^{rs} Jurés ; presens le Proc^t Gen^l du Roi et le Vic^{te} ; cõe aussi M^r le Doien et Mess^{rs} les Ministres, etc. ; Et Mess^{rs} les Coñ^{bles} etc. ; le Centen^r Arthur de S^t Jean et le Centen^r Alexandre de S^t Brelade.

Après le Serment de M^r Jean Arthur, Edo^d Le Maistre Esc^r Justicier demeuré exoiné par Maladie.

Nicol^e Fiott Esc^r Justicier est en default excusé.

B

1785. Mons^r le Lieutenant Gouverneur aiant communiqué aux Etats une Lettre anonyme et diffamatoire qui a été envoyée à Son Excellence le Général Conway ; ils déclarent qu'ils l'envisagent comme un Libelle rempli de faussetés et de Malignité ; et témoignent aujourd'hui d'une Voix unanime la vive Douleur que leur inspire une Production si outrageante, ses Soins si infatigables pour nôtre conservation pendant la Guerre et ses Attentions continuelles à nôtre Prospérité pendant la Paix lui ont à Juste titre concilié tous les Cœurs des Habitans de ce Païs ; Et les Etats ne peuvent trop exprimer leur Etonnement qu'il se soit trouvé un Malheureux assez Ennemi de sa Patrie pour oser injurier d'une Maniere si infame celui qui en est le Soutien et le Defenseur ; Les Etats ont unanimement décidé qu'il est absolument de leur Devoir de renouveler dans cette Occasion les Témoignages qu'ils ont si souvent reïterés de leur Attachement pour leur Gouverneur et de leur reconnaissance pour les Services importants qu'il a rendus au Païs ; de requérir Mons^r le Lieuten^t Gouverneur de lui communiquer les Sentimens des Etats à son Sujet, et de l'assurer que toutes les Perquisitions necessaires seront faites incessamment pour decouvrir le Calomniateur ; afin que telles peines soient decernées contre lui, que merite une Conduite si criminelle ; pour quel effet la Lettre a été mise entre les Mains de Mons^r le Proc^s Général du Roi.

Ph. De Carteret Esc^r, Greffier de la Cour Roïale de cette Isle, aiant aujourd'hui communiqué aux Etats une Lettre qu'il a reçu de la part de Frederic George Mulcaster Esc^r Ingenieur en Chef, datée du 24^e Sept^{bre} 1785, en reponse à l'Acte des Etats du 20^e du même Mois ; apres Lecture de ladite Lettre il est ordonné qu'elle sera inscrite sur le Livre des Etats.

De quelle Lettre la Teneur ensuit

" Sir

" Jersey 24th Sep^t 1785.

" I have been hon^d with Your Letter of the 21th Inst^t inclosing
 " me an Act of the States of that Date ; The Approbation therein
 " contained of my Conduct by the unanimous Voice of that truly
 " respectable Body, cannot but be exceedingly flattering to me, and
 " the Motives which have induced the States to this generous Testi-
 " mony of my feeble Endeavours to do my Duty, require my most
 " thankfull Acknowledgments. Permit me Sir at their next Meeting

" to request of You to assure them how sensible I am of the particular
 " hon^r they have conferred upon me, by this unsolicited Mark of their
 " Attention, & that I shall ever retain the most gratefull Remem-
 " brance of their Goodness. 1785.

" I have the hon^r to be Sir

" Your most obed^t

" & most h^{ble} Serv^t

Signed " Fred^t Geo. Mulcaster

" Ph. De Carteret Esq^r

" Greffier of the Royal Court

" Jersey ".

[Suit un Acte raturé par Ordre de Sa Majesté en Conseil
 en date du 2 Juin 1786.]

Le Comité appointé par Acte des Etats du 27^e Mai 1785, aiant
 aujourd'hui présenté leur Rapport aux Etats, il demeure approuvé et
 ordonné qu'il sera entré sur le Livre de leur Assemblée pour tirer son
 plein et entier effet selon sa Teneur

De quel Rapport la Teneur ensuit.

" L'An Mille sept cents quatre vint cinq, le vintième Jour du
 " Mois de Juin; Le Comité étant assemblé pour prendre en consi-
 " deration les differens Sujets qui leur seront soumis par l'Acte des
 " Etats du 27^e Mai 1785, a en premier lieu permis au Greffier de se
 " retirer du Comité à sa requête et à cause d'Indisposition : Lecture
 " a été ensuite faite des Pièces suivantes Viz^t de la Lettre du Clerc
 " du Conseil au Lieutenant Bailly, contenant les Points en Dispute
 " devant Sa Majesté, de la Requête des Mille trente six Habitans à
 " Sa Majesté, de la Requête de la Majeure partie des Etats à Sa Ma-
 " jesté et de la Réponse du Lieuten^t Bailly à cette dernière Requête,
 " chacune de ces Pieces aiant immédiatement rapport aux Points qui
 " doivent être pris en consideration par les Seigneurs du Comité du
 " Conseil; Sur le premier Point touchant la Pretention du Lieuten^t
 " Bailly de decliner en certains cas de mettre aux Voix des Proposi-
 " tions regulierem^t faites et proposées : Mons^r Le Lieuten^t Bailly aiant
 " été requis d'informer le Comité si sa pretention à cet egard est
 " fondée sur quelque Titre, Evidence ou Autorité par escrit, et en ce
 " cas de vouloir bien l'indiquer au Comité, led^t Sieur Lieuten^t Bailly

1785. " a dit que ce sera devant les Seigneurs du Conseil qu'il doit rendre
" raison de sa Conduite. Le Comité a ensuite commencé l'Examen
" des Livres des Etats depuis l'Etablissement des Records, cõe aussi
" des Livres qui contiennent les Ordres de Sa Majesté en Conseil, et
" n'ayant pû finir led^t Examen a remis leur Tenuë d'aujourd'hui en
" quinze Jours à dix heures du Matin. Du 4^e Juillet 1785, le Comité
" assemblé en consequence de la remise a continué l'Examen desdits
" Livres, et aiant porté leurs recherches tant sur le premier Point que
" sur les autres Chefs, ils ont pris note des differentes Pieces qui leur
" ont paru propres à donner information aux Seigneurs du Comité du
" Conseil sur les Points en Dispute; et s'agissant de continuer encore la
" perquisition plus outre et de faire un Recueil des differens Actes qui
" peuvent servir dans la Discussion des Points en Dispute; Le Comité
" a cru le Moien le plus propre pour expedier les Affaires de nommer
" un petit nombre parmi eux qui soient chargés de preparer ce qui
" leur paroîtra necessaire à cet egard et de le presenter au Comité
" lorsqu'il l'auront preparé; à quel effet Ph. Le Hardy Esc^t, Mons^r le
" Rect^r de S^t Helier et le Coñ^{ble} de S^t Pierre demeurent appointés et
" autorisés aux fins susdites et les notes prises par le Comité ont été
" pour ce sujet mises entre leurs Mains; Du 5^e Octobre 1785, Le
" Comité étant derechef assemblés et aiant eu le rapport de Mess^{rs} Le
" Hardy, le Recteur de S^t Helier et le Coñ^{ble} de S^t Pierre qui ont fini
" l'Examen des Records, et ont pris Memoire des Pieces qui leur ont
" paru propres pour donner information aux Seigneurs du Conseil sur
" les Points en Dispute, et pour soutenir les Droits et Prerogatives
" des Etats sur les differens Chefs en question quel Memoire est
" marqué A et contient une Liste des Actes qu'il est necessaire de
" tirer. Le Comité après avoir eu la lecture de lad^e Liste ou Memoire,
" ont trouvé qu'il sera à propos que les differens Actes qu'elle contient
" soient tirés des Records et signés par le Greffier, ensuite mis sous
" le Sceau de l'Isle pour servir au Deputé que les Etats Jugeront
" propre de nommer à l'effet susdit. Et à l'egard de l'Examen des
" Defauts et Imperfections des Loix que les Etats ont confié à la con-
" sideration de ce Comité, le Comité a cru devoir diferer cet Examen
" Jusqu'à ce que les Etats leur aient referé (s'ils le Jugent propre)
" les differentes Propositions, Requêtes et Plaintes qui ont été depuis

“quelque tems muës dans les Assemblées paroissiales de l'Isle, et pour
 “le present ont cru ne devoir tarder à faire ce present rapport aux
 “Etats sur le sujet qui leur a paru le plus pressant”.

1785.

Etats Tenus.

Present Honorable Homme Lieutenant-Colonel Ph. Fall, Lieu-
 tent: Gouverneur de l'Isle de Jersey, etc.

L'An Mille sept cents quatre vint six, le Vint quatrième Jour 1786, 24 Juin.
 du Mois de Juin.

Par devant W^m Ch. Lempriere Esc^t Seigneur de Dielament, etc. ;
 Lieut^t etc. ; Assisté d'Edotiard Le Maistre, Ph. De Carteret,
 Fr. Marett, Nic^t Messervy, Ch. Payn, Elie Pipon, Ph. Robin,
 Jean Poingdestre, Ph. Le Hardy, Jacques Hemery et Jacq^t
 Hammond Esc^{rs} Jurés : Presens les Officiers du Roi et le De-
 puté Vicomte, comme aussi Mons^r le Doïen et Mess^{rs} les Mi-
 nistres etc., Et Mess^{rs} les Con^{bl}es etc. ; et le Centenier Baudains
 de S^t Jean.

Le Reverend Franç^t Le Coûteur, Rect^r de la Pœ de S^t Martin, est
 en default à assister aux Etats.

[Aucun autre Acte n'est enregistré pour cette séance.]

Etats Tenus.

Present Honorable Homme Lieutenant-Colonel Phil. Fall,
 Lieutenant Gouverneur de l'Isle de Jersey, etc.

L'An Mille sept Cents quatre vint six, le vint huitieme Jour 1786, 28 Juin.
 du Mois de Juin.

Par devant W^m Ch. Lempriere Esc^t Seigneur de Dielament,
 etc. ; Lieutenant, etc. Assisté d'Edotiard Le Maistre, Ph. de
 Carteret, Fr^t Marett, Nic^t Messervy, Ch. Payn, Elie Pipon,
 Phil. Robin, Jean Poingdestre, Ph. Le Hardy, Jacq^t Hemery
 et Jacq^t Hammond Esc^{rs} Jurés. Presens les Officiers du Roi
 et le Dep^t Vicomte, comme aussi Mons^r le Doïen et Mess^{rs} les
 Ministres, etc., et Mess^{rs} les Con^{bl}es etc., Et le Centenier Bau-
 dains de S^t Jean.

1786. Le Rev^d Franç^s Le Coûteur, Recteur de la Paroisse de Grouville,⁽¹⁾ est en défaut à assister aux Etats.

Mons^r le Lieutenant Gouverneur aiant delivré aux Etats a leur requête un Ordre de Sa Très Excellente Majesté en Conseil portant date du 2^e Jour de Juin 1786 dont Lecture avoit été donnée aux Etats Samedi dernier de la part du President touchant le Reglement des points en dispute entre les differens Corps qui composent les Etats : Les Etats sensibles de plus en plus de la Bienveillance de leur Debonnaire Souverain envers ce Païs et des attentions particulieres que Sa Très Excellente Majesté et les Très Honorables Seigneurs de son Conseil ont fait paroître dans le susdit Ordre pour assurer la tranquillité et la libre et duë administration des affaires publiques et en meme tems pour que les Habitans de l'Isle de Jersey aient le moyen d'être entendus, soulagés et maintenus dans les Droits et Privileges que Sa Majesté daigne accorder à tous ses fideles sujets, Ont ordonné avec la plus sincere reconnoissance pour les soins paternels de Sa Majesté que le susdit Ordre sera immediatement enregistré dans le Livre des Etats pour tirer son plein et entier effet et pour être observé accordamment et vû que l'Ordre sus-mentionné doit être publié dans toutes les Paroisses de l'Isle par Acte de la Cour Roiale. Les Etats se dispensent d'en ordonner la publication mais en même tems afin que tout le Public soit informé des Bienfaits et de la protection qu'ils reçoivent de leur Souverain et de la Reconnoissance que les Etats en ressentent ils ont ordonné que ce présent Acte sera aussi publié dans le même tems à toutes les Paroisses de l'Isle.

[Suit, dans l'original, (Et. 7, p. 227) l'Ordre en question, déjà imprimé dans le Vol. 4 des Ordres du Conseil, pp. 131 et sequ.]

Les Etats considerant que l'appointment du Comité de l'Hopital Général est expiré et qu'il est à propos d'en choisir un autre pour regler et preparer les differentes affaires qui concernent ledit Hopital ont nommé et appointé Ph. Robin, Jean Poingdestre et Phil. Le Hardy Esc^{rs} Justiciers, Mess^{rs} les Recteurs de S^t Jean, S^t Brelade et S^t Helier et Mess^{rs} les Connétables de S^t Pierre, S^t Sauveur et S^t Clement : quel Committé est de plus requis et autorisé de prendre au plutôt qu'il sera possible les mesures qui croiront convenables pour

Comité pour
l'Hopital
Général.

(1) Sic.

parvenir au prompt retablissement dudit Hopital et de produire aux Etats ce qu'ils auront préparé à cet egard pour leur approbation. Et sont Messieurs les Officiers du Roi requis d'y donner leur attendance. 1786.

M^r Josué de S^{te} Croix ayant adressé aux Etats une Requête au sujet du montant de ce qui lui est dû pour un Bateau perdu au Service de l'Isle et ayant représenté la nécessité urgente où il se trouve Les Etats prenant l'affaire en Consideration ont approuvé du Compte dud^t De S^{te} Croix montant à la somme de deux milles nonante huit Livres huit deniers d'ordre et ont ordonné qu'il sera payé par le Tresorier des Etats, Les Etats se reservant toutes fois le droit de prendre telle mesure et faire telle representation à l'egard de l'arrêt fait sur ledit Impôt et surcis par Acte de la Cour Royale en date de l'an 1783 le 4^e Jour de Novembre si dans la suite ils le trouveront necessaire pour la Conservation de leurs Droits et Privileges.

Stats Genus.

Present Honorable Homme Lieutenant-Colonel Ph. Fall, Lieutenant Gouverneur de l'Isle de Jersey, etc.

L'An Mille sept Cents quatre vint six, le dixieme Jour du 1786, 10 Juillet. mois de Juillet.

Par devant W^m Ch. Lempriere Esc^r Seigneur de Dielament, etc. ; Lieutenant, etc. ; Assisté d'Edo^d Le Maistre, Phil. De Carteret, Fr. Marett, Nic^s Messervy, Ch. Payn, Elie Pipon, Ph. Robin, Jean Poingdestre, Jacq^s Hemery et Jacq^s Hammond Esc^{rs} Jurés. Présens les Officiers du Roi et le Deputé Vicomte, comé aussi Mons^r le Doïen et Mess^{rs} les Ministres, etc., et Mess^{rs} les Coñ^{bles} etc. ; Et le Centenier Baudains de S^t Jean.

Ph. Le Hardy Esc^r Justicier est en default à assister aux Etats.

Le Rev^d Ph. De La Garde, Rect^r de S^t Brelade, est en default à assister aux Etats.

Après le Serment de M^r Charles Chevallier, Le Rev^d Fr. Le Coûteur, Rect^r de S^t Martin, demeure exoiné par Maladie.

Jacques Hemery Esc^r aiant informé les Etats à leur derniere tenuë qu'il avoit reçu une Lettre de Paul Le Mesurier Esc^r de Londres

1786. lui annonçant qu'une Information auroit été donnée au Comité de la Chambre des Communes touchant le Transport des Laines qui pourroit devenir des plus prejudiciable au Païs et led^t Sieur Hemery ayant aujourd'hui présenté aux Etats une Requête de plusieurs des Négocians les supplians de prendre le sujet en consideration. Monsieur le President aiant aussi fait une proposition tendant à établir un Comité pour les mêmes fins. Les Etats prenant le tout en examen et considerant qu'il est de la plus serieuse importance de prevenir le mal qui pourroit resulter de la Privation d'un Privilege precieux au Païs en général et qui fournit les moyens de subsistance à une grande partie des Habitans de l'Isle particulièrement aux Personnes Pauvres et indigentes ont presentement nommé et appointé un Comité Savoir Edo^t Le Maistre, Phil. Le Hardy et Jacq^t Hemery Esc^{rs} du Corps de la Justice, Mons^r le Doïen et Mess^{rs} les Recteurs de S^t Laurens et de S^t Helier du Corps du Clergé et Mess^{rs} les Connêtables de S^t Helier, S^t Brelade et S^t Pierre du Corps des Connêtables, lesquels sont requis et autorisés de consulter ensemble aussitôt qu'il sera possible sur les mesures qu'il faudra prendre à cet égard et d'en faire Rapport aux Etats : Mons^r le Lieutenant Gouverneur et Mess^{rs} les Officiers du Roi étant requis d'assister audit Comité : Etant ladite requête demeurée logée au Greffe.

Jean Dumaresq Gent. Connêtable de la Paroisse de S^t Pierre aiant informé Les Etats de la protection que lui a accordé son Excellence le Général Conway Gouverneur en Chef de cette Isle dans la Representation faite par ledit Sieur Dumaresq au nom et comme Agent de la Chambre de Commerce auprès du Parlement d'Angleterre pour l'Avancement du Commerce et de la Navigation du Païs. Les Etats reconnoissans tous les Bienfaits de son Excellence et sensiblement touchés de cette preuve recente de sa Bienveillance pour le Païs saisissent l'occasion de lui en temoigner leurs sincerés Remercimens. Et comme le Privilege déjà obtenu par son attention et sous ses auspices donne l'Espoir de parvenir à d'autres objets non moins avantageux et des plus importants Les Etats supplient instamment la Continuation des bontés et de la protection de Son Excellence dans la poursuite des affaires qui tendent à avancer le Commerce et la Navigation et par consequence à faire prosperer l'Isle de Jersey et

ont requis Mons^r le Lieutenant Gouverneur de transmettre une Copie authentique de ce present Acte sous le Sceau de l'Isle. 1786.

Jean Dumaresq Gent. Connétable de la Paroisse de St^r Pierre ayant informé les Etats des demarches qu'il a fait en qualité d'Agent de la Chambre de Commerce en Angleterre pour obtenir differens Points interessans au Commerce et a la Navigation du Païs et des Secours puissans et favorables que lui a accordé Lord Viscomte Beauchamp dans cette poursuite par le moyen desquels un Privilege essentiel est deja obtenu. Les Etats sensiblement touchés de ce bienfait prennent l'occasion d'en témoigner à Lord Vicomte Beauchamp leur plus vive reconnoissance et étant de plus informés des bonnes Intentions de Mylord Beauchamp dans la poursuite des autres objets importans de cette Entreprise Les Etats le supplient très instamment d'y donner sa protection et de continuer sa Bienveillance et ses bontés envers l'Isle de Jersey et ont requis Mons^r le Lieutenant Gouverneur de transmettre une Copie autentique de ce present Acte sous le Sceau de l'Isle.

Monsieur le Lieutenant Gouverneur aiant présenté aux Etats une Lettre adressée audit Sieur Lieut^r Gouverneur et aux Etats de la part de Franç^r Thompson Gent. au sujet de l'argent qui lui est dû pour ses soins et ses peines dans l'Instruction des Jeunes gens dans l'Exercice militaire. Les Etats prenant ladite Lettre en consideration ont ordonné que la somme de cinq Cents Livres d'ordre sera payée audit Sieur Thompson par le Tresorier des Etats sur le nouvel Impôt et est certain Compte dudit Thompson produit par ledit Sieur Lieutenant Gouverneur envoyé au Comité pour la Defense de l'Isle pour être examiné, et est ledit Comité requis d'en faire ensuite rapport aux Etats.

Monsieur Le Lieutenant Gouverneur aiant donné Lecture aux Etats d'une Lettre de William Fackener Esc^r datée de Whitehall l'an 1786 le 4^{me} Juillet adressée à W^m Stiles Esc^r par laquelle il paroît que par un Extrait d'une Lettre de M^r Brame au Marquis de Carmarthen datée à Genoa le 19^{me} Juin 1786, la Douane a reçu des Informations de Marseilles que la Peste s'est manifestée à Bona où il mouroit viron soixante Personnes tous les Jours. Qu'un Vaisseau est arrivé à Marseilles de Bona chargé de grain avec la peste à son Bord

C

1786. et dont quatre Personnes de l'Equipage sont actuellement mortes de cette maladie. Les Etats prenant lesdites Lettres en consideration et dans la vuë d'empêcher ce fleau terrible de s'introduire dans le Païs ont requis et autorisé le Comité des Chaussées de s'assembler au plutôt qu'il sera possible pour prendre les Mésures necessaires à cet effet et pour donner les ordres requises au Maître du Bateau de Santé.

Etats Genus.

Present Honorable Homme Lieutenant Colonel Phil. Fall,
Lieutenant Gouverneur de l'Isle de Jersey, etc.

1786, 15 Juillet. L'An Mille sept Cents quatre vint six, le quinzieme Jour de Juillet.

Par devant W^m Ch. Lempriere Esc^r Seigneur de Dielament, etc. ; Lieutenant, etc. ; Assisté d'Edo^d Le Maistre, Ph. De Carteret, Fr^s Marett, Nic^s Messervy, Ch. Payn, Elie Pison, Ph. Robin, Jean Poingdestre, Ph. Le Hardy, Jacques Hemery et Jacq^s Hammond Esc^{rs} Jurés. Presens les Officiers du Roi et le Dep^{té} Vic^{té}, comē aussi Mons^r le Doien et Mess^{rs} les Ministres, etc ; Et Mess^{rs} les Con^{blés} etc, Et le Centenier Baudains de S^t Jean.

Le Rev^d Fr. Le Coûteur, Rect^r de la Pœ de S^t Martin, est en default excusé.

Le Rev^d Jean Du Parcq, Rect^r de la Pœ de Grouville, est en default à assister aux Etats.

Les Etats ont entré en examen des Comptes publics et aiant revu ceux qui ont été déjà approuvés par le Comité et ordonné le paiement d'autres qui ont été trouvées justes il paroît que le total des Comptes approuvés monte à la somme de quinze milles cinq Livres huit sols cinq deniers ts : argent d'ordre quelle somme Les Etats ont ordonné sera payée par le Tresorier au moien de la Ballance qu'il a presentement en main et de la derniere bannie de l'Impôt sur le Rum et Genievre. Et afin de mettre le Tresorier en état de payer la somme ci dessus d'une maniere reguliere et plus facile, chèque Con-
nêtable pour lui et les Habitans de sa Paroisse recevra du Tresorier la proportion suivante Sçavoir

1786.

Le Con ^{ble} de St Helier pour le montant de ses Comptes & pour ceux de ses Paroissiens approuvés	£3973 . 14 . 10
Le Con ^{ble} de St Brelade pour D ^e et D ^e ...	3377 . 6 . 8
Le Con ^{ble} de St Sauveur pour D ^e	535 . 12 . 4
Le Con ^{ble} de St Ouën pour D ^e	559 . 2 . —
Le Con ^{ble} de Grouville pour D ^e	1061 . 8 . 4
Le Con ^{ble} de St Clement pour D ^e	363 . 18 . 8
Le Con ^{ble} de St Jean pour D ^e	353 . 7 . —
Le Con ^{ble} de St ^e Marie pour D ^e	208 . 17 . 8
Le Con ^{ble} de St Pierre pour D ^e	736 . 12 . 9
Le Con ^{ble} de St Martin pour D ^e	2029 . 8 . 2
Le Con ^{ble} de la Trinité pour D ^e	939 . 6 . 8
Le Con ^{ble} de St Laurens pour D ^e	866 . 13 . 4
	15005 . 8 . 5

Et à l'égard de l'Examen de la Liquidation des Comptes du Tresorier et des autres Comptes et Articles où il se trouve quelque difficulté ou qui exigent plus d'attention Les Etats en ont remis la Consideration à un autre Jour et entretems le Comité est requis de s'assembler pour preparer les affaires susdites pour la decision des Etats. Les Etats ont cru en même tems qu'il est indispensablement necessaire d'établir cette Règle générale à l'avenir afin de garder plus d'ordre dans la liquidation des Comptes publics. Sçavoir Que tous Comptes qui seront presentés soit aux Etats ou aux Committés seront delivrés par les Con^{bles} respectifs et que tous les Comptes qui seront produits à l'avenir finiront leur date de paiemens et recettes le 31^e Decembre chaque année sans qu'il soit permis d'entrer aucun article au-delà de cette Epoque pour la même Liquidation et sont les susdits Comptes liquidés remis entre les mains des Con^{bles} respectifs afin qu'ils en reçoivent le montant du Tresorier et les rendent ensuite au Greffier quittanciés.

Etats Tenus.

Present Honorable Homme Lieutenant-Colonel Ph. Fall, Lieu- 1786, 21 Juillet.
tenant Gouverneur de l'Isle de Jersey, etc.

L'An Mille sept cents quatre vint six, le vint unième Jour
du Mois de Juillet.

1786. Par devant W^m Ch. Lempriere Esc^r Seigneur de Dielament, etc. ; Lieutenant, etc. Assisté d'Edo^d Le Maistre, Phil. De Carteret, Franç^s Marett, Nic^s Messervy, Ch. Payn, Elie Pison, Ph. Robin, Jean Poingdestre, Phil. Le Hardy, Jacques Hemery, et Jacq^s Hammond Esc^{rs} Jurés. Presens les Officiers du Roi et le Deputé Vicomte, comme aussi Mons^r le Doïen et Mess^{rs} les Ministres, etc. ; Et Mess^{rs} les Con^{bl}^{es} etc., et le Centenier Baudains de S^t Jean.

Le Rev^d Fr. Le Coûteur, Rect^r de la Pœ de S^t Martin, est en default excusé.

Comité. Jean Dumaresq Gent. Connétable de S^t Pierre aiant représenté aux Etats qu'il existe un grand nombre de defauts et abus dans les Loix et dans la Maniere de traiter et conduire les Procés criminels et qu'il seroit à propos de faire application à Sa Très Excellente Majesté en Conseil pour obtenir relief sur ce Sujet et aussi pour obtenir le retablissement du Jugement par Enquête tant en matieres civiles que criminelles : Les Etats afin de proceder dans cette affaire si grande et importante et si intéressante au Bien être et à la prosperité des Habitants de l'Isle de Jersey considérant de plus que plusieurs des assemblées Paroissiales ont presenté des requêtes aux Etats sur ces mêmes objets particulièrement à l'égard des Enquêtes ont cru devoir en premier lieu appointer un Comité pour prendre l'affaire en consideration pour quel effet Ils ont nommé et appointé Edoüard Le Maistre, Franç^s Marett, Ph. Le Hardy et Jacq^s Hemery Esc^{rs} du Corps de la Justice, Mons^r le Doïen et Messieurs les Recteurs de S^t Martin, S^t Jean et S^t Helier et Messieurs les Connétables de S^t Helier, S^t Brelade, S^t Ouën et S^t Pierre trois de chaque Corps pouvant agir, Quel Comité est requis de s'assembler aussitôt qu'il sera possible à fin de faire rapport aux Etats des Lumieres et des Informations qu'ils auront acquis sur le sujet pour que tel Rapport soit ensuite logé au Greffe conformément à la Loi afin que tous les Membres des Etats aient le tems convenable d'y reflechir, à quel Comité Mons^r le Gouverneur et Mess^{rs} les Officiers du Roi sont requis d'assister, Et tous les Membres de cette assemblée sont de plus requis de prêter leur attention à ces sujets interessans et d'en donner telles Informations audit Comité que leurs recherches pourront produire.

Etats Genus.

Present Honorable Homme Lieutenant-Colonel Ph. Fall, Lieutenant Gouverneur de l'Isle de Jersey, etc.

L'An Mille sept Cents quatre vint six, le douzieme Jour du 1786, 12 Août.
Mois d'Août.

Par devant William Charles Lempriere Esc^r Seigneur de Die-lament, etc., Lieutenant, etc. : Assisté d'Edouard Le Maistre, Ph. De Carteret, Fr. Marett, Nic^s Messervy, Ch. Payn, Elie Pipon, Ph. Robin, Jean Poingdestre, Jacq^s Hemery et Jacques Hammond Esc^{rs} Jurés. Presens les Officiers du Roi et le Deputé Vicomte, comme aussi Mons^r le Doïen et Mess^{rs} les Ministres etc. ; Et Mess^{rs} les Coñ^{bles} etc. ; Le Centenier Bau-dains de St^t Jean et le Centenier Esthur de St^t Sauveur.⁽¹⁾

Ph. Le Hardy Esc^r Justicier est en défaut à assister aux Etats.

Adresse. Mons^r le Lieutenant Gouverneur aiant présenté aux Etats une Lettre de Lord Sydney accompagnée d'une Gazette (dont Lecture a été donnée aux Etats) au sujet de l'Attentat horrible qui a été fait sur la personne sacrée de Sa Majesté par une femme qui a paru être derangée en son Esprit Les Etats ne peuvent se dispenser dans cette Occasion de témoigner l'horreur que leur inspire une action si atroce vers leur Debonnaire Souverain et ont préparé une Adresse à Sa Majesté à ce sujet : et est Monsieur le Lieutenant Gouverneur requis de la transmettre au Secrétaire d'Etat : Etant ordonné que tant ladite Lettre de Lord Sydney que ladite Adresse seront enregistrées dans le Livre des Etats.

De quelle Adresse la Teneur ensuit.

" To the King's Most Excellent Majesty

" The Humble Address of the States of Your

" Majesty's Island of Jersey.

" Most Gracious Sovereign

" The States of Your Majesty's Island of Jersey with hearts

" full of those Sentiments of Loyalty and affection for their Sovereign

(1) M. Edouard Esthur jun^r, assermenté Centenier de St. Sauveur le 13 Sept. 1783 (en remplacement de M. Ph. Vivian) descendait d'une sœur du Rév. Philippe Falle, l'Historien.

1786. "which have ever distinguished the Inhabitants of this Island, beg
 "leave to express their astonishment and horror on hearing of the
 "atrocious attempt made on your sacred Person : we never shall
 "cease thanking that benign Providence which averted the fatal blow,
 "nor cease imploring the Almighty to guard your Majesty from every
 "attempt of foreign and domestic foes and that he will extend to a
 "very great length of time to your subjects the Blessings of being
 "governed by so great, just and gracious a Monarch".

By order of the States

sign'd Phil. De Carteret Greffr

Dequelle Lettre de Lord Sydney la Teneur ensuit.

" Circular

" Whitehall 2^d August 1786.

" Sir

" I transmit to you a Gazette Extraordinary which was
 published this afternoon, in order to put a Stop to a variety of
 Reports which an Event of this Sort would be likely to occasion.
 The woman who attempted to commit the homicid Act represented
 in the Gazette was examined before the Privy Council this afternoon,
 and there is every Reason to believe that she is in a State of Insanity.

I am, Sir, Your most obedient

humble Servant

Sign'd : Sydney.

Lieutenant Governor of Jersey".

Monsr le Lieutenant Gouverneur aiant présenté aux Etats deux
 Lettres l'une de Son Excellence le Général Conway Gouverneur en
 Chef de cette Isle et l'autre du Lord Vicomte Beauchamp toutes les
 deux en Reponse aux Actes de Remerciements que les Etats ont
 passé à ces deux Personnages. Les Etats ont ordonné qu'elles seront
 entrées sur leurs Regîtres.

Desquelles Lettres la Teneur ensuit

" Park Place 31 July 1786

" Dear Sir

" I had the favour of your Letter of the 17th Instant inclosing
 an Act of the States with their thanks for the part I have taken in
 promoting some things which promise advantage to the Comercial
 Interest of the Island, I beg you will take the earliest opportunity to

assure them of the sincere pleasure & pride I have in every mark of their approbation & good will which are much increased by the Idea that I can have been fortunate enough to contribute by any Endeavour of mine towards the prosperity of that Country in any degree & they may be assured no zeal shall be wanting on my part hereafter to forward such measures as may insure & compleat those advantages. 1786.

I am Dear Sir with great esteem

Your most faithful & obedient Servant

Sign'd H. S. Conway.

Lt Gov^r Fall ”.

“ Sir

“ I return you many thanks for the obliging manner in which you have communicated to me the honor which the States of Jersey have done me by their vote of thanks, and beg you will assure them that in all situations I shall be happy to receive their Commands.

“ I remain Sir

“ Your most obed^t very humble Serv^t

Sign'd. Beauchamp.

“ London, 23rd July 1786 ”.

Monsieur le Lieutenant Gouverneur aiant derechef présenté aux Etats plusieurs Lettres par lesquelles il paroît que la Peste continue à Bona d'où elle a été communiquée à Colo et Bugie et qu'elle regne à plusieurs autres Endroits : Les Etats considerant la necessité qu'il y a de prendre les Mésures necessaires pour empêcher cette maladie si dangereuse de s'introduire dans cette Isle, ont requis Mons^r le Lieutenant Gouverneur de donner les ordres qu'il trouvera propres et necessaires au Maître du Bateau de Santé.

Monsieur le Lieutenant Bailly aiant représenté aux Etats la necessité qu'il y a de faire une application au Secretaire d'Etat au sujet de la Manufacture des Bas de laine et ayant produit aux Etats une Lettre qu'il a dressé à cet effet : Les Etats ont ordonné que ladite Lettre demeurera logée au Greffe et ont requis en même temps le Comité appointé le 10^{me} Juillet 1786 au sujet de la Laine de s'assembler aussitôt qu'il sera possible pour prendre le Sujet en Consideration pour en faire ensuite rapport aux Etats.

1786.

Monsieur le Lieutenant Gouverneur aiant representé aux Etats le deperissement dans lequel sont actuellement les Boulevards, Maisons de Garde, Batteries et Plateformes erigées avec beaucoup de fraix autour de l'Isle pendant la derniere guerre et combien il seroit d'une Sage Economie et avantageux pour l'Isle de preserver à peu de fraix les ouvrages susdits : Ce que considéré Les Etats ont requis le Com-mitté pour la Defense de l'Isle de s'assembler aussitôt que possible afin de concerter ensemble sur les Mésures qu'il est necessaire de prendre sur le sujet et d'en faire rapport aux Etats.

Comme l'Introduction en cette Isle du Betail de France ne pourroit être que très prejudiciable au Païs en général qui en produit assez non seulement pour suffire à la Consommation des Habitans mais aussi pour permettre que l'on use du Privilege d'en transporter en Angleterre, qui est une Branche de Commerce très avantageuse et que l'on seroit exposés à perdre s'il y avait lieu de soupçonner qu'on en admit dans cette Isle : Considéré d'ailleurs que l'espece qui pourroit être apportée de France feroit degenerer celle du Païs. Les Etats dans la vue de prevenir ces Inconveniens ont jugé qu'il est necessaire de defendre et partant il est defendu à toutes personnes d'apporter ou introduire en cette Isle aucunes Vaches, Genisses ou Taureaux de France à peine de quarante Livres d'amende pour chaque piece de Betail apporté ou introduit en Contravention à cette Defense tant vers ceux auxquels tel Betail sera trouvé appartenir que vers le Maître du Vaisseau ou Bateau dans lequel il aura été apporté et de confiscation dudit Betail et du Vaisseau ou Bateau applicables un tiers au Roi, tiers aux Pauvres de la Paroisse ou tel Betail sera trouvé et tiers au Delateur : Et pour le Betail qui pourroit être apporté en cette Isle des Isles voisines l'Introduceur sera sujet de produire un Certificat ou Affidavit au Connétable de la Paroisse où le Betail sera débarqué, que tel Betail est du crû et produit de la place d'où il sera pretendu être apporté sur les peines susdites applicables de la même maniere : Ce qui sera publié tant au lieu ordinaire du Marché qu'aux Pôes de cette Isle afin que personnes n'en pretendent cause d'Ignorance.

Etats Tenus.

1786, 15 Août.

Present Honorable Homme Lieutenant-Colonel Ph. Fall, Lieutenant Gouverneur de l'Isle de Jersey, etc.

L'An Mille sept Cents quatre vint six, le quinzieme Jour du Mois d'Août.

1786.

Par devant William Charles Lempriere Esc^r Seigneur de Die-lament, etc., Lieutenant, etc. Assisté d'Edouard Le Maistre, Ph. de Carteret, Franç^s Marett, Nic^s Messervy, Ch. Payn, Elie Pipon, Phil. Robin, Jean Poingdestre, Ph. Le Hardy, Jacques Hemery et Jacques Hammond Esc^s Jurés. Presens l'Avocat Général du Roi et le Deputé Vicomte, comme aussi Mons^r le Doïen et Mess^{rs} les Ministres etc., et Mess^{rs} les Connêtables, etc. Le Centenier Baudains de St^t Jean ⁽¹⁾ et le Centenier Esthur de St^t Sauveur. ⁽²⁾

Le Rev^d Jean Du Parcq, Recteur de la Paroisse de Grouville, est en défaut à assister aux Etats.

Le Comité des Etats au sujet de la Laine s'étant assemblé le 14^{me} Août 1786 conformément à l'Acte des Etats du 12^{me} du Courant et aiant préparé une Requête au Secrétaire d'Etat laquelle a été cejourd'hui présentée aux Etats et approuvée ; Les Etats ont requis Mons^r le Lieutenant Gouverneur de transmettre Copie autentique de ladite Requête à son Excellence le Général Conway et de le prier de vouloir bien la présenter au Secrétaire d'Etat.

De laquelle requête la Teneur ensuit :

“ To the Right Honourable Lord Sydney one of His Majesty's principal Secretaries of State.

The humble Memorial of the States of the Island of Jersey in behalf of the inhabitants of the said Island.

Sheweth

That this Island tho' small in extent of Territory contains upwards of twenty thousand Inhabitants, That property is among them much divided & the Lands encumbered with considerable Quit Rents which would most probably reduce the generality of the Islanders to a State of wretched Poverty were it not for the small Trade now carried on which tho' not very extensive promotes Industry, excites Emulation and spreads ease around and has enabled the People to contribute largely and chearfully ⁽³⁾ towards their own defence & security.

(1) Nicolas Baudain, assermenté le 15 Nov. 1785.

(2) Edouard Estur (descendant de la sœur aînée du Rév. Philippe Falle, l'Historien) avait été assermenté Centenier le 13 Sept. 1783.

(3) *Sic.*

1786. That the staple Manufacture of this Country is knit woollen stuffs of different kinds but particularly stockings in knitting of which several thousand Women and Children are daily employed and which tho' labouring under great discouragements procures bread to many hundred poor families.

That this being almost the only occupation & support of the poorer sort of People was formerly of great Relief to them by the ready and advantageous sale of that Commodity.

That the french having heretofore laid high duties upon the Importation of knit stockings and having again lately totally prohibited the Introduction as well of this as of all other English Manufactures. The sale and demand of this Article has considerably diminished and the effects of it is severely felt by the Inhabitants.

Your Memorialists therefore most humbly pray that your Lordship will be graciously pleased to take this Matter into Consideration and that by means of your Lordship's interposition the articles of knit woollen stuffs & stockings may be introduced among the articles of english manufacture which will by the Commercial Treaty now in agitation between England and France be permitted to be imported into the french Dominions.

And your Memorialists will pray etc^a

Sign'd By Order of the States

Phil. De Carteret Greffier."

Island of Jersey 15th August 1786.

Stats Genus.

Present Honorable Homme Lieutenant Colonel Phil. Fall,
Lieutenant Gouverneur de l'Isle de Jersey.

1786, 28 Août.

L'An mill sept Cents quatre vint six, le vint huitième Jour
du mois d'Août.

Par devant William Ch. Lempriere Esc^r Seigneur de Dielament
etc., Lieutenant, etc. ; Assisté d'Edotard Le Maistre, Phil. De
Carteret, Franç^s Marett, Nic^s Messervy, Cha^s Payn, Elie Pipon,
Jean Poingdestre, Phil. Le Hardy, Jacques Hemery et Jacques
Hammond Esc^{rs} Jurés. Presens les Officiers du Roi, comme

aussi Mons^r le Doyen et Mess^{rs} les Ministres etc., et Mess^{rs} les Connétables etc., le Centenier Baudains de S^t Jean et le Centenier Esthur de S^t Sauveur. 1786.

Phil. Robin Esc^r Justicier est en déf^t à assister aux Etats.

Mons^r le Lieutenant Gouverneur aiant présenté aux Etats le 12^{me} Août 1786 une proposition qui fut logée au Greffe le même jour Exposant que ledit Sieur Lieutenant Gouverneur a à plusieurs reprises représenté aux Etats l'Etat de deperissement dans lequel sont actuellement les Boulevards, Maisons de Garde, Batteries et Plateformes erigés avec beaucoup de fraix pendant la dernière guerre et combien il seroit d'une sage Economie et avantageux pour l'Isle de preserver à peu de frais des ouvrages qui coûteroient tant à construire de nouveau supposé (ce qui n'est guere probable) que l'Ennemi en cas d'une guerre nous en donnât le tems : Les Etats aiant requis le Comité pour la Defense de l'Isle de s'assembler à ce sujet et ledit Comité s'étant assemblé accordamment le 23^{me} Août 1786 et aiant pris en consideration ladite Proposition faite aux Etats par led^t S^t Lieutenant Gouverneur touchant la Reparation et entretien necessaires aux Boulevards, Maisons de Garde, Batteries et Plateformes et ledit Sieur Lieutenant Gouverneur aiant recommandé au Comité de commencer à faire les Reparations qui seront trouvées propres au Havre des Pas et ensuite proceder vers l'Est ; Le Comité convint de représenter aux Etats la necessité de faire une Plateforme de Pierre pour les deux Canons du Havre des Pas et cela sous la direction dudit Sieur Lieutenant Gouverneur et que pour trouver les ouvriers et prendre les Mésures propres pour faire le Travail à un prix raisonnable il seroit necessaire d'autoriser le Con^{ble} ou Centeniers de la Pœ de faire accord pour ledit Travail avant qu'il soit commencé et à un Compte aussi avantageux qu'il pourra et de lui mettre des fonds en main pour le sujet : Le Comité a cru devoir se borner pour le présent à cet ouvrage afin que les Etats soient satisfaits du prix et de la maniere dont il sera parfait avant d'en ordonner d'autres afin que les Etats aient l'occasion d'examiner jusqu'ou les fonds publics pourront suffire pour continuer lesdites Reparations : Les Etats ont aujourd'hui approuvé du Rapport du Comité et ordonné que le Tresorier des Etats mettra entre les mains du Connétable de S^t Helier jusqu'à la concurrence de cinq

1786. Cents Livres d'ordre du produit du nouvel Impôt si tant est necessaire pour être appliquée à faire une Plateforme de Pierre pour les deux Canons du Havre des Pas.

La proposition qui fut logée au Greffe le 12^{me} Août 1786 par Jean Dumaresq Gent : Connetable de la Paroisse de S^t Pierre au sujet du Retablissement des Enquêtes en matieres civiles, mixtes et criminelles ayant été prise en consideration. Les Etats après en avoir entendu une seconde fois la Lecture ont cru devoir soumettre presentement la susdite Proposition au Comité qui fut appointé pour ce même sujet le 21^{me} Juillet dernier et en même tems Les Etats ont resolu de mettre devant ledit Comité les differentes propositions, plaintes et requêtes qui leur furent présentées par plusieurs des Connêtables dans le Mois de Juillet 1785 de la part des assemblées Paroissiales dans la plupart desquelles il paroît que le Peuple demande le rétablissement des Enquêtes dans l'Isle, Le Connêtable de la Pœ de S^t Ouën aiant aussi présenté une Requête signée de plusieurs des Principaux de la Paroisse tendant aux mêmes fins. Les Etats ont envoyé cette même requête devant ledit Comité lequel est requis de s'assembler aussitôt qu'il sera possible pour faire Rapport aux Etats de leurs demarches et observations à ce sujet. Les Etats ont de plus resolu que deux de chaque Corps pourront agir dans ledit Comité afin de faciliter les recherches et Informations pour la disposition de cette affaire importante.

Mons^r le Lieutenant Gouverneur aiant informé les Etats que le Magasin de la Batterie du Milieu dans la Baye de S^t Ouën dans le district du Regiment du Nord ouest a depuis peu été rompu d'où l'on a volé une quantité de Poudre contenuë dans des Cartouches à Canon et deterioré plusieurs autres articles de Munitions, et que malgré les Mésures qui ont été prises pour decouvrir les Coupables d'un fait aussi atroce, on n'a pu encore y reussir : Les Etats considerant combien il importe de veiller à la preservation des Munitions qui sont destinées à la Defense de l'Isle et de punir les personnes coupables de pareils attentats ont resolu d'offrir une recompense de quatre Cents Livres d'ordre à quiconque decouvrira le coupable ou les coupables de l'Attentat sur ledit Magasin de Maniere qu'ils en puissent être convaincus et punis en Justice. Ce qui sera publié tant au lieu ordinaire du Marché qu'aux Paroisses de l'Isle.

Etats Genus.

Present Honorable Homme Lieutenant Colonel Phil. Fall,
Lieutenant Gouverneur de l'Isle de Jersey, etc.

L'An Mille sept Cents quatre vint six, le dix-huitième Jour 1786, 18 Sept.
du Mois de Septembre.

Par devant W^m Cha^s Lempriere Esc^t Seigneur de Dielament,
etc., Lieutenant etc. Assisté d'Edo^d Le Maistre, Phil. De Car-
teret, Franç^s Marett, Nic^s Messervy, Ch. Payn, Elie Pipon,
Phil. Robin, Jean Poingdestre, Phil. Le Hardy, Jacq^s Hemery
et Jacq^s Hammond Esc^{rs} Jurés. Presents Mons^r le Proc^t Gé-
néral du Roi et Mons^r le Dep^{té} Vicomte, comé aussi Mons^r le
Doyen et Mess^{rs} les Ministres etc. Et Mess^{rs} les Connétables
etc., et le Centenier Baudains de S^t Jean, Le Centenier Esthur
de S^t Sauveur et le Centenier Nicolle ⁽¹⁾ de Grouville.

Le Rev^d Jean Duparcq, Recteur de la Pœe de Grouville, est en défaut
à assister aux Etats.

Le Comité qui fut appointé par Acte du 28^e Aoust 1786 pour
prendre en consideration la proposition touchant le retablissement
des Enquêtes dans ce païs, ayant fait leur rapport aux Etats et pro-
duit plusieurs pieces et autorités sur le sujet : Les Etats après avoir
entendu la lecture de ladite Proposition avec les changements et
ajoutements que le Comité y a fait. Ladite Proposition dans l'Etat où
elle est demeure Logée au Greffe pour l'information des Membres.
Et le Tems ne permettant pas d'entendre la Lecture des Pieces que
led^t Comité a deja extrait et produit pour le soûtien de ladite Propo-
sition et considéré deplus qu'il est necessaire que les Actes ainsi tirés
soient mis ensemble dans un certain Ordre et qu'il se pourra trouver
d'autres pièces également utiles à produire avec Celles deja extraites ;
Les Etats ont derechef autorisé le même Comité de proceder dans
leurs Recherches et de mettre tant les Actes deja produits que ceux
qu'ils produiront dans la suite dans l'ordre qu'il sera trouvé propre
afin que sur le tout Les Etats prononcent finalement sur ladite Pro-
position lorsqu'elle aura été Logée quinze Jours au Greffe conformé-
ment à la Loi.

(1) Elie Nicolle jun^r, assermenté le 8 Juin 1786.

Etats tenus.

Present Honorable Homme Lieut : Colonel Phil : Fall, Lieutenant Gouverneur de l'Isle de Jersey, etc.

1786, 4 Oct.

L'An Mille sept Cents quatre vingt six, le quatrième Jour du Mois d'Octobre.

Par devant W^m Charles Lempriere Esc^t Seigneur de Dielament etc. ; Lieutenant, etc. Assisté d'Edotiard Le Maistre, Phil. De Carteret, Franç^s Marett, Nic^s Messervy, Ch. Payn, Elie Pipon, Phil. Robin, Jean Poingdestre, Jacq^s Hemery et Jacq^s Hammond Esc^{rs} Jurés. Presents le Proc^t Général du Roi, le Deputé Vicomte, comme aussi Mons^t le Doyen et Mess^{rs} les Ministres, etc., et Mess^{rs} les Con^{bles}, etc. ; le Centenier Baudains de S^t Jean et le Centenier Duparcq ⁽¹⁾ de Grouville.

Phil. Le Hardy Esc^t Justicier est en défaut a assister aux Etats.

Connétable. Jean Dumaresq Esc^t choisi par les voix et suffrages du Peuple de la Paroisse de S^t Sauveur pour être Connétable de ladite Paroisse étant déclaré duëment élu à ladite Charge par Acte de la Cour de l'an 1786 le 21^{me} Jour de Septembre ayant été cejourd'hui présenté aux Etats a pris Serment de Connétable conformément à l'Ordre de Sa Majesté en Conseil du 2^{me} Juin 1786.

La proposition qui fut logée au Greffe le 12^{me} Jour d'Août dernier par Jean Dumaresq Esc^t Connétable de la Paroisse de S^t Pierre touchant le Retablissement des Enquêtes dans le Païs en matieres civiles, mixtes et criminelles a été luë ce Jour pour la troisième fois dans les Etats avec les Changemens et corrections que le Comité y a apporté de même que le Rapport dudit Comité, leurs observations et les pieces quils ont extrait pour l'Information des Etats sur ce sujet. Plusieurs requêtes par écrit signées d'un grand nombre des Principaux et autres Habitans des Paroisses respectivement de S^t Helier, S^t Pierre, S^t Ouën, Grouville, S^t Martin, S^t Jean, S^{te} Marie, S^t Sauveur, et S^t Clement demandant le retablissement des Enquêtes ont été aussi produites et entendues avec les Actes d'Assemblées Paroissiales de la plupart desdites Paroisses tendant aux mêmes fins. Chacun des Membres de l'Assemblée aiant été entendu en ce qu'il avoit à offrir

(1) Richard Du Parcq, assermenté le 15 nov. 1785.

pour ou contre la question Et le sujet aiant enfin été pleinement
 debattu serieusement et examiné : Les Etats après longue et mure
 deliberation ont approuvé de ladite proposition dans l'Etat qu'elle est
 aujourd'hui devant l'Assemblée et ont ordonné qu'une Copie auten-
 tique sera présentement signée du Greffier et ensuite mise entre les
 Mains de Mons^r le Lieutenant Gouverneur lequel est requis par les
 Etats de la transmettre à Sa Très Excellente Majesté en Conseil afin
 d'obtenir son approbation Royale et la Ratification des Articles pro-
 posés ou tel autre remede que Sa Majesté jugera convenable et propre.
 Les Etats ont en même tems autorisé Edouard Le Maistre Esc^r Jus-
 ticier, le Reverend Docteur Du Pré, Recteur de S^t Helier et Jean
 Dumaresq Esc^r Connétable de la Pœ de S^t Pierre de faire authentifier
 sous le sçeau de l'Isle tant ce present Acte que les Actes qui ont été
 aujourd'hui lus aux Etats et de faire recueil des autres pieces qui ont
 été produites de même que de tous les autres papiers et Evidences
 qui pourront tendre à soutenir et appuyer ladite proposition devant
 Sa Très Excellente Majesté en Conseil afin de remettre le tout entre
 les Mains dudit Sieur Lieutenant Gouverneur pour l'effet susdit.

1786.

Mons^r le Lieutenant Gouverneur aiant annoncé aux Etats qu'il
 a reçu une Lettre de la part de son Excellence le Général Conway
 Gouverneur en Chef de cette Isle en date de l'an 1786 le 26^{me} Sept^e
 par laquelle il informe ledit Sieur Lieutenant Gouverneur qu'il a pre-
 senté à Sa Majesté l'adresse qui lui avait été transmise par les Etats
 touchant l'horrible attentat fait sur la personne sacrée de Sa Majesté
 et que Sa Majesté avoit reçu gracieusement ladite adresse. Que son
 Excellence informe ledit Sieur Lieutenant Gouverneur deplus qu'il a
 présenté à My Lord Sydney la representation des Etats au sujet du
 Traité de Commerce entre l'Angleterre et la France et que My Lord
 Sydney avoit assuré son Excellence qu'il y donneroit son attention.
 Les Etats ont ordonné que ce present Acte en sera fait.

Etats tenus.

Present Honorable Homme Lieutenant Colonel Phil. Fall, 1786, 1^{er} Nov.
 Lieut. Gouverneur de l'Isle de Jersey, etc.

L'An Mille sept Cents quatre vint six, le premier Jour du
 mois de Novembre,

1786.

Par devant W^m Cha^s Lempriere Esc^r Seigneur de Dielament, etc., Lieutenant, etc. Assisté d'Edo^d Le Maistre, Ph. De Carteret, Fr. Marett, Nic^s Messervy, Ch. Payn, Ph. Robin, Jean Poingdestre, Jacq^s Hemery et Jacq^s Hammond Esc^{rs} Jurés : Presents le Proc^r du Roi, le Dep^{té} Vicomte, comé aussi M^r le Doyen et Mess^{rs} les Ministres, etc. ; Mess^{rs} les Con^{bles}, etc. et le Centenier Baudains de St^t Jean.

Elie Pipon et Phil. Le Hardy Esc^{rs} Justiciers sont en défaut à assister aux Etats.

Le Reverend Jean Du Parcq, Rect^r de la Pœ de Grouville, est en défaut à assister aux Etats.

Le Rapport du Comité de l'Hopital a été produit aux Etats avec les Memoires ou Requêtes qu'ils ont préparé pour être présentées au Lord Sydney, Secrétaire d'Etat, au Duc de Richmond et à son Excellence le Général Conway, quelles Requêtes ont été approuvées et les Etats ont requis et autorisé Mons^r le Président de transmettre la requête adressée au Duc de Richmond et Jean Dumaresq Gent : Con^{ble} de St^t Pierre de transmettre celles adressées à Lord Sydney et au Général Conway. Les Etats ont en même tems ordonné que la Lettre dudit Lord Sydney au Général Conway touchant ledit Hopital datée du 21^e Avril 1785 sera enregistrée dans le Livre des Etats et ensuite remise audit St^t Dumaresq pour être rendue par lui au Général Conway.

Dequelle Lettre de My Lord Sydney la Teneur ensuit

“ Whitehall 21st April 1785.

Sir,

I have had the honor to receive and lay before the King your Letter of the 16th June and 13th Instant together with the Memorial of the States of the Island of Jersey, praying a compensation for the use of the general Hospital of that Island since the Year 1779 and also for the damages sustained by an accident that happened to the building in July 1783 from some Barrels of Gunpowder taking fire whilst it was in the occupation of the King's Troops : and His Majesty having taken the Prayer of the Memorial into His Royal Consideration has been pleased to admit of the justness of their Claims and I have received his Commands to acquaint you that directions will forthwith be given for the payment of the Sum now due for the

Rent of the said Building and that an Estimate of the Damages it sustained from the Explosion of the Gunpowder shall be prepared with a view to it's being put into a proper State of Repair at the public Expenditure or that Compensation may be made to the Island for the damages the Building has sustained. 1786.

I have the honor to be with great regard, Sir

Your most obed^t humble Serv^t

Signed Sydney."

Right Hon^{ble} General Conway etc.

Monsieur le Lieut : Gouverneur aiant donné Lecture aux Etats de certaine Lettre de Geo : Rose Esc^r Secrétaire de la Trésorerie, qui lui annonce qu'une Maladie epidemique s'est repandue parmi les Mariniers à Petersbourg et que quatre des Matelots du Brigantin Cato de Yarmouth, Capitaine Wood-House, étoient fort mal à Stromness et qu'il seroit à propos de faire attention à l'Etat de Santé des Equipages des Vaisseaux qui pourroient arriver desdits Lieux. Les Etats ont ordonné que ce présent Acte en sera redigé et affiché dans les Havres de S^t Helier et S^t Aubin afin que les precautions necessaires soient prises par les Offic^s de la Police, le Maître du Bateau de Santé et autres pour prevenir le Mal qui pourroit s'ensuivre.

Les Etats aiant aujourd'hui pris en consideration le rapport du Comité de la Bibliotheque lequel fut logé au Greffe le 18^{me}. Juillet 1785 led^t rapport demeure approuvé et ordonné qu'il sera enteriné sur le Livre de la Bibliotheque. Etant Jacq^s Hemery Esc^r Justicier Trésorier de ladite Bibliotheque et le Rev^d Edo^d Du Pré, Recteur de la P^{oe} de S^t Helier, requis et autorisés conjointement d'acheter l'Encyclopedie pour être ajoutée a lad^{te} Bibliotheque.

Les Etats aiant pris en consideration la requête de M^r Ph. Lerrier, Trésorier de l'Hopital Général, Exposant entre autres choses les difficultés qu'il a rencontré au sujet du paiem^t de la proportion de plusieurs P^{oes} pour l'Entretien des Pauvres qui sont à la Charge commune de l'Isle : la pretention de telles P^{oes} étant qu'il leur doit être tenu Compte en paiement de la partie de la fondation dud^t Hopital qui revient auxdites P^{oes} lors qu'elles n'ont point leur nombre de Pauvres dans ledit Hopital. Les Etats ayant de plus fait attention au Rapport du Comité de l'Hopital sur ce même sujet daté du 13^e Avril 1785

F

1786. ont jugé sur le tout que les fraix pour le maintien des Pauvres à la Charge publique de l'Isle et le Revenu annuel dudit Hopital sont des objets distincts et séparés et qu'aucune compensation ne doit être faite aux Pœs lors qu'elles n'employent pas toute leur proportion dud^t Revenu pour les Pauvres qui y sont logés et cela conformém^t au Testament de M^{re} Marie Bartelet et à l'ordre de Sa Majesté en Conseil daté du 4^e Juillet 1777. Et quant aux autres points contenus dans la requête dudit Tresorier de même que les propositions qui ont été ci devant faites aux Etats pour retirer les Pauvres dudit Hopital jusqu'à ce que le bâtiment soit retabli : Les Etats envisageant ces sujets comē très importans en ont remis la Consideration au Comité de l'Hopital le quel est requis de s'assembler aussitôt qu'il sera possible pour les examiner et en faire rapport aux prochains Etats, la definition de cette matiere étant remisc à Mecredi⁽¹⁾ 15^{me} Jour de Novembre 1786 à dix heures du Matin.

Les Etats aiant pris en consideration que Noé Le Cras Esc^r, Trustee conjointem^t avec Thomas Pipon fils Josué Esc^r des fonds appartenant de l'Hopital Général a fait savoir il y a deja quelque tems tant à Mons^r le Lieut : Bailly qu'audit S^r Pipon l'autre Trustee que s'étant retiré de Londres et des affaires il ne peut commodem^t continuer cette administration requerrant que les Etats appointent une autre Personne à sa place : Ce que considéré les Etats ont en premier lieu temoigné leur reconnoissance des peines et soins que led^t Le Cras s'est donné gratuitement pour un nombre d'années qu'il a geré en ladite qualité : et ont autorisé ledit S^r Pipon de lui en faire tenir leurs remerciemens avec le present Acte. Ensuite de quoi ils sont convenus de prier Paul Le Messurier Esc^r ci devant Associé dud^t S^r Le Le Cras de vouloir bien remplacer led^t S^r Le Cras et prendre avec led^t S^r Pipon le menagem^t tant des fonds qui appartiennent actuellem^t à l'Hopital que de ceux qui pourront augmenter le Capital dans la suite : Et est ledit Sieur Pipon requis d'en ecrire aud^t S^r Le Messurier pour le prier de vouloir s'en charger : Ensuite de quoi Les Etats ayant pris en consideration la Lettre de M^r Franç^s Journeaux, Execut^r du Testam^t de def^{te} D^{lle} J^{ne} Marett par laquelle il declare qu'il est prêt de faire le transfer entre les mains des personnes que les Etats autoriseront, de la Legation de ladite Testatrice aux Pauvres de l'Hopital Général de la soīme de huit Cents Livres Sterlings de fonds dans

(1) *Sic.*

les villes annuités de la Mer du Sud,⁽¹⁾ les Etats ont requis et autorisé lesdits Paul Le Messurier Esc^r et Tho^s Pipon fs. Josué Esc^r d'accepter le Transfer de ladite somme de huit Cents Livres Sterlings dans les susdits fonds afin que les Interêts de ladite somme soient employés selon les directions de la Testatrice. 1786.

Les Etats aiant pris en Consideration l'Article du Rapport du Comité des Chaussées du 25^me Octobre 1786 qui recommande aux Etats que le Service fait par le Bateau de Santé soit banni au rabais au plutôt qu'il sera possible en ont approuvé et en même tems requis et autorisé ledit Comité de s'assembler à cet effet.

Etats tenus.

L'An mille sept Cents quatre vint six, le quinzième Jour du mois de Novembre. 1786, 15 Nov. Et. 8, p. 1.

Présent Honorable Homme Lieutenant Colonel Phil. Falle, Lieut^t Gouverneur de l'île de Jersey.

Par devant William Charles Lempriere Esc^r Seigneur de Dielament, etc., Lieutenant, etc. Assisté d'Edouard Le Maistre, Phil. de Carteret, Franç^s Marett, Nicolas Messervy, Cha^s Payn, Elie Pipon, Phil. Robin, Jean Poingdestre, Jacques Hemery et Jacques Hammond Esc^{rs} Jurés. Présents Mons^r le Doyen, & Messieurs les Ministres, etc., Messieurs les Connétables, etc., & le Centenier Baudains de S^t Jean.

Philippe Le Hardy Esc^r Justicier est en défaut à assister aux Etats. Le Révérend François Le Couteur, Recteur de la p^oe de S^t Martin est en défaut à assister aux Etats.

Après le Serment de M^r Daniel Venement, le Rév^d Jean Du Parcq, Recteur de la paroisse de Grouville, demeure exoiné par maladie.

Mons^r le Lieutenant Gouverneur ayant donné lecture aux Etats d'une Lettre de My Lord Sydney, Secrétaire d'Etat, en date de l'an 1786, le premier Jour du mois de Novembre, par laquelle il informe ledit Sieur Lieutenant Gouverneur du Decès de Son Altesse Royale la princesse Amelie la Tante du Roi, qui arriva le 31^e Octobre dernier. Les Etats sensiblement touchés de ce triste évènement en ressentent

(1) Sic.

1786. la plus vive douleur et leurs regrets et ont ordonné que le présent Acte en soit redigé.

Mons^r le Lieutenant Gouverneur ayant mis devant les Etats plusieurs points importans touchant la défense du Pays et la conservation des Boulevards et Munitions de Guerre, Les Etats en ont remis la consideration d'aujourd'hui en trois semaines, à dix heures du matin, qui est le Jour qu'a demandé ledit Sieur Lieutenant Gouverneur pour la convocation de cette assemblée, et en même temps le Comité pour la défense de l'île est requis de s'assembler aussi tôt qu'il sera possible afin de preparer les affaires pour la consideration susdite.

Les Etats ont ordonné qu'à l'avenir le Greffier produira sur la Table à chaque tenué des Etats une liste des Matières qui sont logées au Greffe pour être prises en consideration, et celà afin que tous les membres de l'assemblée puissent être à portée de voir les objets qui sont devant eux, et de faire distinction de ceux qui exigent la première consideration.

Etats tenus.

- 1786, 6 Déc. L'An mille sept Cent quatre vint six, le sixième Jour de Décembre.

Present Honorable Homme Lieutenant Colonel Phil : Falle, Lieutenant Gouverneur de l'île de Jersey.

Par devant W^m Cha^t Lempriere Esc^r Seign^r de Dielament, etc., Lieutenant etc. Assisté d'Edouard Le Maistre, Phil. De Carteret, Franc^s Marett, Nicolas Messervy, Charles Payn, Jean Poingdestre, Philippe Le Hardy, Jacques Hemery et Jacques Hammond Esc^{rs} Jurés ; Présent Mons^r le Deputé Vicomte, comme aussi Mons^r le Doyen et Messieurs les Ministres etc., et Messieurs les Con^{bles} etc., le Centenier Baudains de S^t Jean, et le Centenier Marett ⁽¹⁾ de S^t Sauveur.

Phil. Robin et Elie Pipon Esc^{rs} Justiciers sont en défaut à assister aux Etats.

Le Rév^d Thomas Syvret, Recteur de la paroisse de S^t Jean, est en défaut à assister aux Etats.

Le Rév^d Jean Du Parcq, Recteur de la paroisse de Grouville, est en défaut excusé par maladie.

(1) Jean Marett sen^r, assermenté le 4 Déc. 1784.

Mons^r le Lieutenant Gouverneur ayant communiqué et donné 1786.
lecture aux Etats d'une certaine Lettre de My Lord Sydney, Secre-
taire d'Etat, datée de Whitehall le 17^e Novembre 1786, par laquelle
il lui transmet une Copie imprimée du traité de Navigation et de
Commerce entre Sa Majesté Britannique et le Roi très Chrétien, signé
à Versailles le 26^e Jour de Septembre dernier et ratifiée à Fontaine-
bleau le 10^e Nov^{bre} dernier. Les Etats après que le dit Sieur Lieu-
tenant Gouverneur a consenti que ladite Copie soit logée au Greffe,
ont ordonné que le présent Acte sera redigé afin que les Etats puissent
y avoir recours toutes fois et quantes.

Les Etats assemblés aujourd'hui à la requête de Mons^r le Lieu-
tenant Gouverneur pour prendre en consideration la question qu'il
mit devant l'assemblée aux derniers Etats savoir quels sont les Corps
de Gardes ou autres defenses autour de l'île dont le pays doit demeurer
chargé, après avoir entendu et examiné le rapport du Comité sur ce
sujet, sont convenus que les Corps de Garde et magazins nommés
ci-dessous, qui ont été construits aux fraix de l'île, et sous la direction
des Etats, seront maintenus et entretenus à l'avenir aux fraix du
public, savoir le Corps de Garde⁽¹⁾ Baye de S^t Ouen, le
Corps de Garde du Nord dans la même Baye, le Corps de Garde et
Magazin de Bonnenuit, la Maison du Bétier⁽²⁾ à la Hougue Mauger,
la Maison du Bétier au Mont Mado, sur le district du Reg^t du Nord
ouest, la maison du Bétier au Bouley, le Corps de Garde des Hurées,
le Corps de Garde du Bouley, le Corps de Garde du nez du Guet, et
le Corps de Garde et Magazin du Houguillon sur le district du Reg^t
du Nord ; le Corps de Garde et Magazin de S^t Samson à la pointe de
la Rocque, et le Corps de Garde et Magazin de Rocquebert, sur le
District du Régiment de l'Est ; le Corps de Garde de la Collette,
celui de la Chaussée de S^t Hélier et celui de S^t Laurens sur le district
du Régiment du Sud ; le Corps de Garde du Bouë, le Magazin de la
Cotte, le Corps de Garde du milieu de la Baye de S^t Brelade et celui
du Coleron sur le district du Régiment du Sud ouest ; Les Etats ont
de plus déclaré à Mons^r le Lieutenant Gouverneur que s'il se découvre
dans la suite quelqu'autres Corps de Garde ou Magazin de Guerre qui
aïent été construits aux fraix de l'île comme sus est dit, et qui ne

(1) Ce Corps de Garde n'est pas nommé dans l'original.

(2) Bequier, cf. l'anglais *beacon*.

1786. soient pas sur cette liste, Les Etats en prendront également la charge ; et par rapport aux Plates formes et Batteries qui sont déjà érigées, et celles qui ont été commencées à eriger, Les Etats ont ordonné qu'elles seront réparées et continuées à mesure que les fonds publics le pourront permettre.

Ce qui est contenu au rapport du Comité pour la défense de l'Isle touchant l'Instruction des Jeunes gens dans le service Militaire, le payement des Maîtres d'armes et le logement des Carabines, demeure logé au Greffe et différé jusqu'à une autre Tenue des Etats.

[Suit, dans l'original, un Acte (relatif à l'administration de l'Impôt) qui a été raturé par un Ordre du Conseil en date du 8 Août 1787.]

Etats tenus.

1786, 15 Déc.

L'An Mille sept Cents quatre vint six, le quinzième Jour du mois de Decembre.

Present Honorable Homme Lieutenant Colonel Phil : Fall, Lieutenant Gouverneur de l'Isle de Jersey, etc.

Par devant W^m Cha^s Lempriere Esc^t Seigneur de Dielament, etc., Lieutenant, etc. Assisté d'Edouard Le Maistre, Phil. De Carteret, Franç^s Marett, Nic^s Messervy, Cha^s Payn, Elie Pipon, Jean Poingdestre, Phil. Le Hardy, Jacq^s Hemery, et Jacq^s Hammond Esc^{ts} Jurés : presents Mons^r le Proc^r du Roi et Mons^r le Deputé Vicomte, comme aussi Mons^r le Doyen et Mess^{rs} les Ministres, etc., Et Mess^{rs} les Con^{bles} etc. ; et le Centenier Baudains de S^t Jean et le Centenier Marett de S^t Sauveur.

Phil. Robin Esc^t Justicier est en défaut à assister aux Etats.

Le Rév^d Jean Duparcq, Recteur de la Pœ de Grouville, est en default excusé.

Jacques Pipon Esc^t Connétable de la Pœ de S^t Brelade est en default à assister aux Etats.

Les Etats ont décidé que chaque Connétable fera l'avance nécessaire dans sa Paroisse respectivement pour le maintien des Pauvres aux fraix publics qui se trouveront domiciliés dans sa Paroisse et qui doivent être retirés de l'Hopital conformément à l'Acte des Etats de

ce Jour et que les fraix encourus pour ce sujet seront passés en 1786.
Compte et liquidés tous les quarts d'An par les Etats ou le Comité de
l'Hopital afin que chacune des Paroisses en païant ⁽¹⁾ leur proportion:
Le Comité de l'Hopital ayant ce jourd'hui fait leur rapport aux Etats,
Les Etats ont ordonné en consequence que les fraix encourus et à
encourir pour le maintien de tous Etrangers excepté des Veuves et
orphelins des Soldats et Matelots seront payés par châque Paroisse
respectivement où telles personnes resideront et cela conformément
à certain ordre du Roi et du Conseil en date du 4^{me} Juillet 1777.
Item que les Pauvres logés dans ledit Hopital en seront retirés le 4^{me}
de Mars prochain par les Connêtables respectivement et que le Tre-
sorier de l'Hopital soit chargé de donner avertissement au Proprietaire
de la Maison presentement occupée pour loger les Pauvres de la
resolution des Etats à ce sujet : Item que les quatre vint Livres
Sterling dûs annuellement par le Gouvernement seront appliqués
pour payer le logement des Pauvres dans les Paroisses respectives en
proportion de ce que châque Paroisse contribue aux Taxes publiques
Et que le Revenu de l'Hopital sera laissé accumuler et sera placé d'an
en an dans les fonds publics en Angleterre en augmentation à la
fondation et qu'un appartement sera loué pour loger les Utenciles de
Ménage appartenant dudit Hopital et une personne appointée pour
en prendre soin, Et paroissant que le Loyer susdit n'auroit pas été
payé par le Gouvernement depuis la S^t Michel 1783, Le Tresorier est
chargé de s'appliquer incessamment pour ce qui reste dû à la personne
qui l'a payé ci devant. Les Etats ont ordonné qu'une Liste sera
gardée de tous les Pauvres qui sont ou seront logés dans l'Hopital
et qui sont entretenus sur la fondation. Item une autre Liste de
tous les Pauvres qui sont logés dans ledit Hopital aux fraix communs
du Public. Item une autre Liste des Pauvres qui sont logés ailleurs
que dans ledit Hopital et qui sont aux mêmes fraix du Public. Et
que sur chacune de ces Listes seront entrés les Noms, Surnoms, Ages,
qualités, lieux de la Naissance et n'agueres demeures desdits Pauvres.
Et cela afin que le Comité de l'Hopital soit à portée de voir et decider
sur quel pied et par qui tels Pauvres doivent être maintenus. Item
que châque Connêtable qui a des Pauvres de sa Paroisse dans ledit
Hopital ou ailleurs logés aux fraix du Public delivrera immediatement

(1) *Sic.*

1786. entre les mains du Secrétaire de l'Hôpital le nom et la description de tels Pauvres comme est susmentionné afin qu'ils soient proposés par le Secrétaire au prochain Comité et entrés sur l'une ou l'autre des dites Listes suivant comme il sera trouvé convenable.

Authorisé pour
les Amendes
Judiciaires.

Pierre Mauger Gent. Connétable de la Paroisse de S^t Laurens demeure appointé et autorisé de recueillir le provenu des Amendes Judiciaires pour les Pauvres de cette Isle.

Etats tenus.

1786, 22 Déc. L'An Mille sept Cents quatre vint six, le vint deuxième Jour de Decembre.

Present Honorable Homme Lieutenant Colonel Phil. Fall, Lieutenant Gouverneur de l'Isle de Jersey, etc.

Par devant W^m Cha^s Lempriere Esc^r. Seigneur de Dielament etc. ; Lieutenant, etc. Assisté d'Edo^d Le Maistre, Ph. De Carteret, Fran. Marett, Nic^s Messervy, Cha^s Payn, Elie Pipon, Phil. Robin, Jean Poingdestre, Jacq^s Hemery, Jacq^s Hammond Esc^{rs} Jurés : presens Mons^r le Doyen et Mess^{rs} les Ministres, etc. ; et Mess^{rs} les Con^{bles} etc. et les Centeniers Marett de S^t Sauveur et Baudains de S^t Jean.

Phil. Le Hardy Esc^r est en défaut à assister aux Etats.

Le Rev^d Jean Du Parcq, Recteur de la Pœ de Grouville, est en défaut excusé.

Pierre Mauger Gent. Connétable de la Pœ de S^t Laurens et M^r Fr. Ricard Connétable de la Paroisse de S^t Ouën sont en défaut à assister aux Etats.

Le Comité pour la Defense de l'Isle aiant aujourd'hui présenté un Rapport aux Etats il demeure approuvé et ordonné qu'il sera entré sur le Livre des Etats pour tirer son plein et entier effet selon sa Teneur.

Duquel Rapport la Teneur ensuit.

Du 20^{me} Decembre 1786, En consequence de l'Acte des Etats du sixième du Courant Le Comité a repris la Consideration et examen des Corps de Garde et Magazins autour de l'Isle afin de donner finalem^t à Mons^r le Lieutenant Gouverneur assurance de ceux qui seront réparés et entretenus à la Charge du Pais. Le Comité a trouvé que le nombre

1786.

des Magazins et Corps de Garde qui doivent être ainsi entretenus est fixé par le susdit Acte des Etats à dix neuf et que le nombre des Maisons de Garde que le Païs avoit à sa Charge en l'année 1739 étoit vingt comme a paru par un Memoire produit au Comité par Mons^r le Lieutenant Gouverneur dans lequel la Place et la Description desdits Corps de Garde et Magazins sont données. Mons^r le Lieutenant Gouverneur ayant en même temps représenté qu'il seroit necessaire et avantageux pour la sureté du Païs de faire échange de quelqu'uns desdits Corps de Garde nommés dans le susdit Acte des Etats pour d'autres plus utiles et plus commodement situés et ayant proposé en consequence l'Echange des trois Maisons des Betiers du Bouley, de la Hougue Mauger et du Mont Mado pour la Tour N^o 5 dans la Baye de Grouville. Le Corps de Garde du Câtél à la Greve de Lecq et la Tour A dans la Baye de S^t Ouën. Le Comité conformément au souhait dudit Sieur Lieut^t Gouverneur à cet égard ont approuvé de cette echange et ont cru devoir recommander aux Etats de l'adopter et de prendre consequemment à leur Charge la Tour N^o 5 Baïe de Grouville, Le Corps de Garde du Câtél à la Greve de Lecq et la Tour A dans la Baye de S^t Ouën à la place desdites trois Maisons des Betiers du Bouley, Hougue Mauger et Bonne Nuit desquelles le Païs demeurera dechargé. Le Comité recommande en même tems aux Etats d'ajouter au nombre des Corps de Garde et Magazins fixés par leur dit Acte celui de la Coupe en S^t Martin afin de completer le nombre de Vint Corps de Garde et Magazins à la Charge de l'Isle qui est le plus grand nombre auquel le Païs ait été en aucun tems assujetti.

Les Etats aiant repris la Consideration de la demande de M^r Thompson pour son Service à instruire les jeunes gens dans l'exercice militaire ont trouvé que le premier paiement fait audit Sieur Thompson par le Tresorier des Etats est daté du 6^{me} Août 1781 et pour trois mois de Service alors echus, quel Epoque paroît aux Etats avoir été le commencement de son Service, partant que rien ne lui est dû pour arrérages et par rapport au Service subsequent dudit Sieur Thompson il paroît que l'Entier en a été payé tant par les Tresoriers des Etats qu'au moyen de la Somme de cinq Cents Livres d'ordre qui lui furent accordées par l'Acte des Etats du 10^{me} Juillet dernier.

F

1786. Le Comité pour la Defense de l'Isle ayant dans leur Rapport recommandé aux Etats que l'Exercice des jeunes gens dans l'Exercice Militaire soit continué à commencer tous les ans le premier Jour de Mai et finir le 15^me Jour de Juillet, commencer derechef le 15^me Septembre et finir le dernier Jour d'Octobre sous la direction de Franç^s Thompson Gent. lequel seroit sujet de garder les jeunes gens en exercice pour deux heures de tems et lequel recevroit pour salaires la somme de quatre Livres d'ordre pour châque fois d'attendance pour chaque Regiment. Les Etats après avoir amplem^t debattu le sujet en question n'ont pas jugé à propos d'adopter le susdit Rapport.

[Suit, dans l'original, un Acte (relatif aux accusations anonymes) raturé par un Ordre du Conseil en date du 8 Août 1787].

Etats Tenus.

1787,
24 Janvier.

L'An mille sept Cents quatre vint sept, le vint quatrième Jour du Mois de Janvier.

Present Honorable Homme Lieut: Colonel Phil. Fall, Lieutenant Gouverneur de l'Isle de Jersey, etc.

Par devant W^m Cha^s Lempriere Esc^r Seigneur de Dielament, etc., Lieut. etc. Assisté d'Edotiard Le Maistre, Phil. de Carteret, Fr^s Marett, Nic^s Messervy, Ch. Payn, Elie Pipon, Jean Poingdestre, Phil. Le Hardy, Jacq^s Hemery, Jacq^s Hammond Esc^{rs} Jurés ; presens le Procureur Général du Roi, le Deputé Vicomte, comme aussi Mons^r le Doïen et Messieurs les Ministres de S^t Pierre, etc. ; et Mess^{rs} les Con^{bles} de S^t Sauveur, etc., et le Centenier Baudains de S^t Jean.

Ph. Robin Esc^r Justicier est en default à assister aux Etats.

Le Rev^d Jⁿ Du Parcq, Rect^r de Grouville, est en default excusé.

Les Négocians de cette Isle associés ensemble sous le titre de Chambre de Commerce s'étant adressés aux Etats pour obtenir leur Sanction sur l'application qu'ils ont fait aux Ministres d'Etat touchant les affaires du Commerce et de la Navigation de cette Isle : Les Etats après avoir dûment considéré le sujet et entendu les psonnes versées dans le Commerce à cet égard, ont trouvé que l'Entreprise desdits Négocians et les differens points contenus dans leur Memoire tendent

à faire fleurir et augmenter le Commerce et la Navigation du Pais partant tendent au Bien général : Que le Privilege deja obtenu par leur moyen dans l'Acte de la derniere Sçeance du Parlement en ce que les Vaisseaux equipés et faisant voile d'ici pour Terreneuve ont droit de pretendre aux mêmes Pri[vileges] que les Vaisseaux sortant du Royaume d'Angleterre est un avantage public que la perseverance des Negocians dans leur poursuite des autres points tend aux mêmes fins avantageuses et est en consequence approuvée par les Etats.

1787.

Etats tenus.

L'An mille sept cents quatre vint sept, le vint neuvieme Jour du mois de Juin.

1787, 29 Juin.

Present Honorable Homme Lieutenant Colonel Ph. Fall, Lieutenant Gouverneur de l'Isle de Jersey, etc.

Par devant Ph. De Carteret Esc^r Lieutenant etc. Assisté d'Edottard Le Maistre, Franç^s Marett, Nic^s Messervy, Cha^s Payn, Elie Pipon, Phil. Robin, Jean Poingdestre, Phil. Le Hardy, Jacq^s Hemery, et Jacq^s Hammond Esc^{rs} Jurés. Püts l'Avocat Général du Roi Stipulant l'Office de Procureur Général du Roi et le Deputé Vicomte, comme aussi Mons^r le Doïen et Messieurs les Ministres de S^t Pierre, etc., et Mess^{rs} les Connétables de S^t Ouën, etc. et le Centenier Baudains de S^t Jean.

Les Etats ont été convoqués ce Jour mais vü l'absence du Reverend George Bertram, Recteur de la Paroisse de S^t Clement, et le Denonciateur Gallichan qui etoit chargé d'avertir ledit Sieur Bertram ne pouvant donner Record par lui même de l'Avertissement Les Etats ont été contraints de lever l'Assemblée n'étant pas à leur pouvoir pour cette raison de proceder aux affaires publiques.

Etats tenus.

L'An mille sept cents quatre vint sept, le trentieme Jour du mois de Juin,

1787, 30 Juin.

Present Honorable Homme Lieutenant Colonel Philippe Fall, Lieutenant Gouverneur de l'Isle de Jersey, etc.

Par devant Phil. De Carteret Esc^r Lieutenant etc. ; Assisté d'Edo^d Le Maistre, Franç^s Marett, Nic^s Messervy, Cha^s Payn,

1787. Elie Pipon, Phil. Robin, Jean Poingdestre, Phil. Le Hardy, Jacq^e Hemery et Jacq^e Hammond Esc^r Jurés : pnts l'Avocat Général du Roi Stipulant l'Office de Procureur Général du Roi et le Deputé Vicomte, comme aussi Mons^r le Doïen et Messieurs les Ministres de S^t Pierre, etc. ; et Messieurs les Connêtables de S^t Helier, etc. et le Centenier Baudains de S^t Jean.

Le Reverend Jean Du Parc, Recteur de la Paroisse de Grouville, est en défaut excusé.

Jean Dumaresq Esc^r Connêtable de la Paroisse de S^t Sauveur est en défaut à assister aux Etats.

Mons^r le Lieutenant Gouverneur ayant présenté aux Etats deux Lettres qui lui ont été adressées de la part du Très Noble Seigneur Charles Duc de Richmond Grand Maître de l'Ordonnance par lesquelles il paroît qu'il a reçu le commandement de Sa Très Excellente Majesté d'appointer un officier dans son département afin d'agir conjointement avec telles personnes qui seront nommées par le Païs pour preparer une estimation des fraix necessaires à retablir l'Hopital Général Et que John Eveleigh Esc^r Ingenieur commandant ici est la personne ainsi appointée dans le Depart^t de l'Ordonnance pour l'effet susdit et est recemment arrivé dans l'Isle, Les Etats ont cru qu'il etoit à propos de prendre des mesures immediates pour effectuer la bonne volonté de Sa Très Excellente Majesté dans une affaire qui interesse si particulierement les Habitans du Païs, partant ils ont nommé et apppointé Edotiard Le Maistre, Jacq^e Hemery et Jacq^e Hammond Esc^r Justiciers, Messieurs les Recteurs de S^t Martin, S^t Helier et S^t Jean et Messieurs les Connêtables de S^t Pierre, de S^t Brelade et de S^t Sauveur pour agir en Comité dans toutes les affaires qui concernent l'Hopital Général et specialement pour le sujet susmentionné. Quel Comité est autorisé de s'assembler et d'agir conjointement avec ledit Sieur Eveleigh aussi tôt que possible pour preparer une Estimation des fraix qu'il en coûtera pour retablir l'Hopital Général dans le même état qu'il etoit avant l'accident qui lui est arrivé et afin d'en faire rapport aux Etats avant de conclure leurs Deliberations à cet égard ; Ledit Comité aura de plus le pouvoir de deputer telles personnes de leur Corps que bon leur semblera pour agir aux fins susdites et d'appeller aussi à leur assistance les ouvriers et autres gens Connoisseurs pour leur Information. Quel Comité pourra agir en

Comité pour
l'Hopital.

toutes affaires avec l'assistance de deux de chaque Corps et continuera en force pour l'Espace d'un an depuis ce Jour. Les Officiers du Roi etant requis d'y assister : Les Etats ont en même tems trouvé que M^r. Phil. Godfray ne doit plus agir comme Secretaire dudit Comité, mais que le Greffier sera dirigé d'y donner son attendance et cela conformément à l'Article suivant du Code de Loix relativement à cet Officier. " Le Greffier est tenu de donner son attendance à tous les Comités des Etats et de garder les Livres et Papiers qui regardent les deliberations ou resolutions des Comités pour que les Membres desdits Comités ou ceux des Etats puissent y avoir recours". 1787.

Monsieur le Lieutenant Gouverneur ayant communiqué aux Etats une Lettre qu'il a reçu de la part des Officiers Municipaux de Granville datée du 19^{me} Juin 1787, par laquelle ils lui donnent information que la peste fait les plus grands Ravages à Agiers,⁽¹⁾ que sept Corsaires dont plusieurs sont infectés de la Contagion en sont sortis pour faire la Course et comme ils sont dans l'usage de visiter toutes les Nations amies ou ennemies, il y a ordre sur toute la Côte de se tenir sur ses gardes aux fins d'empêcher toute Communication avec les Bâtimens suspectés de la Contagion. Les Etats dans la vûe de prevenir tout accident qui pourroit arriver par la Contagion ont requis Mons^r le Lieutenant Gouverneur de vouloir bien prendre les Mesures necessaires à cet effet.

Les Etats ont ordonné que la Ballance du Compte de M^r. Josué Cabot approuvé par le Comité pour la Defense de l'Isle pour le Loyer de son Bateau qui auroit été employé au Service de l'Isle durant la Guerre, quelle Balance monté à la somme de quatre vingt deux Livres, neuf shillings quatre penys Sterling sera payée audit Cabot par le Tresorier aussi tôt qu'il aura de l'Argent en main.

Etats tenus.

L'An Mille sept Cents quatre vint sept, le vint huitième Jour 1787, 28 Août.
du Mois d'Août.

Present Honorable Home Lieutenant Colonel Phil. Fall, Lieut^t
Gouverneur de l'Isle de Jersey, etc.

(1) Sic.

1787.

Par devant W^m Charles Lempriere Esc^r Seigneur de Diélam^t etc. ; Lieutenant, etc. Assisté d'Edo^d Le Maistre, Phil. De Carteret, Franç^s Marett, Nicolas Messervy, Cha^s Payn, Elie Pipon, Phil. Robin, Jean Poingdestre et Jacq^s Hemery Esc^{rs} Jurés. Présents Mons^r le Procureur Général du Roi ; co^me aussi Mons^r le Doyen et Mess^{rs} les Ministres de S^t Pierre, etc. ; et Mess^{rs} les Connêtables de S^t Ouën, etc. ; et Mess^{rs} le Centenier Marett de S^t Sauveur, le Cent^r Baudains de S^t Jean et le Cent^r Nicolle de S^{te} Marie.

Phil. Le Hardy Esc^r Justicier est en défaut à assister aux Etats
Jean Dumaresq Esc^r Con^{bl}e de la Pœ de S^t Pierre est en défaut excusé.
Après le Serment de M^r Henry Nicolle, M^r Jean Du Pré Connêtable de la Pœ ds S^{te} Marie demeure exoiné p maladie.

Les Etats ont eû la communication d'un Ordre de sa Très Excellente Majesté en Conseil portant date du 8^e Août 1787 par lequel il paroît que certain Acte de la Cour Royale du 4^e Mars 1786, qui declaroit Jacques Hammond Esc^r dûment élu à l'office de Juré Justicier et l'admettoit à prendre place sur le Siège de Justice accorda^ment est cassé et annullé et que Sa Majesté pour les raisons contenues dans son Ordre a ordonné que ledit Acte sera Rayé sur les Records de l'Isle, Et ledit Sieur Hammond suspendu du susdit Office jusqu'a ce que l'Election en question soit finalement décidée. Les Etats quoique le nombre d'un de leurs Membres ne soit pas complet, ont trouvé qu'en consequence de l'Ordre sus mentionné de Sa Majesté l'Assemblée est compétente d'Agir et proceder aux affaires publiques, Et paroissant de plus que ledit Sieur Hammond fut nommé Membre du Comité de l'Hopital par Acte en date du 31^e (1) Juin dernier les États ont présentement nommé et appointé Franç^s Marett Esc^r pour remplacer le dit Sieur Hammond co^me Membre dudit Committé.

Etats tenus.

1787, 2 Oct.

L'An Mille Sept Cents quatre vint Sept, le deuxième Jour du Mois d'Octobre.

Present Honorable Homme Lieut^t Colonel Phil. Fall, Lieutenant Gouverneur de l'Isle de Jersey, etc.

(1) Sic.

Par devant W^m Cha^s Lempriere Esc^t Seigneur de Diélam^t etc., 1787.
 Lieutenant, etc. Assisté d'Edo^d Le Maistre, Phil. de Carteret,
 Franç^s Marett, Nic^s Messervy, Cha^s Payn, Elie Pipon, Phil.
 Robin, Jean Poingdestre, Phil. le Hardy et Jacq^s Hemery Esc^m
 Jurés, présens M^r le Procureur Général du Roi, co^me aussi
 M^r le Doyen et Mess^{rs} les Ministres des P^oes de S^t Pierre, etc.,
 et Mess^{rs} les Con^{bl}es des P^oes de S^t Sauveur, etc. et Mess^{rs}
 les Centeniers Baudains de S^t Jean et Du Parc de Grouville.

Les Etats ayant pris en consideration la représentation qui leur
 a été faite ce jour par M^r le Lieut^t Gouverneur touchant les apparences
 de Guerre et la Situation critique et allarmante du Païs ; et ayant
 delibéré sur l'aplication que leur fait ledit Sieur Gouverneur pour le
 rétablissement et la reparation de plus^{rs} Corps de Garde, Boulevards,
 Ramparts et autres objets qui regardent la defense de l'Isle, ont
 trouvé qu'il seroit necessaire d'une So^me d'Argent considerable pour
 remplir les vuës dud^t Sieur Lieut^t Gouverneur, et quoique les objets
 en question paroissent aux Etats d'une très grande importance pour
 la Sûreté et defense de l'Isle, cependant les Etats ne peuvent se dis-
 penser de declarer aujourd'hui (Mons^r le Lieut^t Gouverneur exigeant
 présentement une reponse des Etats) qu'ils ne se trouvent pas en état
 dans les conjonctures présentes d'ordonner aucune levée d'Argent sur
 les Habitans et à l'égard du peu de Ballance qui reste aux Mains
 du Tresorier des Etats, il a été resolu que (après le païement des
 Comptes pour les fraix publics ci-devant faits) elle sera employée aussi
 loin qu'elle pourra s'étendre à reparer les Couvertures des Corps de
 Garde et Magazins qui sont à la Charge du Païs, Et pour cet effet le
 Tresorier sera averti de se trouver au prochain Comité pour la Defense
 de l'Isle ; S'agissant ensuite de choisir de nouveau un Comité pour
 l'Effet sùdit vû que le dernier Comité auroit agi au delà du tems de
 son appointment, Les Etats ont présentement choisi et nommé pour
 Comité pour la Défense de l'Isle Franç^s Marett, Nic^s Messervy et
 Jacq^s Hemery Esc^m du Corps de la Justice, Mess^{rs} les Recteurs de
 S^{te} Marie, S^t Martin et S^t Helier, du Corps du Clergé et Mess^{rs} les
 Con^{bl}es de S^t Pierre, S^t Sauveur et S^t Brelade du Corps des Con^{bl}es,
 deux de chaque Corps pouvant agir ; Etant M^r le Lieut^t Gouverneur
 requis de donner son assistance audit Comité.

Comité pour
 la Defense
 de l'Isle.

1787. Les Etats ayant entendu la lecture des differens rapports du Comité, sur l'examen des Comptes Publics ont approuvé les Comptes passés par ledit Comité Sçavoir

Le Compte du Con ^{ble} de la Trinité dont la Ballance	d'Ordre
Monte à la Somme de	£309 . 12 . 09
Le Compte du Con ^{ble} de S ^t Laurens	551 . 09 .
Le Compte du Con ^{ble} de Grouville	110 . 15 . 04
Le Compte du Con ^{ble} de S ^t Ouën	155 . 08 . 08
Le Compte du Con ^{ble} de S ^t Clement	89 . 07 . 08
Le Compte du Con ^{ble} de S ^t Pierre	145 . 06 . 08
Le Compte du Con ^{ble} de S ^t Sauveur	461 . 07 . 02
Le Compte du Con ^{ble} de S ^t Helier	130 . 05 . 04
Le Compte du Centen ^r de S ^t Jean	27 . 08 . 08
	£1981 . 01 . 03

Quelles Ballances montent ensemble à la So^me de dix Neuf Cents quatre vint une Livres, un Sou, trois deniers tourn^r d'Ordre, Les Etats ont en consequence autorisé chacun des Con^{bles} susmentionnés de s'adresser au Tresorier des Etats po^r le paiement des Ballances respectivement dûes et autorisent en même tems ledit Tresorier de paier le Montant à chacun d'eux, Et quant au Compte du Con^{ble} de S^t Brelade il paroît qu'il est redevable au public de la So^me de Cent Nonante Six Livres, un Sou, Six deniers d'Ordre, et le Con^{ble} de S^{te} Marie de la So^me de Sept Livres, quatre deniers. Quelles Ballances leur demeureront en Main jusqu'à la prochaine liquidation pour alors en rendre compte ; le Compte du Con^{ble} de S^t Martin n'ayant été produit au Comité les Etats n'ont pu en asserter la Ballance, partant il demeure à liquider.

La Lecture ayant été aujourd'hui don^{ée} pour la deuxi^{ème} fois de quatre differens Ordres de Sa Majesté en Conseil sur plusieurs objets politiques, tous portans date le 8^e Août 1787, la premiere Lecture en ayant été faite le 28^e Jour du même mois d'Août, les Etats après avoir mûrement delibéré sur les Moyens les plus convenables de proceder à la consideration desdits Ordres et de prevenir la perte ou infraction d'aucuns des Anciens Priviléges, Droits, franchises, ou libertés des Habitans de ce Pais ou de cette Assemblée en cas qu'aucune partie des dits Ordres Seroit trouvée y porter atteinte ; ont Jugé à propos conformement à la proposition qui fut logée au Greffe pour

Comité. cet effet le 28^e Août dernier d'appointer un Comité, Savoir Edo^d Le Maistre, Franç^s Marett, Phil. Le Hardy et Jacq^s Hemery Esc^{rs} du Corps de la Justice, Mess^{rs} les Recteurs de S^t Marie, S^t Martin, S^t Jean, S^t Helier du Corps du Clergé, Et Mess^{rs} les Connétables de S^t Brelade, S^t Sauveur, S^t Ouën, S^t Pierre du Corps des Con^{bl}es, deux de chaque Corps pouvant agir, lesquels sont requis et autorisés de s'assembler aussitôt qu'il sera possible et de prendre le sujet sérieux et important desdits Ordres en leur consideration, d'examiner avec soin et attention les differens points qui touchent l'ancienne constitution de l'Isle et des Etats et les Privileges du Pais soit en particulier ou en Général et vû que l'ordre de Sa Majesté en Conseil du 2^e Juin 1786, a un rapport essentiel et immediat avec les dits derniers Ordres, ledit Comité est de plus autorisé de prendre le contenu dudit premier Ordre en consideration et après examen et meure reflection sur le tout de faire rapport aux Etats si lesdits Ordres ou aucune ptie d'iceux leurs paroissent enfreindre ou deroger aux Privileges, Droits, Franchises ou libertés du Pays ou de cette Assemblée, afin que S'il est trouvé tel les Etats puissent recourir à Sa Très Excellente Majesté pour obtenir par leur humble Requête relief en ce qui pourroit y être prejudiciable, Et dans l'Interim Les Etats ont suspendu l'Enregistrement desdits Ordres sur leurs Records ; Et est Mons^r le Lieut^t Gouverneur requis de donner son attendance au dit Comité.

1787.

Etats tenus.

L'An Mille Sept Cents quatre vint Sept, le cinquième Jour du Mois d'Octobre. 1787, 5 Oct.

Present Honorable Homme Lieut^t Colonel Phil. Fall, Lieut^t Gouverneur de l'île de Jersey etc.

Par devant W^m Cha^s Lempriere Esc^r Seigneur de Diélament etc., Lieutenant, etc., assisté d'Edo^d Le Maistre, Phil. de Carteret, Franç^s Marett, Nic^s Messervy, Cha^s Payn, Elie Pipon, Phil. Robin, Jean Poingdestre, Phil. Le Hardy et Jacq^s Hemery Esc^{rs} Jurés, présens le Proc^r Général du Roi, comē aussi M^r le Doyen et Mess^{rs} les Ministres de la Trinité, etc., Mess^{rs} les Conn^{bl}es de S^t Laurens, etc. et Mess^{rs} les Centeniers Baudains de S^t Jean et Du Parcq de Grouville.

G

1787. Les Etats ont été convoqués ce jour pour les Affaires publiques, mais vû l'absence du Rév^d Richard Le Feuvre, Recteur de la Põe de S^t Pierre, Et le Denonciat^r Du Pont qui étoit chargé d'Avertir le dit Sieur Le Feuvre ne pouvant donner record de l'avoir averti par lui Même, ni que le billet d'Avertissement lui soit parvenu, ou ait été porté chez lui, Les Membres présens ont été contraints de se separer n'étant pas à leur pouvoir Malgré l'importance des affaires publiques de proceder à moins que tous les Membres des Etats n'aient été avertis de la Tentie et cela en conformité de l'ordre de Sa Majesté en Conseil du 28^e Mars 1771.

Etats tenus.

1787, 8 Oct. L'An Mille Sept Cent quatre vint Sept, le huitième Jour du Mois d'Octobre.

Présent Honorable Ho^me Lieut^t Colonel Ph. Fall, Lieut^t Gouverneur de l'Isle de Jersey, etc.

Par devant Will^m Cha^s Lempriere Esc^t Seigneur de Dielament etc., Lieut^t etc. ; Assisté d'Edo^d Le Maistre, Phil. De Carteret, Franç^s Marett, Nic^s Messervy, Cha^s Payn, Elie Pipon, Jean Poingdestre, Phil. Le Hardy et Jacq^s Hemery Esc^{rs} Jurés, présens le Procureur Général du Roi, coïne aussi M^r le Doyen, et Mess^{rs} les Ministres de S^t Pierre, etc., Mess^{rs} les Connétables de S^t Brelade, etc., et Mess^{rs} les Cent^{rs} Baudains de S^t Jean et Marett de S^t Sauveur.

Phil. Robin Esc^t Justicier est en défaut à assister aux Etats.

Sur la Représentation faite aux Etats par plusieurs des Membres du Comité appointé pour la defense de l'Isle par Acte en date du 2^e du Courant, que S'étant assemblés pour proceder aux affaires publiques Vendredi 5^e du Courant, la question fut muë par un des Membres, Savoir si Will^m Cha^s Lempriere Esc^t Lieutenant Bailly lequel étoit présent est autorisé d'Office d'assister audit Comité, n'étant pas nommé dans l'Acte de son appointment, que sur cette Question plusieurs des Livres des Etats tant Ancients que Modernes furent produits au dit Comité et examinés pour éclaircir ce point Sur l'ancien usage et il fut trouvé que dans certains Actes et appointemens

1787.

de Comité le Lieut^t Bailly pour lors est nommé comē un des Membres de tels Comités faisant partie alors des Membres appointés du Corps de la Justice, et que dans d'autres Actes où le Lieut^t Bailly n'est pas nommé il ne paroît pas qu'il fît partie de tels Comités, qu'après et nonobstant ces recherches la pluralité des Membres dudit Comité pour la defense de l'Isle ne trouva pas à propos de decider la question, Mais Jugea plus convenable de referer le point aux Etats pour expliquer leur intention et statuer à cet égard ; Les Etats aujourd'hui après avoir entendu la lecture d'un Grand Nombre d'Actes et appointemens de Comités ont trouvé qu'il en est ainsi Comē il est rapporté par les Membres dudit Comité pour la defense de l'Isle ; Partant ont déclaré et resolu conformém^t à l'ancien usage, que le Lieut^t Bailly n'appartient point d'office d'aucun Comité appointé ou autorisé par les Etats à moins qu'il ne soit nommé dans l'Acte d'appointement ou qu'il n'y soit d'ailleurs autorisé par la Loi ; Les Etats ont en même tems trouvé à propos de nommer et autoriser présentement le dit W^m Cha^s Lempriere Esc^t Lieut^t Bailly comē Membre dudit Comité pour la defense de l'Isle et de le joindre aux autres autorisés du Corps de la Justice et sont le Recteur de S^t Jean du Corps du Clergé et le Connétable de S^t Helier du Corps des Connétables également joints et autorisés d'agir audit Comité.

Les Etats aiant entré en consideration et examen des Comptes publics qui leur ont été referés par le Comité, eu egard à quelques difficultés qui se sont rencontrées sur les dits Comptes, Ont passé et approuvé les Comptes suivans et ont ordonné le paiement par le Moïen du Tresorier, Savoir

au Connétable de S ^t Clement pour l'ajustement	
d'Habits de Milice	£ 4 . 00 . 00
A M ^r Jean Le Geyt Capitaine d'Artillerie pour	
le même Sujet partie de son Compte ...	11 . 00 . 00
A M ^e Hugh Butcher pour provisions fournies le	
6 ^e Janvier 1781	139 . 18 . 08
A M ^e Jean Richardson pour un Voïage en An-	
gleterre après le 6 ^e Janvier 1781	320 . 00 . 00
Aux hers de M ^e Tho ^s Filleul pour dito	256 . 00 . 00
A Phil : Deslandes	39 . 03 . 00

Etats tenus.

1787, 24 Oct.

L'An Mille Sept Cents quatre vint sept, le vint quatrième
Jour du Mois d'Octobre.

Present le Très honorable Henry Seymour Conway Général
des armées de Sa Majesté un des Seigneurs du Très
honorable Conseil Privé de Sa Majesté et Gouverneur et
Capitaine de l'Isle de Jersey, etc..

Par devant W^m Cha^s Lempriere Esc^r Seigneur de Diélament,
etc., Lieutenant, etc. ; Assisté d'Edo^d Le Maistre, Phil. De Car-
teret, Franç^s Marett, Nic^s Messervy, Cha^s Payn, Elie Pipon,
Phil. Robin, Jean Poingdestre, Phil. Le Hardy et Jacq^s Hemery
Esc^r Jurés ; pñts Mons^r le Procureur Général du Roi, comē
aussi M^r le Doyen et Mess^{rs} les Ministres de S^t Pierre, etc. ;
Mess^{rs} les Con^{bles} etc. et Mess^{rs} les Centeniers Baudains de
S^t Jean et Marett de S^t Sauveur.

Son Excellence le Général Conway Gouverneur en Chef de ce
Païs ayant à son Arrivée dans l'Isle représenté qu'il est necessaire
dans la Situation critique et allarmante des Affaires de l'Europe de
fournir une So^{me} pour mettre en dñe reparation les Plateformes,
Boulevards, Corps de Garde, et Ramparts autour de l'Isle et pour
subvenir à autres objects qui concernent la Defense du Païs, Les
Etats Assemblés pour la première fois depuis l'Arrivée de leur Gou-
verneur dans l'Isle, et Sensibles des Soins et de la bienveillance qu'il
a tant de fois et Entant d'occasions pressantes temoignés pour le païs,
et particulièrement en volant aujourd'hui à leur Secours et à leur
protection au moment du danger prennent cette Occasion de lui en
temoigner leur plus vive reconnoissance, et lui donnent l'Assurance
qu'ils concourront autant qu'il dependra d'eux et qu'ils en trouve-
ront les moyens à la Defense et à la Sureté de l'Isle contre les Enne-
mis de leur Souverain, Et pour cet effet ils ont presentement resolu
d'Accepter la So^{me} de trois mille Livres offerte par Mess^{rs} Le Gou-
verneur, Lieut^t Bailly et Jurés du Produit de l'Impôt sur les Vins,
Eaux de Vie et autres Liqueurs de quelle So^{me} de trois milles Livres,
Les Etats s'engagent d'ordonner le Remboursement aussitôt que la
derniere bannie du nouvel Impôt pourra être reçue, et que ladite
So^{me} de trois Milles Livres sera retournée entre les Mains du Tre-

sorier du vieil Impôt. Quelle Somme sera employée de la maniere que le Comité pour la defense de l'Isle avec l'Assistance et les bons Conseils de Son Excellence le jugeront propre et le plus Avantageux pour repondre aux besoins publics. Les Etats ont pris en même tems cette Occasion de représenter à Son Excellence Le Général Conway leur Gouverneur la Situation déplorable et affligeante de ce païs par rapport aux Grieffs et Abus qui regnent dans l'Isle et qui restent sans remede nonobstant les applications reiterées sur ces sujets surtout à l'égard du Defaut et incertitude des Loix civiles et Criminelles, Et à l'égard de certaines Parties des derniers Ordres de Sa Majesté en Conseil que les Etats humblement conçoivent être derogatoires aux Privilèges des Habitans de ce Païs et de cette Assemblée Et ont instamment requis Mons^r Le Gouverneur de vouloir bien condescendre à mettre aux Pieds de leur Debonnaire Souverain leur très humble representation et Requête Sur lesdits Ordres et sur les Maux et Grieffs qui existent dans l'Isle Et d'accorder aux Habitans du Païs son influence et sa Mediation pour obtenir relief auprès de Sa Majesté de ce qui sera trouvé prejudiciable aux Privilèges, Franchises et Libertés de l'Isle et de vouloir bien faire ses Efforts pour obtenir la Tranquillité et la prosperité et le bienêtre des Habitans.

1787.

Etats tenus

L'An Mille sept Cents quatre vint sept, le premier Jour du 1787, 1^{er} Nov.
Mois de Novembre.

Present le Très Honorable Henry Seymour Conway Général des Armées de Sa Majesté un des Seigneurs du Très Honorable Conseil Privé de Sa Majesté et Gouverneur et Capitaine de l'Isle de Jersey.

Par devant W^m Ch^s Lempriere Esc^r Seigneur de Dielament etc. ; Lieutenant, etc. ; assisté d'Edo^d Le Maistre, Phil. De Carteret, Franç^s Marett, Nic^s Messervy, Cha^s Payn, Elie Pipon, Phil. Robin, Jean Poingdestre, Phil. Le Hardy, Jacq^s Hemery, Esc^{rs} Jurés ; P^{nts} Mons^r le Procureur Général du Roi, comé aussi Mons^r le Doyen, Mess^{rs} les Ministres de S^t Pierre, etc. Mess^{rs} les Connêtables etc. ; et Mess^{rs} les Centeniers Daurvergne de S^t Ouën, Marett de S^t Sauveur, Le Gros de la Trinité et Baudains de S^t Jean.

1787. Après le Serment de Mons^r Phil. Dauvergne Mons^r Franç^s Ricard Connétable de la paroisse de S^t Ouën demeure Exoiné par Maladie.

Après le Serment de M^r Phil. Le Gros Jun^r Mons^r Ph. Pinel Connétable de la Pœ de La Trinité demeure Exoiné par Maladie.

Sur la proposition de son Excellence le Général Conway Gouverneur en chef de cette Isle, il est ordonné qu'il y aura un Corps de Garde et Magasin construits sur la hauteur du Havre de Bonne Nuit et à l'Endroit qui sera trouvé le plus commode par son Excellence à quel effet la Ballance d'Argent qui se trouvera entre les Mains de Tho^s Pipon Esc^r fs. Tho^s sera employée ; Et les Etats ayant pris en consideration certain Acte du Comité pour la défense de l'Isle en date du premier Jour de Mai 1787 qui recommande sur la proposition de Mons^r le Lieutenant Gouverneur que le Corps de Garde de la Greve de Lecq en la Pœ de S^{te} Marie soit vouté, Les Etats ont presentement ordonné que ledit Corps de Garde sera vouté aux fraix de l'Isle.

Certain Rapport du Comité pour la Defense de l'Isle en date du 26^e Octobre 1787 au sujet des Plateformes autour de l'Isle ayant été presanté aux Etats a été approuvé.

Certaine Lettre de Paul Le Messurier Esc^r du cinquième Fevrier 1787 adressée à Tho^s Pipon Esc^r Procureur Général du Roi, touchant l'Appointement de l'Assemblée des Etats dudit Sieur Le Messurier pour être trustee conjointement avec ledit S^r Pipon des Fonds appartenants à l'Hopital Général, et mise ci devant par ledit Sieur Pipon devant le Comité de l'Hopital ayant été aujourd'hui produite aux Etats, il a été ordonné que ladite Lettre sera entrée sur le Livre des Evidences de l'Hopital.

Certaine Lettre de Noé Le Cras Esc^r avec le Compte dud^t Sieur Le Cras pour les Fonds appartenans à l'Hopital Général pour le tems que ledit Sieur Le Cras a continué et eu le menagement desdits Fonds ayant été produits aux Etats, par quel Compte il paroît une Ballance de £149 . 10 . 10 en faveur de l'Hopital laquelle led^t Sieur Le Cras a remise aux Mains de Paul Le Mesurier Esc^r qui lui a succédé dans cette administration, quel Compte après avoir été examiné et approuvé par le Comité de l'Hopital, ayant été produits aux Etats ; Les Etats ont en consequence ordonné le present Acte en plus ample approbation dudit Compte et ordonné qu'il sera enteriné sur le

Livre appointé pour les Comptes dudit Hopital ; Et est Thomas Pipon Esc^r fs : Josué l'Autre Trustee avec ledit Sieur Le Mesurier requis et autorisé de lui écrire et le prier d'employer la Ballance qui est entre ses Mains à acheter des Fonds pour le benefit de l'Hopital dans les 3 p Cent de Banque consolidée. 1787.

Etats Tenus.

L'An Mille Sept Cents quatre vint Sept, le douzième Jour du Mois de Novembre. 1787, 12 Nov.

Present le Très Honorable Henry Seymour Conway Général des Armées de Sa Majesté un des Seigneurs du Très Honorable Conseil Privé de Sa Majesté et Gouverneur et Capitaine de l'Isle de Jersey, etc.

Par devant W^m Cha^s Lempriere Esc^r Seigneur de Diélament etc. ; Lieutenant etc. Assisté d'Edo^d Le Maistre, Phil. De Carteret, Franç^s Marett, Nic^s Messervy, Cha^s Payn, Elie Pipon, Phil. Robin, Jean Poingdestre, Phil. Le Hardy, et Jacq^s Hemery Esc^{rs} Jurés ; p^{nts} Monsieur le Procureur Général du Roi, cōme aussi Mons^r le Doyen Mess^{rs} les Ministres de S^t Pierre etc. et Mess^{rs} les Connétables de S^t Helier etc. et Mons^r le Centenier Baudains de S^t Jean.

Le Reverend Jean La Cloche est en défaut à assister aux Etats.

Son Excellence le Général Conway notre Gouverneur ayant adressé l'Assemblée des Etats sur les Affaires politiques de l'Europe et sur l'heureux tour qu'elles ont pris depuis l'arrivée de Son Excellence parmi nous, qui nous promet la continuation de la Paix que l'on avoit cru sur le point d'être interrompue entre l'Angleterre et la France ; dans quelle adresse son Excellence nous exhorte avec son Zele accoutumé pour le Bien et la prospérité de cette Isle, de ne point nous relâcher sur les Points qui interessent notre Defense, et qui seules peuvent prevenir la Surprise des Ennemis à l'ouverture d'une Guerre ; Les Etats animés de la plus vive reconnoissance envers Son Excellence pour la Continuation de Ses Soins et de ses Bienfaits à la Seureté et prospérité de l'Isle ont prié Son Excellence de permettre que Son Adresse soit entrée dans le Livre des Etats ; afin de pouvoir

1787. en recourant aux Salutaires Avis qu'elle contient les mettre à profit dans la Suite, et en même tems les Etats prient Son Excellence d'agréer le present Témoignage de leur Reconnoissance.

Dequelle Adresse la Teneur ensuit.

" Gentlemen

On my arrival here I took the earliest opportunity to recommend most earnestly to you an immediate attention to those things which seem'd absolutely necessary for Your security & defence against a powerful neighbour then apparently likely to become shortly your Enemy.

Those circumstances are now changed, yet such is the peculiar situation of this Island; the most of all his Majesty's Dominions exposed to Invasion on any sudden rupture, & likely to be the very first object of the Enemy's attention, that any carelessness about Your security which would be imprudence in any other people wou'd be nothing short of madness in you.

I must therefore still in the most pressing manner implore you to compleat the work you have begun by immediately putting Your Guard Houses, Stores, Magazines, Arms, Arsenals & Platforms in perfect Order; and making on all those essential heads such solid & constant provisions that they may never fall into decay.

And that the care & exercise of Your excellent Establishment of Militia may be pursued with unremitting diligence.

On my Side I shall not fail to forward such parts of this important business as are dependent upon me; & particularly by using all my influence with our Government that the works necessary to give you an effectual & constant security may be pursued & completed.

I mentioned to you before, but cannot help now again repeating to you my very earnest desire that an Establishment, which I had formed with care & attention & of which I still retain the highest Opinion may not be laid aside & neglected; I mean the System adopted for regularly training Your Boys to Arms; fully persuaded that this institution well supported & pursued will with the care and Spirit that I am satisfied the Colonels of the several Regiments will not fail to employ; will give such a grace of efficacy to the whole Corps of Your Militia as will make it all times the first Ornament and most solid security of the Island,

Being obliged with much regret to leave You Shortly from calls of indispensable business which nothing but my Duty towards You & care for Your safety cou'd have engaged me to neglect ; I should think myself most fortunate if I might imagine that the great work of Your internal peace ; I may say your happiness was now begun, & that proceeding on the great basis of concord in attention to Commerce to Agriculture & to the Arts of peace under shelter of those provisions wisely directed towards Your Security, You may shortly become possess'd of all that can contribute to make you what nature seems to have design'd You a Flourishing and a happy People ”. 1787.

Sur le Rapport de M^r Franç^s Ricard Connétable de S^t Ouën que l'Assemblée de la Pœe l'auroit chargé et autorisé de faire élargir la Charriere de la Hayte havre du Puley pour faciliter la pêche du Vraic & que la Soûme necessaire pour faire l'ouvrage monte à Cent livres d'Ordre Les Etats ont ordonné que le Connétable fera vendre du Vraic au montant de ladite Soûme.

Etats tenus.

L'An Mille Sept Cents quatre vint Sept le vint huitième Jour du Mois de Novembre. 1787, 28 Nov.

Présent Honorable Homme Lieutenant Colonel Phil. Fall,
Lieutenant Gouverneur de l'Isle de Jersey, etc.

Par devant W^m Cha^s Lempriere Esc^r Seign^r de Diélament etc.
Lieutenant, etc. Assisté d'Edouard Le Maistre, Phil. De Carteret, Franç^s Marett, Nic^s Messervy, Cha^s Payn, Elie Papon, Jean Poingdestre, Phil. Le Hardy et Jacq^s Hemery Esc^{rs} Jurés ;
Presens le Procureur Général, comme aussi M^r le Doyen et Mess^{rs} les Ministres de S^t Pierre, etc. ; Mess^{rs} les Connétables de S^t Sauveur, etc. et M^r le Centenier Baudains de S^t Jean.

Les Etats ont été convoqués ce Jour pour agir à plusieurs affaires publiques, et Specialement touchant divers objets qui concernent la defense de l'Isle lesquels Mons^r le Lieutenant Gouverneur a présentement mis devant l'assemblée coûme des points des plus pressans, mais vû l'absence du Rev^d Tho^s Syvret Rect^r de la Pœe de S^t Jean et le Denonciat^r Dupont qui étoit chargé d'avertir ledit Sieur Syvret, ne

H

1787. pouvant recorder de l'avoir averti par lui-même, ni que le Billet d'avertissement lui soit parvenu, ou ait été porté chez lui, les Membres présens n'ont pu procéder aux affaires quoi qu'importantes qui sont devant les Etats, sans faire breche à l'ordre de Sa Majesté en Conseil du 28^e Mars 1771, partant ont été contraints de lever l'assemblée.

Etats tenus.

1787, 8 Déc. L'An Mille Sept Cents quatre vint Sept le huitième Jour du Mois de Decembre.

Present Honorable Homme Lieutenant Colonel Phil. Fall, Lieutenant Gouverneur de l'Isle de Jersey, etc.

Par devant W^m Cha^s Lempriere Esc^r Seign^r de Diélament etc., Lieutenant, etc. Assisté d'Edo^d Le Maistre, Phil. De Carteret, Franç^s Marett, Nic^s Messervy, Cha^s Payn, Elie Pipon, Jean Poindestre, Phil. Le Hardy et Jacq^s Hemery, Esc^r Jurés, presens le Proc^s Gén^l du Roi et le Deputé Vicomte, com^e aussi M^r le Doyen et Mess^{rs} les Ministres des P^oes de S^t Pierre, etc. ; Mess^{rs} les Con^{bl}es de S^t Sauveur, etc. ; et le Cent^l Baudains de S^t Jean.

Ph. Robin Esc^r Justicier, est en default à assister aux Etats.

M^r Frs. Ricard, Con^{bl} de la P^oe de S^t Ouën est en default à assister aux Etats.

Les États ont aujourd'hui entendu la lecture de deux Requêtes adressées à Sa Tres Excellente Majesté en Conseil sur la situation des affaires politiques et touchant les derniers Ordres de Sa Majesté en Conseil et sont convenus de referer les dites requêtes au Comité ci devant appointé pour l'examen desdits Ordres de même que la Requête que ledit Comité avoit préparé et qui fut logée au Greffe aux Etats precedents, afin que sur le tout ledit Comité préparât finalement telle requête à Sa Majesté et dans telle forme qui lui parroitront les plus propres pour être après l'approbation des Etats envoyée à Son Excellence Le Général Conway afin d'être par lui présentée à Sa Majesté ; Ledit Comité est de plus autorisé de preparer en même tems une Adresse à Son Excellence de la part des Etats pour être transmise avec ladite Requête.

Les Etats ont ordonné que le Rapport du Comité pour la defense de l'Isle de l'11^{me} Septembre 1787 sera logé au Greffe pour être pris en consideration vû que plusieurs articles dudit Rapport tendent à assujettir le public à de nouveaux fraix.

1787.

Les Etats ont ordonné que le premier Article du Rapport du Comité pour la defense de l'Isle du 28^e Novembre 1787, au Sujet des Râts d'Armes sera logé au Greffe pour être pris en consideration.

Le Comité pour la defense de l'Isle ayant recommandé aux Etats de nommer et autoriser deux Personnes pour faire vouter le Corps de Garde de la Greve de l'Ecq en la Põe de S^{te} Marie aux fraix de l'Isle suivant à l'Acte des Etats du 1^{er} Novembre 1787.

Les Etats ont aujourd'hui autorisé le Rev^d Fr^s Valpy, Jacq^s Pipon Esc^r et M^r Jean Du Pré, Con^{ble} de ladite Põe de faire exécuter l'ouvrage susdit, Etant Mons^r le Lieut^t Gouverneur requis de vouloir bien assister ces Mess^{rs} de ses bons Conseils.

Le Comité pour la defense de l'Isle aiant recommandé aux Etats de nommer et autoriser des Personnes pour faire eriger un Corps de Garde et Magasin sur la hauteur de Bonne Nuit à l'endroit qui sera trouvé le plus commode par Mons^r le Gouverneur conformément à l'Acte des Etats du 1^{er} Novembre 1787, les Etats ont aujourd'hui autorisé Edo^d Le Maistre Esc^r, le Rev^d Tho^s Syvret et le Centenier Baudains de S^t Jean de faire eriger lesdits Corps de Garde et Magasin, Mons^r le Lieut^t Gouverneur étant requis de vouloir bien assister les dits Mess^{rs} de ses Conseils.

Le Comité pour la defense de l'Isle ayant recommandé aux Etats la Plateforme de Nouvelle Construction qui a été préparée en Bois sous les Ordres de Son Excellence le Gen^l Conway cõme un Moyen avantageux à plus^{rs} Egards tant par rapport à la facilité de s'en servir avec effet, qu'à l'égard de sa simplicité et coutâge Modique, Les Etats sont d'opinion que des Plateformes de cette construction seroient plus propres qu'aucune autre à remplacer celles qui sont tombées en decadence, Surtout lorsqu'il se trouvera dans le voisinage de telle Plateforme un lieu propre à loger la plateforme pendant l'Hiver ou pendant la Paix ; partant ont resolu de faire construire douze Plateformes de cette façon pour le present et ont de plus resolu par voie d'épreuve de faire la partie immobile d'une en Pierre, Et sont Nic^s Messervy Esc^r,

1787. Le Reverend Docteur Edo^d Du Pré et Jean Dumaresq Esc^r Conn^{ble} de S^t Sauveur autorisés de mettre l'intention des Etats en execution et faire Accord avec des Ouvriers pour ce Sujet, Mons^r le Lieuten^t Gouverneur étant requis d'assister les susdits Mess^{rs} de ses Conseils à cet égard.

Le Comité pour la defense de l'Isle ayant recommandé aux Etats que tous les Corps de Garde qui sont à la Charge de l'Isle soient pavés pour la commodité des Gens de Garde, les États ont pris le Sujet en consideration et ont ordonné que lesdits Corps de Garde seront pavés de pierre commune aux fraix de l'Isle.

Michel Amy et Franç^s Amy ayant présenté une Remontrance aux Etats exposant qu'ils sont propriétaires de terres à la Campagne p^{che} (1) et aux environs du Corps de Garde appelé le Guet en la Pœe de la Trinité, sur le Fief du petit Rozel, qu'en aucun tems qu'il est nécessaire d'aller et venir aud^t Corps de Garde le public S'ingere de passer par dessus et au travers de la terre desdits Remontrants, Selon que plus au long est contenu en ladite Remont^{ce} ; Ce que considéré les Etats ont requis et autorisé Nic^s Messervy Esc^r, le Rev^d Jean La Cloche et M^r Phil. Pinel Con^{ble} de ladite Pœe d'aller sur les Lieux afin de les examiner, pour en faire ensuite rapport aux Etats ; Etant M^r le Lieutenant Gouverneur requis de vouloir bien assister ces Messieurs.

Etats tenus.

1788,
12 Janvier.

L'An Mille Sept Cents quatre vint huit, le douzième Jour du Mois de Janvier.

Présent Honorable Hom^e Lieuten^t Colonel Phil. Fall, Lieutenant Gouverneur de l'Isle de Jersey, etc.

Par devant William Cha^s Lempriere Esc^r Seigneur de Dielam^t etc., Lieutenant, etc. Assisté d'Edouard Le Maistre, Franç^s Marett, Nicolas Messervy, Cha^s Payn, Elie Pipon, Phil. Robin, Jean Poingdestre, Phil. Le Hardy et Jacq^s Hemery Esc^{rs} Jurés, Présents le Procureur Général du Roi et le Deputé Vicomte, Com^e aussi M^r le Doyen et Mess^{rs} les Ministres des Pœes de S^t Pierre, etc. et Mess^{rs} les Con^{bles} des Paroisses de S^t Sauveur, etc. et M^r le Centenier Baudains de S^t Jean.

(1) Proche.

Après le Serment de M^r Cha^s Poingdestre, Phil. de Carteret Esc^r Justicier demeure exoiné par Maladie. 1788.

Le Rev^d Geo. Bertram Recteur de la Pœe de S^t Brelade est en défaut excusé.

Les Etats ont resolu que l'article du Compte de Phil. Dumaresq gt. Tresorier des Etats pour autant payé à Jean Dumaresq Esc^r en qualité d'Avocat de la Cour Royale dans une contestation qui dependoit au Sujet d'Arrêts faits par des particuliers sur le fond public, sera payé par ledit Tresorier montant à la Somme de deux Cents soixante Six Livres quatre Sous. Paroissant que le Louage du Service du Bateau de Santé seroit expiré, Les Etats ont requis et autorisé le Comité des Chaussées de s'assembler le 19^e Jour de ce présent mois chez M^r Phil. Lys à dix heures et demie du Matin pour exposer publiquement le Louage du Service dudit Bateau au rabais conformément aux Reglemens qui furent faits par ledit Comité à la dernière tenue en date de l'An 1786, le 13^e Novembre et pour exposer aussi en Vente publique le Bateau et agrez appartenant au public, et qui avoient été ci-devant employés à l'usage susdit, étant Mons^r le Lieutenant Gouverneur requis d'y assister.

Etats tenus.

L'An Mille Sept Cents quatre vint huit, le vint unième Jour du mois de Janvier. 21 Janvier.

Present Honorable Hôme Lieutenant Colonel Phil. Fall, Lieutenant Gouverneur de l'Isle de Jersey, etc.

Par devant W^m Cha^s Lempriere Esc^r Seigneur de Diélam^t etc. Lieutenant, etc. Assisté d'Edo^d Le Maistre, Franç^s Marett, Nic^s Messervy, Cha^s Payn, Jean Poingdestre, Phil. Le Hardy et Jacq^s Hemery Esc^{rs} Jurés. Présens le Procureur Général du Roi, et M^r le Doyen, comé aussi Mess^{rs} les Ministres des Pœes de S^t Pierre, etc. Mess^{rs} les Conn^{bles} des Pœes de S^t Brelade, etc. et M^r le Centenier Baudains de S^t Jean.

Phil. De Carteret Esc^r Justicier est en défaut excusé.

Elie Pison et Phil. Robin Esc^{rs} Justiciers sont en défaut à assister aux Etats.

Le Reverend Jean La Cloche, Recteur de la Pœe de la Trinité, est en défaut à assister aux Etats.

1788. Le Greffier est dirigé de tirer une Liste des défauts des membres des Etats qui ont été ajugés depuis le premier Jour de Janvier 1787 et de mettre ladite liste entre les Mains du Vicomte afin qu'ils soient levés par lui incessamment pour que les Etats en disposent comme ils jugeront propre conformément à la Loi.

Le Compte de M^e Edouard Renouf, pour avoir percé l'amorce d'un Howitzer, Montant à la Somme de trente-deux Livres, Argent d'Ordre et qui avoit étoit ⁽¹⁾ renvoyé par le Comité aux Etats a été ce jourd'hui réduit à huit Livres d'Ordre et a été ordonné d'être payé par le Tresorier sur ce pié là.

Les Etats ayant entré en consideration et examen des Comptes publics qui leur ont été referés par le Comité eu égard à quelques difficultés qui se sont rencontrées sur lesdits Comptes ont passé et approuvé les Comptes suivants et en ont ordonné le paiement par le Moyen du Tresorier, Savoir

	£	s.	d.
à M ^e Jean Vallord pour fourniture et Travail ...	36	01	4
Pour l'Artillerie & ^{ca} à D ^e ...	59	14	4

A l'égard du Compte de M^e Jⁿ Vallord qui commence le 24^e Juin 1784 et qui est attesté de plusieurs officiers du Regiment du Sud les Etats ont resolu qu'il sera payé audit Vallord pour la Garde des Mousquets dudit Regiment pour les deux Ans qu'il demande, la Somme de Cent douze Livres d'Ordre qui est sur le pié de huit Livres d'Ordre par Compagnie prix fixé par la Loi pour cette Charge, qui ⁽¹⁾ lui sera en outre payé la Somme de cinquante-quatre Livres d'Ordre pour loyer de l'arsenal pour les deux Ans sus mentionnés et au surplus les Etats ont rejeté le susdit Compte étant pour fournitures et reparations aux Mousquets dudit Regiment, que le public n'est pas assujetti de payer.

Les Etats ont décidé qu'il sera payé à Edouard Hacquoil la Somme de deux Livres huit Sous d'Ordre pour les fournitures qu'il a fait aux Comités des Etats et au Surplus la demande dudit Hacquoil pour Son attandance aux Etats et aux Comités est remise pour être prise en consideration à un autre jour.

Les Etats ayant pris en consideration la Remontrance de M^e Josué de S^e Croix présentée aux Etats l'an 1787, le 29^e Juin, ont ordonné que

(1) Sic.

la Soûme de cinq Cents Septante six Livres dix neuf Sous d'Ordre lui sera payée pour les Interêts de l'Argent qui lui a été cy-devant payé pour Son Bateau depuis le 6^e Janvier 1781, Jusqu'au 28^e Juin 1786. 1788.

Les Etats ont ordonné que la Soûme de deux Livres Argent d'Ordre Sera payée chaque Semaine à la Veuve du nommé Sullivan en son vivant Soldat pour le Maintien de Ses Enfants.

Etats tenus.

L'An Mille Sept Cents quatre vint huit, le vint huitième Jour du Mois de Janvier. 28 Janvier.

Présent Honorable Homme Lieutenant Colonel Phil. Fall,
Lieuten^t Gouverneur de l'Isle de Jersey, etc.

Par devant W^m Cha^s Lempriere Esc^r Seigneur de Diélam^t etc.,
Lieutenant, etc. Assisté d'Edo^d Le Maistre, Franç^s Marett,
Nic^s Messervy, Cha^s Payn, Elie Papon, Phil. Robin, Jean Poing-
destre, Phil. Le Hardy et Jacq^s Hemery Esc^{rs} Jurés, Présens
le Procureur Général du Roi et M^r le Doyen, comé aussi Mess^{rs}
les Ministres des Pöes de S^t Pierre, etc. ; Mess^{rs} les Con^{bles} de
S^t Brelade etc. ; et Mess^{rs} les Centeniers Baudains de S^t Jean
et Du Parc de Grouville.

Phil. De Carteret Esc^r Justicier est en default excusé.

Les États ayant pris en consideration que leur Acte du 1^{er} Novembre 1786, qui approuve le rapport du Comité de la Bibliothèque en ce qui regarde un des appartemens de la Bibliothèque, pourroit affecter les Droits du Recteur, ont crû devoir remettre cette affaire devant ledit Comité lequel est requis de s'assembler au plutôt, afin de faire rapport aux États de ce qui leur aura paru sur ce sujet.

Les États prenant derechef en consideration la representation et requête preparée par le Comité pour adresser à Sa Majesté touchant les Ordres de Sa Majesté en Conseil du 2^e Juin 1786 et du 8^e Août 1787 et paroissant qu'un des Membres dudit Comité conçoit n'avoir pas été dûement averti de la dernière tenuë dudit Comité duquel il étoit absent, ont Jugé à propos afin d'éviter toute apparence d'irregularité ou de precipitation dans une affaire de cette importance de r'envoyer de nouveau ladite representation et requête au même Comité afin

1788. qu'il la réexamine et en fasse leur rapport aux prochains États, Et est ledit Comité appointé à se rencontrer pour cet effet Samedi 2^e Février 1788, sur la Cohuë Royale à dix heures du Matin.

Les États Etant informés par le President que Cha^s Poingdestre Esc^s a été Sermenté Greffier substitut de la Cour Royale, ledit Sieur Poingdestre a été accepté pour agir en cette qualité dans les Etats.

Etats tenus.

4 Février. L'An Mille Sept Cents quatre vint huit, le quatrième Jour de Fevrier.

Present Honorable Ho^me Lieutenant Colonel Phil. Fall, Lieut^t Gouverneur de l'Isle de Jersey, etc.

Par devant W^m Cha^s Lempriere Esc^s Seig^t de Diélament, etc. ; Lieutenant, etc. ; Assisté d'Edo^d Le Maistre, Phil. De Carteret, Fr^s Marett, Nic^s Messervy, Cha^s Payn, Elie Papon, Phil. Robin, Jⁿ Poingdestre, Phil. Le Hardy et Jacq^s Hemery Esc^s Jurés, Présens Le Proc^t Gen^l du Roi et M^r le Doyen, com^e aussi Mess^{rs} les Ministres des P^oes de S^t Pierre etc. ; et Mess^{rs} les Conn^{bles} de S^t Sauveur, etc. et Mess^{rs} les Cent^{rs} Baudains de S^t Jean et Du Parcq de Grouville.

Le Rev^d Docteur Edo^d Du Pré Recteur de S^t Hel^t est en default excusé.

Les Etats ont resolu qu'à l'avenir les Membres des Comités des Etats qui ne se trouveront pas aux Comités dont ils appartiennent au tems et lieu appointé pour la tenuë de tel Comité seront Sujets à la penalité de Cent Sols pour chaque default, qui est la même peine imposée par la Loi vers les Membres de cette Assemblée en cas de default, Quelles penalités seront levées et appliquées selon que chaque Comité respectivement le dirigera.

Les Etats ayant pris en consideration combien la pratique de jeter sur des Cocqs est contraire à l'humanité et voulant prevenir les accidans qui peuvent arriver tant par cette maniere de jeter, que par celle de les tirer avec des Armes à feu, ont trouvé expedient de defendre à toutes Personnes de quelque qualité qu'elles soient de jeter avec des bâtons ou de tirer avec des Armes à feu sur des Coqs ou autres Volailles à l'avenir de quelque Manière que ce soit, sur peine de Vint Livres d'Amende tant vers ceux qui contreviendront à cette ordonnance en jettant avec des bâtons ou tirant avec des

armes à feu, que vers ceux qui Mettront des Cocqs ou autres Volailles à cet effet, Moitié au benefit du Roi et Moitié à celui de l'Hopital Général, ce qui sera publié tant au lieu ordinaire du Marché qu'aux Pöes de cette Isle afin que psonne n'en pretende cause d'ignorance. 1788.

Etats Genus.

L'An Mille Sept Cents quatre vint huit, le Vint deuxième 22 Février.
Jour du Mois de Fevrier.

Present Honorable Hoïme Lieutenant Colonel Phil. Fall, Lieut^t
Gouverneur de l'Isle de Jersey, etc.

Par devant W^m Cha^s Lempriere Esc^r Seig^r de Diélam^t etc.,
Lieutenant, etc., Assisté d'Edo^d Le Maistre, Phil. De Carteret,
Franç^s Marett, Nic^s Messervy, Cha^s Payn, Elie Pipon, Phil.
Robin, Jean Poingdestre et Jacq^s Hemery Esc^{rs} Jurés, pñts
Le Procureur Général du Roi et le Deputé Vicomte; Coïne
aussi M^r le Doyen et Mess^{rs} les Ministres de S^t Pierre, etc., et
Mess^{rs} les Con^{bles} de S^t Sauveur etc. et le Centenier Baudains
de S^t Jean.

Phil. Le Hardy Esc^r Justicier est en défaut à assister aux Etats.

Le Reverend Amice Bisson Recteur de la Pöe de S^t Laurens est en
défaut à assister aux Etats.

Après le Serment de M^r Phil. Nicolle, M^r Phil. Collas, Con^{ble} de
S^t Martin demeure Exoiné par Maladie.

M^r Phil. Nicolle un des Cent^{rs} de la Pöe de S^t Martin ayant paru
aux Etats à la Requête de M^r Phil. Collas Con^{ble} de ladite Pöe lequel
il a exoiné par Serment à cause de Maladie la question a été alors
muë sçavoir si les Etats sont complets, et il a été trouvé que ledit
S^t Nicolle n'étant pas le plus ancien Centenier de ladite Pöe Les Etats
ne peuvent proceder aux affaires Publiques et que M^r Phil. Godfray
qui est le plus ancien Centenier de ladite Pöe auroit du estre averti
pour assister aux Etats en l'absence du Con^{ble} conformément à la Loi.

Etats Genus.

L'An Mil Sept Cents quatre vint huit, le Vint neuvième 29 Février.
Jour de Fevrier.

Present Honorable Hoïme Lieutenant Colonel Phil. Fall, Lieut^t
Gouverneur de l'Isle de Jersey, etc.

†

1788.

Par devant W^m Cha^s Lempriere Esc^r Seign^r de Diélam^t etc., Lieutenant, etc. ; Assisté d'Edo^d Le Maistre, Phil. De Carteret, Franç^s Marett, Nic^s Messervy, Cha^s Payn, Elie Pison, Phil. Robin, et Jacq^s Hemery Esc^r Jurés ; pñts Le Procureur Général du Roi, et le Deputé Vicomte Coïne aussi Mons^r Le Doyen et Mess^{rs} les Ministres de S^t Pierre, etc. et Mess^{rs} Les Conbl^{es} de S^t Brelade, etc. ; et M^r Le Centenier Baudains de S^t Jean.

Jean Poingdestre et Phil. Le Hardy Esc^r Justiciers sont en défaut à assister aux Etats.

Le Comité appointé par Acte des Etats du 2^e Octobre 1787 pour l'examen des Ordres de Sa Majesté en Conseil du 2^e Juin 1786 et du 8^e Août 1787 lequel fut autorisé par un Autre Acte des Etats du 8^e Dec^{bre} ensuivant de preparer une Humble Representation et Requête à Sa Très Excellente Majesté sur le Sujet desdits Ordres, ayant fait son rapport final aux Etats, et présenté la Representation et Requête qu'il a préparé à l'Effet sùdits, de même qu'une Adresse à Son Excellence Le Très Honorable Henry Seymour Conway Gouverneur en Chef de cette Isle le requerant de presenter au Roi la Requête susmentionnée et le suppliant d'employer Sa Médiation favorable auprès du Souverain pour obtenir relief sur les points contenus dans la susdite Requête. Les Etats après avoir examiné avec attention les différentes pieces qui leur ont été présentées par ledit Comité et après avoir mûrement deliberé et réfléchi sur le tout ont approuvé du Rapport dudit Comité après avoir fait quelques amendemens à ladite Requête et ont resolu que la sudite Humble Representation et Requête à Sa Très Excellente Majesté et l'Adresse à Son Excellence Le Général Conway seront Signés du Greffier et ensuite mise entre les Mains d'Honorable Hoïme Lieut^t Colonel Phil. Fall Lieut^t Gouverneur de l'Isle de Jersey lequel est requis de les transmettre à Son Excellence le Gouverneur en Chef à l'effet sudit avec tous les Actes des Etats qui ont rapport à ce Sujet. Sçavoir les Actes du 2^e Oct^{bre} du 8^e Dec^{bre} 1787 et du 28^e Janvier 1788.

Paroissant par l'Ordre de Sa Majesté en Conseil du ⁽¹⁾

1775 que les Veuves et Enfans de Soldats et Mariniers residant dans l'Isle qui n'ont pas les Moyens de subsister doivent être Maintenus

(1) En blanc dans l'original.

1788.

aux fraix communs du Public soit que tels Pauvres soient domiciliés dans la Pœe de S^t Helier ou ailleurs. Et vû qu'il se rencontre souvent des difficultés au Sujet de l'avancement des fraix necessaires à l'entretien desdits Pauvres. Les Etats afin de prevenir le Mal et les Suites fâcheuses qui pourroient resulter de la Negligence d'aucune pauvre personne à la charge publique lorsque ses besoins requierrent assistance et afin d'establiir aussi de l'uniformité dans le Maintien desdits Pauvres par toute l'Isle eu egard à leurs besoins, âges et familles sont aujourd'hui convenus d'appointer une personne de discretion et capable pour fournir auxdits Pauvres les Moyens de Subsistance a mesure qu'ils en auront besoin. Et afin que telle Personne soit en etat de remplir cette fonction regulierement et sans delais, Les Con^{bles} seront tenus de payer à la Personne ainsi appointée tous les Quarts d'An le Montant de leurs proportions respectives dans huit Jours après la livraison du Compte des fraix susmentionnées. A quel effet Les Etats ont presentement nommé et Requis M^r Phil. Lerrier de prendre sur lui la Charge susmentionnée lequel l'ayant acceptée les Etats l'y ont autorisé accordamment; Les Etats en même tems sensibles que ledit S^r Lerrier qui a exercé la Charge de Tresorier de l'Hopital Général gratuitement au delà de Vint années y a apporté tous Ses Soins et s'en est bien et fidelement acquitté prennent cette occasion de lui en rendre ce Temoignage public et unanime de leur Approbation.

Les Etats ont ordonné que les differens Comptes de M^r Lerrier Tresorier du Vieil Impôt qui sont presentement logés au Greffe seront envoyés au Comité des Chaussées pour y être examinés afin que ledit Comité en fasse ensuite rapport aux Etats.

Les Etats etant informés que le Catalogue des Livres de la Bibliotheque a été perdu ou egaré, Les Etats ont autorisé le Comité de la Bibliotheque de s'assembler afin de faire faire un nouveau Catalogue, dont les fraix de la façon seront païés par Jacq^e Hemery Esc^r Tresorier de ladite Bibliotheque.

Certain Rapport du Comité de l'Hopital Général en date du 9^{me} Fevrier 1788 touchant les Comptes de Paul Le Mesurier Esc^r un des Trustees de l'Hopital Général conjointement avec Tho^e Pipon Esc^r fs. Josué et touchant des demandes de pensions de Pauvres et autres Articles mentionnés audit rapport a été Approuvé par les Etats.

1788. Le Rapport du Comité de l'Hopital au Sujet des Comptes du Tresorier et de la Gouvernante dudit Hopital et des Con^{bls} de S^t Helier et S^{te} Marie pour la pension des Pauvres à la Charge de l'Isle a été approuvé à l'exception de ce qui regarde la demande de Matth : Gosset Esc^r pour le Loyer de sa Maison jusqu'au 25^{me} Mars prochain quel point est renvoyé à la consideration dudit Comité pour en faire rapport après avoir entendu ledit S^t Gosset sur sa demande.

Etats Tenus.

1788, 8 Mars. L'An Mil sept Cents quatre Vint huit, le huitieme Jour de Mars.

Presents Honorable Ho^{me} Lieutenant Colonel Phil. Fall Lieut^t Gouverneur de l'Isle de Jersey, etc.

Par devant W^m Charles Lempriere Esc^r Seigneur de Dielament etc., Lieutenant, etc. ; Assisté d'Edo^d Le Maistre, Phil. De Carteret, François Maret, Nicolas Messervy, Cha^s Payn, Phil. Robin, Jean Poingdestre, Phil. Le Hardy et Jacques Hemery Esc^{rs} Jurés, P^{nts} le Procureur Général du Roi et Mess^{rs} les Ministres de la Trinité, etc. ; Et Mess^{rs} les Connétables de S^t Ouën, etc. ; et M^r le Centenier Baudains de S^t Jean.

Elie Pipon Esc^r Justicier est en défaut à assister aux Etats.

Venerable Ho^{me} François Le Breton Recteur de S^t Sauveur est en défaut Excusé.

Le Rev^d Richard Le Feuvre Recteur de S^t Pierre est en défaut à assister aux Etats.

Le Rev^d Geo. Bertram Recteur de S^t Brelade est en défaut à assister aux Etats.

Paroissant par les derniers papiers publics arrivés de Londres que l'exportation frauduleuse de la Laine Angloise à l'Etranger est un sujet qui occupe l'Attention du Parlement et que Information est donnée que ce Commerce illicite est pratiqué a un degré considerable dans nos Isles. Les Etats envisageant ce sujet comme des plus importants et qui exige une attention immediate ont resolu de prendre toutes les mesures en leur pouvoir pour prevenir le danger qui paroît menacer le Pais a cet egard. Et comme le Privilege ancien de l'Introduction de la quantité ordinaire de Laine Angloise dans cette Isle

est le seul moyen de subsistance à un très grand nombre de Pauvres Habitan[ts] de cette Isle et partant un Sujet qui interesse le public en General, Les Etats sont convenus de requérir son Excellence le Gen^l Conway Gouverneur en Chef de vouloir bien employer ses soins et veiller à ce que rien ne soit fait de prejudiciable au païs sur cet object avant que les Etats en soyent informés et Mons^r le Lieut^t Gouverneur est requis de transmettre ce present Acte à son Excellence pour cet effet. Les Etats en même tems prennent cette occasion de requérir Paul Le Mesurier Esc^t et Jean Fiott Esc^t d'employer leurs bons soins et leurs attentions aux mêmes fins. Et le Greffier est dirigé de leur transmettre à chacun d'eux une copie autentique de ce present Acte.

Les Etats prenant derechef en consideration le Sujet des Laines ont aujourd'hui requis et autorisé Le Comité appointé par Acte du 10^e Juillet 1786 de s'assembler aussitôt qu'il sera possible et afin d'obtenir toutes les Informations nécessaires led^t Comité fera convenir pardevant eux telles personnes qu'ils Jugeront propres et nomément Charles Dauvergne Esc^t lequel a presentement la distributions des Licences pour les Laines afin que par son moyen le Comité soit informé de quelle Maniere et à quelles Personnes il a distribué les Licences pour huit ans passés Et sur le tout ledit Comité en fera rapport aux Etats.

Etats Genus.

L'An Mille Sept Cents quatre vint huit, le Vint Septieme 1788, 27 Mars.
Jour de Mars.

Présent Honorable Homme Lieutenant Colonel Phil. Fall,
Lieutenant Gouverneur de l'Isle de Jersey, etc.

Par devant William Charles Lempriere Esc^t Seigneur de Dielament etc.; Lieutenant etc., Assisté d'Edouard Le Maistre, Phil. De Carteret, François Marett, Nicolas Messervy, Charles Payn, Elie Pipon, Jean Poingdestre, Phil. Le Hardy et Jacques Hemery Esc^{rs} Jurés. Presens le Procureur General du Roi Coïne aussi Mons^r le Doyen et Mess^{rs} les Ministres de S^t Pierē etc.; et Mess^{rs} les Con^{bl^{es}} de S^t Brelade etc. et Mess^{rs} les Cent^{rs} Baudains de S^t Jean et Mourant de S^t Sauveur.

Phil. Robin Esc^t Justicier est en defect à assister aux Etats.

1788. Les Etats ayant reçu Information que le Rapport du select Comité de la Chambre des Communes au Sujet de la Laine fait mention quil y à deux Cents Mille Livres de Laine et au delà transportées frauduleusement en France des Isles de Jersey et de Guernesey per Annum et que cet object doit faire le sujet de la deliberation du Parlement le 9^e ou le 10^{me} Jour du mois d'Avril, ils envisagent la conjoncture presente comē très critique eu Egard à une manufacture qui est la Source de la Subsistance des Pauvres Habitans du Pais et qu'il pourroit bien s'arriver que le Parlement engagé par le susdit Rapport, prendroit des mesures soit pour nous ôter le Privilege d'importer la quantité ordinaire de la Laine ou du moins en retrancher une partie, si on ne prenoit les moïens les plus efficaces et les plus prompts pour prouver combien il est peu fondé par rapport à l'Isle de Jersey dans cette circonstance les Etats ont décidé que le Comité au Sujet de la Laine nommé le 10^{me} Juillet 1786 qui s'est déjà assemblé à plusieurs reprises et qui a logé au Greffe le resultat de leurs deliberations sera autorisé et requis de se rencontrer ensemble aussi-tôt que possible afin de faire convenir les Marchands et autres qui sont dans le Cas de leur donner une Juste Information sur la quantité de Laine manufacturée dans ce pays qu'un Deputé soit nommé pour partir incessamment pour l'Angleterre muni des intelligences que pourra lui fournir ledit Comité afin quil paroisse devant le parlement et fasse tous ses Efforts pour empecher que rien ne soit fait qui puisse porter atteinte au droit precieux et inestimable d'importer la quantité ordinaire de Laine cependant plusieurs des Con^{bles} aiant souhaité de consulter leurs Paroisses avant de consentir à la Deputation proposée, Les Etats convaincus quil n'y a point de temps a perdre puisque quil ⁽¹⁾ sera question dans le Parlement de l'Affaire des Laines dans l'espace de treize Jours mais desirant en même tems de connoitre les Sentiments du public ont acquiescé à la demande des Con^{bles} qui ont promis de consulter leurs Pöes avant mardi prochain Jour ou la Seance des Etats à été remise pour agiter plus amplement ce Sujet.

Le Comité appointé par Acte des Etats du 8^e Dec^e 1787 ayant fait rapport aux Etats que les plateformes de bois qui avoient été ordonnées d'être faites pour la defense de l'Isle sont achevées, Les

(1) *Sic.*

Etats ont accordamment ordonné que le montant du prix stipulé avec les ouvriers pour la façon desdites Plateformes leur sera payé en entier a condition que lesdits Ouvriers s'obligent de peindre lesdites Plateformes (le bois desquelles n'étant pas encore assaïsonné) lorsque ledit Comité le Jugera convenable et de les transporter aux lieux de leur destination quel Comité est autorisé de faire les arangemens necessaire ⁽¹⁾ avec lesdits ouvriers à cet egard.

1788.

Stats Genus.

L'An Mille Sept Cents quatre Vint huit le premier Jour d'Avril.

1788, 1^{er} Avril.

Present Honorable Homme Lieutenant Colonel Phil. Fall,
Lieutenant Gouverneur de l'Isle de Jersey, etc.

Par devant William Charles Lempriere Esc^t Seigneur de Die-lament etc. ; Lieutenant, etc. ; Assisté d'Edouard Le Maistre, Phil. De Carteret, Franç^t Marett, Nicolas Messervy, Charles Payn, Elie Pipon, Phil. Robin, Jean Poingdestre, Phil. Le Hardy et Jacques Hemery Esc^{ts} Jurés, Presents Le Procureur du Roi et le Deputé Vicomte Côme aussi Mons^r le Doyen et Mess^{rs} les Ministres des Paroisses de S^t Pierre, etc. ; et Mess^{rs} les Con^{bles} des Paroisses de S^t Ouën, etc. ; et Mess^{rs} les Centeniers Baudains de S^t Jean et Mourant de S^t Sauveur.

Les Etats etant assemblés en conséquence de leur remise par Acte du 27^{me} Mars 1788 et ayant entendu le Rapport des Con^{bles} apres qu'ils ont consulté leurs paroisses par lequel il paroît que la Pluralité des Paroisses est d'opinion qu'un Deputé soit envoyé en Angleterre aux fins contenus dans le susdit Acte et aux fraix publics ont presentement nommé Jean Dumaresq Esc^t Deputé des Etats de cette Isle lequel est autorisé de passer en Angleterre aussi-tôt que possible afin de faire tous ses Efforts auprès du Parlement pour conserver aux habitants de Jersey le precieux privilege d'importer la quantité ordinaire de Laine Angloise pour la manufacture du pays, Le Comité des Laines est requis de s'assembler de nouveau pour continuer ses recherches et fournir aud^t Sieur Dumaresq avant son départ toutes les intelligences authentiques qui pourront tendre à demontrer au

(1) Sic.

1788. Parlement la quantité de Laine Angloise qui est actuellement manufacturée ici et que la privation de cette quantité entraineroit necessairement la ruine du pays. Les Etats ont resolu qu'il sera accordé audit Sieur Dumaresq leur député, une Guinée par Jour, en outre les fraix de voiture et de voyage et cela pour aussi longtemps que cette affaire importante le requerra. Le Tresorier des Etats est de plus dirigé et autorisé d'emprunter incessamment la somme de trente Livres Sterling à valoir sur l'allouance susmentionnée pour etre ensuite remboursée par les différentes paroisses selon leur proportion au rât Public, quelle somme sera mise entre les mains dudit Sieur Deputé avant son depart.

Les Etats ayant consideré qu'il seroit utile dans la conjoncture presente d'asserter le nombre des habitants de ce pays afin de demontrer le grand nombre de Personnes employées à la manufacture de la Laine et la quantité de Laine manufacturée qui doit necessairement rester dans le pays pour l'usage propre des habitants de Jersey eu egard à sa grande population ont aujourd'hui decidé qu'un denombrement exact en sera fait incessamment par le moyen des Vinteniens qui sont dirigés et requis de donner une Liste de tous les habitants de leurs Vintaines respectives à leur Con^{bles} dans l'espace de huit Jours pour que le Comité appointé pour les Laines puisse en donner la Liste à Jean Dumaresq Esc^r Deputé au Sujet de ces mêmes affaires.

Le Procureur Général du Roi ayant informé les Etats qu'une Contestation etant Dependante au Sujet du Terrain de la Foire et aux Environs entre Mess^{rs} De La Garde d'une Part, les Officiers du Roi Le Con^{ble} Proc^r du Bien public de la Pœe de S^t Helier et les Proc^{rs} de la Vint^{ne} de la Ville laquelle est portée dev^t Sa Très Exell^{te} Majesté en Conseil sur l'Appel desd^{ts} Mess^{rs} de La Garde de la Sentence de la Cour Royale, lesdits S^{rs} Proc^r Gen^l et Avocat G^l du Roi ont été semonds d'y repondre en consequence de cette Information Fr. Marett, Nicolas Messervy et Jacques Hemery Esc^{rs} du Corps de la Justice Les Recteurs de S^{te} Marie de S^t Jean et de S^t Helier du Corps du Clergé et Mess^{rs} les Con^{bles} de S^t Laurens, S^t Brelade et S^t Ouën sont appointés un Comité et autorisés de s'assembler afin d'examiner quel Interet le public peut avoir dans ladite contestation et d'en faire rapport aux Etats.

Les Etats ayant entendu Lecture de certains Articles au Sujet de la Laine qui furent dressés par le Comité appointé par Acte du 10^{me} Juillet 1786 pour être proposés à la delibération des Etats ont ordonné que Copie authentique desdits Articles avec le present Acte sera mise entre les Mains de Mons^r le Lieutenant Gouverneur lequel est requis de les transmettre à son Excellence le Gen^l Conway Gouverneur en chef de cette Isle pour son Inform^{on}. Les Etats ont en même temps approuvé du Rapport du Comité au sujet des Laines en date du 14^e Mars 1788 qui refere aux Etats la difficulté qu'ils auroient éprouvé de la part de Cha^s Dauvergne Esc^r sur l'application du Comité aud^t S^r Dauvergne à legard de la Distribution des Licences de la Laine et ont ordonné que Copie authentique en sera pareillement transmise à son Excellence. 1788.

Stats Genus.

L'An Mille Sept Cents quatre Vint huit le Quinzieme Jour d'Avril. 1788, 15 Avril.

Present Honorable Homē Lieutenant Colonel Phil. Fall Lieut^t Gouverneur de l'Isle de Jersey, etc.

Par devant Will^m Cha^s Lempriere Esc^r Seigneur de Dielament, etc. ; Lieutenant etc. ; Assisté d'Edouard Le Maistre, Phil. De Carteret, François Marett, Nicolas Messervy, Cha^s Payn, Elie Papon, Phil. Robin, Jean Poingdestre, Phil. Le Hardy et Jacques Hemery Esc^{rs} Jurés. Pñts le Procureur Général du Roi et le Deputé Viconte, Coñe aussi Mons^r le Doyen, Mess^{rs} les Ministres des paroisses de S^t Pierre, etc. et Mess^{rs} les Con^{bles} de S^t Brelade, etc. et Mess^{rs} les Centeniers Baudains de S^t Jean et Binet de S^t Pierre.

Les Etats aiant pris en Consideration le Rapport du Comité appointé p Acte du premier Jour d'Avril, Mille Sept Cents quatre Vint huit pour Examiner si le public a aucun Interêt dans le Procès dependant au Sujet du Terrain de Mess^{rs} Ph. et Tho^s De La Garde selon que plus au long est contenu aud^t Acte, par lequel Rapport il paroît que plusieurs des Membres dud^t Comité ont refusé d'agir, pour les raisons contenûs ⁽¹⁾ audit Rapport. Aujourd'hui Phil. De Carteret et Cha^s Payn Escuiers du Corps de la Justice, Les Recteurs de S^{te} Marie

(1) Sic.

1788. et S^t Jean, du Corps du Clergé et les Connétables de S^t Brelade et S^t Ouën du Corps des Connétables demeurent appointés un Comité pour agir aux fins dud^t Acte de l'An 1788 le prem^r Jour d'Avril, un de chaque Corps etant autorisé d'agir.

Les Etats ayant entendu la Lecture des differens Rapports du Comité sur l'examen des Comptes Publics ont approuvé les Comptes passés par ledit Comité Sçavoir,

Le Compte du Connétable de la Pœe de S ^t Laurens } dordre	£419 . 18 . 8
dont la Ballance monte à }	
Le Compte du Connétable de S ^t Clement	112 . 6 .
Le Compte du Connétable de S ^t Sauveur	156 . 1 . 6
Le Compte du Connétable de S ^t Pierre	147 . 6 .
Le Compte du Connétable de Grouville	92 . 4 . 8
Le Compte du Centenier Baudains pour S ^t Jean ...	101 . 15 . 2
Le Compte du Con ^{ble} de S ^{te} Marie	94 . 10 .
Le Compte du Connétable de S ^t Helier	283 . 3 . 4
Le Compte du Connétable de la Trinité	215 . 0 . 7
Le Compte du Connétable de S ^t Brelade	159 . 16 . 2
Le Compte du Connétable de S ^t Ouen	121 . 18 . 8
Le Compte de S ^t Martin pour 1775 à 1788	567 . 7 . 6
	£2471 . 8 . 3

Quelles Ballances montent ensemble à la Soûme de deux milles, quatre Cents, Septante une Livres, huit Sols, trois deniers tourn^s d'ordre, Les Etats ont en consequence autorisé chacun des Connétables sus mentionnés de s'adresser au Tresorier des Etats pour le paiement des Ballances respectivement dûes et autorisent en même tems ledit Tresorier de païer le montant à chacun d'eux.

Mons^r le Lieutenant Gouverneur a informé les Etats qu'il a reçu une Lettre de son Excellence le Général Conway par laquelle il paroît qu'il a renouvelé ses Sollicitations pressantes auprès du Ministre pour la réédification de l'Hopital Général, Les Etats voyent avec beaucoup de reconnaissance que son Excellence ne se lasse point de veiller aux Interêts du pays et de faire tout ce qui depend d'un bon Gouverneur et ils le supplient de vouloir bien en accepter leurs sincerés remercimens ; Mons^r Le Lieutenant Gouverneur est requis de transmettre le susdit Acte à son Excellence.

Comité des
Chaussées.

La Gestion du Comité des Chaussées étant expirée, Les Etats ont presentement nommé et choisi un nouveau Comité Savoir Will^m Charles Lempriere Esc^t Lieutenant Bailly, Edouard Le Maistre, Phil. Le Hardy et Jacques Hemery Escuiers du Corps de la Justice, Mons^r le Doyen et Mess^{rs} les Recteurs de S^t Marie, S^t Brelade et S^t Helier et Mess^{rs} les Connétables de S^t Helier, S^t Brelade, S^t Ouën et S^t Pierre quel Comité est appointé à sassembler Vendredy prochain à neuf heures du matin, Etant Mons^r Le Gouvern^r ⁽¹⁾ requis d'y assister.

1788.

Les Etats ayant pris en Consideration certain Article du Rapport du Comité de l'Hopital en datte de l'An 1788 le 19^e Mars qui recomānde aux Etats de faire une Vente publique de tous les Utenciles et Articles à l'exception du Linge qui sont logés dans la maison cy devant occupés ⁽¹⁾ par les Pauvres, ont ordonné que la vente desd^{ts} Articles sera différée.

Les Etats ont approuvé de certain Article du Comité de l'Hopital en date du 19^e Mars 1788 qui recommande aux Etats d'accorder à Elizth Bartlet niece et seule survivante des Parens de feue M^{re} Marie Bartlet fondatrice de l'Hopital la sōme de £166 . 13 . 4 . dordre p an, Ptant ont ordonné que lad^{te} Somme sera païee à ladite Elizth Bartlet annuellement.

Les Etats ont approuvé du Rapport du Comité de l'Hopital de l'An 1788 le 27^e Mars qui recommande aux Etats d'accepter l'offre de Mons^r Mathieu Gosset de recevoir six mois de loyer de sa Maison ci devant occupés ⁽¹⁾ par les Pauvres au lieu des neuf mois, le temps que les Utenciles appartenant à l'Hopital ont resté dans lad^{te} maison et ont ordonné que led^t S^t Gosset sera payé accordamment.

Le Compte du Con^{bl}e de la Pōe de S^t Helier pour la Batisse de la Batterie et Plateforme au Four d'Auvergne ⁽¹⁾ proche le Havre des Pas dont la Balance duë aud^t Connétable se monte à Cent soixante deux Livres douze sous argent d'ordre a été approuvé par les Etats, partant les Etats ont ordonné que lad^{te} Ballance sera païee aud^t Connétable.

(1) Sic.

TABLE DES MATIÈRES

A.

Agiers, ou Algiers, 47.
 Alexandre, le Centenier, 10.
 Amélie, Décès de la Princesse, 37.
 Amendes judiciaires, 42.
 Amy, Franç^s, 62 ; Michel, 62.
 Arthur, Jean, 11 ; le Centenier, 3, 8, 9, 10.
 Artillerie, 26, 30, 53, 64.
 Assemblées paroissiales, 7, 8, 22, 30, 32.
 Auvergne, Four d', 77.

B.

Bailli, Lieutenant du, 6, 13, 25, 52, 53 ;
 certaines prétentions du, 13 ; a-t-il
 droit d'assister à un Comité ? 52, 53.
 Bartlet, Elizth, 77 ; Marie, 36, 77.
 Bas, manufacture de, 25, 28.
 Bateaux, 17, 47.
 Bateau de Santé, 20, 25, 35, 37, 63.
 Batteries, 26.
 Baudains, le Cent^r, 15, 23, 51, 61, 75.
 Beauchamp, le Vicomte, 19 ; lettre du, 24.
 Bertram, Elie, 3 ; Rév. George, 45, 63,
 70 ; le Cent^r, 3.
 Bétail de France, 26 ; ordre *in re*, 26.
 " Bétiers ", maisons des, 39, 43.
 Bibliothèque, 8, 35, 65, 69 ; catalogue
 de la, 69.
 Binet, le Cent^r, 9, 75.
 Bisson, Rév. Amice, 67.
 Bône, 19, 25.
 Bonnenuit, 39, 43, 56, 61.
 " Bouë ", 39.
 Boulevards, 26, 29, 38, 49.
 Bouley, 39, 43.
 Brame, M., 19.
 Breton, Le, V.H. François, 70.
 Bugie (Bougie), 25.
 Butcher, Hugh, 53.

C.

Cabot, Josué, 47.
 Carabines, 40.
 Carmarthen, Marquis de, 19.
 Carteret, de, Phil., 12, 24, 63, 65, 75.
 Câtel, 43.
 " Cato ", le brigantin, 35.
 Centeniers, 3, 8, 9, 29, 31, 38, 40, 48,
 55, 67.
 Charrière de la Hayte, 59.
 Chaussées, 39 ; comité des, 19, 37, 63,
 69, 77.
 Chevalier, Charles, 17.
 Clerc, du Conseil, 13.
 Cloche, La, Rév. Jean, 57, 62, 63.
 Cohue royale, 66.
 Coleron, 39.
 Colo, 25.
 Collas, Phil., 67.
 Collette, la, 39.
 Comités des Etats, 13, 14, 16, 18, 22,
 31, 47, 50 ; convocation et réunion
 de, 66 ; présence du Lieut. - Bailli
 aux, 52 ; id. du Greffier aux, 47 ;
 ordre *in re* absence des membres
 aux, 66.
 Commerce, 26, 27, 70 ; Chambre de,
 18, 19, 44 ; traité de, 28, 33, 39.
 Commune, Chambre des, 72.
 Comptes publics, 20, 21, 50, 53, 64, 76 ;
 ordre relatif au paiement des, 21.
 Connétables, 4, 6, 8, 14, 16, 18, 19, 20,
 22, 29, 40, 42, 46, 64.
 Connétable, assermenté, 32.
 Conseil, ordres du ; voir Ordres.
 Constitution de l'Ile, 50.
 Conway, le Général, 7, 10, 12, 24, 33,
 34, 55-60, 68, 71 ; assiste aux Etats,
 54, 55, 57 ; lettres du, 3, 4, 9, 18,
 24, 27, 76 ; son discours dans les
 Etats, 58.

Coqs, combats de, 66.
 Corps de garde, 4, 39, 42, 49, 56, 61, 62.
 Corsaires, 47.
 Coupe, la, 43.
 Cour Royale, Acte de la, annulé, 48 ;
 voir Cohue.
 Couteur, Le, Rév. Franç., 15, 17, 20, 37.
 Cotte, la, 39.
 Cras, Le, Noé, 36, 56.
 Criminelles, affaires, 22.
 Croix, de Ste., Josué, 17, 64.

D.

Dallain, Gédéon, 9.
 Dauvergne, Charles, 71, 75 ; Phil., 56 ;
 le Centr., 55.
 Défauts des membres aux Etats, 64.
 Défense de l'Ile, 4, 6, 19, 26, 29, 30, 38,
 39, 40, 42, 44, 47, 49, 52-60, 62 ; rap-
 port du comité de la, 42, 44.
 Dénonciateur, 45, 52, 59.
 Deslandes, Phil., 53.
 Douane, 19.
 Doyen, 18, 22, 77.
 Dumaresq, Jean (Con^{ble} de S^t Pierre),
 7, 18, 19, 22, 30, 32-34, 48, 63, 74 ;
 nommé Député des Etats, 73.
 Dumaresq, Jean (Con^{ble} de S^t Sauveur),
 32, 46, 62 ; Phil., 63.
 Dupont ; voir Pont, Du.
 Durell, Thos., testament de, 8.

E.

Elections, ordre *in re*, 7.
 Encyclopédie, 35.
 Enquêtes, 22 ; question du rétablis-
 sement des, 30-32.
 Epidémies, 35.
 Esthur, le Centr., 23.
 Etats, comités des ; voir Comités ; adresse
 des, à S.M., 23 ; assemblées des, re-
 mises pour certaines causes, 45, 52,
 60 ; défauts des membres aux, 64 ;
 levée de fonds par les, 4-8 ; livres des,
 14 ; procédure des, 13, 14 ; représen-
 tation des paroisses dans les, 67 ;
 requêtes des, 27, 60, 65, 68.
 Etrangers, 41.
 Eveleigh, John, 46.

F.

Fall, Philippe, 3, 59, 68 ; voir aussi
 Lieut.-Gouverneur.
 Fackener, William, 19.
 Feuvre, Le, Rév. Richard, 52, 70.
 Fiefs hauberts, 7.
 Filleul, Thos., 53.
 Fiott, Jean, 71 ; Nic^t, 3, 8-10.
 Foire, terrain de la, 74, 75.
 France, relations avec la, 57 ; traité
 avec la, 39.

G.

Gallichan, le Dénonciateur, 45.
 Garde, maison de, 26.
 Garde, de la, Rév. Phil., 17 ; Thos., 9,
 75 ; messieurs, 74, 75.
 Garnison, 9, 34.
 Gazette, 23.
 Gênes, 19.
 George III, attentat contre, 23, 24, 33.
 Geyt, Le, Jean, 53.
 Godfray, Phil., 47, 67.
 Gosset, Mathieu, 70, 77.
 Gouverneur, 22 ; voir aussi Conway ;
 Lieutenant du, 3, 4, 9, 12, 16, 19,
 23, 25-29, 33, 39, 43, 47, 56, 61, 75.
 Granville, lettre des autorités de, 47.
 Greffe, ordre *in re* matières logées
 au, 38.
 Greffier, 12, 13, 24, 33, 38, 47, 64 ;
 Substitut du, 66.
 Grève de Lecq, 43, 56, 61.
 Gros, Le, le Centr., 55 ; Phil., 56.
 Grouville, baie de, 43.
 Guerre, menace de, 49, 57.
 Guet, le, 62.
 Guet, Nez du, 39.

H.

Hacquoil, Edo., 64.
 Hammond, Jacques, 46, 48.
 Hardy, Le, Phil., 9, 14, 16, 17, 18, 22,
 23, 34, 48, 51, 67, 68, 77.
 Havres, 35.
 Havre des Pas, 29, 30, 77.
 Hayte, charrière de la, 59.
 Hemery, Jacques, 8, 9, 17-22, 35, 46,
 49, 69, 74, 77.

Hôpital, 3, 7, 9, 10, 16, 34-42, 46, 48, 56, 57, 69, 76, 77 ; incendie de l', 34 ; legs fait à l', 36 ; trésorier de l', 69.
 Hougue-Mauger, 39, 43.
 Houguillon, 39.
 Hurées, les, 39.

I.

Impôts, 17, 19, 20, 69.
 Impôt, administrateurs de l', leur don aux Etats, 54.
 Ingénieur, 10-12.

J.

Jersey, bataille de, 11.
 Jeunes gens, instruction militaire des, 19, 40-44.
 Journeaux, François, 36.
 Juré-Justicier, ordre du Conseil relatif à une élection de, 48.

L.

Labey, Thos., 3.
 Laines, 27, 28, 71-75 ; transport des, 18, 70, 72 ; bas de, 25.
 Laurens, Phil., 9 ; le Cent^r, 9.
 Lempriere, W^m Charles, 52, 53, 77 ; voir aussi Bailli, Lieutenant du.
 Lerrier, Phil., 35, 69.
 Lettres anonymes, 10, 12, 44.
 Lois, abus dans les, 22, 55.
 Lys, Phil., 63.

M.

Maistre, Le, Edo., 11, 18, 22, 33, 46, 61, 77.
 Maîtres d'armes, 40.
 Manufactures, 28.
 Marett, Franç^s, 22, 48, 49, 51, 74 ; Jean, 38 ; Jeanne, 36.
 Marseille, 19.
 Mauger, Pierre, 42.
 Mauger, Hougue ; voir Hougue.
 Messervy, Nic^s, 4, 49, 61, 62, 74.
 Mesurier, Le, Paul, 17, 36, 56, 57, 69, 71.
 Milice, 19, 58.
 Mont Mado, 39, 43.
 Mourant, le Cent^r, 73.
 Mousquets, 64.
 Mulcaster, Fréd. Geo., 10-12.
 Munitions, 30, 38, 64.

N.

Navigation, 18, 19, 39, 44.
 Négociants, 44, 72 ; requête des, 18.
 Nicolle, Elie, 31 ; Henry, 48 ; Philippe, 67.

O.

Ordonnance, Grand-Maître de l', 10, 46.
 Ordres du Conseil, 13, 40, 44, 48, 50, 55, 65, 68.

P.

Parcq, Du, Rév. Jean, 3, 8, 9, 20, 27, 34, 37, 46 ; Richard, 32 ; le Cent^r, 51.
 Paroisses, consultation des, 43, 73 ; leur représentation dans les Etats, 67.
 Pauvres, entretien des, 35, 36, 40, 41, 69, 77.
 Payn, Charles, 8, 75.
 Peste, 19, 25, 47.
 Pétersbourg, 35.
 Pinel, Phil., 56, 62.
 Pipon, Elie, 34, 63, 70 ; Jacques, 40, 61 ; Thos., 36, 56, 57, 69.
 Plateformes, 26, 56, 61, 72.
 Poingdestre, Charles, 63, 66 ; Jean, 16, 68.
 Police, officiers de, 35.
 Pont, Du, le Dénonciateur, 52, 59.
 Pré, Du, Rév. D^r Edo., 9, 33, 35, 62, 66 ; Jean, 48, 61.
 Privilèges de l'Ile, 17, 18, 45, 50, 51, 55, 70, 72.
 Procès criminels, 22.
 Procureur-Général, 12, 56, 74.
 Puley, havre du, 59.

R.

Rât public, 74.
 Recensement ordonné, 74.
 Recteurs, 14, 16, 17, 18, 22, 45, 46, 52, 59, 65, 70.
 Renouf, Edo., 64.
 Ricard, François, 42, 56, 59, 60.
 Richardson, Jean, 33.
 Richmond, Duc de, 7, 10, 34, 46.
 Robin, Phil., 9, 16, 29, 52, 60, 63, 71.
 Rocque, la, 39.
 Rocquebert, 39.
 Rose, George, 35.

S.

S^t Brelade, 39.
S^t Clément, 45 ; Connétable de, 53.
S^t Héliér, 39 ; assemblée paroissiale de, 45 ; paroisse de, 74 ; Recteur de, 65.
S^t Laurens, 39.
S^t Martin, 43.
S^t Ouen, baie de, 30, 39, 43 ; paroisse de, 30, 59.
Saint Samson, 39.
Santé, bateau de, 20, 25, 35, 37, 63.
Soldats, veuves et enfants de, 41, 65, 68.
Stiles, W^m, 19.
Stromness, 35.
Sullivan, le soldat, 65.
Sydney, Lord, 7, 23, 27, 33, 34 ; lettres de, 24, 34, 37, 39.
Syvret, Rév. Thomas, 38, 59, 61.

T.

Taxes publiques, 41.
Terreneuve, commerce avec, 44.
Thompson, François, 19, 43, 44.
Tours, 43.
Trésorerie, Secrétaire de la, 35 ; lettre du, 35.
Trésorier, 8 ; des Etats, 17, 19, 20, 29, 43, 50, 63, 74, 76.

V.

Vallord, Jean, 64.
Valpy, Rév. François, 61.
Varech, ou vraic, vente de, 59.
Venement, Daniel, 37.
Vicomte, 8, 64.
Vote, droit de, 7.

W.

Woodhouse, le Capitaine, 35.

SOCIÉTÉ JERSIAISE

ACTES DES ETATS

DE L'ILE DE JERSEY

Mai 1788—fin Juin 1790.



Jersey :

LABEY ET FILS, IMPRIMEURS, ETC.,

BERESFORD LIBRARY, ST.-HÉLIER.

1913.

Tiré à 400 exemplaires.

PRÉFACE

La présente publication contient les Actes du 5 Mai 1788 au 29 Juin 1790, c'est-à-dire de deux ans et deux mois seulement. Cela tient à ce que, depuis quelques années, comme on a pu le voir, les séances des Etats étaient plus chargées, les sujets traités avaient plus d'ampleur et de variété, et par conséquent les Actes sont plus longs et plus nombreux.

Pendant cette période des questions très importantes sont traitées : par exemple, le rétablissement du Jugement par enquêtes (système du jury), la reconstruction de l'Hôpital Général, qui avait été partiellement incendié en 1783 ; la liberté d'importer d'Angleterre des grains et de la farine, privilège que le Gouvernement anglais avait été sur le point de supprimer, menaçant ainsi de famine Jersey et les autres îles de la Manche ; la construction des quais de St. Aubin, etc. On remarquera enfin qu'à la mort, en 1790, de William Charles Lemprière Ecr., Lieutenant-Bailli, les Etats crurent le moment opportun pour soulever la question intéressante du mode de nomination du Bailli et de son Lieutenant, et surtout celle de la résidence du premier dans l'île. Voir l'historique de cette question dans les dernières pages de ce fascicule.

Depuis Décembre 1789, dans le but d'abrégé, nous avons laissé de côté une partie des intitulés des séances.

Fidèle à notre habitude, nous indiquerons, enfin, les noms du Greffier et de ses Suppléants, pour la courte période qui nous occupe. Philippe de Carteret qui avait succédé, le 14 Janv. 1786—comme nous l'avons dit précédemment—à son père Philippe de Carteret, démissionnaire, continue dans sa charge de Greffier jusqu'en 1795. Ce Greffier était petit-fils de Philippe de Carteret Ecr. (Juré-Justicier, Lieutenant-Bailli en second, et Juge-Délégué en 1790, à la mort du Lieutenant-Bailli William-Charles Lemprière) et avait déjà été asser-

menté Commis-au-Greffé le 11 Oct. 1785 (Ex. 121)—il n'avait alors que 20 ans environ—à l'occasion de la maladie de Philippe de Carteret jun^r, son père (Greffier depuis 1767).

Le 9 Août 1788, M. Philippe de Carteret étant absent de l'Ile, Jean Poingdestre gt., Avocat de la Cour Royale, fut assermenté "Commis-au-Greffé". [Ex. 125]. Le 28 Mai 1789, "vu la maladie du Greffier," M^r Edouard Nicolle fut assermenté Commis-au-Greffé [Ibid.] Il faut remarquer que deux jours après, à la séance des Etats du 30 Mai, (voir p. 39 de ce fascicule) cette nomination fut notifiée aux Etats qui admettent M. Nicolle pour agir en cette qualité dans leur Assemblée, et en font acte.

Enfin, le 7 Nov. 1789, M. Cyrus Boyle Brohier fut assermenté Commis-au-Greffé. (Ibid.) Il le fut à nouveau le 30 Avril 1790, pour agir dans une cause spéciale. [Ex. 126].

J. A. MESSERVY.

15 Novembre 1913.

Actes des États de l'Île de Jersey

MAI 1788—FIN JUIN 1790.

ACTES DES ETATS.

Stats Genus.

L'An Mille Sept Cents quatre Vint huit, le cinquieme Jour
de Mai.

1788, 5 Mai.

Etats, Livre 8,
f° 58.

Present Honorable Homme Lieut^t Colonel Phil. Fall Lieut^t
Gouverneur de l'Isle de Jersey, etc.

Par devant William Cha^t Lempriere Esc^r, Seigneur de Diéla-
ment, Saval et du Petit Rozel etc., Lieut^t du Très-Honorable
Seigneur Henry Frederic Lord Carteret Baron de Hawnes, un
des Seigneurs du Très Honorable Conseil Privé de sa Majesté
et Bailly de l'Isle de Jersey ; Assisté d'Edouard Le Maistre,
Philippe de Carteret, François Maret, Nicolas Messervy,
Charles Payn, Elie Pipon, Phil. Robin, Jean Poingdestre, Phil.
Le Hardy et Jacques Hemery Esc^r Jurés, presents Mons^r Le
Procureur General du Roi ⁽¹⁾ Comē aussi Mons^r Le Doyen ⁽²⁾
et Mess^{rs} les Ministres, etc. et Mess^{rs} les Connetables, etc. ;
et Mess^{rs} les Centeniers Baudains de S^t Jean, Le Feuvre de
S^t Laurens et Binet de S^t Pierre.

Après le Serment de Mons^r Jean Du Pré, Pierre Mauger Gent : Con^{ble}
de S^t Laurens demeure Exoiné par Maladie.

Mons^r Phil. Collas Connétable de S^t Martin est en default à assister
aux Etats.

François Ricard Esc^r Connétable de S^t Ouën est en default à assister
aux Etats.

Les Etats ayant été informés par le moyen de Mons^r le Lieute-
nant Gouvern^r qui a reçu une Lettre de son Excellence le General
Conway sur ce Sujet, que le Ministre paroît disposé a accorder au

(1) Thomas Pipon, fils Josué, de la Moye, Procureur-Général depuis 1771.

(2) Vénérable Homme François Le Breton, Recteur de St. Sauveur, 1777-1802,
Doyen de Jersey depuis Juin 1775.

1788. pays la Somme de deux Milles Livres Sterling pour rétablir l'Hopital Général, ont cru qu'il est de l'Intérêt public d'accepter ladite Somme, et profitent de la présence de Jean Dumaresq Esc^r. ⁽¹⁾ a Londres député des Etats, pour l'autoriser à recevoir au nom des Etats tant ladite Somme que le loyer de l'Hôpital qui est dû depuis l'Année Mil Sept Cents quatre Vint trois d'abord que Mons^r. ⁽²⁾ aura conclu cette Affaire et de la loger entre les mains de Paul Le Mesurier Esc^r trésorier de l'Hopital, pour qu'il la place dans les fonds de trois pour cent consolidés ; Les Etats ont en même tems ordonné que ce present Acte sera mis sous le sçeau de l'Isle.

Edouard Le Maistre Esc^r a été choisi Membre du Comité Entre les Mess^{rs} De La Garde et le public appointé par Acte des Etats du 15^e Avril 1788 à la place de Charles Payn Esc^r lequel a refusé d'y agir ; quel Comité est appointé à Jeudi prochain à une heure après midi etant les Offic^{rs} du Roi requis d'y assister.

Les Etats ayant pris en Consideration certains Reglements au Sujet de la defense de l'Isle qui auroient été dressés par le Comité, l'An 1787, le 11^e Septembre en ont approuvé et ont ordonné que les fraix qui seront encourus pour les Articles mentionnés auxdits Reglements seront à present defrayés par le nouvel Impôt et au cas que lesdits fraix excéderoient les ressources de l'Impôt l'excédent sera fourni au moyen d'un Rât Public et est le Comité pour la Defense de l'Isle requis et autorisé de s'assembler aussitôt que possible afin de faire un Tableau des forces dud^t Impôt ;

Desquels Reglements la Teneur ensuit,

Pour Flanel fil et façon de chaque Cartouche à Canon d'une Livre de poudre chacune qui fait 90 Cartouches par Baril de poudre pour l'usage de l'Artillerie des paroisses	}	£	S.	d.
Pour Huile et Graisse pour chaque piece de Canon de Cuivre par an	}	2	0	0
Pour façon de Cartouche à Fusil chaque Baril de poudre fournissant 3600 Cartouches qui est sur le pied de 40 Cartouches par Livre de Poudre,—p. Mille... ..	}	2	13	4

(1) Connétable de St. Pierre depuis 1776 ; il devint Chevalier et Lieut.-Bailli.

(2) *Sic.*

Pour le Charriage de chaque Baril de Poudre à prendre là où elle est delivrée par ordre de M ^r le Gouverneur et portée au Store de chaque paroisse	£ s. d.	1788.
	0 . 16 . 0	
Pour la garde (en bon Etat et logement) des Carabines pour l'usage des Garçons par An pour chaque Cara- bine	0 . 13 . 4	
Pour un Homme dûement qualifié recommandé par le Colonel et approuvé par M ^r le Lieut ^t Gouverneur pour Instruire les Jeunes Gens dans l'exercise ⁽¹⁾ des Armes Seize Jours par An dans chaque Pœ a comen- cer le premier Jour de Mai, jusqu'au quinz ^{me} Jour de Juillet et du quinz ^{me} Jour de Septembre au trente- unieme Jour d'Octobre pour chaque Jour d'attente	0 . 16 . 0	
Le Comité a crû devoir recommander aux Etats que la Somme de 4 Livres d'ordre soit fournie hors du nouvel Impôt à chaque Homme qui sera Incorporé dans les Compagnies de la Milice pour se procurer des Trowsers et Vestes Blanches laquelle Somme leur sera payée par les Connetables dans chaque paroisse en consequence d'un ordre par ecrit du Colonel du Regiment et ensuite tels Hommes ainsi que tous ceux qui en ont déjà été pourvus aux mêmes fraix seront Tenus de s'en entre- tenir à l'avenir à leurs propres fraix supposant Cent Hommes par An fait	400 . 0 . 0	

Le Comité a cru devoir recommander aux Etats le renouvellement de certain Acte de l'An Mille Sept Cents quatre Vint deux le seizieme Jour d'Octobre en ce qui concerne les Tambours et Fifres et les prix pour l'artillerie et d'ajouter aux salaires du Tambour et Fifre Major de chaque Regiment à chacun quatre Livres d'ordre par An pour qu'ils soient tenus d'instruire et Elever les Jeunes Gens dans cette branche d'exercise ⁽¹⁾ et faire pratiquer les Tambours et Fifres du Regiment.

Le Comité ayant ce jourd'hui pris en consideration certaine proposition pour l'establissement d'annexes dans les differentes Pœs d'une maniere commode fixe et permanente, Le Comité a trouvé ledit projet très avantageux au bien Public, mais a cru devoir differer de Statuer aucune chose à cet égard Jusqu'à ce que les dettes publiques ayent été ascertées.

(1) *Sic.*

1788. Mons^r le Lieut^t Gouverneur aiant proposé que pour la conservation des armes et accoutrem^{ts} de la Milice ils soient logés dans les differens arsenaux pendant l'Hiver Le Comité subdelegué a été d'opinion qu'il seroit à propos que le Comité General recommandat aux Etats d'adopter la proposition de M^r le Gouverneur d'ordonner de plus que lesdites Armes et Accoutrements pourront être retirés en aucun tems desdits Arsenaux pour le bien du Service sur les Ordres dud^t Sieur Gouverneur

Les Comptes de l'Impôt établi par Patente Roïale, sur les Vins, Eaux de vies etc. pour les Années Mil Sept Cents quatre Vint cinq et Mil Sept Cents quatre Vint six inclusivement aiant été dressés et produits aux Etats par Mons^r Ph. Lerrier autorisé ils ont été approuvés et ordonné qu'ils seront enterinés dans le Livre des Etats.

[Suivent dans l'original les comptes en question.]

Etats Tenus.

1788, 23 Mai. L'An Mil Sept Cents quatre vint huit, le vint troisième Jour de Mai.

Present Honorable hom^e Lieuten^t Colonel Ph. Fall Lieut. Gouverneur de l'Isle de Jersey, etc.

Par devant William Cha^s Lempriere Esc^r Seig^r de Diélament, etc. ; Lieut^t etc. ; Assisté d'Edo^d Le Maistre, Phil. De Carteret, Franç^s Marett, Nic^s Messervy, Cha^s Payn, Elie Pipon, Phil. Robin, Jean Poingdestre, Phil. Le Hardy et Jacq^s Hemery Esc^{rs} Jurés, présents le Procureur Général du Roi com^e aussi M^r le Doyen et Mess^{rs} les Ministres, etc., et Mess^{rs} les Con^{bles} etc.

Mons^r Nic^s Baudains Cent^r de la Pœe de S^t Jean est en default excusé.

Les Etats ayant par leur Acte du 5^e Mai 1788 autorisé Jean Dumaresq Esc^r leur Deputé qui étoit alors à Londres de recevoir la Som^e de deux milles Livres Sterling offerte p le Gouvernement pour le retablissement de l'Hopital Général aussi tôt que son Excellence auroit conclu cette affaire et de la loger avec le prix du Loyer dud^t Hopital depuis 1783 entre les Mains de Paul Le Mesurier Esc^r Tresorier dudit Hopital, pour les placer dans les trois po^r Cent de Banque Consolidée, Et paroissant que le susdit Acte n'est pas parvenu audit

Sieur Dumaresq pendant Son Sejour à Londres, ont aujourd'hui resolu 1788.
de requerir et autoriser ledit Paul Le Mesurier Esc^r de recevoir les
Sommes susdites et les placer dans les fonds comme Sus est dit et de
s'adresser à Son Excellence po^r obtenir ses secours et la continuation
de ses bons Services à cet égard, tant pour prompt payement de la
Susdite Somme de deux milles Livres Sterling promise par le Gou-
vernement que pour le recouvrement de la Somme de quatre vint £
Sterling qui est dû pour le Loyer annuel dud^t Hopital, depuis L'année
1786 ; Et les États ont ordonné que Copie authotique⁽¹⁾ de ce present
Acte sous le Sceau de l'Isle sera transmis tant à Son Excellence le
Général Conway qu'audit Sieur Le Mesurier.

Les États ayant pris en consideration certains rapports du Comité
des Chaussées du 8^e et du 17^e Jour de Mai 1788, au Sujet de divers
Comptes et qui recommandent aux États Jean Poingdestre G^t pour
être Sermenté de Nouveau à la Charge de Maistre de Port pour le
Havre de S^t Helier et M^r Elie Vibert à la Charge de Maître de Port
pour le Havre de S^t Aubin ; Après que lesdits rapports ont été
approuvés il a été ordonné que lesdits Jⁿ Poingdestre G^t et M^r Elie
Vibert Seront avertis de se presenter en Cour pour être Sermentés
aux dites Charges respectives

Les États ont ordonné que la Ballance du Compte des Mess^{rs}
Poingdestre et de Quetteville Montant à la Somme de Mille sept Cents
onze livres huit sous d'Ordre sera appliquée à faire les reparations qui
furent ordonnées à être faites aux Havres de S^t Helier et S^t Aubin
le 25^e Octobre 1786, par le Comité des Chaussées.

Les États ayant pris en consideration certain Compte de Jean
Luce G^t po^r le Havre de S^t Helier en date de l'an 1785, le 25^e Jour
d'Avril dont la Ballance monte à quatre Cents, cinq liv. dix neuf sous
deux den^{rs} ont ordonné que ses Salaires Seront reduits à deux Livres
d'ordre par Jour, Mais vû les peines extraordinaires que led^t Sieur
Luce auroit eut⁽¹⁾ à Hicq Hocq⁽²⁾ ont resolu de lui accorder la Somme
de Cent Livres d'ordre, sur quel pié Son Compte sera réglé.

Paroissant par le rapport du Comité de l'Hopital du 9^e Fevrier
1788 que la legation de huit Cents Liv. Sterlg. dans les vieux South

(1) *Sic.*

(2) *Sic.* Il s'agit peut-être du Rocher appelé maintenant Icho, et sur lequel un
phare a été construit.

1788. Sea Annuities faite à l'Hopital Général par D^{lle} Jeanne Marette Veuve de Mons^r Thomas Bandinel a été transférée au nom de Mess^{rs} Thomas Pison et Paul Le Mesurier Tresoriers dudit Hopital, Et Mons^r Franç^s Journeaux Exécuteur du Testament de ladite D^{lle} J^{ne} Marette S'adressant aux États pour une décharge à cet égard, les États ont aujourd'hui reconnu et reconnoissent par ce present Acte être Satisfaits au Sujet de ladite Legation et en dechargent ledit Sieur Journeaux.

Le Comité pour la Defense de l'Isle ayant en consequence de l'Acte du 5^e Mai 1788 produit un Tableau des forces du Nouvel Impôt et des dettes dont le payement est ordonné sur le fond par lequel il se trouve de Mauvais la Somme de deux Milles trente huit Livres dix sous quatre den^{rs}. Les Etats considerant de plus que le public est également redevable de plusieurs Milles Livres en outre les emprunts qui portent Intérêts, ce qui fait une So^{me} beaucoup au delà de ce que le revenu dudit Impôt peut décharger, ont aujourd'hui nommé et autorisé ledit Comité pour la defense de l'Isle de s'assembler aussitôt qu'il sera possible et de prendre en consideration les Moyens propres pour decharger le public des dettes sus-mentionnés et de faire rapport aux prochains États de ce qu'ils auront trouvé recommandable à cet égard, ledit Tableau étant demeuré logé au Greffe.

Etats Genus.

1788, 7 Juillet. L'An Mil Sept Cents quatre Vint huit, le septieme Jour de Juillet.

Present Honorable Homme Lieutenant Colonel Phil : Fall
Lieutenant Gouverneur de l'Isle de Jersey, etc.

Par devant William-Charles Lempriere Esc^r Seign^r de Dielament, etc. Lieut^t etc. ; Assisté d'Edouard Le Maistre, Nicolas Messervy, Elie Pison, Jean Poingdestre, Phil. Le Hardy, & Jacques Hemery Esc^{rs} Jurés, Presents Mons^r Le Doyen ; comme aussi Mess^{rs} les Ministres, etc. et Messieurs les Con-
nétaires, etc. et le Centenier Baudains de S^t Jean.

Après le serment de Mons^r Cha^s Poingdestre, Phil : de Carteret Esc^r Justicier demeure exoiné par Maladie.

François Marette Esc^r Justicier est en défaut à assister aux Etats.

Phil : Robin Esc^r Justicier est en défaut à assister aux Etats.

Après le serment de James Hilgrove Gent., Cha^s Payn Esc^r Justicier demeure exoiné par maladie.

Certaine Requête adressée aux Très Honorables Seigneurs du Comité du Conseil du Roi de la part des Etats aiant été ce jour luë dans l'Assemblée tendant à prévenir les delais qui pourroient être opposés à la decision des dits Seigneurs sur la Proposition cydevant transmise par les Etats à sa Majesté pour retabliir le Jugement par enquête dans ce païs en Causes civiles mixtes & criminelles, et les suppliant de fixer le tems qu'ils croiront propre & raisonnable pour prendre en consideration cet Objet important : Les Etats après avoir dûement considéré ladite Requête en ont approuvé, & ont ordonné qu'elle sera signée du Greffier au nom des Etats & transmise incessamment par lui au Clerk in Attendance du Conseil : et qu'une Copie autentique de ladite Requête sera aussi delivrée par le Greffier à l'Honorable Homme Phil : Fall Esc: Lieutenant Gouverneur lequel est requis de vouloir bien la transmettre à son Excellence Le General Conway Gouverneur en Chef et de solliciter son influence puissante et sa mediation favorable de la part des Etats pour obtenir les fins de ladite Requête : Les Etats considerant en même tems la necessité qu'il y a de se servir de tous les moïens convenables pour soutenir la sudite proposition presentement dependante devant sa Très Excellente Majesté et son Conseil et pour parvenir aux fins salutaires que les Etats se sont proposés en demandant le retablisement du Jugement par enquête ont presentement requis et autorisé le Comité qui fut appointé par Acte du 21^e Juillet 1786 de s'assembler de nouveau et continuer leurs recherches parmi les Ordres de sa Majesté ou Commissaires Roïaux, Rosles de la Cour, Actes des Etats ou autres Pieces et d'en extraire telles parties et preparer telles Observations que ledit Comité jugera propre pour appuyer ladite Proposition afin que le tout soit prêt pour être mis avec l'approbation des Etats entre les mains de telle personne que les Etats jugeront propre d'appointer leur Deputé auprès de sa Majesté lorsque lesdits Seigneurs auront fixé le tems de l'examen de la sudite Affaire.—Et est ledit Comité appointé à Mecredi prochain à neuf heures du matin sur la Cohue.

JEAN Dumaresq Esc: Deputé des Etats pour les Affaires des Laines a informé les Etats des demarches qu'il a fait ⁽¹⁾ à Londres pour le maintien du privilege d'introduire la Laine Angloise dans cette

(1) Sic.

1788. Isle, et du succès qu'il a eu à conserver au Païs la quantité ordinaire accordée par l'ancien Acte de parlement. Il a en même tems produit le Compte des fraix encourrus à ce sujet montant à la somme de Quarante Cinq Livres, quatre shellings, deux pennys sterling quel Compte étant trouvé juste et approuvé les Etats ont ordonné que la somme de huit Cents Livres sera immédiatement païée audit S^r Dumaresq par les Connétables suivant leur proportion dans le Rât public pour être appliqué premierement au remboursement de cette somme et le relicat païé au Trésorier des Etats sur le Compte du Public.

PHIL : De Carteret Jun^r Esc^r aiant présenté aux Etats une Lettre qu'il auroit reçuë de la part de Paul Le Mesurier Esc^r concernant les Affaires de l'hopital, Les Etats ont ordonné que ladite Lettre sera entrée sur le Livre des Evidences de l'Hopital.

Les Etats ont cejourd'hui requis et autorisé le Comité de l'Hopital Général de prendre les mesures qu'ils croiront les plus efficaces pour que les materiaux et restes des ruines dudit Hopital ne deperissent pas ; à quel effet le Comité demeure appointé à se rencontrer samedi prochain à dix heures du matin.

Stats Venus.

1788, 6 Sept.

L'An Mil Sept Cents quatre vint-huit, le sixième Jour de Septembre.

Présent Honorable Homme Lieuten^t Colonel Phil : Fall, Lieut^t Gouverneur de l'Isle de Jersey etc^a

Par devant Will^m Cha^s Lempriere Esc^r Seig^r de Diélament, etc. Lieutenant, etc. Assisté d'Edo^d Le Maistre, Phil. De Carteret, Franç^s Marett, Nic^s Messervy, Cha^s Payn, Elie Pison, Phil. Robin, Jean Poingdestre et Jacq^s Hemery Esc^r Justiciers. Présens Mons^r Le Doyen coïme aussi Mess^{rs} Les Ministres etc. et Messieurs les Connétables etc., Et le Centenier Baudains de S^t Jean.

Phil. Le Hardy Esc^r Justicier est en défaut à assister aux Etats.

Le Rev^d Amice Bisson Recteur de S^t Laurens est en défaut excusé.

Le Connétable de la Paroisse de S^t Helier aiant produit aux Etats un Memoire ou Compte de Mary Holland pour la Pention de

Charlotte Hitchcox fille d'un soldat Invalide depuis le 1^{er} Jour de Decembre 1787 au 8^e Avril 1788, Les Etats ont ordonné le Paiement de ladite Pention sur le pied de quarante sous d'ordre par semaine, laquelle soûme Mons^r Phil. Lerrier appointé pour fournir aux Pauvres qui sont à la Charge Public ⁽¹⁾ les Moïens de subsistance à mesure qu'ils en auront besoin, est autorisé de païer. 1788.

Le Docteur Du Pré ⁽²⁾ ayant représenté aux Etats que Anna Nicholas Veuve d'un soldat Invalide seroit hors d'Etat de pourvoir à sa subsistance, Les Etats lui ont ottroyé quatre Livres d'ordre par Mois, laquelle soûme Mons^r Phil. Lerrier appointé pour fournir aux Pauvres qui sont à la Charge Public ⁽¹⁾ les Moïens de subsistance à mesure qu'ils en auront besoin est autorisé de païer.

Le Comité pour la Defense de l'Isle ayant fait Rapport aux Etats en consequence de l'Acte du 23^e Mai dernier qu'après avoir fait un Tableau des Dettes publiques formé sur le Compte du Tresorier et d'après plusieurs Actes des Etats ils ont trouvé que le Public demeure chargé presentement d'une Dette montant à la Soûme de dix Milles trente-huit Livres, dix sous, quatre deniers d'ordre en outre le principal des Emprunts qui portent Interest : et ledit Comité aiant par leur dit Rapport recommandé aux Etats de lever la soûme de huit Milles Livres par le moïen d'une Lotterie suivant le plan que ledit Comité en a formé et présenté aujourd'hui à l'Assemblée, Les Etats approuvant dudit Plan et Rapport ont requis et autorisé le même Comité de s'assembler de nouveau afin de mettre en plus outre execution le Plan pour ladite Lotterie et prendre toutes les mesures necessaires à l'effet sùdit. Les Etats recommandant de plus audit Comité de se conformer autant que les Circonstances le permettront aux moïens et aux Precautions qui furent pris en l'année 1750 lorsque les Etats établirent une Lotterie Publique pour le benefice de la Chaussée de St^r Helier ⁽³⁾ ; Aujourd'hui les Etats prenant en plus outre consideration le sujet Susmentionné et ayant entendu la Representation qui leur est presentement faite par Mons^r Le Lieuten^t Gouverneur sur la necessité de continuer les Travaux pour la défence de l'Isle ont envisagé cette représentation cômme une raison de plus pour les porter

(1) Sic.

(2) Rév. Edouard Du Pré, D.O.L., Recteur de St. Hélier depuis 1784.

(3) Voir Actes des Etats du 11 Janvier 1749-50.

1788. à adopter le plan d'une Lotterie publique et cela afin de pouvoir acquitter partie des Dettes déjà contractées pour la Defence du Pais et en même tems fournir le moïen de continuer les ouvrages et contribuer aux fraix qui seront trouvé necessaires au même Objet. Partant Les Etats approuvent de la sùdite Proposition et donnent autorité au Comité pour la Defence de l'Isle de mettre le Plan proposé pour ladite Lotterie en execution quel Comité demeure pour cet effet fixé à Jeudi prochain onzième du Courant à dix heures du matin et est chargé de faire un rapport aux Etats de leur Procedé aussitôt qu'ils auront resolu sur la manière de disposer des Billets, et de tirer ladite Lotterie.

Le President ayant donné lecture aux Etats d'une Lettre qui lui est adressée par les Officiers du Roi dont la Teneur ensuit

Jersey 5^e Sept. 1788

Monsieur,

Ayant recemment eu une seconde sommation de répondre à l'Appel du Reverend Philippe De La Garde et de Mons^r Thomas De La Garde, de la sentence rendite par la Cour Roïale à l'Egard des Bornes de leur terrain vers la Foire etc. ⁽¹⁾ laquelle sommation nous paroît peremptoire ; Nous concevons qu'il est à propos que l'Assemblée des Etats en soit informée pour l'intérêt du Public, c'est pourquoi nous prenons Occasion de vous le représenter en qualité de President de lad^{te} Assemblée.

Nous avons l'honneur d'être

Monsieur Vos très Hbles serviteurs

Signés Tho^e Pipon Proc^r Gen^l

J. T. Durell Avocat Gen^l ⁽²⁾

William Charles Lempriere Esc^r

Lieuten^t Bailly.

Les Etats après avoir entendu la lecture du Rapport du Comité appointé pour ce même objet n'ont pas jugé convenable d'entrer en deliberation sur le sujet vû l'absence de l'un et de l'autre desdits officiers du Roi partant ont remis la consideration à un autre jour et ont chargé le Denonciateur Gallichan d'avertir ces Messieurs de cette Resolution, ladite Lettre étant demeurée logée au Greffe.

(1) Voir pour ce procès Vol. 4 des Ordres du Conseil, p. 296.

(2) Jean-Thomas Durell, Avocat-Général, 1771-1800.

Etats Genus.

1788.

1788, 16 Sept.

L'An Mil Sept Cents quatre vint-huit, le seizième Jour de Septembre.

Présent Honorable Homme Lieuten^t Colonel Phil : Fall Lieuten^t Gouverneur de l'Isle de Jersey, etc^a

Par devant Will^m Cha^s Lemprière Esc^r Seign^r de Diélament, etc. Lieuten^t etc., assisté d'Edo^d Le Maistre, Phil : De Carteret, Franç^s Marett, Nic^s Messervy, Cha^s Payn, Elie Pipon, Phil. Robin, Jean Poingdestre, Phil. Le Hardy et Jacq^s Hemery Esc^r Jurés, Presents les Officiers du Roi, Le Deputé Vicomte, comē aussi Mons^r Le Doyen, Messieurs les Recteurs etc., et Mess^{rs} les Connétables etc. et Mess^{rs} les Centeniers Baudains de S^t Jean & Du Parcq de Grouville.

M^r Phil. Collas Con^{ble} de S^t Martin est en défaut à assister aux Etats.

Certaine Requête ayant été adressée aux Etats de la part de plusieurs des Principaux Officiers et Chefs de famille de la pœ de S^{te} Marie au nombre de quarante six exposant :

“ Qu'ils sont chacun d'eux propriétaires de Biens fonds Maisons et Terres dans ladite pœ de S^{te} Marie et ont la plûpart d'eux herité desdits Biens de leurs ancêtres.

“ Qu'ils ont tous contribué pour plusieurs années passées, et les Ancêtres de la plûpart d'eux audela de memoire d'homme aux Taxes Publiques au Maintien des Pauvres aux fraix pour la défense de l'Isle au travail des Chemins, au service Personnel de la Milice, et à tous les devoirs que la loi leur prescrit.

“ Que depuis quelque tems ils ont vû avec peine que les Droits les mieux établis et les privileges les plus Chers des Habitans de ladite pœ ont été envahis, et même foulés aux pieds par Mons^r Jean Du Pré Con^{ble} de lad^{te} pœ⁽¹⁾ et par ses adherens dans l'Assemblée Paroissiale.

“ Que ledit Sieur Du Pré trouvant d'abord qu'il ne pouvoit se rendre Maistre de la pluralité des Voix dans l'Assemblée de pœ en retranchant de sa propre autorité plusieurs des principaux et Anciens officiers, lesquels après avoir porté leur plainte à la Cour sur la con-

(1) Connétable de S^{te} Marie depuis le 21 Sept. 1776.

1788. duite dud^t Con^{ble} envers eux et l'avoir poursuivie pour un temps considerable, n'ont point encore obtenu un jugement sur leur droit.

“ Que dans une assemblée Paroissiale subséquente ledit Con^{ble} fit décharger deux officiers de Con^{ble} lesquels en aiant porté leur plainte à la Cour Roïale obtinrent une sentence par laquelle ils furent continués dans ledit Office et dans leur droit de voter dans les Assemblées Paroissiales.

“ Que malgré cette sentence de la Cour Roïale et tout depuis, ledit Con^{ble} a refusé la Voix desdits Officiers ainsi maintenus dans leur office et dans leurs droits par le jugement de la Cour et il a aussi refusé celle des Principaux qu'il avoit retranchés de son Chef, et à l'Egard desquels le Jugement de la Cour est suspendu procedant dans toutes les affaires aux Assemblées Paroissiales sans les consulter, par quel moyen il s'est assuré d'une ou de deux Voix de pluralité.

“ Qu'au Moïen de cette même pluralité de voix ainsi acquise ledit Con^{ble} a fait entrer dans les Assemblées Paroissiales de nouveaux Membres qui n'y avoient Jamais assisté auparavant.

“ Que ledit sieur Con^{ble} a enfin refusé de demander les Voix d'un grand nombre de ses constituants dans une Assemblée Paroissiale qu'il avoit convoquée spécialement pour les consulter sur une proposition qui étoit Muë dans les Etats, et ledit Con^{ble} se borna à l'opinion d'un petit nombre de ses adhérens qu'il rapporta dans les Etats pour être l'opinion de sa Paroisse.

“ Que ces sujets ont été également portés devant la Cour Roïale sur la plainte de plusieurs de vos Remontrans lesquels autoriserent le Rev^d Franc^s Valpy Rect^r de la pœ et Mons^r Amice Balleine Proc^r du Bien public d'en faire la poursuite ; Mais la Cour jugea que ledit sieur Valpy n'étoit pas partie capable ni competente d'actionner led^t Con^{ble} et la Cour refusa d'entendre des témoins sur le contenu de la plainte.

“ Qu'un attentat encore plus allarmant et plus funeste en ses consequences a été depuis peu fait par ledit sieur Dupré et ses adhérens sur les droits et privileges les plus Chers des habitans de la pœ de S^{te} Marie ce qui est le sujet principal de l'application de vos Remontrans.

“ Que Mercredi 28^e Mai dernier ledit Con^{ble} convoqua une assemblée Paroissiale pour proceder à la Rectification du Rât sans qu'il fût

1788.

question de levée d'argent, contraire à l'usage invariable de ladite p^oe ; et dans cette occasion fit retrancher du Rât plusieurs Anciens propriétaires de Biens fonds Maisons et terres dans ladite p^oe sans être entendus et malgré l'Opposition de celui d'entr'eux qui se trouva present.

“ Que sur cette démarche extraordinaire du Con^{ble} plusieurs d'entre vos Remontrants entrèrent aussitôt une plainte à la Cour de même que partie de ceux qui avoient été ainsi retranchés du Rât, mais la Cour n'a pas encore entré en examen du mérite de ces plaintes.

“ Que ledit Con^{ble} non content d'avoir procedé dans l'occasion sus-mentionnée à disqualifier quelques uns de ses Constituans, sans attendre la décision du point de la même nature qui est dependant devant la Cour, fit un nouvel attentat mardi 9^e du Courant beaucoup plus étendu et plus téméraire puisqu'il avoit formé le dessein comme vos Remontrants sont crediblement informés, de retrancher du Rât Vint-cinq Personnes la plûpart desquelles sont du Nombre de vos Remontrants.

“ Que la premiere Personne qui fut proposée pour être retranchée du Rât dans cette dernière Assemblée fut le Rev^d Franc^e Valpy Recteur de la p^oe auquel il fut offert, pour toute alternative de païer trente Quartiers au lieu de quatre qui est le Rât qu'il a payé depuis onze Ans qu'il est Recteur de lad^e p^oe ou autrement qu'on le retrancheroit du Rât ; cette proposition fut faite par un des partisans du Con^{ble} et secondée par lui-même.

“ Que plusieurs principaux et Chefs de famille qui étoient présens à cette assemblée furent indignés de la Conduite extravagante et inouïe du Con^{ble} et de ses partisans et s'y opposerent fortement insistant qu'aucun Changement ne seroit fait sur le Rât par ledit Con^{ble} pour les priver de leurs droits et privileges dans les Elections.

“ Que ledit Con^{ble} menaça alors quelques uns des Membres de ladite Assemblée de les saisir Prisonniers, particulièrement M^r Nic^e Arthur qui s'est declaré Candidat pour l'office de Con^{ble} à la prochaine Election en opposition audit sieur Dupré ; Cependant ledit Con^{ble} se decida à lever l'assemblée declarant qu'il en feroit rapport à la Cour.

“ Que sur le Rapport qu'a fait ledit Con^{ble} de cette affaire à la Cour Roïale plusieurs des principaux et officiers membres de l'Assem-

1788. blée de Paroisse et plusieurs Chefs de famille au nombre de Vint-cinq ensemble qui étoient présens à ladite assemblée pour être entendus et pour soutenir leurs droits de Citoyens sont ordonnés d'être saisis Prisonniers par un Acte de ladite Cour et il est ordonné par le même Acte à Cinq autres membres de ladite Assemblée au nombre desquels est le Recteur de comparoitre peremptoirement en Cour.

“ Que vos Remontrans, se voyant ainsi persecutés par ledit Con^{ble} et ses Partisans et à la Veille d'être privés du seul privilège qui est attaché à la Contribution qu'eux et leurs Ancestres ont fait aux Taxes publiques de tems immemorial se trouvent dans la nécessité de vous en porter leurs plaintes et de requérir votre Protection.

“ Vos Remontrans se croient d'autant mieux fondés à être maintenus dans leurs droits dans la Circonstance présente lorsqu'ils considèrent qu'il doit y avoir une Election pour un Con^{ble} en lad^e pœ dans moins de deux mois, et que ces démarches du Con^{ble} sont evidemment faite (*sic*) en vuë de cette Election prochaine, Ledit Con^{ble} ayant d'ailleurs fait tous ses Efforts pour gagner d'avance les suffrages des Paroissiens et n'ayant pu obtenir la promesse que d'un très petit nombre d'entr'eux a eu recours aux moïens injustes sus mentionnés.

“ Que nonobstant la rigueur avec laquelle ils paroissent être traités par la Cour Roïale en se voïant privés de leur liberté sur une simple representation du Con^{ble} dont un grand nombre de Persones respectables de la pœ s'étoient déjà plaints à la Cour dans une occasion pareille à celle ci ; ils ne doutent pas que lorsque la Cour viendra à examiner l'affaire elle ne leur rende toute la justice qui leur est duë, mais comme ils ont lieu de croire, Vû que la representation du mois de Mai dernier n'est point encore decidée, qu'un temps considerable s'ecoulera avant un jugement définitif sur le dernier attentat du Con^{ble} et qu'il pourra bien dans l'Interim continuer ses menées injustes et arbitraires sousmettre la pœ à son caprice et violer les droits et privileges les plus sacrés des citoyens, vos Representants tres humblement vous supplient de vouloir bien interposer l'Autorité des Etats pour arrêter un mal que vous seuls pouvoient (*sic*) empêcher et par ce moïen la assurer la paix publique et calmer les allarmes des habitans de la pœ de S^{te} Marie ; et concluant à ce qu'il plaise aux

Etats de prendre en consideration le Contenu ci-dessus et d'ordonner ce qui sera trouvé propre en leur sagesse pour leur assurer la Jouissance des droits dont ils sont en possession actuelle et legitime ". 1788.

Les Etats envisageant le mécontentement général qu'a excité le Procédé du Con^{ble} co^{me} tendant à des consequences funestes à la paix publique particulièrement si son exemple étoit suivi dans quelque autre p^{oe} ce qui pourroit bien s'arriver (*sic*) dans les présentes divisions du Païs puisqu'il est notoire que cette démarche est en vuë de l'Election prochaine pour l'office de Con^{ble} et considerant de plus qu'il n'y a Jamais eu d'instance pareille à celle de retrancher du Rât malgré eux ceux qui sont en possession actuelle de Biens dans le païs et de les priver par là du privilege de voter soit dans la p^{oe} de S^{te} Marie ou dans aucune autre, ont aujond'hui résolu d'empêcher pour l'avenir les progrès d'un abus et pratique aussi dangereux au païs jusques à ce que le point de droit qui est presentement dependant devant la Cour soit finalement decidé à cet égard.

Partant il est presentement et expressement défendu aux assemblées Paroissiales de proceder à priver aucun des habitans de ce païs malgré eux du droit dont ils sont en possession actuelle et legitime en consequence de leurs Biens, et de leurs contributions aux taxes publiques sur peine que les Instigateurs et fauteurs de pareils procedés si contraires au Bien être de la société soient considerés co^{me} perturbateurs de la paix publique et punis accordamment : et tels Procedés jugés de nulle Valeur.

Les Etats ont aujourd'hui approuvé du Rapport du Comité cy dessous et ont autorisé finalement le même Comité de prendre toutes les mesures requises et necessaires pour mettre le plan de la Lotterie en execution.

Dequel Plan la Teneur ensuit :

Reglemens préparés par le Comité pour la Defense de l'Isle l'11^e Sept^{bre} 1788 touchant le Plan de la Lotterie Public (*sic*) pour être proposés aux Etats pour leur approbation.

Nombre et Valeur des Billets.

6000 Billets Valeur huit Livres d'ordre chacun fait quarante-huit Mille Livres d'ordre ou septante-deux Milles Livres de France.

1788.

Prix dans la Lotterie

	de France	de France
1 Prix de	£2000	fait £ 2000
1 D ^e	1000	1000
3 D ^e	500	1500
10 D ^e	200	2000
25 D ^e	100	2500
70 D ^e	50	3500
1900 D ^e	25	47500
		£60000
Somme qui doit être appliquée a {		12000
la decharge des Dettes publiques {		£72000

Conditions et Regles

La Lotterie sera tirée en Public dans le Vestibule de la Cohue Roïale en la pœe de S^t Helier : et on commencera le premier lundi qui sera dans le mois de Fevrier en l'année 1789 a moins que tous les Billets ne soient vendus avant et alors la Lotterie sera tirée aussitôt après, en donnant un avertissement au Public du Jour qui aura été fixé.

Il y aura six Commissaires appointés pour disposer des Billets en recevoir le montant et pour avoir d'ailleurs la conduite de la Lotterie sous les directions du Comité, Les Commissaires donneront chacun d'eux une caution suffisante de repondre, des Billets qui leur auront été commis et de l'argent qu'ils en auront reçu et s'obligeront d'en produire le montant toutes fois qu'il sera exigé par ordre des Etats ou du Comité sur la penalité vers chacun desdits Commissaires de Cent Livres Sterling applicable à la decharge des dettes Publiques. Lesd^s Commissaires seront tenus sur la Penalité sùdite de païer les Prix à ceux qui y auront droit dans un mois après que la Lotterie aura été tirée, et à tel Jour qui sera fixé par le Comité.

Le Comité recommande aux Etats d'appointer pour Commissaires Mess^{rs} Guill^me Patriarche, Pierre Mallet et Phil. Dumaresq de la Ville de S^t Helier et Mess^{rs} Edo^d Remon, Jean Villeneuve et Franç^s Janvrin de S^t Aubin.

A chaque Jour de tirage de la Lotterie deux Membres de ce Comité au moins seront présens afin de donner des directions s'il est nécessaire et Veiller à ce que l'ordre convenable soit observé.

Sur chacun des Prix de la Lotterie sera faite une Deduction de deux et demi pour cent pour être appliquée aux frais necessaires à la Conduite de la Lotterie, et vû que cette deduction produira probablement audela de la somme requise pour cet effet : Le Comité recommande aux Etats d'ajouter aux Prix déjà fixés la somme de cinquante Livres Cours de France pour le premier Billet tiré chaque Jour du tirage, et Cent Livres au même Cours pour le dernier tiré de tous les Billets. 1788.

Le Comité s'assemblera aussi souvent que les Commissaires le Jugeront necessaire et specialement la semaine precedant le tirage de la Lotterie afin de regler conjointement avec lesdits Commissaires ce qui sera convenable à l'effet sùdit.

Forme des Billets

LOTTERIE PUBLIQUE

ISLE DE JERSEY

Billet N^o

Le Porteur a droit au Benefice du Prix qui echerra au Billet N^o dans la Lotterie établie par Acte des Etats du 6^e Septembre 1788.

Etats Tenus.

1788, 1^{er} Nov.

L'An Mil Sept Cents quatre vint-huit, le premier Jour de Novembre.

Présent Honorable Homme Lieuten^t Colonel Phil. Fall Lieuten^t Gouverneur de l'Isle de Jersey &^{ca}.

Pardevant William Cha^s Lempriere Esc^r Seign^r de Diélament, &c., Lieutenant etc., Assisté d'Edo^d Le Maistre, Phil. De Carteret, Franç^s Marett, Nic^s Messervy, Cha^s Payn, Elie Pipon, Phil. Robin, Jean Poingdestre, Phil. Le Hardy et Jacq^s Hemery Esc^{rs} Jurés, p^{nts} Mons^r Le Proc^r Général du Roi, Co^{me} aussi Mons^r le Doyen et Mess^{rs} les Ministres etc. Et Mess^{rs} Les Connêtables etc. et le Centenier Baudains de S^t Jean.

Après le serment de Jean Dumaresq Esc^r Le Rev^d Rich^d Le Feuvre Recteur de S^t Pierre demeure exoiné par Maladie.

Monsieur Le Lieutenant Gouverneur aiant averti les Etats qu'il a lieu de croire par les Informations qu'il a reçus qu'il y a presentement dans l'Isle des Agens du Gouvernement François employés à

ç

1788. engager les Troupes qu'il a plu à Sa Majesté envoyer dans ce Païs pour sa protection a deserter de leur service pour entrer dans celui de nos Ennemis Naturels, et que ledit S^t Gouverneur ⁽¹⁾ a dessein de faire une Proclamation pour tacher de decouvrir les Auteurs ou Fauteurs de cet Attentat funeste : Les Etats en secondant les Vuës salutaires de Mons^r Le Lieuten^t Gouverneur à cet Egard et desirant parvenir à la découverte par toutes les Voies loïsibles d'une Pratique si contraire aux sentiments de loyauté et d'attachement dont les Habitans de cette Isle sont remplis envers Sa Majesté et son heureux Gouvernement et si dangereux au Païs ont aujourd'hui resolu d'offrir et Ils offrent par ce present Acte une recompense de huit Cents Livres d'ordre à celui ou ceux qui decouvriront les Auteurs ou Fauteurs de tel Crime de sorte que l'un ou plusieurs d'iceux en puissent être dûment convaincus devant la Justice. La sùdite Recompense de huit Cents Livre d'ordre étant en outre ce qui pourra être accordé de la part du Gouvernement pour pareille decouverte. Ce qui sera incessamment publié tant au lieu ordinaire du Marché que par toutes les Paroisses de l'Isle de Jersey.

Stats Genus.

1788, 4 Nov. L'An Mil Sept Cents quatre-vingt huit, le quatrième Jour de Novembre.

Présent Honorable Homme Lieuten^t Colonel Phil. Fall Lieuten^t Gouverneur de l'Isle de Jersey, &^{ca}.

Par devant William Charles Lempriere Esc^r Seign^r de Dielement, etc., Lieuten^t etc., Assisté d'Edo^d Le Maistre, Phil. De Carteret, Nic^e Messervy, Cha^s Payn, Elie Pipon, Phil. Robin, Jean Poingdestre et Jacques Hemery Esc^{rs} Jurés, pñts Mons^r Le Doyen, Mess^{rs} les Ministres, etc. et Mess^{rs} les Connêtables, etc. et le Centenier Baudains de S^t Jean.

Franç^e Marett et Phil. Le Hardy Esc^{rs} Justiciers en défaut à assister aux Etats.

Les Rev^{ds} Tho^s Syvret Recteur de S^t Jean et Doct^r Edo^d Du Pré Recteur de S^t Helier en défaut à assister aux Etats.

Jean Dumaresq Esc^r Con^{ble} de S^t Sauveur et Franç^e Ricard esc^r Con^{ble} de S^t Ouen en défaut à assister aux Etats.

(1) Sic.

Le Rev^d Richard Le Feuvre Recteur de St^t Pierre en défaut Excusé.
 Survenu lesdits Franç^s Marett Esc^r Justicier, Phil. Le Hardy Esc^r
 Justicier, Le Rev^d Tho^s Syvret, le Rev^d Doct^r Edo^d Du Pré, Jean
 Dumaresq Esc^r et Franç^s Ricard esc^r

1788.

Mons^r Le Lieuten^t Gouverneur ayant communiqué aux Etats samedi dernier les Observations de la Cour Roïale sur la Proposition de cette Assemblée pour le Retablissement du Jugement par Enquête dans cette Isle avec la Lettre du Clerk du Conseil qui envoie audit S^t Lieuten^t Gouverneur les sùdites Observations pour les communiquer à l'Assemblée des Etats par Ordre des Seigneurs du Conseil : Les Etats entendirent le même Jour la Lecture des sùdites Observations et de l'Appendix qui y est joint, Mais le tems ne permettant pas alors de venir à aucune discussion ou resolution sur le Sujet la remise en fut faite à Mardi 4^e Nov^{bre} 1788. Aujourd'hui donc Les Etats étant derechef assemblés ont repris la Consideration de ce même objet et ont ordonné premierem^t que la Lettre du Clerk du Conseil sera enterinée dans le Livre des Etats ensuite que les sùdites Observations et Appendix seront logées entre les mains du Greffier pour être prises en Consideration.

Que le Comité suivant savoir, Edo^d Le Maistre, Phil. Le Hardy et Jacq^s Hemery Esc^{rs} du Corps de la Justice, Les Rev^{ds} Mess^{rs} Le Coûteur, Sivret, et Du Pré du Corps du Clergé et Charles Marinel⁽¹⁾ Esc^r, Jean Dumaresq Esc^r de St^t Sauveur et Jean Dumaresq Esc^r de St^t Pierre du Corps des Con^{bles} est nommé et autorisé de s'assembler pour examiner plus particulièrement le contenu des sùdites Observations et en faire ensuite Rapport aux Etats pour faciliter audit Comité le sudit Examen et le mettre en état de faire les remarques necessaires, et preparer ce qui sera trouvé propre pour l'Information des Etats : Le Greffier est dirigé de mettre aux Mains du Président dudit Comité les sùdites Observations et Appendix lorsqu'il les lui demandera de même que de donner et faciliter tant au President qu'à tous les Membres dudit Comité la Communication de tous et tels Titres, Evidences, Rolles de la Cour, Chartres⁽¹⁾, Ordres du Conseil ou Commissaires du Roi, et Généralement tous Papiers et Livres qui sont à la Garde dudit Greffier et logés parmi les Records de l'Isle

(1) Sic.

1788. qui pourront tendre à donner de l'Eclaircissement audit Comité pour l'information des Etats sur ce point afin que les Etats soient d'autant mieux à portée d'appuyer et soutenir la Proposition qui est presentement devant sa Majesté en Conseil pour le Retablissement du Jugement par Enquête lorsque lesdits Seigneurs du Conseil Jugeront Convenable de fixer le tems pour la decision finale de ce sujet intéressant ⁽¹⁾. Le sudit Comité est appointé à Lundi prochain à une heure l'après midi deux de chaque Corps ayant pouvoir d'agir.

[Suit, dans l'original, p. 78, la Lettre du " Clerk " du Conseil ; elle est imprimée dans le Vol. 4 des Ordres du Conseil, p. 207.]

Etats Tenus.

1788, 8 Déc. L'An Mil Sept Cents quatre vint huit, le huitième Jour de Decembre.

Présent Honorable Homme Lieuten^t Colonel Phil. Fall, Lieuten^t Gouverneur de l'Isle de Jersey &^{ca}.

Par devant Will^m Cha^s Lemprière Esc^r Seign^r de Diélam^t, etc. Lieuten^t etc., assisté d'Edo^d Le Maistre, Phil. De Carteret, Franç^s Marett, Nic^s Messervy, Phil. Robin, Jean Poingdestre, Phil. Le Hardy et Jacq^s Hemery Esc^{rs} Jurés, présents Mons^r le Doyen et Messieurs les Ministres etc., et Mess^{rs} les Connêtables etc., le Centenier Le Montays ⁽²⁾ de S^t Helier, et le Centenier Nicolle de S^{te} Marie.

Après le serment de James Hilgrove Gent. ⁽³⁾ Cha^s Payn Esc^r Justicier demeure Exoiné par Maladie.

Après le serment de Phil. Robin Esc^r, Elie Pipon Esc^r Justicier demeure exoiné par Maladie.

Le Rev^d Rich^d Le Feuvre Recteur de la poë de S^t Pierre, est en default excusé par Maladie.

Après le serment de M^e Edo^d Hacquoil, Charles Le Marinel Esc^r Con^{ble} de la poë de S^t Helier demeure exoiné par maladie.

Mons^r Jean Du Pré naguère Connêtable de la poë de S^{te} Marie et un des Candidats dans l'Election qui a eu lieu depuis peu dans

(1) Sic ; intéressant.

(2) Philippe Le Montays, assermenté Centenier de St. Hélier le 28 Nov. 1785.

(3) James Hilgrove, (fils Charles) épousa D^{lle} Elizabeth Payn, fille de Charles Payn Ecr., Juré-Justicier.

1788.

lad^{te} poë pour ledit Office de Con^{ble} s'étant présenté pour assister aux Etats, et Mons^r Henry Nicolle le plus Vieux Centen^r de lad^{te} poë s'étant aussi présenté pour y assister : Les Etats ont en premier lieu entendu la lecture des deux Ordres de sa Majesté en Conseil du 6^e Août 1784 et du 2^e Juin 1786 en ce qui concerne l'admission de Connêtables ou Centeniers dans les Etats et ensuite la lecture de l'Acte de la Cour Roïale de l'11^e Novembre 1788 par lequel il a paru que ledit S^r Du Pré ayant eu vint trois des Voix de ses Paroissiens en qualité de Candidat pour ledit Office a entré une Contestation à l'Egard de lad^{te} Election, et a opposé l'administration du serment à Mons^r Nic^s Arthur son concurrent qui eut cinquante huit Voix : Lecture a été aussi faite d'un autre Acte de lad^{te} Cour Roïale daté du 18^e Nov^{bre} 1788 par lequel il paroît que ladite Cour n'a pas jugé à propos d'entrer en examen de ladite Contestation ni de fixer un Jour pour entendre les parties sur leurs pretentions selon qu'il étoit demandé par led^t S^r Arthur mais a remis l'affaire à Sa Majesté en Conseil : Les Etats prenant le tout en consideration et ayant murement deliberé sur le sujet ont trouvé que par le sudit Ordre de sa Majesté du 2^e Juin 1786 aucun de ceux qui sont Candidats pour l'Office de Con^{ble} ne doivent point avoir sçeance dans l'Assemblée des Etats jusqu'à ce que l'Election en Contestation soit décidée par la Cour Roïale et cela pour les raisons suivantes qui sont données par les Seigneurs du Conseil dans leur Rapport à Sa Majesté. Vid : " That it would be very unfit (1)

Lesdits seigneurs du Conseil dans ce même rapport à Sa Majesté sont deplus d'opinion " that the oldest (2)

Partant les Etats conformément à l'intention du sudit Ordre de Sa Majesté du 2^e Juin 1786 et aux raisons portées par les seigneurs du Conseil dans leur dit Rapport à Sa Majesté sur ce sujet ont cru que ledit S^r Du Pré n'a point Sçeance dans l'Assemblée des Etats pendant la Contestation dependante au sujet de ladite Election : Et que led^t S^r Nicolle y a sçeance coëme le plus vieux Centenier en qualité de representatif et Chef de Police de lad^{te} poë de S^{te} Marie

(1) Pour la suite de ce paragraphe, voir Ordres du Conseil, Vol. 4, p. 148, ligne 2.

(2) *Ibid.* p. 148, 2^e ligne du dernier paragraphe.

1788. jusqu'ace que l'Election pour ledit office de Connétable soit decidée et pendant que led^t S^t Nicolle sera le plus Vieux Centenier de ladite Paroisse.

Mons^r Nicolas Baudains naguere Centenier de la pœ de S^t Jean et un des Candidats dans l'Election qui est arrivée depuis peu dans ladite pœ pour ledit office de Centen^r s'étant présenté pour Assister aux Etats. Les Etats conformem^t à l'Acte qui a passé aujourd'hui au sujet du Representatif pour la pœ de S^{te} Marie et pour les raisons contenuës audit Acte et les autorités sur lesquelles les Etats ont fondé leur resolution, ont trouvé que ledit S^t Baudains n'a point sçeance dans l'Assemblée des Etats étant un des Candidats pour ledit office de Centenier et ayant entré devant la Cour Roïale une Contestation au sujet de ladite Election et opposé que le serment de Centenier fut administré à celui qui avoit la pluralité des Voix de lad^{te} pœ cōme a paru par un Acte de ladite Cour endate du 24^e Nov^{bre} 1788. Il a paru deplus aux Etats par un autre Acte daté du 27^e Nov^{bre} 1788 que lad^{te} Cour n'a pas jugé à propos d'entrer en examen de ladite Contestation ni de fixer un jour pour entendre les Parties sur leurs pretentions selon qu'il étoit demandé par le Candidat qui avoit la pluralité des Voix, mais a remis la decision de cette affaire jusqu'à ce que les Seigneurs du Conseil aient envoyé des directions à la Cour comment proceder sur ces sujets. Les Etats en même tems ont pris en consideration que l'office de Con^{bl^e} en ladite pœ de S^t Jean est vacant à cause de la Contestation dependante au sujet de l'Election pour ledit office de Con^{bl^e}, et voyant que tous les deux naguère Centeniers de ladite pœ sont Candidats pour ledit office de Centeniers et ont chacun d'eux entré une Contestation devant la Cour à ce sujet cōme a paru par le sudit Acte de la Cour du 24^e Nov^{bre} 1788 se trouvent dans la necessité de proceder aux affaires pressantes qui sont devant eux sans Representatif pour ladite pœ de S^t Jean et ce jusqu'ace que l'Election soit de Con^{bl^e} ou celle des Centeniers soit decidée, Et pour appui de cette resolution Les Etats dans cette occasion nouvelle et difficile et cependant urgente ont eu recours à l'ordre de Sa Majesté en Conseil de l'11^e Juillet 1783 ⁽¹⁾ par lequel les Etats furent dirigés de proceder aux Affaires Publiques sans Representatif pour la

(1) Voir Vol. 4 des Ordres du Conseil, p. 96-100.

pœ de S^t Martin sur une difficulté qui dependoit alors à l'égard de la sçeance du Vieux Con^{ble} ou du Centenier de lad^{te} pœ de S^t Martin. 1788.
En même tems les Etats souhaitant que Sa Majesté soit informée, aussitôt qu'il sera possible de l'embarras & difficulté ou ils se trouvent ont resolu de faire une humble Representation à sadite Majesté pour recevoir ses Ordres à cet egard, & pour qu'il soit pourvu de quelle manière ladite pœ de S^t Jean sera représentée dans les Etats & la Police & paix publique maintenue dans ladite pœ pendant les sudites Contestations, à quel effet Mess^{rs} Hemery, Du Pré, & Dumaresq sont requis de preparer une Humble requête au Roi pour être présentée aux prochains Etats.

Paroissant que le Louage du service du Bateau de santé sera Expiré le 31^e de ce présent mois, Les Etats ont requis et autorisé le Comité des Chaussées de s'assembler samedi 20^e Jour dudit mois à midi chez M^r Phil : Lys pour exposer publiquement le Louage du service dudit Bateau au rabais conformem^t aux reglemens qui furent faits par ledit Comité l'an 1786, le 13^e Jour de Novembre. Etant Mons^r le Lieuten^t Gouverneur requis d'y assister.

Etats Genus.

1789, 3 Janvier.

L'An Mil Sept Cents quatre vint neuf, le troisième Jour de Janvier.

Présent Honorable H^{on}me Lieuten^t Colonel Phil : Fall, Lieuten^t Gouverneur de l'Isle de Jersey &^{ca}.

Par devant Will^m Cha^s Lempriere Esc^r seign^r de Diélament, etc., Lieuten^t etc., Assisté d'Edo^d Le Maistre, Phil. De Carteret, Franç^s Marett, Nic^s Messervy, Phil. Robin, Jean Poingdestre, Phil. Le Hardy & Jacques Hemery Esc^{rs} Jurés ; presents Le Proc^r Général du Roi, Mons^r Le Doyen, Mess^{rs} les Ministres etc., Mess^{rs} les Connêtables, etc. & Mess^{rs} les Centeniers Nicolle de S^{te} Marie & Hamop de S^t Helier.

Charles Payn Esc^r Justicier est en defaut excusé.

Après le serment de Mons^r Phil. Pinel, le Rev^d Jean La Cloche Recteur de la Trinité demeure exoiné par maladie.

Jacques Hemery Esc^r Justicier, Le Rev^d Doct^r Edo^d Du Pré & Jean Dumaresq Esc^r lesquels par Acte des Etats du 8^e Dec^{bre} 1788

1789. furent requis de preparer une humble Requête à sa Majesté à l'égard de la pœ de St Jean qui est présentement sans representatif afin qu'il plaise à Sa Majesté d'ordonner qu'il soit pourvû de quelle manière ladite pœ sera représentée dans les Etats, ladite requête ayant été aujourd'hui lûe aux Etats, Les Etats en ont approuvé et ont ordonné que Copie du présent Acte & de ladite requête com̃e aussi Copie dudit Acte du 8^e Decembre 1788, & d'un autre Acte du même date touchant le Representatif de la pœ de S^{te} Marie seront instamment transmis au Clerk in Attendance du Conseil.

Dequelle requête la Teneur ensuit :

To The King's most Excellent Majesty in Council.

The humble Petition & Representation of the States of Your Majesty's Island of Jersey.

Sheweth,

That the office of Constable for the Parish of St John becoming vacant by the death of George Sivret Esq^r, its late representative, an Election for the said Office took place on the third of May 1784; that John Arthur and Thomas Lempriere ⁽¹⁾ Esq^{rs} were the two Candidates, the former of whom, having the majority of Votes on the poll, was returned to the Royal Court as duly elected; that the validity of the said Election was contested before the Royal Court by Thomas Lempriere Esq^r & that the said Court having finally determined the cause, & ordered a new election, both Candidates appealed from their decision to Your Most Excellent Majesty in Council, where the matter now rests.

That an Order of your Majesty in Council of the 6th of August 1784 ⁽²⁾ had provided that pending a Contest between two Candidates for the Office of Constable, the old Constable should represent the Parish; but no law providing who should serve that office if the old Constable should die pending the contest, or if the vacancy happened through his death, & a contest should ensue, the States thought it expedient in this latter case to admit as sitting member, untill the Royal Court had decided the cause, the Candidate who had the Majority of Votes on the poll; & accordingly the said John Arthur Esq^r took his seat in the States.

(1) Thomas Lempriere, Seig^r de Chesnel, Avocat, etc. était fils puîné de Charles Lempriere, Seig^r de Diélament, de Rozel, etc., Lieut.-Bailli, 1750-81.

(2) Voir Ordres du Conseil, Vol. 4, p. 120.

1789.

That it was the pleasure of the Right Honorable The Lords of the Committee of Council to declare in their report to Your Majesty of the 2nd of June 1786, that the eldest Centenier should represent the Parish of S^t John during such contest, according to ancient usage long practised, & never blamed, & to declare it inexpedient for either candidate to have a seat in the States during that interval; for if such candidate was espoused by the Royal Court, such a preference would be a strong temptation to the said Court to delay the decision of the merits, and would create a practise of false returns to give the favorite candidate his seat at all events till the cause was determined, who would use every means to protract the cause, that he might keep his seat; & it is added that such a provision would encroach upon the acknowledged & constitutional Jurisdiction of the Royal Court by making the States Judges of the return.

That the States, sensible of the great wisdom & expediency of their Lordships report, most humbly & chearfully⁽¹⁾ acquiesced in their Lordships determination & accordingly the Eldest Centenier of S^t John, M^r Nicholas Baudains, sat in the States as Representative of that Parish.

That the usual time assigned for the duration of this Centenier's office being expired as was also that of his Colleague M^r John Le Boutillier, an Election was ordered in S^t John's Parish to fill up the two vacancies.

That the two late Centeniers above mentioned offered themselves again as Candidates for that office, & were opposed by two other Gentlemen namely John Le Couteur Esq^r & John Marett Gent., & the two latter were returned to the Court as having a considerable Majority of Votes.

That the two former opposed their being sworn into office, alledging that several illegal means had been put in practise, and various other reasons; and the Matter now lies before the Royal Court for a hearing.

That the States were convened by the President on the 8th December 1788 on a subject highly essential to the health & safety of the community, namely the settling a health boat; when M^r Baudains,

(1) *Sic.*

1789. the old Centenier. one of the candidates of the above mentioned election, presented himself in the States as Representative for the Parish of St John.

That the States having duly weighed & considered that important point, how contrary it was to Your Majesty's Pleasure that any Candidate should sit pending a contest for the cogent reasons contained in their Lordships above quoted report to your Majesty could not, consistently with the obedience they owe to Your Majesty permit the said Centenier to sit in the States; but determined to proceed to business though the Parish of St John was destitute of a Representative, as they had been directed to do in nearly a similar case by your Majesty's Order in Council of the 11th July 1783 ⁽¹⁾ & what strengthened them in this resolution was the high consequence of the matter which was to come that day under consideration & which required immediate dispatch.

That this uncommon & unforeseen event is owing to an accumulation of the most peculiar circumstances; a contest having existed for some Years for the Office of Constable, & therefore either of the Candidates being unable to represent the Parish, the old Constable who would have served that office in the interim being dead, & the two old Centeniers, the oldest of whom supplied the deficiency & sat in the States, becoming candidates again for the Office of Centenier, & labouring on that account under the same incapacity as the above mentioned Candidates for the office of Constable.

That the States have thought it their duty most humbly to lay before Your Majesty a state of these extraordinary difficulties which threaten so much danger to the peace and safety of the Community, & most humbly pray that Your Majesty would be graciously pleased to take them into Your Royal consideration & give such directions on that subject, as may prevent the evils so much apprehended & serve for a rule in future occurrences of this nature, this or such other relief in the premisses as to Your Majesty in Your great wisdom shall seem meet. And Your Petitioners as in duty bound will ever pray.

Les Etats prenant en consideration les funestes Effets que produit dans la société l'usage de disposer d'aucune espece de Biens par Loterie, il est expressement defendu a tous et à un chacun sans excep-

(1) Voir Ordres du Conseil, Vol. 4, p. 96.

tion d'exposer en vente soit publique ou particulière ou de vendre aucune espece de Biens ou d'Effets par Loterie sur peine à ceux qui exposeront des Biens de la sorte d'une amende de cinq Cents Livres d'ordre & de dix Livres d'ordre par Billet vers un chacun de ceux qui en achetteront applicable tiers au Roi & les deux autres tiers à l'Hôpital Général & de confiscation des sommes stipulées pour y être admis applicable de la même manière à moins d'en avoir obtenu la permission des Etats. Ce qui sera publié tant au lieu ordinaire du marché qu'au pœs de cette Isle afin que Personne n'en pretende cause d'ignorance & sont les Officiers de Police requis de Veiller chacun dans sa pœe, à ce que ce présent reglement soit mis en duë Exécution. 1789.

Les Etats considerant que par Acte du 15^e Juillet 1786 il fut établi que tous Comptes qui seroient produits à l'avenir finiroient leur date de paiements & recettes le 31^e de Dec^{bre} de chaque Année ; Le Comité pour la Defense de l'Isle a été requis et autorisé de s'assembler aussitôt possible afin d'examiner les Comptes publics des differens Connétables des pœs de cette Isle pour l'Année 1788 afin qu'ils soient ensuite présentés aux Etats et payés.

Jean Dumaresq Esc^r Connétable de St^r Pierre lequel fut nommé par les Negocians de la Chambre de Commerce de ce Païs pour solliciter en Angleterre les fins d'une requête faite par eux aux Seigneurs de la Trésorerie tendant à l'avancement & augmentation du Commerce et de la Navigation de cette Isle, a présenté aux Etats deux Actes de Parlement par l'un desquels sont accordées aux Vaisseaux faisant Voile d'ici pour la Pêche de Morue sur les Bancs de Terre-neuve les mêmes Primes qu'aux Vaisseaux sortant directement de la Grande Bretagne et par l'autre est accordé aux Vaisseaux faisant Voile d'ici pour la Pêche de la Ballaine dans les Mers du Sud pareil encouragement qu'aux Vaisseaux sortant directement de l'Angleterre. Les Etats considerant que ces Privileges accordés au Païs sont avantageux aux Habitans de cette Isle en général ont ordonné que l'un et l'autre desdits Actes de Parlement seront Enregistrés dans le Livre des Etats, & sensibles en même tems des peines et fraix que les Negocians de ladite Chambre de Commerce ont encouru pour obtenir les sùdits Privileges, Les Etats prennent cette occasion de leur en témoigner leur Reconnoissance au nom du Public, et ont ordonné que Copie

1789. authentique de ce présent Acte sera mis par le Greffier entre les mains de Guill^{me} Patriarche Esc^t President de ladite Société pour être par lui communiqué auxdits Negocians.

[*Suivent, dans l'original, les Actes de Parlement en question, intitulés*

Anno Vicesimo Sexto Georgii III Regis

Cap. XXVI.

An Act to amend and render more effectual the several Laws now in Force for encouraging the Fisheries carried on at Newfoundland &c. &c. et

Cap. L.

An Act for the Encouragement of the Southern Whale Fishery.]

Etats Tenus.

- 1789, 21 Mars. L'An mille sept Cents quatre-vint neuf, le vint unieme Jour de Mars.

Present Honorable Homme Lieutenant Colonel Phil. Fall, Lieuten^t Gouverneur de l'Isle de Jersey &^{ca}.

Par devant Phil. De Carteret Esc^t Lieutenant de Monseigneur le Bailly de l'Isle de Jersey : Assisté d'Edouard Le Maistre, François Marett, Nic^s Messervy, Phil. Robin, Jean Poingdestre, Phil. Le Hardy, Jacq^s Hemery et Guillaume Patriarche Esc^{rs} Jurés, presents le Procureur Général du Roi et le Deputé Vicomte comme aussi Mons^r Le Doyen & Messieurs les Ministres etc. & Messieurs les Connétables etc. & Mess^{rs} les Centeniers Nicolle de S^{te} Marie et Hamond de S^t Helier.

Charles Payn Esc^t Justicier est en défaut excusé.

Mons^r le Lieutenant Gouverneur ayant produit une Lettre de My Lord Sydney Secrétaire d'Etat qui annonce l'heureux rétablissement de la Santé du Roi, Les Etats saisissent le premier instant de leur assemblée pour rendre graces à Dieu de cet effet salutaire de sa Providence & de sa bonté qui a changé le deuil de la nation en joie et repandu le contentement et le bonheur dans tous⁽¹⁾ les coeurs. Pénétrés de l'affection la plus vive pour la personne de Sa Majesté et animés de zèle et d'ardeur pour son service Les Etats souhaitent de

(1) *Sic.*

porter aux pieds du Trône ce foible mais sincere temoignage de leur loyauté : Et pour cet effet l'adresse suivante a Sa Majesté contenant les sentimens sinceres de cette assemblée a été approuvée par les Etats, & il a été resolu qu'elle sera signée par le Greffier au nom de l'assemblée : que le sceau de l'Isle y sera apposé & qu'elle sera ensuite mise entre les mains de Jean Dumaresq Esc^r Connétable de St^e Pierre & Membre de cette assemblée lequel est requis et autorisé de passer en Angleterre par la premiere occasion comme Deputé des Etats spécialement pour presenter ladite Adresse à Sa Très Excellente Majesté. Les Etats ont en même tems chargé leur Deputé de s'adresser à son Excellence le General Conway Gouverneur en Chef & de le supplier de la part des Etats de vouloir bien lui accorder sa protection dans cette occasion et d'appuyer le temoignage d'affection et d'attachement que les Etats portent aux pieds de leur Très Debonnaire Souverain.

1789.

De quelle Adresse la Teneur ensuit.

To the King's Most Excellent Majesty.

The humble Address of the States of the Island of Jersey.

Most Gracious Sovereign.

We The States of Your Majesty's Island of Jersey, having learned the joyful news of the Recovery of Your Majesty's Health, offer up our praises and thanks to Almighty God for this signal Instance of His Goodness : And we devoutly pray that Your Majesty may continue to enjoy the blessing of uninterrupted health, to reign long over a happy and an affectionate People.

We approach Your Majesty with sentiments of unfeigned love and profound Reverence. Alarmed as we have been at Your Majesty's danger, our hearts glow with redoubled affection at this auspicious Moment ; and we experience all the Satisfaction which the purest loyalty can inspire.

Our Ancestors have set before us a bright Example of the Duty of Subjects. Their attachment to their Sovereigns Kings of England has stood for ages superior to every Trial. They have maintained an uncorrupted fidelity in the worst of times. And whilst we are warmed with the same spirit, impressed with the same sentiments, we have the additional Motive of Gratitude towards the best of Princes for many gracious favors granted to us ; and particularly for Your Majesty's

1789. paternal Care and protection of this Island during the late War ; and for those means of Defence, by which we were enabled to repel the attacks of our Ennemies.

We beg leave to assure Your Majesty that the Emotions of Joy at Your Majesty's providential Recovery are such in this Country, as no words can sufficiently express. And if the Inhabitants of so small a part of Your Majesty's Dominions presume to offer You the Tribute of their hearts amidst the universal acclamation, we humbly hope Your Majesty will deign to accept it with indulgence from the Consideration that no other part of Your Majesty's Kingdoms can exceed the attachment of Your faithful subjects of Jersey to Your Majesty's sacred Person, to Your Illustrious Family and to Your happy Government.

By Order of the States/

Phil. De Carteret Greffr

Le Comité pour la Defense de l'Isle a produit aux Etats son Rapport touchant le Tirage & la Conduite de la Lotterie publique lequel a été approuvé en son entier tel qu'il est entré sur le Livre dudit Comité recours à icelui, Et conformément audit Rapport et pour les raisons qui y sont contenuës, Les Etats ont aujourd'hui resolu et ordonné que tous les fraix pour le maintien & entretien des Arsenaux, de l'Artillerie, des Munitions et Utenciles de Guerre & Magazins Paroissials ⁽¹⁾ retourneront à la Charge de chaque Paroisse respectivement suivant l'usage ancien et cela depuis le 31^{me} Decembre dernier et jusqu'à ce que l'Impôt sur le Rum et Genievre soit en etat de porter ces fraix. Les Etats conformément au même Rapport ont autorisé Jacques Pipon Esc^r Connétable de St^e Brelade de recevoir presentement de Mons^r Lerrier hors du produit de la Lotterie la somme de mille trois Cents trente trois Livres six sous huit deniers d'ordre pour être appliquée à vouter le Corps de Garde de la Greve de Lecq et à paver les Corps de Garde de l'Isle. Item ont dirigé le Tresorier du nouvel Impôt de recevoir dudit Sieur Lerrier hors du même produit jusqu'à la Concurrence de trois mille trois Cent trois Livres six sous huit deniers et de l'appliquer immédiatement à l'acquit du Principal et Interêts des Obligations dûes par le Public à differens particuliers aussi loin comme ladite somme y pourra fournir, com-

(1) Sic.

mençant par les plus anciennes en date. Item que le surplus du net produit de ladite Loterie restera entre les mains dudit Sieur Lerrier pour être appliqué au paiement des Comptes des Connétables pour l'année Courante aussi tôt que les dits Comptes seront passés et approuvés et pour l'examen desdits Comptes le susdit Comité est fixé à Lundi 6^me Avril 1789 à 10 heures du matin et les Connétables sont chargés de rendre leurs Comptes prêts & les presenter au Comité le susdit Jour. 1789.

Messieurs Guillaume Patriarche, Phil. Dumaresq, Edo^d Remon, Pierre Mallet, Franç^e Janvrin et Jean Villeneuve lesquels furent établis par Acte des Etats de l'an 1788, le 16^me Septembre, Commissaires de la Lotterie publique & Mons^r Phil. Lerrier lequel fut autorisé par Acte du 24^e Janvier 1789 de disposer pour le Benefice des Pauvres des Billets qui resteroient invendus s'étant les uns et les autres acquittés de cet emploi d'une maniere satisfaisante et genereuse n'ayant rien exigé du Public pour leur peine, Les Etats leur ont cejourd'hui de voix unanime temoigné leur plus vive reconnoissance, Et ont dirigé le Greffier de transmettre en leur nom à chacun desdits Messieurs Copie de ce présent Acte.

Jean Dumaresq Esc^r Connétable de S^t Pierre lequel fut autorisé par Acte des Etats de l'an 1788, le premier Jour d'Avril de passer en Angleterre en qualité de Deputé du Public pour les affaires des Laines, ayant cejourd'hui informé les Etats que Messieurs les Connétables de S^t Laurens, de S^t Clement, la Trinité et le Connétable naguere de S^{te} Marie et le Centenier Baudains naguere de S^t Jean ont refusé de lui payer leur proportion des fraix dudit Voïage : Les Etats ont autorisé ledit Sieur Dumaresq de poursuivre devant la Justice par toutes voyes loïsibles lesdits Sieurs Connétables & ledit Centenier pour les obliger au paiement de leur dite proportion.

Les Etats après avoir entendu Lecture d'une Requête signée par plusieurs Habitants du Village de Gourey Exposant que la Mer a depuis quelques années empiété sur les mielles qui bordent le village de Gourey, de façon à inspirer les apprehensions les plus serieuses pour la sureté de leurs terres et de leurs habitations Et Que la Mer a dans plusieurs grandes Marées pénétré jusque dans l'Interieur des maisons de quelques uns desdits Habitans Les Etats après avoir

1789. entendu Lecture de ladite Requete ont ordonné qu'elle demeure logée au Greffe et vû que l'exigence du cas demande une consideration immediate ils ont requis & autorisé le Comité appointé pour la Defense de l'Isle de prendre la premiere occasion de se transporter sur les Lieux afin d'examiner le Dommage et de faire Rapport aux Etats à leur prochaine tenuë des moyens qu'ils croiront dans le cas d'y remedier . trois des Membres dequel Comité pourront agir. M^e Franç^s Amy Connétable de la Paroisse de Grouville etant requis d'y donner son Attendance.

Etats Tenus.

1789, 24 Janvier.

L'An mille sept Cents quatre vint neuf, le vint quatrieme Jour de Janvier.

Present Honorable Homme Lieutenant Colonel Phil. Fall Lieutenant Gouverneur de l'Isle de Jersey &c.

N.B.— Ce jour auroit dû être enrollé au feuillet 121.

Par devant Phil. De Carteret Esc^r Lieutenant etc. assisté d'Edotiard Le Maistre, Franç^s Marett, Nic^s Messervy, Phil. Robin, Jacques Hemery & Guillaume Patriarche Esc^{rs} Jurés : present le Procureur Général du Roi comme aussi Mons^r le Doyen & Messieurs les Ministres etc. et Mess^{rs} les Connétables &c. & Mess^{rs} les Centeniers Nicolle de S^{te} Marie & Hamon de S^t Helier.

Jean Poingdestre & Phil. Le Hardy Esc^{rs} Justiciers sont en default à assister aux Etats.

Le Comité pour la Defense de l'Isle auquel les Etats ont confié le menagement de la Lotterie par leurs Actes du 6^{me} et du 16^{me} Septembre dernier a fait rapport aux Etats des mesures qu'il a pris sur ce sujet selon qu'il paroît par ses diverses tenuës du 9^{me} Octobre 1788, du 5^{me}, du 13^{me} et du 19^{me} Janvier 1789 recours à icelles comme elles sont entrées dans le Livre dudit Comité : Les Etats ont approuvé de tout ce qui a été fait par ledit Comité et lui a ⁽¹⁾ donné plus outre autorité de proceder suivant ce qui est proposé et recommandé à sa derniere tenuë touchant la disposition des Billets invendus.

Etats Tenus.

1789, 25 Avril.

L'An mille sept Cents quatre vint neuf, le vint cinquieme Jour du mois d'Avril.

(1) Sic.

Present Honorable Homme Lieutenant Colonel Phil. Fall Lieut^t 1789.
Gouverneur de l'Isle de Jersey etc^t

Par devant Phil. De Carteret Esc^t Lieutenant etc. assisté
d'Edouard Le Maistre, François Marett, Nic^t Messervy, Phil.
Robin, Jean Poingdestre, Jacq^t Hemery & Guillaume Patri-
arche Esc^t Jurés ; Présens le Procureur Général du Roi & le
Deputé Vicomte comme aussi Mons^t le Doyen et Mess^{rs} les
Ministres etc., Mess^{rs} les Connétables etc. & Mess^{rs} les Cen-
teniers Hamon de St^t Helier et Le Coûteur de St^t Jean.

Charles Payn & Phil. Le Hardy Esc^{rs} Justiciers sont en default excusés.

Mons^t le Lieutenant Gouverneur ayant produit aux Etats une
Lettre de My Lord Sydney datée de Whitehall le 8^{me} Jour d'Avril
1789, adressée à son Excellence le Général Conway & à Jean Duma-
resq Esc^t annonçant la maniere gracieuse avec laquelle il a plu à Sa
Majesté recevoir l'Adresse des Etats sur le retablissement de sa Santé :
Après Lecture de ladite Lettre il est ordonné qu'elle sera enregistrée
sur le Livre des Etats.

Dequelle Lettre la Teneur ensuit.

Whitehall 8th April 1789.

Gentlemen

I have this day had the honor of presenting to the King
the Address of the States of the Island of Jersey which you delivered
to me congratulating His Majesty on the happy reestablishment of
his health : and I have the satisfaction of informing you that His
Majesty was pleased to receive the same in the most gracious manner.

I am, Gentlemen

Your most obedient humble Servant

Signed

Right Hon^{ble} Gen^l Conway
and J. Dumaresq Esq^t

Sydney.

Les Etats aiant entendu la Lecture des differents Rapports du
Comité sur l'examen des Comptes publics ont approuvé les Comptes
passés par ledit Comité jusqu'au 31^{me} Decembre 1788 sçavoir

[*Suivent les comptes en question, p. 128 de l'original.*]

Quels Comptes montent ensemble à la somme de dix huit
Cents quarante neuf Livres seize sols neuf deniers tournois argent

E

1789. selon l'ordre du Roi, Les Etats ont en consequence autorisé chacun des Connétables susmentionnés de s'adresser à Mons^r Phil. Lerrier pour le paiement desdites sommes respectivement dûes et autorisent en même tems ledit Sieur Lerrier de payer le montant à chacun d'eux hors de la Ballance qu'il a en main du produit de la Lotterie.

Les Etats ayant pris en consideration le Plan pour une Lotterie qui fut logé au Greffe le 21^{me} Mars 1789 en ont approuvé & ont autorisé le Comité pour la Defense de l'Isle de s'assembler aussi tôt possible afin de prendre les mesures necessaires à l'égard de ladite Lotterie & proposer des Commissaires pour ensuite en faire Rapport aux Etats.

Dequel Plan la Teneur ensuit.

Plan d'une Lotterie proposée aux Etats pour l'année 1790.

6000 Billets à 12 ff / £72000

1 Prix de	...	...	...	...	...	...	£ 6000
1 D ^e	...	...	...	...	...	...	4000
1 D ^e	...	...	...	...	...	...	2000
2 D ^e	...	...	...	de £1000	...	...	2000
8 D ^e	...	...	...	de 500	...	...	4000
20 D ^e	...	...	...	de 200	...	...	4000
40 D ^e	...	...	...	de 100	...	...	4000
104 D ^e	...	...	...	de 50	...	...	5200
1900 D ^e	...	...	...	de 15	...	...	28500

2077 prix

£50 au premier Billet tiré chaque	{	200
Jour supposé 4 Jours de Tirage		
£100 au dernier Billet	...	100 ... 60000

Benefice £12000

Mons^r le Lieutenant Gouverneur a informé les Etats qu'il se seroit transporté au Corps de Garde de la Greve de Lecq en la Paroisse de S^{te} Marie avec Messieurs les autorisés par Acte des Etats du 8^{me} Dec^{re} 1788 pour examiner de quelle maniere faire vouter ledit Corps de Garde; quels Messieurs, après avoir examiné la situation dudit Corps de Garde avec ledit Sieur Gouverneur sont d'opinion qu'il seroit plus avantageux pour la Defense de l'Isle de changer le Store & le batir audessous dudit Corps de Garde à un endroit moins exposé au danger de l'Ennemi & qu'il seroit moins couteux de couvrir

de paille ledit Corps de Garde que de le vouter ; Les Etats après consideration du sujet ont autorisé lesdits Messieurs de faire effectuer l'ouvrage de la maniere cydessus proposée : Etant Mons^r le Lieutenant Gouverneur requis de leur prêter son assistance. 1789.

Les Etats prenant en Consideration l'humble requête d'Edouard Hacquoil en qualité d'Huissier des Etats les priant de lui payer la somme de 15 sols d'ordre par jour pour le tems qu'il a servi les Etats et leurs Comités en qualité d'Huissier depuis le 12^{me} Mai 1780 jusqu'au 16^{me} Juin 1784 & demandant le payement de certains Articles qu'il a fournis pour l'usage desdits Comités pendant le susdit terme montant l'un et l'autre ensemble à la somme de Quarante cinq Livres, dix huit sous d'ordre : Les Etats ont trouvé les demandes dudit Edo^d Hacquoil justes et ont ordonné qu'il en sera payé le montant par Mons^r Phil. Lerrier hors du produit de la Lotterie. Les Etats en même tems ont trouvé à propos de continuer & appointer de nouveau ledit Edo^d Hacquoil Huissier des Etats durant leur bon plaisir.

Sur la Recommandation du Comité pour la Defense de l'Isle, les Etats ont autorisé Nic^s Messervy & Guillaume Patriarche Esc^r du Corps de la Justice & Jean Dumaresq Esc^r Connétable de S^t Pierre de faire la Revision de tous les Réglemens qui concernent la Milice depuis l'an 1771 & proposer les changemens qu'ils croiront necessaires à être faits auxdits Reglemens pour que le tout soit ensuite referé aux Etats par le Comité, Et est Mons^r le Lieutenant Gouverneur requis d'y assister.

Comité de l'Hopital. Paroissant que la Gestion du Comité de l'Hopital Général seroit expirée, Les Etats ont choisi un nouveau Comité Savoir Nic^s Messervy & Guillaume Patriarche Esc^r du Corps de la Justice, Le Reverend Clement Dumaresq Recteur de S^t Clement & le Reverend Jean Mallet Recteur de S^t Pierre du Corps du Clergé, Mons^r Franç^s Amy Connétable de Grouville & Jean Le Coûteur Esc^r Centenier de S^t Jean du Corps des Connétables.

Les Etats ayant par leur Acte du 5^{me} Mai 1788 resolu que la somme de quatre Livres seroit payée à chaque soldat incorporé dans la Milice pour lui procurer des Vestes & Trowsers & que ces fraix seroient pris sur le nouvel Impôt mais trouvant que le Revenu dudit

1789. Impôt n'est pas en état de porter ces fraix ont aujourd'hui jugé à propos de rappeler la susdite Resolution & de remettre cette depense sur chaque Individu comme auparavant.

Sur la Representation du Connétable de la Paroisse de S^t Ouën que Jean Mason agé de 6 ans & Esther Mason agée de 3 ans fils & fille de Jean Mason & d'Esther Neho lequel Jean Mason etoit ci devant soldat dans le 95^{me} Regiment : Et Samuel Wimms agé de 6 ans fils de Samuel Wimms et de Susanne de Caën, lequel Samuel Wimms etoit aussi soldat dans le même Regiment : ces Enfants ayant été abandonnés de leur Pere à présent à la charge de leur Mere dans ladite Paroisse de S^t Ouen. Les Etats ayant considéré que ces Enfants ont besoin d'être assistés, ont ordonné que la somme de quarante sols Cours de France sera payée chaque semaine par Mons^r Lerrier Trésorier de l'Hopital à Esther Neho Mere de Jean Mason & d'Esther Mason pour le maintien & entretien de sesdits Enfants. Et la somme de vint sols cours de France sera payée par ledit Tresorier chaque Semaine à Susanne de Caën Mere de Samuel Wimms pour le maintien & entretien de sondit enfant & le premier paiement commencera de ce Jour.

Etats tenus.

1789, 30 Mai.

L'An mille sept Cents quatre vint neuf, le trentieme Jour de Mai.

Present Honorable Homme Lieutenant Colonel Phil : Fall
Lieut^t Gouverneur de l'Isle de Jersey &c.

Par devant Phil. de Carteret Esc^r Lieutenant etc., Assisté d'Edotiard Le Maistre, François Marett, Phil. Robin, Jean Poingdestre, Jacq^s Hemery & Guill^{me} Patriarche Esc^{rs} Jurés, Presens le Procureur Général du Roi & le Deputé Vicomte comme aussi Mons^r le Doyen & Messieurs les Ministres etc., Messieurs les Connétables, etc. & Mess^{rs} les Centeniers Coûteur de S^t Jean et Hamon de S^t Helier.

Nic^t Messervy Esc^r Justicier, Le Rev^d George Bertram Recteur de S^t Brelade, Mons^r Nic^t Arthur Connétable de S^t Marie sont en défaut à assister aux Etats.

Cha^s Payn Esc^r Justicier est en défaut excusé par maladie.

Après le Serment de Jean Dumaresq Esc^r Phil. Le Hardy Esc^r Justicier a été exoiné à cause de maladie.

Les Etats étant informés par le President qu'Edouard Nicolle Esc^r a été sermenté Greffier substitut ou Commis au Greffe de la Cour Roiale ledit Sieur Nicolle a été admis à agir en cette qualité dans les Etats. 1789.

Le President des Etats ayant convoqué l'Assemblée ce jour à deux heures l'après midi leur a communiqué une Lettre du Clerk du Conseil dattée du 8^{me} Mai 1789, qui annonce que les Très Honorables Seigneurs du Comité ont fixé la Consideration des affaires publiques de cette Isle au milieu du mois prochain & que les Parties interessées à soutenir & à opposer les points en agitation sont dirigées de nommer & autoriser des Agents avec plein pouvoir de paroître devant lesdits Seigneurs touchant les susdits points et particulièrement à l'égard de la Proposition pour le retablissement du Jugement par Enquêtes & à l'égard de la Revision des Ordres de Sa Majesté en Conseil : Le President a aussi produit aux Etats deux Representations faites par le Lieutenant Bailly ⁽¹⁾ contre les Etats qui lui ont été transmises avec la susdite Lettre de l'Office du Conseil pour l'Information & la Réponse des Etats. Les Etats après avoir entendu la Lecture des susdites pieces ont ordonné qu'elles demeureront logées au Greffe pour l'Inspection de tous & un chacun des Membres de l'Assemblée : Qu'une Copie en sera incessamment tirée par le Greffier & mise entre les mains du Comité qui fut appointé par Acte du 2^{me} Octobre 1787 pour l'examen desdits Ordres de Sa Majesté & pour soutenir la proposition pour les Enquêtes : Quel Comité s'assemblera sans delai pour prendre le sujet en consideration et pour aviser aux moyens les plus prompts & convenables pour repondre aux susdites Representations & obeir en tout aux Ordres desdits Seigneurs & pour en faire rapport aux prochains Etats, le tems & les circonstances ne permettant pas de proceder plus outre sur ce sujet aujourd'hui Les Etats en ont remis la Consideration à Jeudi prochain à dix heures du matin qui est le premier Jour qu'on a pû fixer pour entendre le Rapport dudit Comité à l'égard des susdites affaires.

Etats tenus.

1789, 4 Juin.

L'An mille sept Cents quatre vint neuf, le quatrieme Jour de Juin.

(1) William Charles Lampriere Esc^r

1789. Present Honorable Homme Lieutenant Colonel Phil. Fall
Lieut: Gouverneur de l'Isle de Jersey &^{ra}.

Par devant Phil. De Carteret Esc: Lieutenant etc. Assisté
d'Edouard Le Maistre, François Marett, Nic: Messervy, Phil.
Robin, Jean Poingdestre, Jacq: Hemery & Guillaume Patri-
arche Esc: Jurés ; Presens le Procureur Général du Roi & le
Deputé Vicomte comme aussi Mons: le Doyen & Mess^{rs} les
Ministres etc., Mess^{rs} les Connétables etc. & Mess^{rs} les Cen-
teniers Hamon de S: Helier, Le Coûteur de S: Jean & Mourant
de S: Sauveur.

Cha: Payn & Phil. Le Hardy Esc: Justiciers sont en défaut excusés
par maladie.

Les Etats se sont assemblés aujourd'hui en consequence de leur
Remise de Samedi dernier ; et ont entendu le Rapport du Comité
auquel fut alors commis la Consideration de la Lettre du Clerc du
Conseil & la Réponse aux deux Representations du Lieutenant Bailly
contre les Etats & conformément audit Rapport Les Etats ont accordé
audit Comité le tems qu'il requiert pour faire les recherches neces-
saires à repondre aux susdites Representations, pourvû que cela
n'excede point le courant de la semaine prochaine & afin de donner
audit Comité tous les moyens possibles de preparer les affaires avec
celerité tant par rapport aux Reponses susmentionnées qu'à l'égard
de la Revision des Ordres de Sa Majesté & principalement à l'égard
de la Proposition pour les Enquêtes, Les Etats ont ordonné que la
Chambre qui contient les Records de l'Isle sera tenuë ouverte par le
Greffier tous les jours de la Semaine prochaine depuis neuf heures du
matin jusqu'à l'heure que le Comité jugera propre de continuer ses
recherches. Et pour entendre le Rapport dudit Comité & aviser plus
outre sur les sujets importans presentement en agitation, les Etats
ont remis leur tenuë à Mardi 16^{me} Juin 1789 à 10 heures du matin.
Les Etats en même tems ont cru devoir nommer dès à present leur
Agent pour passer en Angleterre lorsque les affaires seront prêtes,
Partant ils ont presentement nommé choisi & appointé Jean Duma-
resq Esc: Connétable de S: Pierre pour être l'Agent ou Deputé des
Etats de l'Isle de Jersey & pour paroître en cette qualité devant sa
Très Excellente Majesté & les Très Honorables Seigneurs de son Con-

seil Privé constituant ledit Jean Dumaresq Esc^r par ces presentes avec plein pouvoir & autorité suffisante & parfaite de représenter et agir pour les Etats de cette Isle dans toutes les affaires publiques presentement dependantes devant Sa Majesté en Conseil. Ledit Sieur Dumaresq est de plus chargé de renouveler⁽¹⁾ les instantes supplications de cette Assemblée auprès de Sa Majesté pour que le Jugement par Enquêtes soit retabli dans ce Pais en matieres civiles mixtes & criminelles, Les Etats étant encore presentement aussi fermement persuadés qu'ils l'ont été cy devant de la necessité d'un pareil Systeme tant par rapport à son Utilité que par rapport au voeu général du Pais. Les Etats ont de plus conformement audit Rapport presentement décidé d'employer un Conseil⁽²⁾ pour le soutien de la Proposition pour le retablisement des Enquêtes & au sujet de la Petition relativement à la Revision des Ordres du 2^me Juin 1786 & du 8^me Août 1787 & ont aussi dirigé le Greffier d'écrire une Lettre au Clerc du Conseil touchant les affaires en question dont la Teneur ensuit. Quelle Lettre avec le susdit Rapport & cet Acte inclus seront incessamment transmis à l'Office du Conseil.

Sir

I am directed by the States to acquaint you for the Information of the Right Honourable the Lords of the Committee of His Majesty's Most Honourable Privy Council that your Letter signifying their Lordships' intention of hearing the Parties on the political disputes in this Island about the middle of June enclosing two Representations of the Lieutenant Bailly, was communicated to them on the 30th day of May and not before. This long delay was accounted for by the President, who said that the Letter in question had been laying⁽¹⁾ at the Post Office for a fortnight and upwards without any Claimant owing to a mistake in the direction the letter being addressed to John De Carteret Esq^{re}, instead of Philip De Carteret Esq^{re}, the name of the present Lieutenant Bailly and his title of Lieutenant Bailly being likewise omitted on the direction. The papers above mentioned were read and instantly referred by the States to a Committee, who was directed to use all the diligence possible in preparing every necessary document and answers to the Representations of

(1) *Sic.* (2) Un Avocat, en anglais *Counsel*.

1789. William Charles Lempriere Esq^r Lieutenant Bailly. At the same time the States demanded an early day to be fixed for their meeting in order to hear the report of their Committee and be enabled to pay the promptest obedience to their Lordships' Commands.

The ensuing Thursday the 4th Instant was accordingly appointed being the first open day that could be fixed on account of a funeral in the present Lieutenant Bailly's family. ⁽¹⁾

The States being then assembled have received the Report of their Committee and are sorry to find for the reasons therein contained, and on account of the forms which they are under the necessity of observing and the almost impossibility on so short a notice of their Agent's arriving in time to give the requisite instructions to a Counsel on such a Mass of Matter as is now before their Lordships that, notwithstanding all the Expedition they feel themselves inclined to use it will not be in their power to be in readiness before the beginning of July.

The States trust that no unnecessary delays can be attributed to them as they only presume to request so much time to be allowed them, as it was intended they should have, had your Letter been received & communicated on the moment of it's arrival. Anxious as they and this Country in general are for the decision of the Important subjects now before the Committee of the Most Honourable Privy Council and particularly the Proposition for the reestablishment of Juries, they humbly presume to hope that this further allowance of time will meet with their Lordships' convenience and that they will then most graciously deign to hear the several Parties.

I am further directed by the States to inform you That it is their wish to be heard by Counsel on the Proposition for the reestablishment of Juries and on the Petition for the Revisal of His Majesty's Orders in Council of the 2nd of June 1786 and the 8th of August 1787 and by their Agent only on the several other points now depending before their Lordships.

I have the honor &c^a

To Stephen Cottrell Esq^r

(1) Il s'agissait du décès de D^{lle} Madeleine Gosset, femme de Philippe de Carteret jun^r Greffier (petit-fils de Philippe de Carteret, Lieutenant-Bailli). Voir Ex. 125, 30 Mai 1789.

Les Etats ont presentement choisi Guillaume Patriarche Esc^r un des Membres du Comité pour la Defense de l'Isle à la place de William Charles Lempriere Esc^r Lieutenant Bailly lequel refuse d'agir audit Comité & est presentement hors de l'Isle.

1789.

Les Etats ont autorisé Mons^r le Gouverneur, ⁽¹⁾ Nic^s Messervy Esc^r Justicier, Le Rev^d Docteur Du Pré, Recteur de S^t Helier & Jean Dumaresq Esc^r Connétable de S^t Sauveur de faire placer les Segments ⁽¹⁾ qui auroient été faits aux fraix du Public & à l'égard de la demande de Jean Rousset pour le Loyer d'iceux pour le tems qu'ils ont été en sa possession elle est referée au Committé pour la Defense de l'Isle.

Phil : Hamon Esc^r Centenier de S^t Helier ayant représenté aux Etats qu'il auroit sauvé une quantité de Plomb & vieux bois de l'Hopital Général qu'il auroit mis en lieu de sureté & auroit payé les fraix pour cet effet, Ce que considéré les Etats ont approuvé de sa Conduite & l'ont autorisé de faire vendre à l'Encan ledit Plomb & vieux bois afin que le produit après les fraix dudit Centenier deduits soit mis entre les mains du Tresorier dudit Hopital. Les Etats ont de plus dirigé le Committé dudit Hopital de s'assembler aussi tôt que possible pour examiner les Comptes de l'Hopital & prendre les mesures necessaires afin de placer dans les fonds publics l'argent appartenant audit Hopital qui peut avoir été reçu par Paul Le Mesurier Esc^r à Londres ou par le Trésorier dudit Hopital en cette Isle.

Etats tenus.

1789, 16 Juin.

L'An mille sept Cents quatre vingt neuf, le seizieme Jour de Juin.

Present Honorable Homme Lieutenant Colonel Phil. Fall Lieutenant Gouverneur de l'Isle de Jersey, &c^a.

Par devant Ph. De Carteret Esc^r Lieut^e etc. ; Assisté d'Edouard Le Maistre, François Marett, Nic^s Messervy, Phil. Robin, Jean Poingdestre, Jacq^s Hemery et Guillaume Patriarche Esc^r Jurés. Présens le Proc^r Général du Roi et le Deputé Vicomte, comme aussi Mons^r le Doyen et Mess^{rs} les Ministres &c. Mess^{rs} les Connétables etc. et Mess^{rs} les Centeniers Le Coûteur de S^t Jean & Hamon de S^t Helier.

(1) Sic.

1789. Charles Payn & Phile Le Hardy Esc^{rs} Justiciers sont en défaut excusés à cause de maladie.

Mons^r le Lieutenant Gouverneur ayant communiqué aux Etats une Lettre qu'il a reçue de la part de son Excellence le General Conway lui annonçant qu'après s'être appliqué à plusieurs reprises au Ministre pour obtenir la somme d'argent promise par le Gouvernement pour le retablissement de l'Hopital Général il a fait des sollicitations pressantes auprès de M^r Pitt Chancelier ⁽¹⁾ de la Trésorerie à cet effet & que M^r Pitt a promis que cela ne sera pas négligé : Dans quelle Lettre Son Excellence informe ledit S^r Lieut^e Gouverneur que Sa Majesté jouit d'une parfaite Santé. Les Etats sensibles de la Bienveillance de leur Gouverneur qui s'intéresse dans toutes les occasions pour ⁽¹⁾ la prospérité du Païs ressentent la reconnaissance la plus vive pour ses applications reiterées pour le retablissement dudit Hopital & les Etats ravis d'entendre que leur gracieux Souverain est dans une parfaite santé qui repand la joie dans le Coeur de tous ses sujets ont aujourd'hui requis Mons^r le Lieutenant Gouverneur de remercier son Excellence pour cette marque recente de son attention.

Paroissant par la Lettre du Clerk du Conseil dattée du 12^{me} du Courant qui vient d'être communiquée aux Etats par le President de l'Assemblée que le delai permis par les Seigneurs du Conseil touchant la Consideration des points en dispute devant eux est accordé sur la Representation & requête seulement des Etats eu regard aux difficultés qu'ils trouvoient à se preparer pour le tems premierement appointé : Les Etats dans la crainte que cette requête ne tourne à leur prejudice ou desavantage si les difficultés paroissent proceder de leur côté seulement prennent cette occasion de declarer que lorsque la premiere Lettre du Clerk du Conseil parut aux Etats il fut convenu de part et d'autre tant par les Membres de la Cour présens que par les Etats qu'il n'y avoit pas de possibilité d'être les uns ou les autres bien préparés pour le tems alors marqué, & qu'il fut également alors convenu qu'à la requête des uns et des autres le delai seroit sollicité ou qu'autrement le Deputé des Etats partiroit sur le Champ avec les pieces qui estoient prêtes afin de montrer une prompte & directe obeissance aux Ordres desdits Seigneurs. Et partant le Gref-

(1) *Sic.*

fiert est dirigé de transmettre ce present Acte incessamment au Clerk du Conseil pour l'Information desdits Seigneurs & pour leur presenter les remerciemens de l'Assemblée pour le delai permis jusqu'au 2^{me} Juillet, auquel Jour le Deputé des Etats paroîtra devant lesdits Seigneurs avec les Reponses & autres pieces & l'autorité des Etats dont il est chargé.

1789.

Les Etats se sont aujourd'hui assemblés en consequence de leur remise du 4^{me} du Courant. Les Membres du Comité appointé pour preparer les pieces necessaires à soutenir les points en contestation devant les Seigneurs du Conseil ont informé l'Assemblée qu'ils ont procedé sans delai à la charge qui leur etoit commise & ont continué leur⁽¹⁾ recherches pendant tout le cours de la Semaine derniere & encore hier : & ces Messieurs ont produit aux Etats plusieurs Actes tant de la Cour que des Etats qu'ils ont tiré⁽¹⁾ des Records à l'effet susdit. Ils ont aussi donné lecture des Reponses que ledit Comité etoit chargé de preparer aux deux Representations du Lieutenant Bailly, quelles Reponses n'étant pas entierement complétées n'ont pû être approuvées aujourd'hui mais ont été remises entre les mains dudit Comité pour y mettre fin & les reproduire aux Etats vendredi prochain à Midi auquel Jour & heure les Etats ont remis leur tenuë afin de donner leur approbation auxdites Reponses & donner leurs Ordres finals⁽¹⁾ à leur Deputé avant son Depart.

Le Rapport du Comité pour la Defense de l'Isle daté du 5^{me} Juin 1789 aiant été lu aux Etats par lequel il paroît que ledit Comité a recommandé huit Commissaires pour la Lotterie ordonnée par Acte des Etats du 25^{me} Avril dernier sçavoir Guillaume Patriarche Esc^r Jacques Pipon Esc^r Phil. Pipon Esc^r Phil. Dumaresq Esc^r Edottard Remon Esc^r Clement Hemery Esc^r Phil. Lerrier Esc^r Thomas Mallet Esc^r & Thomas Pipon fs. Jean Esc^r : Les Etats en ont approuvé & ont requis le Comité de prendre les mesures necessaires pour le tirage de ladite Lotterie de la même maniere qu'il fut fait pour la derniere & ont resolu que le net produit sera appliqué à la decharge des dettes publiques.

Le Rapport du Comité de l'Hopital Général a été produit aux Etats qui demeure approuvé à l'exception des Articles pour un Secre-

(1) *Sic.*

1789. taire & pour la proposition du Centenier Hamon de la Pâroisse de S^t Helier pour admettre plusieurs pauvres à la Charge de l'Isle, quels points demeurent logés au Greffe pour être pris en plus ample consideration. Les Etats ont en même tems ordonné que les Con^{bles} de l'Isle payeront chacun leur proportion des dettes pour les Pauvres à la Charge de l'Isle suivant au Tableau rapporté par ledit Comité entre les mains de Mons^r Phil. Lerrier Tresorier dudit Hopital dans six semaines à peine d'en payer l'Interêt. Et est Thomas Pipon Esc^r fils Josué un des Trustees dudit Hopital requis et autorisé d'ecrire à Paul Le Mesurier Esc^r l'autre Trustee & de le prier d'acheter des fonds à la Concurrence de l'argent qu'il a reçu des fonds appartenant audit Hopital & d'y joindre les vint cinq Livres Sterlings qui est le montant de la Legation faite audit Hopital par D^{lle} Elizth Pipon veuve du Reverend Phil. Messervy ⁽¹⁾ que ledit Sieur Pipon declara audit Comité être prêt de payer & ensuite de lui transmettre son Compte.

Etats tenus.

1789, 19 Juin.

L'An mill sept Cents quatre vint neuf le dix neuvieme Jour de Juin.

Present Honorable Homme Lieutenant Colonel Phil: Fall
Lieutenant Gouverneur &c^{ra}.

Par devant Phil. De Carteret Esc^r Lieutenant &c.; Assisté
d'Edo^d Le Maistre, Franç^s Marett, Nic^s Messervy, Phil. Robin,
Jean Poingdestre, Jacq^s Hemery & Guill^{ms} Patriarche Esc^{rs}
Jurés: Presens le Proc^s Général du Roi & le Deputé Vicomte
comme aussi Mons^r le Doyen & Mess^{rs} les Ministres &c., Mess^{rs}
les Connétables, etc. & Mess^{rs} les Centeniers Le Coûteur de
de S^t Jean & Hamon de S^t Helier.

Charles Payn & Phil. Le Hardy Esc^{rs} Justiciers sont en défaut excusés
par maladie.

Le Rev^d George Bertram Recteur de S^t Brelade est en défaut à
assister aux Etats.

Jean Dumaresq Esc^r Connétable de S^t Pierre lequel fut Deputé
par Acte des Etats du 4^{me} Juin 1789 ayant requis les Etats de joindre

(1) Recteur de S^t Brelade, 1718-33 (date de sa mort) et Vice-Doyen. Sa veuve
lui survécut environ 54 ans; elle mourut le 5 Mai 1787.

quelqu'un des Membres de cette Assemblée avec lui dans la Deputation dont il est chargé par le susdit Acte à cause de l'Importance des points qui sont dependans devant Sa Majesté en Conseil: Les Etats ont presentement nommé et député Jacques Hemery Esc^r du Corps de la Justice & l'ont autorisé conjointement avec ledit Sieur Dumaresq de paroître devant Sa Majesté en Conseil avec les mêmes pouvoirs & pour les mêmes fins contenuës dans l'Acte du 4^{me} Juin susmentionné.

1789.

Le Comité des Etats lequel fut requis par Acte du 30^{me} Mai 1789 de s'assembler pour prendre en consideration & preparer des Réponses à deux Representations du Lieutenant Bailly contre les Etats qui ont été transmises au President pour que les Etats y repondent, a aujourd'hui présenté lesdites Réponses lesquelles ont été approuvées par les Etats & il a été ordonné qu'elles seront signées par le Greffier & mises entre les mains de Jacq^r Hemery Esc^r Justicier & Jean Dumaresq Esc^r Connétable de S^t Pierre Deputés des Etats pour être par eux delivrées à l'Office du Conseil.

Phil. Le Hardy Esc^r Justicier de la Cour Royale ayant requis les Etats par le moyen d'une Lettre qui fut présentée à la dernière assemblée de vouloir bien prendre la première occasion de supplier Sa Très Excellente Majesté en Conseil de lui accorder sa decharge veu le mauvais état de sa santé qui le rend incapable de vaquer à ses devoirs tant de Juré-Justicier de la Cour Roiale que de Membre des Etats de cette Isle: Et les Etats ayant sur ce sujet entendu les proches Parens dudit S^r Le Hardy lesquels ont approuvé de son application pour les Raisons contenuës dans sa Lettre: & le Docteur Heriot qui a pansé ledit S^r Le Hardy pendant sa maladie ayant été aussi entendu devant l'Assemblée & delivré un Certificat signé de sa main comme il trouve ledit Sieur Le Hardy incapable de remplir les fonctions de son office à cause de sa mauvaise santé. Les Etats sont convenus en consequence & à la requête dudit S^r Le Hardy après l'information sus mentionnée d'adresser une humble supplication à Sa Majesté pour requerir sa decharge. Quelle adresse a été ce jour luë et approuvée dans les Etats & il est ordonné qu'elle sera signée par le Greffier & mise entre les mains de Jean Dumaresq Esc^r Connétable de S^t Pierre & Deputé des Etats pour être présentée à Sa Majesté & en obtenir les fins.

1789. Sur ce que par Acte des Etats de l'an 1788, le 21^{me} Jour de Janvier il fut ordonné que M^e Josué de S^{te} Croix seroit payé de la somme de cinq Cents septante six Livres dix neuf sous d'ordre pour les Interêts de l'Argent qui lui avoit été auparavant payé pour son Bateau depuis le 6^{me} Janvier 1781 jusqu'au 28^{me} Juin 1786, quelle somme ledit De S^{te} Croix n'a pû recevoir depuis vû qu'il n'est point statué par ledit Acte de qui il doit recevoir cette somme aujourd'hui les Etats ont ordonné que ladite somme sera immédiatement payée audit De S^{te} Croix par le Tresorier du Nouvel Impôt.

En consequence du Rapport du Comité de l'Hopital présenté aux Etats à leur dernière tenuë, Il est ordonné que les sous nommés étant Veuves & Enfants de soldats seront maintenus aux fraix de l'Jsle & Mons^r Phil. Lerrier demeure autorisé ⁽¹⁾ de leur payer à l'avenir les pensions suivantes : à Françoise Noiron Veuve d'Invalide deux Livres d'ordre la semaine ; à Thomas Bingham fils de soldat deux Livres, à Judith Badin fille de soldat une Livre quatre sous, à Marie Turner fille de soldat une Livre, à Elizth Taylor fille de soldat une Livre & à Marie Le Tublin veuve de soldat une Livre.

Etats tenus

1789, 27 Juillet.

L'An mille sept Cents quatre vint-neuf, le vint septième Jour de Juillet.

Present Honorable Homme Lieutenant Colonel Phil: Fall
Lieutenant Gouverneur de l'Jsle de Jersey &^{ca}.

Par devant Phil. De Carteret Esc^r Lieutenant &c. : Assisté d'Edo^d Le Maistre, Franç^s Marett, Nic^s Messervy, Phil. Robin & Jean Poingdestre Esc^{rs} Jurés ; present l'Avocat Général du Roi stipulant l'Office de Procureur Général du Roi, comme aussi Mons^r le Doyen & Mess^{rs} les Ministres etc., Mess^{rs} les Connétables etc. & Mess^{rs} les Centeniers Hamon de S^t Helier, Marett de S^t Jean, Binet de S^t Pierre & Mourant de S^t Sauveur.

Après le serment de M^e Edo^d Hacquoil, Guill^{me} Patriarche Esc^r Justicier a été exoiné par maladie.

Quelques Membres ayant suggeré que les Etats etoient incompetens pour agir, vû qu'il n'y a que cinq Juges avec le Lieutenant

(1) *Sic.*

Bailly sur le siege & que par certain Ordre du Roi & du Conseil en date de l'an 1784, le 6^me Jour d'Août, il est exigé la Majorité de chacun des trois Corps pour agir comme Etats, Les Etats ont considéré qu'il y a actuellement une vacance audit siege par Ordre du Conseil & qui ne peut être remplie avant la decision finale du procès assis entre Jacq^e Hammond Esc^t & Phil : Dumaresq gent : que le Corps des Juges ne consiste qu'en onze Membres & que cinq avec le President constitue une Majorité, partant ils ont jugé qu'ils etoient complets pour agir comme Etats. 1789.

Mons^r le Général Dauvergne ⁽¹⁾ ayant demandé permission aux Etats de faire dorer à ses fraix la Statuë du Roi qui est au haut du Marché public & de faire eriger une Ballustrade à l'entour du haut du pied d'Estal ⁽²⁾, Les Etats ont accepté l'Offre dudit S^r Dauvergne & lui en presentent leurs Remerciemens.

Ayant paru par un Extrait d'une Lettre de son Excellence le General Conway à Mons^r le Lieutenant Gouverneur que M^r Grenville secretaire d'Etat a ecrit à son Excellence pour l'informer que la Tresorerie a donné ordre pour le paiement de la somme de deux milles Livres Sterling pour le retablissement de l'Hopital Général, à qui-conque sera nommé par les Etats pour les recevoir, Les Etats en premier lieu ont de voix unanime presenté leurs remerciemens à son Excellence le General Conway tant pour cette affaire que pour ses soins paternels pour tout ce qui regarde le bien etre des Habitans de ce pays, Et ont de plus requis son Excellence de vouloir bien continuer ses bons services pour le recouvrement de la somme de quatre vint Livres Sterling qui est dûë pour le loyer annuel dudit Hopital depuis l'année 1783. Et en second lieu ils ont autorisé Paul Le Mesurier Esc^t un des Trustees pour l'Hopital Général de recevoir ladite somme de deux milles Livres Sterling & de la placer dans les cinq pour Cent. Et est le Greffier chargé de transmettre audit Sieur Le Mesurier Copie de ce present Acte sous le sçeau de l'Isle.

Mons^r le Lieutenant Gouverneur ayant cejourd'hui communiqué aux Etats une Lettre qui lui a été mise entre mains de la part de

(1) James Dauvergne, (fils Charles) oncle de l'Amiral Philippe d'Auvergne. Voir Vol. 6 des Bulletins, p. 69.

(2) *Sic.*

1789. M^r Edo^d Anley le Register⁽¹⁾ auquel elle a été adressée de la part des Officiers de la Douane à Southampton par laquelle il l'informe qu'ils ont lieu de craindre qu'il pourra y avoir du Grain & de la farine transportée⁽²⁾ de cette Isle en France ; Les Etats convaincus que l'exportation d'aucun de ces articles seroit des plus funestes à ce Païs & à tous les Habitans en général ont pris le sujet en consideration & ont expressement défendu à tous et un chacun soit Habitant ou Etranger de transporter hors du Païs aucune sorte de grain, farine ou pain excepté pour l'avitaillement⁽²⁾ de Navires, Vaisseaux ou Bateaux à peine de confiscation du Navire, Vaisseau ou Bateau, Agrès & appartenances & des articles susmentionnés qui seront trouvés au bord & de quatre Cents Livres d'amende vers chaque Contrevenant. Et sont les Maîtres de Navire, Vaisseau ou Bateau tenus d'informer les Offic^{rs} de Police de la Paroisse du Havre où ils sont du tems qu'ils se proposent de faire voile, afin qu'ils soient en état d'examiner lesdits Navires, Vaisseau⁽²⁾ & Bateaux & faute de telle Jnformation lesdits Maîtres seront sujets à une penalité de quatre Cents Livres d'amende, lesdites amendes applicables tiers au Roi, tiers aux Pauvres de la Paroisse où le delit sera commis & tiers à la Défense de l'Isle. Ce qui sera publié tant au lieu ordinaire du marché qu'aux Paroisses de cette Isle afin que personne n'en puisse prétendre cause d'Ignorance.

Etats tenus.

- 1789, 8 Août. L'An mille sept Cents quatre vint neuf, le huitieme Jour d'Août.

Present Honorable Homme Lieutenant Colonel Phil. Fall &c.
Par devant Phil : De Carteret Esc^r Lieutenant &c. : Assisté d'Edo^d Le Maistre, Nic^s Messervy, Phil. Robin, Jean Poingdestre, Jacq^s Hemery, Guill^me Patriarche & Jacq^s Amice Lempriere Esc^{rs} Jurés, présens Mons^r le Doyen & Mess^{rs} les Ministres &c., Mess^{rs} les Connétables &c. et Mess^{rs} les Cent^{rs} Le Couteur de S^t Jean & Hamon de S^t Helier.

Franç^s Marett Esc^r Justicier est en défaut à assister aux Etats.

(1) Enregistreur des Certificats. Pour plus amples renseignements sur cette charge, voir Actes des Etats du 12 Janv. 1685-6.

(2) Sic.

L'Importation frauduleuse des Vaches, Genisses, Veaux & Taureaux de France étant devenuë un objet très alarmant pour le Païs, en ce qu'elle contribue non seulement à faire monter la viande de Halle à un prix exorbitant mais qu'elle menace de plus d'une ruine totale une des branches les plus avantageuses du Commerce de l'Isle avec l'Angleterre, les Etats ont jugé necessaire d'ordonner. 1789.

ARTICLE 1.

Que quiconque introduira dans cette Isle soit Vache, Genisse, Veau ou Taureau de France sera sujet à une amende de deux Cents Livres pour chèque piece de Betail ainsi introduite, en outre la Confiscation du Betail, du Bateau & de ses Agrès & tout Matelot employé pour lors au bord dudit Bateau, sera obligé d'en faire declaration dans vint quatre heures pour le plus tard après son arrivée au Connétable ou à un des Centeniers de la Paroisse où le Betail aura été débarqué, sous peine de cinquante Livres vers chèque Contrevenant l'une et l'autre amende & la Confiscation applicables un tiers au Roi & les deux autres tiers au benefice des Pauvres de la Paroisse ; celui (tant Maître que Matelot) qui dans ces circonstances sera trouvé insolvable sera puni par un Emprisonnement de six mois.

ARTICLE 2.

Que tout Maître de Bateau qui introduira des boeufs dans cette Isle sera tenu de les débarquer dans l'un ou l'autre des Havres de St^e Helier ou de St^e Aubin & non ailleurs & sera obligé auparavant de les mettre à terre d'en donner Jnformation au Connétable ou en son absence à un des Centeniers de la Paroisse où il abordera, sous peine de confiscation dudit Betail, Bateau et agrès ; etant defendu d'en débarquer dans aucune autre partie de l'Jsle sous les mêmes peines.

ARTICLE 3.

Que tout Maître de Bateau qui aura à son bord soit Vache, Genisse Veau ou Taureau des Jsles voisines sujettes de Sa Majesté Britannique sera obligé sous les peines portées par l'Article second, d'observer les regles etablies par ledit Article etant de plus tenu de produire au Connétable ou en son absence à un des Centeniers de l'une des deux Paroisses où il lui est permis de les débarquer, un Affidavit que ledit Bétail est du crû & produit de l'Jsle dont il sera prétendu être apporté.

G

1789.

ARTICLE 4.

Que toute Vache Genisse Veau ou Taureau venus de France qui seront confisqués seront tués sur le Champ & la viande en sera distribuée ou vendue pour le Benefice des Pauvres de la Paroisse où ils seront saisis.

ARTICLE 5.

Que lorsqu'un Maitre de Navire aura à son bord soit Vache, Genisse Veau ou Taureau pour les passer en Angleterre ou ailleurs, il sera sujet, auparavant d'obtenir un Passe-port, de donner sous son seing à Mons^r le Gouverneur une Liste qui designera le Betail le nom de la Paroisse du Vendeur dudit Betail sous peine vers le Maitre du Navire qui sera convaincu d'avoir donné un faux Rapport ou d'avoir usé d'aucune fraude à cet égard de la somme de mille Livres applicable tiers au Roi & les deux autres tiers à l'Hopital Général.

ARTICLE 6.

Que tout Maitre de Vaisseau qui transportera soit Vache, Genisse Veau ou Taureau hors de cette Jsle sera tenu de produire au Gouverneur un Certificat signé par la personne qui a vendu tel Bétail, designant que telle Vache, Genisse Veau ou Taureau est de son crû, ou autrement de qui il les a eues & de quel âge & si il les a eues comme étant du crû de cette Jsle. Et toute personne qui donnera un faux Certificat en vendant ou disposant de tel Betail sera sujet à une penalité de Cent Livres applicables comme les penalités du 5^{me} Article.

ARTICLE 7.

Que tout Maitre de Vaisseau qui transportera soit Vache, Genisse Veau ou Taureau hors de cette Jsle, sera tenu d'entrer en obligation avec le Gouverneur sous la penalité de Cent Livres par chaque piece de Betail, qu'il produira audit Sieur Gouverneur au retour du même voyage un Certificat ou décharge signé de l'Officier de la Coûtume du lieu où tel Betail aura été débarqué écrit sur le dos du Passeport même & non ailleurs comment telle quantité de Betail & non plus a été débarquée & faute à tel Maistre de reproduire ledit Passeport avec le Certificat sur le dos, la penalité susmentionnée sera adjugée contre tel Maitre de Vaisseau & sera appliquée comme les penalités du 5^e Article.

ARTICLE 8.

1789.

Que tout Maitre de Vaisseau qui transportera soit Vache, Genisse Veau ou Taureau hors de cette Isle par les Havres de St^t Helier ou St^t Aubin sera tenu de produire au Maitre de port immédiatement avant sa sortie le Passe port du Gouverneur contenant la Liste du Betail qu'il va transporter sous peine de mille Livres applicables comme à l'article cinquieme & le Maitre de Port sera tenu de s'assurer que le même nombre & qualité de Betail est à son bord comme est contenu sur ledit Passeport & si il s'en trouve plus ou moins d'empêcher la sortie de tel Vaisseau & d'en informer sur le Champ le Gouverneur & si tel Vaisseau part d'aucune autre partie de l'Jsle que desdits Havres de St^t Helier ou St^t Aubin, alors le Maitre de tel Vaisseau, s'adressera au Connétable ou à l'un des Centeniers de la Paroisse d'où le Vaisseau doit faire voile sous la même pénalité & l'Officier de la Police de cette Paroisse remplira dans ce cas là le devoir imposé cydessus aux Maitres de Port. Finalement les Etats ont ordonné que les susdits Articles seront incessamment publiés tant au lieu ordinaire du Marché qu'à chacune des Paroisses de cette Isle afin que personne n'en prétende cause d'ignorance.

Ann Paradise Veuve de soldat Invalide, ayant humblement requis les Etats de lui accorder une somme d'Argent suffisante pour la faire passer en Angleterre afin de se rendre à la Paroisse de sa Naissance ou celle de son Mari pour là subsister et être maintenuë ; Les Etats prenant la situation de cette femme en Consideration ont chargé Phil : Hamon Esc^t Centenier de St^t Helier de lui fournir ce qu'il croira necessaire pour son Passage & pour sa subsistance pendant le Passage en Angleterre & ont ordonné qu'il sera remboursé par le Trésorier de l'Hopital.

Etats tenus.

1789, 15 Août.

L'An mille sept Cents quatre vint neuf, le quinzisième Jour d'Août.

Present Honorable Homme Lieutenant Colonel Phil. Fall
Lieutenant Gouverneur, etc.

Par devant Phil. De Carteret Esc^t Lieutenant &c. ; Assisté
d'Edo^t Le Maistre, Franç^t Marett, Nic^t Messervy, Phil. Robin,

1789. Jean Poingdestre, Jacq^e Hemery & Jacq^e Amice Lempriere Esc^{rs} Jurés ; présens Mons^r le Doyen, Mess^{rs} les Ministres &c., Mess^{rs} les Connétables &c., & Mess^{rs} les Cent^{rs} Hamon de S^t Helier & Le Coûteur de S^t Jean.

Après le serment du Rev^d Amice Bisson, Guill^{ms} Patriarche Esc^r Justicier demeure exoiné par maladie.

[Suit, dans l'original, un Ordre du Conseil relatif à la procédure en matière criminelle, etc., déjà imprimé au Vol. 4 des Ordres du Conseil, p. 208-210.]

Les Etats s'étant aujourd'hui assemblés pour entendre le Rapport de Jacq^e Hemery Esc^r Juré-Justicier & Jean Dumaresq Esc^r Connétable de S^t Pierre leur ⁽¹⁾ Deputés en Angleterre pour obtenir le rétablissement du Jugement par Enquête & pour plusieurs autres affaires en conteste entre les Etats & la Cour dependantes devant le Roi & son Conseil : Les Etats sont d'opinion que lesdits Jacq^e Hemery & Jean Dumaresq Esc^{rs} se sont bien acquittés de leur Deputation et partant les prient de vouloir bien en recevoir leur ⁽¹⁾ remerciemens : Et Franç^e Ricard Esc^r Connétable de S^t Ouën est autorisé de faire tirer deux Copies de ce present Acte en parchemin & de les presenter au nom des Etats aux susdits Jacques Hemery & Jean Dumaresq Escuiers.

Etats tenus

1789, 15 Sept.

L'An mille sept Cents quatre vint neuf, le quinziesme Jour de Septembre.

Present Honorable Homme Lieutenant Colonel Phil. Fall
Lieutenant Gouverneur etc.

Par devant Phil. De Carteret Esc^r Lieutenant &c. ; assisté d'Edo^d Le Maistre, Franç^e Marett, Nic^e Messervy, Phil. Robin, Jean Poingdestre, Jacq^e Hemery, Guill^{ms} Patriarche & Jacq^e Amice Lempriere Esc^{rs} Jurés ; Présens les Officiers du Roi comme aussi Mons^r le Doyen & Mess^{rs} les Ministres &c., Mess^{rs} les Connétables &c. & Mess^{rs} les Cent^{rs} Hamon de S^t Helier & Le Coûteur de S^t Jean.

(1) Sic.

L'Assemblée des Etats étant convoquée aujourd'hui par Phil. De Carteret Esc^r lequel est appointé Lieutenant Bailly pendant l'Absence ou l'Indisposition de William Charles Lempriere Esc^r Et ledit William Charles Lempriere Esc^r étant de retour dans cette Isle : la question a été muë & débattuë Sçavoir si ledit Phil : de Carteret Esc^r est dument autorisé d'agir en qualité de President de cette assemblée sans qu'il paroisse aux Etats par quelque voye legitime que ledit Sieur Lempriere est tellement indisposé qu'il ne puisse remplir ses fonctions de President des Etats : Il a été en même tems deliberé sçavoir si ledit William Charles Lempriere Esc^r lequel remplit l'Office et la place d'un des Jurés Justiciers de cette Isle n'est point sujet à assister aux Etats également comme les autres Jurés-Justiciers de la Cour à moins qu'il n'envoie une personne pour l'exoier par serment comme la Loi l'Exige positivement : Tout quoi a été murement considéré & il a été trouvé par l'Assemblée presente que les Etats ne sont point complets ni competens d'agir aux affaires publiques d'autant qu'il n'a paru aucune preuve ni Acte juridique de l'Indisposition dudit Sieur Lempriere.

Etats tenus.

1789, 27 Oct.

L'An Mille sept Cents quatre vingt neuf, le vint septieme Jour d'Octobre.

Present Honorable Homme Lieutenant Colonel Phil. Fall
Lieutenant Gouverneur etc.

Par devant Phil. De Carteret Esc^r Lieutenant &c. ; assisté d'Edo^d Le Maistre, Franç^s Marett, Nic^s Messervy, Phil. Robin, Jean Poingdestre, Jacq^s Hemery, Guill^m Patriarche & Jacq^s Amice Lempriere et Charles de la Garde Esc^r Jurés ; Présent le Procureur Général du Roi comme aussi Mons^r le Doyen & Mess^{rs} les Ministres &c., Mess^{rs} les Connêtables &c. & Mess^{rs} les Cent^{rs} Hamon de S^t Helier & Le Coûteur de S^t Jean et Nicolle de S^t Martin.

Après le serment de Phil. Nicolle Esc^r, M^r Phil. Collas, Connêtable de St. Martin demeure exoiné par maladie.

Phil. De Carteret Esc^r lequel est appointé Lieutenant Bailly durant l'absence ou Indisposition de Will^m Cha^s Lempriere Esc^r Lieut^t

1789. Bailly aiant cejourd'huy convoqué les Etats Et les Etats satisfaits que ledit Sieur Lempriere est absent de l'Isle ont jugé à propos de proceder sans delai aux affaires importantes qui sont presentement devant eux.

Le President des Etats ayant présenté certain Ordre de Sa Très Excellente Majesté en Conseil daté le 8^{me} Jour d'Août 1789 au sujet du Maniment & de la direction du Revenu des Impôts sur les vins & autres Liqueurs étrangères introduites en cette Isle par lequel le Gouverneur Bailly & Jurets de la Cour Roiale sont dirigés de mettre devant les Etats de cette Isle pour leur approbation le Plan des nouveaux Travaux proposés pour la perfection des Havres : Les Etats après Lecture dudit Ordre ont ordonné qu'il sera enregistré dans le Livre des Etats : Et paroissant que W^m Charles Lempriere Esc^r L^t Bailly un des Membres du Comité des Chaussées seroit absent de l'Isle & que Phil. Le Hardy Esc^r autre Membre dudit Comité auroit depuis peu obtenu sa decharge de Juré Justicier : les Etats ont choisi Guill^{ms} Patriarche et Jacq^s Amice Lempriere Esc^r Justiciers pour être membres dudit Comité à la place desdits Sieurs Lempriere & Le Hardy & est le susdit Comité requis de s'assembler pour examiner & prendre en consideration les plans pour les Havres de St. Helier & St. Aubin qui ont été mis cejourd'hui devant l'Assemblée en obeissance audit Ordre afin d'en faire rapport aux Etats.

[*Suivent, dans l'original, pp. 154-159, deux Ordres du Conseil, concernant l'Administration du revenu de l'Impôt, les Havres et Chaussées, etc., et la démission de Philippe Le Hardy comme Juré-Justicier. Voir Vol. 4 des Ordres du Conseil, p. 211 et sequ.*]

Ayant paru aux Etats un Acte de la Cour Royale daté de hier par lequel ladite Cour Royale recommande aux Etats de passer un Acte & declaration qui previenne toutes personnes de se prevaloir du delai de Justice qui a eu lieu depuis peu pour s'en servir en quelque cause ou par quelque voye que ce soit & cela pour les raisons contenues audit Acte : Les Etats prenant le sujet en consideration ont trouvé juste et raisonnable d'ordonner que les actions, procedures & diligences qui etoient en force lorsque le susdit delai de Justice a commencé demeureront dans la même force & vertu nonobstant l'In-

1789.
 interruption du Cours de la Justice, partant il ne sera point legal pour personne de s'en prevaloir dans la vue d'etablir la prescription d'Instance ou de droit en quelque Cause ou par quelque voye que ce soit, Ce qui sera publié tant au lieu ordinaire du marché Samedi prochain que le Dimanche ensuivant dans toutes les paroisses de cette Isle afin que personne n'en puisse pretendre cause d'Ignorance.

Une humble requête ayant été présentée aux Etats de la part d'Elizth Stanton femme de Will^m Stanton soldat dans les Invalides & adressée à Mons^r le Lieut^t Gouverneur suppliant de lui accorder pour elle & ses enfans de l'argent suffisamment pour les conduire en Angleterre à l'endroit où ils doivent resider avec promesse de ne revenir point à la charge de ce Pais: Les Etats ont pris en consideration ladite requête & ont chargé Phil. Hamon Esc^r Centen^r de St^t Helier & Phil. Lerrier Esc^r Tresorier de l'Hopital de fournir à ladite Stanton autant d'argent comme ils croiront necessaire pour la conduire elle & sa famille au lieu de leur destination en Angleterre.

Thomas Pipon Esc^r un des Trustees de l'Hopital General ayant communiqué aux Etats une Lettre de Mess^{rs} Le Mesurier & Secretan qui annonce qu'ils ont placé au Credit dudit Hopital la somme de vint Livres Sterling qui est la legation faite audit Hopital par Dem^{lle} Elizth Seale, Les Etats ont ordonné que ladite Lettre sera entrée dans le Livre des Evidences qui concernent ledit Hopital.

Jean Dumaresq Esc^r Connetable de St^t Pierre ayant déclaré à l'Assemblée qu'il a reçu une Lettre de Paul Le Mesurier Esc^r qui recommande aux Etats de placer l'argent de l'Hopital dans les trois pour Cent de Banque consolidée plutôt que dans les cinq pour Cent & cela pour les raisons contenuës dans ladite Lettre; Les Etats ont approuvé de l'avis donné par ledit Sieur Le Mesurier & ont autorisé ledit Sieur Dumaresq de lui ecrire à cet effet & l'autoriser au nom des Etats de placer l'argent sus mentionné dans lesdits fonds de trois pour Cent nonobstant l'Acte des Etats qui en ordonnait autrement.

Lecture ayant été cejourd'hui donnée aux Etats de differens Rapports du Comité de l'Hopital Général datés l'11^{me} Juin, 20^{me} Août, 19^{me} Sept^r, 24^e Sept^r & 3^{me} Octobre 1789, Les Etats en ont approuvé & ont ordonné que la somme de trois Cents nonante huit Livres

1789. argent d'ordre le montant de la Bannie contenuë au Rapport du 3^{me} Octobre 1789 sera payée par le Tresorier de l'Hopital par ordre du Comité comme aussi les fraix encourus en consequence des tenuës sus mentionnées.

Etats Genus.

1789, 31 Oct. L'An mille Sept Cents quatre vint neuf, le trente-unième Octobre.

En présence d'Honorable Homme Lieut. Colonel Phil. Fall &c.
Par devant Phil : De Carteret Esc^r Juré Justicier, Lieuten^t
Bailly, president de l'Assemblée, Edo^d Le Maistre⁽¹⁾
Vénérable Hom^e François Le Breton Recteur de St. Sauveur,
le Rev^d Jean La Cloche Rect^r de la Trinité, le Rev^d Franç^s
Valpy, Rect^r de St^e Marie, le Rev^d Amice Bisson Rect^r de
St^e Laurens, le Rev^d Franç^s Le Coûteur Rect^r de Grouville, le
Rev^d George Bertram Rect^r de St^e Brelade, le Rev^d Thomas
Syvret Rect^r de St^e Jean, le Rev^d Doct^r Edo^d Du Pré, Rect^r de
St^e Helier, le Rev^d Clem^t Dumaresq, Rect^r de St^e Clement, Jean
Dumaresq Esc^r Con^{ble} de St^e Pierre, Jacq^s Pipon Esc^r Con^{ble} de
St^e Brelade, M^r Nicolas Arthur Con^{ble} de St^e Marie, Jean Le
Coûteur Esc^r Cent^r de St^e Jean, Pierre Mauger Gent. Con^{ble} de
St^e Laurens, M^r Phil. Pinel Con^{ble} de la Trinité, M^r Phil. Collas
Con^{ble} de St^e Martin, Jean Dumaresq Esc^r Con^{ble} de St^e Sau-
veur, M^r Franç^s Amy Con^{ble} de Grouville, Aaron de Veulle
Esc^r Con^{ble} de St^e Clement & Phil. Hamon Esc^r Cent^r de
St^e Helier.

Franç^s Ricard Esc^r Con^{ble} de St^e Ouen est en defaut a assister aux Etats.

Mons^r le Lieutenant Gouverneur ayant communiqué aux Etats une Lettre de Thomas Durell Esc^r datée du 27^e du courant qui lui annonce que hors de la quantité de Grain promis par les Actes de Parlement d'être transporté du Port de Southampton pour la consommation de cette Isle & des Isles voisines, il ne restoit plus alors que Cinq Cents Quartiers pour completer la somme total⁽²⁾ accordée à

(1) Mêmes Jurés qu'à la séance précédente.

(2) Sic.

toutes les Isles, pour cette présente année ; Les Etats prenant le sujet en consideration & allarmés du Mal qui pourroit arriver si le Païs venoit à manquer de Grain ou Farine, ont trouvé convenable d'adresser incessamment une humble requête à Sa Majesté, la suppliant de permettre une augmentation de sept Cents cinquante Quartiers de Grains pour la consommation de cette Isle seulement jusqu'au 25^e Decembre prochain, ladite augmentation étant jugée par les Etats necessaire pour subvenir aux besoins des Habitans de cette Isle, de la Garnison, et des Troupes de Sa Majesté qui y sont en quartier ; Et le Comité pour la défense de l'Isle est présentement autorisé de preparer dès Aujourd'hui ladite Requête pour être signée du Greffier au nom des Etats & ensuite mise entre les Mains de Mons^r le Lieuten^t Gouverneur lequel est requis de la transmettre au Secretaire d'Etat.

1789.

Etats tenus.

1789, 7 Dec^{bre}

L'An Mil sept Cents quatre vint neuf, le septieme Jour de Decembre.

Présent Honorable Homme Lieutenant Colonel Phil. Fall
Lieutenant Gouverneur etc.

Par devant Phil. de Carteret Esc^r Juré-Justicier, Lieutenant
&c. Président de l'Assemblée ; etc.

Après le Serment de Phil. Nicolle esc^r, M^r Phil. Collas, Con^{ble} de
St Martin, demeure exoiné à cause de Maladie.

Ayant parû aux Etats que quelques membres de cette Assemblée ont reçu des Lettres de Londres qui les informent que William Charles Lempriere Esc^r un des Jurés Justiciers de la Cour Royale de cette Jsle, a depuis peu fait une Resignation de son Office de Juré Justicier à l'Office du Conseil & qu'il a plu à Sa Majesté accepter de ladite Resignation : Les Etats considerant que si le fait est tel qu'il est annoncé presentement et qu'il existe effectivement une Vacance sur le Siège de Justice quoique les Etats n'en ayent pas une connoissance par eux-mêmes, il pourroit resulter un doute jusqu'où les Etats sont competens de passer des Loix & ordonnances en ce que les douze Jurés, les douze Ministres & les douze Connétables forment la Constitution de cette Assemblée & à cause des termes exprès de l'Ordre de

H

1789. Sa Majesté en Conseil du 28^e Mars 1771 qui s'exprime ainsi : "And His Majesty doth hereby order that no Laws or ordinances whatsoever which may be made provisionally or in view of being afterwards assented to by His Majesty in Council shall be passed but by the whole Assembly of the States of the said Island," Les Etats dans la Vuë de prevenir toutes difficultés qui pourroient naître à ce sujet & afin de ne pas rester dans une incertitude à l'Egard de leur competence & de la Legalité de leur procedé ont trouvé nécessaire de diriger le Greffier d'écrire & transmettre incessamm^t ce present Acte au Clerck⁽¹⁾ du Conseil pour avoir information d'une maniere autentique si la Resignation dudit Will^m Cha^r Lempriere Esc^r est actuellement admise & acceptée par Sa Majesté en Conseil.

Paroissant que le Louage du service du Bateau de santé sera expiré le 31^e de ce présent mois, Les Etats ont requis et autorisé le Comité des Chaussées de s'assembler Samedi 19^e Jour dudit Mois à Midi chez M^r Phil. Lys à S^t Helier pour exposer publiquement le Louage du service dudit Bateau au Rabais conformément aux Règlemens qui furent faits par ledit Comité l'An 1786, le 13^e jour de Nov^{bre} ce qui sera affiché à S^t Helier & S^t Brelade ; Etant Mons^r le Lieuten^t Gouverneur requis d'y assister.

Le Comité de l'Hopital est requis de s'assembler aussi tôt que possible pour examiner les Comptes de Paul Le Mesurier Esc^r au sujet dudit Hopital, & est ledit Comité autorisé de faire revêtir les Pauvres à la Charge de l'Isle qui en auront besoin.

Mons^r le Lieuten^t Gouverneur a cejourd'hui présenté à l'Assemblée des Etats une Lettre à lui adressée par M^r Grenville Secrétaire d'Etat renfermant Copie d'un Ordre de Sa Très Excellente Majesté en Conseil portant date de l'11^e Nov^{bre} 1789, par quel Ordre il paroît qu'il a plu à Sa Majesté de prendre en consideration la petition des Etats & de leur accorder leur demande pour une quantité de sept Cents cinquante Quartiers de Grain outre celle qui reste à importer de Southampton dans cette Isle & les Jsles Voisines : Les Etats touchés de la Bonté & des soins paternels de Sa Majesté envers les Habitans de ce Pays en ressentent la plus vive reconnoissance & en même tems presentent leurs remerciemens à Mons^r le Lieuten^t Gou-

(1) *Sic.*

verneur pour l'attention & les peines qu'il a prises pour appuyer
auprès de Sa Majesté la Requête des Etats : Les Etats ont ordonné
que ladite Lettre & ledit Ordre seront entrés sur le Livre de cette
Assemblée. 1789.

Dequel Lettre & Ordre la Teneur ensuit.

Whitehall 16th Nov: 1789.

Sir

The Papers which you transmitted to me, relative to the apprehensions entertained of a scarcity of Corn in the Island of Jersey, for the supply of the Inhabitants and Garrison during the remainder of the present Year having been laid before His Majesty in Council, His Majesty has been pleased to make an Order in Council thereon, of which the enclosed is a Copy.

I have at the same time, received the King's Orders to direct that the utmost attention should be given on your part to prevent any exportation of Corn from the Island of Jersey, as many circumstances seem to render it probable that the price of Corn, may be such in this Country, as to prevent any further supply being sent to Jersey, in the course of next year, beyond the quantity, which is now allowed by Act of Parliament.

I am, Sir,

Your most obedient humble Servant

Sign'd: W. W. Grenville.

Lieut. Governor Fall.

[Suit l'Ordre du Conseil ci-dessus mentionné, par lequel il est permis d'expédier à Jersey une quantité supplémentaire de grain et de farine. Cet Ordre est imprimé au Vol. 4 des Ordres du Conseil, p. 225.]

1789, 24 Déc.

L'An mille sept Cents quatre vint neuf, le vint quatrième
Jour de Decembre.

Présent Honorable Homme Lieutenant Colonel Phil. Fall
Lieutenant Gouverneur etc.

Etats tenus Par Phil. de Carteret Esc: Juré-Justicier
Lieutenant Bailly President de l'Assemblée ; etc.

Après le serment de Guill^m Patriarche Esc: le Reverend Docteur
Edouard Du Pré Rect: de St: Helier demeure exoiné par maladie.

1789. . Les Etats ont aujourd'hui pris en consideration le rapport du Comité des Chaussées, au sujet du Havre de St^t Helier, qui fut logé au Greffe le 7^{me} de Decembre dernier & ont approuvé ledit Rapport, lequel leur recommande l'adoption du Plan proposé aux Etats par le Gouverneur, Bailly et Jurés pour l'aggrandissement dudit Havre de St^t Helier, & partant le Plan proposé comme dit est, demeure approuvé.

Duquel Rapport la Teneur ensuit.

“ L'An mille sept Cents quatre vint neuf, le cinquième Jour du mois de Novembre Le Comité a pris en consideration le Plan présenté aux Etats par Mons^r le Gouverneur & la Cour pour l'aggrandissement du Havre de St^t Helier & a lû les différentes pièces produites à l'Assemblée dudit Sieur Gouverneur & de la Cour, tant au sujet du Plan approuvé par ladite Assemblée que les raisons qui lui ont été offertes par écrit contre ledit Plan ; Le Comité a résolu de recommander aux prochains Etats l'adoption dudit Plan pour le Havre de St^t Helier, se fondant principalement sur l'approbation qui en a été donnée par une très grande pluralité des Négocians & Maitres Mariniers de la Paroisse de St^t Helier, lesquels y sont les plus essentiellement intéressés. Le Comité a de plus décidé de s'assembler de mercredi en huit Jours à Saint Aubin à onze heures du matin chez M^{re} Gallen pour prendre en Considération le Plan présenté pour ce lieu.”

Les Etats ont aujourd'hui délibéré sur la proposition qui fut logée au Greffe le 7^{me} Decembre 1789 dont la teneur ensuit :

“ Les Etats ont aujourd'hui pris en consideration les rapports du “ Comité des Chaussées au sujet du Havre de la Tour et Chaussée de “ St^t Aubin datés du 18^{me} & du 25^{me} Novembre dernier qui furent “ logés au Greffe le 7^{me} Jour de Decembre ensuivant & ont en même “ tems entendu la Lecture d'une Requête signée des Propriétaires des “ Maisons & Terrains bordant sur ledit Havre qui fut lû & logée le “ même Jour. Les Etats après avoir dûment délibéré & réfléchi sur “ ce sujet important ont été d'opinion que le Plan qui leur est recom- “ mandé par ledit Comité pour la perfection & aggrandissement dudit “ Havre est préférable à celui qui a été adopté & leur est proposé par “ le Gouverneur, Bailly & Jurés, partant souhaitent avoir une Con-

1789.
 “ference avec lesdits Sieurs Gouverneur, Bailly & Jurés à cet égard,
 “pour voir si après une communication d’Idées & d’Informations ils
 “pourront convenir & s’accorder ensemble sur le Plan qui sera mis en
 “execution. Les Etats ont en même tems delibéré sur le sujet de la
 “requête susmentionnée & après mure consideration & examen du
 “Plan de l’ouvrage proposé qui fut aussi logé le même jour en ont
 “approuvé & accordé auxdits Propriétaires les fins de leur^{de} requête
 “envisageant les ouvrages proposés par eux comme un bien public;
 “partant ont autorisé le Comité des Chaussées de voir que lesdits
 “Ouvrages soient mis en execution et perfectionnés d’une manière
 “solide & durable et pour le plus grand avantage du Commerce & de
 “la Navigation de cette Jsle.” Après que le sujet a été amplement
 débattu Les Etats ont jugé à propos de parvenir à la Conference
 proposée avec le Gouverneur, Bailly et Jurés avant de decider sur
 aucune partie de ladite proposition : Quelle Conference a été fixée
 d’accord des uns et des autres à Samedi 2^{me} Janvier 1790 dans la
 Cohuë Roïale à dix heures du matin.

Mons^r le Lieutenant Gouverneur ayant proposé aux Etats s’il
 seroit point nécessaire de faire application pour que partage soit fait
 entre cette Jsle & les Jsles voisines de la quantité de Grain & de
 farine qui leur est ottroyée par le Parlement ; Les Etats ont requis et
 autorisé le Comité pour la Défense de l’Isle de s’assembler pour
 prendre le sujet en consideration.

1790, 2 Janvier.

L’An mille sept Cents nonante, le deuxième Jour de Janvier.

Present Honorable Homme Lieutenant Colonel Phil. Fall

Lieut^t Gouverneur de l’Isle de Jersey etc.

Etats tenus Par Phil. de Carteret Esc^t etc. Lieutenant
 etc. Président de l’Assemblée ; etc.

Après le serment de Jean Le Couteur Esc^t le Rev^d Thomas Sivret
 Recteur de S^t Jean demeure exoiné par maladie.

Messieurs le Lieutenant Gouverneur, Lieutenant Bailly & Jurés
 s’étant assemblés ce matin pour examiner & prendre en consideration
 le Plan pour le Havre de S^t Aubin mis par le Comité des Chaussées
 devant les Etats pour leur approbation, ont informé les Etats qu’ils

1790. n'ont point suffisamment examiné ledit Plan pour être à portée de venir à une decision sur le sujet mais qu'ils en ont remis la Consideration à un autre jour afin d'être informés d'une maniere plus parfaite dans une affaire de si grande importance au bien être du public ; Les Etats dans la vuë de mettre toutes personnes à même d'offrir leurs raisons pour et contre ledit Plan d'une maniere aussi etendue qu'il est possible ont requis le Comité des Chaussées de se transporter sur les Lieux à S^t Aubin de mardi prochain en huit Jours pour examiner derechef les Plans proposés pour le Havre de ce lieu & entendre toutes personnes qui souhaiteront leur donner des Jnformations en toutes leurs raisons ou objections à l'égard des plans pour ledit Havre.

En consequence du souhait des Etats à leur dernière tenuë Jean Dumaresq Esc^r. & Jacq^s Hemery Esc^r. Deputés des Etats ont donné Lecture de l'Etat qu'ils ont préparé de la maniere de proceder à la Cour Roïale en toutes Causes criminelles, Civiles & mixtes et de ce qu'ils conçoivent être la vraye loi criminelle du Païs pour transmettre aux Seigneurs du Conseil conformément à l'ordre desdits Seigneurs en datte du 21^{me} Juillet 1789.

1790, 11 Janvier.

L'An mille sept Cents nonante, l'onzième Jour de Janvier.

Present Honorable Homme Lieutenant Colonel Phil. Fall
Lieutenant Gouverneur de l'Isle de Jersey etc.

Etats tenus Par Phil. De Carteret Esc^r etc. Lieutenant
Bailly, &c., Président de l'Assemblée ; etc.

Phil. Robin Esc^r Justicier est en défaut à assister aux Etats.

Le Rev^d Thomas Sivret, Rect^r de S^t Jean est en défaut excusé par maladie.

Jean Dumaresq Esc^r Connétable de S^t Sauveur est en défaut à assister aux Etats.

Le Greffier aiant donné Lecture aux Etats d'une Lettre de William Fawkener Esc^r Clerk du Conseil du Roi dans laquelle il lui dit pour l'information des Etats (en consequence de leur souhait d'avoir une Jnformation authentique) que la requête de William

1790.

Charles Lempriere Esc^r à sa Majesté en Conseil priant d'être déchargé de son Office de Juré Justicier de la Cour Roïale fut présentée par son Agent le 24^me Octobre dernier :—Que le 4^me Novembre ensuivant ladite requête fut référée par le Roi à un Comité du Conseil pour les affaires de Jersey & de Guernesey : Que l'onzième du même mois les Seigneurs du Comité firent un Rapport sur le sujet en faveur de l'application & que le même jour ledit Rapport fut mis devant Sa Majesté en Conseil & approuvé. Et que l'ordre qui accorde audit Sieur Lempriere sa decharge de son office de Juré Justicier fut incessamment envoyé à son Agent. Les Etats ont delibéré sur ce sujet & envisageant la Lettre dudit Will^m Fawkenor Esc^r Clerk du Conseil écrite au Greffier & reçue dans une Enveloppe sous le Sceau du Conseil Privé comme une piece authentique à laquelle on doit ajouter foi ont resolu que ladite Lettre sera enregistrée dans le Livre des Etats. Ensuite dequoi la question a été muë de sçavoir si les Etats estoient complets & competens d'agir. Mons^r le Lieutenant Gouverneur a alors présenté une Lettre qui est venuë au Register de Certificats de cette Isle de la part des Commissaires de la Dotiane à Londres contenant un Ordre de Sa Majesté en Conseil qui defend l'exportation de toute espèce de grains & de farine hors du Royaume de la Grande Bretagne et il a instamment requis l'Assemblée de prendre en consideration aussi tôt que possible cette affaire serieuse & importante.

L'Assemblée présente a sur ce sujet donné ses assurances audit Sieur Gouverneur qu'elle est prête de prendre les mesures convenables à cet égard aussi tôt que les Etats seront competens de faire telle prohibition & ordonnance que l'importance du cas le paroît meriter mais il a été trouvé par l'Assemblée que la vacance arrivée sur le Siège de Justice par la resignation & décharge dudit W^m Charles Lempriere Esc^r de son Office de Juré Justicier rend les Etats incomplets & par consequent incapables de pouvoir agir legalement aux affaires publiques jusqu'à ce que ladite vacance soit remplie & cela en conformité à l'ordre de sa Majesté du 28^me Mars 1771 & de la Constitution des Etats. Il a donc été resolu que tant ce présent Acte que la Lettre du Clerk du Conseil seront incessamment mis par le Greffier entre les mains de Phil. de Carteret Esc^r Lieutenant Bailly pour l'Information de la Cour,

1790. Dequelle Lettre du Clerk du Conseil la Teneur ensuit.

Council Office Whitehall

15th Dec^r 1789.

Sir

In answer to your Letter of the 7th Instant transmitting an Act of the States of Jersey, desiring authentick Information, whether the Resignation of William Charles Lempriere Esq^r of the Office of Jurat of the Royal Court of that Island, had been admitted and accepted by His Majesty in Council, I lose no time in acquainting you, that the Petition of William Charles Lempriere Lieutenant Bailly of the Island of Jersey, to His Majesty in Council, praying to be discharg'd from his Office of Jurat of the Royal Court, was presented by his Agent M^r. Van Heythuysen on the 24th of October last—on the 4th of November following the same was referred by the King to a Committee of Council for the affairs of Jersey and Guernsey—on the 11th of the said Month the Lords of the Committee made a Report thereupon in favour of the application and upon the same day the Report was laid before his Majesty in Council, and approved. And the order granting to M^r. Lempriere his Discharge from his said Office of Jurat was forthwith sent to his said Agent M^r. Van Heythuysen.

I have the honour to be, Sir

Your most obedient humble Servant

Signed

W. Fawkeners.

Philip De Carteret Esq^r

Greffier of the Royal Court of Jersey.

1790, 23 Janvier.

L'An mille sept Cents nonante, le vingt troisieme Jour de Janvier.

Present Honorable Homme Lieutenant Colonel Phil. Fall
Lieutenant Gouverneur etc.

Etats tenus Par Phil. De Carteret Esc^r. Juré Justicier
Lieutenant Bailly, Président de l'Assemblée ; etc.

Le Rev^d Jean Mallet Rect^r de St^e Pierre est en défaut excusé par maladie.

Mons^r le Lieutenant Gouverneur ayant communiqué aux Etats un ordre de Sa Majesté en Conseil en date du 23^me Decembre 1789 & un autre en date du 2^me Janvier 1790, pour empêcher l'Exportation des différentes especes de grains hors du Royaume de la Grande Bretagne : Les Etats ont envisagé qu'il seroit non moins dangereux pour ce païs, si l'exportation des grains hors de cette Isle avoit lieu : et craignant que vû les mauvaises récoltes de l'année dernière dans plusieurs parties de l'Europe, les Etrangers ne fassent usage de tous moyens pour se procurer des grains, ils ont cru devoir faire publier derechef au lieu ordinaire du Marché la prohibition qu'ils avoient faite sur ce sujet & qui leur a paru suffisante pour prevenir un Commerce aussi funeste & ont en même temps fortement recommandé aux Officiers de Police de veiller à son Execution avec la plus grande assiduité & afin de donner à l'Acte en question toute la publicité possible, ils ont resolu de le faire imprimer⁽¹⁾ & distribuer avec ce présent Acte.

Lecture ayant été faite du Rapport du Comité des Chaussées en datte du 12^me Janvier 1790, au sujet des Plans pour l'aggrandissement & amelioration du Havre & Chaussée de St^t Aubin & à l'égard des nouveaux ouvrages qui y sont proposés & s'agissant de deliberer sur le sujet : Plusieurs des Connétables ont demandé du tems pour consulter leurs Constituans sur ces nouveaux travaux avant de donner leur opinion dans les Etats : Les Etats ont donc remis la Consideration & decision de cette affaire en quinzaine à dix heures du matin : à quel Jour les Etats ont resolu d'appeller⁽²⁾ le Tresorier du nouvel Impôt pour produire ses Comptes et est le Denonciateur Gallichan dirigé de l'en avertir.

Les Etats ont trouvé necessaire d'appointer une personne pour solder & arranger les Comptes avec les differens Fermiers des droits d'Ancrage & ont presentement nommé & appointé Clement Hemery Esc^r.⁽³⁾ Tresorier desdits Droits d'Ancrage aux Conditions suivantes :

(1) C'est, croyons-nous, la première fois que des documents officiels furent imprimés à Jersey même, par ordre des Etats. On sait que l'imprimerie ne fut introduite à Jersey qu'en 1784.

(2) *Sic.*

(3) Il était frère de Jacques Hemery, Juré-Justicier, et fut lui-même Connétable de St. Hélier de 1794-97.

1790.

- 1^o Que ledit Trésorier demeure par ce present Acte autorisé de solder & liquider tous les Comptes qui concernent lesdits Droits d'Ancrage et du Bateau de Santé & de recevoir les sommes qui se trouveront être dûes à raison desdits Droits.
- 2^o Que ledit Trésorier demeure pareillement autorisé de payer chaque année les Personnes appointées pour faire le service du Bateau de Santé.
- 3^o Qu'un Livre sera gardé par ledit Tresorier dans lequel seront entrés tous les Comptes relatifs auxdits Droits.
- 4^o Que ledit Trésorier produira chaque année à la premiere tenuë des Etats après le 25^o Mars les Comptes de ses debours et Recettes afin qu'après examen ils soient approuvés & signés par le Greffier.
- 5^o Que ledit Tresorier demeure autorisé de placer à l'Interêt l'argent qui se trouvera en Caisse de tems à autre provenant desdits droits exigeant Caution suffisante des Personnes qui en feront l'Emprunt.

1790, 8 Février.

L'An mille sept Cents nonante, le huitième Jour de fevrier.

Present Honorable Homme Lieutenant Colonel Phil. Fall
Lieutenant Gouverneur etc.

Etats tenus. Par Phil. De Carteret Esc^r etc. Lieutenant
Bailly, Président, etc.

Les Etats aujourd'hui assemblés par le Président sur l'avertissement des Dénonciateurs se trouvent dans la necessité pour le soutien de leurs Privileges de prendre connoissance avant toute chose qu'ils avoient remis la Consideration des Plans pour l'aggrandissement & amelioration du Havre & Chaussée de S^t Aubin à samedi dernier, comme paroît par Acte des Etats du 23^{me} Janvier 1790 & cela du consentement du President & que malgré cet Acte de Remise entré sur les Records Le President a pris sur lui contraire à cette resolution de remettre la tenuë de son Chef sans les consulter, ce qui paroît aux Etats un Acte d'autorité qui touche de près les Privileges de cette assemblée lesquels elle est resoluë de defendre & maintenir dans toute leur étenduë. Mais le Président ayant ouvertement déclaré

1790.

qu'il n'a eu aucun dessein d'empieter sur les Privileges des Etats lesquels il reconnoît dans ce cas particulier de la Remise, & le Président ayant deplus dit que le Changement qui a eu lieu a été occasionné par meprise & non dans la vuë d'enfreindre ce droit : Les Etats satisfaits de cette déclaration du Président & de la Rectitude de ses intentions à leur égard ont resolu de proceder aux affaires.

Jacques Hemery Esc^r & Jean Dumaresq Esc^r qui furent chargés, en qualité de Deputés des Etats par un Ordre du Comité des Très Honorables Seigneurs du Conseil Privé de sa Majesté, de preparer un etat de la façon d'intenter les Actions & d'entamer & juger les procès dans cette Jurisdiction, en matieres civiles, mixtes & criminelles ; & aussi d'y ajouter ce, qui selon leur opinion est la loi penale de cette Jsle & le degré de punition qu'elle decerne contre chaque crime ayant à la requête des Membres des Etats, faite dans une Séance precedente, donné Lecture à l'assemblée, le deux de Janvier dernier, d'une piece dressée par eux à cet effet ; & ayant aussi depuis cela, en consequence de pareille requête, communiqué aux Etats, l'onze du même mois de Janvier, une autre piece sur le même sujet, preparée selon le même ordre par Thomas Pipon Esc^r Procureur Général du Roi & par Jean Thomas Durell Esc^r Avocat Général du Roi, qu'ils ont reçu de ces derniers Messieurs en échange pour la leur, comme ils etoient reciproquement chargés de le faire, en cas qu'ils ne préparassent pas l'état conjointement : Les Etats ont aujourd'hui requis avec instance lesdits Messieurs Hemery & Dumaresq de vouloir bien faire tirer Copie de l'une & de l'autre de ces pieces, afin qu'elles soient imprimées pour la plus ample consideration de cette assemblée avec l'ordre des seigneurs du Comité à la tête. Les Etats ont de plus decidé que les fraix de l'Impression seront acquittés par le Produit de la Lotterie publique, & ont requis & autorisé Charles De la Garde Esc^r et le Reverend Docteur Du Pré de moyenner un accord à cet effet avec l'Imprimeur, lesquels Messieurs sont pareillement autorisés d'en faire delivrer un Exemplaire à chacun des Membres des Etats & en outre d'en faire imprimer le nombre qu'ils jugeront convenable pour être vendu sur le compte du Public en diminution des fraix de ladite Impression & que ces Messieurs s'adresseront aux auteurs respectifs pour surveiller avec eux l'Impression de ce qu'ils ont préparé s'ils le veulent

1790. bien. Les Etats ont d'ailleurs résolu d'en faire logger un Exemplaire au Greffe & d'y logger aussi au même temps, une Copie de la traduction du plan pour le rétablissement du Jugement par Enquêtes & les observations faites par la naguères pluralité de la Cour Royale, contre le même Plan & ont enfin ordonné que toutes ces pieces demeureront au Greffe tant pour l'usage des Membres de cette assemblée que pour celui du Public.

Les Etats ayant pris en consideration l'état défectueux de l'Edu-
cation dans ce Pays & étant convaincus qu'elle est la veritable base
de la felicité publique, ont resolu qu'il est à propos d'établir un
Comité d'Education composé de neuf Membres savoir Messieurs
Jacques Amice Lempriere, Charles de la Garde, Jean Le Coûteur,
François Le Coûteur, Edouard du Pré, Jean Mallet, Jean Dumaresq
de St. Pierre, Jacques Pipon & François Ricard, dont cinq pourront
agir, lequel Comité s'assemblera aussi tôt qu'il sera possible pour
aviser aux moyens qui lui paroîtront les plus propres à l'avancement
de l'objet important dont il est par ce présent Acte chargé de s'oc-
cuper & ensuite d'en faire rapport aux Etats, Et est de plus Mons^r le
Lieutenant Gouverneur requis d'y assister.

Les Etats ont pris en consideration la partie du Rapport du
Comité pour la Defence de l'Isle qui concerne la Loterie & ont
approuvé de ce qui a été fait à cet égard coïme aussi de ce que le
Comité propose de plus pour effectuer le Tirage de la manière qu'il y
fut procedé à la dernière Loterie. Et en consequence les Etats ont
autorisé ledit Comité de prendre sur le compte du Public le nombre
de Billets qui resteront invendus le Jour précédent le Tirage et de les
mettre entre les mains de telle Personne que le Comité trouvera
propre.

L'autre partie du Rapport dudit Comité qui concerne les Comptes
des Connétables et du Trésorier est remise aux Prochains Etats.

Vû la Mort arrivée au Rev^d Tho^s Sivret Recteur de St. Jean &
un des Membres du Comité pour la Defense de l'Isle, Les Etats ont
aujourd'hui nommé & autorisé le Rev^d Jean Mallet Rect^r de St^r Pierre
pour être Membre dudit Comité à la place dudit S^r Sivret.

En obtempérant aux Ordres des Très Honorables Seigneurs du
Comité du Conseil du Roi, contenus dans la Lettre de Stephen

1790.

Cottrell Esc^r, Clerk du Conseil datée le 8 de Mai 1789, les Etats choisirent et appointèrent Jean Dumaresq Esc^r Con^{ble} de S^t Pierre pour être l'Agent ou Député des Etats de l'Isle de Jersey, & pour paroître en cette qualité devant sa Très Excellente Majesté, & les Très Honorables Seigneurs de son Conseil Privé, constituant ledit Sieur Dumaresq avec plein pouvoir & autorité suffisante & parfaite de représenter & agir pour les Etats de cette Isle dans toutes les affaires publiques, qui étoient dépendantes devant Sa Majesté en Conseil, comé paroît par Acte desdits Etats du 4^e de Juin 1789, Et par autre Acte du 19^e du même Mois de Juin, les Etats choisirent & appointèrent Jacq^s Hemery Esc^r du Corps de la Justice, pour agir conjointement avec ledit S^t Dumaresq dans lesdites Affaires. En consequence de quoi lesdits S^{rs} Hemery & Dumaresq partirent tôt après pour Angleterre & parurent en la qualité susdite devant les Très Honorables Seigneurs du Comité. Et lesdits Seigneurs après avoir pris en consideration la proposition des Etats pour le rétablissement du Jugement par Enquête qui étoit le principal sujet de la Députation susdite, Jugerent à propos, avant de faire leur Rapport à Sa Majesté, sur les différentes Matières contenues dans ladite proposition, d'ordonner que Thomas Pipon Esc^r Procureur Général du Roi, et Jean Thomas Durell Esc^r Avocat Général du Roi, & lesdits Jacq^s Hemery Esc^r & Jean Dumaresq Esc^r, en leur qualité d'agens des Etats, preparassent conjointement ou séparément un état de la manière de proceder devant la Cour Royale en toutes Causes, Criminelles, Civiles & Mixtes, depuis le comencement d'une procédure, jusqu'au jugement final obtenu sur icelle. Et qu'ils preparassent aussi & missent devant lesdits Seigneurs, conjointement, ou séparément, ce qui⁽¹⁾ concevroient être la Loi Criminelle du Païs & il fut de plus ordonné par lesdits Seigneurs qu'en cas que lesdits Tho^s Pipon, Jean Tho^s Durell, Jacq^s Hemery & Jean Dumaresq Esc^{rs} ne fissent pas leur Rapport conjointem^t, qu'alors ils échangeiroient l'Etat qu'ils auroient respectivement préparé, avant que de le présenter au Conseil, tout quoi se trouve ainsi réglé par l'Ordre du Comité du Conseil, en date du 21^e Juillet dernier.

Aujourd'hui ayant parû aux Etats que tant lesdits Sieurs Pipon et Durell, que lesdits S^{rs} Hemery & Dumaresq, ont préparé & fini, l'Etat

(1) *Sic.*

1790. qui leur étoit prescrit par lesdits Seigneurs, & qu'ils en ont fait l'échange, il y a aude là d'un Mois, Les Etats saisissent l'Occasion de réitérer leur très humble prière à Sa Majesté, la suppliant d'accorder aux habitants de ce Pais le retablissement du Jugement par Enquête, suivant la proposition qui est soumise à Sa Majesté, pour cet Effet, selon les Modifications proposées par leurs Agens, dans l'état qu'ils ont préparé, ou de telle autre maniere qu'il plaira à Sa Majesté en sa sagesse et sa bonté, prescrire pour le Bonheur & le repos de ses fidelles sujets en cette Isle. Les Etats ont deplus trouvé propre de choisir & appointer de nouveau lesdits Jacq^e Hemery & Jean Dumaresq Esc^s pour être conjointem^t ou separém^t les Agens ou l'Agent, les Deputés ou le Deputé des Etats de l'Isle de Jersey, pour paroître en cette qualité devant Sa Très Excellente Majesté & les Très Honorables Seigneurs de son Conseil Privé, au sujet des Affaires pour lesquelles ils furent ci-devant Deputés comē sus est dit, et qui sont encore dépendantes : Constituant ledit Jacq^e Hemery Esc^r & ledit Jean Dumaresq Esc^r, conjointem^t ou séparém^t par ces présentes, avec plein pouvoir & autorité suffisante & parfaite de représenter & agir pour les Etats de cette Isle, dans toutes les Affaires Publiques présentement dépendantes devant Sa Majesté en Conseil. Et finalement les Etats s'adressent très respectueusem^t aux Très Honorables Seigneurs du Comité, les priant instamē de vouloir bien fixer un temps, le plutôt qu'il sera possible, pour decider les sudites Affaires ; & surtout pour statuer à l'égard de la Loi Criminelle du Pais, avant le commencem^t du terme prochain, ce qui est un Objet de la plus urgente necessité ; A quel effet le Greffier est dirigé de transmettre incessamm^t ce présent Acte au Clerk du Conseil, pour l'information des Seigneurs. Et lesdits Sieurs Hemery et Dumaresq, ou l'un d'iceux sont requis & chargés de se tenir prêts à partir, par la première Occasion qui se présentera pour exécuter la charge qui leur est commise.

Les Etats ont repris la consideration du Plan proposé par le Comité des Havres & Chaussées, pour l'agrandissem^t & amelioration du Havre & Chaussée de St^t Aubin à l'égard duquel il avoit été résolu d'avoir une conference avec le Gouverneur Bailly & Juréts avant d'en decider finalement pour savoir si après une communication d'Idées &

1790.

d'informations les uns & les autres pourroient convenir & s'accorder ensemble sur le Plan qui seroit mis en execution comē il paroît par Acte des Etats du 24^e Decembre dernier. Aujourd'hui la sūdite conference a eu lieu, & il a paru aux Etats que le Gouverneur, Bailly & Juréts après avoir consideré le Plan proposé par ledit Comité le trouve plus avantageux au Commerce & au Public que celui que le Gouverneur Bailly & Juréts avoient ci devant approuvé & par consequent ils recommandent aux Etats pour leur Approbation le Plan contenu dans le Rapport dudit Comité des Havres & Chaussées. Le sujet a donc été derechef mis en deliberation dans les Etats, la plus parts des Connétables ont fait Rapport qu'ils ont consulté leurs Constituans sur le Plan & les travaux en question : Et il a paru que le souhait général du Public est que les ouvrages proposés soient mis en execution de la Manière contenuē dans le Rapport dudit Comité. Il a été aussi déclaré aux Etats par le Connétable de St^e Brélade qu'après avoir assemblé ses constituans une très grande pluralité d'entr'eux ont été de la même opinion. Les Etats ont enfin decidé de donner leur Approbation au Plan pour l'agrandissement & amelioration dudit Havre & Chaussée de St^e Aubin contenu dans le Rapport dudit Comité & adopté présentem^t par le Gouverneur, Bailly & Juréts. Et a l'égard de la Requête des Propriétaires des Maisons & Terreins⁽¹⁾ bordant sur la Chaussée de haut de St^e Aubin touchant laquelle les Etats avoient suspendu leur decision jusqu'à ce que l'opinion du Gouverneur, Bailly & Juréts fut connuē sur le Rapport en entier dudit Comité, le contenu de cette requête a été également mis en deliberation, & il a paru aux Etats suivant le Rapport des Con^{bles} qui ont consulté leurs Constituans que le Public en Général & particulierem^t les Habitans de la poē de St. Brélade qui sont les plus interessés aux nouveaux ouvrages proposés en approuvent & les envisagent comē un Bien Public. Les Etats ont sur ce decidé d'approuver aussi du Rapport dudit Comité qui leur recommande d'accorder auxdits Propriétaires les fins de leur Requête : par consequent le Comité des Havres & Chaussées est autorisé de borner & fixer l'etenduē desdits Quais du Côté du Havre de la maniere la plus avantageuse pour le Commerce et la Navigation & le Public en général : Après quel bor-

(1) *Sic.*

1790. nément, Les Propriétaires desdites Maisons & Terreins sont autorisés de construire à leurs fraix les ouvrages proposés dans leur Requête au dire & Ordonnance dudit Comité lequel est chargé de Veiller à ce que lesdits ouvrages soient construits & parfaits d'une manière solide & durable pour que lesdits Quais & le Chemin proposé demeurent ensuite à la Charge des fonds Applicables à la Reparation des Havres & Chaussées. Les Etats ont en même Tems ordonné que la Requête des Propriétaires susmentionnée sera enregistrée dans le Livre des Etats.

Dequelle Requête la teneur ensuit

" AUX ETATS DE L'ISLE DE JERSEY

" Les sousignés Propriétaires des Maisons & Terreins bordant sur le Havre de S^t Aubin très humblement remontrent

" Que le Chemin de quatre pieds qui conduit le long de leurs Maisons à la Chaussée ne fournit pas à vos Remontrants un accès convenable pour les Bésoins ordinaires de leurs Familles & est moins que suffisant pour le Commerce & la Navigation de ce Havre.

" Que le Terrain au dessous de leurs Maisons vers la Mer n'est d'aucune utilité dans l'état où il est presentement ni pour eux ni pour le Public.

" Que le seul accès pour des Charettes à ladite Chaussée pendant la haute Mer est par un Mont rapide & dangereux en faisant un écart considerable autour de leurs Maisons & descendant ensuite par la Ruë non moins difficile du Boulevard.

" Qu'il n'y a aucun Quai dans le sùdit Havre contre lequel les Vaisseaux ou Bateaux puissent convenablement aborder pour faire leur Charge ou decharge.

" Que ceux qui arrivent dans ce port avec un chargement de Sel, charbon ou autre Article de consommation générale sont contraints de faire leur décharge dans le fond du Havre de Mer Basse, lorsqu'ils sont à sec, ce qui retarde le Commerce & la Navigation & cause un surcroit d'embarras et souvent du Desappointement au Public & surtout aux Habitans de la Campagne.

" Que pour remedier à ces Inconveniens & rendre le susdit Havre de S^t Aubin aussi commode & utile que sa situation le peut

1790.

permettre & dans la Vuë en même temps d'améliorer la Propriété de vos Remontrants Ils vous supplient de leur permettre d'entreprendre construire & perfectionner à leurs fraix un Quai Public audessous de leurs Maisons qui comprendra toute l'étendue dudit Havre depuis la Chaussée jusqu'au Quai de Thomas Pipon Esc^r f^s Tho^s faisant à peu près la section d'un Cercle comē le flot de la Mer le paroît decrire presentem^t excepté que la partie dudit Quai proposé qui joindra à la Chaussée sera moins bas vers le Havre que le reste pour laisser ici un endroit propre à radoubier les Vaisseaux.

“ Que sur le Bord dudit Quai dans toute l'étendue du Havre seront fixés à distances convenables des Pierres sur bout pour amarer les Vaisseaux.

“ Que tout le long dudit Quai depuis une extremité jusqu'à l'autre sera laissé pour l'usage du Public un Chemin Pavé de trente pieds de largeur, qui joindra & se communiquera d'un bout à la Chaussée & aboutira de l'autre au susdit Quai de Thomas Pipon Esc^r formant ici un Slip⁽¹⁾ de la moitié de la largeur dudit Chemin, c'est à dire de 15 pieds, qui servira d'accès de ce côté là, & sera rendu com- mode & facile pour des Charettes chargées à monter & descendre.

“ Que ce même Chemin de 30 pieds viendra aussi joindre le Chemin de la Ruë de S^t Aubin par dessus le Quai public commune- ment appelé le Quai de S^t Aubin.

“ Que le bout dudit Quai proposé qui joindra à ladite Chaussée sera descendu 30 pieds seulement plus bas que le vieux Quai qui est au-dessous de la Maison de M^e Jean Collas, afin de laisser l'endroit convenable dont il est fait mention pour le radoub des Vaisseaux : Et un slip comode & facile de 15 pieds de largeur sera construit ici le long dudit Quai pour servir d'accès à descendre de la Ruë du Bou- levard & de la Chaussée dans ledit Havre et dela y remonter.

“ Que cette Partie dudit Quai qui ne descendra que 30 pieds proche la Chaussée aura plus d'étenduë vers le Havre à mesure qu'il avancera plus Nord jusqu'à venir vis à vis de la Maison de Jacq^e Pipon Esc^r, & là sera a quatre vints pieds de distance du Vieux Quai qui est au dessous de sa Maison.

(1) Dévaloir.

1790. " Que vers le Milieu de l'étendue dudit Quai proposé seront faits deux Slips de six pieds de largeur ou environ pour servir d'abordage aux Chaloupes & pour la commodité des Maisons qui sont proche le Milieu de cette étenduë de Quai.

" Que vis à vis & au dessous du Chemin qui descend présentem^t de la Rue de St. Aubin à la Grève le long du Bié du Moulin, sera construite une Arche ou Voute en Pierre pour supporter le Chemin de trente pieds qui doit passer par dessus, & pour servir d'accès au Havre & à la Grève de ce côté là, quelle Arche aura la largeur & la hauteur nécessaires pour des Charettes chargées à l'eclon à passer par dessous.

" Que vu que vos Remontrans s'engagent de construire à leurs fraix l'ouvrage proposé au dessous du Quai public également com^e au dessous de leurs propres Maisons : Ils demandent qu'il leur soit permis de faire usage de la Pierre qui se trouvera inutile dans le Vieux Quai pour la descendre plus bas, à aider à bâtir le Quai qui sera au dessous.

" Qu'après que lesdits Quais, Voute, Slips, Chemins & Accès proposés seront construits & achevés d'une manière solide et durable, au dire & ordonnance des Etats ou de Gens autorisés par eux, Les susdits objets demeureront à la charge du Public.

" Que pour toute recompense des Fraix qui seront encourus à la construction des ouvrages susmentionnés, vos Remontrans demandent que leur propriété soit reconnue & fixée pour s'étendre jusqu'au Chemin de 30 pieds ainsi proposé audessous & vis à vis de leurs Maisons & Terreins respectifs en proportion de ce que chacun d'eux en emporte en front présentem^t avec les mêmes jointures & Mitoyennetés com^e peuvent exister entre leurs Maisons & Terreins respectifs.

" Que vos Remontrans ont lieu d'esperer que les Etats leur accorderont leur Requête d'autant plus que le Comité appointé par les Etats pour les Havres & Chaussées après avoir fait deux fois la Visite des Lieux en question depuis quelques semaines et après avoir entendu plusieurs Negociants, Mariniers & autres Personnes desintéressées sur le sujet de cette presente Requête, a temoigné son Approbation du Plan proposé & a paru l'envisager com^e un Bien & avantage Public.

" Partant vos Remontrans vous supplient de prendre le tout en
Vôtre consideration & de leur Accorder les fins de leur Requête. Et
vos Remontrans selon que très obligés prieront &c " 1790.

Signés

Geo. Tredwell	N ^e Messervy
Jacques Pipon	Jean Villeneuve
Anne Dean	Ed. Duheaume
Eliz th Filleul proc ^{ce} de {	Philippe Richard
M ^r J ^e Filleul son Mari {	J. Gedeon Morin
Elizabeth Benest proc ^{ce} de {	Phi. Winter Jun ^r
M ^r Brun Benest son Mari {	Jno. Winter
	François Janvrin proc ^t de
	Cap. Ph. Hamon
	Charle Le Roux
	Jean Collas.

Jersey, 7^e Dec^{re} 1789.

1790, 24 Février.

L'An mille sept Cents nonante, le vint quatrième jour de
fevrier.

Présent Honorable Homme Lieutenant Colonel Phil. Fall
Lieutenant Gouverneur etc.

Etats tenus. Par Phil. De Carteret Esc^t etc. Lieutenant
Bailly, Président de l'Assemblée, etc.

Après le serment du Rev^d Docteur Edo^d Du Pré Guill^{me} Patriarche
Esc^t Justicier demeure exoiné par maladie.

Le Rev^d Amice Bisson est en défaut à assister aux Etats.

Le Rev^d George Bertram, Rect^r de S^t Brelade est en default excusé à
assister aux Etats.

Mons^r le President ayant communiqué aux Etats une Lettre de
William Fawkeners Esc^t Clerk du Conseil dattée le 17^{me} de fevrier
1790, ecrite au President par l'Ordre des Très Honorables Seigneurs
du Comité du Conseil pour être communiquée à la Cour & aux Etats,
annonçant que Thomas Pipon Esc^t & Jean Thomas Durell Esc^t Pro-
cureur & Avocat Général du Roi en cette Jsle, & Jacques Hemery
Esc^t un des Jurés Justiciers de la Cour Royale & Jean Dumaresq

1790. Esc^t Connétable de S^t Pierre ont respectivement préparé & transmis conformément à l'Ordre desdits Seigneurs datté le 21^{me} Juillet 1789, un Tableau de la manière de proceder dans cette Jsle en toutes Causes, Criminelles, Civiles & Mixtes &c^{es} Et que lesdits Seigneurs sont prêts de resumer⁽¹⁾ la Consideration de la Proposition des Etats de Jersey pour le Rétablissement du Jugement par Enquêtes aussi tôt que la Commodité des Messieurs de cette Isle qui doivent paroître au Conseil dans cette occasion le leur pourra permettre & que l'intention desdits Seigneurs est d'y proceder le 20^{me} Jour d'Avril prochain. Les Etats ont en premier lieu ordonné que ladite Lettre sera enregistrée dans le Livre des Etats : sensibles en même tems de l'attention & condescendance que les Très Honorables Seigneurs du Conseil ont daigné montrer dans cette occasion en voulant bien consulter la Commodité des Personnes de ce Pais qui pourroient paroître au Conseil lorsque ce sujet important sera discuté ne peuvent se dispenser d'en exprimer & faire inscrire sur leurs Records ce temoignage public de leur Reconnaissance. Et les Etats declarent que conformément & en obeïssance à l'Appointement desdits Seigneurs pour le 20^{me} Avril prochain, Jls seront prêts à paroître au Tribunal du Conseil par le moyen de leurs Deputés ou Agens au Jour appointé. Le Greffier etant dirigé de transmettre incessamment ce présent Acte au Clerk du Conseil pour l'Information desdits Seigneurs.

De quelle Lettre etc. la teneur ensuit :

[Cette lettre est imprimée dans le Vol. 4 des Ordres du Conseil,
p. 234-35.]

Les Etats ont cejourd'hui approuvé du Rapport du Comité pour la Defense de l'Jsle datté du 1^{er} fevrier 1790, touchant les Comptes des Connétables & en ont ordonné le paiement par le moyen du Trésorier du Nouvel Impot, Savoir

Au Centenier Bailhache de S ^t Ouën	£ 5 . 1 . 0
Au Connétable de S ^{te} Marie	23 . 12 . 8
Au Centenier Hamon de S ^t Helier	130 . 15 . 0
Au Con ^{ble} de S ^t Pierre... ..	97 . 15 . 0
Au Con ^{ble} de S ^t Sauveur	2 . 8 . 8

(1) Reprendre, en anglais, *resumc.*

Et il a été résolu que la somme de trente deux Livres argent d'ordre sera de plus payée au Centenier Hamon de St. Helier pour la Pension de deux Mariniers naufragés, le tout montant ensemble à deux Cents nonante une Livres, douze sous, quatre deniers argent d'ordre. Et à l'égard des Comptes des autres Connétables qui ne furent pas produits au Comité, Les Etats en ont remis la Consideration jusqu'à ce qu'ils ayent passé le Comité.

1790.

1790, 13 Mars.

L'An Mille sept Cents nonante le treizième Jour de Mars.

Present Honorable Homme Lieutenant Colonel Phil. Fall
Lieutenant Gouverneur etc.

Etats tenus. Par Phil. De Carteret Esc^r Juré Justicier
Lieut. Bailly, President de l'Assemblée, etc.

Jean Poingdestre Esc^r Justicier est en défaut à assister aux Etats.

Guill^me Patriarche Esc^r Justicier est en défaut excusé par maladie.

Le nombre de Mendians dont les villes & la Campagne sont remplies, la vie oiseuse⁽¹⁾ et vagabonde dans laquelle les enfants de ces Mendians sont élevés, qui les conduit au Libertinage & à tous les vices & les rend une nuisance⁽¹⁾ publique & le fléau de la Société ; les précieux avantages que le Païs pourroit tirer de cette nombreuse & infortunée jeunesse, qui par une industrie bien dirigée & le secours d'une bonne éducation deviendroit utile à l'Etat, la Charge prodigieuse que doit être au public un tel nombre de Pauvres dispersés dans les différentes Parties de cette Jsle, lesquels reunis dans un même lieu, sous la conduite de personnes capables de veiller sur eux, seroient à même de subvenir par leur Travail, sinon totalement, du moins en grande partie à leur maintien ; les Donations considerables que les Personnes charitables seroient en toute apparence portés⁽¹⁾ à faire pour encourager & assurer un établissement si avantageux au Païs, tous ces motifs & une infinité d'autres non moins puissants, ont engagé les Etats à tourner leur vuë sur cet objet important & à prendre des mesures tant pour prevenir le mal qui existe à cet égard que pour obtenir le bien qui doit resulter d'un Systeme Général & convenable, Et ils ont pour cet effet choisi un Comité composé de

(1) *Sic.*

1790. quatre Membres de chaque corps savoir Nic^e Messervy, Guill^{me} Patriarche, Jacq^e Amice Lempriere & Jean Le Coûteur Esc^{rs} Justiciers, du Rev^d Franç^e Le Coûteur Recteur de Grouville, du Rev^d Docteur Ed. Du Pré, Rect^r de S^t Helier, du Rev^d Clem^t Dumaresq, Rect^r de S^t Clement, du Rev^d Jean Mallet, Rect^r de S^t Pierre, de Jean Dumaresq Esc^r Con^{ble} de S^t Pierre, de Jacq^e Pipon Esc^r Con^{ble} de S^t Brelade, de M^r Franç^e Amy Con^{ble} de Grouville & de Phil. Hamon Esc^r Centenier de S^t Helier, quel Comité est autorisé de s'assembler incessamment & dresser un Plan pour l'établissement d'un Hopital Général afin d'y réunir le plutôt possible, tous les Pauvres de l'Isle & qu'à l'avenir ils soient considerés comme appartenant d'une seule & même société sans distinction de Paroisse. Et le susdit Comité est autorisé de gerer dans toutes les affaires qui concernent ledit Hopital avec le même pouvoir qu'avoient les précédens Comités.

Le Comité pour la Defense de l'Isle ayant fait rapport aux Etats de ses procedés touchant la Conduite de la Lotterie & de ses différentes tenuës à cet égard depuis le 10^{me} Jour de fevrier jûsqu'à l'onzième Mars 1790. Les Etats après en avoir entendu la Lecture ont approuvé du Rapport en entier. Et paroissant que le net produit resultant en faveur du Public sur ladite Lotterie monte à la somme de neuf Milles deux Cents six Livres sept sous Cours de France & que cette somme reste entre les mains de Phil. Lerrier Esc^r Les Etats ont resolu que la susdite somme sera immédiatement appliquée à la décharge des dettes publiques. Et le Trésorier du nouvel Impôt est autorisé & chargé d'acquitter autant des obligations dûes par le Public comme la somme susdite en pourra payer ayant soin de rembourser les premieres en datte ou au moins leur donner la préférence. A quel effet le Trésorier donnera des Billets aux Porteurs desdites obligations sur ledit sieur Lerrier payables dans le Cours de la deuxième semaine du mois d'Avril prochain. Et le Greffier est chargé de faire delivrer incessamment par le moyen de l'Officier une Copie authentique de ce présent Acte tant audit Sieur Lerrier qu'au Trésorier. A l'égard du profit venant à l'Hopital Général de la dite Lotterie qui monte à la somme de seize Cents trente deux Livres Cours de France, Les Etats ont autorisé le Comité de l'Hopital d'appliquer cette somme de la maniere qu'il jugera propre pour l'avantage dudit Hopital.

1790, 27 Mars.

L'An mille sept Cents nonante le vint septième Jour de Mars.
 Present Honorable Homme Lieutenant Colonel Phil. Fall
 Lieutenant Gouverneur etc.

1790.

Etats tenus Par Phil. De Carteret Esc^r Juré Justicier
 Lieutenant Bailly Président de l'Assemblée, etc. etc.

Guill^{me} Patriarche Esc^r Justicier est en défaut excusé par maladie.

Lecture ayant été cejourd'hui faite aux Etats pour la deuxième fois de la Resolution du Gouverneur Bailly & Jurés qui adopte un Plan pour le rallongement de la Chaussée de S^t Aubin, quelle resolution fut logée au Greffe dans les Etats le 13^{me} Mars 1790 ; Les Etats prenant derechef le sujet en consideration ont approuvé du Plan proposé par lesdits sieurs Gouverneur, Bailly & Jurés dont la teneur ensuit :

“ L'An mille sept Cents nonante le cinquième jours de Mars, Les Messieurs de l'Assemblée s'étant transportés à S^t Aubin pour examiner de quelle manière & à quelle distance la Chaussée de haut sera allongée : après avoir visité les Lieux, questionné des Gens d'experience & de connoissance à cet égard & entendu tous ceux qui se sont présentés en tout ce qu'ils ont voulu offrir sur ce sujet ont enfin jugé que ladite Chaussée fournira plus d'abri au Havre & sera moins couteuse d'être allongée dans la direction de la Courbe actuelle de ladite Chaussée & cela jusqu'à deux Cents pieds en Longueur, partant ont adopté ce Plan & sont convenus de le mettre devant les Etats pour leur approbation.”

Le Comité des Chaussées qui fut autorisé par Acte des Etats du 8^{me} Jour de fevrier 1790 de borner & fixer l'étendue des Quais que les Propriétaires des Maisons & Terrains bordant sur le Havre & la Chaussée de S^t Aubin ont proposé de bâtir à leurs fraix vis à vis & audessous de leurdites⁽¹⁾ Maisons & Terrains du côté dudit Havre a aujourd'hui fait rapport aux Etats des mesures⁽¹⁾ qu'il a pris à cet égard & des bornes qu'il a fixé⁽¹⁾ en consequence de l'autorité qui lui a été commise. Les Etats après avoir entendu la Lecture des différentes pieces qui concernent lesdits Quais & deliberé de nouveau sur le sujet ont approuvé du contenu en entier dudit Rapport & ont

(1) *Sic.*

1790. ordonné que toutes les resolutions dudit Comité de même que le Record d'Aaron de Veulle Esc^r & de Thomas Binet Esc^r.⁽¹⁾ Arpenteurs sermentés touchant la mesure du Terrain en question seront enregistrées dans le Livre des Etats pour tirer leur plein & entier effet.

Dequelles pieces la Teneur ensuit.

“ Au Comité des Havres & Chaussées tenu à St^t Aubin L'An mille sept Cents nonante le cinquième jour de Mars :

“ En consequence de l'Acte des Etats du 8^{me} fevrier 1790 qui donne autorité à ce Comité de borner & fixer l'étenduë des quais que les Propriétaires des Maisons & Terrains bordant sur le Havre & la Chaussée de St^t Aubin se proposent de bâtir à leurs fraix vis à vis & audessous de leurdites Maisons & Terrains du côté dudit Havre ; Le Comité a été sur les lieux en question & s'est fait assister pour executer la Charge qui lui est commise de Messieurs Aaron de Veulle & Thomas Binet Arpenteurs sermentés. Le Comité a premierement décidé que la limite de la partie desdits quais qui doit joindre la Chaussée sera à trente pieds de distance du vieux quai de M^e Jean Collas sans y comprendre les quinze pieds pour le Slip ou Glacis qui doit descendre le long de cette partie du Quai. Après quoi le Comité a décidé que la limite plus nord vis à vis & audessous du vieux quai de Jacq^e Pipon Esc^r sera à septante pieds de distance dudit quai en ligne de la Côtîère du Nord des offices dudit sieur Pipon. Et entre ces deux points il est convenu que lesdits Quais seront construits en ligne droite. A l'égard de la partie desdits quais depuis cet Endroit allant Nord jusqu'à l'extremité qui doit être à dix huit pieds au dessous du quai de Thomas Pipon Esc^r et en ligne de la muraille du sud dudit quai, Le Comité n'a fait autre chose pour le présent que de fixer un point dans le milieu de cette étendue & cela audessous de la muraille de la Cour de la Maison de Nic^e Messervy Esc^r causâ uxoris à Cent quinze pieds de distance ou environ de ladite muraille. Et vû que toute cette partie desdits Quais doit former le segment d'un Cercle ; Le Comité faute de tems d'y proceder plus outre a delegué & autorisé Mess^{rs} Lempriere, Valpy, Bertram & Dumaresq ou deux d'iceux pour mettre en plus ample execution la Charge du Comité à

(1) Tous deux étaient Ecrivains de la Cour Royale.

cet égard & placer les bornes pour la Construction desdits quais & produire le tout au Comité pour son Approbation."

1790.

" Au Comité subdélégué par le Comité des Chaussées.

" L'An mille sept Cents nonante le douzième Jour de Mars :
En consequence de la résolution du Comité des Chaussées en date du 5^{me} du Courant ce Comité assisté de Mess^{rs} Aaron de Veulle & Thomas Binet Arpenteurs sermentés a procédé à prendre la mesure du Terrain audessous des Maisons bordant sur le Havre & Chaussée de St^e Aubin à l'endroit où les nouveaux quais doivent être construits comme ensuit. Premièrement une ligne droite a été tirée & mesurée depuis l'extrémité du Nord desdits quais jusqu'au point fixé audessous de la Maison de Jacq^e Pipon Esc^r quelle ligne contient sept Cents quarante quatre pieds en longueur. Ensuite de quoi on a tiré une autre Ligne partant du milieu exactement de cette étendue qui a été portée à rectangle de ladite première ligne vers la muraille de la Cour de la Maison de Nic^e Messervy Esc^r & le bout de cette ligne rectangulaire a été marqué avec un trait de peinture rouge sur ladite Muraille, cette ligne contient depuis les Angles jusqu'à ladite Marque deux Cents treize pieds en longueur. Afin de former le Segment exact d'un cercle de cette partie desdits Quais suivant la resolution du Comité des Chaussées, on a fixé un point sur cette dernière ligne à nonante huit pieds de distance de la première ligne & à Cent quinze pieds de distance de ladite Muraille pour être le milieu & par consequent la plus grande profondeur du segment qui sera fait de cette étendue des quais. Après quoi ce Comité a fait placer des pierres par voye de bornes à chaque point fixé de la maniere suivante. La première borne a été placée à dix huit pieds de distance du quai de Thomas Pipon Esc^r & en ligne de la Muraille du sud dudit quai. La seconde a été placée à cent quinze pieds de distance de la Muraille de Nic^e Messervy Esc^r au point susmentionné, & de la première à cette deuxième borne en droite ligne il y a trois Cents quatre vingt deux pieds et demi de distance. La troisième borne a été placée à septante pieds de distance du Quai de Jacq^e Pipon Esc^r en ligne de la Côtière du nord des offices dudit sieur Pipon & de la deuxième à cette troisième borne en droite ligne il y a trois Cents quatre vingt deux pieds & demi de distance. La quatrième & dernière borne a

1790. été placée joignant à la Chaussée & à trente pieds de distance du vieux quai audessous de la Maison de M^e Jean Collas & de la troisième à cette quatrième & dernière borne en droite ligne il y a deux Cents un pied de distance toutes les susdites mesures étant pied de Roi. Et finalement ce Comité ayant requis de Mess^{rs} de Veulle & Binet un Record par écrit de la mesure qu'ils ont fait et des Bornes qu'ils ont placé sur le terrain en question le présente au Comité des Chaussées avec son Rapport."

"Le cinquième & le douzième Jour de Mars, mil sept Cents quatre vingt dix, à la requête d'Edouard Le Maistre Esc^r President du Comité des Chaussées, Nous nous sommes transportés pour assister à borner le Terrain audessous des Maisons bordant sur le Havre & Chaussée de S^t Aubin à l'endroit où les nouveaux quais doivent être batis, suiv^t à un Acte des Etats à ce sujet. Et en presence dudit Comité & suivant à ses directions, nous avons borné ledit Terrain, par quatre pierres ou Devises que nous y avons plantées comme ensuit : la première est plantée à dix neuf pieds & demi de distance du Quai de Thomas Pipon Esc^r & en ligne de la Muraille du sud dudit quai : de la première à la deuxième, allant sud ouest ou environ il y a dix sept perches huit pieds & demi & est à cinq perches cinq pieds de distance rectangle de la Muraille de Nicolas Messervy Esc^r : de la deuxième à la troisième allant sud ou environ, il y a dix sept perches huit pieds & demi ; & est à trois perches quatre pieds à l'Est du Quai de Jacq^e Pipon Esc^r & en ligne de la Côtierre du nord des offices de la Maison dudit sieur Pipon, & de la troisième à la quatrième & dernière il y a neuf perches trois pieds : laquelle dernière joint à la Chaussée & est à une perche huit pieds & demi de distance du vieux quai audessous de la Maison de M^e Jean Collas. Toutes lesquelles Pierres ont été plantées selon les directions susdites pour servir de bornes. Dequoi nous avons donné ce Record.

Signés

"Aaron de Veulle Arpent^r.

"Thomas Binet Arpenteur.

"N.B. Les susdites Mesures sont d'onze pouces par pied.

"Au Comité des Chaussées. L'An mille sept Cents nonante le vint septième Jour de Mars, Le Comité a entendu la Lecture du

Rapport des Membres de ce Comité qui furent autorisés de fixer les bornes pour la construction des nouveaux quais proche la Chaussée de St^e Aubin conformément à sa resolution du 5^{me} Jour du Courant & a aussi oûi le Record d'Aaron de Veulle Esc^r & Thomas Binet Esc^r Arpenteurs sermentés concernant les mesures prises par eux du terrain en question & les bornes placées en présence desdits Autorisés. Tout quoi le Comité a approuvé & a resolu d'en faire son Rapport aux Etats qui sont tenus aujourd'hui." 1790.

Charles De la Garde Esc^r & le Reverend Docteur Du Pré ayant été autorisés par Acte des Etats en date du 8^{me} fevrier 1790 de faire imprimer les Tableaux préparés respectivement par Jacq^e Hemery & Jean Dumaresq Esc^r Et Thomas Pipon & Jean Thomas Durell Esc^r de la maniere d'intenter les actions & d'entamer & juger les procès dans cette Jurisdiction en matieres civiles, criminelles & mixtes depuis le commencement d'une procedure jusqu'à Jugement final & de ce qu'ils conçoivent être la loi pénale & le degré de punition qu'elle decerne contre chaque crime ; lesdits sieurs De la Garde & Du Pré ont cejour-d'hui produit aux Etats plusieurs exemplaires imprimés desdits Tableaux & en ont delivré un à Monsieur le Lieutenant Gouverneur, un à Mons^r le Président, un à chacun des Membres présens, un à Mons^r le Greffier, un à chacun des Denonciateurs & un a été envoyé à chacun des Officiers du Roi qui n'étoient point présens dans les Etats. Les Etats en vertu du même Acte en ont logé un exemplaire au Greffe, comme aussi une Copie de la traduction du Plan pour le Rétablissement du Jugement par Enquêtes & les observations faites par la nagueres pluralité de la Cour Royale contre le susdit Plan afin que toutes ces pieces demeurent au Greffe pour l'usage de l'Assemblée & du Public.

Les Etats ayant pris en consideration l'état de pauvreté & de misere de Marie Veuve de James Nelson out Pensioner depuis peu decedé, & de Florence Machon Veuve de Thomas Dyke en son vivant soldat dans les Invalides, ont jugé à propos d'accorder à la Veuve dudit Nelson personne fort agée & infirme trente sous d'ordre & à ladite Florence Machon vint sous d'ordre par semaine à commencer d'aujourd'hui & est le Trésorier de l'Hopital autorisé de leur fournir lesdites sommes.

1790, 13 Avril.

L'An mille sept Cents nonante, le treizième Jour d'Avril.

Present Honorable Homme Lieutenant Colonel Phil. Fall
Lieutenant Gouverneur etc.

Etats tenus. Par Phil. De Carteret Esc^r Juré Justicier
Lieutenant Bailly, Président de l'Assemblée, etc. etc.

François Marett Esc^r Juré Justicier est en défaut à assister aux
Etats.

Après le serment de M^r Phil. Pinel, le Rev^d Jean La Cloche, Rect^r de
la Trinité demeure exoiné par maladie.

Les Etats ont eu communication d'un Acte passé dans la présente session du Parlement de la Grande Bretagne & intitulé "An Act for punishing Mutiny and desertion and for the better payment of the Army and their quarters" comme aussi d'un Ordre de sa Très Excellente Majesté en Conseil qui l'accompagne & qui en ordonne l'Enregistrement & la Publication : Convaincus que ledit Acte ne déroge en aucune façon aux Privileges de l'Isle et que le bien être & la Sureté du Païs dependent essentiellement de la duë execution des Parties du susdit Acte qui regardent l'Isle de Jersey, Les Etats ont cru devoir recommander fortement aux officiers de Police la plus grande vigilance sur cet objet. Il a été en même tems décidé que l'Article cinquante troisième decernant des peines & penalités contre les Infracteurs des Ordonnances y contenuës sera traduit en français & publié avec ce présent Acte Samedi prochain au lieu ordinaire du Marché & le Dimanche suivant dans les différentes Paroisses de l'Isle afin que ces peines & penalités soient generalement connuës & que personne n'en puisse pretendre cause d'Ignorance & la traduction suivante a été approuvée par les Etats.

" Article 53^e Que quiconque logera recelera ou aidera quelque deserteur du service de Sa Majesté le connoissant pour tel, la personne qui commettra telle offense forfaira pour chèque fois la somme de cinq Livres Sterling ou quiconque recelera (le sachant) achettera ou échangera ou recevra de quelque autre maniere que ce soit d'un Soldat ou Deserteur ou de quelqu'autre Personne sous quelque raison ou pretexte que ce soit, des Armes, des habits, des bonnets ou d'autres fournitures appartenant à Sa Majesté ou quelqu'autres articles appar-

tenant à un Soldat ou Deserteur, tels qu'ils sont généralement connus sous le nom de *Regimental Necessaries* qui selon l'usage de l'Armée sont pourvus pour le soldat & payés par deduction de sa solde ou si personne quelconque fait changer la couleur de tels habits, la personne qui commettra pareille offense, foraira pour chaque offense la somme de cinq Livres Sterling & lorsque convaincu par le serment d'un ou de plusieurs Temoins dignes de foi devant Justice lesdites Penalités respectives de cinq Livres Sterling dans un cas & de la même somme dans l'autre cas seront levées par arrêt et vente des biens et meubles du Delinquant la moitié de ladite penalité de cinq Livres Sterling mentionnée la premiere sera payée à l'Informateur par le moyen duquel tel Deserteur aura été arrêté & la moitié de ladite penalité de cinq Livres Sterling mentionnée la derniere sera payée à l'Informateur & le residu desdites penalités respectives sera payé à l'Officier qui commandait tel Deserteur ou Soldat. Et en cas que tel Delinquant qui sera convaincu comme dit est d'avoir logé ou aidé à tel Deserteur ou Deserteurs ou d'avoir reçu (le scachant) des Armes, des habits, des bonnets ou d'autres fournitures appartenant à Sa Majesté ou quelques autres Articles généralement connus sous le nom de *Regimental Necessaries* ou d'avoir fait changer la couleur de tels habits contraire à l'Intention de cet Acte et qui n'aura point de biens & meubles pour fournir à l'arrêt jusqu'au montant de la valeur des penalités adjugées contre lui pour telle offense ou qui ne paiera point telles penalités dans quatre jours après telle conviction : alors & dans tel cas la Justice constituera tel Delinquant Prisonnier sans le recevoir à Caution & le gardera dans la prison publique pour l'espace de trois mois ou fera fouetter publiquement tel Delinquant à la Discretion de la Justice."

1790.

1790, 12 Mai.

L'An mille sept Cents nonante, le douzième Jour de Mai.

Present Honorable Homme Lieutenant Colonel Phil. Fall
Lieutenant Gouverneur etc.

Cfats tenus. Par Phil. De Carteret Esc^r Juré Justicier
Lieutenant Bailly, President de l'Assemblée, etc. etc.

Après le serment de Mons^r Thomas Gallichan Jean Poingdestre Esc^r
Justicier demeure exoiné par maladie.—Le Rev^d Clement Dumaresq
Recteur de St. Clement est en defaut excusé.

1790.

Les Etats ont eu communication d'une Lettre de Mess^{rs} Seward et Pipon de Southampton par laquelle ils sont informés qu'un Bill est soumis à la Consideration du Parlement qui a pour objet de priver Southampton de la permission dont cette ville jouit de transporter hors de son Havre une certaine quantité de Grain & de farine accordée aux Isles de Jersey, Guernesey & Serk lorsqu'il est defendu d'en exporter ailleurs & de transferer cette permission exclusivement au Port de Londres. Les Etats assemblés extraordinairement pour deliberer sur un sujet qui interesse de si près le Païs, ont été d'opinion que ce Bill en ce qui regarde l'Exportation du Grain & de la farine dans cette Jsle hors du Port de Londres seroit de la plus funeste conséquence & même pourroit être Cause d'une famine non seulement parmi les Habitans mais aussi parmi les soldats de la Garnison. Ils ont trouvé que l'Jsle ne fournit pas assez de Grain pour subvenir aux besoins des Habitans & de la Garnison pour la moitié de l'année : qu'en consideration de cette disette, la liberalité du Parlement leur a ottroyé annuellement une certaine quantité de Grain & de farine : que l'Exportation s'en est faite jusqu'ici hors du Port de Southampton & pour des vuës sans doute, les plus sages, parce qu'il est le plus commode pour cet effet de tous les Havres de l'Angleterre tant par rapport à sa proximité qu'à la frequentation de nos vaisseaux que le Commerce engage à y aller et venir très souvent : que s'il falloit aller à Londres pour le Grain & la farine dont nous avons besoin le trajet etant long & les vents d'ouest regnant une grande partie de l'année, l'Jsle & la Garnison pourroient souffrir considerablement manque d'une denrée si necessaire à la vie : que la farine seroit dans le cas de se gâter pendant ce long voyage ; & que si pour remedier à cet inconvenient on n'apportoît que du Grain l'experience a démontré qu'on ne pourroit en moudre avec assez de célérité pour repondre à la Consommation⁽¹⁾ des Habitans & de la Garnison, eu égard au petit nombre de Moulins dans le Païs : & que dans des temps de secheresse on n'en pourroit moudre qu'une très petite quantité. Cette assemblée justement allarmée du danger qui menace les Habitans & la Garnison de sa Majesté & convaincuë qu'il est de son devoir de faire usage sans delai des moyens les plus propres pour prevenir un si grand mal, ont requis & autorisé Messieurs Hemery &

(1) Sic.

Du Pré d'écrire incessamment à son Excellence le General Conway pour le supplier au nom des Etats de vouloir bien représenter aux Ministres de Sa Majesté la situation déplorable où se trouveroit le Pais si cette partie du Bill qui les regarde avoit lieu & d'interceder tant auprès d'eux, qu'auprès de ses Amis Membres du Parlement pour que le Privilege, que le Parlement a concédé au Pais, de tirer une certaine quantité de Grain & de farine du port de Southampton lui soit continué. Mess^{rs} Hemery & Du Pré sont en même temps autorisés d'écrire au nom des Etats à Jean Dumaresq, Paul Le Mesurier & Jean Fiott Esc^{rs} pour les prier de faire tous leurs efforts conjointement ou séparément afin que la partie du Bill en question si préjudiciable au Pays soit retranchée. Ces Messieurs sont aussi dirigés de transmettre ce present Acte à Mons^r le Général Conway & auxdits Jean Dumaresq Paul Le Mesurier & Jean Fiott Esc^{rs}. 1790.

A l'Assemblée des Etats de l'Isle de Jersey.

1790, 11 Juin.

L'An mille sept Cents nonante, l'onzième Jour de Juin.

Presens Honorable Homme Capitaine Peter Aylward Deputé Gouverneur, Edo^d Le Maistre, Phil. De Carteret, Esc^{rs} Jurés-Justiciers, etc. etc.

Les Etats ont été aujourd'hui convoqués par Mons^r le Deputé Gouverneur à l'occasion du décès de William Charles Lempriere Esc^r lequel fut cidevant Lieutenant Bailly & vû que l'appointment de Phil. De Carteret Esc^r de la part du Bailly pour agir en qualité de son Lieutenant n'étoit que durant l'absence de l'Isle ou l'Indisposition dudit Sieur Lempriere, l'Assemblée dans la circonstance présente a commencé par choisir Edouard Le Maistre Esc^r premier Juge sur le Siege pour recueillir les opinions sur la question comment il sera pourvu à l'Administration de la Justice. Ensuite de quoi lecture a été faite de l'appointment tant dudit Sieur Lempriere que dudit Sieur De Carteret & plusieurs prejugués anciens & Modernes analogues à la présente circonstance ayant été produits & leus. Les Etats après avoir meurement considéré le sujet ont choisi & appointé ledit Phil. De Carteret Esc^r Juge Delegué pour presider l'Assemblée des Etats & pour continuer l'administration de la Justice, jusqu'à ce qu'il y soit autrement pourvu, En consequence de quoi le serment

Juge Delegué.

ordinaire de Juge Delegué a été administré audit Phil. De Carteret Esc^r par ledit Edouard Le Maistre Esc^r premier Juge & le Sceau public de l'Isle & la Masse Royale lui sont restés entre mains.

1790, 11 Juin.

L'An Mille sept Cents nonante, l'onzieme Jour de Juin.

Present Honorable Homme Capitaine Peter Aylward Deputé
Gouverneur etc.

Etats tenus. Par Phil. De Carteret Esc^r Juge Delegué
en l'Isle de Jersey, Président de l'Assemblée, etc. etc.

Les Etats ont aujourd'hui resolu de faire des Remercimens à Thomas Le Mésurier Esc^r Conseiller en Angleterre pour le vif Interêt qu'il a de tout temps pris au bien être de cette Isle, & particulièrement pour les recherches penibles qu'il a bien voulu faire sur le sujet du rétablissement du Jugement par Enquêtes, pour la clarté qu'il a, par ce moyen, repandue sur ce point essentiel à la tranquillité & au bonheur des Habitans, pour la demonstration qu'il a faite du droit des Habitans à cet admirable Système de Jurisprudence & pour le service qu'il a rendu en prouvant l'Analogie qui existe entre l'etat actuel de ce système en Angleterre & celui qui regnoit autresfois à Jersey & pour le zèle & l'habileté avec lesquels il a dans cette occasion plaidé la Cause des Etats devant les Très Honorables Seigneurs du Conseil Privé de Sa Majesté. Afin que les sentiments des Etats à l'égard de Mons^r le Mésurier puissent parvenir à sa connoissance, Jean Dumaresq Esc^r Connétable de S^t Pierre est requis & autorisé de faire authentifier ce présent Acte et de le lui transmettre.

Jean Dumaresq Escuier, Deputé par les Etats auprès des Très Honorables Seigneurs du Conseil Privé de sa Majesté pour solliciter le rétablissement du Jugement par Enquête en matieres civiles, criminelles & mixtes, ayant à la requête de cette assemblée, donné un Narré circonstancié tant des démarches qu'il a faites pour assurer le succès de la susdite proposition, que de tout ce qui s'est passé au Conseil à ce sujet : Les Etats ont cru devoir un témoignage de leur parfaite approbation audit Sieur Dumaresq pour le Zèle, les connoissances & le désintéressement avec lesquels il s'est acquitté d'un Emploi, dont le but etoit de faire revivre un ancien privilege, qui interesse si essentiellement le bonheur & la tranquillité du Païs.

1790, 29 Juin.

L'An mille sept Cents nonante le vint neuvieme Jour de Juin.
Présent Honorable Homme Capitaine Peter Aylward Deputé
Gouverneur etc.

Etats tenus Par Phil. De Carteret Esc^r Juge Delegué
etc. Président de l'Assemblée, etc.

Après le serment de Phil. Le Gros Esc^r Mons^r Phil. Pinel Con^{ble} de
la Trinité demeure exoiné par maladie.

Lecture ayant été cejourd'hui faite de deux Rapports du Comité
de l'Hopital l'un en date du 26^e Avril & l'autre du 10^e Mai 1790,
à l'égard d'un Plan pour l'Etablissement d'un Hopital Général, Les
Etats ont ordonné que lesdits Rapports demeureront logés au Greffe
afin que les Connétables des différentes Paroisses puissent consulter
leurs Constituans sur ce sujet important : A quel effet le Greffier est
autorisé de donner une Copie authentique dudit Rapport du 10^e Mai
dernier à chacun desdits Connétables.

Les Etats prenant en considération le Rapport du Comité de
l'Hopital du 17^e Juin 1790 touchant l'examen des Comptes de Mons^r
Phil : Lerrier Trésorier dudit Hopital ont approuvé dudit Rapport, et
voyant qu'il est dû audit Sieur Lerrier une ballance considerable par
plusieurs des Connétables, Les Etats ont cru devoir declarer que
cette ballance doit être payée sans delai : & tous les Connétables se
sont engagés respectivement de rembourser ledit Sieur Lerrier entre
ci et le premier Jour de Septembre prochain.

Certaine Requête adressée à Sa Très Excellente Majesté en
Conseil touchant l'appointement à l'Office de son substitut Executif
& Chef Magistrat dans ce Païs ayant été luë par deux fois dans les
Etats & dûment considerée & débattuë & les diverses Patentes &
autorités relatives audit Office ayant été produites les Etats ont
approuvé ladite Requête & ont resolu qu'elle sera immediatem^t mise
sous le Sceau de l'Isle & ensuite transmise par le Greffier au Clerk
du Très-Honorable Conseil du Roi pour être présentée à Sa Majesté.

De laquelle requête la Teneur ensuit.

" To The King's Most Excellent Majesty in Council

" The Humble Petition of the States of your Majesty's

" Island of Jersey

" Sheweth

M

1790. "That on the 14th Instant the States were convened by the Deputy Governor for the purpose of chusing a Judge Delegate, in consequence of news being received of the Death of William Charles Lempriere Esq^r.⁽¹⁾ who was absent from the Island and in whose absence Philip De Carteret Esq^r. was authorised to exercise the office of Lieutenant Bailly of Jersey : and the States then named the said Philip de Carteret Esq^r. to be their President and Judge Delegate, in order to continue the functions of the Legislative Assembly and the administration of Justice, until it should be otherwise provided for.

"That your Petitioners conceive this to be a proper occasion to address Your Majesty, with profound humility, on a subject which appears to them to be of infinite importance to the future welfare, tranquillity and happiness of this Jsland, namely the appointment of Your Majesty's Executive substitute and Chief Officer of Justice here. They therefore beg leave with the utmost deference and respect to submit to your Majesty's Consideration the authorities they have met with and the observations which have occurred to them relative to this High office and the appointment to it.

"By the Constitutions made for this Island in the Reign of King John and confirmed by his successor Henry the Third, the Court of Justice is to consist of the Bailly and twelve Jurats. The Governor and Bailly were originally one and the same Person, bearing the title of *Ballivus*. Afterwards the Governor appointed a Bailly to administer Justice, and so it continued for several Ages. The appointment of the Bailly was then considered as a Prerogative attached to the Office of Governor and was inserted in his Patent : Even after the Charter of Henry the 7th which ordered it otherwise.

"This question however came to a formal decision in the Reign of King James the first, when Sir John Peyton, the Governor, claimed the right of nominating the Bailly by vertue of His Letters Patent.

"The point was then finally settled and the right taken away from the Governor by other Letters Patent bearing date the 9th of August 1616 :—John Herault, a Native residing in the Island, was put in possession of the office of Bailly by the King. The Order

(1) Le Lieutenant-Bailli William Charles Lempriere mourut en Mai 1790 à Pézenas, dans le midi de la France, où il était allé pour sa santé. Voir Vol. IV des Bulletins, p. 111.

1790.

made hereupon contains these remarkable words ; applicable, as your Petitioners humbly conceive, to the present times and Circumstances :
 “ For asmuch as the power and authority to nominate and appoint or
 “ constitute a Magistrate or publick Officer of Justice is one of the
 “ Essential and principal Marks of our supreme power and authority
 “ and an Act merely regal and altogether inseparable from our Royal
 “ Person, and that contrary to our Royal intent and meaning the
 “ same hath been inserted into the said Sir John Peyton’s Letters in
 “ prejudice of the common rights and Privileges of that Jsland and
 “ the special laws and Statutes and ordinances made for the Govern-
 “ ment of the same : We therefore &c^a : ”

“ From that time the appointment to the Office of Bailly has remained wholly with the Crown. It does not appear, by the Letters Patent above stated, that the Bailly John Herault had power to name a Deputy nor is such a power to be found in any former appointments. The Residence of the Bailly and his actual service as a Magistrate were implied and expected, and so this office was held and exercised in more early times by John Dumaresq, Hostes Nicolle, Helier de Carteret, Thomas Lempriere, Clement Le Hardy, John Poindestre and others who were natives and residing in the Island. When the Bailly could not act, by reason of absence or other inability, the power of substitution did not remain with him, but reverted to the Governor, who prior to the Reign of James the first exercised that power, which the Crown then thought proper to resume, of this there are several instances in the Records.

“ The Privilege of naming a Lieutenant Bailly appears for the first time in the Patent granted to Sir Philip de Carteret who was appointed Bailly by King Charles the second, immediately after the restauration ⁽¹⁾. Sir Edward de Carteret his successor, who had obtained from the same Prince the Reversion of the office of Bailly obtained also the like power of naming a Lieutenant. It is expressed in these words “ Pour ces causes de notre grace spéciale certaine connoissance & propre mouvement, a iceluy avons donné et ottroyé pour nous nos hers & successeurs pour sa vie durant la reversion et survivance de l’office et charge de Bailli en notre Isle de Jersey que tient et exerce maintenant notre bien-aimé Philippe de Carteret Escuyer pour iceluy office tenir & exercer par lui ou par son Lieutenant qui soit de probité & suffisance capable, quand la chose escherra.”

(1) *Sic.*

1790.

" At the revolution however, when the Rights of the subject were investigated and attended to, and civil liberty and good Government were established the ancient practise of the Bailly's residence in Person was insisted upon, and a Clause was inserted for that purpose in the Patent which appointed Edward De Carteret Bailly dated the 14th of April 1694 in these terms. " Proviso neanmoins et sur condition que l'avant dit Edward De Carteret sera resident en ladite Isle durant le temps de son ⁽¹⁾ Continuance en ledit Office sinon que nous donnerons licence suffisante au contraire."

" The like Clause is inserted in the next Patent appointing Sir Charles De Carteret dated the 5th of September 1702. But when John Earl Granville who was Lord President of the Council was appointed Bailly, that Proviso was omitted and has not been introduced since. By the former Patents, the Office was held during pleasure; by the Latter, it is held for life. Upon the whole your Petitioners considering the Residence of your Majesty's own Executive Substitute in this Jsland as a great and valuable Privilege derived from their Constitutions, and enjoyed for a Succession of Ages after, confirmed and insisted upon at the revolution, and at this time, particularly essential to the peace and welfare of upwards of twenty thousand of your Majesty's loyal subjects, hold it an indispensable duty to lay their claim at your Majesty's feet with entire submission and confidence: most humbly praying that your Majesty will be pleased to take into Your Royal Consideration the nature and Importance of the office of Chief Magistrate of Jersey and the mode of appointment to it: that your Majesty will deign with your wonted benignity, to look back on the troubles and disputes which have for many years past, agitated this Country; and that in your Paternal Care for the prosperity and happiness of your most faithful Subjects, the Inhabitants of Jersey, Your Majesty will be graciously pleased to prescribe such measures as in Your Royal Wisdom, shall appear just and proper for the preservation of harmony and the future good government of this Jsland.

" And your Petitioners as in duty bound, will ever pray &c &c.

By order of }
the States } Phil: De Carteret Greffr

" Jersey, the 29th of June 1790.

(1) *Sic.*

TABLE DES MATIÈRES

A.

Amy, François, 34, 37.
 Ancrage, droits d', 67, 68.
 Anley, Edo., 50.
 Arpenteurs, 82-85.
 Arthur, Jean, 26 ; Nicolas, 15, 23, 38, 58.
 Artillerie, 5, 32.
 Arsenaux, 6, 32.
 Assemblées paroissiales, 13, 14, 16.
 Assistance publique, 11, 33, 38, 46, 48, 60, 80, 85.
 Avocat-Général, 12, 69, 71, 77.
 Aylward, Peter, le Capitaine, 89, 92.

B.

Badin, Judith, 48.
 Bailli, nomination du, 89, 91-94.
 " Lieutenant du, 12, 41-43, 55, 56, 65, 77, 89, 92, 93 ; représentation faite par le, 39, 40, 45, 47.
 Baleine, pêche de la, 29.
 Balleine, Amice, 14.
 Bandinel, Thomas, 8.
 Bateau de Santé, 25, 27, 60, 68.
 Baudains, Nicolas, 24, 27 ; le Centenier, 3, 6, 13, 33.
 Benest, Brun, 77 ; Elizth, 77.
 Bertram, le Rév. George, 38, 46, 77.
 Bétail, importation de, 51-53.
 Bichard, Philippe, 77.
 Binet, Thos., 82, 85 ; le Cent^r, 3, 48.
 Bingham, Thos., 48.
 Boulevard, rue du, 75.
 Boutillier, Le, Jean, 27.

C.

Caen, de, Susanne, 38.
 Carteret, de, Messire Charles, 94 ; Messire Edouard, 93, 94 ; Hélier, 93 ; Jean, 41 ; Philippe, 8, 10, 32, 41, 42, 55, 65, 77, 89-93.

Centeniers, 3, 6, 13, 23-28, 33, 37, 40, 43, 48, 51, 53, 58, 79.
 Chambre de Commerce, 29.
 Chaussées, 11, 67, 68, 74, 81.
 " Comité des, 7, 25, 56, 60, 62-64, 67, 72, 76, 82-84.
 Chef-Magistrat, 91.
 Chef de Police, 23.
 Cloche, La, le Rév. Jean, 25, 86.
 Cohue royale, 18, 63.
 Collas, Jean, 75, 77, 84 ; Philippe, 3, 13, 55, 59.
 Comité d'éducation institué, 70.
 Commerce, 51, 63, 67, 73 ; chambre de, 29.
 Comptes publics, 35 ; ordre *in re*, 29.
 Connétables, 3, 10, 13-15, 22-26, 29, 32-38, 46, 51, 54, 55, 58, 59, 64, 67, 73, 91 ; comptes des, 33, 78 ; plainte contre un, 13-16.
 Conseil Privé, 9, 21, 26 ; " Clerk " du, 60, 64 ; Lettres du, 22, 39, 44, 64, 66, 77, 78 ; Ordres du, 23, 24, 26, 49, 54, 56, 60, 61, 65, 67, 70, 86.
 Conway, le Général, 3, 7, 9, 31, 35, 44, 49, 89 ; voir aussi Gouverneur.
 Corps de garde, 32, 36.
 Cottrell, Stephen, 42, 71.
 Cour royale, 77 ; Actes de la, 56, 70 ; constitution de la, 92 ; jugement de la, 14 ; observations de la, 21, 85.
 Couteur, Le, Jean, 27, 37, 63 ; le Rév. M., 21 ; le Centenier, 35.
 Croix, de Ste., Josué, 48.

D.

Dauvergne, le Général, 49.
 Dean, Anne, 77.
 Défense de l'Île, 4, 8, 11, 12, 17, 29, 32, 34, 36, 37, 43, 45, 59, 63, 70-72, 78, 80.
 Délai de justice, 56.

Dénonciateurs, 12, 67, 68.
 Députés des Etats, 4, 6, 9, 31, 33, 40, 44-46, 54, 64, 69, 90.
 Déserteurs, 86.
 Dettes publiques, 5, 8, 11, 12, 32, 80.
 Douane, 50, 65.
 Dumaresq, le Bailli Jean, 93 ; le Rév. Clément, 37, 87 ; Jean, Connétable de St. Pierre, 4, 6, 9, 19, 21, 29, 31, 33, 35, 37, 40, 46, 47, 54, 57, 64, 69, 71, 72, 77, 85, 89, 90 ; Jean, Connét. de St. Sauveur, 19, 21, 38, 43, 64 ; Philippe, 18, 33, 45, 49 ; M., 25.
 Durell, Jean-Thomas, 12, 69, 71, 77, 85 ; Thomas, 58.
 Dyke, Thomas, 85

E.

Education, 70.
 Elections contestées, 23, 24, 27, 28 ; de Connétables, 22, 24, 28.
 Enquêtes, jugement par ; voir Jugement.
 Enregistreur des Certificats, 50, 65.
 Etats, admission de Connétables ou Centeniers aux, 23, 26-28 ; adresses des, au Roi, 31, 35 ; comités des, 11, 21, 37 ; convocation des, 39, 40 ; députés des, voir Députés ; lettre des, au Conseil, 41 ; privilèges des, 69 ; Quorum des membres des, 49, 65 ; récompense offerte par les, 19 ; remerciements des, à leurs Députés, 54, 90 ; représentation contre les, 39-41, 45, 47 ; requête aux, 13 ; requêtes des, 9, 25, 26, 59, 60, 91.

F.

Fall, Phil., 3, 9, 61 ; voir aussi Gouverneur, lieutenant du.
 Farine etc., transport de, 50, 59, 63, 65.
 Fawkenner, W^m, 64, 66, 77.
 Feuvre, Le, Rév. Richard, 19, 21, 22 ; le Cent^r, 3.
 "Fifres", 5.
 Filleul, Elizth, 77 ; Jean, 77.
 Fiott, Jean, 89.
 Foire, terrain de la, 12.
 France, 19 ; bétail de, 51.

G.

Gallen, M^{re}, 62.
 Gallichan, le Dénonciateur, 12, 67 ; Thomas, 87.
 Garde, de la, 69, 85 ; Mess^{rs}, 4 ; le Rév. Philippe, 12 ; Thomas, 12.
 Garnison, 19, 59, 88.
 Gorey, 33.
 Gosset, Madeleine, 42.
 Gouvernement français, agents du, 19.
 Gouverneur, 6, 9, 43, 92, 93 ; voir aussi Conway ; Lieutenant du, 6, 11, 19, 21, 25, 30, 35-37, 44, 49, 57, 58, 60, 67, 70, 85 ; Député du, 89, 90, 92 ; Gouverneur, Bailli et Jurés, 56, 62, 63, 72, 81.
 Grains, 58, 59, 60, 63 ; transport des, 50, 65, 67, 88.
 Granville, John, Comte de, 94.
 Grenville, M., 16, 49, 60.
 Greffe, 70 ; Commis-au, 39.
 Greffier, 9, 21, 30-33, 39, 40, 42, 47, 60, 64, 66, 72, 80, 85, 94 ; Substitut du, 39.
 Grève de Lecq, 32, 36.
 Gros, Le, Phil., 91.
 Guernesey, 88.

H.

Hacquoil, Edo., 22, 37, 48.
 Halles, 51.
 Hammond, Jacques, 49.
 Hamon, le Cent^r, 25, 30, 46, 79 ; Phil., 43, 53, 56, 57, 77.
 Hardy, Le, Clément, 93 ; Phil., 10, 20, 21, 34, 35, 38, 44, 46, 47.
 Havres, 51-53, 56, 62, 63, 74.
 Heaume, du, Edo., 77.
 Hemery, Clément, 45, 67 ; Jacques, 21, 25, 47, 54, 64, 69, 71, 72, 77, 85 ; M., 25, 88.
 Herault, Jean, 92, 93.
 Heriot, le Docteur, 47.
 "Hicq-Hocq", 7.
 Hilgrove, James, 8, 22.
 Hitchcox, Charlotte, 11.
 Holland, Mary, 10.
 Hôpital-Général, 4, 6-8, 10, 29, 37, 43-46, 48, 49, 57, 58, 60, 80, 91 ; légations à l', 46, 57 ; trésorier de l' ; voir Trésorier

Huissier des Etats, 37.

I.

Impôt, 6, 56 ; nouvel, 4, 8, 32, 37, 48, 67 ; sur le rhum etc., 32.

Imprimerie, 67, 69.

Invalides, 11, 48, 53, 57, 85.

J.

Janvrin, François, 18, 33, 77.

Journeaux, François, 8.

Juge-Délégué, 89-92.

Jugement par enquête, 9, 21, 22, 39-42, 54, 70-72, 78, 85, 90.

Jurés-Justiciers, 47, 49, 50, 55-59, 71, 77, 92 ; démission de, 47, 56, 59, 65, 66 ; quorum de, aux Etats, 48, 55, 59.

Justice, délai de, 56.

L.

Laines, 9, 33.

Lempriere, Jacques-Amice, 56 ; Thomas, 26, 93 ; William-Charles, 12, 39, 41, 43, 55, 56, 59, 60, 65, 66, 89, 92.

Lerrier, Phil., 6, 11, 32, 33, 36-38, 45, 46, 48, 57, 80, 91.

Loi pénale, 69, 71, 85.

Londres, port de, 88.

Loteries, 11, 12, 17, 18, 28, 29, 32-37, 45, 69, 70, 80.

Luce, Jean, 7.

Lys, Phil., 25, 60.

M.

Machon, Florence, 85.

Magasins paroissiaux, 32.

Maistre, Le, Edouard, 4, 21, 84, 89, 90.

Mallet, le Rév. Jean, 37, 66, 70 ; Pierre, 18, 33 ; Thos., 45.

Marché public, 49.

Marées, 33.

Marett, François, 8, 20, 50, 86 ; Jean, 27 ; Jeanne, 8 ; le Cent^r, 48.

Marinel, Le, Charles, 21, 22.

Marins naufragés, 79.

Mason, Esther, 38 ; Jean, 38.

Masse royale, 90.

Mauger, Pierre, 3.

Mendiants, 79.

Mer, ravages de la, 33.

Messervy, Nicolas, 37, 38, 43, 77, 38, 84 ; le Rév. Philippe, 46.

Mesurier, Le, Paul, 4, 6-8, 10, 43, 46, 49, 57, 60, 89 ; Thomas, 90 ; M., 57.

Milice, 5, 6, 32, 37.

Montays, Le, le, Cent^r, 22.

Morin, Jean-Gédéon, 77.

Morue, pêche de la, 29.

Moulin, bié du, 76 ; moulins, 88.

Mourant, le Cent^r, 40, 48.

Mutinerie, 86.

N.

Navigation, 29, 63, 73.

Négociants, 29.

Ného, Esther, 38.

Nelson, James, sa veuve, 85.

Nicholas, Anna, 11.

Nicolle, Edo., 39 ; Henry, 23 ; Hostes, 93 ; Philippe, 55, 59 ; le Cent^r, 22, 25, 30.

Noiron, Françoise, 48.

O.

Officiers du Roi, 12 ; du Connétable, 14 ; de Police, 29, 50, 67, 86.

Ordres du Conseil ; voir Conseil ; révision de certains, 39, 40, 42.

P.

Paradise, Ann, 53.

Parcq, Du, le Cent^r, 13.

Parlement, Actes de, 29, 30, 58, 61, 86 ; " bill " soumis au, 88, 89.

Paroisses, 32.

Patriarche, Guillaume, 18, 30, 33, 37, 43, 45, 48, 54, 56, 61, 77, 79.

Pauvres ; voir Assistance.

Payn, Charles, 4, 8, 22, 25, 30, 35, 38, 44, 46.

Pêche de la morue, 29.

Peyton, Sir John, 92.

Pinel, Phil., 25, 86, 91.

Pipon, Elie, 22 ; Elizabeth, 46 ; Jacques, 32, 45, 75, 77, 83, 84 ; Philippe, 45 ; Thomas, 8, 12, 57, 69, 71, 75, 77, 83-85 ; Thos., fs. Jean, 45 ; Thos., fs. Josué, 46 ; M., 88.

Pitt, le Chancelier, 44.
 Poingdestre, Charles, 8 ; Jean, 7, 34, 79, 87, 93 ; M., 7.
 Port, Maîtres de, 7, 53.
 " Post Office ", 41.
 Pré, Du, le Rév. Dr Edo., 11, 20, 21, 25, 43, 61, 69, 77, 85 ; Jean, 3, 13-15, 22 ; M., 25, 89.
 Prescription d'instance, etc., 57.
 Privilèges de l'Ile, 9, 29, 68, 86, 89, 93, 94 ; des Etats, 69.
 Procédure criminelle, etc., 54, 64, 69, 78, 85.
 Procureur-Général, 12, 69, 71, 77 ; du bien public, 14.

Q.

Quais, 73-75, 82-85.
 Quetteville, de, M., 7.
 Quorum ; voir Etats.

R.

Rât public, 4, 10 ; paroissial, 14, 15.
 Recteurs, 14, 15, 20, 25, 37, 54, 58, 59, 64, 70.
 Règlements divers, 4.
 Remon, Edouard, 18, 33, 45.
 Ricard, François, 3, 20, 54, 58.
 Robin, Philippe, 8, 22, 64.
 Roi, santé du, 30, 35, 44.
 Roi Jean, Constitutions du, 92.
 Rôles de la Cour, 21, 40, 45.
 Rousset, Jean, 43.
 Roux, Le, Charles, 77.

S.

Saint-Aubin, 7, 62 ; hâvre de, 62-64, 67, 68, 72, 83 ; quai de, 75, 82 ; requête d'habitants de, 74.
 Saint-Hélier, 7 ; chaussée de, 73, 74, 81, 83-85 ; hâvre de, 62.
 Saint-Jean, paroisse de, 24, 26-28.

Sainte-Marie, paroisse de, 13, 14, 16, 17, 22, 23, 26, 36.
 Saint-Martin, paroisse de, 25.
 Saint-Ouen, paroisse de, 38.
 Sceau de l'Ile, 31, 90, 91.
 Seale, Elizabeth, 57.
 Secretan, M., 57.
 Segments, 43.
 Sercq, 88.
 Soldats, 38, 53, 57.
 Southampton, douane de, 50 ; port de, 58, 88.
 South Sea Annuities, 8.
 Statue du Roi, 49.
 Stanton, Elizth, 57 ; William, 57.
 Sydney, Lord, 30, 35 ; lettre de, 35.
 Syvret, le Rév. Thos., 20, 21, 63, 64, 70.

T.

Tambours, 5.
 Taylor, Elizabeth, 48.
 Terreneuve, 29.
 Tredwell, George, 77.
 Trésorerie, la, 29.
 Trésorier, des Etats, 10, 11 ; de l'Hôpital, 4, 6, 43, 46, 53, 57, 58, 85, 91 ; des droits d'ancrage, 67, 68 ; du nouvel Impôt, 32, 78, 80.
 Tublin, Le, Marie, 48.
 Turner, Marie, 48.

V.

Valpy, le Rév. François, 14, 15.
 Van Heythuysen, M., 66.
 Veulle, de, Aaron, 58, 82-85.
 Vibert, Elie, 7.
 Villeneuve, Jean, 18, 33, 77.

W.

Wimms, Samuel, 38.
 Winter, John, 77 ; Phil., 77.

SOCIÉTÉ JERSIAISE

ACTES DES ETATS

DE L'ILE DE JERSEY

Septembre 1790 à fin Décembre 1792.



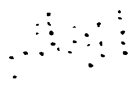
Jersey :

LABEY ET FILS, IMPRIMEURS, ETC.,

BERESFORD LIBRARY, ST.-HÉLIER.

1914.

Tiré à 400 exemplaires.



PRÉFACE

Cette publication comprend les Actes des Etats depuis le 11 Septembre 1790 jusqu'au 31 Décembre 1792 (deux ans et trois mois et demi). Il est à remarquer que, la question de la nomination d'un Lieutenant-Bailli n'étant pas encore tranchée, Philippe de Carteret Ecr., alors octogénaire, continua à exercer les fonctions de Juge-Délégué pendant toute cette période.

Les sujets principaux qui ont occupé l'attention de l'Assemblée législative durant cet espace de temps sont, comme pour la publication précédente, le rétablissement du Jugement par Enquête ; la visite des Commissaires Royaux, chargés de faire une étude des réformes, réclamées avec instance, par les habitants de Jersey, dans la Constitution et les lois ; la reconstruction et la réorganisation de l'Hôpital Général ; de nouveaux règlements concernant la Milice, l'importation de bétail, etc.

L'agriculture, comme de coutume, continuait à être l'objet de la sollicitude des pouvoirs publics : comme quelques années auparavant, Jersey était encore infesté de taupes, et les Etats furent obligés, pour la seconde fois, de nommer un Comité chargé de combattre ce fléau.

Mentionnons aussi que pour obtenir une organisation efficace du "nettoyage des rues de la Ville de St' Héliér", les Etats durent s'adresser à Sa Majesté en Conseil.

En ce qui concerne la liste des Greffiers et Commis-au-Greffé que nous avons l'habitude de donner ici au fur et à mesure, nous n'avons aucun nouveau nom à signaler, car Philippe de Carteret—petit-fils du Juge-Délégué—a continué à exercer les fonctions de Greffier pendant la période sur laquelle cette publication s'étend.

J. A. MESSERVY.

18 Novembre 1914.

Actes des Etats de l'Isle de Jersey

SEPTEMBRE 1790 À FIN DÉCEMBRE 1792.

ACTES DES ETATS.

L'An mille sept Cents nonante, l'onzieme Jour de Septembre.

Present Mons^r le Deputé Gouverneur.

Etats tenus. Par Phil. De Carteret Esc^r Juge Delegué
en l'Isle de Jersey, Président de l'Assemblée, etc.

1790, 11 Sept.

Etats, Livre 8,
f^o 213.

Le Comité des Chaussées ayant fait rapport aux Etats qu'il s'est transporté aujourd'hui au Havre de St. Helier pour visiter la partie du Sud de la vielle Chaussée laquelle lui a paru en très mauvais état : que plusieurs Pierres ont sorti de leur place vers les fondemens, ce qui est attribué aux fortes secousses de la Mer & au défaut du travail dans sa premiere Construction : que d'ailleurs la partie inferieure de l'Edifice de ce même côté projecte au dehors de la ligne des fondemens : & qu'il seroit necessaire d'employer incessamment des Ouvriers à remplacer les pierres ainsi deplacées, jusqu'à ce qu'une saison plus convenable permette d'y faire des reparations plus amples : Ledit Comité a de plus representé que deux des Tapras sont devenus inutiles eu égard à leur situation près de l'Islet qu'on est à construire⁽¹⁾ & qu'il seroit à propos de les faire lever & placer ailleurs avec des Bouies⁽¹⁾ & d'en établir un neuf : Ledit Comité recommande aussi aux Etats de demolir les murs interieurs du bain qui est dans le neuf quai & de faire employer les Pierres qui en sortiront au nouvel ouvrage de l'Islet & ensuite de faire remplir ledit Bain au Niveau du Quai. Les Etats prenant ces differens objets en consideration ont approuvé de ce qui est proposé par ledit Comité, Et ont ordonné que ces ouvrages seront faits sous la direction de Messieurs Hemery, Lempriere, Du Pré & Hamon & que les frais pour les Tapras & pour remplacer les pierres du sud de la vielle Chaussée seront pris sur l'Ancrage.

(1) Sic.

1790. Les Etats ont ordonné que la Proposition qui fut logée au Greffe le 27^{me} octobre 1789, au sujet du Raat ⁽¹⁾ des Paroisses de cette Jsle, des Voteurs dans les Elections & des qualités requises pour constituer un Principal de Paroisse sera prise en consideration par Jacques Amice Lempriere & Charles De La Garde Esc^{rs} du Corps de la Justice Et le Reverend Docteur Edouard Du Pré & le Reverend Franç^s Ricard du Corps du Clergé, Et Jean Dumaresq Esc^r Con^{ble} de S^t Pierre & Phil : Hamon Esc^r Centenier de S^t Helier, qui s'assembleront en Comité & en feront rapport aux Etats.

Jean Dumaresq Esc^r Connétable de S^t Pierre ayant donné Lecture à l'Assemblée d'une Lettre qu'il a reçu de Thomas Le Mesurier Esc^r Conseiller à Londres en réponse à celle que ledit Sieur Dumaresq fut requis de la part des Etats d'ecrire audit Sieur Le Mesurier en transmettant l'Acte des Etats du 10^{me} Juin dernier qui remercioit ledit Sieur Le Mesurier pour la maniere zelée & habille avec laquelle il avoit plaidé la Cause des Etats devant sa Majesté en Conseil pour le rétablissement des Enquêtes en causes criminelles, civiles & mixtes : Les Etats ont ordonné que ladite Lettre sera entrée sur le Livre des Etats.

Dequelle Lettre la Teneur ensuit

Dear Sir

I must beg the favour of you to communicate to the States of Jersey the high sense which I entertain of the honour conferred upon me by their Act of the 18th of June last.

A cause so momentous and so interesting as was the Proposition respecting Juries could not but stimulate my mind to it's utmost Exertions and if I have had the good fortune to be of service, it must be attributed to those sentiments which I cannot but believe that I only share in common with the rest of my profession.

You will be so good as to assure the States that I shall never forget this very flattering proof of their Confidence and esteem : and that I look with anxiety to the final success of their Endeavours ; when it will become my greatest pride and satisfaction to think that I have been instrumental in reestablishing a System which appears to me the most effectual if not the only means of restoring Peace and

(1) *Sic.*

tranquillity to the Island and protecting it's Inhabitants from that oppression and those vexations to which they have been so often and so cruelly exposed. 1790.

I am Sir with great regard

Your very affectionate and faithful Servant

Signed Tho^s Le Mesurier

Mitre Cant Buildings Temple July 5th 1790.

John Dumaresq Esq^r.

L'An mille sept Cents nonante le dix-huitième Jour d'Octobre. 1790, 18 Oct.

Present Mons^r le Deputé Gouverneur.

Etats tenus. Par Phil : De Carteret Esc^r Juge Delegué
etc. Président de l'Assemblée : etc.

Le Reverend Jean Mallet Recteur de St. Pierre est en défaut à assister aux Etats.

Les Etats ont aujourd'hui pris en Consideration les differens Plans qui furent logés au Greffe le 13^{me} Mars 1790 pour l'Etablissement d'une Lotterie publique & ayant delibéré sur le sujet la question a été premierement muë Sçavoir si la necessité des affaires & fonds publics exigent une Lotterie presentement ce qui a été decidé dans l'affirmative. Ensuite dequoi l'amendement suivant a été proposé savoir qu'au lieu de quatre milles Billets il y en ait six milles et que le profit qui en resultera étant douze mille Livres soit divisé moitié à l'acquit des dettes publiques & à la Defense de l'Isle & l'autre moitié à continuer les travaux des Havres de St^e Hélier et de St^e Aubin ; Et un autre amendement a été proposé que hors des douze milles Livres provenant de la Lotterie deux milles Livres soient employés à meubler l'Hopital Général & que le reste soit divisé moitié par moitié entre les deux autres objets. Un autre Amendement a été aussi proposé pour que mille Livres soient employés à garantir le village de Gorey & le plat País d'alentour des Ravages de la Mer. Les Etats ont sur le tout cru devoir suspendre jusqu'à leur prochaine tenuë la decision finale à l'égard du nombre des Billets et de l'application des deniers provenant de ladite Lotterie. Et dans l'Interim le Comité pour la Defense de l'Isle choisi ce jour est chargé de prendre ce sujet en consideration,

1790. de preparer ce qui sera necessaire & nommer des Commissaires conformément à ce qui fut fait pour les Lotteries des années précédentes.

Comité pour
la Défense
de l'Isle.

Les Etats ont aujourd'hui choisi Nicolas Messervy, Jacques Hemery, Guillaume Patriarche & Jean Le Couteur Esc.^s Jurés Justiciers, Le Reverend Franç^s Valpy, Recteur de S^t Marie, Le Reverend Franç^s Le Coûteur Recteur de Grouville, Le Reverend Edouard Du Pré Recteur de S^t Helier, Le Rev^d Franç^s Ricard Recteur de S^t Jean, Jean Dumaresq Esc.^r Connétable de S^t Pierre, Jean Dumaresq Esc.^r Connétable de S^t Sauveur, Jacques Pipon Esc.^r Connétable de S^t Brélade & Phil: Hamond Esc.^r Centenier de S^t Helier, Pour agir en Comité pour les affaires qui regardent la Defense de l'Isle.

Requête. Lecture ayant été cejourd'hui donnée à l'Assemblée d'une humble Requête adressée aux seigneurs du Très Honorable Conseil Privé de Sa Majesté, les suppliant de prononcer Jugement (aussi tôt que leur Commodité & la nature du sujet le permettront) sur la proposition des Etats de cette Jsle au sujet du Retablissement du Jugement par Enquêtes en matieres criminelles civiles & mixtes. Les Etats ont approuvé ladite Requête & ont ordonné qu'elle sera transmise incessamment par le Greffier au Clerc en Attendance du Très Honorable Conseil Privé de Sa Majesté.

Dequelle Requête la Teneur ensuit.

" To The Right Honourable the Lords of the Committee of Council for the affairs of Jersey and Guernesey, ⁽¹⁾

" The humble Petition of the States of the Jsland of Jersey Sheweth,

" That His Majesty was pleased by His Order in Council bearing date the 5th day of January 1787 to refer to your Lordship's Consideration a Proposition agreed upon by the States on the fourth of october 1786 for restoring Trials by Juries in this Jsland in criminal, Civil and mixt Causes.

" That on the 10th day of May 1787 your Lordships ordered a Copy of the said Proposition to be sent over to the Royal Court of Jersey in order that if the said Court should see any objection to the Plan laid down in the said Proposition they might state their objections thereto for the Jnformation of His Majesty in Council.

(1) *Sic.*

“ That the Royal Court did transmit their observations on the subject in the month of July 1788 And your Lordships were pleased to appoint the hearing of the same for the middle of June 1789 for which purpose the Parties were directed by a Letter from Stephen Cottrell Esq^r dated the 8th day of May 1789 to name forthwith proper Agents to attend your Lordship's board with full instructions to appear for them. 1790.

“ That in obedience to this summons the States appointed James Hemery and John Dumaresq Esq^{rs} their agents with full powers to solicit for them and for the People of the Jsland the Reestablishment of the Trial by Jury agreeable to the Plan proposed.

“ That the said Agents accordingly appeared at your Lordship's Board on the 21st of July 1789, And your Lordships after hearing Counsel on behalf of the States in support of the said Proposition were of opinion that previous to any advice beeing offered to His Majesty on the several Matters contained therein it was necessary to be fully informed of the mode of proceeding in Jersey and of going to trial in all Causes, criminal civil and mixt. And your Lordships therefore ordered that Thomas Pison Esq^r & John Thomas Durell Esq^r His Majesty's Procureur and Advocate General in the Jsland of Jersey and the said James Hemery and John Dumaresq Esq^{rs} Agents of the States should conjointly or separately prepare and lay before your Lordships a statement of the mode of proceeding in the said Jsland and of going to trial in all Causes criminal civil and mixt containing therein what they should apprehend to be the true law of the Jsland from the first commencement of proceedings in any of the said Cases to the final Judgment thereupon had and obtained, also what they conceived to be the criminal law of the Jsland of Jersey, specifying the Crimes enumerated in the said law and the punishments thereby inflicted upon the Commission of each of the said Crimes.

“ That these statements were prepared by the respective Parties and after being interchanged, as it was also ordered, were transmitted to the Council office in the month of January 1790. At this time the States by their Act of the 8th of february 1790 renewed their prayer to His Majesty to regain their ancient privilege of the trial by Jury agreeable to the said Proposition, and with the modifications

1790. specified in the statement prepared by their Agents or in such other mode as to His Majesty in His great wisdom should seem meet. The States also took occasion humbly to represent to His Majesty the ill consequences that might arise from the imperfect state of the criminal Laws of the Jsland if they should remain so for any length of time and they prayed that an early day might be fixed by your Lordships to take these serious matters again into Consideration. The States likewise re-appointed James Hemery and John Dumaresq Esq^r or either of them to attend the Right Honourable Board as their Agents.

“ That by means of a Letter from William Fawkener Esq^r dated the 17th day of February 1790, your Lordships were pleased to acquaint the States and the Royal Court that you were ready to resume the Consideration of the Proposition of the States of Jersey praying the Re-establishment of the Trial by Jury as soon as might consist with the Conveniency of the Gentlemen of the Jsland who might attend your Lordships on the occasion, and that it was your Lordships’ Intention to proceed therein on the 20th day of April following.

“ That the Royal Court to whom your Lordships’ intention was likewise communicated by the Lieutenant Bailly declared in their Act of the 23^d february 1790 that they thought it their duty to apprise your Lordships that the Trial by Jury in criminal civil and mixt Causes appeared to them to be a right belonging to the Jnhabitants of this Jsland, and that it would tend essentially to the welfare of the Country, That far from being willing to oppose the restoration of this precious Privilege the Court joined the Prayer of the States and the general wish of the People approving of the Proposition presented by the States to His Majesty on the subject. The Royal Court named also John Dumaresq Esq^r their Agent on this occasion and authorised him to submit these their sentiments to your Lordships and particularly to state the inconveniences they daily met with in the exercise of their duty as Magistrates for want of criminal Laws.

“ That M^r Dumaresq accordingly went over and attended the Right Honourable Board and on the 23rd and 25th april last, your Lordships were graciously pleased to give a full and patient hearing to the business being attended by Counsel on the part of the Royal Court in support of the said Proposition ; Judgment, however, was reserved on the question.

“ The States venture now to approach your Lordships with great submission, hoping that their anxiety will not be deemed intrusive but the result (as it really is) of a serious concern for the tranquility of the Jsland, for the preventing and punishing of Crimes and the maintenance of good order. Relying with unbounded confidence on His Majesty and your Lordships, your Petitioners do not mean to press the decision of these important matters sooner than the nature of them will admit, but they hold it their duty humbly to pray that your Lordships will be graciously pleased as soon as your Conveniency will permit to relieve them and the Publick from a State of anxious suspense and uncertainty relative to the most material part of the Civil Government of this Jsland.” 1790.

And your Petitioners as in duty bound
will ever pray, etc.

By order of the States, Phil : De Carteret Greffr

Jersey, October 18th 1790.

Le President ayant communiqué aux Etats un ordre de Sa Très Excellente Majesté en Conseil en datte du premier octobre 1790 touchant la peine infligée sur le nommé Jean Rival lequel fut trouvé coupable d'avoir entré de nuit par la fenêtre d'une Maison en la ville de S^t Helier dans la vue d'y commettre vol : dans quel ordre il est fait mention que vû qu'il ne paroît point de loi dans ce Païs qui inflige de peine sur le Crime connu en Angleterre sous le nom de Burglary, Les Etats pourront s'ils le jugent à propos proposer une Loi relative au Crime en question & la transmettre pour l'approbation de Sa Majesté. Les Etats ont crû devoir ordonner que ledit ordre de Sa Majesté en Conseil sera logé au Greffe & qu'il sera referé à la Consideration des membres suivans, savoir de Jacques Hemery, Guillaume Patriarche & Jacques Amice Lempriere Esc^{rs} Justiciers, des
Comité. Reverends Franç^s Le Coûteur, Edouard Du Pré & François Ricard, des Connêtables de S^t Sauveur, S^t Brelade & de S^t Pierre, quels Messieurs sont chargés & autorisés de s'assembler en Comité & de faire leur rapport aux Etats touchant la nature du Crime en question & la peine qu'il seroit à propos d'infliger sur ceux qui en deviendroient coupables, afin que les Etats puissent alors prendre le sujet en plus

1790. ample & mure consideration avant de proposer une Loi à cet égard pour l'approbation de sa Majesté.

Le Connétable de la Paroisse de St^t Brelade ayant représenté aux Etats que Joseph King un des out Pensioners de l'Hopital de Chelsea qui a residé avec sa famille dans ce Païs pour quelques années, est parti en Angleterre & a laissé sa femme & quatre Enfants sans aucune apittance⁽¹⁾; Ce que considéré, Les Etats ont autorisé ledit Sieur Connétable de leur fournir de l'Argent pour les faire passer en Angleterre, & ont décidé que les fraix seront payés par le Trésorier de l'Hopital Général.

Jean Dumaresq Esc^t Connétable de la Paroisse de St^t Pierre aiant donné Lecture à l'Assemblée d'une Lettre de Paul Le Mesurier Esc^t dattée à Londres le 14^{me} Septembre 1790, qui annonce que ledit Sieur Le Mesurier a achetté le même jour pour le Compte de l'Hopital Général, la somme de trois Cents Livres Sterling dans les fonds de trois pour Cent de banque consolidée, Et dans quelle Lettre ledit St^t Le Mesurier annonce pareillement qu'il a presentement quelque argent appartenant à l'Hopital entre mains & sur quel sujet il demande les directions des Etats savoir, s'il placera dans les fonds l'argent appartenant à l'Hopital qu'il a entre mains & qu'il pourra recevoir; Les Etats apres lecture de ladite Lettre & du reçu de la Banque, ont ordonné qu'ils seront entrés sur le Livre des Evidences de l'Hopital, Et ont requis ledit Sieur Dumaresq d'écrire audit Sieur Le Mesurier & le prier d'acheter des fonds pour l'Hopital au moyen de l'argent qu'il a ou pourra avoir entre mains.

1790, 29 Oct. L'An mille sept cents nonante le vint neuvieme Jour du Mois d'Octobre.

Present Mons^r le Deputé Gouverneur.

Etats tenus Par Phil: De Carteret Esc^t Juge Delegué en l'Jsle de Jersey, President de l'Assemblée, etc.

Frang^s Marett & Phil: Robin Esc^{ts} Justiciers sont en défaut à assister aux Etats.

Après le serment de Jean Le Couteur Sen^r Esc^r, Jean Le Couteur Esc^r Justicier demeure exoiné par maladie.

(1) *Sic.*

Lecture ayant été donnée aux Etats de certaine Remontrance de M^r Michel Quesnel requerant qu'il lui soit cédé pour le terme de neuf ans prochains, un Terrain de vingt quatre pieds de Longuer⁽¹⁾ au ouest de la maison de la Chaussée de S^t Helier : Ladite Remontrance a été envoyée au Comité des Chaussées pour être prise en Consideration.

1790.

Les Etats étant informés par les dernieres nouvelles de Southampton que hors de la quantité de Grain permis par les Actes de Parlement d'être transporté dudit Port de Southampton pour la Consommation de cette Jsle & des Jsles voisines, il ne restoit plus alors que deux Cents quartiers pour completer⁽¹⁾ la totalité accordée à toutes les Jsles pour cette presente année & que les navires de ces Jsles qui sont à Southampton sont dans le cas de charger présentement cette quantité à leur bord : Les Etats prenant le sujet en consideration & allarmés du mal qui pourroit arriver si le Païs venoit à manquer de grain ou de farine, ont trouvé qu'il est de la plus urgente necessité d'adresser incessamment une humble Requête à Sa Majesté la suppliant de permettre une Augmentation de sept cents cinquante quartiers de grain pour la Consommation de cette Jsle seulement jusqu'au 25^me Decembre prochain ladite Augmentation étant jugée par les Etats necessaire pour subvenir aux besoins des Habitans de cette Jsle, de la Garnison & des Troupes de Sa Majesté qui y sont en quartier : Et le Comité pour la Defense de l'Jsle est présentement autorisé de preparer dès aujourd'hui ladite Requête pour être signée du Greffier & ensuite mise entre les mains de Mons^r le Deputé Gouverneur, lequel est requis de la transmettre au Secretaire d'Etat avec ce present Acte & un autre Acte des Etats du 27^e Juillet 1789, qui defend l'Exportation du Grain & de la farine hors de cette Jsle sous des peines severes, quel Acte continuera en force pour trois ans depuis sa datte.

L'An mille sept Cents nonante, le dix-huitieme Jour du mois de Novembre. 1790, 18 Nov.

Present Honorable Homme Lieutenant Colonel Phil : Fall
Lieutenant Gouverneur de l'Jsle de Jersey &c.

Etats tenus Par Phil : De Carteret Esc^r Juge Delegué
en l'Jsle de Jersey, President de l'Assemblée, etc.

(1) Sic.

1790. Après le serment de M^r Edouard Hacquoil, Edouard Le Maistre Esc^r Justicier demeure exoiné par maladie.

Les Etats aiant repris la consideration des diverses Propositions & Plans pour une Lotterie publique ont enfin adopté la Proposition qui leur est offerte par les Negocians de la Chambre de Commerce qui est que lesdits Négocians s'engagent de prendre sur leur Compte & risque les six milles Billets suivant le Plan cy-dessous qu'ils ont préparé & proposé pour l'approbation des Etats : que lesdits Negocians tiendront Compte au Public de la somme de douze milles Livres Cours de France qui est le profit sur les six milles Billets à raison de quarante sols par Billet à condition que la moitié de cette somme c'est à dire six milles Livres Cours de France sera appliquée à la Continuation des Travaux des Havres de S^t Helier & S^t Aubin, dans la proportion déjà suivie à l'égard du Revenu de l'Impôt sur l'Eau de vie &^{ca} ; Partant les Etats ont chargé & autorisé le Comité pour la Défense de l'Isle de prendre sous ses soins la Conduite & le tirage de ladite Lotterie publique & de veiller à ce que le tout soit conduit d'une maniere reguliere & autant qu'il se pourra suivant la Methode pratiquée aux deux dernieres Lotteries. Le tirage de ladite Lotterie est fixé pour commencer lundi 28^{me} jour de fevrier 1791 : Et il est de plus convenu d'accorder à la Chambre de Commerce suivant le dit Plan la somme d'onze Cents septante deux Livres Cours de France pour les fraix du tirage, preparation des Billets &^{ca} au moyen de quoi il ne sera fait aucune Diminution sur les prix tirés. Les Etats ont en même tems décidé que l'autre moitié du profit revenant au public de ladite Lotterie sera appliquée comme ensuit : Vid. quatre mille Livres Cours de France seront employées à l'acquit des dettes publiques & deux mille Livres Cours de France à acheter des meubles & utensiles convenables pour l'Hopital Général ; Et sont Jacques Pipon Esc^r & Phil : Hamond Esc^r demeurés Cautions du paiement de la susdite somme de douze mille Livres de la part de la Chambre de Commerce : Et à l'égard de la proposition du Connétable de S^t Clement touchant les reparations du Havre du Hocq, Les Etats ont remis cet objet à la consideration du Comité pour les Havres et Chaussées.

Plan de la Lotterie.

1790.

6000 Ticquets	...	...	...	...	...	à 12 ft.	£72.000
1 de 2400	...	...	...	...	...	£ 2400	
1 de 1200	...	...	...	...	...	1200	
3 de 500	...	...	...	...	...	1500	
14 de 200	...	...	...	...	...	2800	
25 de 96	...	...	...	...	...	2400	
50 de 48	...	...	...	...	...	2400	
1910 de 24	...	...	...	...	...	45840	

2004 Prix

1 tiré chaque jour p 4 jours	{	192
a 48 ft p Billet		
dernier tiré		96

58828

Allouance pour les fraix de tirage &c 1172

60000

Benefice 12000—£72.000

Trois maisons ayant été depuis peu incendiées deux dans la Paroisse de St Sauveur & une dans celle de Grouville & y ayant lieu de soupçonner que ces désastres ont été l'ouvrage de quelque mechante Personne, Les Etats, allarmés de ces horribles attentats, qui menacent en même tems la vie & la propriété des Jndividus ont pris ce sujet en consideration & ont décidé qu'une Recompense de mille Livres sera donnée à celui ou à ceux qui decouvriront l'Auteur ou les Auteurs de ces Crimes énormes, de façon qu'ils puissent en être atteints & convaincus devant Justice: quelle Resolution des Etats sera publiée Samedi le 20^{me} du Courant au lieu ordinaire du Marché & le Dimanche ensuivant dans les differentes Paroisses de l'Jsle.

Les Etats ont aujourd'hui requis & autorisé le Comité pour la Defense de l'Jsle de s'assembler aussi tôt possible afin d'examiner les Comptes de Phil: Dumaresq Esc: Tresorier des Etats & autres Comptes publiés & du tout en faire rapport aux Etats.

Paroissant que le Louage du Service du Bateau de Santé sera expiré le 31^e du mois de Decembre prochain, Les Etats ont requis & autorisé le Comité des Chaussées de s'assembler Mercredi 8^e Jour de Decembre 1790 à midi chez M: Phil: Lys à St Helier pour exposer publiquement le louage dudit Service dudit Bateau au rabais; Et aussi d'exposer au plus offrant & dernier Encherisseur le Louage de

1790. la Maison & forge de la Chaussée, ce qui sera affiché à St. Helier & St. Aubin : Etant Mons^r le Lieutenant Gouverneur requis d'y assister.

Mons^r le Lieutenant Gouverneur lequel seroit depuis peu retourné d'un voyage ⁽¹⁾ en Angleterre aiant produit aux Etats une Lettre de la part de William Fawkener Esc^r Clerc du Conseil adressée à Andrew Parke Esc^r lequel agissoit en qualité de Deputé Gouverneur durant l'absence dudit Sieur Lieutenant Gouverneur, par quelle Lettre il paroît qu'en conformité à la requête des Etats, un ordre du Roi & du Conseil a été émané & envoyé à la Tresorerie, pour permettre une Augmentation de sept Cents cinquante quartiers de Grain ou farine, à être importée ⁽¹⁾ dans cette Jsle hors du Havre de Southampton : Les Etats penetrés de la plus vive reconnaissance & des Sentimens les plus parfaits de gratitude pour la bonté paternelle que sa Majesté ne cesse de montrer envers ses fideses sujets les Habitans de Jersey, en témoignent leurs sincerés remerciemens & ont ordonné que ladite Lettre sera inscrite sur leurs Records ; Et ledit Sieur Lieutenant Gouverneur ayant informé les Etats qu'il a obtenu du Gouvernement qu'à l'avenir les Troupes en Garnison tireront de Southampton une quantité de grain suffisante pour leur Consommation & ne participeront point comme ils le faisoient ci devant, à la quantité accordée annuellement aux Jsles, Les Etats prennent cette occasion pour remercier Mons^r Le Lieuten^t Gouverneur de ses soins assidus & de son attention au bien être de ce Païs.

Dequelle Lettre de William Fawkener Esc^r la Teneur ensuit.

Council office Whitehall

12th November 1790

Sir,

I have the honour to acquaint you, that, in compliance with the Petition of the States of Jersey, transmitted by you to M^r Secretary Grenville : An order in Council has been this day issued and sent to the Treasury, for permitting an additional quantity of seven hundred and fifty quarters of Grain, or Flour in the Proportions established by Law, to be exported from the Port of Southampton to the Jsland of Jersey,

I am Sir

Your most obedient humble Servant

Andrew Parke Esq^r

signed W. Fawkener.

Deputy Governor of
the Jsland of Jersey.

(1) *Sic.*

L'An mille sept Cents nonante, le dix huitieme Jour du mois 1790, 18 Déc.
de Decembre.

Present Honorable Homme Lieutenant Colonel Phil : Fall
Lieut: Gouverneur de l'Jsle de Jersey &c.

Etats tenus. Par Phil : De Carteret Esc: Juge Delegué
en l'Jsle de Jersey, President de l'Assemblée, etc.

Edouard Le Maistre Esc: Justicier est en défaut excusé par maladie.
Après le Serment du Reverend Docteur Edouard Du Pré, Guillaume
Patriarche Esc: Justicier demeure exoiné par maladie.

Lecture ayant été derechef donnée aux Etats de certaine Proposition au sujet des Chemins & de l'Amendement proposé Les Etats ont choisi Franç: Marett, Nicolas Messervy, Charles De la Garde & Jean Le Couteur Esc: Justiciers, Le Reverend Franç: Valpy, Recteur de S^{te} Marie, Le Reverend Amice Bisson Recteur de S^t Laurens, Le Reverend Franç: Le Couteur Recteur de Grouville & le Reverend Franç: Ricard Recteur de S^t Jean, Jean Dumaresq Esc: Connétable de S^t Pierre, Aaron De Veulle Esc: Connétable de S^t Clement, Richard Le Feuvre, Gent: Conbl^e de S^t Laurens, & Mons: Nicolas Richardson Conbl^e de S^t Martin pour agir en Comité où deux de chaque Corps pourront agir pour prendre en consideration tant ladite Proposition que ledit Amendement pour ensuite en faire rapport aux Etats. A quel Comité Mons: le Lieutenant Gouverneur est requis d'assister.

Les Etats prenant aujourd'hui en consideration la grande quantité de liqueurs sujettes aux droits d'Impôt qui de notoriété publique est introduite en fraude en cette Jsle contraire aux loix & au grand prejudice de l'Interêt général du Païs, Et considerant que cette fraude est maintenant poussée à un si grand degré & paroît augmenter de Jour en Jour à un tel point que les fermes desdits Impôts ont depuis quelques années diminué considerablement en valeur & que si quelque remede n'y est apporté les travaux commencés pour l'aggrandissement & l'amélioration des Havres de S^t Helier & S^t. Aubin pourroient demeurer imparfaits manque de fonds suffisants pour les achever & les Etats privés des moyens d'acquitter les dettes à la Charge du nouvel Impôt & de pourvoir aux autres besoins publics, Les Etats ayant aussi pris en consideration les Réglemens établis par le Code

1790.

de Loix pour la perception desdits Impôts & paroissant que les amendes imposées par lesdits Réglemens vers les Infracteurs de la Loi, ne sont pas suffisantes pour empêcher les personnes mal intentionnées de frauder lesdits Droits d'Impôt & que lesdits Reglemens sont aussi defectueux à plusieurs égards, ont requis & autorisé le Comité des Chaussées de s'assembler le plutôt⁽¹⁾ possible afin de considerer meurement⁽¹⁾ le sujet en question & de proposer pour l'approbation des Etats, tels autres Reglemens qu'ils croiront necessaires d'être ajoutés à ceux déjà établis afin de prevenir autant qu'il sera possible la fraude qui se fait desdites Liqueurs au grand prejudice du bien public & de l'Interêt commun des Habitans de ce Païs.

Les Etats après avoir entré en consideration des affaires de l'Hopital Général, entendu lecture des Rapports du Comité sur cet objet important & discuté le sujet jusqu'à un certain point ont été d'opinion de remettre la deliberation finale à Samedi 15^{me} Jour de Janvier 1791 vû que l'affaire n'est pas suffisamment mure pour en venir à une discussion & decision finale.

Jean Dumaresq Esc^r. Connétable de St Pierre ayant donné lecture à l'Assemblée d'une Lettre de Paul Le Mesurier Esc^r. un des Trustees pour l'Hopital General qui informe ledit Sieur Dumaresq qu'il a acheté pour le Compte dudit Hopital la somme de quatre vingt Livres Sterling dans les trois pour Cent de Banque consolidée & qui transmet aussi le Compte dudit Sieur Le Mesurier depuis le 10^{me} sept^r 1789 jusqu'au 2^{me} Novembre 1790 dont la Ballance duë audit Sieur Le Mesurier se monte à neuf Livres dix huit Chelins deux penys Sterling : Les Etats ont ordonné que ladite Lettre & le reçu de la Banque seront entrés sur le Livre des Evidences de l'Hopital et ledit Compte a été referé au Comité de l'Hopital pour être examiné.

Lecture ayant été cejourd'hui donnée aux Etats d'une Lettre de Will^m & d'Elizabeth Stanton adressée à M^r. George Picot, lesquels demeuroient ci devant en cette Jsle (ledit Stanton étant un des Pensionnaires de l'Hopital de Chelsea) & lesquels W^m & Elizth Stanton seroient à présent residans en Angleterre; par quelle Lettre ils expriment leur souhait de rapprocher d'eux les Enfants de ladite Stanton issus de son Mariage avec le nommé Skinner soldat & à la

(1) Sic.

Charge de l'Jsle & priant qu'il leur soit ottroyé une certaine somme d'argent & qu'alors leurdits Parens les prendront sous leurs soins & à leur garde ; Les Etats ayant pris le sujet en consideration ont décidé que la somme de quatre Louis d'Or sera fournie audit M^r George Picot pour reconduire les dits Enfans avec leurs Parens à condition que ledit Picot s'engagera que lesdits Enfans ne retourneront point à la Charge de l'Jsle, Et est le Tresorier de l'Hopital chargé de fournir ladite somme à cette Condition audit Picot. 1790.

L'An mille sept Cents nonante un, le quinziesme Jour de Janvier.

1791,
15 Janvier.

Present Honorable Homme Lieutenant Colonel Phil: Fall
Lieut^t Gouverneur de l'Jsle de Jersey &^{ca}.

Etats tenus. Par Phil: De Carteret Esc^r Juge Delegué
en l'Jsle de Jersey, President de l'Assemblée, etc.

Guillaume Patriarche Esc^r Juré Justicier est en défaut excusé par maladie.

Vû la mort arrivée à D^{lle} Jeanne Dumaresq femme de Thomas Pipon Esc^r frere de Jacques Pipon Esc^r Connétable de la Paroisse de S^t Brélade, ledit Jacques Pipon Esc^r demeure dispensé d'assister aux Etats aujourd'hui, Et Franç^s Valpy dit Janvrin Esc^r premier Centenier en ladite Paroisse s'étant présenté a été reçu à assister aux Etats à la place dudit Sieur Connétable.

Les Etats aujourd'hui assemblés spécialement pour les affaires de l'Hopital, ont trouvé qu'il n'est pas à leur pouvoir d'y procéder vû que l'Assemblée n'a été assise qu'une heure ou environ après le tems fixé par les Billets de Convocation & vû que Jean Dumaresq Esq^r Connétable de la Paroisse de S^t Sauveur n'est point présent ni aucun autre Representatif de ladite Paroisse & que ledit Sieur Connétable ne peut être mis en défaut pour la raison sus alleguée.

L'An mille sept Cents nonante un, le vint unieme Jour de Janvier.

1791,
21 Janvier.

Present Honorable Homme Lieutenant Colonel Phil: Fall
Lieutenant Gouverneur de l'Jsle de Jersey &^{ca}.

Etats tenus. Par Phil: De Carteret Esc^r Juge Delegué
en l'Jsle de Jersey, President de l'Assemblée, etc.

1791. Phil : Robin Esc^r Justicier & le Reverend Docteur Edouard Du Pré Recteur de S^t Helier sont en défaut à assister aux Etats.

Guillaume Patriarche Esc^r Justicier & le Reverend George Bertram Recteur de S^t Brélade sont en défaut excusés.

Après le serment de M^r Jean Le Touzel Jun^r Jean Dumaresq Esc^r Con^{ble} de S^t Sauveur demeure exoiné par maladie.

Lecture ayant été donnée d'un Acte des Etats du 21^e Janvier 1788, par lequel le Greffier fut dirigé de tirer une Liste des défauts des Membres des Etats qui avoient été ajugés depuis le premier Jour de Janvier 1787 & de mettre ladite Liste entre les mains du vicomte afin qu'ils fussent levés incessamment & disposés conformément à la Loi ; Ce que considéré Les Etats ont chargé Mons^r le Denonciateur Gallichan stipulant pour Mons^r le Deputé vicomte de recevoir le montant de ladite Liste des mains dudit Sieur Deputé vicomte & de le païer entre les mains du Tresorier du nouvel Jmpôt : Et a même tems ledit Denonciateur est chargé de lever les défauts desdits Membres des Etats qui ont été ajugés depuis ledit 21^{me} Janvier 1788 jusqu'à aujourd'hui & d'en payer aussi le montant entre les mains dudit Tresorier afin que l'application en soit ordonnée par les Etats.

Les Etats ont resolu que les Connétables des Paroisses qui sont d'opinion que l'Hopital soit rendu général pour tous les Pauvres de l'Jsle et qui y auront leurs Pauvres accordamment seront avertis de toutes les Tenuës des Comités de l'Hopital & y auront voix deliberative.

Les Etats ayant repris la Consideration des affaires de l'Hopital & entendu de nouveau les Rapports des Connetables après la consultation de leurs Paroisses sur le sujet, Il a paru que les Constituans du Con^{ble} de S^t Helier sont d'opinion que l'Hopital soit rendu général pour recevoir tous leurs Pauvres conformément au Rapport du Comité de l'Hopital, Que ceux de S^t Laurens sont de la même opinion : que ceux de S^t Jean sont de la même opinion pour le terme de neuf ans : que ceux de Grouville sont de la même opinion pour sept ans ; que ceux de S^t Pierre sont de la même opinion pour cinq ans, & que ceux de S^t Marie sont de la même opinion pour trois ans. Il a paru aussi que les Paroissiens de la Trinité ont suspendu leur opinion sur le sujet jusqu'à ce qu'ils aient occasion de voir les Réglemens qui seront

1791,

établis pour la Regie de l'Hopital : Que les Paroissiens de S^t Clement sont d'opinion de remettre l'Hopital sur le pied qu'il étoit avant que les Troupes y fussent logés⁽¹⁾ : que ceux de S^t Brélade sont d'opinion qu'ils ne peuvent s'y joindre d'autant qu'ils ont un Hopital Paroissial & des fonds qui y sont attachés : mais seroient d'opinion de ceder leur droit audit Hopital Général à condition qu'ils fussent dispensés de fournir au maintien des Veuves & Orphelins des Soldats & Matelots qui sont à la Charge de l'Jsle. Et les Constituans des Connêtables de S^t Ouën S^t Martin & S^t Sauveur ne sont point d'opinion presentement de se joindre à rendre l'Hopital Général sur le pied proposé par ledit Comité : Les Etats après avoir discuté ce sujet important & l'avoir considéré meurement ont finalement resolu que l'Hopital sera général : Que les Paroisses de S^t Helier, S^t Laurens, S^t Jean, Grouville, S^t Pierre & S^{te} Marie pourront y loger tous leurs Pauvres conformément au Plan dressé par ledit Comité aussi tôt que l'Edifice sera en état de les y recevoir & que des Reglemens convenables seront préparés & approuvés pour ce sujet, Que les autres Paroisses de l'Jsle pourront en aucun tems ci après entrer dans le Plan Général & joindre leurs Pauvres aux autres dans ledit Hopital en payant leur proportion des fraix à qui les premieres Paroisses auroient été sujettes pour son Etablissement : Et ledit Comité de l'Hopital est chargé & autorisé de s'assembler le plutôt possible & aussi souvent qu'il sera nécessaire pour mettre en execution cette presente resolution des Etats.

Lecture ayant été faite d'un acte de la Cour Roïale daté le 31^{me} de Decembre dernier, lequel refere à la Consideration des Etats certaine Lettre de William Fawkener Esc^r. Clerk du Conseil renfermant un ordre des Seigneurs du Conseil en date de l'an 1790 le 15^{me} Jour du mois de Decembre au sujet de la poursuite ulterieure vers Charles Belin, Les Etats après avoir murement considéré ledit ordre sont d'opinion que ledit ordre touche les Privileges du Païs & que la decision des Seigneurs pourroit affecter lesdits Privileges ; partant ont décidé de prier Mons^r. le Lieutenant Gouverneur d'écrire à son Excellence le Général Conway de vouloir bien s'employer auprès desdits Seigneurs du Conseil pour prevenir toute decision qui pourroit affecter les privileges des Habitans de cette Jsle sans que les Etats soient entendus au préalable.

(1) *Sic.*

1791. Les Etats ont décidé que les fonds provenus des droits d'Ancrage seront appliqués à la continuation des Travaux des Havres de St Helier & de St Aubin dans les proportions de cinq huitiemes pour le Havre de St Helier & de trois huitiemes pour celui de St Aubin : Le Tresorier desdits Droits étant par ce present Acte autorisé de payer ce qu'il aura en main sur la requisition qui lui en sera faite par les Personnes appointées à conduire lesdits Travaux.

Les Etats aiant pris en consideration l'humble requête de Marie Roudick Veuve du nommé Robert Roudick lequel appartenoit ci devant du Regiment Roial d'Artillerie, Exposant qu'elle est demeurée chargée d'un Enfant issu de son Mariage avec ledit Roudick, ledit Enfant né dans cette Jsle & agé d'environ un an & demi & d'une fille née d'un premier mariage Et suppliant les Etats de lui accorder une pension suffisante pour elle & son Enfant, Les Etats ont décidé que la somme de vint sous argent d'ordre par semaine sera fournie à ladite femme par M^r Phil : Lerrier Trésorier de l'Hopital, ladite femme lui produisant l'Extrait Mortuaire dudit Roudick son mari & l'Extrait Baptistaire de son Enfant.

1791,
26 Février.

L'An mille sept Cents nonante un, le vint sixieme Jour de
Fevrier.

Present Honorable Homme Lieutenant Colonel Phil : Fall
Lieutenant Gouverneur de l'Jsle de Jersey &^{ca}.

Etats tenus Par Phil : De Carteret Esc^r Juge Delegué
en l'Jsle de Jersey President de l'Assemblée, etc.

Guillaume Patriarche Esc^r Justicier est en default excusé par maladie.
Cha^s De La Garde Esc^r Justicier demeure exoiné par Maladie après
le serment du Rev^d Franç^s Le Couteur.

Les Etats ayant entendu la Lecture du Rapport du Comité pour
la Defense de l'Jsle sur l'examen des Comptes Publics ont approuvé
les Comptes passés par ledit Comité savoir ;

						argent d'ordre		
						£	s.	d.
Le Compte du Connétable de la Paroisse de St Pierre								
monte à la somme de						14	18	4
Le Compte du Connétable de la Trinité						15	1	4
Le Compte du Centenier Hamon de St Helier						62	14	0
						£92	13	8

Quelles Ballances montent ensemble à la somme de nonante deux Livres, treize sols, huit deniers tournois Argent d'Ordre, Les Etats ont en consequence autorisé chacun des Connétables sus mentionnés de s'adresser au Tresorier des Etats pour le paiement des Ballances respectivement dûes & autorisent en même Temps ledit Tresorier de paier le montant à chacun d'eux.

1791.

Jean Dumaresq Esc^r. Connétable de S^t Pierre lequel fut appointé député des Etats pour les Affaires des Laines ayant produit aux Etats un Compte de ses debours & recettes concernant lesdites Affaires par lequel il paroît qu'une ballance de sept Cents soixante sept Livres quatre Sols cours de France est dûe par lui au public, Les Etats ont approuvé dudit Compte et ont autorisé ledit Sieur Dumaresq de payer la susdite ballance entre les mains du Tresorier des Etats pour qu'elle soit appliquée à rembourser le principal & Interest de l'Obligation de M^r Amice Le Grand de la somme de sept Cents vingt Livres Cours de France de principal & en cas que la susdite somme de sept Cents soixante sept Livres, quatre Sols ne soit pas suffisante pour decharger ladite Obligation & Interest en entier le Tresorier est chargé et autorisé de fournir le surplus.

Le Compte du Tresorier des Etats datté du 29^e Dec^r 1790, après avoir été examiné par le Comité a été produit aux Etats et approuvé la ballance de quel Compte monte à la somme de quatre Cents dix huit Livres, douze Sols, sept deniers argent d'ordre dont le dit Tresorier est redevable au Public.

Les Etats prenant Connoissance qu'il n'y a presentement qu'un seul Officier de Justice dans le Païs qui agisse pour semondre les membres des Etats & pour les nombreuses affaires qui sont du departement du Vicomte et des Denonciateurs : et concevant que le service public souffre en cela et exige que les places de Denonciateurs ou Sergens de Justice soient remplies independamment de l'Office de Vicomte suivant l'ancien Usage, ont cru devoir recommander à la Cour Roïale de prendre des mesures pour remplir ces Charges aussi tôt qu'elle le Jugera convenable Et Mons^r Le President est requis de communiquer cette resolution à la Cour Roïale à leur prochaine assise.

Mess^{rs} le Gouverneur Juge Delegué et Jurés ayant produit aux Etats tant le Compte de Mons^r Phil : Lerrier Tresorier des fonds de

1791. l'Impôt établi par patente Roïale que les Comptes de plusieurs autres Personnes pour les Travaux des Chaussées de S^t Helier & S^t Aubin quels Comptes ont été examinés & approuvés par lesdits Sieurs Gouverneur Juge Delegué & Jurés ; Les Etats ont resolu que lesdits Comptes seront referés au Comité des Chaussées pour les examiner et ensuite en faire rapport à cette Assemblée.

Le Chef de Police de la Paroisse de S^t Helier est requis et autorisé, jusqu'à autre Ordre, de faire balayer le marché, et aussi devant et derriere la Cohuë, et les Halles, et d'en faire enlever les fanges aux fraix du Public ; lesquels fraix seront acquittés par le Tresorier des Etats sur le produit du nouvel Impôt.

Comité de la
Bibliothèque.

La Gestion du Comité pour la Bibliotheque étant expirée, Les Etats ont choisi & nommé pour le remplacer Jacq^s Amice Lempriere, Cha^s De la Garde & Jean Le Coûteur Esc^s de l'Etat de la Justice, Le Reverend Franç^s Le Coûteur Recteur de Grouville, Le Rev^d Docteur Edo^d Du Pré Recteur de S^t Helier, Le Reverend Jean Mallet Recteur de S^t Pierre de l'Etat du Clergé, Jacq^s Pipon Esc^s Connétable de S^t Brelade, Rich^d Le Feuvre Gent : Connétable de S^t Laurens & Phil : Hamon Esc^s Centenier de S^t Helier cinq desquels pourront agir quel Comité est autorisé d'acheter les Livres qu'ils Jugeront les plus convenable pour ladite Bibliotheque jusqu'à la concurrence de la somme que le Tresorier a en Main.

Le Connétable de la Paroisse de S^t Ouen ayant déclaré aux Etats qu'il est Chargé par sa Paroisse de représenter que la Charriere de la Mare au havre du Puley est devenuë impraticable par les dernieres Tempêtes ensorte qu'il est impossible de pouvoir Tirer le Vraic qui vient à cet endroit ce qui cause un grand prejudice au Public, Les Etats en vue d'y remédier ont autorisé ledit Connétable de faire reparer ladite Charriere & de faire vendre du Vraic qui vient aud^t Havre autant qu'il sera necessaire pour la reparer de quoi le Connétable rendra Compte aux Etats.

1791, 12 Mars.

L'An mille sept Cents nonante un, le douzième Jour de Mars.

Present Honorable Homme Lieutenant Colonel Phil : Fall
Lieutenant Gouverneur de l'Jsle de Jersey, &^{ca}.

Etats tenus Par Phil : De Carteret Esc^s Juge Delegué
en l'Jsle de Jersey, President de l'Assemblée, etc.

Le Reverend Docteur Edo^d Du Pré Recteur de S^t Helier est en 1791.
 défaut à assister aux Etats.

Les Etats par leur Acte du 26^e Fevrier dernier prirent connoissance qu'il n'y avoit qu'un seul Officier de Justice dans le Pais pour semondre les membres des Etats & pour faire les diverses fonctions qui sont du departement du Vicomte & des Denonciateurs, & que le Service public souffroit en cela, & exigeoit que les Charges de Denonciateurs fussent remplies independamment de l'Office du Vicomte comme d'Ancienneté & ils recommanderent à la Cour Roïale de prendre telles mesures qui lui paroitroient propres, aussitôt qu'il lui seroit convenable pour que lesdites Charges fussent remplies et Mons^r Le President fut requis par le même Acte de Communiquer cette resolution des Etats à la Cour Roïale à sa prochaine assise, La Cour Roïale étant Assemblée en Corps mardi premier Jour du Courant. La resolution susdite fut bien luë en Cour par le Greffier, mais Le President ne prit pas l'Avis de la Cour sur la Question, et ne la soumit pas aux Opinions comme c'etoit l'Intention des Etats. Ce que Consideré Les Etats ont aujourd'hui exigé une promesse de sa part qu'il se conformera à la volonté des Etats en soumettant à la Cour Roïale la resolution susdite ce à quoi il s'est engagé & à promis d'Assembler la Cour en Corps mercredi prochain pour cet Effet. ⁽¹⁾

L'An mille sept Cents nonante un, le dix neuvième Jour 1791, 19 Mars.
 de Mars.

Present Honorable Homme Lieutenant Colonel Phil: Fall
 Lieutenant Gouverneur de l'Jsle de Jersey &c.

Etats tenus Par Phil: De Carteret Esc^r Juge Delegué
 en l'Jsle de Jersey President de l'Assemblée, etc.

Les Etats considerant qu'il y a audelà de quatre Ans qu'ils presenterent à Sa Très Excellente Majesté en Conseil une Proposition datée du 4^e Octobre 1786, pour le Retablissement du Jugement par Enquêtes en matières civiles, mixtes & Criminelles & que cette Proposition a été, à plus^{rs} reprises, sous les yeux des Très Honorables Seigneurs du Comité du Conseil Privé où elle a été amplement dis-

(1) Le 16 Avril 1791, M. Philippe Burr fut assermenté *Stipulant-Dénonciateur*, vu qu'il n'y avait pas de Dénonciateur dans le pays. (Ex. 127).

1791. cutée et Debattuë tant par le Conseil des Etats que par celui de quelques Membres de la Cour qui s'y opposoient alors ; que la Decision desdits Seigneurs n'a point encore paru quoique les Etats ayent adressé une humble Requête auxdits Seigneurs pour l'obtenir dattée du dixhuitieme Octobre 1790, et que le Peuple en Général la souhaite avec ardeur, ont cru qu'il est à propos de renouveler leurs applications sur cet Objet important & pour cet Effet ils ont chargé Jacq^e Hemery Esc^r, Jacq^e Amice Lempriere Esc^r, Le Rev^d Doct^r Edo^d Du Pré & Jean Dumaresq Esc^r de preparer une humble Requête aussitôt que possible et de la Produire aux Etats pour leur approbation pour qu'elle soit transmise après sans Delai à Sa Très Excelente Majesté.

Mons^r le Lieutenant Gouverneur ayant informé les Etats le 12^e du Courant de l'intention du Gouvernement de Batir une Citadelle sur le mont de la Ville de S^t Helier & du refus des Habitans de la Vintaine de ladite Ville de ceder ledit Mont pour cet Effet & ayant alors demandé l'Assistance et le Conseil des Etats sur le sujet : Les Etats remirent la Deliberation de la Question aux Prochains Etats & prenant aujourd'hui le sujet en consideration après avoir entendu Lecture d'une Requête & Representation de la part de plusieurs des Habitans de ladite Vintaine de la Ville au nombre de Quarante reclamant ledit Mont comme à eux appartenant en commun avec les autres Habitans de ladite Vintaine en Vertu d'un Titre ; Les Etats ont cru ne pouvoir rien statuer sur ce sujet vû qu'il s'agit de la Propriété de Particuliers dont ils n'ont pas le Droit de Disposer.

1791, 2 Avril.

L'An mille sept Cents nonante un, le deuxième Jour d'Avril.
Present Honorable Homme Lieutenant Colonel Phil: Fall
Lieutenant Gouverneur de l'Jsle de Jersey &^{ms}.

Etats tenus Par Phil: De Carteret Esc^r Juge Delegué
en l'Jsle de Jersey, President de l'Assemblée, etc.

Mess^{rs} Hemery, Lempriere, Du Pré & Dumaresq lesquels furent chargés de preparer une Requête à Sa Majesté au sujet des affaires Publiques dependantes devant Sa Tres Excellente Majesté en Conseil ont aujourd'hui communiqué aux Etats ce qu'ils ont préparé à cet

Egard ; Et sur l'observation de quelqu'un des Membres qu'il seroit à propos de faire un resumé des Principaux faits qui se sont arrivés concernant les affaires Publiques avant l'année 1786 et de l'introduire dans ladite Requête : Les Etats ont adopté cette Idée et ont requis et autorisé de nouveau les Mess^{rs} susnommés de reprendre la consideration du sujet & d'ajouter ce qui est ci dessus proposé par voië de peface à ladite Requête : Jean Le Coûteur Esc^t étant Joint auxdits Mess^{rs} ; Et les Etats ont remis à Samedi 23^e Avril 1791, à onze heures du Matin la deliberation sur ce sujet de même que la consideration des autres Affaires Publiques. 1791.

Les Etats ayant pris en consideration un projet pour la Continuation des Travaux des Havres de S^t Helier & de S^t Aubin, présenté par Mess^{rs} Le Gouverneur, le Juge Delegué et les Jurés Justiciers de la Cour Royale, qui est d'emprunter une somme d'argent à quatre pour Cent. sous la Garantie de l'Impôt établi par Patente Royale & pour cet Effet d'Hypothéquer ledit Impôt jusqu'au Remboursement tant du Capital que des Interêts de ladite somme ont approuvé après mure Deliberation ledit Projet ; et afin de le mettre à execution le plutôt possible, ont autorisé Mess^{rs} Lempriere, Jacq^e Pipon & Franç^e Valpy de négocier un emprunt jusqu'à la concurrence de quarante Mille Livres Cours de France à mesure qu'il sera Necessaire aux Conditions susmentionnées dont Cinq huitièmes seront appliqués au Havre de S^t Helier, & trois huitièmes au Havre de S^t Aubin, selon la Proportion déjà établie ; & est Mons^r Phil : Lerrier, Trésorier dudit Impôt autorisé de signer pour le Public les Obligations qui seront consenties aux Prêteurs.

Les Etats après avoir entendu Lecture des Rapports du Comité autorisé pour le Retablissement de l'Hopital Général, ont approuvé des mesures déjà prises par ledit Comité & Les Etats ont de plus de Voix unanime requis & autorisé led^t Comité de Continuer leurs travaux pour cet objet important et de prendre toutes les mesures qui seront trouvés ⁽¹⁾ necessaires jusqu'à l'Entier & parfait Retablissement dudit Hopital dont ils feront alors rapport aux Etats ; étant deplus ledit Comité autorisé de recompenser Franç^e Luce un des Ouvriers employés au Travail & qui a eu le malheur de se casser une Jambe, selon que le Cas leur paroitra exiger.

(1) Sic.

1791. Ayant été représenté aux Etats que Marie Le Feuvre Veuve de Jean Chandler Soldat & Elizth Valpy veuve de Tho^t Milles autre Soldat seroient dans un état de grande Pauvreté; Les Etats ont Dirigé M^r Phil: Lerrier Tresorier de l'Hopital de Payer à chacune desdites femmes vint sous Argent d'ordre par Semaine.

Certain Acte de l'Assemblée du Gouverneur, Juge Delegué & Jurés aiant été lû aux Etats par lequel il paroît qu'un Nouveau Escalier à la Chaussée de S^t Helier seroit Utile, Les Etats ont referé ledit Acte au Comité des Chaussées pour le prendre en consideration & en faire rapport aux Etats.

Nicolas Messervy Esc^r President du Comité pour la Defense de l'Isle qui a eu le menagement de la Lotterie, aiant produit aux Etats une Lettre qui lui a été adressée de la Part de la Chambre de Commerce le requerant de communiquer à l'Assemblée leur Acte de Remerciemens aux Membres des Etats qui ont genereusement appuyé la Proposition de Jean Dumaresq Esc^r pour une Lotterie & aussi pour avoir soutenu ledit Sieur Dumaresq dans diverses Occasions: Après Lecture de ladite Lettre & dudit Acte Les Etats ont ordonné que l'un & l'autre seront Insinués sur leurs Registres.

Dequelle Lettre & Acte la Teneur ensuit.

S^t Helier, March 31^{re} 1791.

Sir

I am directed by the Chamber of Commerce to enclose you their Act of thanks & Request the favour of you to communicate the same to the States when opportunity Offers.

I have the hono^r to be Sir

Your most Ob. Hum: Serv^t

Signed Ph: Hamon Sec^y. of the Chamber of Com^{ce}

Nic^{as} Messervy Esq^r

Presid^t of the Committee for the Lottery.

At a General Meeting of the Chamber of Commerce, held this
16th March 1791.

It is unanimously resolved, that the thanks of the Chamber be given to those gentlemen Members of the States, who have generously supported John Dumaresq Esq^r in his Proposals for a Lottery by

which means six Thousand Livers out of the Net produce is to be appropriated to the New Works of the two Piers according to an Act of the 18th Nov^r 1790, & also for having supported the said John Dumaresq Esq^r on several Occasions. And finally, that the said Gentlemen be required to continue their favorable Intentions and best endeavours to support & extend the Trade and Commerce of the Island. 1791.

Signed Ph : Hamon Secret^r

L'An mille sept Cents nonante un, le vint troisième jour d'Avril. 1791, 23 Avril.

Present Honorable Homme Lieutenant Colonel Phil : Fall
Lieutenant Gouverneur de l'Isle de Jersey &^{ca}.

Etats tenus Par Phil : De Carteret Escuier Juge Delegué
en l'Isle de Jersey, President de l'Assemblée, etc.

Le Rev^d Geo : Bertram Recteur de S^t Brelade est en default excusé.

Après le Serment de Guill^me Patriarche Esc^r Le Rev^d Doct^r Du Pré
Recteur de S^t Helier demeure exoiné par maladie.

Les Etats ont resolu que la somme de quatre Mille Livres cours de France partie du produit de la derniere Loterie sera incessamment employée à acquitter autant des Obligations dûes par le Public, comme la susdite somme y pourra fournir, & le Trésorier du nouvel Impôt est chargé de recevoir la susdite somme de Mons^r Phil : Lerrier & de l'employer sans Delai à l'Effet susdit ; Le Greffier étant dirigé de mettre le present Acte entre les Mains du Denonciateur Stipulant pour le faire tenir audit Trésorier.

Requête. Mess^{rs} Hemery, Lempriere, Le Coûteur, Du Pré & Dumaresq ayant produit aux Etats La Requête à Sa Très Excellente Majesté en Conseil qu'ils furent chargés de preparer par Acte du 19^e Mars 1791, avec les ajoûtemens & corrections que lesdits Mess^{rs} y ont fait conformément à l'Acte subsequent du 2^e Avril 1791, Ladite Requête après avoir été deux fois luë dans l'Assemblée a été approuvée, & les Etats ont chargé lesdits Mess^{rs} de la faire ecrire au net & ont ordonné qu'elle sera signée du Greffier au Nom des Etats & mise sous le Sceau de l'Isle sans Delai & ensuite transmise par la premiere Occasion au Clerk du Très Honorable Conseil du Roi pour être présentée à Sa Majesté.

D

1791. La Gestion du Comité des Chaussées étant expirée, Les Etats ont choisi un Nouveau Comité composé de douze Membres, savoir
 Comité des Edo^d Le Maistre Esc^r Jacq^s Hemery, Guill^me Patriarche & Jacq^s Amice
 Chaussées. Lempriere Esc^r Justiciers, Le Rev^d Fr^s Valpy Recteur de S^t Marie,
 Le Rev^d Geo : Bertram Recteur de S^t Brelade, Le Rev^d Franç^s Le
 Couteur, Recteur de Grouville, Le Rev^d Doct^r Edo^d Du Pré, Recteur
 de S^t Helier, Jean Dumaresq Esc^r Con^{bl}e de S^t Pierre, Jacq^s Pipon Esc^r
 Con^{bl}e de S^t Brelade, Jean De Carteret Esc^r Con^{bl}e de S^t Ouën & Phil :
 Hamon Esc^r Centenier de S^t Helier.

Un Compte des debours & recettes concernant le revenu de l'Impot etabli par Patente Royale sur les Vins Eaux de viës &^{ca} signé par Mons^r Phil : Lerrier autorisé à cet Effet & daté du 12^e Avril 1791, a été produit par Edo^d Le Maistre Esc^r President du Comité des Chaussées & a été approuvé par les Etats qui en ont ordonné l'enregistrement.

Dequel Compte la teneur ensuit

D^t L'Impôt Etabli par Patente Roïale sur les vins Eau de vie. &^{ca}.

[Suivent dans l'original, pp. 246 & 247, les Comptes en question.]

1791, 11 Juin.

L'An mille sept Cents nonante un, l'onzième Jour de Juin.

Present Honorable Homme Lieutenant Colonel Phil : Fall
 Lieutenant Gouverneur de l'Isle de Jersey &^{ca}.

Etats tenus Par Phil : De Carteret Escuier Juge Delegué
 en l'Isle de Jersey, President de l'Assemblée, etc.

Après le Serment de Josué Falle Esc^r Charles De La Garde Esc^r Justicier demeure exoiné par maladie.

Le Reverend George Bertram Recteur de S^t Brelade est en default excusé.

Après le Serment de M^r Cha^s Ricard, Le Reverend Franç^s Ricard Recteur de S^t Jean demeure exoiné par maladie.

Les autorisés pour la Conduite des travaux des Havres ayant représenté aux Etats qu'il n'est pas probable qu'on puisse trouver à remplir l'emprunt approuvé & confirmé par Acte des Etats du 2^e Avril dernier au taux de quatre pour Cent par an suivant qu'il fut établi par ledit Acte Les Etats ont aujourd'hui donné leur Sanction

à ce que Mess^{rs} Lempriere, Valpy & Pipon qui sont autorisés de
Negocier ledit emprunt soient requis de l'Effectuer aussitôt qu'il sera
nécessaire & à aussi bon Compte que faire se pourra, pourvu toutesfois
que l'Interêt n'excède pas l'Interêt legal de cinq pour Cent par An. 1791.

Bibliothécaire. M^r Jacques Quesnel, choisi & appointé unanimement par les
Etats pour être Bibliothécaire à la place de M^r Jacq^e Lembor, a pris
Serment de s'en bien & fidelement acquitter, & a donné Jean Touzel
Esc^r pour sa caution, aux fins des Reglemens sur ce établis.

Les Etats ont cejourd'hui requis & Chargé le Comité pour la
Bibliothèque de faire faire un nouveau Catalogue des Livres de ladite
Bibliothèque aux fraix de l'Etablissement & les Etats ont permis,
après le consentement du Recteur de S^t Helier, à M^r. Jacq^e Quesnel
Bibliothécaire de faire aggrandir à ses propres fraix l'appartement du
Côté de l'Est en remuant le Chassis au dire & ordonnance de Jacq^e
Hemery Esc^r, Trésorier de la Bibliothèque & de Jacques Amice Lem-
priere Esc^r, le Rev^d Doct^r Dupré & de Mons^r Edo^d Combes Chef de
Police à S^t Helier membres du Comité pour la Bibliothèque. Les
Etats se reservant le pouvoir de faire remettre le chassis en la même
place qu'il est à present.

Les applications de plusieurs Pauvres aux Etats sont referées
au Comité de l'Hopital lequel est requis de s'assembler au plutôt
possible pour les prendre en consideration & les Etats ont autorisé
ledit Comité de fournir provisoirement auxdits Pauvres qui lui feront
preuve de leur état, les moyens qu'il croira necessaires à leur sub-
sistance jusqu'à ce que le sujet ait été décidé par les Etats.

Mons^r Phil : Lerrier Trésorier de l'Hopital est autorisé par les
Etats de tirer sur Paul Le Mesurier Esc^r de Londres la somme qui
est entre ses mains pour l'Usage de ladite Maison à mesure que le
Comité dudit Hopital trouvera qu'il en est besoin pour continuer les
travaux qu'on y fait actuellement.

Les Etats ayant par leur Acte du 23^e Avril dernier resolu que
quatre Milles Livres cours de france partie du produit de la dernière
Loterie seroit incessamm^t employée à acquitter autant des obligations
duës par le Public comme la susdite somme y pourroit fournir, ont
aujourd'hui trouvé propre d'ordonner que le Tresorier du Nouvel

1791. Impôt mettra sans Delai entre les mains du Greffier les Obligations ainsi acquittées afin que le Greffier les produise aux prochains Etats pour être alors détruites en presence de l'Assemblée, & il est de plus resolu que cette methode sera suivie toutes les fois que les dettes Publiques de cette nature seront acquittées, le Greffier étant dirigé de mettre le present Acte entre les mains du Denonciateur Stipulant pour le faire tenir audit Trésorier.

1791, 9 Juillet.

L'An mille sept Cents nonante un, le neuvieme Jour de Juillet.

Present Honorable Homme Lieutenant Colonel Phil : Fall Lieutenant Gouverneur de l'Isle de Jersey, etc.

Etats tenus Par Phil : De Carteret Esc^r Juge Delegué en l'Isle de Jersey President de l'Assemblée, etc.

Franc^s Marett Esc^r Juré Justicier est en default à assister aux Etats.

Sur l'information que les Etats ont reçu par le moyen de quel-
qu'un de leur ⁽¹⁾ membres qu'il a plu à Sa Très Excellente Majesté
de nommer des Commissaires pour passer dans cette Isle au plutôt
relativement aux Affaires Publiques du Pais : Les Etats ont cru qu'il
est necessaire d'appointer un Comité composé de cinq Membres de
chaque état pour preparer ce qui sera trouvé convenable & avantageux
à mettre devant lesdits Commissaires Royaux à leur arrivée : A quel
Effet Jacq^s Hemery, Guillaume Patriarche, Jacq^s Amice Lempriere,
Comité. Cha^s De La Garde & Jean Le Coûteur Esc^{rs} Jurés Justiciers, Les
Rev^{rs} Amice Bisson Recteur de S^t Laurens, Franc^s Le Coûteur Rec-
teur de Grouville, Franc^s Valpy Recteur de S^{te} Marie, Clement Du-
maresq Recteur de S^t Clem^t & le Docteur Du Pré Recteur de S^t He-
lier & Mess^{rs} Les Con^{bles} de S^t Brelade, Grouville, S^t Laurens, S^t
Pierre & le Centenier de S^t Helier sont nommés & appointés les
Membres de ce Comité dont cinq pourront agir ; & pourra ledit Co-
mité subdeleguer tel nombre d'entreux qu'ils Jugeront convenable
pour la meilleure expédition des Affaires ; pourvu toute fois que le
nombre subdelegué ne soit pas moindre que cinq ; Et afin de faciliter
à ces Mess^{rs} la communication des reccords & registres Publics aussi
souvent qu'ils en auront besoin, Les Etats ont chargé le Greffier de

(1) Sic.

se tenir prêt en tous tems lorsqu'il sera appelé soit par lui même ou par un de ses Commis à produire les Livres & Pieces dont le Comité pourra avoir besoin : Les Etats se reservant la faculté de recevoir & d'approuver ce qui sera ainsi préparé. 1791.

Le Greffier ayant produit aux Etats trois obligations qui lui ont été mises entre mains par Phil : Dumaresq Esc^r Trésorier des Etats pour le nouvel Impôt en consequence de l'Acte des Etats de l'onzième Juin 1791 quelles obligations ont été payées par ledit Trésorier aux Personnes auxquelles elles avoient été consenties, Savoir, à Mess^{rs} Guill^me Patriarche & Tho^s Hammond une obligation de sept Cents trente sept Livres, treize Sous six deniers de principal montant avec les Interêts à sept Cents cinquante six Livres deux Sous quatre deniers, à Phil : Dumaresq G^r une obligation de six Cents soixante six Livres, treize Sous, quatre deniers de principal montant avec les Interêts à six Cents nonante une Livres treize Sous, quatre deniers & à Josué Le Brocq une obligation de mille quatre cents soixante six Livres, treize Sous, quatre deniers de Principal montant avec les Interêts à Mille cinq Cents trois Livres, six Sous, huit deniers, ce qui forme en tout la somme de deux Milles, neuf Cents cinquante une Livres, deux Sous, quatre deniers argent suivant à l'ordre du Roi Principal & Interêts ; Les Etats après avoir entendu la Lecture des dites obligations ont décidé qu'elles seront déchirées sur le Champ ce qui a été effectué en presence de l'Assemblée même.

L'An mille sept Cents nonante un, le vint troisième jour de Juillet.

1791,
23 Juillet.

Present Honorable Homme Lieutenant Colonel Phil : Fall
Lieut^t Gouverneur de l'Isle de Jersey &^{ca}.

Etats tenus Par Phil : De Carteret Escuier Juge Delegué
en l'Isle de Jersey President de l'Assemblée, etc.

Presens le Procureur Général du Roi & le Deputé Vicomte.

Comme il est Evident que l'introduction des Vaches, Veaux & Taureaux de France se fait dans plusieurs Havres de l'Isle malgré les Réglemens du 8^e Août 1789, qui infligent des peines vers ceux qui seroient coupables d'en apporter : Et sur l'information donnée aux

1791. Etats que cette fraude se commet sous le pretexte que lesdits Réglemens du 8^e Août 1789 sont inconnus des Habitans, nonobstant que Publication en ait été faite dans toutes les Paroisses. Dans la vue de rendre ces Règlemens encore plus Publics s'il est possible & d'arrêter ce commerce injurieux au Païs, Les Etats ont ordonné que lesdits Réglemens seront imprimés en gros Caractere & affichés à toutes les Eglises, aux Havres, Cabarets & Moulins de l'Isle et que quiconque se rendra coupable d'en déchirer, ôter ou defigurer les Affiches subiront une amende de dix Livres ; un témoin étant suffisant pour convaincre l'accusé ; Et les Connétables ou Officiers de Police sont dirigés de remettre des Affiches où il s'en trouvera manquer. Les Etats ont de plus ordonné que l'Article des Réglemens du 8^e Août 1789 qui dirige qu'un tiers des Confiscations ira au Roi & les deux autres tiers aux Pauvres de la Paroisse où le Delit sera commis sera changé, qu'un tiers ira au Roi, un tiers à l'Informateur & l'autre tiers aux Pauvres de la Paroisse où le délit sera commis.

Le Greffier ayant donné Lecture aux Etats d'une ⁽¹⁾ Acte de la Cour Roïale datté du 16^e Jour du mois courant exposant que le susdit Jour Thomas Pipon Escuier fs. Tho^e produisit à la Cour une deputation par laquelle le Très Honorable Seigneur Henry Frederick Lord Carteret Bailly de cette Isle nommoit ledit Sieur Pipon son Lieut^e Bailly, que ladite Cour Roïale après Lecture de ladite Deputation & d'une Lettre adressée à ladite Cour par ledit Sieur Bailly, crut ne pas devoir administrer le Serment d'Office audit Sieur Pipon vû qu'il n'étoit point Juré Justicier, & que cet objet lui ayant paru d'une haute importance en tant qu'il touchoit de près la Constitution du Païs & les Privileges des Habitans, la Cour opina que l'Affaire devoit être mise devant les Etats, à quel Effet Monsieur le Juge Delegué fut requis de les convoquer aussitôt que possible. Le Greffier ayant aussi donné Lecture desdites deputation et Lettre de même que de la Patente du Bailly ; Les Etats ont pris le tout en consideration, et ont en premier Lieu jugé convenable de temoigner leur approbation du procedé de la Cour Roïale dans cette occasion & de l'attention qu'elle a manifesté pour le Bien Commun de l'Isle en mettant devant le Corps Legislatif une affaire qui en affecte si essentiellement la Consti-

(1) Sic.

tution & les Privileges. Ensuite de quoi procedant plus outre à la discussion de cette Question importante, et avisant aux Moïens de prevenir le mal qui paroît menacer le Païs, Les Etats pour plus ample information et plus mure deliberation ont referé le sujet au Comité appointé par Acte du 9^e du Courant étant recommandé audit Comité de faire les recherches les plus exactes sur cette matiere afin de mettre l'Assemblée en état de soutenir efficacement un des plus precieux Privileges des Habitans de cette Isle contre quiconque les voudroit enfreindre. Et il est de plus recommandé audit Comité d'avoir recours à la requête ci devant présentée à Sa Très Excellente Majesté en Conseil touchant l'Office & la residance ⁽¹⁾ du Bailly les Etats etant encore d'opinion que les fins de ladite Requête sont très Salutaires & Essentiels au Bien être & à la tranquillité du Païs, de tout quoi ledit Comité sera tenu de faire rapport aux Etats. 1791.

L'An mille sept Cents nonante un, le vintième jour d'Août. 1791, 20 Août.

Present Honorable Homme Lieutenant Colonel Phil: Fall
Lieutenant Gouverneur de l'Jsle de Jersey, &^{ca}.

Etats tenus Par Phil: De Carteret Escuier Juge Delegué
en l'Jsle de Jersey President de l'Assemblée, etc.

Le Comité de Constitution appointé par Acte du 9^e Juillet dernier a fait rapport aux Etats des recherches qu'il a fait dans ses differentes tenuës sur les objets qui lui étoient commis, principalement pour la venue des Commissaires Royaux. Mons^r Dumaresq étoit chargé par le Comité de recueillir les differens Articles de la proposition pour le retablissement du Jugement par Enquêtes avec les amendemens du Comité et d'y joindre ce qui a rapport à ladite Proposition dans le Tableau ou Statement préparé par les Deputés des Etats et de mettre le tout en ordre methodique et par Articles, pour le produire aux Etats; ce qu'ils a effectué. Et Lecture ayant été faite de ce Recueil Les Etats ont ordonné qu'il sera imprimé sans Delai sous la surveillance du Comité pour plus mure & facile consideration de tous les Membres des Etats à quel effet les Denonciateurs sont chargés d'en delivrer un exemplaire à chaque Membre aussitôt

(1) Sic,

1791. qu'il sera imprimé. Le susdit Comité est derechef requis et autorisé de continuer son travail avec assiduité d'autant plus que les Commissaires Royaux sont arrivés aujourd'hui dans l'Isle, ledit Comité étant dirigé de porter son attention immédiate sur ce qui concerne l'appointement à l'Office de Lieut^e Bailly et la non residence du Bailly sans toutefois perdre de vuë les autres grands objets dont il a la charge.

Les Etats ont cejourd'hui approuvé du Rapport du Comité de l'Hopital Général en date du 16^e du Courant et ont autorisé ledit Comité de faire enclorre autant de terrain derriere ledit Hopital comme le Comité Jugera avantageux et nécessaire & en même tems les Etats donnent pouvoir et autorité à Paul Le Mesurier Esc^t. et Tho^s Pipon fs: Josué Esc^t. Trustées de l'Hopital de vendre des fonds dans les annuités des trois pour Cent de Banque consolidée à la Concurrence de six Cents Livres Sterling pour paier les ouvriers qui sont employés au retablissement dudit Hopital et decharger les fraix encourus et à encourir pour les materiaux et autres Articles; Et Mons^r Phil: Lerrier trésorier dudit Hopital est autorisé de tirer jusqu'à la concurance de ladite somme à mesure qu'il en sera besoin et est requis de transmettre le present Acte audit Paul Le Mesurier Esc^t un des Trustees et de le communiquer audit Tho^s Pipon Esc^t l'autre trustée.

1791, 20 Août.

L'An mille sept Cents nonante un, le vintième jour d'Août.

Present Honorable Homme Lieutenant Colonel Phil: Fall
Lieutenant Gouverneur de l'Isle de Jersey &^{ca}.

Etats tenus Par Phil: De Carteret Escuier Juge Delegué
en l'Isle de Jersey, President de l'Assemblée, etc.

Phil: Robin Esc^t. Justicier est en défaut à assister aux Etats.

N.B.—Le défaut de
M^r Phil: Pinel a
été relevé le 22^{me}
Août 1791.

Jean Dumaresq Esc^t. Connétable de S^t Sauveur et Mons^r Phil: Pinel
Connétable de la Trinité sont en défaut à assister aux Etats.

Huissier des
Etats.

M^r Edo^d Hacquoil ci devant Huissier des Etats étant depuis
peu decédé Les Etats ont nommé et appointé pour Huissier M^r Tho^s
Hamon de la Paroisse de S^t Helier pour remplir ledit Office pendant
le bon plaisir des Etats & ledit M^r Tho^s Hamon a ce jour prit Serment
d'être fidele et obeissant aux ordres des Etats et généralement de se
bien et fidelement acquitter dudit Office.

Les Etats dans la Vue de faire regner l'ordre et la regularité dans leurs deliberations ont decidé qu'a l'avenir il ne sera point loisible à aucun Membre de parler plus de deux fois sur le même sujet, à moins que ce ne soit pour expliquer quelque partie de son Discours qu'on n'auroit pas bien comprise ; que lorsque le President verra qu'il ne se presente plus de Membre pour offrir ses Sentimens sur une Proposition quelconque qu'on est à discuter il demandera s'il y a quelqu'un qui souhaite de parler ; s'il ne reçoit aucune reponse et que Personne ne se Leve pour cet Effet il declarera que la discussion ⁽¹⁾ est fermée, après quoi il ne sera point permis à qui que ce soit de rien dire ; mais le President ira aux opinions par Assis et Levé en disant, " que ceux qui sont pour la Question se Levent " et si la majorité est douteuse " que ceux qui sont contre se Levent ". Si cependant après ces deux épreuves, la pluralité est encore incertaine à quelqu'un des Membres, ce membre pourra dans ce cas, exiger l'appel nommical ⁽¹⁾ ce qui lui sera accordé si sa Proposition est secondée.

1791.

L'An mille sept Cents nonante un, le vint deuxième jour d'Août. 1791, 22 Août.

Present Honorable Homme Lieutenant Colonel Phil: Fall
Lieutenant Gouverneur de l'Isle de Jersey, &c.

Etats tenus Par Phil: De Carteret Escuier Juge Delegué
en l'Isle de Jersey President de l'Assemblée, etc.

Ayant plu à Sa Très Excellente Majesté en Conseil d'envoyer dans cette Isle des Commissaires Royaux appointés par Commission sous le grand Sceau d'Angleterre et lesdits Commissaires Royaux ayant annoncé par écrit au President des Etats leur souhait de presenter leur Commission aux Etats afin de Proceder à en remplir les objets aussitôt que possible : Les Etats assemblés pour l'occasion ont envoyé le Vicomte avertir Mess^{rs} les Commissaires Royaux qu'ils étoient prêts pour les recevoir, Ces Mess^{rs} accompagnés du Secretaire appointé par ladite Commission ont été introduits dans l'Assemblée par le Vicomte, et à leur entrée dans le Parquet tous les Membres des Etats se sont Levés, Le Secretaire a tiré d'une Boîte ladite Commission qu'il a delivrée au Premier des Commissaires Royaux et

(1) *Sic.*

1791. celui-ci la mise entre les mains du President des Etats. Après quoi Mess^{rs} les Commissaires Royaux et le Secretaire ont pris place proche et a côté du Gouverneur sur le Banc du Clergé la prière étant alors lue, le President a fait ouverture de ladite Commission, et sur une motion duement faite, secondée et approuvée, Le Greffier a été dirigé de donner Lecture de ladite Commission ce qu'il a fait. Il a paru par ladite Commission, Que d'autant qu'une Proposition pour le rétablissement du Jugement par Enquête en matieres Civiles, mixtes et criminelles fut approuvée par les Etats de l'Isle de Jersey le quatrième Octobre 1786 & transmise à sa Très Excellente Majesté en Conseil pour son approbation, il a plu à Sa Majesté par l'avis de son Conseil Privé de faire emaner une Commission sous le grand Sceau d'Angleterre nommant et appointant Henry Partridge Esc^r Conseil du Roi, John Nicoll Docteur en Droit Civil & William Grant Esc^r Conseiller, pour passer dans cette Isle en qualité de Commissaires Royaux avec plein pouvoir et autorité soit à tous trois ou à deux d'iceux d'examiner & faire rapport à Sa Majesté en Conseil quelles nouvelles Loix il sera necessaire de faire pour mettre en execution ladite Proposition des Etats pour le Rétablissement du Jugement par Enquête en Matieres Civiles, mixtes et Criminelles, et il a paru deplus par ladite Commission que John King Esc^r Conseiller est nommé et appointé Secretaire de ladite Commission pour assister lesdits Commissaires dans l'Execution d'icelle. Le Premier des Commissaires Royaux s'est ensuite adressé aux Etats et s'est étendu sur l'objet et l'importance de leur mission, et sur les moyens de la remplir à la satisfaction de Sa Majesté et pour le Bien Etre et la prosperité des Habitans de cette Isle ; et il a conclu par demander l'Assistance et la concurrence des Etats pour parvenir à ces fins salutaires, tout quoi duement considéré, Les Etats après une Seconde Lecture de ladite Commission ont resolu de voix unanime qu'elle sera enregistrée dans le Livre des Etats et que tous les moyens possibles seront fournis aux Commissaires Royaux de la part des Etats et de leurs Officiers pour faciliter l'Execution de ladite Commission et remplir les vuës de Sa Majesté. Sensibles en tout tems aux bontés et à la protection paternelles qu'il a plu à Sa Très Excellente Majesté accorder aux Habitans de cette Isle dans plusieurs et dans les plus urgentes occasions, Les

Etats en connoissent le Prix inestimable et sefforceront toujours d'en meriter la continuation mais particulièrement pénétrés de cette nouvelle & éclatante Preuve de Sa Bienveillance dans l'occasion presente, Les Etats en ressentent la plus vive reconnoissance, et souhaitent que le temoignage en soit inscrit, sur leurs records comme un Monument à la Posterité des Sentimens que leur inspire ⁽¹⁾ les gracieuses intentions de leur debonnaire Souverain pour la tranquillité, la Prosperité & le Bien Etre de ses fidelles Sujets les Habitans de l'Isle de Jersey.

1791.

Dequelle Commission la teneur ensuit.

George the Third by the Grace of God King of Great Britain France and Ireland Defender of the faith and so forth To our trusty and wellbeloved Henry Partridge Esquire one of our Council learned in the Law John Nicoll Doctor of Civil Law and William Grant Esquire Barrister at Law **Whereas** a Proposal for reestablishing Trials by Jury in our Island of Jersey in matters civil mixed and criminal was agreed upon by the States of our said Island on the fourth day of October one thousand seven hundred and eighty six and hath been submitted to our consideration and whereas We have thought fit with the advice of our Privy Council to issue a Commission under our Great Seal for the Purposes hereinafter specified **Now know We** that We having especial Trust and Confidence in your approved Wisdom and Fidelity have assigned nominated and appointed you to be Commissioners to go into our said Island and by these presents do give you or any two of you full Power and Authority to examine and report to Us in our Privy Council what new Laws will be necessary to be made for carrying the said Proposal into execution reducing your Proceedings by virtue of these Presents and your observations touching and concerning the Premises into some good and sufficient form in writing certified under your Hands and Seals respectively to be presented unto us in our Privy Council and We do hereby give and grant unto you or any two of you full Power and Authority to enquire of and concerning the Premises by all Lawfull ways and means and We do hereby require all and every of our officers and Ministers in our said Island to be aiding and assisting to you and each of you in the due execution of this our Commission and for your

(1) Sic.

1791. assistance in the due execution of this our Commission We have made choice of our trusty and wellbeloved John King Esquire Barrister at Law to be Secretary to this our Commission and to attend you whose Service and assistance We require you to use from time to time as occasion shall require.

In Witness whereof We have caused these our Letters to be made patent. **Witness** Ourselves at Westminster the tenth day of August in the thirty first year of our Reign.

By the King Himself

L'original scellé du grand Sceau de **York.**
la grande Bretagne en cire jaune sur
des Lacqs de Soie blanche et bleue.

Les Commissaires Royaux ayant suggeré qu'il conviendrait de nommer quelques Membres des Etats pour conferer avec eux sur la marche qu'il seroit à propos de suivre pour les mettre en etat de remplir plus efficacement l'objet de leur mission Les Etats ont été d'opinion qu'il seroit à propos d'appointer trois de leurs Membres pour arranger ce preliminaire essentiel, à quel effet Jacq^e. Amice Lempriere Esc^r. Juré Justicier, le Rev^d. Edo^d. Dupré Docteur en droit Civil et Jean Dumaresq Esq^r. Connétable de la Paroisse de S^t. Pierre ont été nommés; et les Officiers du Roi ont été requis de donner leur assistance à ladite Conference.

1791, 25 Août. L'An mille sept Cents nonante un, le vint cinquième jour d'Août.

Present Honorable Homme Lieutenant Colonel Phil: Fall
Lieut^t. Gouverneur de l'Isle de Jersey &c.

Etats tenus Par Phil: De Carteret Escuier Juge Delegué
en l'Isle de Jersey President de l'Assemblée, etc.

Le Comité appointé par Acte du 22^e du Courant pour conferer avec Mess^{rs} les Commissaires Royaux touchant les moyens de proceder à l'execution de leur Commission ayant fait rapport de la Conference qu'il a eue avec eux à cet égard, et informé les Etats que Mess^{rs} les Commissaires Royaux ont communiqué audit Comité un

ordre de Sa Très Excellente Majesté en Conseil daté le 3^e jour de Juin dernier relativement à l'appointement desdits Commissaires lequel est plus étendu que ladite Commission ; Les Etats sur cette information ont cru devoir prendre connoissance et déclarer que le susdit Ordre de Sa Majesté en Conseil n'est point parvenu aux Etats et qu'ils n'ont eu aucune connoissance directem^t ni indirectement de son contenu quoiqu'il ait été émané d'après l'humble requête des Etats comme il le paroît et sur un sujet des plus intéressant tant aux Etats qu'au Public en général. Bien éloignés cependant de vouloir susciter aucun obstacle à l'exécution de la Commission susdite et disposés à montrer une prompte obeissance à Sa Majesté, Les Etats s'empressent de fournir auxdits Commissaires tous les moyens qui dependent d'eux pour les fins salutaires que Sa Majesté s'est proposé, comme il le paroît par l'Acte du 22^e du courant. Les Etats ont en même tems à regretter de n'avoir pas sçu plutôt les gracieuses intentions de Sa Majesté d'envoyer dans cette Isle des Commissaires Royaux d'autant qu'ils se seroient mieux préparés pour leur reception et auroient rendu les affaires prêtes pour leur examen. Tout quoi considéré Les Etats ont trouvé convenable de diriger le Greffier d'Ecrire au Clerk du Conseil pour le prier de lui envoyer une Copie autentique du susdit ordre afin de l'enregistrer sur le Livre des Etats ; Et le Greffier est deplus dirigé de transmettre avec ce present Acte celui du 22^e du courant letout pour l'information des Très Honorables Seigneurs du Comité. 1791.

Mess^{rs} Lempriere, Du Pré et Dumaresq ayant fait rapport aux Etats qu'en vertu de l'autorité qu'il leur a été confiée tant eux que les Officiers du Roi avoient conféré avec Mess^{rs} les Commissaires Royaux touchant la marche qu'il seroit à propos de suivre dans la discussion des objets de leur mission, et ayant paru que tant les Commissaires Royaux qu'eux mêmes étoient d'opinion que la discussion se feroit avec plus d'expedition par le moyen d'un petit nombre des Membres des Etats ; l'Assemblée a nommé et appointé lesdits trois Membres pour agir comme Comité auprès des Commissaires Royaux aux fins cidessus lesquels seront tenus de lui faire rapport de temps en temps des progrès de cette conference pour prendre les renseignements qui pourront etre necessaires. Ledit Comité est en même tems

1791. chargé de voix unanime de demander aux Commissaires Royaux s'ils se croient autorisés, en vertu de leur commission, d'entrer en Consideration de tels autres points qui pourroient interesser le Bien être et la Prosperité du Païs afin que s'ils ne le sont pas, le Comité en fasse rapport aussitôt que possible pour que les Etats supplient Sa Majesté d'étendre leur Commission à ces differens objets, Les Etats ont en derniere Lieu décidé que ce Comité sera ouvert & qu'il sera loisible à aucun Membre quelconque de s'y trouver afin de donner son Conseil et avis aux Membres dudit Comité. Les Officiers du Roi sont requis d'y prêter leur assistance.

Mons^r le Lieut^t Gouverneur ayant informé les Etats que les Habillemens accordés par le Gouvernement à la Milice de cette Isle sont arrivés, Les Etats sensibles de cette nouvelle Preuve de la Bonté paternelle de Sa Majesté envers les Habitans de ce Païs en ressentent la plus vive reconnaissance et ont requis Mons^r le Lieut^t Gouverneur de donner des Ordres pour faire decharger lesdits Habillemens du Bord du Vaisseau qui les a apportés et de les faire logger dans le Vestibule ou la Grande Chambre de la Cohuë Roïale selon qu'il jugera convenable et le Chef de la Police de la Paroisse de St^t Helier est requis et autorisé d'assister Mons^r le Lieut^t Gouverneur dans le débarquement desdits Habillemens.

Les Reglemens proposés aux Etats le 20^e Août 1791, pour le retablissement du Jugement par Enquêtes aiant été imprimés conformément à l'Acte des Etats du susdit Jour ont été reproduits aux Etats et il a été ordonné qu'un Exemplaire en sera logé au Greffe et qu'un Exemplaire en sera delivré à chacun des Officiers et Avocats de la Cour Roïale.

1791, 3 Sept.

L'An mille sept Cents nonante un, le troisième jour de Sept.

Present Honorable Homme Lieut^t Colonel Phil : Fall Lieut-
enant Gouverneur de l'Isle de Jersey, &^{ca}.

Stats tenus Par Phil : De Carteret Escuier Juge Delegué
en l'Isle de Jersey, President de l'Assemblée, etc.

M^r Franç^s Amy Connétable de Grouville est en défaut à assister
aux Etats.

Mons^r le Lieut^t Gouverneur ayant représenté aux Etats que 1791.
puisque'il a plu à Sa Majesté d'accorder des Habillemens à la Milice qui sont presentement logés dans la Chambre de la Cohuë Roiale, il seroit necessaire que lesdits Habillemens seroient distribués sans Delai aux differens Regiments de la Milice ; Ce que considéré Les Etats ont requis et autorisé le Comité pour la Defense de l'Isle de s'assembler aussitôt possible pour aviser sur les Mesures qu'il sera necessaire de prendre sur le sujet et est Mons^r le Lieut^t Gouverneur requis d'y assister.

Mess^{rs} Lempriere, Du Pré et Dumaresq ayant fait rapport aux Etats qu'en consequence de l'Acte du 25^e Aoust dernier ils se sont adressés à Mess^{rs} les Commissaires Royaux pour les fins contenuës audit Acte et que lesdits Commissaires leur ont repondu qu'ils ne se croient pas autorisés d'entrer en examen d'autres sujets que ceux qui font l'objet de leur Commission : mais qu'ils ont des Instructions de la part de Sa Majesté de recevoir des informations sur toutes autres matieres dont la reforme pourroit contribuer au bien-être et à la prosperité des Habitans de cette Isle. Sur ce rapport et après que Mons^r le Lieutenant Gouverneur a donné Lecture de partie d'une Lettre du Secretaire d'Etat par laquelle il paroît que Sa Majesté souhaite recevoir par le moyen desdits Commissaires toutes autres informations necessaires touchant la Constitution de Jersey et à l'égard des Reglemens et Arrangemens qui paroîtroient tendre à l'Interêt et au bonheur de ses Sujets les habitans de cette Isle. Les Etats ont deliberé sur ce sujet et ont trouvé qu'ils peuvent se dispenser pour les Raisons susmentionnées de s'adresser à Sa Majesté afin d'obtenir une augmentation du pouvoir des Commissaires comme ils avoient d'abord intention et d'autant plus qu'une application à cet Effet viendroit trop tard, mais afin de profiter de la circonstance favorable annoncée par les instructions particulieres des Commissaires Royaux, Les Etats ont dirigé le Comité de Constitution de s'assembler dans le Cours de la semaine prochaine afin de preparer une Liste des Grieffs qui lui paroîtront meriter l'attention des Commissaires et exiger une reforme et de la presenter aux Etats samedi prochain à quel jour les Etats sont appointés.

1791, 10 Sept.

L'An mille sept Cents nonante un, le dixième jour de Septembre.

Présent Honorable Homme Lieut^e Colonel Phil : Fall Lieutenant Gouverneur de l'Isle de Jersey, &^{ca}.

Etats tenus Par Phil : De Carteret Escuier Juge Delegué en l'Isle de Jersey, President de l'Assemblée, etc.

Les Etats ont entendu le rapport du Comité de Constitution, qui étoit chargé de préparer une Liste des Objets qui lui paroitraient meriter l'Attention de Mess^{rs} les Commissaires Royaux, comme exigeant une reforme. Par quel rapport ledit Comité a présenté une Liste des Articles, à l'égard desquels, suivant l'opinion dudit Comité, il existe des abus ou Grieffs, dans le Païs, comme ensuit.

Liste des Objets touchant lesquels le Comité de Constitution conçoit qu'il existe des abus ou Grieffs, et qui lui ont paru exiger une reforme.

Art^e 1.

Loix Criminelles.

2.

Le Paiement des Rentes.

3.

Les Droits et Services féodaux.

4.

La Reparation des Chemins Publics.

5.

La Repartition des Râts des Paroisses.

6.

L'appointement à l'Office de Chef Magistrat.

7.

Les Reglemens pour la Milice.

8.

La Constitution des Assemblées Paroissiales.

9.

Les Qualifications des Voteurs dans les Elections Publiques.

10.

La Police des Villes et Marchés Publics.

11.

La Police de la Campagne.

12.

L'Education Publique.

1791.

13.

Les Limites des deux Villes.

14.

Les Loix pour les Affaires de Commerce et de Navigation.

15.

Le Système actuel pour les Decrets.

16.

Le Retrait Lignager.

17.

L'Article du Code de Loix qui Limite le Plan ⁽¹⁾ des Pommiers
et des Arbres le long des Chemins Publics.

18.

Les Droits du Bailli et des Jurés à l'appointement aux differens
offices.

19.

Le Domicile des Pauvres.

20.

Les Honoraires des Membres de la Cour, et autres Officiers.

21.

Les Réglemens pour prévenir la fraude des Liqueurs sujettes
à l'Impôt.

22.

Les Privilèges et exemptions attachés aux Personnes et Offices.

23.

Le Manque de Réglemens par rapport a ceux qui refusent de
servir lorsqu'ils sont choisis à un Office.

24.

Les Réglemens touchant les Havres et Chaussées.

25.

Les Têtes de Parties dans les Partages d'héritage.

26.

L'institution du don de Baudains.

27.

Le Defaut d'une Maison de Correction.

28.

Les Canons et Constitutions Ecclesiastiques, principalemt pour
les anticipations de bénédiction nuptiale.

29.

Le Domicile des individus pour le paiement des Râts.

30.

La Coupe des vraics d'Eté et d'hiver.

31.

La Police des Etats.

(1) Sic.

F

1791.

32.

Réglemens touchant les Moulins.

33.

Droits de la Chasse.

34.

Le Code de Loix approuvés en 1771.

Les Etats, prenant ces objets en consideration, ont cru devoir, en premier Lieu, ordonner qu'ils seront imprimés avec ce present Acte, et publiés tant au Lieu ordinaire du Marché, qu'en toutes les Paroisses de cette Isle, afin que le Public en ait ample information et que chaque membre des Etats les puisse considérer murément, et aussi afin que les individus soient à portée d'Offrir audit Comité, leurs observations par écrit en s'adressant à Jacq^e Hemery Esc^t président dudit Comité, tant sur les points susmentionnés, que sur aucuns autres sujets de réforme, qui pourroient tendre à la prospérité de cette Isle, et au bien-être de ses Habitans. Les Etats se reservant la Consideration et deliberation ultérieure sur ce sujet important pour Lundi 26^e jour de ce présent mois à dix heures du Matin. Et le Comité de Constitution est de plus, chargé d'ajouter à chaque Article, les Raisons qui lui paroîtront propre à faire voir que les objets en question exigent une reforme, pour la meilleure information des Etats.

Les Etats prenant aujourd'hui en consideration que les differens Havres autour de l'Isle autres que les Havres et Chaussées de S^t Helier et S^t Aubin ont de tems à autres besoin de reparations, ont decidé que de la S^t Michel prochaine les droits d'Ancrage qui sont Levés dans lesdits autres Havres seront à l'avenir reçus par les Connétables des Paroisses où ils sont situés pour être appliqués auxdites Reparations par l'avis et approbation des Etats, etant lesdits Connétables autorisés de les faire bannir à l'Enchere avant le jour S^t Michel chaque année dans les Assemblées Paroissiales.

Mess^{rs} les Commissaires Royaux qui ont été envoyés de la part de Sa Majesté pour les Affaires publiques de cette Isle étant occupés journallem^t avec un Comité des Etats et plusieurs Membres de la Cour Royale à la discussion des susdites Affaires, Les Etats ont cru devoir pour ces Raisons remettre l'ouverture du Terme qui devoit être Samedi prochain à Samedi le 24^e jour de ce present mois; Partant La Cour de Samedi est remise au 24^e du Courant sans que

Personne puisse se prevaloir de peremption ou prescription à Cause de ladite Remise ; Ce qui sera Publié. 1791.

Les Etats ont chargé Mess^{rs} Lempriere, Du Pré et Dumaresq de preparer une Humble adresse à Sa Très Excellente Majesté pour lui temoigner leur reconnoissance de ce qui ⁽¹⁾ lui a plu envoyer dans cette Isle des Commissaires Royaux pour s'informer et faire rapport quelles nouvelles Loix seront necessaires pour mettre en execution la Proposition pour les Enquetes, Et de ce qu'il a plu à Sa Majesté donner au Pais une autre marque de Sa bienveillance et de Sa bonté en accordant des nouveaux Habillemens et accoutremens pour la milice. Les mêmes Mess^{rs} sont deplus chargés de preparer une Acte de remercimens à son Excellence le Général Conway pour les peines qu'il a pris pour procurer ces nouveaux habillemens et accoutrem^{ts} aux Habitans de cette Isle.

L'An mille sept Cents nonante un, le vint et unième jour de 1791, 21 Sept.
Septembre.

Present Honorable Homme Lieut^t Colonel Phil : Fall Lieutenant Gouverneur de l'Isle de Jersey &^{ca}.

Etats tenus Par Phil : De Carteret Escuier Juge Delegué en l'Isle de Jersey, President de l'Assemblée, etc.

Franç^t Marett Esc^t Justicier est en default excusé vû la mort de son frère.

Guillaume Patriarche Esc^t Justicier est en default a assister aux Etats.

Le Rev^d George Bertram Recteur de S^t Brelade est en default excusé vû la mort de son beau frere.

Les Etats ayant par leur Acte du 10^e du Courant remis l'ouverture du Terme à cause que leur Comité et plusieurs Membres de la Cour Royale étoient journellement occupés avec Mess^{rs} les Commissaires Royaux à la discussion des affaires publiques et paroissant aujourd'hui que les Conferences continuent encore tous les jours et ne sont point terminées ; Les Etats ont derechef remis l'ouverture du Terme à Mardi 4^e jour du mois d'octobre prochain sans que Personne puisse se prevaloir de peremption ou prescription à cause desdites Remises en aucune cause que ce soit des Cours ordinaires ou extraordinaires ; ce qui sera Publié.

(1) Sic.

1791, 26 Sept.

L'An mille sept Cents nonante un, le vint sixième jour de
Septembre.

Present Honorable Homme Lieutenant Colonel Phil : Fall
Lieutenant Gouverneur de l'Isle de Jersey, &c.

Etats tenus Par Phil : De Carteret Escuier Juge Delegué
en l'Isle de Jersey, President de l'Assemblée, etc.

Franç.^e Marett Esc.^r Juré Justicier est en défaut excusé.

Le Rev.^d George Bertram Recteur de St Brelade est en défaut excusé.

Le Comité de Constitution qui fut chargé par Acte du 10^e du
courant de mettre devant les Etats les raisons qui lui paroistroient
propres à faire voir que les objets contenus audit Acte exigeoient une
reforme a fait rapport aux Etats de ce qu'il a préparé à cet égard et
après Lecture et mure consideration des Raisons avancées sur les dix
premiers Articles viz, Les Loix Criminelles, Le paiement des Rentes,
les Droits et Services feodaux, la reparation des Chemins, la repartition
des Râts des Paroisses, l'Appointement à l'Office de Chef Magistrat,
les Reglemens pour la Milice, la Constitution des Assemblées
Paroissiales, les qualifications des Voteurs dans les Elections Publiques
et La Police des Villes et marchés Publics. Les Etats en ont approuvé
et ont dirigé Mess.^{rs} Lempriere, Du Pré et Dumaresq de delivrer à
Messieurs les Commissaires Royaux une Copie desdits Articles avec les
raisons susmentionnées ; et de les appuyer dans la Conference avec eux
de telles autres Raisons et observations qui leur paroîtront convenables,
Le Comité de Constitution demeurant autorisé de nouveau et Chargé de
continuer à mettre par écrit ses raisons à l'égard des autres Chefs
contenus en l'Acte du dixieme du Courant, et même à l'égard d'aucun
autre objet qui lui paroitra tendre au bien et soulagement des
Habitans pour que tout soit considéré par les Etats et lorsqu'approuvé
transmis à Messieurs les Commissaires Royaux.

Mons.^r le Lieut.^t Gouverneur aiant informé les Etats que le Bateau
de Santé n'étoit pas à Flot lorsque la Fregate de Sa Majesté le Cyclope
parut hier et qu'il y a lieu de presumer que si les Gens du Bateau de
Santé avoient fait leur devoir dans cette occasion l'accident qui arriva
à ladite Fregate par toucher sur les Rochers auroit pû être prevenu
et ledit Sieur Gouverneur ayant de plus ajouté que même

après que ledit Bateau fut à flot il vint ensuite courir à terre dans la Chaussée ; ce qui empecha Mons^r le Gouverneur d'envoyer au Secours de ladite Fregate les Hommes qu'il avoit assemblés pour ce sujet ; Les Etats prenant le sujet en consideration et Envisageant les consequences funestes qui ont pu ou peuvent resulter d'une pareille negligence ont dirigé le Procureur Général du Roi de faire convenir en Justice Franç^{se} De La Ville et Henry Mackridge adjudicataires du Service dudit Bateau afin qu'il soit ordonné à l'égard de leur conduite. 1791.

L'An mille sept Cents nonante un, le vint huitième jour de Septembre. 1791, 28 Sept.

Présent Honorable Homme Lieut^t Colonel Phil : Fall Lieutenant Gouverneur de l'Isle de Jersey &^{ca}.

Etats tenus Par Phil : De Carteret Escuier Juge Delegué en l'Isle de Jersey President de l'Assemblée, etc.

Mess^{rs} les Commissaires Royaux sont aujourd'hui venus aux Etats pour les prevenir de leur depart : Ils ont pris place comme à leur arrivée et Mons^r Partridge s'est levé et a dit en substance qu'ayant obtenu toutes les informations dont ils avoient besoin pour les mettre en etat de faire leur rapport à Sa Majesté sur l'objet important de leur Commission, ils se proposoient de partir dans peu de jours ; que dans les perquisitions qu'ils avoient fait ils avoient reçu toute l'Assistance possible des Personnes deputées pour conferer avec eux sous l'autorité des Etats ; que plusieurs autres leur avoient aussi communiqué des informations très utiles ; et qu'ils avoient reçu de toutes parts les attentions les plus honnêtes ; qu'ils en etoient penetrés de reconnaissance et ne cesseroient de prier pour le bonheur et la prosperité des habitans de l'Ile de Jersey. Mons^r Partridge a ajouté que quoique l'objet de leur Commission etoit rempli en ce qui regarde les informations qu'ils pouvoient recevoir ici, une partie essentielle de leur travail restoit à faire c'etoit de mettre en ordre leurs observations, et preparer leur Rapport à Sa Majesté, que cette Tâche ne pouvoit manquer d'exiger un tems considerable, mais qu'ils se feroient un devoir de l'accomplir avec autant de celerité que le sujet le pourroit permettre ; sur le tout Mons^r Partridge a assuré les Etats que le Bien Etre du Païs etoit l'unique objet qu'ils se proposoient et que si la

1791. félicité future des Habitans de cette Isle pouvoit être établie et assurée par leur moyen, l'époque seroit pour eux la plus heureuse de leur vie. Mons^r Dumaresq Connétable de la Paroisse de S^t Pierre, qui étoit chargé de répondre à Mess^{rs} les Commissaires vû l'indisposition du President, a remercié ces Mess^{rs} au nom des Etats pour les attentions extraordinaires qu'ils avoient mis aux affaires Publiques et les peines qu'ils avoient pris à connoître la Constitution, les Loix et la pratique du Pais, il leur a temoigné la confiance que les Etats avoient en leurs lumieres, et les heureux presages que leur procedé en entier offroit au Public, il a fini par souhaiter à ces Mess^{rs} un heureux voyage et retour chez eux ; Mess^{rs} les Commissaires Royaux ont ensuite pris congé des Etats et ont sorti, les membres se tenant levés comme ils avoient fait à leur entrée dans les Etats.

1791, 28 Oct. L'An mille sept Cents nonante un, le vint huitième jour d'Octobre.

Present Honorable Homme Lieutenant Colonel Phil: Fall
Lieutenant Gouverneur de l'Isle de Jersey &^{cs}.

Etats tenus Par Phil: De Carteret Escuier Juge Delegué
en l'Isle de Jersey, President de l'Assemblée, etc.

Après le Serment de Ph: Dumaresq G^t Le Rev^d Amice Bisson Recteur de S^t Laurens demeure exoiné par maladie.

Après le Serment de Ph: Dumaresq G^t Jean De Carteret Esc^t Con^{ble} de S^t Ouën, demeure exoiné par maladie.

Lecture ayant été aujourd'hui faite d'une resolution du Gouverneur, Bailly & Jurés datée le vint cinquième du courant, qui adopte un projet pour grossir le bout de la Chaussée de S^t Aubin et les Membres du Comité des Chaussées qui ont considéré ce projet paroissant d'opinion qu'il seroit convenable de l'effectuer sans delai, Les Etats prenant le sujet en consideration ont approuvé ledit projet présenté par lesdits Sieurs Gouverneur Bailly et Jurés dont la teneur ensuit, " que le bout de la Chaussée de S^t Aubin soit grossi quinze " Pieds audelà de l'épaisseur du reste de l'ouvrage, que cette grosseur " additionnelle soit portée en dehors de la Ligne du Sud de ladite " Chaussée, que le bout de la Chaussée soit en arrondissant depuis la " carre du Sud-est formant en dehors le quart d'un cercle, dont les

“ rayons seront de quinze Pieds & que du point où le quart du cercle
“ finira, la Chaussée soit conduite en Ligne droite vers le point qui
“ fermeroit le demi cercle en diminuant la grosseur de la tete vers la
“ terre ensorte qu’à l’extremité de cette Ligne la Chaussée soit en son
“ épaisseur originelle ”.

1791.

Le Comité des Chaussées ayant représenté aux Etats qu’une Proposition lui auroit été faite par le nommé John Humphrey Anglois de louer pour un Bail de neuf années la place sur le Quai neuf à la Chaussée de S^t Helier qui avoit été laissée en intention d’y bâtir une Maison pour servir de Bain d’avoir permission d’enclorre ladite Place d’une Palissade de Bois et d’iriger⁽¹⁾ sur ledit Quai tel edifice qui sera trouvé nécessaire pour y établir un endroit convenable pour y garder des Huitres pour tout quoi ledit Humphrey offre de payer Cent Livres de France par chaque année & de laisser les Edifices qu’il y erigera pour l’Usage du Public à l’expiration dudit Bail. Après considération du sujet les Etats ont approuvé le fond de ladite proposition et ont autorisé Jacq^e. Hemery Esc^r. Le Rev^d. Docteur Du Pré et M^r. Edo^d. Combes Centenier de la Paroisse de S^t Helier de moyenner accord & de conclure un Bail avec ledit Humphrey aux conditions qui leur paroîtront les plus avantageuses pour le Public, pourvu toutes fois que ladite Place ne soit point employée à d’autres usages qu’à ceux d’y établir un reservoir pour des Huitres ou autre espece de poisson.

Sur la representation du Comité des Chaussées de la nécessité qu’il y a de placer six nouveaux Taperas dans chacun des Havres de S^t Helier & de S^t Aubin Les Etats ont ordonné que lesdits Taperas seront placés au havre de S^t Helier audire de Jacques Hemery Esc^r. M^r. Edo^d. Combes Centenier de ladite Paroisse & Mons^r. Thomas De La Garde Maitre de Port, et au Havre de S^t Aubin audire de Ja^s. Pipon Esc^r, M^r. Edo^d. Remon et le maitre de Port et sur la representation du même Comité de la nécessité de faire ériger sur la Chaussée de S^t Aubin une Derick ou machine pareille à celle qui est sur le Quai neuf à la Chaussée de S^t Helier pour faciliter la charge & decharge des navires dans ledit Havre les Etats en ont pareillement approuvé et ordonné que ladite Machine sera faite et placée audire des susdits autorisés.

(1) *Sic.*

1791. Messrs Lempriere, Du Pré & Dumaresq autorisés par les Etats dans leur séance du 10^e Septembre dernier de preparer une adresse à Sa Majesté pour le remercier des bontés qu'il a manifestées envers ce Pais par l'envoi des Commissaires Royaux & par le don généreux qu'il a nouvellement fait à la Milice d'habits et d'accoutremens en ont présenté une qui a été approuvée & son Excellence le Général Conway Gouverneur de l'Isle est requis de vouloir bien la presenter à Sa Majesté de la manière qu'il jugera la plus convenable ; Les Etats sensibles en même tems que les instances et l'entremise de son Excellence ont essentiellement contribué à l'obtention de ces deux objets importants, renouvellent aujourd'hui les expressions de reconnoissance qu'il s'est si souvent acquises à juste titre de la part de cette assemblée par les Services les plus signalés, Mons^r le Lieut^e Gouverneur est prié de lui transmettre par la premiere occasion tant ce present Acte que l'Adresse à Sa Majesté.

Dequelle Adresse la teneur ensuit.

TO THE KING'S MOST EXCELLENT MAJESTY.

" We the States of your Majesty's Island of Jersey truly sensible
 " of the many signal favors which your Royal bounty has, from time
 " to time bestowed upon your faithful subjects of this place beg leave
 " to approach your majesty with expressions of the most unfeigned
 " gratitude.

" We return our warmest thanks for the various instances of your
 " Majesty's protecting Goodness, more particularly in sending Gentle-
 " men (so well qualified for the important task they were charged
 " with) as Royal Commissioners into this Island to examine what
 " Laws would be necessary to facilitate the establishment of the Trial
 " by Jury, a System of Jurisdiction, the restoration of which is ardently
 " wished for by the Inhabitants as the surest means of remedying the
 " Evils arising from the defective administration of Justice.

" We see and gratefully acknowledge that : your Majesty, not
 " content with directing your care to our internal government has
 " extended your benign attention to the Defence of this Island from
 " external enemies by providing us with everything that can tend
 " to our security, and especially by presenting the Militia with new

"Cloathing, by which their burthen are greatly alleviated, a spirit⁽¹⁾ of emulation is spread among them and a service so highly necessary, is encouraged. 1791.

"We feel by a happy experience, the effects of your Majesty's paternal Sollicitude for the welfare of this Island on all occasions ; and independently of that sense of duty, which attached our ancestors to the British Crown and which we flatter ourselves, we have inherited from them, we have the strongest motive of particular affection and unshaken Loyalty in the benefits so liberally conferred by a gracious Sovereign. Long, very long may Your Majesty continue to reign over us, and diffuse over a contented People the blessings of your mild and equitable Government".

By order of the States

signed Phil : De Carteret Greffr:

Jersey 28th October 1791.

Mons^r Richardson Connétable de S^t Martin et Mons^r Phil : Pinel Connétable de la Trinité ayant représenté qu'il seroit besoin dans le Havre de Rozel d'une chaine pour amarrer les Bateaux, et les mettre plus en sureté, Les Etats ont chargé et autorisé lesdits Con^{bles} d'en faire placer une pour etre remboursés au moyen du produit de l'Anchorage dud^t Havre.

Lecture ayant été cejourd'hui faite aux Etats de Reglemens préparés par le Comité pour la Defense de l'Isle, Les Etats après mure deliberation sur le sujet en ont approuvé et ordonné qu'ils seront entrés sur le Livre des Etats pour tirer leur plein et entier effet selon leur teneur.

Desquels Reglemens la teneur ensuit.

Mons^r le Lieut^t Gouverneur ayant représenté au Comité comme il le fit aux derniers Etats, qu'il a plu à Sa Majesté envoyer dans cette Isle des Habits et accoutremens pour le Service de la Milice et ayant soumis au Comité la nécessité de prendre des mesures aussitôt qu'il sera possible pour que ces Habits & accoutremens soient distribués à chaque Regiment et que pour cet effet il conçoit qu'il est indispensable de s'assurer d'Arsenaux pour les Loger convenablement et de gardiens propres à en prendre soin, Le Comité a resolu de recommander aux Etats.

(1) Sic.

1791.

Art. 1^{er}

Qu'il y aura dans chaque Paroisse un arsenal situé le plus commodement possible, de grandeur suffisante et convenablement arrangé pour loger les Habits, Armes et accoutremens de la Milice, audire et ordonnance du Colonel & du Con^{ble} & de l'approbation du Gouverneur.

2.

Qu'une Personne de confiance dans chaque Paroisse sera nommée par le Colonel avec l'avis du Connétable—et s'ils different d'opinion le Gouverneur en decidera—pour être gardien de l'Arsenal lequel sera exempt des montres et gardes et de tout autre Service Militaire; il sera dispensé de fournir un mousquet à la Milice et recevra en outre un Salaire annuel n'excedant pas la somme de huit Livres d'ordre par Compagnie, l'Artillerie de chaque Regiment ne faisant qu'une Compagnie.

3.

Qu'il sera tenu de se rendre à l'Arsenal toutes fois et quantes qu'il lui sera ordonné par l'Officier Commandant le Regiment à peine de cinquante sous pour un premier défaut et du double pour le Second, après quoi il sera sujet à être privé de son poste à la discretion du Colonel.

4.

Que le gardien de chaque Arsenal se pourvoira d'huile, brosse, Poivre & autres Articles necessaires à la conservation des armes, Habits & accoutremens aux fraix de chaque Paroisse.

5.

Qu'il aura soin de maintenir constamment en bon etat tous les articles commis à sa charge et de remplir son devoir avec exactitude à peine de repondre de toutes les consequences et sera en outre sujet pour sa negligence à etre destitué à la discretion du Colonel ou Officier Commandant le Regiment.

6.

Qu'il sera tenu avoir un Livre dans lequel il entrera exactement tous les Articles logés dans l'Arsenal, ceux qui en seront delivrés par ordre des Officiers ou qui y seront remis et généralement toutes transactions qui auront raport à sa charge, afin d'être toujours en etat de rendre Compte de sa conduite à l'Officier Commandant le Regiment lorsqu'il en sera requis.

7.

1791.

Qu'il examinera bien & exactement les Armes, Accoutremens et tous autres Articles quelconques qui seront remis à l'Arsenal marquant dans son Livre de qui il les aura reçus, l'état des armes ou autres Articles et le jour qu'on les aura ainsi remis, et dans le cas ou letout ou Partie seroit en mauvais etat il sera tenu d'en faire immédiatement son Rapport à l'Officier de la Compagnie lequel après examen fera mettre letout en bonne reparation aux fraix du delinquant.

8.

Qu'il sera tenu de ne recevoir ni delivrer aucune arme, accoutrement ou autre Article sans un ordre par ecrit de l'Officier Commandant la Compagnie dont il est question ou d'un Officier de Camp.

9.

Le Comité a resolu de recommander aux Etats que les Habits qu'il a plu à Sa Majesté donner à la Milice soient ajustés et rendus prêts pour le Service aux fraix Publics et que partie du produit de la prochaine Loterie soit destinée pour cet objet.

L'An mille sept Cents nonante un, le quatorzième jour de Novembre. 1791, 14 Nov.

Présent, Honorable [Homme] Lieutenant Colonel Phil : Fall
Lieutenant Gouverneur de l'Isle de Jersey, &c.

Etats tenus Par Phil : De Carteret Escuier Juge Delegué
en l'Isle de Jersey, President de l'Assemblée, etc.

Après le Serment de Jacq^e Amice Lempriere Esc^t Cha^e De La Garde
Esc^t Justicier demeure exoiné par maladie.

Le Rev^d Amice Bisson Recteur de S^t Laurens est en default excusé.

Le Rev^d Jean Mallet Recteur de S^t Pierre et le Rev^d Franç^e Ricard
Recteur de S^t Jean sont en default a assister aux Etats.

Les Negocians de la Chambre de Commerce ayant proposé aux Etats de prendre sur leur Compte et risque la vente des Billets de la Lotterie publique de cette presente année suivant le plan qui fut logé au Greffe le 28^e Oct^e dernier a condition que la So^me de huit milles Livres cours de france hors du produit de ladite Loterie soit appliquée à la continuation des nouveaux Travaux des Havres de S^t Helier & de S^t Aubin & lesdits Negocians ayant joint à cette proposition un offre d'entreprendre une autre Loterie Publique l'année prochaine

1791. pourvu qu'ils ne souffrent point de perte sur la vente des Billets de la presente Loterie & à condition que la somme de six milles Livres cours de france hors du produit de la seconde Loterie soit appliquée aux mêmes travaux. Les Etats après avoir delibéré sur le sujet ont approuvé de la proposition et de l'Offre desdits Negocians tant à l'égard de la premiere que de la seconde Loterie et aux conditions susmentionnées. Partant les Etats ont ordonné qu'il y aura une Loterie publique suivant le plan ci-dessous ; que la somme de huit milles Livres cours de france du produit sera appliquée aux nouveaux travaux desdits Havres dans les proportions déjà établies et que le reste dud^t produit sera appliqué de la maniere suivante, savoir trois milles Livres même cours pour l'ajustement des Habits de la Milice pour être mis entre les mains des Colonels des Regimens suivant le nombre d'Habits envoyés pour chaque Regim^t et mille Livres du même cours pour meubler l'Hopital. Partant les Etats ont chargé et autorisé le Comité pour la Defense de l'Isle de prendre sous ses soins la conduite et le tirage de ladite Loterie publique & de veiller à ce que le tout soit conduit d'une maniere reguliere et autant qu'il se pourra suivant la methode pratiquée aux trois dernieres Lotteries. Le tirage de ladite Lotterie est fixé pour commencer le premier Lundi du mois de Mars 1792, Et il est deplus convenu d'accorder à la Chambre de Commerce suiv^t ledit Plan la Somme de neuf Cents quarante six Livres cours de France pour les fraix du tirage, preparation des Billets &^{ca} au moyen dequoi il ne sera fait aucune diminution sur les prix tirés et sont Jacq^e. Pipon Esc^r. & Jacq^e. Hemery Esc^r demeurés Cautions du païement de la susdite somme de douze Milles Livres de la part de la Chambre de Commerce.

Dequel plan la teneur ensuit

Plan d'une Lotterie Public pour 1792.

3000 Billets	...	...	...	...	...	...	à 24 ft.	£72.000
1 prix de	£4000	...	...	...	...	...	£	4000
1 Dº	2000	...	...	...	...	...		2000
3 Dº	600	...	...	...	...	...		1800
10 Dº	200	...	...	...	...	...		2000
30 Dº	96	...	...	...	...	...		2880
960 Dº	48	...	...	...	...	...		46080
1005 Prix								
1995 Blancs								
3000								

1 ^{er} Billet tiré chaque jo ^r pour 3 jours {	144	1791.
à 48 lt		
Dernier Billet tiré	150	
Allouance pour fraix du tirrage ...	946	
	60.000	
Benefice	12.000	
	£72.000	Cours de f ^{es}

Sur la representation des Negocians de la Chambre de Commerce que les nouveaux travaux des Havres de S^t Helier & S^t Aubin sont dans un etat encore imparfait et insuffisant pour les besoins du Commerce et la sûreté de la navigation, et que l'argent emprunté sur la garantie de l'Impôt sur les Vins & Eau de vies⁽¹⁾ est presque tout employé auxdits travaux, et qu'ils prient les Etats de vouloir bien ordonner un emprunt sur l'Encrage⁽¹⁾ afin de continuer lesdits travaux l'été prochain ; Les Etats dans la vue d'encourager le commerce et la navigation de cette Isle et de perfectioner lesdits Havres autant qu'il est possible ont resolu qu'un emprunt de quarante milles Livres cours de france sera fait pour être remboursé dans la suite au moyen du produit de l'encrage desdits Havres et sur ce qui pourra être sauvé sur les droits perçus pour le Bateau de Santé et dont ledit Encrage deviendra garant et que la susdite Somme sera employée à continuer lesdits travaux l'année prochaine aussitôt que la Saison le permettra sous la direction des Personnes deja appointées à ces objets, et dans les proportions deja etablies pour chaque Havre, Et est le Trésorier desdits Droits d'Encrage autorisé de negocier ledit emprunt au même Interêt que celui qui fut autorisé par les Etats sur les Droits des Impôts etablis par Patente Royale.

Sur la representation faite aux Etats par le Comité des Chaussées, que le Havre de S^t Helier a considerablement baissé depuis quelque tems, et à un tel point que plusieurs Rochers sont depuis peu decouverts audedans du nouveau Travail, et particulierement le long du Quai neuf, Les Etats prenant ce sujet en consideration, ont ordonné qu'à l'avenir quiconque enlvera le sable dans l'enceinte, ou aux environs dudit Havre, sans la permission expresse du Directeur soit pour lester les Vaisseaux ou pour quelqu'autre sujet que ce soit subira une

(1) *Sic.*

1791. peine pecuniaire de Cent Livres d'ordre applicables à l'Usage dudit Havre. Et d'autant qu'il arrive tous les jours des cas pour lesquels la Loi n'a pas pourvû, Les Etats ont provisoirement, ordonné que quiconque desobeira au Directeur maître de port agissant après s'être concerté avec le Connétable ou Chef de Police de la Paroisse où le Havre de son ressort est situé, subira une peine pecuniaire de dix Livres d'ordre pour chaque desobeissance, et qui sera applicable à l'Usage du Havre et sera en outre sujet à dedommager quiconque pourroit etre lesé enconsequence de telle desobeissance; Il est deplus ordonné que cet acte sera publié au Lieu ordinaire du marché et inseré dans la Gazette de l'Isle et affiché tant au Havre de S^t Héliér qu'à celui de S^t Aubin afin que Personne n'en puisse pretendre cause d'ignorance.

1791, 30 Nov. L'An mille sept Cents nonante un, le trentième jour de Novembre.

Present Honorable Homme Lieut^t Colonel Phil : Fall Lieut-
enant Gouverneur de l'Isle de Jersey, &^{ca}.

Etats tenus Par Phil : De Carteret Escuier Juge Delegué
en l'Isle de Jersey, President de l'Assemblée, etc.

Charles De La Garde Esc^t Justicier est en default excusé par maladie.
Après le Serment du Rev^d Franç^s Ricard, Jean Le Coûteur Esc^t Justicier demeure exoiné par maladie.

Le Rev^d Amice Bisson Recteur de S^t Laurens est en default excusé par maladie.

Le Rev^d George Bertram Recteur de S^t Brelade est en default à assister aux Etats.

Les Etats ayant entendu Lecture des differens articles préparés l'onzième jour d'Avril dernier, par le Comité des Chaussées pour empecher la fraude des Liqueurs sujettes aux Droits d'Impôt ont discuté chaque Article desdits Reglemens et après y avoir apporté quelques amandemens proposés, en ont finalement approuvé & ont ordonné que lesdits Reglemens ainsi approuvés seront imprimés, affichés et Publiés tant au Lieu ordinaire du marché que dans toutes les Paroisses de cette Isle, afin que Personne n'en puisse pretendre cause d'ignorance.

Dequels Reglemens la teneur ensuit.

1791.

Le Comité en consequence de l'Acte des Etats en date du 18^e Decembre dernier a considéré meurement le sujet qui leur étoit commis & est convenu de recommander aux Etats pour leur approbation les Articles suivans pour être ajoutés à ceux déjà établis, concernant les Droits & Impôt tant sur les Eaux de vies que sur les Rums, Genievrea.

Article 1^{er}.

Que tous Maîtres ou Personnes ou ayant la conduite de navires ou Bateaux qui negligeront de donner une declaration parecrit des Liqueurs sujettes aux Impôts selon la Patente Royale et à ceux établis sur les Rums & Genievres, dans vint quatre heures au plus tard de l'arrivée de tels navires ou Bateaux et vint quatre heures avant que de commencer à decharger seront sujets à une amende de quarante sous par Pot en outre l'amende à laquelle ils étoient sujets du precedent à moins que le maître de tel navire ou Bateau n'obtienne la permission par escrit du Fermier ou du Chef de Police de la Paroisse de faire tel débarquement avant les vint quatre heures expirées mais cette débarquation ne pourra avoir Lieu qu'après declaration faite au Fermier ou à la Personne autorisée de recueillir lesdits Droits.

Art. 2^e

Que tous ceux qui seront convaincus en Justice d'avoir introduit dans cette Isle dans le cours d'une année des Liqueurs sujettes aux Droits d'Impôt sans en avoir donné une juste declaration par escrit ou en avoir vendu dans le même cours soit en gros ou en detail audelà de la quantité qu'ils auroient déclaré aux Fermiers desdits Droits seront sujets à une amende de cinq Cents Livres en outre l'Impôt de telles Liqueurs.

Art. 3^e

Que tous ceux qui seront convaincus d'avoir assisté à débarquer des Liqueurs sujettes à l'Impôt et dont declaration n'auroit été faite aux Fermiers selon la Loi seront sujets à une amende de cinquante Livres chacun.

Art. 4^e

Qu'il ne sera point permis d'introduire en cette Isle des Liqueurs sujettes aux Droits d'Impôt dans des futs ou Vaisseaux contenant

1791. moins de soixante Gallons ni permis d'en embarquer pour obtenir la remise desdits Droits dans des futs de moindre mesure sur peine de confiscation & de cinq Cents Livres d'amende.

Art. 5^e

Que les Personnes qui embarqueront des Liqueurs en cette Isle sujettes aux Droits d'Impôt seront tenues de donner aux Fermiers desdits Droits une juste declaration par ecrit de la quantité et qualité qu'ils se proposent d'embarquer ainsi que du navire dans lequel elle sera embarquée et du Lieu de sa destination vingt quatre heures au moins avant le depart du navire, Et l'embarquement sera effectué dans vingt quatre heures au plus tard après la declaration donnée sauf une contre declaration & dans le cas que les Fermiers voulant se satisfaire de la réalité de tel embarquement ne le trouveroient pas effectué après les vingt quatre heures expirées la Personne ainsi contrevenant sera sujette à la confiscation du montant de sa declaration ou la valeur et en outre à une amende de quarante sous par Pôt.

Art. 6^e

Que tous ceux qui seront convaincus d'être les Propriétaires des Liqueurs saisies en fraude seront sujets à une amende de quarante sous par Pôt.

Art. 7^e

Que dans les cas où le maître d'un Bateau qui auroit introduit des Liqueurs en fraude ne se pourroit découvrir il sera loisible aux Fermiers desdits Impôts de faire saisir tel Bateau & en poursuivre la condamnation pour le paiement de l'amende imposée par la Loi.

Art. 8^e

Que toutes Causes concernant lesdits Droits d'Impôts seront considérées en Cour comme Causes Publiques et seront traitées avec la même brieveté que les Causes les plus Privilégiées.

Art. 9^e

Que tous Officiers de Police seront tenus d'aider et assister les Fermiers ou Personnes autorisées dans la perception desdits Droits d'Impôts dans la Saisie des Liqueurs introduites ou embarquées en fraude & dans la decouverte des Personnes coupables ou complices des fraudes ainsi commises ; Et si quelque violence ou resistance est faite auxdits Fermiers ou Personnes autorisées à recevoir lesdits Droits ou

dans la due execution du pouvoir qui leur est commis par la Loi pour apprehender les fraudeurs, les Personnes trouvées coupables de telle violence ou resistance seront punis par amende ou emprisonnement selon la nature du fait.

1791.

Art. 10^e

Que toutes les amendes imposées par les precedens articles, seront appliquées un quart au Roi, un quart à l'Hopital Général, un quart aux Pauvres de la poë ou le delit sera commis et l'autre quart à l'Informateur, et quant aux confiscations elles seront au benefice des Fermiers desdits Droits d'Impots.

Vû que le Louage du Service du Bateau de Santé sera expiré le 31^e du mois de Dec^e prochain les Etats ont requis et autorisé le Comité des Chaussées de s'assembler samedi le dix du mois prochain à midi à la Maison de M^r Ph : Lys à S^t Helier pour exposer publiquement au rabais le Service dudit Bateau pour l'espace de neuf mois depuis ledit 31^e Dec^e prochain jusqu'aujour de S^t Michel ensuiv^t ce qui sera inseré dans la Gazette de l'Isle et affiché à S^t Helier et à S^t Aubin. M^r le Lieut^t Gouv^r est requis d'assister aud^t Comité.

L'An mille sept Cents nonante un, le dix septieme jour de Decembre.

1791, 17 Déc.

Present Honorable Homme Lieut^t Colonel Phil : Fall Lieut^t
Gouverneur de l'Isle de Jersey, &^{ca}.

Stats tenus Par Phil : De Carteret Escuier Juge Delegué
en l'Isle de Jersey, President de l'Assemblée, etc.

Franç^t Marett Esc^t Justicier est en défaut à assister aux Etats.

Considérant, qu'il a plu à Sa Très Excellente Majesté d'envoyer dans cette Isle des Commissaires Royaux appointés par commission sous le grand sçeau d'Angleterre pour examiner et faire rapport à Sa Majesté en Conseil quelles nouvelles Loix seroient necessaires pour mettre en execution la proposition des Etats touchant le rétablissement du jugement par Enquête ; Que lesdits Commissaires Royaux, après avoir sejourné plusieurs Semaines dans le Païs, qu'ils ont employées à exécuter les gracieuses intentions de Sa Majesté, annonçèrent aux Etats, avant leur départ, que l'objet de leur mission, etoit d'une telle importance, & exigeoit tant de consideration que leur

H

1791. rapport à Sa Majesté ne pourroit être rendu prêt qu'après Noel prochain ; que lesdits Commissaires Royaux declarèrent aussi au Comité qui fut appointé par les Etats pour conferer avec eux, que nonobstant leur depart, ils seroient prêts et meme disposés à recevoir toutes les observations ulterieures que les Etats jugeroient à propos de leur transmettre touchant les Affaires qui les ont occupés pendant leur sejour dans l'Isle ; Les Etats ont cru devoir, dans une pareille conjoncture, où il importe de ne rien negliger qui seroit dans le cas de fournir aux Commissaires Royaux les plus amples informations, d'envoyer un Deputé en Angleterre, chargé de leur donner tous les renseignements necessaires et de faire tous ses efforts, pour assurer le succès du grand objet qui les a amenés dans le Païs, et duquel dependent essentiellement le Bien Etre et la prosperité future des habitans. Cette mesure a paru aux Etats d'autant plus indispensable dans le tems present qu'il y a un autre sujet dépendant devant Sa Majesté en Conseil qui est de haute importance au Païs et qui en affecte essentiellement les Privilèges, nommément l'appointement à Députation. l'Office de Chef Magistrat et la residence du Bailly, sujet sur lequel les Etats ont présenté une très humble requête à Sa Majesté datée le 29^e Juin 1790. Les Etats donc, se reposant sur les Lumières, l'expérience et l'intégrité de Jean Dumaresq Esc^r Con^{bl}^e de la Paroisse de St Pierre, l'ont nommé, constitué et appointé leur Deputé avec plein pouvoir et autorité parfaite et suffisante de les représenter et d'agir au nom des Etats, tant pour conferer avec les Commissaires Royaux et leur donner les Informations qui pourroient être requises, que pour paroître en qualité de Deputé des Etats auprès de Sa Très Excellente Majesté en Conseil, ou auprès de telles autres Personnes ou tribunal devant lesquels, soit le sujet des Enquêtes, soit l'appointement à l'Office de Chef Magistrat et la residence du Bailly pourroient être considerés & traités ; ledit Sieur Dumaresq étant autorisé et chargé d'employer tous les moyens convenables pour faire réussir les vues que les Etats se proposent dans leurs applications, qui sont celles de procurer la Paix et d'assurer le contentement de leurs concitoyens et leur prosperité.

Les Etats ont réglé que les fraix qui seront encourus pour la Deputation ordonnée par Acte de ce jour seront pris sur le produit de l'Impôt sur les Rums & Genievres.

Les Etats ont aujourd'hui ordonné que les Factures pour les Habits qu'il a plu à Sa Majesté accorder à la Milice de cette Isle, seront entrés dans le Livre des Etats. 1791.

Desquelles Factures la teneur ensuit.

Invoice of Clothing and Accoutrements Pack'd for the 1st for
Alexandre Deschamps Master for Jersey.

[*Suivent les comptes des accoutrements, pp. 290 à 301.*]

London

29th July 1791.

Davenport & Gilpin.

L'An mille sept Cents nonante un, le vint troisieme jour de Decembre. 1791, 23 Déc.

Présent Honorable Homme Lieutenant Colonel Phil : Fall
Lieutenant Gouverneur de l'Isle de Jersey, &c.

Etats tenus Par Phil : De Carteret Escuier Juge Delegué
en l'Isle de Jersey, President de l'Assemblée, etc.

Les Etats ont aujourd'hui approuvé d'une Requête adressée aux Très Hon^{bles} Seigneurs du Comité du Conseil du Roi touchant les deux Elections de Con^{bles} de St Helier & de St Jean qui sont dependantes par Appel depuis plusieurs années devant Sa Majesté en Conseil et suppliant lesdits Seigneurs de donner telles directions qu'en leur sagesse ils croiront propres pour disposer desdits appeaux avec autant d'expedition que possible. Le Greffier a été dirigé de signer ladite Requête au nom des Etats et de la transmettre incessamment au Clerk du Conseil pour être présentée auxdits Seigneurs. Et vû que Jean Dumaresq Esc^l Connétable de St Pierre Deputé des Etats est sur son départ pour Angleterre les Etats l'ont chargé et autorisé de poursuivre les fins de ladite Requête dont la teneur ensuit.

To the Right Honorable the Lords of the Committee of Council for the affairs of Jersey and Guernsey. The Humble Petition of the States of the Island of Jersey ; sheweth

That the States of His Majesty's Island of Jersey observing, with much concern, the inconveniences that result from the want of the two proper representatives, and principal Officers of Police in the

1791. Parishes of S^t John and S^t Helier, feel it their Duty humbly to State to your Lordships what has caused this deficiency and to represent the necessity of a speedy remedy to so serious an evil.

An Election for the Office of Constable in the Parish of S^t John took place so long ago as the 23^d of May 1784, one of the Candidates disputed the validity of the Election ; and the Case was heard before the Royal Court on the 5th of July 1786, when a new Election was ordered ; both Candidates appealed from this Judgment but neither has thought fit to prosecute the appeal, or in any way to proceed in it.

The other Election that of S^t Helier was decided before the Royal Court in the month of September 1786 in favor of one of the Candidates. The other appealed from the Judgment and has served the usual Summons to the Party, but it does not appear that the respondent has entered his appearance at the Office nor taken any steps to answer to it.

Upwards of seven years in the first case, and upwards of five in the second have elapsed since these Elections and the States see, with much anxiety, that it is in the Power of the Candidates, by this dilatoriness to deprive a Parish of its proper representatives in the States and the Police of an Officer indispensably necessary for the preservation of good order.

This defect is more particularly felt in S^t Helier's which is the principal Town in this Island much encreased in extent and population since the first institution of officers of Police and therefore less able to spare any, especially its principal Officer whose rank and respectability contribute, in a most essential manner, to prevent disorders, and to keep Peace & Tranquility in the Town.

In Humble confidence, that your Lordships will perceive how necessary it is become to put a stop to an Evil of such magnitude the Petitioners submit the whole to your Lordship's consideration and pray that such steps may be taken for disposing expeditiously of these appeals as in your Lordship's wisdom shall seem meet.

Les Etats après avoir entendu Lecture de partie des Reglemens proposés pour le retablissement du Jugement par Enquête, avec les amendemens & ajoutemens qui y sont introduits dans la vue de

reformer divers abus qui existent dans l'Isle et d'établir des regles sur plusieurs objets importants qui ne sont point fixés par la Loi, ont resolu que lesdits Reglemens seront logés au Greffe pour plus mure et ample consideration. Il est ordonné qu'ils seront imprimés pour l'Usage des Membres des Etats et pour l'information du Public et Mess^{rs} Lempriere, De La Garde, Du Pré & Dumaresq de St. Pierre sont chargés d'en surveiller l'impression. 1791.

Les Etats considerant les desordres qui ont été commis par les Soldats du 8^{me} Regiment de Sa Majesté présentement logés dans les Casernes de la Tour Quarrée & du Chateau Mont-Orgueil selon qu'il a paru par les Plaintes d'un nombre considerable des Habitans des Paroisses de Grouville & St. Martin averées par les Affidavits d'un grand nombre de Personnes sont convenus de requérir & partant Monsieur le Lieutenant Gouverneur est requis de prendre les mésures qu'il croira les plus propres pour que lesdits Soldats soient retirés le plutôt possible desdites Casernes : Et ledit Sieur Lieutenant Gouverneur est de plus requis d'employer les moyens qu'il croira les plus convenables pour qu'à l'avenir il n'y ait pas de Troupes de ligne logées dans ces quartiers là pendant la paix. Etant lesdites Plaintes & lesdits Affidavits demeurés logés au Greffe.

L'An mille sept Cents nonante deux, le septieme jour de Janvier.

1792,
7 Janvier.

Present Honorable Homme Lieutenant Colonel Phil: Fall
Lieutenant Gouverneur de l'Isle de Jersey, &c.

Etats tenus Par Phil: De Carteret Esc^r Juge Delegué
en l'Isle de Jersey President de l'Assemblée, etc.

Après le Serment du Reverend Franç^s Le Couteur, Cha^s De La Garde
Esc^r Justicier demeure exoiné par maladie.

Après le Serment du Rev^d Docteur Edo^d Du Pré, Guillaume Patriarche
Esc^r Justicier demeure exoiné par maladie.

Les Etats ayant entré en consideration des désordres qui ont été commis par les Soldats du 8^{me} Regiment de Sa Majesté présentement en cette Isle & avisant aux moyens d'en prevenir la continuation & les suites funestes sont convenus de referer la Motion qui est aujour-

1792. d'hui proposée dans les Etats tendant à cette fin à un Comité composé de Franç^s Marett & Jean Le Couteur Esc^s Justiciers, des Rev^{us} Franç^s Valpy & Franç^s Le Coûteur & de Mons^r Aaron De Veulle & du Centenier de S^t Helier lesquels sont requis de s'assembler aussitôt que possible pour prendre le sujet en consideration & de preparer telle Requête à Sa Majesté qu'ils croiront propre à cette fin.

Les Etats ayant pris en consideration certaine Proposition recommandant aux Etats qu'à l'avenir les Immondices de la Ville au lieu d'être portés à la Greve comme il est ordinairement pratiqué soient mis à l'Endroit où l'on intentionne de faire ci après un jardin proche l'Hopital & que les fraix du Transport desdites Immondices soient payés par le Chef de Police de S^t Helier & le Tresorier dudit Hopital moitié par moitié : Les Etats envisageant ladite Proposition comme avantageuse en ont approuvé, & partant ont autorisé le Trésorier de l'Hopital de payer la moitié des fraix qui seront encourus pour le Transport desdites Immondices.

1792,
21 Janvier.

L'An mille sept Cents nonante deux, le vint unieme jour de Janvier.

Present Honorable Homme Lieutenant Colonel Phil : Fall
Lieutenant Gouverneur de l'Isle de Jersey, &^{ca}.

Etats tenus Par Phil : De Carteret Esc^r Juge Delegué
en l'Isle de Jersey, President de l'Assemblée, etc.

Phil : Robin Esc^r Justicier est en default excusé.

Après le Serment de Phil : Dumaresq Gent : Le Reverend Amice Bisson Recteur de S^t Laurens demeure exoiné par maladie.

Requête. Le Comité qui fut appointé par Acte des Etats du 7^{me} de ce présent mois pour prendre en considération les requêtes & Addresses de plusieurs des Habitans des Paroisses de S^t Helier, de Grouville & S^t Martin a aujourd'hui fait Son Rapport & donné lecture d'une Requête à Sa Majesté en Conseil sur le sujet, Les Etats après en avoir approuvé ont ordonné que ladite Requête sera enregistrée & qu'une Copie authentique tant de ladite Requête que des Remontrances & affidavits & autres Papiers qui ont été produits aux Etats par les Habitans des Paroisses susmentionnées relativement à la Con-

duite du Détachement du 8^me Regiment seront transmises immédiatement par le Greffier au Clerc du Conseil. 1792.

Dequelle Requête la Teneur ensuit.

To the King's Most Excellent Majesty in Council.

The humble Representation and Petition of the States of the Island of Jersey.

May it please your Majesty,

The Chartered Rights which your Royal Progenitors have, at different Periods, granted to this Island, evince their attentive regard to its Welfare ; and the fortifications erected around it's Coast, under your Majesty's most propitious Reign, to protect it against the invasion of foreign Enemies, the Arms, ammunitions and Cloathing most graciously bestowed on it's Inhabitants, and above all the Royal Commissioners recently deputed for the purpose of amending their laws, do testify your Majesty's paternal solicitude for establishing the peace and security of this Country on the most solid and permanent basis.

We beg leave, at the same time, to observe that the most inviolable loyalty has ever distinguished the Character of Jersey Men, that their attachment to the English Government has devolved from father to Son & that they at this moment preserve and cherish the same sentiments.

We cannot but lament our being obliged to remonstrate against the Conduct of the Detachment of Your Majesty's 8th Regiment, stationed at the Square Tower or Fort Henry and at Mount Orgueil Castle in this Jsland. It is far from our Jntention to exaggerate the motives of Complaint in this Jstance, on the contrary, we humbly crave permission, simply to transmit herewith to Your Majesty the Remonstrances which the Town of St Helier, the Parish of Grouville and that of St Martin have severally presented to us together with the Depositions upon oath produced in support of the same and some of the law Proceedings which have recently obtained in consequence of the unhappy disturbances alluded to.

The measure which after most mature deliberation hath appeared to us most likely to put a stop to them is the removing of the said Detachment in lieu of the Companies of Invalids to Elizabeth Castle agreeably to the Petitions of the two Parishes mentioned above ; with

1792. that view, we have requested Your Majesty's Lieutenant Governor to interchange them, who declared to us, that it was not in his power to make that alteration without Your Majesty's special Commands. But now that the most inveterate animosities prevail, that fatal encounters have already taken place, that every breast beats with apprehensions of the most direful Events, We should feel ourselves wanting in our duty, did we not instantly, recur to Your Most Gracious Majesty's interposition.

Your faithful States, therefore, humbly entreat your Majesty to be graciously pleased to order, that the Detachment of the 8th Regiment, now in this Island may be withdrawn as soon as possible, that the Troops sent thither be, in future, quartered at Elizabeth Castle during the Peace and the Companies of Invalids garisoned ⁽¹⁾ at the Square Tower and at Mount Orgueil Castle as was Customary before the last War. These or any other means which your Majesty may, in your superior wisdom, judge meet, for insuring the peace and tranquillity of this Country.

May the Almighty shower down upon your August Person and your illustrious family his most precious blessings, and may your Majesty's Reign long continue distinguished by Acts of Royal Beneficence and gracious regard, towards your faithful Subjects of this Island.

By order of the States

Phil : De Carteret Greffr

Jersey, 21st January 1792.

1792,
28 Janvier.

L'An mille sept Cents nonante deux, le vint huitieme jour
de Janvier.

Present Honorable Homme Lieutenant Colonel Phil : Fall
Lieutenant Gouverneur de l'Isle de Jersey &c.

Etats tenus Par Phil : De Carteret Escr Juge Delegué
en l'Isle de Jersey, Président de l'Assemblée, etc.

Le Rev^d Amice Bisson Recteur de St Laurens est en default excusé.

Jean Dumaresq Escr Connétable de St Pierre lequel fut appointé
Deputé des Etats pour les sujets importans contenus en l'Acte du
17^e Decembre 1791 ayant représenté aux Etats qu'il est prêt de partir

(1) *Sic.*

1792.

pour Angleterre & ayant prié les Etats de vouloir bien lui fournir soit par eux mêmes ou par le moyen d'un Comité les Ordres et directions dont il aura besoin en Angleterre pour le mettre en état de connoître & de suivre la volonté des Etats sur les grands objets qui lui sont commis, Les Etats ont presentement nommé & appointé pour ce sujet un Comité composé de six membres scavoir, de Jacq^e Amice Lempriere & de Jean Le Coûteur Esc^{rs} Jurés Justiciers, des Reverends Messieurs Le Coûteur & Du Pré, de Jacques Pipon Esc^r Con^{ble} de St^e Brélade & de Jean De La Taste Esc^r premier Centenier de St^e Helier dont trois pourront agir, lequel Comité est chargé & autorisé de tenir Correspondence avec ledit Sieur Dumaresq pendant son Sejour en Angleterre & de lui donner les directions & renseignemens nécessaires à l'exécution de ladite Deputation. Ledit Comité est spécialement chargé de discuter de nouveau les Réglemens qui ont [été] préparés & proposés d'après les Conférences avec Messieurs les Commissaires Royaux pour le rétablissement du Jugement par Enquêtes en matieres civiles & criminelles afin de les mettre sous les yeux des Etats aussi tôt que possible pour leur approbation avec les Changemens ou additions que ledit Comité croira utiles & nécessaires afin de les transmettre ensuite audit Sieur Dumaresq. Ce Comité sera ouvert pour tous les Membres des Etats qui jugeront à propos d'y venir faire part de leurs Idées & de leurs observations sur lesdits Réglemens.

Les Etats ayant aujourd'hui approuvé les Raisons qui leur ont été présentées par le Comité de Constitution sur chacun des Articles qui exigeoient une reforme Savoir,

Article 11.

La Police de la Campagne.

12.

L'Education publique.

13.

Les Limites des deux Villes.

14.

Les Loix pour les affaires de Commerce et de Navigation.

15.

Le Système Actuel pour les Decrets.

16.

Le Retrait Lignager.

I

1792.

17.

L'Article du Code de Loix qui limite le Plan⁽¹⁾ des Pommiers & des Arbres de Futaye le long des Chemins publics.

18.

Les Droits du Bailly et des Jurés à l'appointement aux differens Offices.

19.

Le Domicile des Pauvres.

20.

Les Honoraires des Membres de la Cour, et autres Officiers.

21.

Les Privileges et exemptions attachés aux Personnes et Offices.

22.

Le Manque de Réglemens par rapport à ceux qui refusent de servir lorsqu'ils sont choisis à une Office.

23.

Les Reglemens touchant les Havres et Chaussées.

24.

Les Têtes de Partie dans les Partages d'heritages.

25.

L'Institution du Don de Baudains.

26.

Le Défaut d'une Maison de Correction.

27.

Les Canons & Constitutions Ecclesiastiques.

28.

Le Domicile des Jndividus pour le paiement des Râts.

29.

La Coupe des Vraics d'Eté & d'Hiver.

30.

Les Moulins.

31.

Droits de la Chasse.

32.

Le Code de Loix approuvé en 1771.

Ont decidé de mettre ces Articles avec les raisons ainsi approuvés⁽¹⁾ entre les mains de Jean Dumaresq Esc^r Deputé des Etats présentement sur son départ afin qu'il les présente à Messieurs les Commissaires Royaux quand il le jugera convenable & le Comité de Correspondence est autorisé de les delivrer audit Sieur Deputé.

(1) Sic,

Lecture ayant été cejourd'hui faite aux Etats d'un Rapport du Comité de l'Hopital Général en date de l'an 1792, le 26^e Jour de Janvier, Les Etats ont approuvé ledit Rapport dans tout son Contenu & ont ordonné qu'il sera entré sur le Livre des Etats pour tirer son plein & entier effet selon sa Teneur. 1792.

Dequel Rapport la Teneur ensuit.

“ Le Comité croyant qu'il est indispensable qu'il y ait des appartemens dans l'Hopital propres à loger le Gouverneur & considerant que pour le loger d'une maniere convenable & utile, il faudroit y destiner au moins deux des grands appartemens du Corps de l'Edifice comme auparavant ce qui diminueroit tellement les logemens que l'on ne pourroit pas y placer tous les Pauvres qui doivent-y être envoyés, a d'opinion unanime décidé de recommander aux Etats samedi prochain de faire batir une aile joignant à l'Edifice du coté du ouëst & avançant au dehors de la ligne de la façade du sud à la distance de vint quatre pieds ou environ & en continuant la ligne de la façade du Nord à la distance de vingt pieds & demi ou environ du Corps du Batiment, de sorte que cette Aile fournira trois appartemens au Retz de chaussée, de la hauteur des appartemens du Corps de l'Edifice & trois appartemens au dessus de la même hauteur, & audessus de ces derniers des Chambres en Grenier, le tout conforme au Plan qui lui a été aujourd'hui présenté par M^r Louis Gareau lequel a fait une Estimation des frais de la Construction de cette aile y comprenant la Maçonnerie, La Charpente & tous les autres Contingens pour la parfaire, laquelle estimation se monte à huit milles Livres au Cours de France. Le Comité a été porté à recommander le Plan d'autant que le Pignon du Ouëst a considerablement souffert par l'Explosion & que l'Aile proposée y sera un grand Appui. Le Comité considerant qu'il est necessaire de sçavoir au plutôt avec autant d'exactitude qu'il se pourra le nombre de Pauvres qui doivent être envoyés dans l'Hopital a cru devoir recommander aux Etats de diriger les Connétables des Paroisses qui ont consenti à établir l'Hopital Général de delivrer respectivement au President du Comité une Liste des Pauvres qui seront dans le cas d'y être placés avec leur âge, sexe & les lits qui peuvent leur appartenir afin que le Comité soit à portée de juger des Ameublemens, Utensiles & Provisions dont il sera besoin. Le Comité a cru

1792. devoir de plus déléguer Mons^r le Président du Comité, Messieurs Patriarche, Lempriere, Du Pré & De La Taste pour faire une Liste des Articles qu'il sera nécessaire de procurer pour l'Interieur de l'Hopital & pour préparer en outre des Réglemens pour la Regie dudit Hopital & du tout en faire Rapport au Comité".

Ayant été représenté aux Etats que la nommée Sara Le Dain veuve de John Russel Invalide Pensionnaire & le nommé Matthew Jones seroient en détresse faute de moyens suffisans pour pourvoir à leur subsistance ; Ce que considéré, Les Etats ont autorisé le Centenier De La Taste & M^r Phil: Lerrier Trésorier de l'Hopital de fournir à ladite Le Dain & audit Jones ce qu'ils jugeront leur être necessaire.

1792,
25 Février.

L'An mille sept Cents nonante deux, le vint cinquieme Jour de fevrier.

Present Honorable Homme Lieutenant Colonel Phil: Fall
Lieutenant Gouverneur de l'Isle de Jersey &c.

Etats tenus Par Phil: De Carteret Esc^r Juge Delegué
en l'Isle de Jersey, Président de l'Assemblée, etc.

Après le Serment de Jean Poingdestre Jun^r Esc^r Jean Poingdestre Esc^r Justicier demeure exoiné par maladie.

Le Reverend Franç^s Ricard Recteur de S^t Jean est en defaut à assister aux Etats.

Les Etats ayant oti le Rapport du Comité specialement chargé de discuter de nouveau les Réglemens qui ont été préparés d'après les Conferences avec Messieurs les Commissaires Royaux pour le rétablissement du Jugement par Enquêtes en matieres civiles & criminelles & en ayant meurement considéré les differens Articles & les Changemens & additions que ledit Comité y a apportés, ont approuvé lesdits Réglemens ainsi changés & augmentés, & ont ordonné que Copie en sera transmise incessamment à Jean Dumaresq Ecuyer, Deputé des Etats, actuellem^t à Londres, pour qu'il la presente à Messieurs les Commissaires Royaux. Et est ledit Sieur Dumaresq autorisé de faire tous ses efforts pour que le voeu des Habitans de Jersey à l'égard du Jugement par Enquête puisse parvenir aux pieds du Trône, muni de l'approbation des Commissaires Royaux. En cas

que, dans les Conférences que ledit Sieur Dumaresq aura avec Messieurs les Commissaires Royaux il fût trouvé que quelques autres changemens ou additions fussent nécessaires les Etats donnent plein pouvoir à leur Deputé de les adopter au nom de l'Assemblée selon sa discretion pourvû que tels changem^{ts} ou additions soient conformes aux Principes, sur lesquels sont fondés lesdits Réglemens. 1792.

Comité au sujet
des Taupes.

Les Etats prenant en consideration les dommages & inconveniens auxquels les laboureurs de cette Isle, sont journellement exposés par le nombre infini des Taupes qui infestent le Païs, sont convenus de Deputer un Comité pour aviser aux moyens qu'il convient d'adopter pour extirper ces animaux destructeurs de la maniere la plus effective & en même tems la moins onereuse pour le public: A quel effet Guillaume Patriarche Charles De La Garde & Jean Le Couteur Esc^{rs} Jurés Justiciers, Les Rev^{rs} Franç^s Valpy, Franç^s Le Couteur & Clement Dumaresq, Jacq^s Pipon Esc^r Con^{ble} de S^t Brelade, M^r Jean Hooper Con^{ble} de Grouville & M^r Nic^s Richardson Con^{ble} de S^t Martin (cinq desquels pourront agir) sont requis & autorisés de s'assembler pour dresser le Plan qui leur paroitra le plus dans le cas de repondre à ces fins: pour ensuite en faire rapport aux Etats.

L'An mille sept Cents nonante deux, le septieme Jour d'Avril. 1792, 7 Avril.

Présent Honorable Homme Lieutenant Colonel Phil: Fall
Lieutenant Gouverneur de l'Isle de Jersey, &^{ca}.

Etats tenus Par Phil: De Carteret Esc^r Juge Delegué
en l'Isle de Jersey, President de l'Assemblée, etc.

Après le Serment de M^r Phil: Burr, Edouard Le Maistre Esc^r Justicier demeure exoiné par maladie.

Après le Serment du Rev^d Fr: Le Coûteur, Cha^s De La Garde Esc^r Justicier demeure exoiné par maladie.

Le Reverend Amice Bisson Recteur de S^t Laurens est en default excusé par maladie.

Jean De Carteret Esc^r Connétable de S^t Ouën est en default à assister aux Etats.

Le Comité de l'Hopital Général ayant représenté aux Etats qu'il est besoin d'argent pour continuer les Travaux dudit Hopital. Ce que considéré Les Etats ont donné pouvoir & autorité à Paul Le

1792. Mesurier Esc^r & Thomas Pipon fils Josué Esc^r Trustees dudit Hopital de vendre six Cents Livres Sterling de fonds dans les annuités des trois pour Cent de Banque consolidée pour payer les Ouvriers qui sont employés au rétablissement dudit Hopital & decharger les fraix encourus & à encourir pour les Materiaux & autres Articles : Et Mons^r Phil : Lerrier Trésorier dudit Hopital est autorisé de tirer jusqu'à la Concurrence de ladite somme à mesure qu'il en sera bésouin & est requis de transmettre Copie du présent Acte auxdits Paul Le Mesurier Esc^r & Thomas Pipon Esc^r.

Les Colonels & officiers Commandant les differens Corps de Milice de cette Isle ayant représenté aux Etats que l'unique moyen de mettre la Milice sur un pied véritablement respectable seroit d'avoir un Officier de Commission aux fraix du Gouvernement spécialement chargé du soin d'instruire les Jeunes Gens dans l'Exercice Militaire, Les Etats ont aujourd'hui pris ce sujet important en consideration & apres mure deliberation, ont été d'opinion que l'Envoi d'un pareil Officier devient de Jour en Jour d'une plus indispensable necessité ; En consequence dequoi ils ont décidé de s'appliquer à son Excellence le Général Conway Gouverneur de cette Isle & le supplier de vouloir bien faire tous ses efforts auprès de Sa Très Excellente Majesté leur Debonnaire Souverain pour obtenir cette nouvelle marque de sa Bienveillance Royale. Monsieur le Lieutenant Gouverneur est requis de transmettre ce présent Acte à son Excellence le Général Conway, & de l'appuyer de toutes les Raisons qu'il croira necessaires pour faire reussir cette application.

1792, 23 Avril. L'An mille sept Cents nonante deux, le vint troisieme Jour d'Avril.

Present Honorable Homme Lieutenant Colonel Phil : Fall
Lient^t Gouverneur de l'Isle de Jersey, &^{ca}.

Stats tenus Par Phil : De Carteret Esc^r Juge Delegué
en l'Isle de Jersey, President de l'Assemblée, etc.

Les Etats prenant aujourd'hui en consideration le Rapport que leur a fait le Comité de Constitution auquel il fut recommandé de faire les recherches les plus exactes à l'égard du droit d'Appointement à l'Office de Lieutenant Bailly afin de mettre les Etats en etat de

1792.

soutenir efficacement un des plus précieux Privileges de cette Isle qui se trouveroit enfreint par l'admission à cette Charge de Thomas Pipon Esc^r fils Thomas qui n'est pas Juré Justicier, Et paroissant par ledit Rapport que ledit Comité après s'être assemblé à plusieurs reprises & après avoir fait les perquisitions les plus exactes dans les Rolles du Païs a trouvé que depuis les Records les plus anciens jusqu'à ce Jour il n'existe qu'un seul cas ou une personne ait exercé l'Office de Lieutenant Bailly sans être Juré-Justicier, & que ce fait eut lieu dans l'année 1729 le 10^{me} Jour d'Avril, dans la personne de Philippe Le Geyt Esc^r mais que ledit Sieur Le Geyt (sensible sans doute ainsi que les Habitans du Païs que sa Gestion militoit contre la Constitution) devint Candidat à la premiere Vacance laquelle eut lieu quelques mois après & fut élu Juré Justicier par les Suffrages de ses Concitoyens & sermenté le 31^e Octobre de la même année ce qui prouve evidemment qu'on regardoit son admission à la charge de Lieutenant Bailly comme une breche faite à la Constitution qu'on s'empressa de reparer à la premiere Occasion. Le Comité est de plus d'opinion que ce cas existat-il dans toute sa force independamment du remede qui y fut apporté par le moyen d'une Election subsequente dudit Philippe Le Geyt Esc^r à la Charge de Juré Justicier ne pourroit renverser ni invalider une regle suivie sans variation pour plusieurs siecles, conformément à la Constitution qui n'accorde le pouvoir d'administrer Justice aux Habitans qu'à un Bailly & douze Jurets. Les Etats ayant aussi eu communication d'une Petition & Representation du Très Honorable Henry Frederic Lord Carteret Baron de Hawnes dans le Comté de Bedford & Bailly de cette Isle se plaignant du refus qu'ont fait six des Jurés de la Cour Roiale d'administrer le Serment de Lieutenant Bailly à Thomas Pipon Esc^r fils Tho^e avec un ordre des Très Honorables Seigneurs du Comité du Conseil qui leur ordonne d'y répondre incessamment & sans delai ; Les Etats après avoir meurem^t deliberé sur le tout ont été d'opinion que l'admission d'une personne à la Charge de Lieutenant Bailly qui n'est pas Juré Justicier seroit contraire aux Constitutions ottroïées par le Roi Jean & confirmées par plusieurs de ses Augustes Successeurs nos Debonnaires Souverains & qu'une pareille Entreprise seroit attentatoire aux Droits & Privileges des Habitans : Que cet objet interesse particulierem^t l'Assemblée des Etats, tant en qualité de Representans du Peuple &

1792. Conservateurs de leurs Privileges, qu'en tant qu'ils sont presides par quiconque est admis à la Charge de Lieutenant Bailly & qu'il leur importe d'avoir un President Constitutionnel & d'empêcher par tous moïens loïsibles qu'aucune atteinte ne soit portée à la Constitution. Engagés par ces raisons, Les Etats ont resolu de prevenir par toutes voyes legales le mal dont le Pais paroît menacé & de s'opposer de tous leurs Efforts à la Création d'un nouveau Magistrat inconnu à la Constitution & qui ne seroit ni nommé par le Roi ni choisi par le peuple. Partant Jean Dumaresq Esc^r Deputé des Etats actuellement à Londres est chargé & autorisé de paroître au nom des Etats devant le Comité des Très Honorables 'Seigneurs du Conseil Privé de Sa Majesté lorsque cet objet sera traité afin de soutenir devant lesdits Seigneurs de la maniere qui lui paroitra la plus efficace les droits & Privileges du Pais à cet égard, Et est le Comité de Correspondance requis de transmettre par la premiere occasion ce present Acte sous le Sceau de l'Isle audit Sieur Dumaresq.

1792, 11 Juin.

L'An mille sept Cents nonante deux, l'onzieme Jour de Juin.

Présent Honorable Homme Lieutenant Colonel Phil : Fall
Lieutenant Gouverneur de l'Isle de Jersey, &^{ca}.

Etats tenus Par Phil : De Carteret Esc^r Juge Delegué
en l'Isle de Jersey, President de l'Assemblée, etc.

Après le Serment de Jean Poingdestre Jun^r Gent : Jean Poingdestre
Esc^r Juré Justicier demeure exoiné par maladie.

Mons^r. Nic^s. Richardson Connétable de S^t Martin est en defaut à
assister aux Etats.

Nicolas Messervy Esc^r President du Comité de l'Hopital Général
ayant produit aux Etats de la part de Mons^r Phil : Lerrier un état
des Ballances qui sont dûes par les Connétables pour le paiement des
Pauvres à la charge de l'Isle, montant à la somme de quatre milles
Cent septante six Livres & deux deniers argent selon l'ordre du Roi,
Et ledit Sieur Lerrier ayant aussi requis Nicolas Messervy Esc^r d'in-
former les Etats qu'il est sur son depart pour l'Angleterre & incertain
du tems de son retour & que d'ailleurs son âge & ses infirmités ne lui
permettent pas de continuer à remplir la Charge de Tresorier dudit
Hopital. Les Etats ont pris ces sujets en consideration & ont dirigé

le Comité de l'Hopital Général de s'assembler le plutôt possible afin d'examiner & de passer les Comptes dudit Sieur Lerrier & de recommander une Personne pour remplir ladite Charge de Tresorier. Les Etats ont en même tems ordonné qu'après examen desdits Comptes par le Comité les Ballances respectives dûes par les Connétables de l'Isle seront incessamment payées audit Sieur Lerrier auquel Les Etats prennent cette occasion de rendre temoignage de leur approbation pour l'exactitude, le Zèle & desinterressement avec lesquels il s'est acquitté pendant un tems considerable de ladite Charge de Trésorier de l'Hopital.

1792.

Jean Dumaresq Esc^r Connétable de la Paroisse de St^t Pierre lequel fut appointé Deputé des Etats par Acte en date du 17^{me} Jour de Decembre dernier étant de retour d'Angleterre & ayant fait une relation aux Etats de ses demarches dans la Conduite des affaires publiques dont il étoit chargé & de la situation actuelle d'icelles, Il a paru par le recit dudit Sieur Dumaresq qu'après un grand nombre de Conferences avec Messieurs les Commissaires Royaux sur le sujet de la Proposition pour le rétablissement des Enquêtes ces Messieurs avoient fini la partie criminelle de ladite Proposition & estoient sur le point de la presenter aux Seigneurs du Conseil. Qu'à l'égard de la partie civile les Commissaires en avoient différé l'arrangement final & avoient fixé la continuation de leurs Conferences sur le sujet au commencement de Decembre prochain. Ledit Sieur Dumaresq ayant en même tems fait part aux Etats d'une Idée suggerée par les Commissaires Royaux à l'égard d'un Changement dans la Cour de Justice & pour qu'à l'avenir le Corps judiciaire ne fasse pas partie du Corps legislatif, Les Etats ont remis la Consideration de ces objets importants au Comité de Constitution lequel est requis & chargé de s'assembler aussitôt qu'il sera possible pour discuter cette affaire & la considerer dans ses differens points de vuë afin d'en faire rapport aux Etats. Mons^r le Lieutenant Gouverneur & Messieurs les Officiers du Roi sont requis d'assister audit Comité. Les Etats sensibles que ledit Jean Dumaresq Esc^r a rempli l'importante mission dont cette assemblée l'avoit chargé avec Zèle, intelligence & l'assiduité la plus soutenue, lui en témoignent aujourd'hui leur entiere approbation & leurs sincerés remerciemens.

K

1792, 29 Juin.

L'An mille sept Cents nonante deux, le vint neuvième Jour de Juin.

Present Honorable Homme Lieutenant Colonel Phil : Fall
Lieutenant Gouverneur de l'Isle de Jersey, &c.

Etats tenus Par Phil : De Carteret Esc^t Juge Delegué
en l'Isle de Jersey, President de l'Assemblée, etc.

Jean Poingdestre Esc^t Justicier est en défaut excusé par maladie.

Jean Dumaresq Esc^t Connétable de St Pierre est en défaut à assister aux Etats.

Après le Serment de Phil : Nicolle Esc^t M^r Nicolas Richardson Connétable de St Martin demeure exoiné par maladie.

Les Etats ont aujourd'hui approuvé certains Réglemens concernant la Milice préparés par le Comité pour la Defense de l'Isle après y avoir fait les changemens & ajoutemens qui ont été trouvés nécessaires. Il est ordonné que lesdits Réglemens seront publiés de Dimanche prochain en huit Jours tant au lieu ordinaire du marché qu'aux Paroisses de cette Isle afin que personne n'en puisse pretendre cause d'Ignorance.

Desquels Réglemens la Teneur ensuit.

Article 1.

Les Officiers & Soldats seront tenus de paroître sous les Armes toutes les fois qu'ils en seront avertis soit par publication ou autrement dans l'uniforme complet de leur Regiment sur peine aux contrevenans d'être nampniés comme absents ; bien entendu que le service militaire se fera de maniere à ne point interrompre en aucune façon le service divin & à n'empêcher qui que ce soit d'y assister.

2.

Quiconque ne se rendra point sous les armes à l'heure & au lieu appointés, qui n'aura pas ses armes & accoutremens en bon état, qui sera malpropre ou yvre, sera regardé comme absent & sera sujet à la penalité de vint quatre sols d'ordre.

3.

Que chaque Homme donnera un Reçu à son Capitaine ou Officier Commandant la Compagnie, pour les Armes, accoutremens munitions, uniforme & appartenances qui lui seront delivrés & sera tenu

de les produire en bon état toutes fois & quantes, à peine de se pourvoir à ses fraix des Articles qui lui manqueroient & sera sujet en outre, si c'est des munitions, à la penalité de quatre Livres d'ordre applicables à l'usage du Regiment. 1792.

4.

Que chaque Capitaine ou Officier Commandant une Compagnie sera tenu d'avoir un Livre sujet à l'Inspection de l'Officier Commandant le Regiment où il sera inscrit le nombre d'Armes, Accoutremens, Munitions, Uniformes & appartenances qui lui auront été remises, à qui elles auront été delivrées & les changemens qui auront eu lieu à cet égard de sorte que l'on puisse connoitre en tout tems entre les mains de quelles personnes lesdits Articles doivent être.

5.

Qu'il ne sera point permis aux Hommes qui auront reçu des armes, accoutremens, munitions & uniformes d'en faire usage que pour le Service militaire, à peine de répondre du dommage qui en resulteroit & de subir en outre pour les munitions une amende de quatre Livres d'ordre, applicable comē il est établi par l'Article 3^{me}.

6.

Quiconque sera trouvé avoir emporté hors de l'Isle vendu ou de quelque maniere que ce soit disposé de son Mousquet, de sa Bayonnette ou d'aucune partie de ses Accoutremens ou uniforme sera sujet à se pourvoir à ses fraix de tels Articles dont il auroit ainsi disposé & en outre à subir une amende de vint Livres d'ordre, applicable comme les Articles précédens & au cas qu'il soit insolvable qu'il subira un Emprisonnement qui n'excèdera pas un mois.

7.

Que tout homme qui après avoir reçu accoutremens, munitions Uniforme & appartenances prendroit le metier de la Mer de façon à ne pouvoir faire son Service militaire, sera tenu d'en informer avant son départ un des Officiers de la Compagnie qui lui donnera un ordre pour autoriser le Gardien de l'Arsenal Paroissial à recevoir lesdits Articles s'ils sont en bon etat & lorsqu'ils auront été reçus le Gardien de l'Arsenal sera tenu d'en donner une decharge à celui qui les lui aura remis mais dans le cas où lesdits Articles ne seroient point en état convenable, telle personne sera contrainte de déposer entre les

1792. mains du Gardien de l'Arsenal l'argent qui sera jugé nécessaire pour les y mettre, ou au défaut d'argent de donner Caution suffisante pour ce qu'il en pourra coûter ; elle repondra de la même maniere de la valeur des Articles qui se trouveroient manquer & de tous fraix qui pourroient être encourus. Elle sera d'ailleurs obligée de faire son Service personnel toutes les fois qu'elle retournera dans le Païs.

8.

Que dans le cas qu'un homme prendroit le metier de la Mer & que conformément à l'Article précédent il negligeroit d'en avertir un de ses Officiers, tel officier se mettra en possession des Armes, Uniforme, Munitions & Accoutremens militaires que telle personne aura reçu & les fera mettre en bon état aux fraix du Delinquant, qui en outre subira pour une telle negligence une amende de trois Livres applicable à l'Entretien de l'Arsenal.

9.

Que tout homme sera tenu de se pourvoir à ses fraix d'une veste blanche, excepté les Compagnies des Chasseurs qui doivent en avoir de rouges & ceux qui sur le Rapport de l'Officier Commandant le district seroient trouvés par les Officiers des Paroisses n'être en état d'y fournir en seront pourvus aux fraix de la Paroisse.

10.

Toute personne qui aura reçu une paire de Trouzers ou longues Cullotes, sera à l'avenir tenu de s'en pourvoir à ses fraix de la même marchandise & façon que les autres, ne pouvant paroître sous les Armes sans cette partie de son Uniforme à peine de vint quatre sous d'ordre.

11.

Un mois après qu'un homme aura pris & occupé Maison ou logement ou qu'il aura exercé son metier ou sa profession dans une Paroisse, il sera considéré en fait du Service militaire comme domicilié dans telle Paroisse & tenu d'y faire son Service personnel.

12.

Tout homme changeant de Paroisse ou de Regiment sera tenu rendre en bon état telles munitions, Armes, Accoutremens & uniforme qui lui auroient été delivrés & y procedera de la même maniere qu'il est spécifié à l'Article 7^{me} pour les Gens de Mer & en cas de negligence sera sujet à la même peine & aux mêmes fraix portés à l'Article 8^{me}.

Les Etats ont aujourd'hui referé des Propositions faites aux Etats à l'égard du Betail de France a un Comité composé de trois Membres de chaque Etat, Sçavoir de Nic^e Messervy, Cha^e De La Garde & Jean Le Coûteur Esc^{rs} Jurés Justiciers, des Reverends Franç^s Valpy Recteur de S^{te} Marie, Fr. Le Couteur Recteur de Grouville & Clem^t Dumaresq Rect^r de S^t Clement, de Jean De Carteret Gent. Connétable de S^t Oüën, de M^r Nic^e Arthur Conb^{le} de S^{te} Marie & de M^r Jean Hooper Connétable de Grouville.

1792.

L'An mille sept Cents nonante deux, le treizieme Jour de Juillet.

1792,
13 Juillet.

Present Honorable Homme Lieutenant Colonel Phil: Fall
Lieutenant Gouverneur de l'Isle de Jersey, &^{ca}.

Etats tenus Par Phil: De Carteret Esc^r Juge Delegué
en l'Isle de Jersey, Président de l'Assemblée, etc.

Après le Serment de Phil: Dumaresq Gent: Phil: Robin Esc^r Justicier demeure exoiné par maladie.

Jean Poingdestre Esc^r Justicier demeure excusé par maladie.

Paroissant que le détachement du trente quatrieme Regiment presentement cantonné dans cette Isle est sur le point d'être rappelé, Les Etats prennent l'occasion de leur assemblée d'aujourd'hui pour declarer la satisfaction qu'ils ont reçu de la bonne intelligence qui a subsisté entre les Habitans du Païs & les Soldats dudit Regiment depuis leur séjour ici. Sensibles en même tems que le bon ordre & la discipline exemplaire qui ont si heureusement regné dans ce Corps & dont les Habitans ont ressenti les avantages sont l'effet des soins & des attentions particulieres du Major Steel Commandant ce Détachement & des autres Officiers qui en appartiennent. Les Etats leur en doivent & souhaitent leur en témoigner leur sincere reconnaissance. Partant le Greffier est dirigé d'ecrire le present Acte en parchemin, de le faire mettre sous le Sceau de l'Isle & le transmettre ensuite audit Major Steel. Et Mons^r le Lieutenant Gouverneur est requis de vouloir bien en faire tenir Copie à son Excellence le Général Conway Gouverneur en Chef de ce Païs.

Nicolas Messervy Esc^r President du Comité de l'Hopital Général ayant à la requête du Comité proposé à Franç^s Bertram Gent: d'agir

1792. comme Trésorier dudit Hopital à la place de M^r Phil : Lerrier dont la demission auroit été donnée aux Etats depuis peu, ledit Sieur Messervy a informé les Etats que ledit Sieur Bertram a acquiescé au souhait dudit Comité & a promis d'agir comme Trésorier dudit Hopital pour un An. Les Etats ont unanimement approuvé du choix dudit Sieur Bertram par ledit Comité & l'ont autorisé d'agir comme Trésorier dudit Hopital.

Trésorier de
l'Hôpital.

Le Comité de l'Hopital Général ayant représenté aux Etats qu'il est besoin d'argent pour continuer les Travaux dudit Hopital ; Ce que considéré Les Etats ont donné pouvoir & autorité à Paul Le Mesurier Esc^r & Thomas Pipon fs Josué Esc^r Trustees dudit Hopital de vendre six Cents Livres Sterling dans les Annuités des trois pour Cent de Banque consolidée pour payer les ouvriers qui sont employés au rétablissement dudit Hopital & decharger les fraix encourus & à encourir pour les materiaux & autres Articles ; Et François Bertram Gent : Trésorier dudit Hopital est autorisé de tirer jusqu'à la concurrence de ladite somme, à mesure qu'il en sera besoin & est requis de transmettre Copie du présent Acte audit Paul Le Mesurier Esc^r & de le communiquer audit Thomas Pipon Esc^r.

Le Comité appointé par Acte du 29^{me} Juin dernier ayant préparé des Réglemens au sujet du Betail de France, lecture en a été cejourd'hui faite aux Etats Et il a été ordonné qu'ils seront logés au Greffe & le Comité a été requis de s'assembler de nouveau afin de reconsiderer lesdits Réglemens & y faire les ajoûtemens ou changemens qui pourront être trouvés necessaires ; Et sont Jacq^e Amice Lempriere Esc^r Justicier Le Reverend Doct^r Edo^d Du Pré Rect^r de S^t Helier & Jean Dumaesq Esc^r Connétable de S^t Pierre requis d'assister audit Comité.

La Consideration de la Requête de Jean Giott natif de la Paroisse du Vretot en Normandie ayant été reprise, Exposant qu'il y a audelà de vint neuf ans qu'il vint établir sa Residence dans la Paroisse de S^t Ouen en cette Isle & s'y est conduit en honnête homme & en bon Citoyen & fidel ⁽¹⁾ sujet de Sa Majesté Britannique. Qu'il a tout depuis fait profession de la Religion protestante & a assisté à toutes les Parties du culte établi dans ce Païs, qu'il a epousé une femme native

(1) Sic.

& Habitante de cette Isle & a eu avec elle plusieurs Enfans à qui il a fait apprendre des metiers pour les mettre en état de gagner leur vie honnêtement. Que par son travail & son Industrie ledit Remontrant a acquis un certain bien en meuble pour lequel il a longtems contribué aux Charges publiques & au maintien des Pauvres. Qu'il a toujours fait son Service militaire aussi bien durant la paix que pendant la guerre & s'est acquitté de son mieux de tous ses devoirs envers cette Isle, Que ledit Remontrant desire s'attacher au Païs d'une maniere encore plus stable & plus formelle en acquerrant du bien fond, Et suppliant les Etats de le naturalizer afin de le mettre en état de faire l'acquisition qu'il se propose & de jouir de tous les droits et privileges appartenant aux Habitans de l'Isle de Jersey. Et un Certificat de plusieurs des Principaux de la Paroisse de St: Ouën attestant la bonne conduite dudit Jean Giott & verifiant les faits contenus dans sa Requête ayant été produit & lû, Les Etats ont été d'opinion que la demande dudit Jean Giott d'acquérir de l'heritage dans cette Isle ne peut être prejudiciable au Païs & qu'il est raisonnable de la lui accorder : partant il est permis audit Jean Giott de faire l'acquisition qu'il se propose.

1792.

L'An mille sept Cents nonante deux, le vint huitieme Jour
de Juillet.

1792,
28 Juillet.

Présent Honorable Homme Lieutenant Colonel Phil: Fall
Lieutenant Gouverneur de l'Isle de Jersey, &c.

Etats tenus Par Phil: De Carteret Esc: Juge Delegué
en l'Isle de Jersey President de l'Assemblée, etc.

Le Reverend Clement Dumaresq Recteur de St: Clement est en
defaut excusé.

L'Importation frauduleuse des Vaches Genisses veaux & Taureaux de France étant devenuë un objet très allarmant pour le Païs en ce qu'elle contribue non seulement à faire monter la viande de Halle à un prix exorbitant mais qu'elle menace de plus d'une ruine totale une des Branches les plus avantageuses du Commerce de l'Isle avec l'Angleterre, Les Etats ont jugé necessaire d'ordonner jusqu'à ce qu'il y soit autrement pourvû.

1792.

Article 1.

Que quiconque introduira dans cette Isle soit Vache Genisse veau ou Taureau de France sera sujet à une amende de trois Cents Livres pour chaque piece de Betail ainsi introduite, en outre la Confiscation du Betail, du Bateau & de ses agrés & tout Matelot employé pour lors au bord dudit Bateau sera obligé d'en faire declaration dans vint quatre heures pour le plus tard après son arrivée au Connétable ou à un des Centeniers de la Paroisse où le Betail aura été débarqué, sous peine de Cent Livres vers chaque Contrevenant, l'une & l'autre amende & la Confiscation applicable un tiers au Roi un tiers au Delateur & l'autre tiers au benefice des Pauvres de la Paroisse, celui tant Maitre que Matelot qui dans ces Circonstances sera trouvé insolvable sera puni par un Emprisonnement de six mois.

Article 2.

Que tout Maitre de Bateau qui introduira des Bœufs dans cette Isle sera tenu de les débarquer dans l'un ou dans l'autre des Havres de St Helier ou St Aubin & non ailleurs & sera obligé auparavant de les mettre à terre d'en donner information au Connétable ou en son absence à un des Centeniers de la Paroisse où il abordera, sous peine de confiscation dudit Betail, Bateau & agrés; Etant defendu d'en débarquer dans aucune autre partie de l'Isle sous les mêmes peines.

Article 3.

Que tout Maitre de Bateau qui aura à son bord soit Vache, Genisse, veau ou Taureau des Isles voisines sujettes de Sa Majesté Britannique sera obligé sous les peines portées par l'Article second, d'observer les regles etablies par ledit Article, etant de plus tenu de produire au Connétable ou en son absence à un des Centeniers de l'une des deux Paroisses où il lui est permis de les débarquer un affidavit que ledit Betail est du crû & produit de l'Isle dont il sera pretendu être apporté.

Article 4.

Que toute vache, Genisse, Veau ou Taureau venus de France qui seront confisqués seront tués sur le champ & la viande en sera distribuée ou vendue pour le benefice des Pauvres de la Paroisse où ils seront saisis.

Article 5.

Que lorsqu'un Maitre de Navire aura à son bord soit Bœuf, Vache, Genisse, Veau ou Taureau pour les passer en Angleterre ou

ailleurs il sera sujet auparavant d'obtenir un Passeport, de donner sous seing à M^r le Gouverneur une Liste qui designera le Betail le nom & la Paroisse du Vendeur dudit Betail sous peine vers le Maitre de Navire qui sera convaincu d'avoir donné un faux Rapport ou d'avoir usé d'aucune fraude à cet égard de la somme de mille Livres applicable tiers au Roi & les deux autres tiers à l'Hopital Général.

1792.

Article 6.

Que tout Maitre de Vaisseau qui transportera soit Bœuf, Vache Genisse Veau ou Taureau hors de cette Isle sera tenu de produire au Gouverneur un Certificat signé par la personne qui a vendu tel Betail designant que tel Bœuf, Vache, Genisse, Veau ou Taureau est de son Crû, ou autrement de qui il les a euës et de quel âge & si il les a euës comme étant du Crû de cette Isle ; Et toute personne qui donnera un faux Certificat en vendant ou disposant de tel Betail sera sujet à une penalité de Cent cinquante Livres applicable comme les pénalités du 5^me Article.

Article 7.

Que tout Maitre de Vaisseau qui transportera soit Bœuf Vache Genisse Veau ou Taureau hors de cette Isle par les Havres de S^t Helier ou S^t Aubin sera tenu de produire au Maitre de Port immediatement avant sa sortie le Passeport du Gouverneur contenant la liste du Betail qu'il va transporter sous peine de mille Livres applicable comme à l'Article cinquieme & le Maitre de Port sera tenu de s'assurer que le même nombre & qualité de Betail est à son bord comme est contenu sur ledit Passeport & s'il s'en trouve plus ou moins d'empêcher la sortie de tel Vaisseau & d'en informer sur le Champ le Gouverneur & si tel Vaisseau part d'aucune autre partie de l'Isle que desdits Havres de S^t Helier ou S^t Aubin, alors le Maitre de tel Vaisseau s'adressera au Connétable ou à l'un des Centeniers de la Paroisse d'où le Vaisseau doit faire voile sous la même penalité & l'Officier de la Police de cette Paroisse remplira dans ce cas là le devoir imposé cy dessus aux Maitres de Port. Finalement Les Etats ont ordonné que les susdits Articles seront publiés Samedi prochain au lieu ordinaire du marché & de Dimanche prochain en huit Jours dans toutes les Paroisses de cette Isle afin que personne n'en pretende cause d'Ignorance.

Les Etats ont aujourd'hui entendu lecture d'une Resolution de Messieurs les Administrateurs de l'Impôt établi par Patente Royale qui recommande à l'approbation des Etats un Plan dont la Teneur

L

1792. ensuit " Qu'il seroit necessaire d'eriger un Escalier jusqu'à la hauteur de dix pieds avec un Slip audessus ledit Escalier à commencer à douze pieds du bout de la Chaussée, que chaque marche de cet Escalier eut de clair six pieds de longueur, quinze pouces de laize & huit pouces de hauteur, Que le vieux Escalier tel qu'il subsiste presentement étant très incommode & dangereux par Rapport à la hauteur des Marches dont quelques unes sont même derangées, soit construit de nouveau de la même laize qu'il est actuellement & que les marches aient de clair quinze pouces de laize & huit pouces de hauteur." Quelle resolution fut logée au Greffe le 13^{me} Jour de Juillet 1792 & referée à la consideration du Comité des Chaussées ; En consequence de laquelle reference le Comité s'est transporté à St Aubin & après avoir entendu l'opinion des Principaux Négocians qui se sont présentés devant ledit Comité lesquels ont déclaré que l'Escalier seroit plus commode de commencer du bout de la Chaussée au lieu de douze pieds du bout de ladite Chaussée, ledit Comité a cru devoir recommander aux Etats d'adopter le susdit Plan excepté que ledit Escalier devroit commencer au bout du Travail de la Chaussée, Le Comité a de plus fait examen du travail des quais qu'on erige au Havre de St Aubin & a approuvé de la maniere dont ledit travail a été conduit jusqu'ici. Les Etats après avoir entendu lecture du Rapport du susdit Comité de même que de ladite Resolution des Administrateurs de l'Impôt, ont conféré avec lesdits Administrateurs lesquels ont accédé au changement proposé : partant Les Etats ont approuvé le susdit Plan avec le Changement proposé par ledit Comité.

Les Etats ont aujourd'hui ordonné que certains Reglemens à l'égard de l'Importation du Betail de France en cette Isle préparés par le Comité appointé pour cet effet, seront imprimés sous la surveillance dudit Comité & distribués à chacun des Membres des Etats afin qu'ils puissent être considerés murement avant d'être adoptés par les Etats.

1792, 8 Sept.

L'An mille sept Cents nonante deux, le huitieme Jour de Septembre.

Présent Honorable Homme Lieut : Colonel Phil : Fall Lieutenant Gouverneur de l'Isle de Jersey, &c.

Etats tenus Par Phil : De Carteret Escuier Juge Delegué en l'Isle de Jersey : President de l'Assemblée, etc.

Cha^e De La Garde Esc^r Justicier est en défaut Excusé.

1792.

Le Rev^d Fr : Le Coûteur Recteur de Grouville est en défaut excusé.

Le Rapport du Comité de Constitution en date du 26^e Juillet 1792, a été lu aujourd'hui pour la seconde fois aux Etats & les Etats ont Jugé convenable de suspendre leur deliberation sur le sujet jusqu'à ce que Mess^{rs} les Commissaires Royaux ayent fait leur rapport à Sa Majesté sur la proposition pour le rétablissement des Enquêtes duquel rapport la teneur ensuit.

Au Comité de Constitution.

tenue le 26^e Juillet 1792.

Présents Honorable Homme Lieutenant Colonel Phil : Fall
Lieutenant Gouverneur de l'Isle de Jersey &^{ca}.

Jacq^e Hemery Esc^r Justicier, Président.

Jacq^e Amice Lempriere Esc^r Justicier.

Cha^e De La Garde Esc^r Justicier Jean Le Couteur Esc^r Jus-
ticier Le Rev^d Fr. Valpy Recteur de S^t Marie Le Rev^d Doc-
teur Du Pré Recteur de S^t Helier Le Rev^d Clem^t Dumaresq
Recteur de S^t Clem^t Jacq^e Pipon Esc^r Connetable de S^t Bre-
lade Rich^d Le Feuvre G^t Connétable de S^t Laurens Jean De
La Taste G^t Centenier de S^t Helier Jⁿ Dumaresq Esc^r Conné-
table de S^t Pierre Mess^{rs} Les Officiers du Roi.

Le Comité a repris la consideration des questions qui lui furent
présentées à la dernière scéance et après les avoir amplement discutés
& murement considérés Article par Article. Le Comité est venu à
une resolution sur chaque Question de la maniere ci après spécifiée et
est convenu d'en faire rapport aux Etats à leur prochaine Tenuë.

Desquelles Questions & resolutions la Teneur ensuit.

Article 1^{er}

Dans le cas qu'il plaise à Sa Majesté
accorder aux habitans de cette Isle leur
ancien privilege du Jugement par En-
quête selon la proposition des Etats,
seroit-il avantageux au Pays qu'il y eut
des Hommes elevés & versés dans la
Loi, nommés & appointés par Sa Ma-
jesté pour agir comme une Cour de Jus-
tice à la place de la juridiction actuelle ?

Resolu dans l'affirmative à
condition que les Juges ainsi
nommés & appointés par Sa
Majesté ne soient pas sala-
riés par le Païs d'autant que
les Habitans ne sont pas en
etat d'en porter les fraix.

1792.

Art. 2^e

Admettant que ce changement auroit lieu, seroit-il convenable d'exclure de l'Assemblée Legislative les Personnes qui composeroient le pouvoir Judiciaire le Bailly & Jurés continuant partie du Corps Legislatif ?

Resolu affirmativement.

Art. 3^e

Seroit-il necessaire à l'exécution du Plan des Enquêtes & utile au Pays que les Jurés fissent les fonctions de Juges de Paix ; Que chacun d'eux put passer des Contrats Publics ; & que hormis le changement cy dessus proposés ils continuassent en possession et jouissance de tous les privileges immunités & franchises qui leur ont été accordés par Chartres ou autrement ?

Résolu affirmativement.

Art. 4^e

Seroit-il Utile au Changement proposé que le Barreau fut ouvert à ceux qui seroient qualifiés pour remplir l'état d'Avocat ?

Résolu dans l'affirmative.

Art. 5^e

Si les questions susdites sont résolues dans l'affirmative est-ce ici le moment convenable pour les Etats de venir à une deliberation sur ces sujets & de declarer leur sentim^t à cet égard par une résolution formelle ?

Résolu dans l'affirmative.

Art. 6^e

Si les Etats en viennent à une resolution, sera-t-il convenable de s'adresser à Sa Majesté par petition sur le sujet ou de transmettre la resolution au Clerc du Conseil ou d'attendre le Rapport des Commissaires Royaux sur la proposition pour les Enquêtes ?

Résolu que si Les Etats approuvent des questions susdites, il sera recommandé aux Etats de s'adresser presentement par une humble Petition à Sa Majesté sur le sujet.

Le Greffier a communiqué aux Etats une Lettre du Major Steel Commandant le Detachement du 34^e Regiment de Sa Majesté pre-

sentement cantonné dans cette Isle, adressée audit Sieur Greffier en
consequence d'un Acte des Etats en date de l'An 1792, le 13^e Juillet
qu'il auroit transmis audit Major Steel. Les Etats après Lecture de
ladite Lettre ont ordonné qu'elle sera entrée sur le Livre des Etats. 1792.

De laquelle Lettre la teneur ensuit.

Sir

I request you will take the first opportunity, to acquaint The States of the Island of Jersey, that I have received, and communicated, to the officers under my Command, the Act of the States, by which, they are pleased to express their satisfaction, at the harmony which subsists between the Inhabitants of this Country and the Soldiers of the Detachment of His Majesty's thirty fourth Regiment quartered here, as also their Thanks to the Officers, for their Care and attention to good order & Military discipline⁽¹⁾.

We beg leave to assure The States, that we are truly Sensible of the honor conferred on us, and that the same attention to our Duty, which has already secured to us, so honourable a Testimonial, as their approbation will be exerted, to improve the good understanding that at present prevails between the Inhabitants and the Soldiers.

I have the honor to be Sir

Your most obed^t humble serv^t

Sign^d Sam^l Steel Major
Capt. 34th Reg^t

Fort Henry Island of Jersey 2^d August 1792.

Le Compte de Jean Dumaresq Esc^r Connétable de S^t Pierre & Deputé des Etats qui fut logé au Greffe le 13^e Juillet dernier montant à la somme de deux milles deux Cents vint huit Livres d'ordre a été approuvé et les Etats ont ordonné que la susdite Somme sera payée audit S^t Dumaresq par le Trésorier des Etats hors du produit du nouvel Impôt conformément à l'Acte des Etats du 17^e Dec^r 1791.

Le Comité des Chaussées est requis & autorisé de s'assembler Lundi 17^e du courant à dix heures du matin pour bannir au rabais le Service du Bateau de Santé & pour bannir à l'enchère la Maison du Havre de S^t Helier suiv^t qu'il a été pratiqué les années precedentes. Les Chefs de Police de S^t Helier & de S^t Aubin étant requis de le faire connoître au public par le moyen de la Gazette & de le faire afficher dans lesdites Villes.

(1) Sic.

1792. Jacq^e Hemery Esc^r un des Exécuteurs du Testament de D^{lle} Marie Pipon ayant informé les Etats qu'en Execution dudit Testament la Somme de quatre Cents Livres Sterling dans les 3 pour Cent consolidés de la Banque d'Angleterre leguée par ladite D^{lle} Marie Pipon à l'Hopital Général avoient été transférés au nom de Tho^e Pipon Esc^r fs. Josué & de Paul Le Mesurier Esc^r Trustees dudit Hopital, Les Etats ont ordonné que le reçu dudit transfer produit par ledit Sieur Hemery, sera mis en main du Trésorier afin d'être entré sur le Livre des Evidences de l'Hopital.

Les Etats ont autorisé le Cent : de La Taste de la Paroisse de S^t Helier de fournir les moyens au nommé Peter La Joye de passer en Angleterre.

Le Cent : De La Taste de la Paroisse de S^t Helier ayant représenté aux Etats que le nommé Tho^e Mathews Invalide Pensionnaire seroit par son âge avancé & grandes infirmités hors d'état de pouvoir fournir à sa subsistance au moyen de la pension du Roi seulement : Ce que considéré Les Etats ont chargé ledit Centenier de fournir audit Mathews les moyens de passer en Angleterre.

1792, 22 Sept.

L'An mille sept Cents nonante deux, le vint deuxième jour de Septembre.

Présent Honorable Homme Lieut : Colonel Phil : Fall Lieutenant Gouverneur de l'Isle de Jersey, &^{ca}.

Etats tenus Par Phil : De Carteret Escuier Juge Delegué en l'Isle de Jersey President de l'Assemblée, etc.

Après le Serment de Jacq^e Amice Lempriere Esc^r Cha^e De La Garde Esc^r Justicier demeure exoiné par maladie.

Le Rev^d Jean La Cloche Recteur de la Trinité est en défaut excusé par maladie.

Après le Serment de M^r Jean Hooper Le Rev^d Fr^e Le Coûteur Recteur de Grouville demeure exoiné par maladie.

Jean Dumaresq Esc^r Connétable de S^t Sauveur est en défaut à assister aux Etats.

Les Etats ont aujourd'hui chargé & autorisé Mons^r Fr. Bertram Trésorier de l'Hopital Général d'accepter de M^r Jean Benest au nom des Etats pour le benefit de l'Hopital Général la Resignation here-

ditaire d'un Cotil de terre que ledit Sieur Benest auroit pris de M : 1792.
George Dorey et de payer le montant du Bail dudit Cotil audit Benest & d'en passer un Contract juridique.

Les Etats considerant le nombre d'Etrangers qu'il y a presentement dans le Pays & combien il importe de faciliter l'introduction de Provisions par tous moyens possibles dans la saison de l'Hyver ont Jugé convenable de rappeler l'Article 2^e des Reglemens etablies par les Etats le 28^e Juillet dernier partant ledit Article demeure rappelé & au lieu dudit Article Les Etats ont presentement ordonné & déclaré que l'introduction de Bœufs Gras sera permise dans tous les Havres & Ports de cette Isle jusqu'à autre ordre à condition que tout Maitre de Vaisseau ou Bateau qui introduira un ou plusieurs Bœufs Gras sera tenu d'en donner connoissance avant le débarquement au Connétable ou à un des Centeniers de la Paroisse où tel Betail sera débarqué et d'obtenir sa permission par escrit pour le débarquement sous peine de confiscation du Betail & de Cent Livres d'amende pour chaque Bœuf qui sera introduit sans les précautions & conditions susmentionnées, ladite amende exigible du Maitre du Vaisseau ou Bateau qui aura introduit tel Betail, Que tous ceux qui auront la Possession de Bœufs ainsi introduits seront tenus de les tuer ou faire tuer dans le cours de six semaines depuis leur introduction sous peine de confiscation et de Cent Livres d'amende pour chaque piece de Betail & au surplus lesdits Reglemens du 28^e Juillet dernier, demeurent dans leur force & vertu. Les Etats ont de plus ordonné par voie d'ajoutement aux susdits Reglemens du 28^e Juillet dernier, Que lorsqu'une Personne reclamera ou sera trouvée en Possession de Betail soupçonné d'avoir été introduit en fraude telle personne sera sujette à faire preuve par un ou plusieurs témoins que tel Betail est du crû de cette Isle ou qu'il etoit dans cette Isle avant la date de ce Reglement faute de quoi il sera sensé avoir été introduit en fraude et la Personne qui l'aura réclamé ou qui en sera en possession subira la penalité de deux Cents Livres pour chaque piece de Betail & tel Betail sera confisqué, les amendes & confiscations susmentionnées seront applicables comme il est pourvû par les susdits Reglemens du 28^e Juillet dernier, ce qui sera publié tant au Lieu ordinaire du marché que dans toutes les Paroisses de cette Isle.

1792, 25 Sept.

L'An mille sept Cents nonante deux, le vint cinquième jour de Septembre.

Present Honorable Homme Lieut. Colonel Phil : Fall Lieutenant Gouverneur de l'Isle de Jersey, &c.

Etats tenus Par Phil : De Carteret Esc^r Juge Delegué en l'Isle de Jersey, President de l'Assemblée, etc.

Le Rev^d Franc^s Le Coûteur Recteur de Grouville est en défaut excusé par maladie.

Jean Mourant G^t Centenier de St Sauveur est en défaut à assister aux Etats.

Les Etats ont aujourd'hui ordonné que la Somme de dix huit Livres seize sous argent d'ordre sera payée à Jacq^s Pipon Esc^r par le Trésorier du nouvel Impôt pour un Drap Verd et trois Ecritoires fournies pour le Compte des Etats lorsque les Commissaires Royaux etoient dans le Pays.

Les Etats aujourd'hui assemblés par M^r le Lieut^t Gouverneur pour veiller à l'approvisionnement du Pays vû le grand nombre d'Etrangers qui y resident presentem^t, après avoir pris le sujet en consideration et avoir reçu information de la quantité de provisions actuellement dans l'Isle et de la quantité qui reste à venir de Southampton laquelle est très considerable ont cru que le Pays n'est pas dans le cas de manquer de Provisions et se reposant sur les soins & la vigilance que Mons^r le Lieut^t Gouverneur ne cesse de montrer pour le bien et la sureté du Pays les Etats le prie de vouloir bien s'adresser au Secretaire d'Etat pour une augmentation de l'allouance ordinaire de Grain et de farine accordée à cette Isle dans le cas ou le transport du Grain d'Angleterre seroit defendu afin qu'à l'avenir les Habitans ne puissent manquer d'un Article aussi essentiel à leur conservation.

1792, 5 Nov.

L'An mille sept Cents nonante deux, le cinquième jour de Novembre.

Présent Honorable Homme Lieutenant Colonel Phil : Fall Lieutenant Gouverneur de l'Isle de Jersey &c.

Etats tenus Par Phil : De Carteret Escuier Juge Delegué en l'Isle de Jersey President de l'Assemblée, etc.

1792.

Les Etats ont eu communication d'un Acte passé dans la dernière session du Parlement de la Grande Bretagne & intitulé " An Act for Punishing Mutiny and desertion and for the better payment of the Army and their Quarters " comme aussi d'un ordre de Sa Très Excellente Majesté en Conseil qui l'accompagne & qui en ordonne l'Enregistrement et la publication : convaincus que ledit acte ne déroge en aucune façon aux privileges de l'Isle et que le bien être et la sureté du Païs dependent essentiellement de la due execution des Parties du susdit acte qui regardent l'Isle de Jersey : Les Etats ont cru devoir recommander fortement aux Officiers de Police la plus grande vigilance sur cet objet. Il a été en même tems décidé que l'Article cinquante troisieme decernant des peines & penalités contre les Infracteurs des ordonnances y contenuës sera traduit en françois & publié avec ce present acte, Samedi prochain au lieu ordinaire du marché & le Dimanche suivant dans les différentes Paroisses de l'Isle afin que ces peines & penalités soient generalement connuës & que personne n'en puisse pretendre cause d'ignorance et la traduction suivante a été approuvée par les Etats : Article 53 ; Que quiconque logera recelera ou aidera quelque Deserteur du Service de Sa Majesté le connoissant pour tel, la Personne qui commettra telle Offense forfaira pour chaque fois la somme de cinq Livres Sterling ou quiconque recelera (le sachant) achettera ou echangera ou recevra de quelqu'autre maniere que ce soit d'un soldat ou Deserteur ou de quelqu'autre Personne sous quelque raison ou pretexte que ce soit des Armes, des Habits, des Bonnets ou d'autres fournitures appartenant à Sa Majesté ou quelqu'autres Articles appartenant à un soldat ou Deserteur tels qu'ils sont généralement connus sous le nom de *Regimental necessities* qui selon l'Usage de l'armée sont pourvus pour le Soldat & payés par deduction de sa Solde ou si Personne quelconque fait changer la couleur de tels Habits, la Personne qui commettra pareille Offense forfaira pour chaque offense la somme de cinq Livres Sterling & lorsque convaincu par le Serment d'un ou de plusieurs Témoins dignes de foi devant Justice lesdites penalités respectives de cinq Livres Sterling dans un cas & de la même somme dans l'autre cas seront levées par arrêt & vente des Biens & Meubles du delinquant la moitié de ladite penalité de cinq Livres Sterling mentionnée, la

M

1792. premiere sera payée à l'Informateur par le moyen duquel tel Deserteur aura été arrêté et la moitié de ladite penalite de cinq Livres Sterling mentionnée la derniere sera payée à l'Informateur et le residu desdites pénalités respectives sera payé à l'Officier qui commandoit tel Deserteur ou Soldat. Et en cas que tel Delinquant qui sera convaincu comme dit est d'avoir logé ou aidé à tel Deserteur ou Deserteurs ou d'avoir reçu (le sçachant) des armes, des Habits, des bonnets ou d'autres fournitures appartenant à Sa Majesté ou quel- qu'autres Articles generalement connus sous le nom de *Regimental necessities* ou d'avoir fait changer la couleur de tels habits contraire à l'Intention de cet acte & qui n'aura point de Biens & Meubles pour fournir à l'Arrêt jusqu'au montant de la valeur des penalités ajugées contre lui pour telle Offense ou qui ne payera point telles penalités dans quatre jours après telle conviction alors & dans tel cas la Justice constituera tel delinquant Prisonnier sans le recevoir à Caution & le gardera dans la prison Publique pour l'espace de trois mois ou fera fouetter publiquement tel Delinquant à la discretion de la Justice.

Mons^r Dumaresq Connétable de la Paroisse de St^r Pierre ayant informé Les Etats que quelques Personnes mal intentionnées ont depuis peu préparé une petition adressée à Sa Majesté, fondée sur une prétenduë declaration de sa part aux Etats que cette Petition est repanduë avec industrie & le peuple trompé, engagé à la Signer, l'Assemblée en a entendu la Lecture, par laquelle il a paru, que ladite Petition pose comme un fait que ledit Sieur Dumaresq en rendant Compte des conferences tenuës avec les Commissaires Royaux à Londres a déclaré que lesdits Commissaires étoient d'opinion que les Enquêtes ne pouvoient être accordées sans l'establissem^t de trois Juges salariés au lieu du Bailly et des douze Jurés Justiciers. Les Etats ont reconnu sans qu'il y ait aucun contredisant que cette prétenduë declaration n'a jamais eu lieu & que l'auteur ou les Auteurs de ladite Petition ne peuvent avoir d'autre but que de tromper le peuple et les Seigneurs du Conseil par les Signatures du peuple qui a été persuadé par une allégation sans fondement à souscrire ladite pétition ; Les Etats, ayant reflechi sur les mesures, qu'il conviendrait de prendre dans cette occasion ont cru qu'il est de leur devoir de repousser une imputation, dont les effets pourroient être très prejudiciables au Pays

et de détromper leurs concitoyens sur un objet d'une aussi haute importance en informant le Public de la fausseté contenuë dans ladite petition. Partant il est résolu que ce present acte sera imprimé & publié.

1792.

Les Etats, considerant que l'idée suggerée de trois Juges salariés etablis par autorité Royale dans le Pays à la place de la Jurisdiction actuelle est généralement désaprouvée, ont chargé Jean Dumaresq Esc^r leur Deputé auprès de Sa Majesté, d'exprimer s'il en est nécessaire, que les sentiments de cette assemblée sont pour ne pas admettre un pareil Changement, vû qu'un tel Systême pourroit porter atteinte aux Libertés du citoyen et entrainer un grand nombre d'inconveniens. Les Etats ont en même tems requis leur dit Deputé de redoubler ses efforts pour le rétablissement du Jugement par Enquêtes, ce precieux avantage, si désiré par la grande majorité des Habitans de ce Pays, comme absolument nécessaire à leur tranquillité et à leur bonheur futur.

Les Etats ayant eu connoissance qu'un certain imprimé est repandu dans le Public lequel a pour intitulement "adresse aux Habitans de Jersey", et qui contient cette Clause, "Ce code noir, sous le Titre de Reglemens Militaires recemment passé par les Etats qui assujetit les Habitans à des emprisonnemens & à des amendes énormes". Les Etats envisagent cet imprimé comme un libelle qui tend à soulever le peuple, à l'exciter à la sedition & à anéantir le service de la Milice, partant ils ont chargé Messieurs les Officiers du Roi de poursuivre par toutes voies loïsibles l'auteur ou les auteurs dudit Libelle ou ceux qui l'ont distribué ou repandu dans le Public aussitôt que leurs noms parviendront à la connoissance desdits Officiers du Roi, Et est le Greffier requis de delivrer Copie de ce present Acte à Mess^{rs} les Officiers du Roi.

Jean Dumaresq Esc^r Connétable de la Paroisse de S^t Pierre ci-devant Deputé des Etats comme paroît par acte du 17^e Dec^r 1791 ayant donné Lecture de l'extrait d'une Lettre de Henry Partridge Esc^r Chef des Com̃issaires Royaux qui lui annonce que lesdits Commissaires ont dessein de reprendre la consideration de la proposition pour les Enquêtes au commencement du mois de Dec^r prochain et qu'il leur paroît indispensable d'avoir l'assistance dudit Sieur Dumaresq & du Procureur Général du Roi dans l'examen & l'arrangement de la

1792. partie Civile de ladite proposition ; Les Etats après avoir delibéré sur le sujet ont nommé, constitué & appointé de nouveau ledit Jean Dumaresq Esc^r leur Deputé avec plein pouvoir et autorité parfaite & suffisante de les représenter & d'agir au nom des Etats tant pour
Députation. conferer avec les Commissaires Royaux et leur donner les Informations qui pourroient etre requises ; que pour paroître en qualité de Deputé des Etats auprès de Sa Très Excellente Majesté en Conseil ou auprès de telles autres Personnes ou tribunal devant lesquels, soit le sujet des Enquêtes, soit l'appointment à l'Office de Chef Magistrat & la residence du Bailly pourroient etre considerés & traités ; ledit Sieur Dumaresq etant autorisé & chargé d'employer tous les moyens convenables pour faire reussir les vues que les Etats se proposent dans leurs applications, qui sont celles de procurer le Paix et d'assurer le contentement de leurs concitoyens et de leur posterité. Les Etats voulant par ce present acte charger ledit Sieur Dumaresq des mêmes objets qui lui furent commis par le susdit acte du 17^e Dec^r 1791 & par celui du 23^e Avril 1792 à l'égard de la plainte du Bailly contre six des Jurés de la Cour Royale.

Les Etats ont décidé que les fraix qui seront encourus en consequence de la Deputation de Jean Dumaresq Esc^r approuvée ce jour seront pris sur le produit de l'Impôt sur les Rums & Genievres.

Les Etats ont requis & autorisé Mess^{rs} Hemery, Lempriere, Valpy, Du Pré, Papon & Dumaresq de S^t Pierre de s'assembler en Comité pour prendre en consideration certaines propositions faites ce jour pour l'abolition & changem^t de quatre Articles du Code de Loix de même que pour aviser aux moyens les plus convenables pour s'adresser à son Excellence le Gen^l Conway afin de le supplier de vouloir bien se prêter à obtenir de sa Majesté la vendition des services qui lui restent encore dus dans ce pays & des terres & du Moulin qui lui appartiennent comme aussi pour obtenir relief à l'égard des droits féodaux dans les Cas de Successions & de Decrets & pour que les rentes dûes à sa Majesté soient taxées à un prix fixe & sur letout ces Messieurs sont chargés d'en faire rapport aux Etats d'aujourd'hui en quinze Jours auquel jour les Etats ont remis la consideration de ces differens objets.

D'après la nomination et la recommandation unanime du Comité de l'Hopital Général M^e George Picot et M^{me} Judith Aubin son épouse

Administrateur & Administratrice de l'Hôpital demeurent appointés administrateur & administratrice dudit Hôpital pour l'espace de trois ans. Durant lequel espace ils ont déclaré comme paroît par l'acte dudit Comité du 29^e de Septembre dernier, qu'ils serviroient l'un & l'autre sans salaires. Cette déclaration remplie de générosité et de bienfaisance a mérité les éloges des Etats, comme elle fit ceux du Comité. 1792.

L'An mille sept Cents nonante deux, le dix neuvième jour de Novembre. 1792, 19 Nov.

Présent Honorable Homme Lieutenant Colonel Phil: Fall
Lieutenant Gouverneur de l'Isle de Jersey, &c.

Etats tenus Par Phil: De Carteret Escuyer Juge Delegué
en l'Isle de Jersey, President de l'Assemblée, etc.

Mons^r le President a présenté aux Etats une Lettre de Jean Marett G^t premier Cent^r de la Paroisse de S^t Jean dont la teneur ensuit " Mons^r ma santé ne me permet pas d'assister aujourd'hui aux Etats en même tems je prens cette occasion de vous informer que je ne m'y crois pas obligé je me suis engagé à servir ma Paroisse dans l'Office de Centenier pour trois ans, et ce tems est expiré. Je me trouve deplus chargé de l'Office de Chef de Police pour lequel je n'ai point pris serment et qui me donne un surcroit de peines auxquelles je ne me suis point attendu, Enfin les affaires de la Paroisse de S^t Jean devenant de plus en plus embarrassantes je me suis déterminé à ne point agir comme Chef de Police à moins que je ne m'y vois obligé par la Loi et je vous prie de communiquer cette Lettre aux Etats.

J'ai l'honneur d'être Mons^r

S^t Jean 19^e Nov^r 1792.

" votre très Humble ob^t S^r

" signé Jean Marett".

Phil: De Carteret Esc^r President des Etats.

Après Lecture de cette Lettre la question a été muë sçavoir si ledit Centenier seroit mis en défaut ou s'il pouvoit être dispensé d'assister. Les Etats après avoir entendu la Lecture de l'ordre de Sa Majesté en Conseil du 2^e Juin 1786, ont sur ce opiné qu'il n'est pas à leur pouvoir de contraindre ledit Sieur Marett d'agir contre son gré, partant que l'assemblée ne peut pas prononcer de défaut vers

1792. lui, ensuite dequoi paroissant que les Etats sont incomplets vû qu'il n'y a point de représentant pour la Paroisse de S^t Jean et que suiv^t l'ordre de Sa Majesté du 28^e Mars 1771, l'assemblée n'est pas competente de proceder aux affaires publiques. Les Etats ont eu recours à l'Acte de la Cour Royale qui ordonna une Election de Connetable en S^t Jean et à l'Acte qui rapporte le recueil des voix pour l'occasion par quels actes il a paru que cette Election eut lieu le 22^e jour de Mai 1784 & que dans ladite Election Mons^r Jean Arthur eut 68 voix & Tho^s Lempriere Esc^r en eut 58. Il a paru deplus que la contestation à l'égard de cette Election est devant les Très Honorables seigneurs du Conseil mais que les Parties n'ont pas procedé devant lesdits Seigneurs pour mettre fin à ladite contestation quoique dependante depuis un grand nombre d'années, tout quoi considéré et étant deplus notoirement reconnu que ledit sieur Lempriere un desdits Candidats est domicilié depuis quelques années hors de ladite Paroisse de S^t Jean ce qui est incompatible avec la Charge de Chef de Police de ladite Paroisse. Les Etats dans la Vuë de n'arrêter pas le cours des affaires publiques et vû l'urgence des circonstances ont cru devoir admettre à représenter ladite Paroisse celui qui a eu la majorité des voix jusqu'à ce qu'il plaise à Sa Majesté en Conseil d'en ordonner et sans prejudice au droit des Parties contestantes si le point vient en Jugement. Partant ledit M^r Jean Arthur étant pour lors à S^t Helier a été admis aux Etats et le Serment de Connétable de la Paroisse de S^t Jean lui a été administré par le President.

Connétable.

Les Etats convaincus de plus en plus tous les jours de l'urgente necessité quil y a d'apporter un remède prompt et efficace à l'etat de malpropreté dans lequel la Ville de S^t Helier se trouve actuellement ont chargé Mons^r Dumaresq Deputé des Etats de faire tous ses efforts pendant son sejour à Londres pour obtenir la sanction du Roi sur la proposition faite à l'égard de cet objet intéressant pour la santé publique.

Sur la representation faite aux Etats par le Connétable de la Paroisse de S^t Laurens que Dimanche 11^e jour de ce present mois lorsqu'il étoit à lire en audience du Peuple dans le Cimetiere de ladite Paroisse à l'Issue du Service Divin certain acte des Etats daté du 5^e jour dudit mois de Nov^r 1792 qui étoit ordonné d'être imprimé & publié Mons^r Gédéon Dallain fils qui avoit déjà indui le Prevôt à

ne le pas publier declara à haute voix en interrompant ledit Connétable que ledit acte étoit faux que c'étoit pour tromper le peuple et que le peuple étoit vendu ; Les Etats envisageant une pareille conduite et de semblables propos comme tendants à soulever le peuple contre l'assemblée législative de ce Païs ont résolu de charger les Officiers du Roi de poursuivre en Justice sans delai ledit Mons^r Gédéon Dallain fils par toutes voyes loïsibles & est le Greffier dirigé de remettre une Copie de ce present acte à chacun des Officiers du Roi.

1792.

Les Etats ont décidé que la somme de huit Cents Livres d'ordre partie de la ballance entre les mains de Phil : Dumaresq esc^r Trésorier des Etats sera appliquée à la decharge des Dettes publiques et est le Greffier dirigé de faire mettre ce present acte entre les mains dudit Trésorier.

Les Etats ont ordonné qu'il sera avancé presentement à Jean Dumaresq Esc^r Deputé des Etats sur le produit du nouvel impôt la Somme de huit Cents Livres d'ordre à valoir sur les fraix de son voyage en Angleterre.

Mons^r le Lieut^t Gouverneur ayant produit aux Etats des Extraits de Lettres comme aussi une Lettre accompagnée d'une Minute des Seigneurs du Conseil, Les Etats après avoir entendu la Lecture desdites pieces, ont ordonné qu'elles seront entrées sur le Livre des Etats et imprimées.

Desquelles Lettres la teneur ensuit.

Extract from a Letter from W^m Smith Esq^e Collector of his Majesty's Customs at the Port of Southampton to Lieut^t Governor Fall dated the 3^d October 1792. I was this day honor'd with your favor of the 26th ultimo, and beg to inform you the allowance of Corn &^{ca} to the Islands is between the 15th day of Nov^r and the 15th day of Nov^r and that the quantities ship'd when the ports are open are not considered in the allowance.

Extract from a Letter from the Right Honorable Henry Dundas, one of His Majesty's principal secretaries of State to Lieut^t Governor Fall dated the 3^d Oct^r 1792.

I trust from the situation of this Country that there will not be occasion to prohibit the exportation of Corn & Flour, but in case such necessity should arise you may be assured that the situation of the Island will be properly attended to,

1792.

Whitehall 24th Oct: 1792.

Sir

Having in the absence of M^r: Secretary Dundas transmitted to the Lords of his Majesty's Most Honorable Privy Council Extract of your Letter of the 26th of last Month, together with the act of the States of Jersey, I transmit to you, to be laid before the States, Copy of a Minute of Council by which you will observe, that if the exportation of Corn from this Kingdom should be stopped and a considerable number of French Emigrants should remain in that Island that then it would be recommended to Parliament to allow, in case of emergency an additional quantity of Corn and Flour to be exported from this Country to Jersey.

I am, Sir, Your most obed^t: humble Serv^t:

sign'd Grenville.

Lieut^t: Gov^t: of Jersey.

At the Council Chamber Whitehall.

the 13th of October 1792.

By the Lords of His Majesty's most honorable Privy Council.

Their Lordships having this day taken into consideration a Letter from the Lieut^t: Governor of the Island of Jersey, transmitting an Act of the States of the said Island, respecting the number of Strangers that have lately resorted thither, and now reside there: and praying that the said Lieut^t: Governor would make application for an augmentation of the ordinary allowance of Corn and Flour granted to that Island, in case the Exportation thereof from Great Britain, should be prohibited, and the Lieut^t: Governor having represented in his said Letter that an assurance from Government of an additional supply, in case of emergency would remove the uneasiness which the inhabitants entertain; Their Lordships were of opinion, that it would be proper that M^r: Secretary Dundas should acquaint the said Lieut^t: Governor for the information of the States of the Island of Jersey that if the exportation of Corn from the Kingdom should be stopped and a considerable number of french Emigrants should remain in that Island, that then it would be recommended to Parliament to allow, in case of Emergency an additional quantity of Corn & Flour to be exported from this Country to that Island.

L'An mille sept Cents nonante deux, le sixième jour de 1792, 6 Déc.
Decembre.

Présent Honorable Homme Lieut : Colonel Phil : Fall Lieut-
enant Gouverneur de l'Isle de Jersey, &c.

Etats tenus Par Phil : De Carteret Escuier Juge Delegué
en l'Isle de Jersey President de l'Assemblée, etc.

Le Greffier a informé l'Assemblée qu'en consequence de l'Acte des Etats du 5^e Nov^e 1792 il a remis aux officiers du Roi Copie du susdit Acte, qu'en consequence d'un autre acte des Etats du 19^e Nov^e 1792, il a présenté au Procureur du Roi copie de ce dernier acte, lequel le lui a rendu et fait reponse " Qu'il connoit son devoir & qu'il n'a point besoin de directions " que quelques jours après ledit Greffier rencontra Mons^r l'Avocat du Roi auquel il presenta Copie du susdit acte lequel il prit & mit en poche & que quelques jours après il vit ledit sieur Avocat du Roi qui lui donna une reponse à peu près semblable à celle de Mons^r le Proc^r du Roi ; Les Etats étant deplus informés qu'il n'y a aucune poursuite intentée contre Mons^r Gedeon Dallain fils en consequence dudit acte du 19^e Nov^e 1792, qui charge les Officiers du Roi de poursuivre en Justice ledit S^r Dallain pour sa conduite publique envers les Etats, ont renvoyé ce sujet à la consideration du Comité de Constitution lequel est chargé de s'assembler au plutôt pour en faire rapport aux prochains Etats lesquels sont appointés à de samedi prochain en huit jours à onze heures du matin.

Les Etats prenant en consideration l'etat actuel des travaux Publics des havres de S^t Helier & de S^t Aubin et le besoin qu'on a de fonds pour continuer lesdits travaux, aussi bien que pour pourvoir des Habillemens et autres Articles nécessaires à l'admission des Pauvres dans l'Hopital Général ont résolu d'adopter le plan suivant d'une Lotterie publique.

Plan d'une Lotterie.

	6000 Billets	...	...	...	...	...	...	à 12 ft.	£72000
	1 Prix	...	...	...	...	...	...	£	2400
Lotterie.	1 D ^e	...	...	...	...	...	...		1200
	4 D ^e	...	...	...	de 600	...	...		2400
	12 D ^e	...	...	...	de 200	...	...		2400
	20 D ^e	...	...	...	de 96	...	...		1920

N

1792.	50 Prix de 48	£ 2400
	1918 D ^e de 24	46032
	le premier Billet tiré chaque jour ... }	192
	supposé 4 jours 48 lt	
	le dernier Billet tiré	96
	Allouance pour les fraix du tirage ...	960
	2006 Prix	60000
	3994 Blancs	Benefice... .. 12000
	6000 Billets	£72000

Et il a été de plus resolu que le Bénéfice sur ladite Lotterie sera appliqué aux objets susmentionnés, savoir les deux tiers dudit bénéfice pour la continuation des travaux desdits Havres dans les proportions déjà établies & l'autre tiers pour pourvoir des habillemens et autres articles nécessaires à l'admission des Pauvres dans l'Hopital General.

Que ladite Lotterie commencera d'être tirée le second Lundi du mois de Mars 1793 sous la direction du Comité des Etats pour la Defense de cette Isle et que les Negocians de la Chambre de Commerce seront requis de nommer d'entr'eux douze Commissaires pour la Vente des Billets et pour preparer ce qui sera necessaire pour le tirage.

Les negocians de la Chambre de Commerce ayant accédé à la requisition des Etats de prendre sur eux la conduite de la Lotterie et la Vente des Billets, Les Etats ont nommé pour Commissaires à cet effet Mess^{rs} Ja^s Pipon, F. Janvrin, Edo^d Remon & Clem^t Hemery, Elie Durell, Phil : Janvrin, Tho^s De La Garde, Aaron De S^{te} Croix, Jean Benest, Michel Quesnel, Franç^s Gautier & Franç^s Aubin.

Le Rev^d Docteur Du Pré ayant proposé aux Etats une adresse à Sa Majesté qui a pour but d'exprimer les sentimens de loyauté et d'attachement dont Les Etats & le Peuple en général de ce Pays se sentent animés envers leur debonnaire souverain, Les Etats ont décidé qu'il seroit à propos de transmettre une adresse à cet égard et a renvoyé l'adresse proposée à un Comité composé de Mess^{rs} Hemery, Patriarche, Lempriere, Fr. Le Coûteur, Du Pré, Mallet, Jacq^s Pipon, Jean Dumaresq & Jean Arthur, lequel est dirigé de la prendre en consideration pour ensuite en faire rapport à cette assemblée à sa prochaine tenuë, Samedi prochain en huit à onze heures.

1792.

Les Etats ont aujourd'hui referé la Proposition à l'égard à la Foire à Bétail à un Comité composé de Fr : Marett Escr, Nicolas Messervy Escr, Monsr le Doyen, Le Revd Fr. Valpy, Jean Dumaresq Escr Connétable de St Sauveur & Mr Jean Hooper Connétable de Grouville pour prendre en consideration ladite Proposition ainsi que les Articles y mentionnés pour en faire rapport aux Etats de samedi prochain en huit jours a onze heures du matin où les Connétables de l'Isle sont requis de se trouver pour être entendus sur le sujet, lequel Comité demeure appointé à mardi prochain l'onzième du courant a onze heures du matin.

Le Comité de l'Hopital ayant fait rapport aux Etats qu'il seroit necessaire qu'il y auroit une loge bâtie pour un Portier proche la porte du sud de la Cour dudit Hopital de douze pieds de longueur sur huit de largeur, Les Etats en ont approuvé & ont autorisé ledit Comité de faire batir ladite Loge selon les dimensions susmentionnées, et les Etats ont aussi autorisé ledit Comité de pourvoir de toutes choses necessaires pour l'établissement, dans ledit Hopital, d'une manufacture⁽¹⁾ de filets et de dentelle et autres objets qui pourroient promettre un avantage tant à l'Hopital qu'à l'Isle en Général.

Les Etats après avoir entendu Lecture de deux plans pour l'établissement des Juges Arbitres et de conciliation dans ce Pays ont ordonné qu'ils seront logés au Greffe et qu'un Comité sera choisi pour les examiner et en faire rapport d'aujourd'hui en quinze jours, auquel effet Messrs Edo^d Le Maistre, De La Garde & Le Coûteur du Corps de la Justice Messrs Valpy, Le Coûteur & Mallet du Corps du Clergé Messrs Richardson, Jean Arthur & Jean De La Taste du Corps des Connétables sont requis & autorisés de s'assembler pour y faire les ajoûtemens et les corrections qui leur sembleront necessaires, afin que s'ils sont approuvés par Les Etats ils soient transmis aussitôt que possible à Jean Dumaresq Escr Deputé des Etats auprès de Sa Majesté en Conseil, pour en obtenir la ratification de notre debonnaire Souverain.

Le Comité de l'Hopital ayant recommandé aux Etats la vente de deux Cents Livres Sterling de fonds dans les trois pour Cent consolidés afin de continuer les travaux dudit Hopital, Ce que con-

(1) Sic.

1792. sideré, Les Etats ont donné pouvoir & autorité à Paul Le Mésurier Esc^r & Tho^r Pipon fs : Josué Esc^r Trustees dudit Hopital de vendre deux Cents Livres Sterling dans lesdits fonds pour l'effet susdit et Fr : Bertram G^t Tresorier dudit Hopital est autorisé de tirer jusqu'à la concurrence de ladite somme à mesure qu'il en sera besoin & est requis de transmettre Copie du present acte audit Paul Le Mesurier Esc^r & de le communiquer audit Tho^r Pipon Esc^r.

1792, 15 Déc.

L'An mille sept Cents nonante deux, le quinziesme jour de Decembre.

Présent Honorable Homme Lieut : Colonel Phil : Fall Lieut^t
Gouverneur de l'Isle de Jersey, &^{ca}.

Clafs tenus Par Phil : De Carteret Escuier Juge Delegué
en l'Isle de Jersey President de l'Assemblée, etc.

Fr^s Marett Esc^r Justicier est en defect a assister aux Etats.

Mons^r le Lieut^t Gouverneur ayant présenté aux Etats une Lettre à lui adressée de la part du Secrétaire de Guerre datée du 8^e Dec^r 1792 avec la Gazette de Londres contenant un ordre de sa Très Excellente Majesté en Conseil daté du 7^e dudit mois qui prohibe l'exportation de Poudre à Canon armes & munitions de Guerre hors du Royaume pour le terme limité par ledit ordre sans avoir au préalable obtenu permission p^r cela de sa Majesté en Conseil sur les peines portées à certain acte de parlement rapporté par ledit ordre ; Les Etats dans l'Intention de deférer audit ordre & de repondre aux Vuës de Sa Majesté en Conseil ont ordonné que tant ladite Lettre que ledit ordre seront enterinés dans le Livre des Etats et publiés au lieu ordinaire & que la Copie en sera affichée à la porte de la Cohuë Royale afin que tous puissent s'y conformer & que Personne n'en pretende cause d'Ignorance.

De laquelle Lettre & ordre la teneur ensuit.

War Office 8th Dec^r 1792.

Sir

I have the honor to send you the enclosed Copy of his Majesty's order in Council bearing date the 7th Instant for prohibiting the exportation into any parts out of this Kingdom or Carrying

Coastwise any gun powder, arms &^{ca} and am to signify to you it is his Majesty's pleasure that the directions therein contained be complied with as occasion shall require. 1792.

The Governor	I have the honor to be,
L ^t Governor	Sir, your most obed ^t
or	Servant
Officer Command ^t	Geo : Yonge.
Jersey.	

At the Court at S^t James's, the 7th of December 1792.

Present

The King's most Excellent Majesty in Council.

Whereas an Act of Parliament was passed in the twenty ninth year of the Reign of his late Majesty King George the second, intituled "An act to empower His Majesty to prohibit the exportation of Salt Petre, and to enforce the Law for empowering His Majesty to prohibit the exportation of Gun powder, or any sort of arms and ammunition and also to empower His Majesty to restrain the carrying Coastwise of Salt Petre, Gunpowder, or any sort of arms or Ammunition & his Majesty Judg^e it necessary to prohibit the exportation of Gunpowder or Salt Petre, or any sort of Arms or ammunition out of this Kingdom or carrying the same Coastwise for some time doth, therefore, with the advice of his Privy Council, hereby order, require, prohibit and Command, that no Person or Persons whatsoever (except the Master General of the ordnance for his Majesty's Service) do at anytime, during the space of six months from the date of this order in Council, presume to transport into any parts out of this Kingdom, or carry Coastwise, any Gunpowder or Salt petre, or any sort of arms or ammunition, or ship or Lode any Gunpowder or Salt Petre or any sort of arms or ammunition on Board any Ship or Vessel, in order to transporting the same into any parts beyond the seas, or carrying the same Coastwise without leave or permission in that behalf first obtained from his Majesty or His Privy Council, upon Pain of incurring and suffering the respective forfeitures and penalties inflicted by the aforementioned act and the Lords Commissioners of His Majesty's treasury, the Commissioners for executing the Office of Lord high admiral of Great Britain, the Lord Warden of the cinque ports, the

1792. master General of the ordnance and His Majesty's secretary at War, are to give the necessary directions herein, as to them may respectively appertain.

Sign'd Steph. Cottrell.

Les Etats ayant aujourd'hui entendu pour la seconde fois Lecture des Reglemens pour la regie de l'Hôpital général au nombre de cinquante neuf articles présentés par le Comité pour ledit Hopital, les ont approuvés & ordonné que les Pauvres entreront dans ledit Hopital le 8^e de Janvier prochain.

Les Etats, ayant cru qu'il seroit de leur devoir dans ces temps critiques d'adresser leur debonnaire Souverain pour lui temoigner les sentiments d'attachement & de Loyauté qui animent tant l'assemblée, que le peuple qu'elle represente ont voté l'adresse suivante et ont requis Mons^r le Lieut^t Gouverneur de la transmettre à Son Excellence le Général Conway et de le prier de vouloir bien la presenter à sa Très Excellente Majesté.

Adresse
au Roi.

To the King's most Excellent Majesty.

The humble address of the States of the Island of Jersey.

In these very critical times, when evil minded and designing Persons are busy endeavouring to shake by the Licentiousness of their writings and every insidious art that affection and attachment so justly due to your Majesty's mild and equitable Government, We, the States of the Island of Jersey, duly sensible of the happiness we enjoy under your Majesty's protecting Care, and of the inestimable benefits which your Royal bounty seconded by a great and generous nation hath from time to time conferred upon us, think it our duty to approach your Majesty with unfeigned assurances of the most inviolable allegiance & fidelity.

These sentiments, founded on gratitude and strengthened by the glorious lesson which the example of our ancestors holds out to us their posterity, we are proud to say are universally shared by the People whom we represent, and we are convinced that no efforts of the enemies of good order and good government shall be able to eradicate from their hearts that hereditary Loyalty, which has ever formed their distinguishing characteristic.

That your Majesty may long, -very long continue to reign over us, and to diffuse those Blessings, of which a happy experience has taught us the high value, is the earnest prayer of your faithful subjects, the States of the Island of Jersey. 1792.

By order of the States/
sign'd Phil : De Carteret Greffr

Les Etats après avoir entendu le rapport de leur Comité appointé par acte du 5^e Nov^{bre} dernier, ont chargé Jean Dumaresq Esc^r leur Deputé de conferer avec son Excellence le Général Conway notre Gouverneur afin de connoitre ses sentimens touchant les services duës à Sa Majesté, ses Droits dans les successions & Decrets, le Prix de ses rentes et les Droits de Chasse & s'il approuvoit le changement medité par les Etats, de solliciter son intervention et son appui auprès de Sa Majesté.

Les Etats ont renvoyé au Comité de Constitution pour plus outre examen les Articles proposés touchant les Chemins Publics et la Coupe des vraics ainsi que le projet en contemplation de s'adresser à son Excellence le General Conway touchant la Vendition des terres appartenant à sa Majesté.

Les Etats ayant pris en consideration certains Articles du Code de Loix proposé par les Etats en l'année 1770, et approuvé par sa Majesté le 28^e Mars 1771, et ayant trouvé après mure deliberation que lesdits Articles sont à plusieurs égards contraires au bien public et generalement nuisibles aux particuliers ont resolu qu'il est juste et bon que les Articles suivants dudit Code soient abrogés moyennant l'approbation de sa Majesté.

Art. 1^{er}.

Que l'Article dudit Code qui defend aux Proprietaires des Maisons & terres de planter à Pommiers audela de deux Vergées de terre labourable par chaque ménage soit aboli et qu'à l'avenir il soit permis à toutes Personnes de planter, ameliorer & cultiver sa terre comme bon lui semblera.

Art. 2^e

Item que l'Article dudit Code qui defend de planter des Arbres de haute futaye le long des Chemins Publics à moins que tels arbres

1792. ne soient plantés à deux perches de distance l'un de l'autre, soit aboli et qu'à l'avenir il soit permis à toute Personne de planter des Arbres sur son terrain le long des Chemins Publics à la distance que chacun jugera convenable pourvu que tel plan ne nuise ni n'enpiete point sur le Chemin Public.

Art. 3.

Item que la Loi qui defend à toutes Personnes de boucher en aucun tems les terriers soit abolie et qu'il soit permis à l'avenir à toute Personne de detruire de la maniere qu'il croira la plus propre & efficace les Lapins et toute autre espece de Gibier qu'il trouvera sur son terrain.

Partant les Etats sont convenus de s'adresser à sa Très Excellente Majesté en Conseil et de la supplier très Humblement de vouloir bien accorder sa sanction Royale au rappel des Loix susmentionnées & à l'adoption de ce qui est proposé d'y substituer ; auquel effet le Greffier est dirigé de transmettre ce present acte au Clerk du Conseil pour être soumis au Roi & Jean Dumaresq Esc^r Deputé des Etats est requis et chargé de faire tous ses efforts pendant son sejour à Londres auprès de sa Très Excellente Majesté et des Très Hon^{bles} Seigneurs de son Conseil pour obtenir les fins susdites.

Les Etats ayant pris en consideration le rapport du Comité au sujet d'un Plan avec certaines conditions y annexées présentées par le Centenier De La Taste, lequel a été chargé par l'opinion unanime de l'Assemblée de la Paroisse de S^t Helier de proposer aux Etats d'y donner leur Sanction ; par lequel Plan il est projeté de changer la situation de la Foire à Bétail établie en l'année 1700 par la P^{oe} de S^t Helier et la Vintaine de la Ville du consentement & approbation des Etats et d'en établir une autre plus commode & plus avantageuse au public en faisant la convention contenue aux Articles ci dessous avec le Rev^d Mons^r Ph : De La Garde & Mons^r Tho^d De La Garde et lesdits S^t De La Garde s'y étant accordés. Les Etats ont aujourd'hui approuvé après avoir entendu les differens Connétables de l'Isle sur le sujet, tant le rapport dudit Comité, que ledit Plan & lesdits articles et ont ordonné que la presente convention sera enregistrée dans le Livre des Etats pour tirer son plein et entier effet.

Desquels rapport & Convention la teneur ensuit.

Au Comité appointé par Acte du 6^e Dec^r 1792, & tenu le
11^e du même mois.

1792.

Présens.

Nicolas Messervy Esc^r Justicier President.

Honorable Homme Fr : Le Breton Recteur de S^t Sauveur.

Le Rev^d Fr : Valpy Recteur de S^{te} Marie.

Jean Hooper Esc^r Connétable de Grouville.

Jean Dumaresq Esc^r Connétable de S^t Sauveur.

Le Comité après avoir entendu les Connétables de S^t Clement, S^t Brelade, La Trinité & S^t Ouën est convenu de recommander aux Etats l'adoption des quatorze Articles referés à Sa consideration à condition que dans le mur du milieu de ladite Foire lesdits Sieurs De La Garde feront placer cinquante mailles de fer de chaque coté pour le moins afin que le public en fasse usage pour attacher son Betail.

Qu'après que le Public en sera en Possession selon qu'il est specifié dans lesdits Articles si lesdits sieurs De La Garde jugent à propos de faire construire audessus dudit Mur ils ne pourront y faire travailler les jours du marché.

Que les Propriétaires ou occupans de Maisons bordantes le long de ladite foire & de celles qui pourront être construites audessus ne pourront dans les jours du marché mettre aucun Linge a sécher par les fenestres au devant de leurs maisons ni ne pourront jeter aucunes Eaux ou immondices sur la penalité de dix Livres vers chaque contrevenant en outre le dommage qu'ils pourroient causer.

Qu'il soit pareillement defendu a toutes Personnes de mettre ou jeter aucunes immondices en aucuns tems dans ladite foire sur la penalité de trois Livres par chaque contravention.

Que ceux ou celles qui seroient convaincus avoir demoli aucune partie de ladite Muraille ou sièges subiront une penalité de vint Livres selon l'Ordre du Roi & en outre à reparer le damage la premiere penalité applicable tiers au Roi & les deux autres tiers à l'hospital général les penalités portées dans les deux derniers articles seront appliquées un tiers au Roi, tiers à l'Hopital Général et l'autre tiers à ceux qui seront sujets d'entretenir ladite foire et de la garder nette & propre.

Q

1792.

Art. 1^{er}.

1^o Que sur le rivage dans le centre ou environ du terrain appartenant à Mess^{rs} Phil : & Tho^s De La Garde, lesdits Sieurs De La Garde donneront au Public un emplacement pour une foire à Bétail de deux Cents pieds de long allant est & ouest ou a peu près sur quarante pieds de large faisant Nord & Sud ou environ, "ledit emplacement ayant le bout de l'Est situé à Cent vint huit pieds ou environ de distance du mur qui est au ouest du Cimetiere".

2. Que du coté de la mer, au bout "du ouest" dudit emplacement dans toute sa largeur lesdits sieurs De La Garde feront construire un Quai à leurs fraix, lequel Quai ils feront couvrir en dessus le laissant cependant ouvert du coté de la mer, de telle sorte qu'il puisse servir à l'Usage du Public pour voir l'entrée et la sortie des batiments. Lesdits Sieurs De La Garde ayant de reserve le droit de disposer dudit Quai à leur benefice toutefois & quantes pourvu néanmoins qu'ils s'engageront d'en faire eriger préalablement une autre de la même description et dans la même Ligne pour servir au même but.

3. Que lesdits sieurs De La Garde feront paver la nouvelle foire à leurs fraix, y feront pareillement batir dans le milieu un mur de douze pieds de hauteur d'un bout à l'autre contre lequel ils feront faire de chaque coté un banc ou siege pour les Personnes à s'asseoir et dans ledit mur, quatre ouvertures ou communications, qu'audessus de cette hauteur et dans toute la largeur dudit emplacement ils auront droit de bâtir sur Piliers tels edifices qu'ils jugeront à propos, comme aussi de faire un escalier de dix à douze pieds de largeur dans le centre du bout de l'est de ladite foire pour servir d'entrée aux appartemens qui seront en dessus.

4. Que lesdits sieurs De La Garde pourront demolir la muraille qui separe actuellement la foire à Betail de leur terrain et se servir presentement des materiaux qu'ils en retireront tant pour l'Usage des bâtimens qui seront necessaires à la construction de la nouvelle foire que pour tels autres auxquels ils les jugeront convenables.

5. Que lesdits sieurs De La Garde s'engageront a entretenir la nouvelle foire dans l'etat susdit à leurs fraix.

6. Que les dits Sieurs De La Garde pourront faire construire des appartemens à chaque côté du bout de l'Est de la foire lesquels seront employés à loger des Personnes pour veiller tant à ce que la foire fut gardée propre qu'à empêcher qu'aucun damage n'y soit fait.

7. Qu'il y aura une rue de chaque côté de la foire, celle du côté du Nord de douze pieds de large et celle du côté du sud de vint quatre pieds.

8. Qu'au bout de l'Est ou environ de la foire il y aura une rue de vint quatre pieds de large allant Nord & Sud ou à peu près laquelle d'un côté se rendra dans la rue qui conduira le long des Maisons de M. Amice Dolbel, M. Josué Le Sueur, M : Phil : Le Cronier Pere & de M : Jean Binard & de l'autre dans celle qui sera au sud de la Foire.

9. Qu'à soixante ou septante pieds du bout de l'Est de la Foire il y aura une rue ou Passage de vint quatre pieds lequel allant sud ou environ depuis la rue qui sera au sud de la Foire se rendra dans le Chemin de la Chaussée.

10. Que la rue qui passe vis à vis la Maison de M : Jean Kerby allant le long du Cimetiere jusqu'à la Maison de M : Phil : Le Geyt appartenante autrefois à M : Jean Gruchy sera tout du long de la même largeur qu'elle est vis à vis la Maison dudit sieur Kerby.

11. Qu'à quarante pieds ou environ du nord de la Maison dudit sieur Kerby et à la même distance du mur du cimetiere qu'est ladite maison il y aura un passage de deux pieds de largeur et d'autant de hauteur dans le terrain desdits sieurs De La Garde lequel conduira à la rue qui sera au bout de l'Est de la Foire, étant réservé que ledit passage pourra être couvert aux deux extrémités si lesdits S^{rs} De La Garde le jugent à propos ; que la rue depuis la Maison de M^r Jean Binard le long des Maisons de M : Phil : Le Cronier Pere, de M. Josué Le Sueur & de M : Amice Dolbel jusqu'à vis à vis le bout de la rue qui conduira à l'Est ou environ de la Foire sera de vint quatre pieds.

12. Qu'à environ soixante ou septante pieds du bout de l'Est de la Foire dans la rue qui est au Nord de ladite foire il y en aura une autre de douze pieds de largeur allant Nord ou environ vers la Greve.

13. Qu'en consideration des susdits objets lesdits Sieurs De La Garde auront la pleine et entiere possession de la place où est actuellement la foire à Bétail pour en disposer de la maniere qu'ils jugeront à propos.

14. Que cependant la possession susdite ne leur sera accordée qu'après que la nouvelle foire en question sera bâtie et complétée. Pour éviter toute difficulté il est entendu que la foire sera regardée comme complete dès que le mur du centre et les sièges des deux Côtés seront finis & qu'elle sera pavée selon qu'il est convenu ci dessus.

1792, 31 Déc.

L'An mille sept Cents nonante deux, le trente unième jour de Decembre.

Présent Honorable Homme Lieut^t Colonel Phli : Fall Lieut-
enant Gouverneur de l'Isle de Jersey, &^{ca}.

Stats tenus Par Phil : De Carteret Escuier Juge Delegué
en l'Isle de Jersey : Président de l'Assemblée, etc.

Phil : Robin Esc^t Justicier est en défaut à assister aux Etats.

Les Etats, considérant que dans ce moment critique, il est d'une nécessité urgente d'avoir des troupes et des Vaisseaux de Guerre Le Comité pour la Defense de l'Isle est de voix unanime chargé de preparer une Petition à sa Très Excellente Majesté pour la supplier de vouloir bien nous octroyer tel nombre de troupes & de Vaisseaux de Guerre qu'il croira en sa sagesse être suffisant pour notre defense, Le Comité est dirigé de s'assembler dès cet après midi et de mettre entre les mains de Mons^r le Lieut^t Gouverneur la Petition qu'il aura dressée signée du Greffier afin qu'elle soit transmise sans delai.

De laquelle Petition la teneur ensuit.

To the King's most Excellent Majesty

The Humble Petition of the States of the Island of Jersey.

We, the States of your Majesty's Island of Jersey, impelled by a sense of the danger which threatens this place, in the event of a War, from its vicinity to France, and sensible of your anxious care manifested, on so many occasions, for the safety and welfare of your loyal subjects of this Island, beg leave most humbly to pray that your Majesty will be graciously pleased to order hither as many troops and Ships of war, as your Majesty in your wisdom may think necessary for our protection.

Subjects more Loyal and more attached to your Majesty's Person & Government, than those whom we represent will not we are happy to say, be found in your Dominions, and we flatter ourselves that your Majesty will not disapprove of an application to put this Island at a period of so much difficulty in a proper posture of defence when that application proceeds from an earnest anxiety to preserve it to your Majesty & so secure to ourselves the advantages and happiness we enjoy under your Majesty's mild & equitable government.

By order of the States

sign'd Phil : De Carteret Greff^r.

1792.

Ja^e Hemery Esc^t ayant communiqué aux Etats une Lettre qu'il a reçue de Jean Dumaresq Esc^t presentement à Londres par laquelle il paroît que ledit Sieur Dumaresq conformément au vœu des Etats s'étoit adressé à son Excellence le Général Conway pour savoir ses sentimens touchant l'application qu'on avoit en vue de faire à sa Majesté pour obtenir la Vendition des services qui lui restent encore dûs dans ce Pays & des terres & du moulin qui lui appartiennent comme aussi pour obtenir relief à l'égard des Droits féodaux en cas de successions & Decrets et pour fixer le prix de ses rentes, Et que son Excellence loin de s'opposer aux souhaits des Etats dans aucune mesure qui pourra tendre au soulagement et bien être des Habitans du Pays est tout prest de cooperer avec eux afin d'obtenir une fin aussi desirable. Les Etats prenant le sujet en consideration ont Chargé le Comité de Constitution de s'assembler le plutôt possible afin de preparer une representation à sa Majesté à l'effet ci dessus pour être proposée à l'approbation des Etats à leur prochaine tenuë ; Les Etats ont deplus ordonné que l'extrait de La Lettre dudit Sieur Dumaresq sera traduite en François & imprimée pour l'information du Public.

Les Etats ayant pris en consideration la representation qui leur a été faite ce jour par Mons^r le Lieut : Gouverneur touchant les apparences de Guerre et la situation critique & Allarmante du Pays, et ayant delibéré sur la demande que leur fait ledit Sieur Lieut : Gouverneur pour le retablissement et la reparation de plusieurs Corps de Garde, Boulevards, Ramparts, Plateformes & autres objets relatifs à la Defense de l'Isle, ont trouvé qu'il faudrait une somme d'argent considerable pour remplir les vues dudit sieur L^t Gouverneur ; Partant, ils ont decidé unanimement que la somme de quatre milles Livres argent suiv^t à l'ordre du Roi sera empruntée sur le Revenu du nouvel Impôt pour commencer lesdits ouvrages et à mesure qu'on en aura besoin pour les continuer : Et est le Comité pour la Defense de l'Isle requis de prêter toute l'assistance possible à Mons^r le Lieut : Gouverneur et est autorisé à deleguer quelques uns de ses membres pour le même effet, & pour faire l'emprunt susmentionné, etant le Greffier autorisé de signer les obligations au nom des Etats.

Chirurgien
de l'Hopital.

Les Etats ont cejourd'hui nommé et appointé Roger Heriot Esc^t pour etre chirurgien de l'hopital Général pour trois ans.

TABLE DES MATIÈRES.

Adresses à Sa Majesté, 50, 100, 104.
 Affiches, 32.
 Ancrage, droits d', 20, 44, 55.
 Amendes judiciaires, 59.
 Amy, François, 40.
 Appel nominal, 35.
 Approvisionnements, 90.
 Arbres de haute futaie, 106.
 Arsenaux, 51.
 Arthur, Jean, 96 ; Nicolas, 79.
 Aubin, Judith, 94.
 Audience du peuple, 96.
 Avocat-Général, 99.
 Avocats, 40.

B.

Bailli, 32, 73.
 " , Lieutenant, nomination d'un, 32, 72-74.
 Bateau de santé, 13, 46, 47, 55, 59, 87.
 Belin, Charles, affaire de, 19.
 Benest, Jean, 88.
 Bertram, François, 79, 88, 102 ; Rév. George, 18, 27.
 Bétail, 89 ; foire à, 101, 106.
 Bétail de France, 31, 79-84.
 Bibliothécaire, 29.
 Bibliothèque, 22, 29.
 Binard, Jean, 109.
 Bisson, Rév. Amice, 48, 53.
 " Burglary ", Crime de, 9.
 Burr, Philippe, 23, 71.

C.

Cabarets, 32.
 Carteret, de, Jean, 48, 71 ; Philippe, 51.
 Carteret, Lord, 32, 73.
 Casernes, 63.
 Centeniers, 17, 90, 95.
 Chandler, Jean, 26.

Château Elizabeth, 65.
 Chaussées, 11, 22, 26, 48, 49.
 Chaussées, Comité des, 3, 12, 13, 16, 26, 28, 49, 55, 56, 87.
 Chaussée, maison et forge de la, 14.
 Chelsea, hôpital de, 10, 16.
 Chemins, proposition *in re*, 15, 105.
 Cinque Ports, Lord Warden of the, 103.
 Citadelle, 24.
 Code de lois, 94, 105.
 Cohue, 22, 40.
 Combes, Edouard, 29, 49.
 Comptes publics, 20.
 Commerce, 55 ; Chambre de, 12, 26, 53-55, 100.
 Commissaires royaux, 30, 34, 35, 44 *et sequ.*, 59, 60, 68, 70, 75, 85, 90, 92, 93 ; leur Commission, 37 *et sequ.*
 Connétables, 18, 51, 96 ; exemptés, 17.
 Conseil, Ordres du, 9, 19, 39, 98, 103 ; lettre du, 14.
 Constitutions du Roi Jean, 73.
 Constitution, réformes projetées dans la, 85, 86, 94 ; Comité de, 33, 41, 42, 46, 72, 75, 85, 111.
 Conway, le Général, 19, 45, 72, 79, 94, 104, 105, 111.
 Corps de garde, 111.
 Cour royale, 21, 22, 23 ; actes de la, 19, 96.
 Couteur, Le, Rév. François, 6, 63 ; Jean, 6, 10.
 Cottrell, Stephen, 7, 104.
 Cronier, Le, Phil., 109.

D.

Dain, Le, Sara, 70.
 Dallain, Gédéon, 96, 97, 99.
 Décrets, 94.

Défauts, des membres aux Etats, 18.
 Défense de l'Ile, 5, 6, 13, 20, 26, 41, 51, 110, 111.
 Dénonciateurs, 18, 21, 23.
 Deschamps, Alexandre, 61.
 Dettes publiques, 5.
 Dolbel, Amice, 109.
 Dorey, George, 89.
 Droits féodaux, 94, 111.
 Dumaresq, Jeanne, mort de, 17 ; Rév. Clément, 81 ; Jean, Con^{ble} de St. Pierre, 4, 6, 10, 26, 38, 48, 60, 61, 66, 68, 70, 74, 75, 87, 92, 94, 97, 101, 111 ; Jean, Con^{ble} de St. Sauveur, 6, 17, 34, 88 ; Philippe, 13, 31, 97.
 Dundas, Henry, 97, 98.
 Durell, Jean-Thomas, 7.

E.

Eaux de vie, etc. ; voir Impôts.
 Ecritaires fournies, 90.
 Eglises, affiches aux, 32.
 Elections, de Connétables, 61.
 Enquêtes, jugement par, 4, 6, 9, 23, 34, 40, 45, 62, 67, 70, 75, 85, 92, 93.
 Etats, Convocation des, 17 ; Députés des, 21, 60, 74, 87, 93, 94, 101 ; envoient Adresse à Sa Majesté, 50, 100 ; id. requête à S.M., 27, 33, 45, 61, 62, 65 ; pétition à S.M., 110 ; font un emprunt, 25, 28, 111 ; nomment des comités, 6, 9, 15, 22, 28, 30, 64, 67, 71, 79 ; procédure dans les, 35 ; remboursent des obligations, 29, 31 ; remettent l'ouverture du Terme, 45 ; Trésorier des, 13, 21, 22, 97.
 Etranger, demande permission d'acquies, 81.
 Etrangers, 89, 90.

F.

Falle, Josué, 28.
 Fall, Philippe ; voir Lieutenant-Gouverneur.
 Falkener, William, 14.
 Feuvre, Le, Marie, 25.
 Foire à bétail, 101, 106-109.
 Fort Henry, le, 65, 87.
 Fraude de liqueurs, 15, 56-59.

G.

Gallichan, Thomas, 18.
 Garde, de la, Charles, 4, 28 ; Rév. Phil., 106, 108 ; Thomas, 49, 106, 108.
 Gareau, Louis, 69.
 Garnison, 14, 63, 65, 79.
 Gazette de Jersey, 56, 59, 87.
 Gazette de Londres, 102.
 Geyt, Le, Philippe, 73.
 Gibier, 106.
 Giott, Jean, 80.
 Gorey, 5.
 Gouverneur, 19, 72, 79, 105.
 " , Lieutenant, 14, 19, 97 ;
 Député du, 14.
 Grains, importation de, 11, 14, 90, 97, 98.
 Grand, Le, Amice, 21.
 Grant, William, 36.
 Guerre, Secrétaire de, lettre du, 102.
 Greffier, 29, 30, 51, 66, 93.
 Grouville, 63, 64.

H.

Hacquoil, Edouard, 12, 34.
 Halles, 22.
 Hammond, Thomas, 31.
 Hamon, M., 3 ; Philippe, 4, 6, 26 ; Thomas, 34.
 Hâvres, 5, 12, 15, 20, 25, 28, 32, 44, 49, 53, 55, 99, 100.
 Hemery, Jacques, 6, 24, 44, 49, 88, 111 ; Monsieur, 3.
 Henry, le Fort, 65, 87.
 Hériot, Roger, 111.
 Hocq, hâvre du, 12.
 Hooper, Jean, 71.
 Hôpital Général, 5, 10, 16-18, 25, 29, 34, 54, 69, 71, 74, 79, 80, 88, 94, 99, 100, 101, 104 ; Trésorier de l', 20, 26, 64, 74, 80, 88, 102 ; Administrateur de l', 95 ; Portier de l', 101 ; Chirurgien de l', 111.
 Huissier des Etats, 34.
 Huîtres, parc aux, 49.
 Humphrey, John, 49.

I.

Impôts, 15, 21, 25, 28, 29, 55, 57, 94.

Intérêt, taux de l', 29.
Invalides, Compagnies d', 65.

J.

Janvrin, Valpy dit, François, 17.
Jones, Matthew, 70.
Joye, la, Peter, 88.
Juge Délégué, 3, etc.
Juges arbitres et de conciliation, 101.
Jurés-Justiciers, 73.

K.

Kerby, Jean, 109.
King, John, 36 ; Joseph, 10.

L.

Laines, affaires *in re*, 21.
Lembor, Jacques, 29.
Lempriere, Jacques-Amice, 4, 24, 38 ;
Monsieur, 3 ; Thos., 96.
Lerrier, Philippe, 20, 21, 25-29, 34, 70,
75, 80.
Libelle, contre la Milice, 93.
Loterie, 5, 12, 13, 26, 27, 29, 53, 99.
Luce, François, 25.
Lys, Philippe, 13, 59.

M.

Mackridge, Henry, 47.
Maisons incendiées, 13.
Maistre, Le, Edouard, 12, 15, 28 *et sequ.*
Mallet, Rév^d Jean, 5, 53.
Marché de St. Hélier, 22.
Marett, François, 10, 30 ; Jean, 95.
Matelots, veuves et orphelins de, 19.
Mathews, Thos., 88.
Mer, ravages de la, 5.
Messervy, Nicolas, 6, 26, 74, 79.
Mesurier, Le, Paul, 10, 16, 29, 34, 71,
80, 88, 102 ; Thomas, 4.
Milice, 93 ; habillements de la, 40, 41,
50, 51, 54, 61 ; instruction de la, 72 ;
officiers de, 72 ; règlements pour la,
76, 79.
Milles, Thomas, 26.
Mont Orgueil, Château, 63, 65.
Moulins, 32, 94.
Mourant, Jean, 90.
Mutinerie, 91.

N.

Naturalisation, 81.
Navigation, 55.
Nicolle, Philippe, 76.
Nicoll, John, 36.

O.

Obligations des Etats, 27.
Officiers du Roi, 38, 40, 93, 97.

P.

Park, Andrew, 14.
Parlement, Actes de, 91.
Partridge, Henry, 36, 47, 93.
Patriarche, Guillaume, 6, 15, 27, 31.
Pauvres, 29, 69, 74, 99, 100, 104.
Picot, George, 16, 94.
Pinel, Philippe, 34, 51.
Pipon, Jacques, 6, 17, 90 ; Marie, 88 ;
Thomas, 7, 17, 32 ; (fils Thos.) 73 ;
(fils Josué) 34, 72, 80, 88, 101.
Police, chef de, 22, 40, 56.
Pommiers, plant de, 105.
Port, Maître de, 49, 56.
Pré, Du, Rév. D^r Edouard, 4, 6, 27, 38,
49, 100 ; Monsieur, 3.
Privilèges de l'Ile, 19, 32, 73, 91.
Puley, hâvre du, 22.
Procureur-Général, 93, 99.
Poudre et munitions, défense *in re*, 102.

Q.

Quais, 3, 55.
Quesnel, Jacques, 29 ; Michel, 11.
Quorum des États, 17.

R.

Rât, 4.
Réformes, projetées dans les lois, 42,
46, 67, 70, 85.
Règlements, *in re* bétail, 81-84 ; *in re*
fraude de liqueurs, 57-59 ; *in re*
Milice, 76-79 ; *in re* Hôpital, 104.
Requête à Sa Majesté, 27.
Ricard, Charles, 28 ; Rév^d François, 4,
6, 28.
Richardson, M., 51 ; Nicolas, 71.
Rival, Jean, 9.
Robin, Philippe, 10, 34.

Rochers, 55.
 Rôles et Registres publics, 30.
 Roudick, Marie, 20 ; Robert, 20.
 Rozel, hâvre de, 51.
 Rums et Genièvres, 94.
 Russel, John, 70.

S.

Saint Aubin, chaussée de, 48 ; hâvre de : voir Hâvres.
 Saint Brelade, hôpital à, 19.
 Saint Hélier, chaussée de, 49 ; Connétable de, 61 ; hâvre de, 3, 53, 87 ; montagne de, 24 ; Recteur de, 29 ; ville de, 64, 96.
 Saint Jean, Connétable de, 61 ; Centenier de, 95 ; Chef de Police de, 96.
 Saint Martin, 63, 64.
 Saint Ouen, paroisse de, 22.
 Saint Laurens, paroisse de, 96.
 Semonces, 21, 23.
 Services dus à Sa Majesté, 105, 111.
 Skinner, le soldat, 16.
 Smith, William, 97.
 Soldats, bonne conduite des, 79 ; plaintes contre les, 63-65 ; veuves et orphelins de, 19, 26, 70.
 Southampton, 11, 90, 97.
 Stanton, Elizabeth, 16 ; William, 16.

Steel, le Major, 79 ; lettre du, 86, 87.
 Successions, 94, 105.
 Sueur, Le, Josué, 109.

T.

Taperas, 3, 49.
 Taste, de la, le Centenier, 70, 88, 106.
 Taupes, Comité *in re*, 71.
 Terriers, 106.
 " Tour Quarrée ", 63, 65.
 Touzel, Jean, 29.
 Touzel, Le, Jean, 18.

V.

Vaisseaux de Guerre, 110.
 Valpy, Rév. François, 6 ; Elizabeth, 26.
 Veulle, de, Aaron, 64.
 Vicomte, 18, 21, 23, 35.
 " Député du, 18.
 Ville, de la, François, 47.
 Vingtaine de la Ville, 24, 106.
 Vraic, 22, 105.
 Vretot, paroisse de, 80.

Y.

Yonge, George, 103.

SOCIÉTÉ JERSIAISE

ACTES DES ETATS

DE L'ILE DE JERSEY

JANVIER 1793 à FIN JUIN 1795.



Jersey :

J. W. LABEY, IMPRIMEUR, ETC.,

BERESFORD LIBRARY, ST.-HÉLIER.

1915.

Tiré à 400 exemplaires.

PRÉFACE

La présente Publication comprend les Actes des Etats pour une période de deux ans et demi, c'est-à-dire de Janvier 1793 à fin Juin 1795. Durant ce temps, la question relative à la nomination d'un Lieutenant-Bailli était encore à l'étude en Angleterre, et les Etats sont présidés par des Juges-Délégués.

M. Philippe de Carteret (du Mont-au-Prêtre) alors plus qu'octogénaire, et malade, demanda en Août 1793, à être remplacé comme Juge-Délégué, et les Etats choisirent pour son successeur en cette qualité, M. Edouard Le Maistre, Seigneur de St. Jean la Hougue Boète, qui fut assermenté à cet effet le 17 Août 1793. Il exerça ces fonctions jusqu'à l'assermentation de M. Thomas Pipon (fils Thomas) comme Lieutenant Bailli, le 8 Juillet 1795.

Comme précédemment, l'Assemblée Législative s'occupa surtout, de 1793 à 1795, de questions relatives à la défense de l'Ile : construction de nouvelles fortifications, demande au Gouvernement de renforts pour la Garnison, et de frégates pour la protection des côtes et du commerce de Jersey, etc. C'était, ne l'oublions pas, une époque où l'Angleterre était en guerre avec la France, notre voisine, notre grande Alliée et Amie d'aujourd'hui.

Les Casernes alors existantes ne suffisant pas à loger les troupes supplémentaires que le Gouvernement consentit à envoyer à Jersey, on fut obligé d'en loger dans des maisons particulières ; par exemple, un détachement du 67^e Régiment, sous le commandement du Capitaine Hamilton, fut logé au Manoir de St. Ouen. (Voir Ex. 130, 3 Juin 1794).

Mais d'autres préoccupations encore se font jour, qui jusqu'alors s'étaient peu imposées à l'attention des pouvoirs publics ; par exemple la question sanitaire. Des épidémies ayant éclaté, les médecins de l'Ile furent officiellement consultés, et donnèrent leur avis motivé sur cette question ; on lira certainement avec intérêt les conseils d'hygiène qu'ils donnent à la population.

Mentionnons aussi que l'année 1794 vit l'établissement d'un bureau de poste à Jersey et d'un service postal régulier entre Weymouth et les Iles, service hebdomadaire très apprécié par nos ancêtres de 1794 !

Notons enfin que le pouvoir anglais était représenté à Jersey, à l'époque qui nous occupe, simultanément par le Lieutenant Gouverneur Fall, et un Commandant en Chef : le Colonel James Henry Craig, le Comte de Balcarres et le Major Général Andrew Gordon se succédèrent en cette dernière qualité. Ce partage de pouvoir donna lieu, comme on le lira, à quelques difficultés, lorsqu'il s'agit, par exemple, de savoir lequel des deux fonctionnaires siégerait aux Etats comme représentant de Sa Majesté.

En ce qui concerne la liste des Greffiers que nous avons coutume de dresser ici, au fur et à mesure, il y a cette fois un nom nouveau à indiquer, celui de M. Jean de Veulle (fils d'Aaron de Veulle, Connétable de St. Clément) qui fut assermenté Greffier (et Enregistreur des Contrats) le 20 Mai 1795, en remplacement de M. Philippe de Carteret, démissionnaire.

Le seul Commis-au-Greffe, que nous avons trouvé pour cette époque, était M. Edouard Nicolle. Il fut assermenté Commis-au-Greffe le 8 Mai 1794, par suite d'une circonstance assez curieuse pour être relatée ici : L'alarme avait été donnée dans l'Est de l'Ile, où l'on avait aperçu, en vue des côtes, une flotte ennemie, croyait-on, et cela au moment où la Cour allait siéger. Philippe de Carteret, Greffier, Capitaine au Bataillon de St. Laurens, s'était immédiatement rendu à son poste d'alarme ; il n'était pas encore revenu " pour asseoir la Cour " lorsque le Commandant en Chef fut assuré que ce n'était qu'un convoi passant au large ! L'émoi fut vite calmé, mais la Cour, afin de pouvoir siéger sans délai, assermenta M. Edouard Nicolle en qualité de Commis-au-Greffe. (Voir Héritage, Livre 39, 8 Mai 1794).

Le 20 Déc. 1794, M. Edo. Nicolle fut de nouveau assermenté Commis-au-Greffe, vu le décès de M. Philippe de Carteret, Juge-Délégué, grand-père de M. Philippe de Carteret, Greffier, après quoi la Cour fut remise en signe de deuil.

J. A. MESSERVY.

Ce 30 Octobre 1915.

Actes des Etats de l'Ile de Jersey

JANVIER 1793 À FIN JUIN 1795.

ACTES DES ETATS.

L'An mille sept Cents nonante trois, le vint deuxième jour
de Janvier.

1793,
22 Janvier.
Etats, 8,
page 369.

Présent Honorable Homme Lieutenant Colonel Phil : Fall Lieu-
tenant Gouverneur de l'Isle de Jersey, &c^a.

Etats tenus Par Phil : De Carteret Escuier Juge Dele-
gué en l'Isle de Jersey ; President de l'Assemblée, etc.

Après le serment du Rev^d Jean Mallet, Edo^d Le Maistre esc^r Justicier
demeure exoiné par maladie.

Après le serment de Jacq^s Pipon Esc^r, Phil : Robin Esc^r Justicier de-
meure exoiné par maladie.

Après le serment du Docteur Edo^d Du Pré, G^me Patriarche Esc^r Jus-
ticier demeure exoiné par maladie.

Franç^s Marett Esc^r Justicier est en défaut à assister aux Etats.

[Aucun autre Acte n'a été enregistré pour cette date.]

L'An mille sept Cents nonante trois, le vint sixième jour de
Janvier.

1793,
26 Janvier.

Présent Honorable Homme Lieutenant Colonel Phil : Fall
Lieut^t Gouverneur de l'Isle de Jersey, &c^a.

Etats tenus Par Phil : De Carteret Escuier Juge Dele-
gué en l'Isle de Jersey, President de l'Assemblée, etc.

Edo^d Le Maistre & Guillaume Patriarche Esc^s Justiciers sont en
défaut excusés par maladie.

Cha^s De La Garde Esc^r Justicier est en défaut excusé.

Mons^r le Lieut^t Gouverneur ayant aujourd'hui renouvelé la re-
quisition qu'il avoit faite aux Etats mardi dernier au nom du Gou-
vernement de ceder l'Hopital Général pour servir de Cazernes aux

A

1793. troupes qu'il plaira à sa Majesté, pendant la Guerre dont nous sommes menacés, envoyer pour nôtre Protection. Les Etats ont cru qu'ils n'ont point le droit de disposer d'un etablissement consacré à l'Usage des Pauvres par les directions de la Fondatrice et des autres Bien-faiteurs mais toujours animés du zèle le plus ardent pour le service de sa Majesté et remplis de reconnoissance pour l'attention que leur debonnaire Souverain ne cesse de manifester pour la sureté du Païs ils feront tous leurs efforts lorsqu'il plaira à sa Majesté d'envoyer d'autres troupes pour qu'elles soient convenablement logées.

1793,
7 Février.

L'An mille sept Cents nonante trois, le septième de Fevrier.

Present Honorable Homme James Henry Craig Colonel du
16^{me} Regiment de Sa Majesté & Commandant en Chef
de l'Isle de Jersey &c.

Etats tenus Par Phil: De Carteret Escuier Juge Dele-
gué en l'Isle de Jersey, President: etc.

Edo^d Le Maistre Esc^r Justicier est en default excusé par maladie.

Phil: Robin & Cha^s De La Garde Esc^s Justiciers sont en default à
assister aux Etats.

Jean Arthur esc^r Con^{ble} de S^t Jean est en default à assister aux Etats.

Les Etats ayant aujourd'hui à la requête de Mons^r le Comman-
dant en Chef resumé la consideration de la Cession de l'Hôpital Géné-
ral pour y loger les troupes de Sa Majesté après mure deliberation
du sujet n'ont pas cru pouvoir apporter aucun changement à leur
decision du 26^e Janvier dernier mais ledit sieur Commandant ayant
representé comme un objet de la derniere urgence que les troupes
qui sont actuellement dans le Païs fussent incessamment logées à la
Ville, Les Etats ont fait offre audit Sieur Commandant en Chef de
ceder l'Edifice où ils siegent actuellement (le Droit de Sa Majesté
étant réservé) et ont autorisé le Greffier (cas arrivant que l'Offre soit
acceptée) à faire transporter aux fraix Publics les Registres et les
Rolles de l'Isle chez Jacq^s. Amice Lempriere Esc^r qui a proposé pour
cet usage un appartement dans sa maison dont la Clef demeurera
entre les mains du Greffier. Les Etats ont pareillement offert les
Halles à Grain dans le cas qu'elles fussent trouvées nécessaires pour
loger les troupes.

1793.

Sur la proposition faite cejourd'hui de la part du Rev^d Mons^r Phil : De La Garde & Mons^r Tho^s De La Garde de faire eriger sur leur Terrain au ouest du cimetiere de S^t Helier des Halles a viande et à Grain et un marché à Lard sur un plan plus étendu et plus com- mode que ceux qui existent à present à condition que lesdits sieurs De La Garde auroient à fin d'heritage le terrain occupé par les susdites presentes halles et marché à Lard, en recompense des fraix auxquels ils s'asujettiroient en faisant eriger les Batimens cidessus proposés : Les Etats afin d'être murement informés à ce sujet ont appointé Comité. Franç^s Marett & Nicolas Messervy Esc^{rs} Justiciers, le Rev^d Franç^s Valpy, & le Rev^d Docteur Edo^d Du Pré, M^r Nicolas Arthur Con^{ble} de S^{te} Marie & Jean De La Taste esc^r Centenier de S^t Helier pour agir en Comité tant pour examiner si la susdite proposition peut être avantageuse au Public en son entier ou jusqu'à quel point elle peut l'être, que pour fixer en même tems le Plan & les Conditions sur lesquels elle pourra avoir lieu et est ledit Comité requis de faire son rapport sur letout aux Etats.

Le Comité pour la Defense de l'Isle ayant recommandé aux Etats d'allouer du Charbon et de faire faire des Grilles pour les différens Corps de Garde à l'entour de l'Isle qui sont occupés par la milice ; Les Etats en ont approuvé et ont chargé les Connetables des différentes Paroisses de pourvoir du Charbon et faire faire des Grilles pour les differens Corps de Garde qui sont situés sur leur districts respectifs etant alloué un Cabot de Charbon à chaque Corps de Garde par vingt quatre heures & il est ordonné que les fraix encourus pour ces objets seront payés par le rât Public de l'Isle.

L'An mille sept Cents nonante trois, le deuxieme jour de Mars. 1793, 2 Mars.

Present Honorable Homme James Henry Craig Colonel du
16^e Regiment de sa Majesté et Commandant en Chef de
l'Isle de Jersey &c.

Etats tenus Par Phil : De Carteret Escuier Juge Dele-
gué en l'Isle de Jersey, President de l'Assemblée, etc.

Edo^d Le Maistre Esc^r Justicier est en default excusé par maladie.

Cha^s De La Garde Esc^r Justicier est en default excusé.

Le Rev^d Amice Bisson Recteur de S^t Laurens & Le Rev^d Franç^s Le
Coûteur Recteur de Grouville sont en default excusés.

1793. Les Etats ayant reçu deux Lettres une de la part de Mons^r le Commandant en Chef et l'autre de la part de Mons^r le Lieut^e Gouverneur, desquelles la teneur ensuit

St Helier 2^d March 1793.

Sir

I understand that the business on which the States are assembled this Day no ways concern the Military establishment of the Island and as it is very much my wish that all the civil part of the administration of the Government may pass through the hands of the Lieut : Governor, I am to desire that, if it be consistent with the Constitution of the Island, the Lieut : Governor may assist as the King's representative in the states. When any Military business is to be the subject of your deliberations I shall consider it as my indispensable Duty to be present.

If the assistance of the Lieutenant Governor in the states, after my being sworn in as Commander in Chief, be thought incompatible with the Laws or Customs of the Island, I request that I may be informed of it that the Public business may not suffer any delay.

I am Sir

Your most obedient servant

sign'd J H Craig

Phil : De Carteret Esq^r

Com^r in Chief.

St Heliers 2^d March 1793.

Gentlemen

A new arrangement having taken place by the appointment of Colonel Craig to the Command of the Military Forces in this Island, I thought it my Duty to acquaint the Judge Delegate with that event for the information of the states and of the Royal Court. Understanding that he has not communicated it to you and ignorant of the reasons why the states are called together without my being previously informed of the meeting agreeably to Law, I think it right to subjoin the following extracts containing His Majesty's orders conveyed to me in a Letter from M^r Dundas one of His Majesty's Principal Secretaries of State of the 12th January 1793 by which you will see that His Majesty has been pleased to continue me in the

exercise of every function belonging to the office of Lieut : Governor 1793.
except the military Command

I have the honor to be
Gentlemen Your most obedient
 & most humble servant
To the states of the Island sign'd Phil : Fall
 of Jersey. Lt. Governor

Extract of a Letter from M^r Secretary Dundas dated the 12th January
1793 to Lieutenant Governor Fall.

From the variety of matters connected with the Civil Government, which in the present singular situation of the Island must be constantly occurring, every moment of your time must necessarily be occupied ; and considering the Duties of that situation, His Majesty has thought it right that an officer who might have it in his Power to appropriate all his time and attention to Military objects, should proceed to Jersey and take the Chief Command of the Troops, with that view his Majesty has granted a special Commission to Colonel Craig who will repair to his Duty without delay, and His Majesty has no doubt from the zeal you have always manifested for his service that you will readily co-operate with him in every measure which may be Judged necessary by him for resisting any hostile attempts which may be meditated by any foreign Power for the reduction of that Island.

The training the Militia and bringing it into a regular state of discipline is an object which Colonel Craig Will be instructed particularly to attend to.

Après mure deliberation sur le contenu de ces deux Lettres et avoir entendu Lecture de la Commission du Commandant en Chef ils ont été d'opinion : que la separation de la partie du pouvoir civil confiée aux Gouverneurs et du Commandem^t des Châteaux, Forts et Forteresses, des forces militaires et de la Milice est inconnuë à la Constitution et pourroit entrainer des inconveniens très serieux ; Que supposé que ces inconveniens ne fussent point dans le cas de se faire sentir cependant d'après la Commission accordée à Mons^r le Colonel Craig conçue dans les mêmes termes que celles octroyées aux

1793. ci devant Commandant en Chef lesquels en vertu de leur Commission exercoient les pouvoirs civils et militaires, ces deux pouvoirs lui restent necessairement : d'autant plus que la Cour lui a deja selon l'Usage administré le serment prêté par les Gouverneurs, mutatis mutandis et qu'il a deja agi en consequence, que considerant ces raisons nonobstant que les Etats soient bien convaincus par experience du zèle que Mons^r le Lieut : Gouverneur a manifesté dans toutes les occasions pour la prosperité et le bien être du Pais et des peines qu'il a prises et de l'activité qu'il a montrée dans ces tems de Crise pour la sureté générale ne peuvent conformément à la Constitution et à l'Usage invariablement suivi le recevoir à siéger dans les Etats : et conséquemment que M^r le Colonel Craig doit être envisagé comme représentant Sa Majesté dans cette Assemblée, le Greffier est dirigé d'envoyer Copie de cet acte tant à Mons^r le Commandant en Chef qu'à M^r le Lieut : Gouverneur.

Les Etats considerant les conjonctures presentes, ont trouvé expedient d'ordonner que les Maitres ou Propriétaires de Bateaux, autour de cette Isle, seront tenus, depuis la publication de la presente ordonnance, de retirer les agrés, savoir : les voiles, Gouvernail et rames, hors desdits Bateaux, avant la nuit, et de les mettre en lieu de sureté, de sorte qu'il ne soit au pouvoir d'aucune Personne de les enlever, sur peine aux contrevenans, de Cent Livres d'amende. Il est pareillement ordonné que les gardes aux endroits où les Bateaux sont gardés, seront obligés de les visiter avant la nuit et d'en retirer les agrés qui y pourroient être laissés ; et dans le cas où il en seroit trouvé, d'en faire un rapport, par écrit, à leur Officier dès le Jour suivant telle visite, afin que les delinquans puissent être punis, sur peine, en cas de negligence de la part des gardes, de dix Livres d'amende vers les Chefs de garde ; les amendes avandites applicables tiers au Roi, tiers à la Garde qui aura rempli ce devoir et l'autre tiers à l'Hopital General. Cet acte sera publié, tant au lieu ordinaire qu'aux Paroisses, imprimé et affiché dans les Corps de garde, afin que Personne n'en puisse pretendre cause d'ignorance.

Le Comité de l'Hopital Général ayant rapporté aux Etats que plusieurs des Paroisses qui ont envoyé leurs Pauvres audit Hopital, ont des fous à leur charge, qui sont dans un tel etat de demence

1793.

qu'il ne seroit pas convenable de les y admettre sans avoir des petites maisons pour les Loger. Les Etats après avoir delibéré sur le sujet ont autorisé ledit Comité à faire bâtir dans le tems et le lieu qu'il Jugera propre, des logemens pour mettre les fous et à deduire dans entretems de la quote part de chacune desdites Paroisses la pension à laquelle elle s'est engagée, pour chaque fou qu'elle a mis en garde, pourvu qu'un Compte soit incessamment rendu de telle pension, quelle soit approuvée par le Comité et qu'elle soit continuée par son ordre. Le Comité d'après son rapport est autorisé à convertir en Cimetiere pour l'inhumation des Pauvres qui mourront dans l'Hopital et ne seront pas reclamés par leurs familles, une partie du coteau derniere-ment acquis pour l'Hopital Général.

Sur la representation des Negocians qu'il seroit necessaire d'obtenir un Convoy suffisant pour le Commerce d'ici a Southampton et de s'appliquer au Gouvernement pour obtenir permission d'introduire en cette Isle des Provisions et Articles necessaires à la navigation directement de l'Amerique dans des navires americains. Les Etats ont requis Mess^{rs} Hemery, Du Pré & De La Taste de preparer une representation à cet effet et de la mettre entre les mains de M^r le Commandant en Chef qui a bien voulu se charger de la transmettre.

Sur la Representation faite aux Etats par le Greffier ⁽¹⁾ que l'appartement dans la maison de Jacq^e Amice Lempriere Esc^r dans lequel les Livres du Registre et des Records de l'Isle ont été transportés en consequence de l'Acte des Etats du 7^e de Fevrier dernier est trop petit et qu'il n'y a point d'ais ⁽²⁾ pour y arranger les Livres, Les Etats ont requis et chargé Le Comité de la Bibliotheque de s'assembler afin de trouver un appartement propre pour loger lesdits Livres où ils seront transportés aux frais de l'Isle.

Le Comité qui avoit été chargé de preparer une Petition à Sa Majesté pour la supplier d'accorder relief dans les cas de successions et Decrets et pour demander aussi la permission du rachat des services persoñels qui lui sont dûs en cette Isle ayant aujourd'hui produit aux Etats une Petition à cet effet, après Lecture d'icelle, Les Etats l'ont approuvée et ont ordonné qu'elle sera signée par le Greffier et

(1) Le Greffier étoit à cette époque, en même temps, Enregistreur des Contrats.

(2) Ais, planche de bois amenuisée et destinée à quelque usage.

1793. transmise à Jean Dumaresq Esc^r Deputé des Etats pour être par lui présentée au Comité des très Honorables Seigneurs du Conseil privé de Sa Majesté pour les affaires de Jersey et Geurnesey⁽¹⁾ et qu'une Copie authentique de ladite Petition sera pareillement signée par le Greffier et transmise audit sieur Dumaresq pour être mise entre les mains de son Excellence le Général Conway en le priant de vouloir bien appuyer le vœu des Etats auprès de sa Majesté, étant Jacq^e Hemery Esc^r requis de faire mettre tant l'original que la Copie authentique de ladite Petition sous le sceau de l'Isle & de les transmettre par la première occasion audit Jean Dumaresq Esc^r.

1793, 8 Mars.

L'An mille sept Cents nonante trois, le huitieme Jour de Mars.
Present Honorable Homme James Henry Craig Colonel du
16^e Regiment de Sa Majesté & Commandant en Chef de
l'Isle de Jersey, &^{cs}.

Etats tenus Par Phil : De Carteret Escuier Juge Dele-
gué en l'Isle de Jersey, President de l'Assemblée, etc.

Edouard Le Maistre esc^r Justicier est en default Excusé par maladie.

Cha^r De La Garde Esc^r Justicier est en default excusé.

Après le serment de M^r Phil : Burr le Rev^d Amice Bisson demeure
exoiné par maladie.

Richard Le Feuvre esc^r est en default à assister aux Etats.

Mess^{rs} Hemery, Du Pré et De La Taste ayant en consequence
de l'Acte des Etats du 2^e du courant préparé une petition à sa
Majesté, elle a été luë et approuvée et le Greffier chargé de la signer,
et les Etats ont requis Mons^r le Commandant en Chef de la trans-
mettre au secretaire d'etat de sa Majesté.

To the King's most Excellent Majesty.

The humble petition of the States of your Majesty's Island
of Jersey.

Sheweth,

That this Populous part of your Majesty's Dominions does not
produce, in the most plentiful years, Corn and other provisions suffi-
cient for the subsistence of its numerous inhabitants.

(1) *Sic.*

1793.

That from the Port of Southampton is Chiefly drawn that portion of Bread, flour, meat and other articles, without which this Island would soon be reduced to the most distressful want, In addition to the quantity allowed to be shipped annually for this place by the liberality of your Majesty's Government it has been found necessary from time to time to import some from America ; a practice ⁽¹⁾ which during the war could not be continued in Jersey bottoms with any degree of safety.

That if the least interruption in the supply of Provisions would, at all times occasion the most serious inconveniences much more severely would this evil be felt now, when the number of consumers is so considerably increased by the great influx of French emigrants, and the arrival of your Majesty's 59th Regiment without taking into the account the additional force which your Majesty may in your paternal goodness think proper to send for the protection of your faithful and loyal Island of Jersey.

That insecure and hazardous as navigation must be in time of war, the inability under which this Island labours of importing naval stores and lumber in American ships directly from the United States of America will exceedingly distress its Trade to Newfoundland and retard and render difficult the equipment of private ships of War, a circumstance which considering the advantageous situation of this place for a successful annoyance of the Enemy's trade, may it is humbly conceived, be detrimental to the general interest.

That prompted by these important considerations, the States of your Majesty's Island of Jersey crave leave most humbly to pray that your Majesty would be graciously pleased to grant regular Convoys for the security of your trade from and to Southampton ; and that corn, flour, bread and all other provisions, together with naval stores and lumber, may be allowed to be imported into this Island in American ships directly from the United States of America during the war or during such time as those Articles may be allowed to be imported into Great Britain in American Vessels.

And your Petitioners, as in duty bound shall ever
pray &c^a

sign'd By order of the States

Phil : De Carteret Greffr

Jersey, 8th March 1793.

(1) *Sic.*

1793.

Le Commandant en Chef ayant représenté aux Etats qu'il seroit de l'Interêt du service que tant les Gardemagazins attachés aux Batteries et aux Magazins des Eglises que les Conducteurs fussent exempts de monter la garde ; Les Etats ont pris le sujet en consideration et ont décidé d'après les raisons alleguées par le Commandant en Chef qu'ils ne seront point tenus à l'avenir de remplir ce devoir : et afin d'empêcher que lesdits Garde-Magazins et Conducteurs ne soient appointés dans la vue seulement de les decharger du fardeau de monter la Garde mais que des Personnes soient nommées propres pour faire un service aussi important à la Defense du Pays, Les Etats ont resolu que lesdits Garde-magazins seront à l'avenir munis d'un warrant signé de Mons^r le Commandant en Chef.

Mons^r le Commandant en Chef ayant suggeré aux Etats qu'il seroit important que des Personnes fussent appointées pour instruire les gardes autour de l'Isle une heure par jour dans l'exercise ⁽¹⁾ du Canon des Batteries, Les Etats ont envisagé cette proposition comme très avantageuse et les Colonels des differents Regimens sont autorisés de nommer des Personnes capables d'enseigner cet exercice auxquels il sera accordé dix sous d'ordre par jour pour leurs peines ; Lesdits Canoniers seront tenus de se rendre auxdites gardes pour l'effet susdit à l'heure fixée par les Officiers Commandants les Regiments, Les depenses qu'entraînera cet etablissement seront payées par le nouvel Impôt.

Les Etats ont ordonné, que les Articles douzième, vint deuxième et vint troisième des Reglemens pour la Regie de l'Hopital Général seront publiés, tant au lieu ordinaire qu'aux Paroisses afin que Personne n'en puisse pretendre cause d'ignorance.

Desquels Articles la teneur ensuit

Art. 12.

Que nul ne sera admis à visiter l'Hopital sans un Billet, pour cet effet du Tresorier, ou de quelqu'un des membres du Comité ou sans être accompagné d'un membre des Etats excepté le Dimanche, Jour auquel l'entrée en sera permise à toutes Personnes depuis une heure après midi jusqu'au soleil couchant.

(1) *Sic.*

22.

1793.

Que Personne n'introduira de Liqueur quelconque dans l'enceinte de l'Hopital, sous peine de confiscation de la Liqueur et de seize sous d'amende au benefice de l'Hopital, lesquelles confiscations et amendes seront faites et levées d'abord par l'Administrateur de l'Hopital, lequel au défaut de payement de l'amende renfermera le delinquant quatre heures au Cachot.

23.

Qu'il sera signifié à tous Taverniers et Cabaretiers Licenciés de ne point vendre ni de donner de Liqueur aux Pauvres de l'Hopital, après laquelle signification, tout Tavernier ou Cabaretier dans la Maison duquel il sera prouvé que quelqu'un desdits Pauvres aura été admis, soit pour en acheter ou pour en boire sera puni par la perte de sa licence & il est defendu à toute autre Personne de vendre de la Liqueur auxdits Pauvres, sur peine de dix Livres au benefice de l'Hopital Général.

Le Vestibule de la Cohue Royale etant presentement occupé par les Troupes de Sa Majesté ; Les Etats après que le consentement de l'occupant a été obtenu ont decidé que la Lotterie Publique sera tirée dans l'appartement audessus des Halles à Grain et afin que ledit appartement puisse être arrangé convenablement pour cet effet, le tirage de ladite Lotterie est remis à Mercredi 20^e du courant et commencera precisem^t à onze heures. Le Comité pour la Defense de l'Isle etant requis de veiller à ce que letout soit conduit d'une maniere reguliere à la satisfaction du public.

Les Etats ayant pris en consideration l'imperfection des Loix militaires à plusieurs egards ont requis le Comité pour la Defense de l'Isle de s'assembler incessamment pour proposer des Reglemens à ce sujet.

Les Etats ayant entendu Lecture d'un raport du Comité des Chaussées en date du 21^e Octobre 1791 qui recommande aux Etats que la somme de trois Cents Livres d'ordre soit accordée à Phil : Blampied qui a eu le malheur de perdre une jambe lorsqu'il etoit employé au service du public pour la Chaussée de S^t Aubin lequel a été représenté audit Comité comme une Personne chargé⁽¹⁾ d'une nombreuse famille. Les Etats ont approuvé ledit rapport et ordonné

(1) Sic.

1793. que ladite somme de trois Cents Livres lui sera payée par le Tresorier des Droits d'Ancrage.

Les Etats ayant pris en consideration un Compte de M^r Thomas Hamon huissier des Etats pour septante Jours de son attenance tant aux Etats qu'à leurs Comités à raison de trente sous d'ordre par Jour ; ledit Compte contenant un article de quatre Livres argent d'ordre pour avoir porté des ordres à tous les Connetables de l'Isle par ordre de Mons^r le Lieut^e Gouverneur ; Les Etats ont ordonné que le Compte dudit Hamon lui sera payé par le Trésorier du nouvel Impôt sur le pied de quarante sous de france par chaque jour d'attenance et que l'article pour lesdites quatre Livres d'ordre lui sera aussi payé par ledit Tresorier.

- 1793, 6 Avril. L'An mille sept Cents nonante trois, le sixième jour d'Avril.
Present Honorable Homme James Henry Craig Colonel du
16^e Regiment de sa Majesté & Commandant en Chef de
l'Isle de Jersey &c^a.

Etats tenus Par Phil : De Carteret Escuier Juge Dele-
gué President de l'Assemblée, etc.

Edo^d Le Maistre Esc^r Just^r est en default excusé.

Cha^d De La Garde Esc^r Just^r est en default excusé.

Le Rev^d Jean Mallet Recteur de St Pierre est en default à assister
aux Etats.

Mons^r le Commandant en Chef ayant représenté aux Etats que la somme de quatre mille Livres d'ordre accordée par les Etats pour la reparation des Batteries & plateformes est depensée, sans que l'objet auquel elle etoit destinée soit entierement rempli et qu'il seroit necessaire pour completer ces ouvrages importants que les ouvriers qui y seront employés, seroient payés journellement : ayant ensuite recom-
mandé aux Etats l'emanation d'une Loi, qui defende aux Cabaretiers en cas d'Allarme ou d'attaque d'ouvrir leurs auberges ou Cabarets ou de fournir de la Liqueur aux soldats sur telle penalité que les Etats trouveront convenable ayant aussi soumis à cette assemblée la neces-
sité d'une Loi pour obliger les Personnes domiciliées proche les postes d'alarme, de mettre autant de lumieres qu'ils le pourront dans leurs
fenêtres : Et ayant finalement représenté qu'il seroit d'un avantage

considerable de rendre la banque aussi escarpée qu'il sera possible à divers endroits pour que l'accès en soit difficile sans toutefois perdre de vue la Commodité des Habitans pour la pêche du vraie, et qu'il seroit à propos d'empêcher qu'aucuns sentiers ne fussent pratiqués jusqu'à la mer autres que ceux qu'il plaira aux Ingenieurs sous la direction desquels l'ouvrage sera conduit de laisser subsister, Les Etats ont décidé qu'une somme de quatre mille Livres d'ordre sera accordée pour la confection des travaux indispensables dans ces tems critiques ainsi qu'il est porté dans un autre acte du Jour, Quant aux autres objets ils ont été referés à la considération du Comité pour la Defense de l'Isle, lequel est requis de s'assembler aussitôt qu'il sera possible pour ensuite faire rapport aux Etats du resultat de leurs deliberations. 1793.

Mons^r le Commandant en Chef ayant représenté aux Etats que la somme de quatre milles Livres d'ordre qui fut ordonnée d'être empruntée sur le revenu du nouvel Impôt par Acte du 31^e Decembre 1792, n'est pas suffisante pour fournir aux fraix necessaires à la repARATION des Boulevards, plateformes et autres objets de la Defense du Pays et ayant demandé l'octroi d'une autre somme pour continuer lesdits Travaux, Les Etats ont ordonné que pareille somme de quatre mille Livres argent d'ordre sera immédiatement empruntée par le tressorier du nouvel Impôt à l'effet susdit, étant ledit Tresorier autorisé de signer des reçus aux Personnes qui prêteront l'argent et ensuite le Greffier signera les obligations enconsequence desdits emprunts au nom et sous la garantie des Etats dans la forme cidessous. Et paroissant que le Tresorier n'étoit point autorisé par l'Acte du 31^e Decembre 1792, de signer les reçus pour l'argent emprunté il demeure presentement autorisé à cet effet et le Greffier pareillement autorisé de signer les obligations enconsequence dudit emprunt.

De laquelle forme la teneur ensuit.

L'An mille sept Cents nonante trois, le Jour de conformement aux ordonnances des Etats, Je soussigné reconnois avoir reçu de la somme de tournois argent d'ordre pour être employée à des usages publics suivant la direction de l'assemblée des Etats.

signé P. D. M.⁽¹⁾ Tresorier du nouvel Impôt.

(1) Philippe Dumaresq.

1793. En vertu de l'Acte des Etats du 6^e Jour d'Avril 1793 par lequel le Greffier est tenu et autorisé d'attester les emprunts faits au nom et par la garantie de l'Etat & en consequence de la reconnaissance ci-dessus soussignée du Tresorier : Les Etats de l'Isle de Jersey sont redevables a de la somme de tournois argent d'ordre pour l'Usage de laquelle somme sera payé audit à ses heritiers ou ayant droit tous les ans le premier Lundi du mois de Novembre l'Interêt de cinq par Cent par an depuis le Jour de l'emprunt jusqu'au remboursement et cela au moyen des Droits d'Impôts établis par autorité Royale sur le Rum & Genievre.

Signé P. D. C. Greff^r.

Les Etats considerant l'état de l'Isle par rapport aux subsistances en général et par rapport aux viandes de Halles en particulier, ont cru devoir requérir et charger le Comité de la Defense de l'Isle de s'occuper incessamment d'un objet si important afin de leur indiquer les mesures à prendre pour approvisionner le Pays et par là remedier à la rareté tant des viandes que du Betail.

La Gestion du Comité de l'Hopital Général étant expirée, Les Etats ont choisi un nouveau Comité composé de Nicolas Messervy, Jacq^e Hemery, Guillaume Patriarche, et Jacq^e Amice Lempriere Esc^r Justiciers, des Rev^{us} Jean La Cloche, Amice Bisson, Edo^d Du Pré et Phil : De La Garde, de Jean Dumaresq esc^r Connetable de S^t Sauveur, de Richard Le Feuvre G^t Connetable de S^t Laurens, de Jean Dumaresq Esc^r Connetable de S^t Pierre & de Jean De La Taste esc^r Cent : de S^t Helier cinq desquels pourront agir.

1793, 13 Avril.

L'An mille sept Cents nonante trois, le treizième jour d'Avril.

Present Honorable Homme James Henry Craig Colonel du
16^e Regiment de sa Majesté & Commandant en Chef de
l'Isle de Jersey &^{ca}.

Etats tenus Par Phil : De Carteret Escuier Juge Dele-
gué en l'Isle de Jersey, President de l'Assemblée, etc.

Après le serment de Pierre Mauger G^t Franç^e Marett Esc^r Justicier
demeure exoiné par maladie.

Après le serment de Phil : Dumaresq gent : Guillaume Patriarche Esc^r
Justicier demeure exoiné par maladie.

Phil : Robin Esc^r Justicier est en défaut à assister aux Etats.

1793.

Le Comité de l'Hopital General sur la proposition du Centenier De La Taste de la Paroisse de St Helier ayant été d'opinion d'admettre dans ledit Hopital le nommé Edo^d Jenkinson Invalide Pensionnaire agé de viron soixante ans, a condition que la Pension qu'il reçoit du Roi soit à l'avenir payée par l'agent des Invalides Pensionnaires dans ce Pays au Tresorier dudit Hopital, a mesure qu'elle seroit due, Les Etats considerant cet objet ont approuvé la decision du Comité à ce sujet et autorisé ledit Tresorier à prendre la garantie dudit agent afin que la pension dudit Edouard Jenkinson revienne à l'Hopital General.

Mons^r le Commandant en Chef ayant representé aux Etats qu'il rencontre des difficultés à se procurer du Gazon sur les communes de cette Isle pour la reparation des ouvrages Pour la defense du Pais, Les Etats ont ordonné qu'il sera permis à l'avenir aux Personnes employées par ledit sieur Commandant de prendre telle quantité de Gazon sur les Communes qu'il sera necessaire à l'effet susdit, sans prejudice à ce que ceux qui ont droit à telles Communes ne soient dedommagés au dire d'Experts de la perte qu'ils pourroient souffrir à cette occasion.

Plusieurs Comptes approuvés par le Comité pour la Defense de l'Isle pour des Plateformes et autres Articles pour la Defense de l'Isle ayant été présentés aux Etats par ledit Comité, Les Etats ont ordonné que lesdits Comptes lesquels montent à la somme de sept milles quatre Cents trois Livres argent de france seront payés par le Trésorier du nouvel Impot aux differens particuliers auxquels ils sont dus savoir

	Argent de france.
A Jean Querrée son Compte pour de la Pierre	49 . 10 . —
A M ^r Aaron De S ^{te} Croix D ^e pour du Bois	2848 . 11 . —
A M ^r Franç ^s De S ^{te} Croix D ^e pour travail... ..	72 . 1 . —
A M ^r Franç ^s De La Mare D ^e pour D ^e & fournitures..	360 . 10 . —
A George Skelton D ^e D ^e D ^e	1117 . 6 . —
A Jean Roussel D ^e D ^e	68 . — . —
Aux ouvriers de St Pierre qui ont fait 12 Plateformes y compris les Chariages	1362 . — . —
A William Langlois D ^e	12 . —
A Jean Pratt D ^e	3 . —
A Phil : Le Ray D ^e	21 . —
A D ^e D ^e	18 . —
	54 . — . —

1793.	A Nicolas Chevallier	D ^e pour deux plateformes...	200 . — . —
	A Paul Le Touzé	D ^e pour deux D ^e	200 . — . —
	A Daniel Blampied	D ^e pour deux D ^e	200 . — . —
	A David Daniel	D ^e pour deux D ^e	200 . — . —
	A Phil : Le Neveu	D ^e pour quatre D ^e & Cha-	
		riages	424 . — . —
	A D ^e	un compte	247 . 2 . —
			£7403 . — . —

Le Comité pour la Defense de l'Isle ayant présenté aux Etats un Compte de M^e Franç^e Le Sueur pour trente Bolts pour les Plateformes au fort volontaire et pour forgerie pour vint cinq Plateformes montant a Mille nonante cinq Livres, six sous huit deniers d'ordre, Les Etats après avoir entendu Lecture dudit Compte ont chargé led^t Comité de l'examiner et d'en faire rapport.

Les Etats sur le rapport du Comité pour la Défense de l'Isle ont approuvé les Articles suivans et ont ordonné qu'ils seront imprimés et publiés tant au lieu ordinaire du marché que dans toutes les Paroisses de l'Isle, afin que Personne n'en pretende cause d'ignorance.

Desquels Articles la teneur ensuit.

Art. 1^{er}.

En cas d'alarme ou d'attaque, laquelle alarme ou attaque sera censée durer jusqu'à ce que les troupes soient libérées, il est expressement ordonné aux Taverniers et Cabaretiers de garder leurs maisons fermées et il leur est defendu de distribuer ou fournir de la Liqueur aux soldats des Troupes réglées ou à ceux de la milice ou même à qui que ce soit, sans une permission, par écrit, d'un Officier Commandant quelque détachement, soit des troupes réglées ou de la Milice, sur peine aux contrevenans, de subir pour chaque contravention, une amende de deux Cent Livres, suivant l'ordre du Roi et la cassation de leur Licence.

2.

Il est pareillement, dans le cas susdit, Defendu à toutes Personnes de vendre ou distribuer de la Liqueur aux soldats des Troupes réglées ou à ceux de la milice, ou même à qui que ce soit, sans la même permission que dans l'article ci-dessus, sur peine, aux contrevenans d'une amende de deux Cents Livres pour chaque contravention.

3.

1793.

Il est aussi, en cas d'alarme ou d'attaque, défendu aux soldats, ou autres Personnes employées au service de la Milice, d'entrer dans les Tavernes, Cabarets ou Maisons particulieres pour se procurer de la Liqueur sans une permission de leur Officier Commandant, sur peine aux contrevenans, d'être regardés comme désobeissans et d'être punis selon la nature du cas.

4.

L'expérience ayant fait voir qu'il arrive de grands inconveniens de ce que dans les jours ordinaires d'exercice, des Personnes s'ingèrent d'apporter et de distribuer de la Liqueur aux soldats, il est expressement défendu à toute Personne à l'avenir d'apporter ou de distribuer de la Liqueur dans ces occasions sur peine que cette Liqueur soit saisie et repandue sur le champ, par ordre de l'Officier Commandant le Regim^t ou detachment pour lors en exercice et de subir, en outre, la penalité déjà établie par la Loi.

5.

Les Connétables sont dirigés de se pourvoir, sans delai, chacun de cinquante chandeliers de fer blanc et de les faire placer aux fenetres des Eglises respectives comme aussi de se pourvoir d'une quantité suffisante de Chandelles, letout aux fraix de leur ⁽¹⁾ Paroisses afin, qu'en cas d'alarme pendant la nuit les Eglises soient illuminées sur le Champ.

6.

En cas d'alarme dans la nuit, il est commandé aux Habitans des Villes de S^t Helier & de S^t Aubin de placer dans chaque fenêtre de leurs Maisons, une chandelle au moins afin de donner de la clarté dans les rues. Les Habitans des maisons proches les Postes d'alarme sont de même dirigés d'en placer dans les fenêtres qui pourront servir à donner la lumiere requise, au dire de l'Officier Commandant à tel poste, sous peine de dix Livres vers chaque contrevenant.

7.

Les Vinteniens seront tenus, sur la requisition, par écrit, d'un Officier de Commission ou du Maitre d'armes pour les Jeunes Gens de lever dans l'étendue de leurs Vintaines, les penalités militaires, imposées par les Loix sur ceux qui les auront encourues, soit pour

(1) .Sic.

1793. défaut ou negligence aux Montres à l'exercice aux Batteries ou aux Gardes et dans le cas ou les delinquans refuseroient de payer ou de consigner pour être entendus par devant Justice les Vinteniens feront saisie de Biens et procederont en consequence à la vente des Namps, donnant jour aux Parties, lesquelles auront droit de consigner et de redimer les dits namps, conformément à l'Usage. Les Vinteniens seront également obligés sur la requisition de l'Officier Commandant le Regiment, de lever de la même maniere, sur les Officiers, les penalités pour leur ⁽¹⁾ fautes ou negligences.

8.

Pour plus d'aisance, dans la Levée des défauts militaires, on pourra exiger deux défauts à la fois, tant sur les Officiers que soldats et Jeunes Gens, soit que lesdits défauts aient été consecutifs ou interrompus par une attenance intermediaire, pourvu toutes fois, qu'il n'y ait point audelà d'un mois entre tels défauts.

9.

Les Vinteniens seront tenus de rendre Compte une fois par mois et de repondre de tous défauts, dont la levée leur aura été comise, à l'Officier Commandant le Regiment, ou à tel autre Officier de Commission qui seroit, à cet effet, autorisé par lui.

10.

Dans le cas où il ne se trouveroit pas de quoi saisir au Domicile d'un delinquant pour payer les défauts qu'il auroit encourus, le Vintenier, sera tenu d'en donner un record par écrit, afin qu'il y soit pourvu.

11.

Les Vinteniens auront droit à trente sous pour chaque record de Consignation & à seize sous pour chaque saisie en outre à trois sous Par Livre sur les défauts.

12.

Le montant des nampmiemens sera employé à l'Usage des Regimens respectivement selon qu'il sera dirigé par le Colonel et Officiers du Regiment, excepté les défauts aux Gardes de nuit dont la moitié sera employée aux ⁽¹⁾ bénéfice de ceux qui auront fait le devoir, l'Adjudant ou autre Officier appointé etant tenu de garder un Compte exact desdits nampmiemens dans un Livre destiné à cet Usage.

(1) *Sic.*

13.

1793.

La moitié des amendes prononcées contre les Hommes de la Milice soit officiers ou soldats, appartiendra au Regiment dans lequel le Delinquant servoit pour lors dont il sera disposé selon qu'il est cidessous réglé pour les nampniemens et l'autre moitié à l'Hopital Général.

14.

Considéré que plusieurs Personnes, sous prétexte d'être employées à faire la pêche autour de l'Isle s'exemptent du service tant aux Gardes qu'aux Montres, Il est ordonné qu'à l'avenir toutes Personnes qui s'absenteront de cette manière, seront considérées comme défailtantes à moins qu'elles ne se seroient embarquées vingt quatre heures avant les montres ou avant leur tour de garde.

15.

Une recompense raisonnable sera accordée par Les Etats aux Personnes qui auroient le malheur d'être blessées à la Defense du Pays et une pension aux Veuves (durant leur Veuvage) ou aux Enfans de ceux qui y seroient tués; letout suivant les circonstances, l'exigence des cas et la situation des familles.

L'An mille sept cents nonante trois, le vintième jour du mois d'Avril. 1793, 20 Avril.

Present Honorable Homme James Henry Craig Colonel du 16^e Regiment de sa Majesté & Commandant en Chef de de l'Isle de Jersey, etc.

Etats tenus par Phil. de Carteret Escuier Juge Delegué en l'Isle de Jersey, President de l'Assemblée, etc.

François Marett Esc^r Justicier est en default excusé.

Considerant que le vestibule de la Cohue Royale est presentement occupé par les Troupes de sa Majesté, Les Etats ont décidé de tenir à l'avenir leurs séances dans l'appartement de la Bibliotheque Publique jusqu'à autre ordre.

Paroissant qu'il se rencontre des difficultés dans l'emprunt ordonné par acte des Etats du 6^e du courant pour la Defense du Pays en ce que le Greffier et le Tresorier des Etats sont chargés l'un et

1793. l'autre de signer pour l'argent emprunté, Les Etats afin de faciliter et d'accélérer les moyens de faire lesdits Emprunts ont décidé que le Tresorier du nouvel Impôt sera seul autorisé de signer les obligations pour l'argent qui sera emprunté au nom et sous la garantie des Etats et au surplus le susdit Acte demeure en force.

Jean Dumaresq Esc^r. Connétable de la Paroisse de St. Pierre ayant rendu Compte aux Etats du resultat de sa mission en Angleterre pour obtenir le retablisement du Jugement par Enquête et annoncé que Mess^{rs} les Commissaires Royaux avoient fini la revision de la proposition à ce sujet Les Etats convaincus du Zèle que ledit sieur Dumaresq a montré pour le bien Public et des peines qu'il a prises tant dans cette occasion que dans toute autre pour assurer le Bonheur et la prosperité de ses concitoyens ont cru devoir lui en faire leur ⁽¹⁾ remercimens.

Les Etats ayant pris en consideration les très grands inconveniens qui accompagnent les seances de la Cour Royale dans le lieu ordinaire, d'autant que le vestibule de la maison d'audience et les appartemens d'en haut sont actuellement occupés en consequence de l'Acte du 7^{me} Fevrier dernier par les Troupes de sa Majesté, ont cru devoir remettre pour un certain tems les affaires du terme tant des Cours ordinaires qu'extraordinaires : Partant la remise desdites Cours est par ce present Acte ordonnée jusqu'a autre ordre, sans que Personne puisse se prevaloir d'aucune prescription ou peremption par rapport à ladite remise, ce qui sera publié.

1793, 15 Mai.

L'An mille sept Cents nonante trois le quinzième Jour de Mai.

Présent Honorable Homme James Henry Craig Colonel &c. &c.

Etats tenus Par Phil : De Carteret Esc^r. Juge Delegué en l'Isle de Jersey Président de l'Assemblée, etc.

Franç : Marett Esc^r. Justicier est en default excusé par maladie.

Après le serment de Jean Dumaresq Esc^r. Guillaume Patriarche Esc^r. Justicier demeure exoiné par maladie.

Sur la representation du Commandant en Chef, que la sureté de cette Isle exige quelques Réglemens concernant les Etrangers les Etats ont adopté & mis en force les treize Articles suivans :

(1) Sic.

Article premier.

1793.

Tout Etranger, non sujet de sa Majesté Britannique, qui est arrivé dans cette Isle depuis l'année mil sept Cents quatre vint huit, sera tenu, dans le Cours de huit Jours, après l'emanation de cette ordonnance de paroître en personne, au lieu qui lui sera indiqué par le Commandant en Chef, & alors de declarer son Nom, l'Endroit de sa Naissance, la profession qu'il exerçoit avant son arrivée dans cette Jsle, le temps et la Cause de son sejour ici & le nom de la personne chez laquelle il loge, & de subir tel autre examen que le Commandant en Chef croira utile pour son Information.

Article 2^{me}.

Chaque Etranger, au tems du susdit examen, produira deux Personnes suffisantes, pour attester par leur Signature, la connoissance qu'elles ont de tel Etranger & de sa Conduite, & pour donner assurance au Commandant en Chef que tel Etranger n'a point montré, par sa Conduite passée qu'il est dangereux ni suspect.

3^{me}.

Tout Etranger qui changera de demeure, sera tenu dans vint quatre heures après tel changement d'en faire sa declaration, par ecrit & sous son seing, au Commandant en Chef, designant le nom de la Personne chez laquelle il logeoit, & celui de la personne chez laquelle il loge, avec la Paroisse et la Vingtaine de l'une & de l'autre.

4^{me}.

Tout Etranger qui arrivera dans cette Isle & qui ne sera pas Prisonnier de Guerre, sera tenu, dès son arrivée, de se présenter, en personne devant le Commandant en Chef, afin de subir tel examen et recevoir telles directions que le Commandant en Chef croira necessaires pour la sureté du Païs.

5^{me}.

Tout Etranger qui ne se conformera pas aux Réglements sus-mentionnés subira telle peine que le cas sera trouvé meriter.

6^{me}.

Chaque Etranger qui aura obtemperé à ces Règlemens & qui aura la permission du Commandant en Chef de résider, recevra une Carte, signée de telle Personne que le Commandant en Chef jugera propre, designant le nom & la description de la personne de tel

1793. Etranger, laquelle Carte chaque Etranger est enjoint de porter constamment avec lui & de la produire lorsqu'elle lui sera demandée par quelque Officier public, ou par quelque Officier des Troupes réglées⁽¹⁾ ou de la Milice.

7^{me}.

Tout Etranger qui voudra sortir de cette Isle, en avertira le Commandant en Chef, vint quatre heures, au moins, avant son départ, & obtiendra de lui un Passe-port ; sans quoi il lui est defendu de s'embarquer. Et si quelque Etranger est trouvé contrevenir en ce point, il sera loisible, & il est expressement enjoint à toute personne de saisir tel Etranger & de le faire conduire devant le Commandant en Chef.

8^{me}.

Il est defendu à tout Maître de Vaisseau ou de Bateau & à toute autre personne de prendre à son bord, aucun Etranger qui n'aura pas un Passe-port du Commandant en Chef, sous peine de mille Livres d'amende, ou d'un Emprisonnement de six mois : & si quelque personne est convaincuë d'avoir favorisé le départ de tel Etranger elle sera sujette à la même peine, sans toutes fois être dispensés, ni les uns ni les autres, de la peine qui s'ensuivroit s'ils prêtoient la main à l'évasion de quelque Traître ou Espion.

9^{me}.

Il est commandé à tout Maitre de vaisseau ou de Bateau qui apportera un Etranger ou des Etrangers dans cette Isle, de conduire ou faire conduire tel Etranger ou tels Etrangers chez le Commandant en Chef dès son arrivée dans le Païs sous peine de deux Cents Livres d'Amende ou d'un mois d'Emprisonnement.

10^{me}.

Tous les Officiers de Police sont chargés de prêter la main autant qu'il dependra d'eux, à la duë et exacte observation de ces Reglemens, et ils saisiront tout Etranger qui refuseroit ou negligeroit d'y obeer & le feront conduire en prison & en informeront en même temps le Commandant en Chef et le Chef Magistrat.

11^{me}.

Toute personne qui aura favorisé l'évasion de quelque Traître ou Espion, ou qui l'aura recelé, ou qui l'aura en aucune maniere assisté

(1) Sic ; régulières.

pour s'évader, sera réputé complice du Crime de tel Traître ou Espion, 1793.
et sera saisi et poursuivi comme tel.

12^{me}.

Ces présens Réglemens ne doivent pas dispenser les Habitans de cette Isle de l'obligation dans laquelle ils sont de donner connoissance aux Connétables de leurs Paroisses respectives de tout Etranger qui pourroit venir loger chez eux, ni dispenser les Chefs de Police d'en faire leur declaration au Commandant en Chef. Mais afin de rendre plus efficaces et plus utiles, dans la situation actuelle du País, les Articles contenus dans le Code de Loix concernant les Etrangers, il est expressement défendu à tout Habitant de ceste Isle de loger chez lui un Etranger sans premièrement en informer le Chef de Police sous peine de deux Cents Livres d'amende, et il est expressement enjoint à chaque Chef de Police d'en informer, sans délai le Commandant en Chef, sous telle peine qu'il appartiendra.

13^{me}.

Les Amendes, imposées par les susdits Réglemens, seront appliquées un tiers au Roi, un tiers à l'Hopital Général, et un tiers au Délateur : Et il est ordonné que ces Reglemens seront imprimés, publiés et affichés.

Paroissant qu'il se rencontre quelque difficulté par rapport au paiement des ouvriers employés par Mons^r le Commandant en Chef sur les Travaux, le Trésorier est dirigé d'avancer telle somme qu'il sera trouvé nécessaire sur l'ordre du Comité Subdelegué, et de la mettre entre les mains de la Personne autorisée à la recevoir par Mons^r le Commandant en Chef, Et afin qu'un objet d'une si grande importance ne souffre à l'avenir aucun retardement, Compte sera rendu aux Etats de l'emploi de ladite somme selon l'usage.

Le Commandant en Chef ayant informé les Etats que les Troupes qui occupent présentement l'appartement de la Cohuë le doivent quitter à la fin de cette semaine : Les Etats ont en consequence décidé que le terme qui avoit été suspendu par Acte du 20^{me} Avril dernier reprendra son Cours samedi 25^e du Courant ; Ce qui sera publié.

Le Comité de l'Hopital Général ayant représenté aux Etats que M^r Edo^d Combes ayant requis le Comité de vouloir bien recevoir dans

1793. l'Hopital la nommée Esther Stroud son allouée ⁽¹⁾ laquelle a été derangée dans son esprit quoiqu'à présent dans un état de convalescence et que ledit S^r Combes ayant proposé de payer pour sa pension aussi long tems qu'elle y seroit et de la reprendre si elle devenoit incommode, Le Comité avoit cru pouvoir la recevoir dans l'Hopital, et devoir en informer les Etats : Ce que considéré, Les Etats ont approuvé des demarches du Comité à cet égard et ont décidé que ladite Stroud peut continuer dans ledit Hopital aux Conditions cydessus spécifiées.

1793, 27 Mai. L'An mille sept Cents nonante trois, le vint septieme jour de Mai.

Present Honorable Homme James Henry Craig Colonel du
16^e Regiment de Sa Majesté et Commandant en Chef etc.

Etats tenus Par Phil: De Carteret Esc^r Juge Delegué
&c. President de l'Assemblée : etc.

Charles De La Garde Esc^r Justicier est en défaut excusé.

Les Etats ayant décidé de s'appliquer par une humble Requête à Sa Majesté pour qu'il lui plaise permettre l'Exportation de Betail gras d'Angleterre pour l'approvisionnement de ce Pais, Les Etats ont approuvé d'une Requête qui a été dressée à cet effet et ont requis Mons^r le Commandant en Chef de la Transmettre à Sa Majesté.

De laquelle Requête la teneur ensuit

To the King's Most Excellent Majesty in Council.

The humble Petition of the States of your Majesty's Island of Jersey.

Sheweth

That this Jsland has laid for sometime past under great difficulties with respect to provisions owing to the number of french Emigrants who have taken refuge here.

That those difficulties are now encreased to an alarming degree and your Petitioners dare not delay a moment to inform your Majesty of the calamitous situation of the Island.

The consumption of meat occasioned by the long residence of some thousand french Emigrants and the additional quantity which was required for the Troops which your Majesty has been graciously

(1) Son employée, personne louée à quelqu'un.

pleased to send for the defence of this Island previous to their being supplied by Contract has so drained the Island of fat Cattle as to occasion the greatest scarcity and the States are under the most serious apprehensions of a total want of that necessary Article of life without your Majesty's benign and immediate interposition.

1793.

Your Petitioners are informed that Vessels are not permitted to export Cattle from England for this Island without a special Order from the Government which amounts nearly to a prohibition on account of the Expence and delays occasioned in obtaining such order.

Your Petitioners therefore most humbly pray that your Majesty will be graciously pleased to take the present urgent distress of this Island into your Royal Consideration and to grant permission for fat Cattle to be exported from England to this Island; under such Certificates and restrictions as to your Majesty in your great Wisdom shall seem meet.

And your Petitioners as in duty bound will ever
pray etc.

By order of } Phil: De Carteret Greffr.
the States }

Jersey, 27th May 1793.

Le Compte de Jean Dumaresq Esc^r. Deputé des Etats lequel fut logé au Greffe le 20^e Avril 1793 montant à la somme de quatre milles trois Cents douze Livres argent de France ayant été cejourd'hui lû aux Etats, Les Etats en ont approuvé & ont ordonné que la somme de trois milles Cent douze Livres argent du même cours qui est la ballance du Compte dudit Sieur Dumaresq sera empruntée incessamment par le Trésorier du nouvel Impôt sur le revenu dudit Impôt & payée audit sieur Dumaresq.

Les Etats ayant pris en considération une Petition signée de quarante deux habitans de la Paroisse de S^t Ouën tant Propriétaires qu'intéressés dans les Bateaux pour la pêche du macquereau au Havre de l'Etacq de ladite Paroisse qui prient les Etats de les dispenser de mettre leurs Agrès à terre tous les soirs; Les Etats en égard à la situation dudit Havre leur ont accordé leur demande jusqu'au dernier Jour de Juillet prochain et du consentement du Commandant en

D

1793. Chef ont ordonné que lesdits Habitans monteront une Garde de trois hommes toutes les nuits sur ledit havre et ce depuis le 27 de Mai jusqu'au dernier Jour de Juillet pour cette presente année seulement, laquelle Garde sera sujette aux mêmes peines en cas de défauts que celles de la Milice sans que cela les dispense de faire leur devoir à la Garde ordinaire à leur Tour. Cette garde sera surveillée par le Connétable de la Paroisse de S^t Ouën lequel les informera de leur devoir selon les directions qu'il recevra du Commandant en Chef et il aura soin que ce devoir soit dûment et ponctuellement rempli. Et en cas que cette garde ne fut pas régulièrement faite ou qu'elle seroit trouvée insuffisante pour la sureté du Païs, Le Commandant en Chef sera en droit de la suspendre, et alors les anciens Règlements pour les Agrès des Bateaux demeureront en force à l'égard dudit Havre.

1793, 8 Juin. L'An mille sept Cents nonante trois, le huitième jour de Juin.
Present Honorable Homme James Henry Craig Colonel etc.

Etats tenus Par Phil : De Carteret Esc^r. Juge Delegué
etc. President de l'Assemblée, etc.

Le Reverend Jean Mallet Recteur de S^t Pierre est en défaut à assister aux Etats.

Sur la proposition de Mons^r le Commandant en Chef que pour le bien du Service il seroit necessaire d'avoir trois Conducteurs pour prendre soin des douze pièces d'Artillerie de trois Livres qui appartiennent des Paroisses qui sont présentement logées à S^t Helier, Les Etats ont autorisé ledit S^t Commandant en Chef à appointer trois personnes pour être Conducteurs desdites pièces d'Artillerie et appartenances auxquels Conducteurs il sera payé à chacun six Livres d'ordre par an pour leurs salaires lesquels salaires aussi bien que les frais ordinaires pour l'entretien desdits Canons seront payés par le Trésorier du nouvel Impôt.

Mons^r le Lieutenant Gouverneur ayant transmis aux Etats un Acte passé dans la presente Session du Parlement de la Grande Bretagne et intitulé " An Act for punishing mutiny and desertion and for the better payment of the Army and their quarters " comme aussi un Ordre de Sa Tres Excellente Majesté en Conseil qui l'accompagne et qui en ordonne l'enregistrement et la publication : Les Etats con-

1793.

vaincus que ledit Acte ne déroge en aucune façon aux privilèges de l'Isle et que le bien être et la sureté du Pays dependent essentiellement de la duë exécution des Parties du sus dit Acte qui regardent l'Isle de Jersey, ont cru devoir recommander fortement aux Officiers de Police la plus grande vigilance sur cet objet ; Il a été en même tems décidé que l'Article cinquante troisième decernant des peines et penalités contre les Infracteurs des Ordonnances y contenuës sera traduit en François et publié avec ce présent Acte, Samedi prochain au lieu ordinaire du Marché et le Dimanche suivant dans les différentes Paroisses de l'Isle, afin que ces peines et penalités soient généralement connues et que personne n'en puisse prétendre cause d'ignorance. Et la traduction suivante a été approuvée par les Etats : Article 53^{me}, Que quiconque logera recelera ou aidera quelque Déserteur du Service de Sa Majesté, le connoissant pour tel, la personne qui commettra telle offense forfaira pour chèque fois la somme de cinq Livres Sterling ou quiconque recelera (le sçachant) achettera ou echangera, ou recevra de quelque autre maniere que ce soit d'un Soldat ou Déserteur ou de quelqu'autre personne, sous quelque raison ou pretexte que ce soit, des Armes, des habits, des Bonnets ou d'autres fournitures appartenant à Sa Majesté, ou quelqu'autres articles appartenant à un soldat ou Deserteur tels qu'ils sont généralement connus sous le nom de *Regimental Necessaries* qui selon l'usage de l'Armée sont pourvus pour le soldat et payés par deduction de sa solde ou si personne quelconque fait changer la couleur de tels habits, la personne qui commettra pareille offense forfaira pour chèque offense la somme de cinq Livres Sterling et lorsque convaincuë par le serment d'un ou de plusieurs Témoins dignes de foi devant Justice, lesdites penalités respectives de cinq Livres Sterling dans un cas et de la même somme dans l'autre cas seront levées par arrêt et vente des biens et meubles du Delinquant la moitié de ladite penalité de cinq Livres Sterling mentionnée la premiere sera payée à l'Informateur par le moyen duquel tel Deserteur aura été arrêté et la moitié de ladite penalité de cinq Livres Sterling mentionnée la derniere sera payée à l'Informateur et le residu desdites penalités respectives sera payé à l'Officier qui commandait tel Deserteur ou Soldat, et en cas que tel Delinquant qui sera convaincu comme dit est d'avoir logé ou aidé à tel Deserteur

1793. ou Deserteurs ou d'avoir reçu (le sçachant) des armes, des habits, des bonnets ou d'autres fournitures appartenant à Sa Majesté ou quelqu'autres Articles généralement connuës sous le nom de *Regimental Necessaries* ou d'avoir fait changer la couleur de tels habits contraire à l'Intention de cet Acte et qui n'aura point de biens et meubles pour fournir à l'arrêt jusqu'au montant de la valeur des penalités ajugées contre lui pour telle offense ou qui ne payera point telles penalités dans quatre jours après telle conviction alors et dans tel cas la Justice constituera tel Delinquant Prisonnier sans le recevoir à Caution et le gardera dans la Prison publique pour l'espace de trois mois ou fera fouetter publiquement tel Delinquant à la discretion de la Justice ; Et est Mons^r le Juge Delegué requis de communiquer le susdit Acte de Parlement à la prochaine Séance de la Cour afin qu'il soit enregistré.

Mons^r le Commandant en Chef ayant représenté aux Etats que les sommes d'argent qui ont été octroyées sur le Revenu du nouvel Impôt ne sont pas suffisantes pour finir les Travaux pour la défense de l'Isle et qu'il espère que la somme de trois mille Livres argent suivant à l'ordre du Roi pourra suffire pour completer lesdits Travaux, Les Etats ont ordonné qu'une somme de trois milles Livres argent suivant à l'ordre du Roi sera empruntée incessamment par le Trésorier du nouvel Impôt lequel est autorisé de signer les obligations de la manière qu'il est réglé par acte des Etats du 20^{me} Avril 1793.

Les Etats ayant considéré les grands inconveniens qui pourroient resulter de la licence que se donnent plusieurs personnes de tirer des mousquets ou Canons pendant la nuit et de faire des feux en plein air lesquels procedés pourroient être dans le cas de causer l'alarme dans le Pays, ont ordonné que chacun de ceux qui à l'avenir, s'en rendra coupable, subira une amende de Cent Livres selon l'ordre du Roi. Et comme il paroît que les Corsaires, en sortant du Païs ou à leur retour sont dans l'habitude de tirer du Canon ce qui tend à jetter mal à propos et sans sujet, l'alarme dans l'Isle, il a été ordonné qu'il ne sera point permis desormais aux Corsaires de tirer du Canon soit à leur Départ, soit à leur retour, à peine de deux Cents Livres d'amende, lesquelles amendes seront appliquées tiers au Roi, tiers à l'Hopital Général & tiers au Délateur. Il sera cependant loisible

auxdits Corsaires d'éprouver leur ⁽¹⁾ Canons lorsqu'il en sera nécessaire pourvu toutesfois qu'ils informent au préalable le Commandant en Chef de leurs intentions et qu'ils obtiennent sa permission et suivent ses ordres à cet égard. Ce qui sera publié au lieu ordinaire du Marché et dans toutes les Paroisses.

1793.

D'après l'Information que les Etats reçurent de la part de Jean Dumaresq Esc^r Deputé des Etats à son retour d'Angleterre que les Commissaires Royaux avoient accompli la Revision des Réglemens proposés pour le rétablissement du Jugement par Enquêtes dans cette Isle : et que le Rapport des Commissaires devoit être dans peu de tems delivré aux Seigneurs du Conseil : Les Etats ont cru devoir aujourd'hui appointer un Comité pour préparer une Requête à Sa Majesté la suppliant d'accorder son approbation Royale au rétablissement du Jugement par Enquête selon les Requêtes precedentes et reiterées des Etats et qu'il plaise à Sa Majesté emaner son Ordre sur le sujet pour que ce Système puisse avoir lieu le terme prochain, auquel effet Jacq^e Amice Lempriere Esc^r, Le Reverend Docteur Du Pré et ledit Jean Dumaresq Esc^r sont appointés et ils sont chargés de présenter ladite Requête aux prochains Etats pour leur approbation.

L'An mille sept Cents nonante trois, l'onzieme Jour de Juin.

1793, 11 Juin.

Present Honorable Homme James Henry Craig Colonel etc.
Commandant en Chef etc.

Etats tenus Par Phil : De Carteret Esc^r Juge Delegué
etc. President de l'Assemblée, etc.

Vû la mort arrivée à Jean Robin Esc^r frère de Phil : Robin Esc^r et Beau fils de Jean Poingdestre Esc^r Justiciers, lesdits S^{rs} Robin et Poingdestre sont en défaut excusés.

Charles De la Garde Esc^r Justicier est en défaut à assister aux Etats.

Le Centenier De la Taste de S^t Helier ayant présenté aux Etats un Compte de la part du nommé Josué Picot habitant de S^t Helier pour fournitures et fraix par lui encourus au sujet de l'inhumation de cinq personnes indigentes sçavoir William Innis, Thomas Jackson & Richard Forrester Invalides Pensionnaires ; Marie Fournés, femme du

(1) *Sic.*

1793. dernier & un enfant de la Veuve Clements, lequel Compte montant à la somme de quarante cinq Livres cours de France, Les Etats l'ont approuvé et ont ordonné qu'il sera payé par le Trésorier de l'Hopital Général pour être ensuite reparté sur toutes les Paroisses de l'Isle.

1793, 6 Juillet. L'An mille sept Cents nonante trois, le sixième Jour de Juillet.
Présent Honorable Homme James Henry Craig, Colonel etc.
Commandant en Chef, etc.

Etats tenus Par Phil: De Carteret Escuier Juge Dele-
gué etc. President de l'Assemblée etc.

Vû la mort arrivée à D^{ne} Debora Dumaresq Grand Mère du Reverend Amice Bisson Recteur de S^t Laurens, il est en défaut excusé.

Le Reverend Jean Mallet Recteur de S^t Pierre est en défaut à assister aux Etats.

Messieurs Lempriere, Du Pré et Dumaresq lesquels furent autorisés et chargés par Acte du 8^{me} Juin dernier de preparer une humble Requête à Sa Majesté pour la supplier d'accorder son approbation Royale à la proposition des Etats pour le rétablissement du Jugement par Enquête ayant présenté et donné lecture de ce qu'ils ont préparé pour cet effet, Les Etats ont approuvé ladite Requête et ont ordonné qu'elle sera remise entre les mains desdits Messieurs pour en faire tirer une Copie au net, laquelle sera signée par le Greffier et mise sous le Sceau de l'Isle et ensuite transmise par le Greffier au Clerk du Conseil afin d'être présentée à Sa Très Excellente Majesté en Conseil. Les Etats sont de plus convenus qu'une Copie authentique de ladite Requête sera transmise à son Excellence le Général Conway Gouverneur en Chef de cette Isle ainsi qu'une autre Copie authentique à Messieurs les Commissaires Royaux, Et ledit Sieur Dumaresq demeure chargé de transmettre une desdites Copies au Général Conway et l'autre aux Commissaires Royaux.

Sur l'Information donnée aux Etats que le 20^{me} Jour de Juin dernier le Lieutenant Searle, Commandant la Corvette La Liberté aborda le Cutter l'Actif, lettre de Marque à une certaine distance au large de la pointe de Noirmont, au bord duquel ledit Sieur Searle pressa deux hommes, habitans de cette Isle, Les Etats ont envisagé

cette demarche comme portant atteinte à un de leurs plus précieux privilèges, privilège dont les Habitans de Jersey ont joui de temps immémorial et qui a été reconnu dans différentes occasions, et ils sont convenus qu'il est indispensable de prendre toutes les mesures nécessaires pour ne pas perdre une franchise, que leurs Debonnaires Souverains leur ont accordé en considération de leur situation locale et en récompense de leur loyauté et de leurs bons services. Mais le Commandant en Chef ayant déclaré qu'il étoit tout prêt de réclamer les deux matelots ainsi pressés sitôt le retour de M^r Searle, qu'on attend à toute heure et qu'il ne fait nul doute que cet officier ne les délivre lorsqu'il aura connu l'exemption dont jouit le Païs à l'égard de la Presse, Les Etats ont cru en consequence devoir suspendre leurs deliberations sur ce sujet important dans l'esperance que l'interposition du Commandant en Chef aura le succès auquel on doit s'attendre et jusqu'à ce que le resultat en soit connu.

1793.

Le Greffier ayant produit aux Etats un Compte montant à quinze Livres d'ordre qui sont les fraix qui ont été encourus pour faire porter les Records de l'Isle à la maison de Jacq^t Amice Lempriere Esc^t et les avoir faits rapporter de là sur la Cohuë conformem^t aux directions des Etats ; Les Etats ont approuvé ledit Compte & ont ordonné qu'il sera payé par le Trésorier du Nouvel Impôt.

Mons^r le Capitaine Eveleigh Ingenieur en Chef de cette Isle s'étant adressé pour avoir l'usage de la Gabarre & des Bateaux appartenant à la Chaussée de S^t Helier pour transporter des Matériaux pour les fortifications de cette Isle ont autorisé⁽¹⁾ Mess^{rs} les Inspecteurs du Travail de ladite Chaussée d'accorder la demande dudit Sieur Eveleigh à tel Loyer & Conditions qu'ils jugeront convenables.

L'An mille sept Cents nonante trois, le treizième Jour de Juillet.

1793,
13 Juillet.

Present Honorable Homme James Henry Craig Colonel etc.
et Commandant en Chef etc.

Etats tenus Par Phil. De Carteret Esc^t Juge Delegué etc.
President de l'Assemblée etc.

Le Reverend Clement Dumaresq Rect^r de S^t Clement est en défaut à assister aux Etats.

(1) Sic : " Les Etats "—sujet de la phrase—ont sans doute été oubliés ici.

1793. Guillaume Patriarche Esc^r Justicier et le Rev^d Docteur Edo^d Du Pré lesquels furent requis et autorisés jeudi dernier par le Comité pour la Défense de l'Isle de préparer une humble Requête à Sa Majesté pour la prier de vouloir bien octroyer un Convoi régulier pour les Vaisseaux qui font le Commerce de cette Isle à Southampton et de Southampton en cette Isle, ayant cejourd'hui produit une Requête qu'ils ont dressé en consequence de l'autorité à eux donnée par ledit Comité, les Etats après en avoir entendu la lecture l'ont approuvée de voix unanime et ont requis Mons^r le Commandant en Chef de la transmettre à Sa Majesté.

De la Requête susdite la Teneur ensuit.

To the King's Most Excellent Majesty

The humble Petition of the States of Your Majesty's Island of Jersey.

Sheweth

That the quantity of Corn produced in this Island in the most plentiful years is greatly inadequate to the Consumption of the numerous Inhabitants of this populous part of your Majesty's Dominions.

That this deficiency is so well known that when the exportation of Corn and flour from Great Britain is prohibited, an exception is made, by Act of Parliament in favour of this Island; and a certain portion is allowed to be shipped annually from the port of Southampton which Your Majesty has, from time to time thought proper to encrease according to the exigencies of Your faithful snbjects of this place.

That the least interruption in the regular supply of this important article occasions at all times, the most alarming inconveniencies; but is much more severely felt now, when the number of Consumers is augmented, in so considerable a degree, by the influx of french Emigrants and by the two Regiments which Your Majesty has been pleased to send in your gracious and paternal Care for the safety of this Island.

That the delays, which the Traders to and from Southampton experience in procuring occasional Convoys put it out of their power to import flour in the quantity which would be necessary particularly at a Season when it is apt to heat and to grow sour, raise the

price of an article of life already very dear and reduce from time to time this Island to the greatest distress. 1793.

That relying on your Majesty's goodness so often and so liberally extended to your loyal Island of Jersey, impelled by the most serious anxiety with regard to an object of such magnitude as the subsistence of the Inhabitants of this Island, of Your Majesty's garrison and of the french Emigrants and feeling at this moment the serious inconveniencies enumerated above, The States most humbly and earnestly pray that your Majesty will be graciously pleased to order fixed and regular Convoys for their trade to and from Southampton in order to secure to this Island a constant and uninterrupted supply of flour, allay the fears occasioned by the uncertainty under which they labour and avert the fatal consequences of which the want of that indispensable article would necessarily be productive.

And your Petitioners as in duty bound will ever pray etc.

By order of the States

Jersey 13th day of July
1793.

Phil : De Carteret Greff^r

D'après le Rapport du Comité de la Bibliotheque, le Bibliothe-caire demeure autorisé à faire faire aux fraix de la Bibliotheque, deux lucarnes dans le derriere du toit de l'Edifice afin de pouvoir curer les égouts sans faire son passage par dessus le faite pour y parvenir.

Le Comité de la Défense de l'Isle ayant fait rapport aux Etats qu'il avoit examiné et approuvé un Compte de la derniere lotterie produit par M^r Phil : Lerrier pour et au nom de la Chambre de Commerce par lequel il paroît qu'eu égard au nombre des Billets qui restoient invendus lors du commencement du tirage et qui par consequent furent tirés sur le Compte du public, le bénéfice sur ladite Lotterie au lieu de douze milles Livres ne se trouve que de huit mille sept cents soixante quatre Livres dix sous cours de France. Les Etats en consequence dudit Rapport ont ordonné qu'un tiers de ladite somme sera mis aux mains du Trésorier de l'Hopital Général et les deux autres tiers entre les mains du Trésorier de l'Ancrage pour être lesdites sommes employées conformément à l'Acte des Etats du 6^{me} jour du mois de Decembre 1792.

E

A l'Assemblée des Etats de l'Isle de Jersey.

1793, 17 Août.

L'An mille sept Cents nonante trois, le dixseptième Jour du mois d'Août.

Présens Honorable Homme James Henry Craig, Colonel etc.
& Commandant en Chef de l'Isle de Jersey, Edouard Le
Maistre, Nic^e Messervy, etc. etc.

Les Etats ont été aujourd'hui convoqués par le Commandant en Chef à l'occasion de l'Indisposition de Phil : De Carteret Esc^t Juge Delegué et il a présenté à l'Assemblée une Lettre dudit sieur De Carteret dont la Teneur ensuit " S^t Helier 15^e Août 1793 "

" Monsieur

" La continuation de mon Indisposition me fait craindre que l'Intérêt public ne soit prejudicié faute d'un Chef Magistrat qui puisse continuer l'Administration de la Justice & Présider dans l'Assemblée des Etats selon les occurences ; Je vous prie donc, Monsieur, de prendre telles mesures que vous croirez en votre sagesse propres afin qu'il y soit suppléé.

J'ai l'honneur d'être avec toute la consideration et tout le respect possible

Monsieur,

Votre très humble et très obeissant Serviteur

Phil : De Carteret Juge Délégué."

A Monsieur le Commandant en Chef.

Juge Délégué. L'Assemblée dans la circonstance présente après s'être assurée que tous ses membres ont été duement avertis, a commencé par choisir Edo^d Le Maistre Esc^t premier Juge sur le siège pour recueillir les opinions sur la question comment il sera pourvû à la Présidence des Etats et à l'Administration de la Justice. Ensuite dequoi l'Assemblée a choisi et appointé ledit Edo^d Le Maistre Esc^t Juge Delegué pour Presider l'Assemblée des Etats et pour continuer l'Administration de la Justice jusqu'à ce qu'il y soit autrement pourvû : en consequence de quoi le serment ordinaire de Juge Delegué lui a été administré par Nic^e Messervy Esc^t premier Juge présent sur le siege et le sçeau public de l'Isle et la Masse Royale ont été delivrés audit Edo^d Le Maistre Esc^t en présence de l'Assemblée.

L'An mille sept Cents nonante trois, le dix septieme jour 1793, 17 Août.
d'Août.

Présent Honorable Homme James Henry Craig Colonel &c.
Commandant en Chef, etc.

Etats tenus Par Edo^d Le Maistre Esc^r Seigneur de S^t
Jean la Hougue boëte Juge Delegué en l'Isle de Jersey, Pré-
sident de l'Assemblée, etc. etc.

Les Etats ayant été informés que les Seigneurs de l'Amirauté en Angleterre sont disposés d'accorder un Convoy pour la protection du Commerce de cette Isle à Southampton et paroissant que le Lieutenant Poingdestre de la Marine Royale est appointé au Commandement du Navire l'Atlantique au Service de Sa Majesté et que ledit Navire sera fixé pour la protection de notre Navigation entre ledit Port et les Isles Dans la vuë d'avancer le service de Sa Majesté en cette occasion et d'encourager les Habitans de cette Isle tant ceux qui se sont déjà engagés que ceux qui s'engageront au Lieutenant Poingdestre pour le service en question, Les Etats ont decidé d'accorder une prime de quarante shillings pour les Matelots de la premiere classe, trente shillings pour ceux de la seconde Classe et vint shillings pour ceux de la troisieme classe jusqu'au nombre de vint cinq hommes en tout: Il a été deplus decidé que lesdites primes seront payées par le Produit du Nouvel Impôt, Et est le Trésorier dudit Impôt autorisé d'emprunter l'argent nécessaire et de le payer à la demande dudit Sieur Poingdestre.

Les Etats informés qu'il y a apparence que le 59^e Regiment de Sa Majesté quittera le Pais dans peu et croyant ne devoir point passer sous silence l'attention soutenue qu'ont manifestée tant le Lieut^t Colonel Don actuellement commandant ledit Regiment que les autres officiers à entretenir l'union et l'Harmonie entr'eux et les habitans: les connoissances, le Zèle et l'Activité avec lesquels ledit Lieutenant-Colonel a concouru à la discipline de la Milice et les soins constans qu'ils ont tous pris pour conserver la regularité dans leur Corps, ont résolu de leur en témoigner leur reconnoissance et de leur en faire leurs remerciemens. Les Etats ont de plus decidé que cet Acte sera écrit sur du Parchemin, mis sous le sçeau de l'Isle et pre-

1793. senté par le Deputé Vicomte à Mons^r le Lieutenant Colonel Don afin que tant lui que ses Officiers connoissent les sentiments des Etats à leur égard.

Le Centenier de la Taste de S^t Helier ayant présenté aux Etats un Compte de la part de M^e Franç^s Luce Charpentier pour travail fait par lui et son fils à la Batterie des Volontaires, d'après l'ordre du Lieutenant Gouverneur, lequel Compte monte à la somme de dix sept Livres huit sols cours de france : Les Etats l'ont trouvé juste et en ont ordonné le paiement par le Trésorier du nouvel Impôt.

Le Centenier De La Taste de S^t Helier ayant proposé aux Etats l'Admission dans l'Hopital Général du nommé Holt & Henry Robinson Invalides Pensionnaires dont l'âge & l'infirmité empêche⁽¹⁾ de travailler, pour suppléer à leur pension du Roi, qui est insuffisante pour leur subsistance, à condition que leur dite pension soit à l'avenir payée par l'Agent des Invalides Pensionnaires dans ce Païs au Trésorier dudit Hopital, à mesure qu'elle seroit due—Les Etats considérant cet objet ont autorisé ledit Trésorier à prendre la garantie dudit Agent, afin que la Pension desdits Holt & Henry Robinson revienne à l'Hopital Général.

1793,
21 Septembre.

L'An mille sept Cents nonante trois, le vint unieme Jour du mois de Septembre.

Present Honorable Homme James Henry Craig Colonel etc.

Etats tenus par Edouard Le Maistre Esc^r Seigneur de S^t Jean la Hougue boëte Juge Delegué &c. President de l'Assemblée &c.

Après le serment de Jean Poingdestre Esc^r Jun^r Jean Poingdestre Esc^r Justicier demeure exoiné par maladie.

Jacq^s Hemery Esc^r Justicier et le Rev^d Fr. Ricard Recteur de S^t Jean sont endéfaut à assister aux Etats.

Un Compte de Phil : Picot pour neuf Jours de travail à peindre des affuts de Canon montant à la somme de dix huit Livres argent au cours de france a été approuvé par les Etats : Partant ils est ordonné que ladite somme sera payée audit Picot par le Trésorier du nouvel Impôt.

(1) Sic.

Mons^r le Juge Delegué a présenté aux Etats une Lettre qu'il a reçu de la part du Lieutenant Colonel Don du 59^m^e Regiment de Sa Majesté en reponse à un Acte des Etats du 17^e Août dernier : Et après que lecture a été faite de ladite Lettre, Les Etats ont ordonné qu'elle sera enregistrée.

1793.

De laquelle Lettre la teneur ensuit.

" Camp at Mont Orgueil 23rd August 1793.

" Sir

The approbation of the conduct of the 59th Regim^t expressed in an Act of the States of Jersey was received by the Officers and myself with that satisfaction so flattering a distinction could not fail to produce ; and we beg leave to assure the States that we shall always remember with pleasure the harmony which has so happily subsisted between the Inhabitants and us.

My feeble efforts in assisting the Militia have procured me a knowledge of a loyal and excellent Corps, unrivalled in it's institution and established upon the best and most honorable Principles : the vigilance, Zeal and good conduct of this respectable Body merit the highest commendation.

I entreat you to lay these our sentiments before the States at the next meeting.

I have the honor to be with the greatest regard and respect,

Sir,

Your most obedient and most humble Servant

Edward Le Maistre Esq^r
Judge Delegate and President
of the States of Jersey.

Geo. Don
Lt Col 59th Reg^t "

Les Etats ont aujourd'hui approuvé le Rapport du Comité pour la Défense de l'Isle à l'égard de plusieurs Comptes de differens Particuliers pour les fortifications à l'entour de l'Isle et ont ordonné le payement des Comptes suivans par le Tresorier du nouvel Impôt Savoir

Un Compte de Jean Robin Esc ^r montant à	...	6 . — . —
Un D ^e de Matt : Gosset Esc ^r	... ..	273 . — . —
Un D ^e de Cha ^r Maret	... ..	16 . — . —
Un Compte de Mess ^{rs} Hammond et Dumaresq pour planches fournies pour les Plateformes.	}	246 . 12 . —
Un D ^e de D ^e pour D ^e	... ..	372 . 6 . —
Un D ^e de D ^e pour D ^e	... ..	471 . 6 . —

1793.	Un D ^e de Phil : Picot et Jean Giffard pour travail.	38 . 2 . —
	Un D ^e de Louis Gareau	173 . 17 . 6
	Un D ^e de Geo : Skelton	984 . 14 . 6
	Un D ^e de Phil. Le Neveu	468 . 16 . —
	Un D ^e de Franç ^s De La Mare	218 . 5 . —
	Un D ^e de Phil : Pallot	77 . 6 . —
	Cours de france ...	£3346 . 5 . —

Lesdits Comptes montant ensemble à trois milles trois Cents quarante six Livres cinq sous cours de france: Et à l'égard du Compte de Franç^s Le Sueur montant à mille six Cents vint cinq Livres du même cours pour forgerie pour des Plateformes. Les Etats ont ordonné que ledit Compte sera remis par un des Dénonciateurs aud^t Le Sueur pour être plus détaillé et expliqué et pour être présenté de nouveau au Comité de la Défense de l'Isle.

Les Etats considerant que les Membres ne sont pas seulement tenus de se rendre à l'Assemblée à l'heure fixée, mais aussi d'y assister pendant tout le cours de la séance, ont ordonné, qu'à l'avenir chacun des Membres qui s'absentera de l'Assemblée des Etats sans congé sera sujet à une peine pecuniaire de Cent sous, laquelle sera levée par le Vicomte et appliquée selon que les Etats le dirigeront, comme il seroit fait dans le cas où il n'eut point été présent du tout. Il a été deplus ordonné que chacun des Membres des Comités des Etats qui ne se rendra pas au Comité au lieu et à l'heure qui lui seront assignés et n'y enverra⁽¹⁾ pas d'exoine n'y d'excuse trouvée valable par le Comité sera sujet à la peine pecuniaire de quarante sous pourvu qu'il ait reçu l'avertissement par écrit quarante huit heures avant le jour fixé, excepté pour le Comité de la Défense de l'Isle dont l'avertissement pourra être donné dans un moindre espace de tems, et quiconque s'absentera desdits Comités sans congé sera sujet à la même peine, laquelle sera levée par le Vicomte ou par un des Dénonciateurs dès que le Président du Comité lui en aura donné l'ordre en conséquence de la décision du Comité, ou des Membres qui s'y seront présentés pour y assister, et sera appliquée au bénéfice des Chaussées à l'égard des peines prononcées par le Comité des Chaussées, à la Défense de l'Isle à l'égard des peines prononcées par le Comité de la Défense de l'Isle, au bénéfice de la Bibliothèque à l'égard des peines pronon-

(1) Sic.

cées par le Comité de la Bibliothèque, au bénéfice de l'Hopital Général à l'égard des peines prononcées tant par le Comité dudit Hopital que par tous les autres Comités qui ne sont pas mentionnés expressément dans cet Acte. L'Officier qui levera les peines pecuniaires sus mentionnées recevra trois sous par Livre et si par la négligence, d'un Officier un Membre d'Etat ou de Comité n'est pas dûment averti, tel Officier payera la peine à laquelle tel Membre seroit sujet s'il avoit été dûment averti. 1793.

Le Centenier de la Taste de S^t Helier ayant proposé aux Etats l'admission dans l'Hopital Général de la nommée Mary Grey Veuve de Robert Reddick un des Hommes de la Compagnie d'Artillerie Royale commandée par le Major Addey agée de viron 48 ans et de son Enfant nommé Daniel Reddick agé de 4 ans, Les Etats ont decidé qu'ils y seront admis et que leur maintien sera réparti sur toutes les Paroisses de l'Isle.

Le Centenier de la Taste de S^t Helier ayant proposé aux Etats l'admission dans l'Hopital Général du nommé John Veal Invalide Pensionnaire très agé & infirme pourvû que la Pension du Roi revienne audit Hopital. Les Etats ont decidé de l'y admettre & autorisé le Trésorier dudit Hopital Général à prendre la garantie de l'Agent dans ce Païs pour le paiement de sa pension à mesure qu'elle sera dûe.

L'An mille sept Cents nonante trois, le vint sixieme Jour du mois d'Octobre.

1793,
26 Octobre.

Présent le Très Honorable Seigneur Alexandre Comte de Belcarres Major Général des Armées du Roi, Colonel du 63^e Regiment de Sa Majesté & Commandant en Chef de l'Isle de Jersey &^{ca} &^{ca} &^{ca}.

Etats tenus Par Edouard Le Maistre Esc^r. Seigneur de S^t Jean la Hougue boëte, Juge Delegué etc. President de l'Assemblée etc.

Le Reverend Jean Mallet Recteur de S^t Pierre est en défaut à assister aux Etats.

Après le serment du Reverend Clement Dumaresq Recteur de S^t Clement, le Reverend Franç^s Le Coûteur Recteur de Grouville demeure exoiné par maladie.

1793. Lecture a été cejourd'hui donnée aux Etats d'un Acte de la Cour du 24^{me} Jour de ce mois par lequel il a paru que le Très Honorable Seigneur Alexandre Comte de Balcarres fut sermenté ledit Jour Commandant en Chef de cette Isle et des forces Chateaux et forteresses en icelle en vertu d'une Commission portant date du 16^{me} Jour de ce mois par laquelle il a plû à Sa Très Excellente Majesté notre Souverain Seigneur le Roi de la Grande Brétagne de l'appointer à ce Poste, laquelle Commission a été pareillement luë aux Etats.

Les Etats prennent occasion de leur première assemblée depuis le départ du Colonel Craig, naguère Commandant en Chef de cette Isle, pour témoigner par un Acte public, la réconnoissance qu'ils lui doivent pour son attention constante à la conservation du Païs pendant qu'il y a commandé, pour l'Excellent Plan de défense qu'il s'étoit formé, pour les Dispositions utiles qu'il a ordonné à différentes occasions pour la plus grande sureté de l'Isle et la meilleure discipline de la Milice et pour son Zèle, son devouement et son activité en tout ce qui concernoit les grands objets de son département. Les Etats en même tems dirigent le Greffier d'ecrire cet Acte en parchemin, d'y faire apposer le sçeau de l'Isle et de le transmettre ensuite au Colonel Craig.

Les Etats considerant qu'il est possible que quelques uns des Pauvres de l'Hopital Général ayent des biens soit en rentes, obligations ou autrement et que ces Pauvres ne sont, ni ne peuvent être en état de gerer des affaires et que le revenu, pour le moins, des biens desdits Pauvres doit être appliqué à leur entretien, ont cru devoir autoriser le Trésorier de l'Hopital Général à gerer les affaires d'un chacun desdits Pauvres, et à agir en toutes causes Négoces et affaires muës et à mouvoir en toutes Cours et par devant tous Juges à proposer et répondre, actionner et défendre, gagner ou perdre, appeler, desister ou composer, donner et recevoir acquits et à faire généralement autant en toutes choses comme faire pourroit chacun desdits Pauvres si personnellement y etoit tant en meubles qu'en héritages, Et les Etats ordonnent que tout ce qui sera fait par le Trésorier de l'Hopital Général à l'égard des Prémisses soit tenu pour bon ferme et valable tout comme s'il eut été fait par la Personne même ou par qui que ce fût autorisé d'elle par Procuration générale ou spéciale. Et

ledit Trésorier demeure autorisé à recevoir non seulement tous Legs et donations selon la disposition des Réglemens mais généralement tout ce qui sera dévolu ou destiné au bénéfice de l'Hopital Général soit par confiscations amendes et défauts ou par quelqu'autre moyen que ce soit.

1793.

Comité de la
Défense de
l'Isle.

La Gestion du Comité de la Défense de l'Isle étant expirée, Les Etats ont choisi un nouveau Comité composé de six Membres savoir, de Jacq^e Hemery et Jean Le Coûteur Esc^{rs} Justiciers, des Rev^{rs} Franç^s Valpy et Doct^r Edo^d Du Pré et de Jean Dumaresq Esc^r Connétable de S^t Pierre et Pierre Mauger Gent : Connétable de S^t Laurens.

Les Etats ont approuvé trois Rapports du Comité de la Défense de l'Isle le premier en datte du 15^e Nov^e 1792, le second du 14^e Oct^r et le 3^{me} du 18^e Oct^r 1793 et les Comptes suivans examinés et passés par ledit Comité sçavoir

[*Suivent, à la page 421 de l'original, les Comptes en question, de Connétables et autres.*]

lesquels Comptes montent ensemble à la somme de huit milles deux Cents quarante trois Livres six sous cours de france : Les Etats ont en consequence ordonné que la susdite somme sera payée par le Trésorier des Etats aux Connétables & autres personnes susmentionnées respectivement. Et dans le cas que le Trésorier ne seroit pas suffisamment en caisse pour payer ladite somme & pour fournir d'ailleurs au paiement de l'Interêt des obligations dus ⁽¹⁾ par le public. Le Trésorier demeure autorisé d'emprunter la somme necessaire pour fournir à ces objets.

Les Etats ont approuvé du Compte du Trésorier des Etats dont la ballance monte en faveur du public à la somme de mille sept Cents trente neuf Livres, neuf sous cinq deniers argent d'ordre, lequel Compte fut examiné et passé par le Comité de la Défense de l'Isle le 15^e Nov^e 1792.

Les Etats ont approuvé de la Proposition faite par le Comité de la Défense de l'Isle dont la teneur ensuit " Le Comité considerant que les Etats par leur Acte du 7^e fevrier 1793 ordonnerent que du charbon seroit fourni aux Gardes sur le pied d'un Cabot par nuit

(1) *Sic.*

1793. pour chaque Corps de Garde : et paroissant au Comité suivant les Rapports qu'il en a reçu qu'un demi Cabot est suffisant par vint quatre heures, a cru devoir recommander aux Etats de reduire l'alouance sur ce pied là pour l'Hiver prochain comme aussi de proposer aux Etats que ce charbon soit fourni par les Connétables pour commencer le premier jour de Novembre prochain et continuer jusqu'au premier jour d'Avril ce qui montera à six quartiers par chaque Corps de Garde".

Le Centenier De La Taste de S^t Helier ayant proposé aux Etats l'admission dans l'Hopital Général de la nommée Judith Bodé, Veuve de Thomas Robson Invalide Pensionnaire agée de viron soixante dix ans, laquelle par rapport à son âge avancé et ses infirmités ne peut fournir à sa subsistance ; Les Etats ont décidé de l'y admettre et que sa pension sera ensuite repartie sur toutes les Paroisses de l'Isle.

1793.
5 Novembre.

L'An mille sept Cents nonante trois, le cinquième Jour de Novembre.

Present le Très Honorable Seigneur Alexandre Comte de Balcarres Major Général des armées du Roi, etc. etc. & Commandant en Chef, etc.

Etats tenus Par Edouard Le Maistre Esc^r Seigneur &c. Juge Delegué etc. Président de l'Assemblée, etc.

Guillaume Patriarche Esc^r Justicier est en défaut excusé.

Le Rev^d Franç^s Le Coûteur Rect^r de Grouville est en défaut excusé par maladie.

Jean Dumaresq Esc^r Connétable de S^t Pierre est en défaut excusé.

M^r Nic^s Arthur Con^{ble} de S^{te} Marie est en défaut à assister aux Etats.

Mons^r le Commandant en Chef a aujourd'hui présenté aux Etats une Lettre de Southampton par laquelle il conste ⁽¹⁾ que la Portion de blé & de farine accordée annuellement au Païs par le Parlement de la Grande Brétagne, a été toute prise avant l'expiration de l'année & qu'en consequence l'exportation pour cette Isle en est arretée par les officiers de la Coûtume dans ledit Port.

Les Etats, considerant le grand nombre d'Emigrés qui sejourment encore dans le Païs et les inconveniens désastreux qui pourroient

(1) Sic : probablement pour "constate".

résulter du manque d'un Article aussi nécessaire à la subsistance des Habitans et que sur une application antérieure à ce sujet, un Ordre du Conseil en date du 13^e Oct^e 1793, fut transmis au Lieutenant Gouverneur, lequel Ordre assuroit les Etats qu'en cas de besoin il seroit recommandé au Parlement d'ajouter à ladite quantité de blé et de farine, ont requis Mons^r le Commandant en Chef de donner connoissance au Secrétaire d'Etat que cette nécessité se fait actuellement sentir et de prier instamment qu'il plaise aux Ministres de Sa Majesté de s'appliquer au Parlement aussitôt sa rentrée pour obtenir une augmentation d'un quart à la portion annuelle de blé et de farine accordée à ce Païs.

1793.

Le Centenier De La Taste de S^t Helier, ayant aujourd'hui proposé aux Etats l'admission dans l'Hopital Général de Marie Le Feuvre originaire de la Paroisse de S^t Pierre veuve de John Chandler Invalid Pensionnaire âgée de viron 70 ans, dont l'âge avancé et les grandes infirmités empêche⁽¹⁾ de fournir à sa subsistance : Ce que considéré, Les Etats ont décidé qu'elle y sera admise et que les Paroisses non jointes audit Hopital, paieront leur proportion de sa pension.

L'An mille sept Cents nonante trois, le vint huitième Jour de Novembre.

1793,
28 Novembre.

Présent le Très Honorable Seigneur Alexandre Comte de Balcarres etc. etc.

Etats tenus. Par Edouard Le Maistre Esc^r Juge Dele-
gué, etc. President de l'Assemblée, etc.

Après le serment de Jean Poingdestre Gent : Jean Poingdestre Esc^r Justicier demeure exoiné par maladie.

Après le serment de Clement Bailhache Gent : Le Rev^d Franç^s Ricard Recteur de S^t Jean demeure exoiné par maladie.

Le défaut qui fut ajugé vers le Reverend Jean Mallet Recteur de S^t Pierre le 26^e Oct^e 1793, demeure relevé d'autant qu'il n'avoit été dûement averti ; et M^r Phil : Burr Stipulant l'Office de Denonciateur lequel etoit chargé de l'avertir est condamné au paiement dudit défaut.

Le défaut qui fut ajugé vers M^r Nic^s Arthur Con^{ble} de la Paroisse de S^{te} Marie le 5^e Nov^e 1793, demeure relevé d'autant qu'il n'avoit été dûement averti : et le Denonc^r Dumaresq lequel etoit chargé de l'avertir est condamné au paiement dudit défaut.

(1) Sic.

1793. Edouard Le Maistre Esc^r President des Etats ayant cejourd'hui produit à l'Assemblée une Lettre qu'il a reçu de la part d'Hon^{ble} Homme James Henry Craig cy devant Commandant en Chef de cette Isle en réponse à un Acte des Etats du 26^e oct^e dernier ; Après lecture de ladite Lettre il est ordonné qu'elle sera entrée sur le Livre des Etats.

De laquelle Lettre la teneur ensuit.

Guernsey 8th nov^r 1793.

Sir

I beg that you will do me the honor to take the opportunity of the first assembly of the States of the Island of Jersey to return them my acknowledgments for their Act of the 26th Ult^e which I have this moment received, I request that you will have the goodness to assure them that I entertain a proper sense of the honourable testimony which they have been pleased to bear, that my Efforts for the security of the Island during the period of my Command in it, have not been unacceptable to them. My services—such as they have been—were devoted to that duty by being honoured with His Majesty's Commands, but I had very early the satisfaction to experience how little arduous the task became, when I found myself seconded by the general Zeal & Concurrence of all Ranks of People.

I am, Sir

Your most obedient humble Servant

Ed^d Le Maître Esq^{re}
Judge Delegate
Jersey.

Signed J. H. Craig

Le Centenier De La Taste de S^t Helier aiant présenté un Compte aux Etats, pour fraix par lui encourus au sujet du nettoyage du marché public, lequel Compte se monte à nonante quatre Livres quatre sous quatre deniers suivant à l'ordre du Roi : Les Etats l'ont approuvé et en ont ordonné le paiement sur le provenu du Nouvel Impôt, conformément à leur Acte du 26^e fevrier 1791. Et ont de plus ordonné le paiement sur le même fond d'un autre Compte de la part de M^e Franç^s Luce pour travail fait aux Batteries, aussi présenté par ledit Centenier montant à douze Livres suivant à l'ordre du Roi.

Le Commandant en Chef ayant présenté aux Etats un Ordre de Sa Très Excellente Majesté en Conseil en date du 6^e Nov^e 1793

établissant une quarantaine dans les diverses parties de son Royaume et dirigeant de quelle maniere ladite quarantaine sera observée dans l'Isle de Jersey : Après lecture dudit ordre il a été ordonné qu'il sera enregistré dans le Livre des Etats et afin de mettre en execution la partie dudit ordre qui concerne l'Isle de Jersey Les Etats ont appointé un Comité composé de quatre de leurs Membres sçavoir Jacq^e Hemery et Jacques Amice Lempriere Ecr^e, Le Rev^d Doct^r Edo^d Du Pré Recteur de S^t Helier & Jean De La Taste Esc^r premier Centenier de S^t Helier trois desquels pourront agir, lesquels sont chargés et autorisés d'agir conjointement avec le Commandant en Chef dans les mesures qu'il faudra prendre et les directions qu'il sera necessaire de donner pour remplir cet objet important.

Duquel Ordre la Teneur ensuit.

At the Court of St. James's

the 6th of Nov^r 1793

Present

The King's Most Excellent Majesty in Council.

Whereas by an Act of Parliament passed in the 26th year of His late Majesty's Reign entituled " An Act to oblige Ships more effectually to perform their quarantine, and for better preventing the Plague being brought from foreign parts into Great Britain or Ireland or the Islands of Guernsey, Jersey, Alderney, Sark or Man " It is amongst other things enacted, That all ships and Vessels arriving and all Persons, Goods and Merchandizes whatsoever, coming or imported into any port or place within Great Britain or Ireland, or any of the Isles before mentioned from any place from Whence His Majesty, His Heirs or successors, by and with the advice of His or Their Privy Council, shall judge it probable that the Infection may be brought, shall be obliged to make their quarantine in such place and places, for such time and in such manner, as has been or shall from time to time be directed by His Majesty, His Heirs or successors, by His or their order or orders made in His or their Privy Council, and notified by Proclamation or published in the London Gazette, and that until suchs Ships, Vessels, Persons, Goods and Merchandizes shall have respectively performed and be discharged from such quarantine no

Locus
Sigilli

1793. such persons, goods or merchandizes or any of them shall come or be brought on shore or go or be put on board any other Ship or Vessel in any place within His Majesty's Dominions, unless in such manner and in such cases and by such license as shall be directed or permitted by such order or orders made by His Majesty, His Heirs or successors in Council as aforesaid and that all such Ships and Vessels and the persons or goods coming or imported in or going or being put on board the same, and all ships, Vessels Boats and persons receiving any Goods or persons out of the same, shall be subject to such Orders Rules and directions concerning quarantine and the prevention of infection, as have been or shall be made by His Majesty His Heirs and successors in Council and notified by Proclamation, or published in the London Gazette as aforementioned, under such pains and penalties as are inflicted by the said Act.

And whereas Information has been received that a malignant and contagious fever, of the nature of the Plague, has manifested itself at Philadelphia in the State of Pensilvania and in certain Towns of the State of New Jersey in the United States of America ; His Majesty with the advice of His Privy Council doth thereupon judge it expedient for the safety of the public health to order and it is hereby ordered, That all Ships, Vessels, Persons, Goods and Merchandize, now arrived or that shall hereafter arrive in any port of this Kingdom, or the Isles of Guernsey, Jersey, Alderney, Sark or Man from any of the Ports of the said State of Pensylvania or of the State of Delaware, or of the State of New Jersey, in the United States of America, do make their quarantine for fourteen days, which is to commence and be computed from the day each Ship or Vessel shall come to anchor in the place appointed for the performance of quarantine and not before.

That the places hereafter named shall be and are hereby appointed to be the places wherein such ships or Vessels (not having the infection on board) shall respectively perform quarantine that is to say : all such Ships or Vessels which are or shall be bound to the Port of London, or any Member, Creek or other parts thereof, or to the River Thames or Medway, shall perform their quarantine in Standgate Creek, all such Ships or Vessels which are or shall be bound to the

1793.

Ports of Ipswich, Yarmouth, Boston, Hull, Newcastle or Berwick upon Tweed or any of them, or any Member or Creek thereof, or other place therein, shall perform their quarantine in Whitebooth Road between Hull and Grimsby; all such ships or Vessels which are or shall be bound to the Ports of Carlisle and Chester, or either of them or any Member or Creek thereof, or other place therein or to any part of the Isle of Man shall perform their quarantine, in a place called Highlake near Liverpool at the West end thereof; all such ships or Vessels which are or shall be bound to the Ports of Milford, Cardiff, Gloucester, Bristol, Bridgewater, or any of them, or any Member or Creek of them, or any of them or to Padstow or St. Yves, being Members of the Port of Plymouth or to Ilfracombe or Barnstaple, being Members of the Port of Exeter, or to any other place within the said Ports of Milford, Cardiff, Gloucester, Bristol or Bridgewater, or within the said Members or Creeks, shall perform their quarantine in King Road and Porshute Pill; all such ships or Vessels which are or shall be bound to the Port of Plymouth, except such parts thereof as have been herein before mentioned, and also except Falmouth, one Member thereof or to the Port of Exeter, except such parts thereof as have been herein before mentioned, or to the Port of Poole, or any of the Members or Creeks or other places within the said Ports of Plymouth, Exeter and Poole except as before excepted, shall perform their quarantine in some place, between Wood-end and Saltash in the River Tamer; all such Ships or Vessels as are or shall be bound to Falmouth, a Member of the Port of Plymouth, or any Creek thereof, or any other place therein shall perform their quarantine in a place called St. Yves Pool within the mouth of the harbour of falmouth, and all such Ships or Vessels as are or shall be bound to the Ports of Southampton, Chichester, Sandwich or any of them or any of the Members or Creeks thereof shall perform their quarantine at a place called the Motherbank near Portsmouth, and all such Ships or Vessels as are or shall be bound to the Eastern Coast of Scotland, comprehending the Ports of Leith, Borrowstoness, Alloa, Dunbar, Kirckaldy, Anstruther, Preston Pans, Dundee, Perth, Montrose and Aberdeen, or to any Member, Creek or other parts thereof, shall perform their quarantine in Inverkeithing Bay; and all such Ships or Vessels as are

1793. or shall be bound to the Western Ports of Scotland comprehending the Ports of Port Glasgow, Greenock, Irvine, Campbeltown, Oban, Rotsay, Fortwilliam, Air, Port Patrick, Stranvaer and Wigtown, or to any Member, Creek or other parts thereof shall perform their quarantine at Lamlash in the Island of Arran; and all such Ships or Vessels as are or shall be bound to the northern parts of Scotland comprehending the Ports of Inverness, Zetland, Orkney, Caithness and Stornaway or to any Member, Creek or any parts thereof shall perform their quarantine in Cromarty Bay, in the Murray firth; and all such Ships or Vessels as are or shall be bound to the southwest Ports of Scotland, comprehending the Ports of Dumfries and Kirkcudbright, or to any Member, Creek or other parts thereof, shall perform their quarantine at Carsthorn at the mouth of the River Nith; and all such Ships or Vessels which are or shall be bound to the Isle of Jersey, or any part thereof, shall perform their quarantine at a certain place on the coast of the said Island called Belle-Croute or at some place hereinbefore appointed for performance of quarantine on the coast of England; and all such Ships or Vessels as shall be bound to the Islands of Guernsey, Sark or Alderney, or either of them, or any part of them, or any of them, shall perform their quarantine in a place near the Island of Guernsey called the Little Road, or at some place hereinbefore appointed for performance of quarantine on the coast of England.

That no Pilot shall go on board any Ship or Vessel obliged to perform quarantine in order to conduct the same into any Port or place, but shall perform such Service in some other Boat or Vessel, which boat or vessel, shall keep as much to the Windward of the Ship or Vessel, so to be conducted as possible, and if any Pilot or other Person shall go on board such ship or Vessel, such Pilot or other Person shall perform quarantine in like manner as any Person coming in such ship or vessel, shall be obliged to perform the same.

That all goods, Wares and Merchandizes liable to quarantine as aforesaid, shall be opened, unpacked and aired unless His Majesty shall think fit, by His Order in Council to direct otherwise and so remain a week, other than hemp and flax, Paper or Books, Silk raw, thrown or wrought, Linen, Cotton, Wool, Cotton Yarn or manufac-

tured, Wool, raw or any wise wrought, feathers, grogram ⁽¹⁾ or Mohair yarn, human hair, Goats hair, Carmania Wool, Carpets, Camblets, Burdets, or other manufactures of silk and Cotton, Kidskins and skins in the Wool or hair, sponges, Wine and oil in Chests, thread stockings, all goods packed with straw or Cotton, straw hats and Brushes, Matting and artificial flowers, which goods and merchandizes so, as aforesaid enumerated are to be opened, unpacked and aired, unless His Majesty shall think fit by His Order in Council to direct otherways, and so remain for the space of a fortnight.

[Suivent deux pages ne concernant que les ports anglais et écossais sus-mentionnés ; nous avons par conséquent cru inutile de les reproduire ici.]

And all such goods as shall be imported to the Isle of Jersey, or any part thereof, shall be aired at a certain place on the Coast of the said Island called Belle-Croute, or at such place herein before appointed for performance of quarantine on the Coast of England, where the ships in which such goods are imported, shall respectively perform their quarantine : And all such goods as shall be imported to the Islands of Guernsey, Sark or Alderney, or either of them, or any part of them, or any of them, shall be aired in a place near the Island of Guernsey called the little Road, or at any such place herein before appointed for performance of quarantine on the Coast of England where the ships in which such Goods are imported shall respectively perform their quarantine.

That whatsoever Ship or Person shall receive any Men or goods from on board any ship or vessel under quarantine shall be compelled to perform the like quarantine.

That such Persons as, after quarantine performed, shall be employed in the hold of any ship or vessel for the taking any goods not liable to retain Infection, from the goods and Merchandizes before enumerated, shall be obliged to perform a new quarantine.

That the Captains of every of His Majesty's Ships of War who shall meet any such ship or Vessel coming to any of the Ports of Great Britain or Ireland or the Isles of Guernsey, Jersey, Alderney, Sark or Man shall take due care to prevent the landing any goods, Seamen or Passengers from on board the same, until they shall be put under the direction of the Officers of His Majesty's Customs.

(1) *Sic.*

1793. That the Commissioners and other Officers of His Majesty's Customs do use their utmost diligence and care that the quarantine before directed be duly performed.

That the Commanders of His Majesty's Ships of War, as likewise the Commanders of His Majesty's forts and Garrisons, lying near the sea Coasts, and all the Justices of the Peace, Mayors, Sheriffs, Baillifs, Chief Magistrates, Constables, headboroughs, Tything Men and all other officers and Ministers of Justice, be aiding and assisting to the said Officers of His Majesty's Customs and to all others that shall be concerned in stopping all such ships as aforesaid, and in bringing them to the places appointed for the performance of their quarantine and in due performance thereof.

And the Lords Commissioners of His Majesty's Treasury, the Commissioners for executing the Office of Lord High Admiral of Great Britain, The Lord Warden of the Cinque Ports, The Master General and the rest of the principal Officers of the Ordnance, His Majesty's Secretary at War, and the Governors or Commanders in Chief for the time being of the said respective Isles of Jersey, Guernsey, Alderney, Sark and Man are to give the necessary directions herein as to them may respectively appertain.

Signed W. Fawkener.

1793,
9 Décembre.

L'An mille sept Cents nonante trois, le neuvième Jour de Décembre.

Présent le Très Honorable Seigneur Alexandre Comte Balcarres &c. &c. Commandant en Chef etc.

Etats tenus. Par Edouard Le Maistre Esc^r etc. Juge Délégué etc. Président de l'Assemblée etc.

Le Rev^d Franç^s Ricard Recteur de S^t Jean et Phil: Nicolle Esc^r Con^{ble} de S^t Martin sont en défaut à assister aux Etats.

Les Etats, considerant que la Portion annuelle de blé et de farine accordée à ce Païs par le Parlement de la Grande Brétagne, ne suffit pas pour la subsistance des Habitans, des Emigrés et des Troupes de Sa Majesté, et que l'Importation de cette Portion a depuis peu souffert des rétarde mens et des difficultés, la continuation desquels seroit dans le cas de réduire cette Isle à une grande disette, ont résolu d'adresser une Humble Petition à Sa Très Excellente Majesté en Con-

seil sur cet objet important. Et est le Commandant en Chef requis de vouloir bien la transmettre incessamment au Secrétaire d'Etat. 1793.

De laquelle Petition la Teneur ensuit.

To the King's Most Excellent Majesty in Council

The humble Petition of the States of the Island of
Jersey,

Sheweth

That the States of your Majesty's Island of Jersey ventured to express by their Act of the 25th of September 1792 transmitted to the Secretary of State by the Lieutenant Governor their apprehensions lest the usual allowance of Corn and flour, granted annually by Parliament to this Country, might prove inadequate to the Consumption of the Inhabitants, of the great number of french Emigrants and of your Majesty's forces, and they humbly presumed to request an augmentation.

That by last year's experience their fears have been justified the quantity allowed having been taken up before the expiration of the year, notwithstanding the casual supplies drawn from America and Ireland, from french Prizes brought into their Ports by Private Ships of War and from an American Vessel which your Majesty ever attentive to the Welfare of your subjects, was graciously pleased to order into this Island. This Assembly thought it their duty to state this fact, and to renew their humble solicitations on the subject by their Act of the 5th of November 1793.

That, in addition to the serious inconveniencies, which may arise from the insufficiency of the above mentioned Portion of Corn and flour, such difficulties and delays occur in importing that Portion into this Island, that the Inhabitants have from time to time, been on the brink of feeling an absolute want of that necessary Article.

That at this moment there exists a scarcity more peculiarly alarming than at any former Period, as it is now a considerable time since any Vessel laden with flour or corn, has arrived here ; and when any may be expected is not certainly known.

The States are informed that the Traders of this Place who have now been for several weeks at Southampton, are not allowed to sail from thence with any quantity of Corn or flour without a Convoy, and that none has been yet appointed ; and they crave leave to add

1793. that an armed and fast sailing Cutter belonging to this Island having a Letter of Marque from the Admiralty and trading to and from Southampton and Jersey, has lately been obliged to unship her lading of flour, before she could be permitted to return to this Island. The States humbly conceive that the said Vessel called the *Speedy Packet*, Henry Wilkins Master, who has a protection from the Commanders of both Islands to carry their dispatches, might with great safety bring Corn and flour into this place.

Under these circumstances, The States, who have on so many occasions experienced your Majesty's Paternal attention to their safety and Prosperity, humbly trust that your Majesty will deign to take the case of your loyal subjects of this Island into your Royal Consideration, with that Expedition which the pressure of the moment requires, and grant such Relief in the Premises as to your Majesty in your great Wisdom shall seem meet.

And your Petitioners as in duty bound, will ever pray
et^a. &c^a &c^a.

By order
of the States / Phil: De Carteret Greffr

Jersey, the 9th December 1793.

Le Reverend Docteur Edouard Du Pré, Recteur de S^t Helier ayant proposé aux Etats l'admission dans l'Hopital Général du nommé Francis Myles ci devant Soldat dans la Compagnie d'Artillerie Royale actuellement Invalide Pensionnaire et sa femme, l'un et l'autre très âgés et incapables par leurs Infirmités de pourvoir à leur subsistance. Les Etats ont décidé qu'ils y seront admis pourvû que la pension que ledit Myles reçoit du Roi revienne à l'Hopital Général et ont en consequence chargé le Trésorier dudit Hopital d'obtenir la garantie ou assurance de l'Agent des Invalides Pensionnaires à cet effet : Et ont ordonné que le surplus des fraix au sujet de l'entretien de ces deux Personnes sera repartî sur toutes les Paroisses de l'Isle.

1793,
14 Décembre.

L'An mille sept Cents nonante trois, le quatorzième Jour de
Décembre.

Présent le Très Honorable Seigneur Alexandre Comte Bal-
carres etc. Commandant en Chef etc.

Etats tenus. Par Edouard Le Maistre Esc^r etc. Juge 1793.
Delegué etc. Président de l'Assemblée etc.

Les Etats ayant appris que plusieurs des Etrangers qui ont la permission du Commandant en Chef de séjourner en cette Isle vont armés à la Campagne tant de nuit que de jour et par là causent des Inquiétudes et des allarmes aux Habitans ont cru devoir prier le Commandant en Chef de donner les ordres necessaires pour prevenir le mal qui pourroit en résulter.

Certaine Remontrance ayant été cejourd'hui présentée aux Etats de la part de Jean Le Gresley Jun^r de la Paroisse de St^e Ouën exposant qu'anciennement un petit édifice a été erigé pour un Corps de Garde, sur le terrain de ses Pères en la Paroisse de St^e Ouën, contrée de l'Etacq, lequel est abandonné il y a audelà de quarante ans, n'est d'aucune utilité et maintenant presque en ruine ; Et concluant à ce qu'il lui soit permis de relever ledit Edifice et y faire les reparations necessaires à ses fraix afin de se le rendre commode pour son usage et cas arrivant que dans la suite ledit Edifice se trouveroit être utile pour le service de l'Isle, il seroit toujours prêt de le céder lorsqu'il en seroit besoin, étant recompensé pour les amélioremens qu'il pourroit y avoir fait ; Les Etats après lecture de ladite Remont^e ont accordé la demande dudit Le Gresley.

Plan d'une Lotterie publique pour l'année 1794.

600 Billets	...	...	...	...	...	à 120 ff.	72000
1 Prix de	...	...	...	...	...	10000	
1 D ^e	...	...	...	...	...	de 5000	
1 D ^e	...	...	...	...	...	de 3000	
2 D ^e	...	...	...	1500	...	3000	
4 D ^e	...	...	...	1000	...	4000	
6 D ^e	...	...	...	600	...	3600	
10 D ^e	...	...	...	300	...	3000	
180 D ^e	...	...	...	150	...	27000	
prix	205						
blancs	395	le premier billet tiré	...	..	500		
	600	le dernier Billet tiré	...	...	500		
		fraix de tirage	...	...	400		
					60000	{	72000
		Benefice	...	...	12000		

1793. Les Etats ont approuvé le Plan cydessus d'une Lotterie publique et ont décidé que ladite Lotterie sera tirée le premier Mercredi du mois de Mai 1794. Que les trois quarts du benefice sur ladite Lotterie seront appliqués à la continuation des Travaux des Havres de S^t Helier et de S^t Aubin dans les proportions établies et l'autre quart au bénéfice de l'Hopital Général. Et sont Messieurs Jacques Pipon, Commissaires de la Lotterie. Franç^s. Janvrin, Edo^d Remon, Clement Hemery, Matthieu Gosset, Elie Durell, Phil: Janvrin, Tho^s De La Garde, Aaron de S^{te} Croix, Jean Benest, Michel Quesnel et François Aubin appointés Commissaires pour la Vente des Billets et pour conduire laditte Lotterie sous la direction du Comité de la Défense de l'Isle.

Les Etats ont ordonné que la somme de trois mille Livres cours de France sera prise pour cette presente année 1793, du produit de l'Impôt sur les Rums et Genievres pour être appliquée à payer les fraix des Arsenaux et façon de Cartouches pour la Milice de l'Isle, laquelle somme sera mise entre les mains des Connétables suivant les Proportions qui seront réglées par le Comité de la Défense de l'Isle.

Les Etats ayant été informés par le Reverend Docteur Du Pré que plusieurs des Prisonniers de Guerre sont malades dans l'Hopital qui sert à leur usage dans l'enceinte de la ville de S^t Helier, ont fait appeller Mons^r le Docteur Bolger sous les soins duquel ils sont afin de connaître plus particulièrement leur état: il a paru par le rapport dudit sieur Bolger que plusieurs desdits Prisonniers de Guerre sont malades d'une fièvre. Les Etats afin d'empêcher que cette Fievre au cas qu'elle fut d'une nature maligne, ne se repande dans la ville de S^t Helier où cet Hopital est situé, ont appointé Jacq^s Amice Lempriere Esc^r, le Rev^d Docteur Du Pré et le Centenier de S^t Helier trois de leurs Membres qui sont autorisés à appeller l'agent desdits Prisonniers de Guerre et ledit sieur Bolger à prendre et mettre en effet les mesures convenables pour éloigner les malades de la ville et fixer l'Hopital dans un lieu écarté et pour prevenir aucun mauvais effet de cette Fievre et également à faire changer la Prison où les Prisonniers sains sont Gardés, pour plus grande sureté s'il est requis.

1794,
11 Janvier.

L'an mille sept Cents nonante quatre, l'onzième Jour de Janvier.

Present le Très Honorable seigneur Alexandre Comte Balcarras etc. Commandant en Chef etc.

Etats tenus Par Edo^d Le Maistre Esc^t etc. Juge Délégué
etc. Président de l'Assemblée etc. etc.

1794.

Après le serment du Reverend Franç^s Le Coûteur, Charles De La Garde Esc^t Justicier demeure exoiné par maladie.

Le Rev^d Franç^s Ricard Recteur de S^t Jean est en défaut à assister aux Etats.

Après le serment de M^r Clem^t Mattingley,⁽¹⁾ M^r Phil : Pinel Con^{ble} de la Trinité, demeure exoiné par maladie.

Le Commandant en Chef ayant produit aux Etats un Compte de Richard Henley pour deux Cents quatorze Jours que ledit Henley a été employé par ordre du Commandant en Chef dans le courant de l'année 1793 à enseigner l'exercise⁽²⁾ du Canon à la Compagnie d'Artillerie attachée aux Canons de trois Livres sur le pied de dix sous d'ordre par jour, Les Etats ont approuvé ledit Compte et ont ordonné qu'il sera païé audit Henley par le Trésorier du nouvel Impôt.

Les Etats prenant en consideration la situation critique de l'Isle dans le moment actuel et envisageant le Païs dans un danger imminent ont cru qu'il étoit de leur devoir et d'une nécessité indispensable de prier instamment le Commandant en Chef de garder le 63^e Regiment qui a ordre de partir, (le 80^e Regiment qui est journellement attendu n'étant point une force suffisante) jusqu'à ce que le bon plaisir de Sa Majesté soit connu sur la requête que les Etats ont aujourd'hui resolu de lui adresser pour un renfort de troupes.

LES ETATS ayant été informés que le 63^e Regiment de Sa Majesté a des ordres de se tenir prêt pour partir en peu de temps et qu'il doit être remplacé par un des Regimens nouvellement levés, ont cru, les conjectures⁽³⁾ actuelles considerées, devoir humblement s'adresser au Roi dans cette occasion et ont autorisé le Comité de la defense de l'Isle à dresser iucessamment au nom des Etats une humble requête à sa Très Excellente Majesté pour la supplier de permettre que son 63^e Regiment, qui par sa conduite exemplaire s'est attiré l'estime et la confiance des habitans, reste dans ce Pays et qu'il lui plaise en sa bonté paternelle envoyer un renfort de troupes et sta-

(1) Il assistait aux Etats de ce jour comme Centenier de la Trinité, de même que François Bertram g^t comme Centenier de S^t Hélier.

(2) Sic. (3) Sic ; erreur pour *conjonctures*.

1794. tionner une escadre dans ces Parages afin de mettre l'Isle à l'abri d'invasion, ou d'accorder tel autre secours, que sa Majesté, dans sa grande sagesse trouvera propre. Ledit Comité demeure autorisé à transmettre telle humble requête, signée du Greffier et mise sous le sceau de l'Isle, à son Excellence le Maréchal Conway, Gouverneur de cette Isle, avec Instances de la présenter au Roi et de vouloir bien l'appuyer auprès de sa Majesté. Le Comité est chargé d'en mettre une Copie authentique entre les mains du très Honorable seigneur le Comte Belcarres Commandant en Chef qui est prié de vouloir bien l'appuyer aussi.

De laquelle Requête la teneur ensuit

To The King's most Excellent Majesty.

We the States of your Majesty's Island of Jersey, encouraged by the paternal care with which you have extended your Royal protection to us on all occasions, presume to approach your Majesty with an humble representation of the dangers to which we conceive ourselves exposed at this critical juncture ; and we trust that your Majesty will graciously pardon an application founded on the dread of being deprived by the desperate enemies of civil society, of those inestimable blessings which we enjoy under your Majesty's auspicious Government.

Under this persuasion the States venture to express the serious alarm which the considerable force collected about that part of the French coast that surrounds, as it were, this Island has occasioned, several Frigates now lying in the neighbouring harbours, and the great quantity of small craft with which these harbours are crouded,⁽¹⁾ give an additional weight to our apprehensions.

The recal⁽¹⁾ of the only Regiment we have here, namely the 63rd, a measure which, convinced of the wisdom of your Majesty's Cōuncil, we doubt not is for the general good, may, (be it allowed us to suggest) may endanger our own particular safety in the present moment, and we cannot help lamenting at the same time, that there should exist a necessity of removing from this place a corps, whose exemplary conduct, steady regularity and exact discipline have secured the esteem, and acquired the confidence of all the Inhabitants.

(1) *Sic.*

We are informed that your Majesty's 80th Regiment is ordered here to replace the 63rd but whether one or even two Regiments are, at this present crisis a sufficient force for our defence against a numerous and most daring enemy who are only within three or four hours sail of this Island we humbly submit to your Majesty's superior wisdom. 1794.

Be it permitted us further to suggest with great deference that this Island being liable to a sudden invasion on account of its vicinity to the French Coast and the number of Bays in which a Landing may be effected, some frigates stationed, as last war, in our Roads would very materially contribute to our safety; and whilst they encreased the means of an effectual defence, would serve the general Cause by intercepting the frequent Convoys which we have the mortification to see pass and repass unmolested within a few miles of this Island, and carry (as we are informed) Corn, provisions, ammunitions and naval Stores from one French port to another.

Under all these circumstances we crave leave to prefer a most humble but most earnest Prayer that your Majesty would be graciously pleased to allow your 63^d Regim^t to remain in this Island together with the 80th and to grant such other additionnal Troops as your Majesty in your Great Wisdom will deem adequate to the purposes of Defence, and that your Majesty would be further graciously pleased to order that a Squadron of Ships be stationed on our Coasts.

And your Petitioners as in duty bound will ever pray
&c &c &c.

Signed

By order of {
the States { Phil: De Carteret Greffr

Island of Jersey the
11th of January 1794.

L'An mille sept Cents quatre vint quatorze, le huitième Jour
de Février.

Present le Très Honorable seigneur Alexandre Comte Bel-
carres etc. Commandant en Chef etc.

1794,
8 Février.
Etats 9, f^o 1.

H

1794.

Etats tenus Par Edo^d Le Maistre Esc^r etc. Juge Delégué,
etc. Président de l'Assemblée, etc.

Jean Poingdestre Esc^r Justicier est en défaut excusé par maladie.

Le Reverend Philippe De La Garde Recteur de la Paroisse de S^t Martin et Charles De La Garde Esc^r Justicier sont en défaut excusés, à cause de la mort de D^{lle} Marie Le Hardy leur mère.

Après le serment de Thomas Le Breton G^t, Vénérable Homme Franc^d Le Breton Recteur de S^t Sauveur demeure exoiné par maladie.

Après le serment de Phil : Nicolle Esc^r le Rev^d Jean Mallet Rect^r de S^t Pierre demeure exoiné par maladie.

Le Commandant en Chef ayant aujourd'hui informé les Etats qu'il attend journellement environ neuf Cents Hommes de troupes qu'il a plu à sa Majesté envoyer pour la defense de cette Isle et qu'il est indispensablement necessaire de leur pourvoir des Logemens, auquel effet il a besoin d'un nombre considerable d'ouvriers, Les Etats sensibles aux gracieuses intentions de leur debonnaire souverain dans la protection qu'il accorde au Pais se trouvent portés par devoir, et par inclination à seconder des vues si salutaires : partant il est ordonné que tous ouvriers tant Charpentiers que forgerons, maçons et autres seront tenus de se rendre sans delai au travail susmentionné sur l'avertissement du Connétable de chaque Paroisse respectivement, recevant les gages ordinaires et de continuer l'ouvrage jusqu'à ce qu'il soit parfait sur peine de dix Livres vers chaque refusant et d'y etre en outre contraints. Le Commandant en Chef etant requis de faire savoir aux Connétables le nombre et la qualité des ouvriers dont il aura besoin et le tems et le lieu ou chacun doit se rendre ; ce qui sera publié.

Le Commandant en Chef ayant représenté aux Etats qu'il a de grandes difficultés à trouver des Logemens convenables pour les troupes qu'il attend dans cette Isle et ayant été suggeré aux Etats que les murs de l'Hopital pourroient servir à la construction de quelques edifices pour le sujet, Les Etats après avoir deliberé sur le point sont convenus de permettre la construction de tels edifices temporaires contre et en dehors des murs de l'Hôpital et même de hausser lesdits murs moyennant que ledit Hopital et ses appartenances n'en soient endommagés, Et dans le cas qu'il ne soit pas trouvé praticable

de faire des edifices convenables à l'endroit susmentionné Le Comité de defense est autorisé et chargé de conferer avec le Commandant en Chef et de lui preter son assistance pour remplir l'objet en question de la maniere la plus commode et avantageuse au service de sa Majesté et à la defense de l'Isle. 1794.

Le Commandant en Chef a representé aux Etats, que depuis quelque tems on a apperçu des feux dans la nuit, sur les parties de la côte les plus elevées et les plus voisines de la France : qu'on a repondu à ces feux sur la côte ennemie, et que ces circonstances donnent lieu de croire qu'il existe des Personnes, dans cette Isle, lesquelles tiennent, avec l'ennemi, une correspondance des plus criminelle, dangereuse à la sureté du Pays et contraire aux Interêts de notre debonnaire souverain, que ces feux ont été plusieurs fois suivis de mouvemens dans la navigation Françoisse, qui portent à conclure que nos ennemis profitent des avis qui leur sont ainsi communiqués : Les Etats dans la vue d'arrêter le cours d'un procedé aussi condamnable, ont promis et promettent par ce présent acte une recompense de deux mille Livres d'ordre a quiconque donnera connoissance de celui ou de ceux qui se rendent ou se sont rendus coupables d'une si noire trahison, de maniere qu'ils puissent en etre Judiciairement convaincus : et dans le cas où les informateurs y eussent eu part, leur pardon leur sera accordé, en même temps, les Personnes qui sont dans le cas de connoitre les auteurs sont averties que leur silence est des plus criminel, lorsque le salut de la patrie les invite à se manifester, et qu'ils sont punissables par les Loix comme favorisant la trahison. Cet Acte sera imprimé et publié au lieu ordinaire du marché et affiché dans toutes les Paroisses.

Nicolas Messervy Esc^r Colonel du Regiment de l'Est ayant informé les Etats qu'il y a environ un mois le nommé Julien Troussel, un des Hommes dudit Regiment, etant à la Garde de nuit au Corps de Garde de la Rocque auroit eu le malheur d'avoir une Cuisse cassée à deux endroits lorsqu'il etoit à faire son devoir comme sentinelle, Les Etats ayant pris le sujet en consideration ont ordonné que la somme de Cent Livres d'ordre sera payée par le tresorier du nouvel Impôt audit Julien Troussel qui est un Homme pauvre, afin que cette somme soit employée à son retablissement.

1794.

Les Etats considerant les mauvais effets qui pourroient resulter s'il n'y avoit un remede efficace apporté tant à l'égard des ordures et des saletés qui procedent des Boucheries qu'à l'égard des immondices qui s'accumulent aux environs des villes, ont ordonné qu'à l'avenir les Bouchers feront porter le sang et les ordures des Bêtes qu'ils tuent dans les Boucheries et ailleurs au dessous du plein de la mer de mortes marées sur peine de dix Livres d'amende moitié au Roi et moitié à l'Hopital Général, laquelle amende pourra etre lever sur les plus apparens Biens des delinquans par le Chef de Police et en cas de recidive le delinquant sera sujet a double amende applicable comme la premiere et sera en outre sur le rapport dudit Officier privé de sa Licence. L'Officier de Police est deplus autorisé a faire lever pareille amende sur quiconque negligera de retirer des immondices après quarante huit heures qu'il leur aura signifié de le faire et a lever en outre les fraix que ledit Officier de Police auroit encourus dans le cas où il auroit fait retirer les immondices. Ce qui sera publié tant au lieu ordinaire du marché qu'aux differentes Paroisses de l'Isle.

1794,
22 Février.

L'An mille sept Cents quatre vint quatorze, le vint deuxième
Jour de Fevrier.

Present le Très Honorable seigneur Alexandre Comte Bel-
carres etc. Commandant en Chef etc.

Etats tenus Par Edo^d Le Maistre Esc^r etc. Juge Delegué
etc. President de l'Assemblée, etc. etc.

Franç^e Marett Esc^r Justicier est en default a assister aux Etats.

Jean Poingdestre Esc^r Justicier est en default excusé par maladie.

Jacq^e Hemery Esc^r Justicier est en default a assister aux Etats.

Vénérable Homme Franç^e Le Breton Recteur de S^t Sauveur et le
Reverend Jean Mallet Recteur de S^t Pierre sont en default excusés
par maladie.

Les Etats prenant en consideration la situation critique et alar-
mante du Pais et convaincus de plus en plus du danger imminent
auquel il est présentement exposé sont convenus de reiterer leurs
très humbles supplications à sa Majesté la priant d'accorder un renfort
de troupes et des Vaisseaux de Guerre pour la protection de cette
Isle contre les attaques de l'ennemi. Le Comité de defense est en

conséquence chargé de preparer incessamment telle Requête au nom des Etats, d'y faire apposer le sçeau de l'Isle, et ensuite de la mettre entre les mains du Commandant en Chef lequel est requis de la transmettre par exprès à sa Majesté et de l'appuyer de tout son pouvoir. Le Greffier est en même tems dirigé d'en envoyer une Copie authentique a son Excellence le Maréchal Conway Gouverneur en Chef de cette Isle, les Etats le priant instamment d'employer son influence auprès de sa Majesté pour obtenir le plutôt possible les fins de ladite Requête.

1794.

Le Comité de l'Hopital Général ayant présenté aux Etats un Tableau des Dettes encouruës pour la rebatisse dudit Hopital et pour ce qui est edifié de nouveau par lequel il paroît qu'il est besoin d'environ dix sept mille Livres cours de France pour acquitter lesdites Dettes. Les Etats considerant les conjonctures presentes ont resolu que la susdite somme de dix sept milles Livres cours de France sera empruntée à l'Interêt par le Tresorier de l'Hopital a l'effet susdit et paroissant qu'il se presente une personne pour prêter la susdite somme entiere a cinq par cent a condition que le remboursement ne sera exigible que deux ans après le rétablissement de la Paix et qu'alors l'argent sera remboursé s'il est demandé. Les Etats ont accepté cet offre, partant le Tresorier de l'Hopital est chargé et autorisé de recevoir la somme susdite et de signer une obligation aux conditions susmentionnées au nom et sous la Garantie des Etats comme Gardiens et Gouverneurs dudit Hopital.

Le Commandant en Chef ayant représenté aux Etats que la somme de trois mille Livres argent suivant à l'ordre du Roi est nécessaire pour faire eriger des ouvrages pour la defense de l'Isle sur la hauteur proche le hocq en la paroisse de St^t Clement et sur le mont de verclu en la paroisse de Grouville et pour des reparations dans d'autres Lieux, Les Etats ont ordonné que ladite somme de trois milles Livres argent suivant l'ordre du Roi sera empruntée incessamment par le Tresorier du nouvel Impôt au nom et sous la garantie des Etats et le Comité pour la defense de l'Isle est autorisé à faire venir devant eux les Proprietaires pour faire accord avec eux à l'égard desdits Terrains, et si l'accord ne peut s'effectuer, Le Comité enverra des Experts pour en apprecier la valeur, Le Comité est en même

1794. tems chargé de s'occuper de la nécessité de Fourneaux pour rougir les Boulets.

Le Centenier De La Taste de S^t Helier ayant proposé aux Etats l'admission dans l'Hopital Général des nommés Thomas Jones & James Johnston Invalides Pensionnaires lesquels par raport à leur âge avancé et leur Infirmités⁽¹⁾ ne peuvent fournir à leur subsistance au moyen de la pension qu'ils reçoivent du Roi, Ce que considéré, les Etats ont décidé qu'ils y seront admis pourvû que leur pension du Roi revienne à l'Hopital, auquel effet le Tresorier dudit Hopital prendra l'assurance de l'argent desdites Pensions, et que le surplus de l'entretien desdits Tho^s Jones et James Johnston sera repartí sur les Paroisses de l'Isle.

Le Centenier De La Taste de S^t Helier ayant informé les Etats que pour éviter que la nommée Elizth Jée Veuve de feu Francis Jée soldat des Invalides ne tombât à la charge du Public etant disposée de retourner en Angleterre, Il avoit payé huit Livres de France pour son passage dici à Southampton dequel payement il a demandé le rembours; Les Etats ont enconsequence ordonné que cet objet lui sera payé par le Trésorier de l'Hopital Général pour etre ensuite repartí sur toutes les Paroisses de l'Isle.

1794,
25 Février.

L'an mille sept cents nonante quatre, le vint cinquième Jour de Fevrier.

Present le Très Honorable seigneur Alexandre Comte Belcarres etc. Commandant en Chef etc.

Etats tenus Par Edo^d Le Maistre Esc^r Juge Delegué etc.
President de l'Assemblée, etc. etc.

Franç^s Marett, Phil. Robin et Cha^s De La Garde Esc^{rs} Justiciers sont en défaut.

Jean Poingdestre Esc^r Justicier est en défaut excusé par maladie.

Vénérable Homme Franç^s Le Breton Recteur de S^t Sauveur est en défaut excusé par maladie.

Après le serment de M^r Phil. Pinel, Le Rev^d Jean La Cloche Recteur de la Trinité demeure exoiné par maladie.

Le Rev^d Phil. De La Garde Recteur de S^t Martin est en défaut a assister aux Etats.

(1) *Sic.*

1794.

Comité. Les Etats ont aujourd'hui referé certains Reglemens à l'égard du partage des Vraics dans la Baye de St: Ouen à l'examen d'un Comité composé de Nicolas Messervy & Jean Le Coûteur Esc.^{rs} Justiciers, des Reverends Franç.^s Valpy & Franç.^s Ricard & de Jean Dumaresq esc.^r Connétable de St: Pierre & Clem.^t Bailhache G.^t Connétable de St: Ouen, pour en faire rapport aux Etats ; Etant le Proc.^r Général du Roi requis d'assister.

Les Etats étant informés que quelques Ecclésiastiques Catholiques Romains ont essayé de faire des impressions sur l'esprit des Habitans de cette Isle en matiere de Religion, ont Jugé convenable de prier le Commandant en Chef de faire sortir incessamment du Païs ceux desdits Catholiques Romains qui lui seront denoncés par quelque Personne de credit pour avoir ainsi osé porter atteinte aux principes de la Religion Protestante heureusement établie dans cette Isle et chaque Connétable et tout autre Officier de Police est chargé de veiller à l'exécution de cet Acte et à l'intention des Etats sur ce sujet. Les Etats ayant deplus reçu information que plusieurs desdits Catholiques Romains s'ingèrent d'exercer leur Religion d'une maniere publique contraire aux Loix du Païs, Les Officiers de Police sont expressément enjoins de mettre la Loi en execution à cet egard tout quoi sera imprimé et publié.

Les Etats sur la representation du Commandant en Chef et du Colonel du Regiment du nord-ouest que le magasin à poudre de Bonnuit⁽¹⁾ est en mauvais état et mal situé, Les Etats ont resolu que ledit Magasin sera changé à l'autre extremité du Corps de Garde et que le Pignon dudit Corps de Garde qui menace ruine sera réparé le tout aux fraix publics et sous les directions du Commandant en Chef, dudit Colonel et du Connétable de St: Jean, Le Tresorier des Etats étant autorisé et chargé d'emprunter sur le nouvel Impôt l'argent requis à cet effet.

L'an mille sept Cents quatre vingt quatorze, le huitième Jour 1794, 8 Mars.
de Mars.

Present le Très Honorable seigneur Alexandre Comte Belcarres etc. Commandant en Chef etc.

(1) Sic.

1794. **Etats tenus** Par Edo^d Le Maistre Esc^r etc. Juge Delegué
etc. President de l'Assemblée, etc. etc.

Franç^s Marett Esc^r Justicier est en défaut a assister aux Etats.

Jean Poingdestre Esc^r Justicier est en défaut excusé par maladie.

Après le serment de Jacq^s Amice Lempriere Esc^r Cha^s De La Garde
Esc^r Justicier demeure exoiné par maladie.

Vénérable Homme Franç^s Le Breton Recteur de S^t Sauveur est en
défaut excusé par maladie.

Le Rev^d George Bertram Recteur de S^t Brelade est en défaut à
assister aux Etats.

Après le serment de Clem^t Bailhache G^t Le Rev^d Franç^s Ricard Rec-
teur de S^t Jean demeure exoiné par maladie.

Le Commandant en Chef ayant fait assembler les Etats pour leur communiquer l'intelligence qu'il vient de recevoir, que les ennemis sont actuellement assemblés, en force, sur les côtes voisines ; que leur projet déclaré est une descente dans cette Isle, et qu'ils annoncent qu'ils y sont invités par les Habitans de Jersey, dans la vuë, sans doute, d'encourager leurs Soldats, en leur faisant entendre qu'ils ne rencontreront aucune résistance, et peut-être aussi dans la vuë de donner de mauvaises impressions de la Loyauté de ce Pays à nôtre auguste souverain : Les Etats après avoir témoigné au Commandant en Chef leur reconnoissance pour ses attentions dans ce moment critique, ne peuvent se dispenser d'exprimer l'horreur qu'ils ressentent d'une calomnie aussi fausse, qu'elle est malicieuse, contre la fidélité reconnuë des habitans de cette Isle, Les Etats prennent cette occasion d'assurer le Commandant en Chef de leur Zele et de leur attachement inviolable au meilleur des Rois et au Gouvernement Britannique, sous lequel cette Isle a joui pour plusieurs siècles de privilèges et avantages inestimables. Ils lui declarent, qu'il les trouvera toujours prêts à seconder ses efforts pour la sûreté de la patrie et connoissant, par une heureuse expérience, les sentiments du peuple qu'ils représentent, Les Etats osent assurer le Commandant en Chef du dévouem^t de ce peuple Loyal et de son ardeur à défendre son Pays et a repousser les attaques d'un ennemi cruel et barbare, qui foule aux pieds toutes les Loix divines et humaines et qui n'a d'autre but que le pillage et la destruction de ses semblables, souhaitant en même tems,

que les avis communiqués par le Commandant en Chef aux Etats à l'égard de l'invasion méditée, et la calomnie atroce repandue sur le Compte du plus fidèle des Peuples, et qui ne peut manquer d'exciter la plus vive indignation dans le cœur des habitans soient publiquement connus, Les Etats ont ordonné que ce présent Acte, voté à l'unanimité, sera imprimé, publié et affiché dans toutes les Paroisses de cette Isle, et les Ministres sont requis de vouloir bien en donner Lecture en chaire, dimanche prochain. 1794.

Les Etats après avoir délibéré sur les mesures à prendre dans la situation critique et dangereuse où le Pays se trouve présentement d'après l'information que le Commandant en Chef vient de leur annoncer qu'une descente est projetée sur ces Isles ont cru devoir outre les moyens qu'ils ont déjà pris par Petition à sa Majesté prier le Commandant en Chef de vouloir bien envoyer incessamment un exprès à l'Amiral Macbride qui est stationné, à ce que les Etats apprennent, dans les Parages de Cherbourg, pour lui donner avis des circonstances susmentionnées et l'engager à nous fournir des secours navals et de lui transmettre une Copie authentique des affidavits passés par plusieurs Pilottes de cette Isle qui certifient que la rade de vieux Chateau est une station sûre et commode pour des fregates.

Les Etats convaincus que dans ce moment où le Pays est menacé d'une invasion la sûreté publique exige l'assistance de tout individu pour la défense de la patrie, ont ordonné qu'un embargo sera mis incessamment sur tous Vaisseaux ou Bateaux et il leur est en conséquence défendu de sortir du Pays, sur telle peine qu'il appartiendra à moins d'une permission spéciale du Commandant en Chef, ce qui sera publié.

Les Etats ont cru devoir engager quelques Pilotes de cette Isle connaisseurs de la Rade du Vieux Chateau à s'embarquer dans l'exprès que le Commandant en Chef va envoyer vers l'Amiral Macbride et ils ont autorisé et chargé Messieurs Hemery, Le Couteur et Du Pré de faire accord avec deux ou trois des meilleurs Pilotes à cet effet. Le Commandant en Chef étant requis de faire mention de cette circonstance dans ses dépêches audit Amiral.

Les Etats ont chargé les Connétables de pourvoir cinquante Livres de Pain en biscuit et un Barril d'eau pour chaque Tour située dans leurs Paroisses respectives et de l'y faire loger le plutôt possible pour l'usage des troupes qui pourroient les occuper letout aux fraix publics.

1794.

Messieurs les autorisés pour le Havre de St Helier ayant représenté aux Etats, que, quoiqu'il ne reste pas d'argent du provenu des ancragés et du Bateau de santé en somme assez considerable pour reprendre presentement l'ouvrage à l'islet, il en demeure à leur disposition suffisamment pour enlever sinon letout au moins la plus grande partie des rochers qui se trouve encore dans l'enceinte du havre aux Anglois et pour y placer des tapras, ce que considéré Les Etats ont autorisé les mêmes Messieurs à employer cet argent à l'enlèvement desdits Rochers et ont ordonné que les Batimens qui auront besoin de lest, seront contraints à lester des pierrailles desdits Rochers au prix par tonneau qui sera fixé par lesdits autorisés, lesquels sont aussi autorisés à faire placer des taprats dans ledit Havre aux Anglois où ils trouveront convenable.

N.B.—Cette Requête a été préparée par le Comité pour la Défense de l'Isle, en conséquence de l'Acte des Etats du 22^e Fév^r 1794.

To the King's most Excellent Majesty

The humble Petition of the States of your Majesty's Island
of Jersey

Sheweth

That on the eleventh day of January last your Petitioners ventured to Lay at your Majesty's feet their humble representation stating the danger to which they conceived this Island to be exposed and the grounds upon which their apprehensions were founded : and they humbly and earnestly prayed, that Your Majesty would be graciously pleased to grant a reinforcement of Troops, and some Ships of War, for their defence.

That the dangers which first appeared to threaten this Island when the States last addressed your Majesty, are now from various circumstances considerably encreased, in so much that by the best information to be obtained and concurring observations the Enemy at this time are meditating an attack on these Islands.

Your Majesty will deign to pardon, it is hoped, the urgent solicitations and repeated entreaties of your Petitioners at a moment like the present seeing their Country on the point of being attacked by a most daring and desperate foe, without having as they conceive sufficient means of defence.

Your Majesty may rest assured that no exertion may be wanting on the part of your most faithful subjects the Inhabitants of Jersey,

to defend the Island, and oppose the Enemy. But it is the duty of the States to submit with all humility to your Majesty at this particular juncture their most serious apprehensions respecting the safety of this Place for want of a sufficient force to defend it, by sea and Land and should any doubt arise with respect to the security of a station for ships of war in these parts, the States humbly presume to point out the old Castle Bay to be a very advantageous and safe Road-stead for frigates of any size having sufficient depth of water and good holding ground : It is moreover a station from whence Ships would most effectually guard the Island and could with certainty check or intercept the numerous french Convoys of provisions and stores that frequently pass and repass, some of which have been seen even since our last Petition to your Majesty, and in confirmation of what your Petitioners venture here to state to your Majesty, they beg leave to refer to the annexed Certificates from the best and most experienced Pilots of this Island, by whose testimony it will appear that the Station above mentioned is not only from their own knowledge perfectly safe but that it was held in that light by many of your Majesty's naval Officers after having experienced it.

1794.

Your Petitioners therefore beg leave to renew their most humble and most earnest entreaties, praying that your Majesty may be graciously pleased to grant such a reinforcement of Troops and such a squadron of ships as your Majesty in your great wisdom and paternal care will deem adequate to the defence of this Island.

And your Petitioners as in duty bound will ever pray etc. &c. &c.

Sign'd

By order of
the States

/ Phil. De Carteret Greffr

Jersey, 26th Feb^r 1794.

L'an mille sept cents nonante quatre, le vingt deuxième Jour
de Mars.

1794, 22 Mars.

Present le Très Honorable seigneur Alexandre Comte Bel-
carres etc. Commandant en Chef, etc.

Stats tenus Par Edo^d Le Maistre Esc^r etc. Juge Delegué
etc. President de l'Assemblée, etc. etc.

Jean Poingdestre Esc^r. Justicier est en défaut excusé par maladie.

1794. Mons^r le Juge Delegué ayant produit aux Etats une Lettre de la part de Mons^r le Lieutenant Gouverneur qui lui transmet une Lettre du Secrétaire d'état avec un ordre de Sa Majesté en Conseil en date du 12^e Fevrier 1794 qui dirige que la quarantaine établie par ordre de sa Majesté en Conseil en date du 6^e Jour de novembre 1793 soit discontinuée, Les Etats ont ordonné que ledit ordre sera enteriné dans le Livre des Etats pour tirer son plein et entier effet selon sa teneur et que le present acte sera publié.

[Suit, à la page 17 du Livre 9 des Etats, l'Ordre en question.]

D'après les dernières informations reçues de la côte voisine l'intention de l'ennemi d'attaquer cette Isle avec une force formidable devenant de plus en plus apparente, et le danger paroissant présentement très imminent : Les Etats ont instamment requis le Commandant en Chef de redoubler sans delai ses instances auprès du Gouvernement pour un renfort de troupes et une escadre de Vaisseaux de Guerre et de prier de leur part le Marechal Conway leur digne Gouverneur lequel a tant de fois employé son influence et ses soins pour le bien-être de cette Isle, de vouloir bien les lui accorder dans ce moment critique en s'adressant à sa majesté et à ses ministres afin d'obtenir les fins des Requêtes reiterées des Etats sur ce sujet important, Le Commandant en Chef est de plus requis de transmettre par exprès cet acte au ministre du Roi et au Maréchal Conway.

Comité. **Considerant** que les circonstances actuelles exigent que l'embargo qui fut mis sur les Vaisseaux et Batteaux de l'Isle soit continué jusqu'à autre ordre : mais que des cas peuvent se presenter où il seroit à propos de permettre la sortie à quelques Bâtimens, Phil. Robin Esc^r le Rev^d Mons^r Bertram & Jacq^e Pipon Esc^r, Jacq^e & Clement Hemery Esc^r, Jacq^e Amice Lempriere Esc^r et le Rev^d Docteur Du Pré sont nommés pour être un Comité, chargé de se consulter ⁽¹⁾ avec le Commandant en Chef lorsqu'il s'agira d'accorder quelque permission ; deux desquels dits Messieurs pourront agir.

LES ETATS ont resolu que la somme de quarante Livres d'ordre sera payée annuellement par le Tresorier du nouvel Impôt a chaque Colonel pour etre appliquée aux salaires des Fifres ou musiciens des Regiments respectivement le premier paiement commençant au Jour S^t Michel prochain.

(1) Sic.

PIERRE Mauger Gent : demeure appointé et autorisé à faire l'ex-
traite des amendes et confiscations adjugées au benefice de l'Hopital
Général, et est requis d'assister le Tresorier dudit Hopital a recueillir
et recevoir le provenu desdites amendes et confiscations. 1794.

LECTURE ayant été cejourd'hui faite aux Etats d'un rapport du
Comité de l'Hopital Général en date de l'An 1794 le 20^e Jour de
Mars, exposant que l'administrateur declara le susdit Jour au Comité
que vendredi le 14^e du courant une fille nouvellement née fut trouvée
entre cinq et six heures du matin à la porte du nouvel edifice dans un
Panier avec quelque peu de petit linge, qu'il crut devoir en prendre
soin qu'il l'avoit en consequence donnée à une femme de l'Hopital
nommée Elizabeth Perrier pour l'allaiter, qui a bien voulu sevrer son
enfant, qu'il avoit avec l'approbation du Recteur de la Paroisse de
S^t Helier fait bâtiser ⁽¹⁾ cette fille par le nom de Sophie Césarée et
que le Comité avoit approuvé la conduite de l'administrateur : Les
Etats d'après le susdit rapport ont décidé que les fraix de l'entretien
de cet enfant seront repartis sur toutes les Paroisses de l'Isle.

Le Comité de l'Hopital Général ayant fait rapport aux Etats
qu'il est d'opinion qu'il pourroit être avantageux pour l'Hopital que la
prochaine Lotterie fût tirée dans un des appartemens dudit Hopital,
Les Etats ont enconsequence décidé que ladite Lotterie sera tirée
dans le lieu susmentionné.

Le Connétable de S^t Helier ayant proposé aux Etats l'admission
dans l'Hopital Général des nommés John Anderson et William Cooper
Invalides Pensionnaires lesquels par rapport à leur âge avancé et
leurs infirmités ⁽¹⁾ ne peuvent fournir à leur subsistance au moyen
de la pension qu'ils reçoivent du Roi, ce que considéré, Les Etats ont
décidé qu'ils y seront admis pourvû que leur pension du Roi revienne
à l'Hopital, auquel effet le Tresorier dudit Hopital prendra l'assurance
de l'argent desdites pensions et que le surplus de l'entretien desdits
John Anderson et W^m Cooper sera reparti sur toutes les Paroisses
de l'Isle, Le Connétable de S^t Helier ayant aussi proposé qu'Anne
Longshaw & John Longshaw deux enfans d'un des Invalides qui ont
été abandonnés par leurs Pere et mere soient admis dans l'Hopital
Général et que les fraix de leur entretien soient repartis sur toutes
les Paroisses de l'Isle, Les Etats ont adopté sa proposition.

(1) Sic.

1794. La Personne qui avoit offert de prêter l'argent pour l'Hopital Général n'ayant pas compris les conditions portées dans l'acte du 22^e Fevrier dernier et ne voulant pas s'y soumettre mais la même Personne voulant bien prêter la somme requise pour un an de sûr et encore six mois d'avertissement, Les Etats considérant qu'ils en auront de cette manière la jouissance pour l'espace de dix huit mois au moins ont cru devoir l'accepter et partant ont autorisé le Trésorier de l'Hopital Général de recevoir la somme susdite et de signer une obligation aux dernieres de ces conditions au nom et sous la garantie des Etats comme Gardiens & Gouverneurs dudit Hopital.

Les Etats ont resolu qu'une somme n'excedant pas deux milles Livres d'ordre sera employée à la construction de Forts ou Batteries pour la meilleure defense de la Baïe de S^t Ouën à tels endroits et de telle maniere que le Commandant en Chef le jugera à propos. Et le Trésorier des Etats est chargé et autorisé d'emprunter la susdite somme sur le nouvel Impôt aux fins susdites.

1794, 29 Mars.

L'an mille sept Cents nonante quatre, le vint neuvième Jour de Mars.

Present le Très Honorable seigneur Alexandre Comte Belcarres, etc. Commandant en Chef, etc. etc.

Etats tenus Par Edo^d Le Maistre Esc^t etc. Juge Delegué etc. President de l'Assemblée, &c. &c. &c.

Jean Poingdestre Esc^t Justicier est en default excusé par maladie.

Cha^t De La Garde Esc^t Justicier & Vénérable Homme Franç^s Le Breton Rect^t de S^t Sauveur sont en défaut à assister aux Etats.

Jacq^t Hemery Esc^t President du Comité pour la Defense de l'Isle, a informé les Etats que, conformément à une résolution prise dans ledit Comité il avoit écrit à Monseigneur Dauvergne Prince de Bouillon pour le prier d'employer ses Bons Offices auprès des Ministres de sa Majesté afin que des forces navales pour lesquelles ils ont réitérement pétitionné Sa Majesté, leur fussent promptement accordées par rapport à la situation actuelle du Pays et que lui, ledit sieur Hemery l'avoit requis, enconsequence de la même autorité, de donner aux Seigneurs de l'Amirauté les renseignemens que son experience et la connoissance qu'il a des côtes de cette Isle et des meil-

1794.

leures rades pour les Vaisseaux de Guerre l'ont mis dans le cas de fournir. Après quoi ledit sieur Hemery a communiqué aux Etats la Lettre qu'il a reçue en reponse de la part du Prince de Bouillon aussi bien que copie de celle que ledit Prince a écrite au secretaire de l'Amirauté par lesquelles il paroît qu'il a eu plusieurs conferences sur le sujet avec les seigneurs de l'Amirauté, qu'il a deplus obtenu l'etablissement d'un convoi regulier pour la protection du commerce d'ici à Southampton et qu'il a fait usage de tous ses efforts pour avancer l'Interêt public et pour assurer le bien etre et la sureté de son Pays natal—Les Etats voyant avec reconnoissance le zele et l'empressement que Monseigneur le Prince de Bouillon a mis a obtenir les fins de leurs differentes requêtes et le devouement qu'il a montré pour sa patrie tant dans cette occasion que dans plusieurs autres ont ordonné que lesdites Lettres seront enterinées dans le Livre des Etats, et ont cru devoir lui faire leurs sincerés remerciemens et afin que les sentiments qui animent les Etats à son egard lui soient connus le Greffier est dirigé de lui transmettre ce present Acte sous le sceau de l'Isle.

Desquelles Lettres la teneur ensuit

Sir

I was on the 7th instant honored with your Letter (of the 26th Ult^o and its inclosures) in the name of the Committee of the States for the deffence of the Island : requesting my best endeavours with His Majesty's Ministers, that the succour of additional forces prayed for (by their Petition to the King) for the security of the Island might be speedy and efficient.

The Committee, Sir, did me Justice, when they addopted my readiness on all occasions, to forward with my best efforts, the Interests and welfare of my native Country.

I consequently lost no time to transmit the Papers convey'd to me, to the Admiralty with the Letter of which I have the honor to inclose you a Copy, and on that day, and since I have had several conferences upon the subject, and will feel happy as I am well persuaded the States will feel satisfied if the counsels I have submitted for the security of the Island are carried into effect, as I am confident it will insure its safety against any hostile attempt of the neighbouring ferocious enemy.

1794. Supported by the recommendation of His Majesty's secretary of state for the home department, I have the satisfaction to acquaint you that the Lords of the Admiralty have been pleased provisionally to convey to Rear Admiral McBride commanding an active squadron in the Middle Channel the apprehensions of the States and the Papers pointing the situation for a Naval relief with strong injunctions and recommendations to attend immediately to the particular security of the Island to which I have taken leave to add in a Letter to that distinguished officer (who honors me with his friendship) the most pressing instances, with such hints founded upon my experience of the Coasts of the Island as I have thought would more immediately defeat any attempt of the Enemy to insult them.

That my Good Countrymen the Inhabitants of the Island may continue to enjoy uninterrupted happiness will ever be one of the warmest wishes of my heart: I take leave to add that my most hearty, and cordial exertions to promote their welfare and Interest, will ever be most sincerely at their service.

I have sought last week to give them a testimony of the truth of these professions by obtaining an arrangement from the Admiralty that a *regular monthly* convoy for the provision Vessels should in future take them up at Cowes, to facilitate which service it will be necessary that they should agree with the Guernsey Trade to assemble at that station at stated times each month when they will with certainty have proper and efficient protection; it would neither be prudent or politic to make too public the time of such Convoy's sailing, as it might waken the vigilance of the enemy to intercept them, but I am authorized to say, that when they are so assembled a regular and sufficient force will attend them to the Islands and bring them back without any difficulty on their Parts, so ready are their Lordships of the Admiralty to afford the Trade every proper protection.

I have the honor to be very perfectly

Sir, Your obedient humble servant

sign'd P. D'Auvergne Prince of Bouillon.

Little Stanhope Street

London March 17th 1794

James Hemery Esq. &^{ca} &^{ca} &^{ca}.

(Copy)

1794.

Sir

A Committee of the States of the Island of Jersey transmitted to me the enclosed Papers, that are Copies of their applications to His Majesty supplicating some additional defence and requesting that from my experience of their Shores I would give any explanation that their Lordships may require which I will most readily do, I have the honor to submit the enclosed Papers for their Lordships information, I have only to add that I have ever thought that an active Naval defence would be the best security of that Island, and that there are diverse situations round the Island, in which Vessels of the rate of Frigates can anchor with safety and that the Island affords Pilots acquainted with those situations. I take leave very respectfully to recommend the exposed situation of the Place to their Lordships consideration.

I have the honor to be

&^{ca} &^{ca} &^{ca}

Sign'd P D'Auvergne Prince of Bouillon

Stanhope Street

7th March 1794

Philip Stephens Esq^r

&^{ca} &^{ca} &^{ca}.

Lecture ayant été faite aux Etats d'une Remontrance de la part de Michel Amy, Phil. Godfray Edo^d Amy, Jean Pallot, Jean Le Boutilhier Tuteur de l'enfant de feu Phil. Cabot de la Paroisse de la Trinité Fief du Petit Rozel, Exposant qu'ils sont les Propriétaires de plusieurs Champs de terre labourables et paturables séant en la même Paroisse et même Fief lesdits Champs situés le long du Chemin Public qui conduit au Corps de Garde qui est bâti sur la montagne qui est au nord du Havre de Rozel, Que tant ceux qui vont à la Garde que ceux qui vont à la ronde ne pratiquent pas ledit Chemin mais vont se rendre au Corps de Garde à travers lesdits Champs ce qui tourne à grand prejudice auxdits Remontrants, Et concluant à ce qu'il soit ordonné que le Chemin qui depuis la chariere du Havre de Rozel conduit audit Corps de Garde par dessus la montagne soit ouvert et rendu praticable qui est le chemin le moins prejudiciable afin que tant ceux qui vont à la Garde que ceux qui vont faire la

K

1794. ronde se rendent par ce lieu là au Corps de Garde, ce que considéré, Les Etats ont requis et autorisé Nicolas Messervy esc^r Le Rev^d Jean La Cloche & Mons^r Phil: Pinel Connétable de ladite Paroisse de la Trinité de se transporter sur les Lieux et examiner l'état des choses pour ensuite en faire rapport.

Les Comptes publics cydessous, ayant été examinés et approuvés par le Comité pour la Defense de l'Isle, savoir

	argent de france		
	£	s.	d.
Le Compte de Clement Bailhache gent. Connétable de S ^t Ouën montant à la somme de	338	9	6
Le Compte de M ^r Nicolas Arthur Connétable de S ^{te} Marie montant à la somme de	172	11	6
Le Compte de M ^r Phil: Nicolle Connétable de S ^t Martin montant à la somme de	458	17	3
Le Compte de Jean Dumaresq esc ^r Connétable de S ^t Sauveur montant à la somme de	134	19	—
Le Compte de M ^r Phil. Le Maistre pour la façon d'un Chariage à Canon présenté par le moyen de Nicolas Messervy Esc ^r cidevant Président du Comité pour la Defense de l'Isle mont ^t à la somme de ...	100	—	—
Le Compte de Jean Dumaresq esc ^r Connétable de S ^t Pierre montant à la somme de	62	2	—
Le Compte de Pierre Mauger Gent: Con ^{ble} de S ^t Laurens montant à la somme de	155	4	9
Le Compte de Geo: Skelton montant à la somme de	102	4	—
Le Compte de Jacq ^s Pipon esc ^r Connétable de S ^t Bre-lade montant à la somme de	494	16	—
Le Compte de M ^r Jean Hooper Connétable de Grou-ville montant à la somme de	281	8	6
Le Compte de Mons ^r Aaron de Veulle Connétable de S ^t Clement montant à la somme de	203	19	3
Le Compte de M ^r Phil: Pinel Connétable de la Tri-nité montant à la somme de	538	15	—
Le Compte de Clem ^t Hemery Esc ^r Con ^{ble} de S ^t He-lier montant à la somme de	566	3	—
Le Compte de Jean Arthur esc ^r Con ^{ble} de S ^t Jean montant à la somme de	239	18	—
Argent de France ...	£3849	7	9

lesquels Comptes montant ensemble à la somme de trois mille huit cent quarante neuf Livres, sept sous neuf deniers argent cours de France, Les Etats les ont approuvés et ont enconsequence ordonné

que la susdite somme sera payée par le trésorier des Etats aux Connétables & autres Personnes susmentionnées respectivement, et dans le cas que le Trésorier ne seroit pas suffisamment en caisse pour payer ladite Somme & pour fournir d'ailleurs au paiement de l'Interêt des obligations dûes par le Public, le Trésorier demeure autorisé d'emprunter la somme nécessaire pour fournir à ces objets.

1794.

L'an mille sept Cents nonante quatre, le premier Jour d'Avril.

1794, 1^{er} Avril.

Présent le Très Honorable seigneur Alexandre Comte de Balcarres etc. Commandant en Chef etc.

Etats tenus Par Edo^d Le Maistre Esc^t Seig^r de St^t Jean la Hougue Boëte Juge Délégué etc. Président de l'Assemblée, &^{ca} &^{ca}.

Phil. Robin esc^t Justicier est en défaut à assister aux Etats.

Vû la mort arrivée à Jean Le Coûteur Esc^t Sen^r Pere de Jean Le Coûteur Esc^t Justicier, ledit sieur Le Coûteur est en défaut excusé.

Jacq^t Pipon Esc^t Connétable de St^t Brelade est en défaut excusé par maladie.

Nota.

Les défauts ajugés vers Cha^t De La Garde Esc^t Justicier & Vénérable Homme Franç^t Le Breton Recteur de St^t Sauveur le 29^e Jour de Mars dernier, demeurent relevés d'autant qu'ils n'avoient été dument avertis, et M. Phil. Burr Stipulant l'Office de Dénonciateur lequel étoit chargé de les avertir est condamné au paiement desdits défauts.

Le Commandant en Chef ayant représenté aux Etats qu'il n'a pas été en son pouvoir de procurer des Logemens suffisans pour mettre en quartier toutes les troupes que Sa Majesté a bien voulu envoyer ici pour la defense du Païs, qu'il a besoin de Logemens pour environ quatre cents soldats priant les Etats de prendre les mesures qu'ils croiront propres pour leur en procurer soit en les cantonnant sur les Habitants Licenciés ou par quelque autre voie convenable, Les Etats, sensibles qu'il est de leur devoir et de l'Interêt Public de procurer toute l'assistance possible au Commandant en Chef dans cette occasion et de concourir avec lui en remplissant les gracieuses intentions de leur debonnaire souverain sont convenus de nommer un Comité qui doit s'assembler incessam^t pour conférer avec le Commandant en Chef et qui est pleinement autorisé, de prendre les mesures

1794. qu'il croira les plus propres et efficaces dans l'occasion soit en procurant des Logemens sans delai ou en cantonnant les soldats sur les Habitans Licenciés s'il ne se presente pas d'autre moyen plus convenable, auquel effet Mess^{rs} Hemery, Patriarche & Lempriere du Comité. Corps de la Justice, Les Rev^{ds} Mess^{rs} De La Garde et Du Pré et les Connétables de S^t Helier et S^t Pierre sont appointés pour composer ledit Comité, trois desquels seront compétens d'agir.

LES ETATS ayant été informés que quelques-uns des Pilotes qui furent employés à Piloter la flotte destinée pour la côte de France dans l'automne dernier se plaignent de n'avoir pas reçu les traitemens ordinaires et craignant que ces plaintes n'indisposeroient tant lesdits Pilotes que les autres et les porteroient à se soustraire à ce service dans ce tems de crise, ont, pour obvier à toute difficulté autorisé Jacq^s Hemery Esc^r Président du Comité pour la defense de l'Isle à répondre vers tous les Pilotes qui ont été ou pourront être demandés pour le service du Roi qu'ils recevront les Gages ordinaires.

LE RECTEUR de la Paroisse de S^t Clement et les Connétables des Paroisses de S^t Sauveur, Grouville & S^t Clement sont autorisés à faire et signer accord avec les Propriétaires des terres de versclu⁽¹⁾ en Grouville et de la Houquette à S^t Clement, pour autant de terrain et de Gazon qu'il est necessaire d'emploier pour les fortifications qu'on est à y eriger & sont lesdits autorisés chargés d'en faire rapport aux Etats : deux desquels autorisés pourront agir.

1794, 5 Mai.

L'An Mille sept cent quatre vint quatorze, le 5^e Jour de Mai.

Présent le Très Honorable seigneur Alexandre Comte de Balcarres etc., Commandant en Chef etc. etc.

Etats tenus Par Edo^d Le Maistre Esc^r etc., Juge Dele-
gué etc. president de l'Assemblée : etc. etc. etc.

La Gestion du Comité pour la Bibliothèque étant expirée Les
Comité de la Cha^s De La Garde & Jean Le Coûteur Esc^{rs} de l'Etat de la Justice,
Bibliothèque. Le Reverend François Le Coûteur Recteur de Grouville, Le Reverend
Docteur Edo^d Du Pré Recteur de S^t Helier, Le Reverend Jean Mallet

(1) Sic.

Recteur de S^t Pierre, de l'état du Clergé, Jacq^e Pipon esc^r Connétable de S^t Brelade, Pierre Mauger Gent. Connétable de S^t Laurens, et Clement Hemery Esc^r Connétable de S^t Helier cinq desquels pourront agir. 1794

Le Recteur de S^t Clement et les Connétables des Paroisses de S^t Sauveur, Grouville et S^t Clement sont autorisés à faire et signer accord avec les Propriétaires des terrains bordant sur le Chemin de la Falaize en la Paroisse de S^t Clement pour autant de terre qu'il sera nécessaire afin de rendre ledit Chemin de largeur suffisante pour pouvoir y passer en tout tems avec l'artillerie et munitions de Guerre tant pour la fortification qu'on est à eriger sur la Houquette, qu'autrement et de faire mettre ledit Chemin en état convenable letout aux fraix publics et sont les dits Autorisés chargés d'en faire rapport aux Etats deux desquels autorisés pourront agir.

Les Etats ont donné le nom de FORT BALCARRES au Fort construit sur la hauteur du mont de verclu en la Paroisse de Grouville et le nom FORT DES EMIGRÉS à celui construit sur la hauteur proche le Hocq en la paroisse de S^t Clement l'un et l'autre erigés aux frais publics d'après la proposition du Très Honorable Seigneur le Comte de Balcarres Commandant en Chef de cette Isle et le dernier desdits Forts construit en grande partie par le travail volontaire des Emigrés Français réfugiés dans ce Pays.

Les Etats ayant été informés par Jacq^e Hemery Esc^r President du Comité pour la defense de l'Isle que les Commissaires de la Lotterie n'avoient pû disposer que d'un très petit nombre de Billets et qu'il n'etoit pas possible que ladite Lotterie tirât outre cette année, Ce que considéré ladite Lotterie est presentement annullée et les Commissaires sont autorisés de restituer l'argent aux Personnes qui avoient achetté desdits Billets.

Les Etats ont résolu qu'à l'avenir l'Huissier des Etats ne sera payé que pour les Jours des sçances des Etats et non des tenues de Comités à moins que le Président d'un Comité ne lui donne un ordre par ecrit d'y paroître.

1794, 10 Juin.

L'An mille sept Cents nonante quatre, le dixième Jour de Juin.

Présent le Très Honorable seigneur Alexandre Comte de Balcarres etc. Commandant en Chef etc. etc.

Etats tenus Par Edo^d Le Maistre Esc^r etc. Juge Delégué, etc. Président de l'Assemblée, etc.

Le Président du Comité pour la defense de l'Isle a aujourd'hui lû aux Etats une Lettre qu'il a reçu de Capitaine Dauvergne Prince de Bouillon, par laquelle il paroît, qu'avec le même Zèle et le même devouement dont il a été toujours animé pour la prosperité de son Pays natal il a reussi à procurer par ses vives sollicitations, l'armement d'une flottille, laquelle doit etre stationnée dans les rades de l'Isle pour sa plus grande sureté ; la susdite lettre annonce de plus que son Altesse avoit cru que cette flotile ⁽¹⁾ se seroit rendue au lieu de sa destination avant cette epoque, que ce retardement ne peut être causé que par le manque de Matelots : et que, pour lever cette difficulté il seroit à souhaiter que des mariniers de l'Isle voulussent bien s'engager dans lesdits Vaisseaux sous la condition expresse, à laquelle il s'obligerait, qu'ils ne serviroient que dans cette flotte et pendant le tems seulement de son séjour sur les côtes de l'Isle. Les Etats ayant pris ces objets importans en considération ont témoigné leur reconnaissance envers le Prince de Bouillon par rapport à l'attachement qu'il ne cesse de montrer pour sa patrie et aux peines qu'il se donne pour sa conservation desirant en même tems de contribuer au succès d'un projet d'où depend essentiellement la defense du Pays contre les entreprises d'un ennemi aussi hardi qu'il est sanguinaire Les Etats ont cru qu'il seroit à propos d'exhorter les marins de l'Isle à servir dans lesdits vaisseaux sous les conditions cidessus enoncées et afin de seconder d'une maniere encore plus efficace les vues de leur débonnaire souverain ils sont venus à la résolution d'accorder une prime de quarante huit Livres cours de france aux matelots de la première Classe et trente six Livres à ceux de la seconde et aux Terriens et cela pour le premier Cent qui s'enrollera. Lesdites primes seront payées par le produit du nouvel Impôt et est le Trésorier dudit Impôt autorisé à emprunter l'argent necessaire et à le payer à la demande de Capitaine Dauvergne Prince de Bouillon.

(1) *Sic.*

De laquelle Lettre la teneur ensuit.

1794.

Sir

I have the satisfaction to acquaint you that having prosecuted the wishes of the Committee of the States for the defence of the Island as transmitted to me by you, I have obtained from the Lords Commissioners of the Admiralty that a strong detachment or flotilla of light armed Vessels with very strong ones, of the nature of Gun-boats and a line of Battle Ship equiped for that particular service are destined to be permanently stationed for the security of this Island, which force His Majesty's Ministers have been pleased to confide to my particular command, it would ere this, have been at its port were not the levies of men for such services, which do not immediately present the alluring prospects of prize-money rather slow the more so at this Juncture, when the other parts of his Majesty's service require and employ so many.

I therefore hope considering the urgency of the service that a few volunteers may be obtained in these Islands, the more so when it is considered that I am authorized with such to engage that they will not on any account unless they desire it, be taken from that service under my orders, but be discharged if the Vessels should be called for any distant situation ; and as much inconvenience and loss to individuals has been represented to me to have arisen from the irregular payment of the Pilots of the Island, I have likewise the satisfaction to acquaint you and the Committee that I have full and discretionary power to see those who may serve under my orders paid and satisfied here without any further trouble to themselves, according to the rates and regulations which will be explained to them when they are engaged for the service, and having the intention in concert with Captain Fergusson who is appointed to raise seamen for His Majesty's Fleet at this place to invite and receive such Volunteers as may come, I have thought it right to inform you of it engaging my honor to the Committee most strictly to adhere to the engagements specified with respect to such of the Inhabitants of the Island as will voluntarily serve ; perhaps the States may see it right (and I am free to say it will be a measure pleasing to his Majesty's Administration) to give the encouragement of their approbation, to such as will with their personal services in the Flotilla add to the security of the Island.

1794. I trust that my established Character as an Officer will warrant to such volunteers as may present themselves every Justice, kind treatment and distinction that their conduct shall claim.

I take leave to add that I shall be ready at all times to co-operate with the Committee, in the purposes particularly committed to them for the safety of the Island, to which my best exertions will be most sincerely devoted.

I have the honor to be very perfectly, Sir,
your very obedient humble servant

Sign'd

P Dauvergne Prince of Bouillon &c.

St Heliers 8th of June 1794

James Hemery Esq^r President &c &c &c.

Phil : De Carteret Esc^r Greffier a communiqué aux Etats une lettre qu'il a reçu de Capitaine Dauvergne Prince de Bouillon en réponse à un acte des Etats qu'il lui auroit transmis par ordre des Etats : après Lecture de ladite Lettre, Il est ordonné qu'elle sera entrée sur le Livre des Etats.

De laquelle Lettre la teneur ensuit

Sir

I have this day been honored with your Letter of the 29th of March enclosing the act of the States of the same date, in which they are pleased to convey their approbation and acknowledgment of my humble efforts to do service to my native Country.

Permit me to entreat you Sir to express to that honorable assembly in my name, the high respect in which I hold their suffrage and my grateful sense of the honor they have done me by their deliberate and public Sanction.

The States, Sir, will ever find me most sincerely disposed to give proofs of my desire to promote on all occasions the Interest and welfare of our little country and its inhabitants collectively ⁽¹⁾ and individually.

I have the satisfaction to acquaint you for their information that certain Vessels of Shallow draft of water mounted with heavy artillery are now equipping which the Lords of the Admiralty design when ready to station permanently at the Island during the war :

(1) *Sic.*

these disposed in proper situations on its Coasts assisted by the attendant Guard boats will I trust answer the purposes of securing the shores of the Island from Insults or surprise, my best efforts will not be neglected to accelerate this desirable means of further security to the Island, in the proposed utility of which I am happy to find, in a conversation I have had on the subject that my opinion coincides with that of Field Marshal Conway who has such an accurate knowledge of the vulnerable Parts of the Post and who, Give me leave Sir to add, is always so generously and zealously interested in its safety and welfare.

1794.

I have the honor to be very perfectly
Sir, Your very obedient humble servant
sign'd P Dauvergne Prince of Bouillon

Little Stanhope Street
London April 26, 1794.

Philip De Carteret Esq^r Greffier to the States &c &c &c.

Phil: De Carteret Esc^r Greffier ayant communiqué aux Etats une Lettre qu'il a reçu de son Excellence le Maréchal Conway Gouverneur en Chef de cette Isle en consequence d'une Petition qu'il lui auroit transmis par ordre des Etats: après Lecture de ladite Lettre: Les Etats sensibles aux attentions de son Excellence lui en temoignent leurs remerciemens et ont ordonné que ladite Lettre sera entrée sur le Livre des Etats.

De laquelle Lettre la teneur ensuit.

London 24th March 1794.

Sir,

I did not delay to forward immediately the Petition of the States which you transmitted on the subject of the Armaments said to be preparing on the French Coast and use every endeavours in my Power for obtaining that attention to the prayer of it, which the subject called for, since that time some additional Companies of Invalids as also 900 men of augmentation have been sent to the Island and now another Battalion has been embark'd & I hope reach'd the Island before this.

I have also dwelt much on the protection of a naval force suited to the occasion and have had the satisfaction of being assur'd by my

L

1794. Lord Chatham that Admiral M^cBride has orders to make the security of the Island with those of Guernsey and Alderney his peculiar care and the Duke of Richmond has assur'd me that some Stores have already been and more will soon be sent with these provisions for it's defence. I am in hopes the alarms natural on such an occasion will be dissipated ⁽¹⁾ and the Enemy knowing the preparations made, as well as the readiness of a considerable Corps now stationed under Lord Moira in the Isle of Wight will lay aside shou'd they have conceived it, so difficult a project as the Invasion of your Coasts so much protected by nature and by art and the different means of defence His Majesty has been pleased to afford them.

I am Sir with great truth and regard
Your most humble & obedient Serv^t

Sign'd H. S. Conway

Phil. De Carteret Esq^r.

Sur la representation faite aux Etats par Clement Hemery Esc^r Connétable de la Paroisse de S^t Helier que le fond du Havre de S^t Helier continue à baisser considerablement et qu'il se decouvre de Jour en Jour des Rochers dans l'enceinte dudit Havre, ce qui est causé par la Grande quantité de sable qui est pris pour lester les navires—Les Etats prenant ce sujet en consideration ont Jugé à propos de defendre et partant il est defendu à toutes Personnes de n'avoir à l'avenir sous quelque pretexte que ce soit d'enlever du sable pour lester des navires dans aucun endroit de la Greve au sud du Pont du Chateau sur peine aux contrevenans de subir une amende de quatre cents Livres suivant à l'ordre du Roi, applicable au benefice du Havre ce qui sera publié et affiché au Havre.

Les Etats ayant pris en consideration une petition signée de quarante deux Habitans de la Paroisse de S^t Ouën tant Propriétaires qu'interessés dans les Batteaux pour la pêche du Maquerau au Havre de l'etat ⁽¹⁾ de ladite Paroisse qui prient les Etats de les dispenser de mettre leurs agrets à terre tous les soirs eu égard à la situation dudit Havre leur ont accordé leur demande jusqu'au dernier Jour de Juillet prochain et du consentement du Commandant en Chef ont ordonné que lesdits Habitans monteront une Garde de trois Hommes toutes les

(1) *Sic.*

nuits sur ledit Havre et ce depuis le dixième Jour de Juin jusqu'au dernier Jour de Juillet pour cette presente année seulement laquelle garde sera sujette aux mêmes peines en cas de default que celle de la milice sans que cela les dispense de faire leur devoir à la garde ordinaire à leur tour, cette Garde sera surveillée par le Connétable de la Paroisse de St Ouen lequel les informera de leur devoir selon les directions qu'il recevra du Commandant en Chef et il aura soin que ce devoir soit dument et ponctuellement rempli, en cas que cette Garde ne fut pas regulierement faite ou qu'elle soit trouvée insuffisante pour la sureté du Pays, Le Commandant en Chef sera en droit de la suspendre et alors les anciens réglemens pour les Agrès des Bateaux demeureront en force à l'égard dudit Havre. 1794.

L'an mille sept Cents nonante quatre, le vint unième Jour de Juin. 1794, 21 Juin.

Présent le Très Honorable seigneur Alexandre Comte de Balcarres etc. Commandant en Chef etc. etc.

Etats tenus Par Edo^d Le Maistre Esc^r etc. Juge Delegué etc. President de l'Assemblée, etc. etc. etc.

Nicolas Messervy Esc^r President du Comité de l'Hopital Général, ayant donné Lecture aux Etats d'une Lettre qui lui est adressée par Thomas Pison Esc^r f^e Tho^s dans laquelle il lui annonce qu'il a en main la somme de quinze Cents Livres cours de france destinée à des usages charitables et qu'il la tient à la disposition des Etats pour être appliquée à la construction de Loges propres à retenir les Personnes derangées en leur esprit et ledit Tho^s Pison Esc^r ajoute qu'il joindra à cette somme celle de mille Livres cours de france. Les Etats après avoir ordonné l'enregistrement de cette Lettre ont accepté avec reconnaissance les offres dudit Tho^s Pison esc^r à l'effet susdit et ont dirigé le Greffier de lui transmettre le témoignage unanime de leurs remerciemens.

De laquelle lettre la teneur ensuit.

Monsieur

Il y a quelques années que j'informai Mess^{rs} du Comité des Etats pour les affaires de l'Hopital Général que j'avois en main quinze

(1) Sic.

1794. Cents Livres cours de France destiné à des usages charitables ; je proposai à ces Messieurs de l'appliquer à construire des endroits propres à retenir des Personnes dont l'Esprit étoit derangé, mais l'affaire demeura indecise.

Il paroît que les Etats sont actuellement dans le dessein de faire executer ce projet, en consequence je prends la liberté de vous reiterer que je tiens à la disposition des Etats ladite somme de quinze Cents Livres à laquelle j'ajouterai mille Livres cours de France.

J'ai l'honneur d'être parfaitement, Monsieur,
Votre très humble & obeissant Serviteur

Signé Tho^s Pipon

S^t Aubin le 20^e Juin 1794

Nicolas Messervy Esc^r &^{ca}.

Un plan de Lotterie dont suit la teneur a été approuvé par les Etats le Benefice de laquelle montant à la somme de cinq milles Livres cours de France sera appliqué a construire des Loges a l'hôpital Général pour retenir les Personnes en démence et s'il y a de l'excédent il sera appliqué à la continuation des travaux necessaires pour les Chaussées de S^t Helier et de S^t Aubin.

Plan d'une Lotterie

1 Billet de 2000	...	...	...	...	...	2000
1 D ^e de 1000	...	...	...	...	...	1000
1 D ^e de 500	...	...	...	...	...	500
3 D ^e de 200	...	...	...	...	...	600
6 D ^e de 100	...	...	...	...	...	600
16 D ^e de 50	...	...	...	...	...	800
975 D ^e de 24	...	...	...	...	...	23400
1003	p ^r Billet tiré supposé 4 jo ^{rs} de tirage, 25 ft.	...	...	...	...	100
Blancs 1997	Dernier D ^e	...	...	...	...	100
	fraix de tirage	...	...	...	...	1900
	Benefice	...	...	...	...	5000
3000 Billets à 12 ft p Billet fait	...	...	...	...	...	£36000

Conditions

Le Tirage commencera Lundi 8^e Decembre 1794 et finira avant le 25^e dudit mois.

Les £5000 de benefice seront payées le 21^e Octobre prochain.

1794.

Les Entrepreneurs auront l'usage des Roues et appartenances qui servoient aux Lotteries precedentes, la Lotterie sera tirée dans la Cohue Royale sous l'inspection des membres des Etats qui seront appointés à cet effet.

Les Prix seront payés dans le cours d'un mois après le tirage fini et sans deduction.

Le Comité de l'Hopital Général a présenté un Tableau des Dépenses pour l'Entretien des Pauvres dans l'Hôpital Général durant la première année finissant le 11^e de Fevrier dernier ledit Jour inclus, par lequel il paroît que ledit entretien a couté la somme de trente sept milles Cent douze Livres, sept sous six deniers et qu'il a été reçu en moyens tant extraordinaires qu'ordinaires la somme de dix neuf milles deux Cents vingt trois Livres, dix neuf sous, six deniers dont il resulte une ballance de dix sept milles huit cents quatre vingt huit Livres huit sous au cours de france à répartir entre les sept Paroisses qui y ont envoyé leurs Pauvres dans leurs différentes Proportions au rât Public, Les Etats ont pris en consideration ledit Tableau avec les Pieces justificatives sur lesquelles il est dressé et ont approuvé letout ; partant le Trésorier de l'Hôpital Général demeure autorisé à recevoir la somme de

£	s.	d.	
5668 . 17 .	2	du	Connétable de la Paroisse de S ^t Helier ; la somme de
2519 . 9 . 10	du	„ „ „	de S ^t Pierre ; „ „
2519 . 9 . 10	du	„ „ „	de S ^t Sauveur ; „ „
2173 . 1 . 2	du	„ „ „	de S ^t Laurens ; „ „
2173 . 1 . 2	du	„ „ „	de la Trinité ; „ „
1447 . 4 . 3	du	„ „ „	de S ^t Jean ; „ „
1417 . 4 . 3	du	„ „ „	de S ^{te} Marie, le tout argent

de france ; mais comme l'entretien des Pauvres qui sont à la charge de toute l'Isle est compris dans les avant dites depenses ledit Trésorier en recevra la proportion de chacun des Connétables des Paroisses qui n'y ont point envoyé leurs Pauvres selon le Tableau aussi présenté par le même Comité par lequel dernier Tableau les proportions des Paroisses de S^t Ouen, de S^t Brelade, de Grouville, de S^t Martin et de S^t Clement se montent à la Somme de seize Cents vingt cinq Livres trois Sous deux deniers cours de france, laquelle dernière Somme sera employée cōme moyens fournis par les avant dites sept Paroisses à valoir sur leurs proportions des depenses de l'année courante.

1794. Le Comité de l'Hôpital Général a présenté aux Etats un Tableau des fraix de la rebatisse de l'Edifice avec une aile au Pignon du ouest les murs du Jardin et l'acquêt du Cotil par lequel Tableau il paroît que ces differents objets se montent à la somme de soixante et dix sept Milles six Cents douze Livres six sous dix deniers et demi et que les moyens dont on s'est pourvu pour acquitter ces fraix se montent à la somme de soixante et dix huit Milles cinq Cents soixante et dix Livres dix sous un denier et demi desorte qu'il en resulte une balance de neuf Cents cinquante huit Livres trois sous trois deniers dûe par le Trésorier Bertram letout au cours de france. Les Etats ayant pris ledit Tableau en consideration l'ont approuvé et d'après la recommandation dudit Comité ont autorisé ledit Trésorier Bertram a disposer de ladite Ballance pour l'amélioration du Jardin de l'Hôpital Général audire du Comité.

1794, 21 Juillet.

L'an mille sept Cents nonante quatre, le vint unième Jour de Juillet.

Présent le Très Honorable Seigneur Alexandre Comte de Balcarres, etc. Commandant en Chef, etc. etc.

Etats tenus Par Edo^d Le Maistre esc^r. etc. Juge Delegué etc. President de l'Assemblée, etc. etc.

Le Rev^d Jean Mallet Rect^r de S^t Pierre est en default à assister aux Etats.

Le Rev^d Docteur Edo^d Du Pré Rect^r de S^t Helier est en default excusé.

Les Etats saisissent l'occasion de leur premiere assemblée depuis le depart du 63^e Regiment de Sa Majesté depuis peu cantonné dans cette Isle pour temoigner par un acte public la satisfaction qu'ils ont ressenti de la bonne intelligence qui a constamment subsisté entre les soldats dudit Regiment et les Habitans du Païs depuis leur séjour ici, Sensibles en même tems que le bon ordre et la discipline exemplaires qui ont si heureusement regné dans ce Corps et dont le Païs a ressenti les avantages sont l'effet des soins et des attentions particulieres du Colonel, du Lieutenant Colonel et des autres Officiers dudit Regiment : Les Etats leur en doivent et souhaitent leur en témoigner leurs sinceres remercimens lesquels ont été votés à l'unanimité ; pour cet effet le Greffier est dirigé d'ecrire deux copies du present acte en

parchemin, de les faire mettre sous le sceau de l'Isle et ensuite les
délivrer au Très Honorable Seigneur le Comte de Balcarres Colonel
dudit Regiment, lequel est requis de transmettre une desdites Copies
à Stephen Howe Esc^r Lieut^t Colonel dudit 68^e Regiment. 1794.

Jean Dumaresq Esc^r Connétable de la Paroisse de S^t Pierre a
présenté aux Etats un ordre de Sa Très Excellente Majesté en Conseil
.....

[Suit, dans l'original, p. 45-46, un Ordre du Conseil, du 4 Juillet
1794, au sujet du plant de pommiers, d'arbres de haute
futaie, et de la Chasse : cet Ordre est imprimé dans le
"Recueil des Lois".]

Le Président a présenté aux Etats une Lettre de Mons^r le Lieu-
tenant Gouverneur avec un ordre de Sa Très Excellente Majesté en
Conseil

[Suivent, aux pages 47 et suivantes la lettre et l'Ordre du Conseil
ci-dessus mentionnés, concernant la réparation des pompes
et le nettoyage de la Ville. Ces documents sont imprimés
dans le "Recueil des Lois".]

L'an mille sept Cents nonante quatre, le vint sixième Jour 1794, 26 Juillet.
de Juillet.

Présent le Très Honorable Seigneur Alexandre Comte de Bal-
carres, etc. Commandant en Chef, etc. etc.

Etats tenus Par Edo^d Le Maistre Esc^r etc. Juge Delegué
etc. Président de l'Assemblée, etc. etc.

Le Rev^d Clement Dumaresq Recteur de S^t Clement & le Rev^d Franç^s
Ricard Recteur de S^t Jean sont en défaut excusés.

Les Etats informés du départ du 3^me Regiment de sa Majesté
depuis peu cantonné dans cette Isle prennent cette occasion pour
témoigner par un acte Public la satisfaction qu'ils ont ressentie de la
bonne intelligence qui a constamment subsisté entre ledit Regiment
et les Habitans du Pays depuis leur séjour ici. Sensibles en même
tems que le bon ordre et la discipline qui ont regné dans ce Corps
sont l'effet des soins et des attentions particulieres du Lieutenant
Colonel, du Major & des autres Officiers dudit Regiment : Les Etats
leur en font des remerciemens, et le Greffier est dirigé d'ecrire une

1794. Copie du présent acte en parchemin afin qu'elle soit mise sous le sceau de l'Isle, et ensuite delivrée au Très Honorable Seigneur le Comte de Belcarres lequel est prié de vouloir bien la transmettre à Mylord Newark le Lieut^t Colonel dudit Regiment.

Les Etats considérant que les Réglemens déjà établis au sujet des droits d'Impôt sur les Liqueurs etrangeres ne sont pas suffisans pour empêcher l'introduction et vente frauduleuses desdites Liqueurs ont dirigé le Comité des Chaussées de s'assembler le plutôt qu'il sera possible pour prendre le sujet en consideration et preparer tels réglémens qu'il croira utiles afin de les presenter aux Etats pour leur approbation.

Les Etats ont chargé le Comité de defense de dresser un Tableau des sommes d'argent qui ont été en differens tems votées par les Etats afin qu'ils soient à portée de connoître l'état actuel des finances publiques.

Les Etats ont cejourd'hui autorisé le Comité de l'Hopital Général à disposer à fin d'heritage par Lots selon le plan approuvé par les Etats du terrain vacant appartenant audit Hopital & situé au ouest d'icelui.

Les Etats ont approuvé d'une adresse à son Excellence le Maréchal Conway Gouverneur en Chef de cette Isle qui a été preparée par le Comité de Defence au sujet de la situation critique du Païs, & le Greffier a été dirigé d'en transmettre une Copie autentique ⁽¹⁾ à son Excellence par la premiere occasion et d'en delivrer un ⁽¹⁾ autre Copie autentique à Monseigneur le Commandant en Chef.

La Gestion du Comité des Chaussées étant expirée, Les Etats ont choisi un nouveau Comité composé de douze membres savoir de Nicolas Messervy, Phil. Robin, Jacq^s Hemery & Jacq^s Amice Leinpriere Esc^{rs} Justiciers Vénérable Homme Franç^s Le Breton, Rect^r de S^t Sauveur, Le Rev^d Franç^s Valpy Rect^r de S^{te} Marie, Le Rev^d George Bertram Rect^r de S^t Brelade, Le Rev^d Docteur Edo^d Du Pré Rect^r de S^t Helier, Jean Dumaresq Esc^r Con^{ble} de S^t Pierre, Pierre Mauger Gent. Con^{ble} de S^t Laurens, Clement Hemery Esc^r Con^{ble} de S^t Helier et Franç^s Valpy dit Janvrin esc^r Con^{ble} de S^t Brelade.

(1) Sic.

Comité des
Chaussées.

Les Etats convaincus de la nécessité urgente et indispensable de faire bâtir le plutôt possible sur le terrain appartenant à l'Hopital Général des loges pour la reception des Personnes derangées dans leur esprit ont d'après la recommandation du Comité résolu d'autoriser ledit Comité de faire construire des loges sur le plan proposé à l'effet susdit.

1794.

L'an mille sept Cents nonante quatre, le seizième Jour d'Août.

1794, 16 Août.

Présent le Très Honorable Seigneur Alexandre Comte de Belcarres etc. Commandant en Chef etc. etc.

Etats tenus par Edo^d Le Maistre Esc^t etc. Juge Delegué etc. Président de l'Assemblée, etc. etc. etc.

N.B. — Ce défaut est relevé par Acte du 30^e du courant.

M^r Phil. Pinel Connétable de la Trinité est en défaut à assister aux Etats.

Après le serment d'Abraham Aubin esc^t, Jean Dumaresq Esc^t Con^{ble} de S^t Sauveur demeure exoiné par maladie.

Les Etats informés qu'un grand nombre de Personnes ont été depuis peu attaquées du flux de sang dont plusieurs sont mortes, que cette maladie ne s'est manifestée que depuis l'arrivée des recrues qui sont logés dans differens endroits de la ville, considerant donc qu'il est plus facile d'arrêter les maladies dès leur origine qu'après qu'elles se sont repandues, ont cru, par mesure de precaution, devoir prier le Commandant en Chef de vouloir bien retirer les recrues desdits Lieux et de les placer dans d'autres endroits hors de la ville où l'air soit moins sujet à être étouffé et où la Santé puisse-t⁽¹⁾-être maintenue et sur la declaration du Commandant en Chef qu'il n'avoit pas de place où les loger, Les Etats lui ont indiqué les casernes de Sa Majesté batties⁽¹⁾ à la collette dans lesquelles il n'y a point de troupes à présent et l'ont requis de les y mettre incessamment.

Le Commandant en Chef ayant représenté aux Etats que c'etoit l'opinion de son Excellence le Maréchal Conway qu'il seroit necessaire pour l'avancement & l'accomplissement des travaux publics que tous les ouvriers de l'île y fussent incessamment employés et ayant souhaité que cet objet fut referé à un Comité, Les Etats ont chargé le

(1) Sic.

1794. Comité de la defense de l'île de s'assembler au premier jour, de prendre ce sujet important en leur consideration et de faire rapport du resultat de leurs deliberations aux prochains Etats.

Les Etats considérant que le rapport des Commissaires Royaux sur la proposition pour le rétablissement du Jugement des Enquêtes⁽¹⁾ dans cette Isle a été delivré depuis un tems considerable à l'Office du Conseil et qu'aucune notification ne leur est parvenue du resultat de cet objet interessant ont nommé et appointé, Mess^{rs} Patriarche, Du Pré & Dumaresq de S^t Pierre de preparer ⁽¹⁾ une adresse à Sa Majesté sur ce sujet et de la presenter aux prochains Etats.

Considérant que l'établissement des Pack bots entre le Port de Weymouth et cette île est des plus utile au Païs, mais que malheureusement les Habitans n'en retirent pas tous les avantages auxquels ils auroient lieu de s'attendre par rapport à l'arrivée de chaque Packbot au Samedi & à son départ le lundi matin la plupart des Habitans de l'île étant ces deux jours-là appelés à des occupations indispensables, Les Etats sont convenus d'adresser une Lettre sur ce sujet au Très Honorable Seigneur le Comte de Chesterfield & au Très Honorable Seigneur le Comte de Leicester grands Maîtres du Bureau des Postes à Londres pour les prier de vouloir bien changer le jour du depart de chaque Packbot de Weymouth et les Etats ont dirigé le Greffier d'envoyer ladite Lettre avec ce present acte à leurs Seigneuries au nom des Etats et d'en transmettre une Copie à son Excellence le Maréchal Conway Gouverneur en Chef de cette Isle et d'en delivrer une autre Copie au Très Honorable Seigneur le Comte de Balcarres Commandant en Chef, Les Etats les priant l'un et l'autre de vouloir bien appuier cette requête de leur influence et par leurs gracieuses interpositions.

De laquelle Lettre la teneur ensuit.

The Right Honorable the Earl of Chesterfield & the Right Honorable the Earl of Leicester, Post Masters General
&^{ca} &^{ca} &^{ca}.

My Lords,

We the States of the Island of Jersey sensible of the great utility arising from the late appointment of Regular Packets between

(1) *Sic.*

Weymouth & this place beg leave at the same time to represent to your Lordships that this Island does not reap all the advantages which might be expected from this excellent establishment on account of some inconveniences, which we shall submit to the consideration of your Lordships & which we conceive it would not be difficult to obviate. 1794.

Every thursday one of the Packets sets off from Weymouth, it arrives at Jersey generally on Saturday and the Letters are not delivered till many hours after its arrival, the mail closing Sunday evening at seven it sails again on monday morning, consequently the only time left to Persons here to attend to their Correspondents is part of the Saturday & Sunday.

The first of these is a day on which most of the publick business of the Island is transacted, the sittings of the Royal Court, the meetings of the States & of the several Committees of the States, are usually held on Saturdays so that almost every Gentleman of the Island is indispensably employed on that day. It is moreover the only market day of the week, when the Country People ressort to town from the different Parishes & merchants & shopkeepers are wholly occupied in attending to their business and customers.

The Sunday before and after divine service is taken up in exercising the militia and in this most essential duty every man high & low with very few exceptions is employed, for the Militia of Jersey consists of all those who are able to bear arms.

It becomes therefore morally impossible for men in business here to answer the Letters of their Correspondents by the same Packet that brings them without great detriment to the affairs of the Island on Saturday & without neglecting the militia and absenting themselves from divine service on Sunday & it is absolutely impossible for merchants to return a Bill with protest by the same Packet, we need not point out to your Lordships how injurious this is to the community in general.

We shall venture with deference to mention another inconvenience arising from the Packet remaining twenty four hours in Guernsey in its way back to Weymouth, namely that of preventing the return of answers from London by the next packet⁽¹⁾ that arrives after the Letters are written, the answers arrive at Weymouth one day too late & therefore remain another week.

(1) *Sic.*

1794. Whereas if the Packet staid but a few hours at Guernsey in its return to England the conveyance would be much more quick and regular nor would any inconveniency as we conceive arise on this account to the Inhabitants of Guernsey; because they would have full time to answer Letters between the time of the arrival of the Packet there on its way here & the time of its return to Guernsey in its way back to Weymouth which is an interval of some days.

Under these circumstances we hope your Lordships will be pleased to make some alteration in the mode of improving this useful establishment by fixing any other day of the week, but thursday for the Sailing of each Packet from Weymouth; & if it be not improper we would wish to mention that their Sailing on Sundays would be well calculated for the ease & conveniency of the Merchants of this Island, and we further crave leave to pray that your Lordships would make some regulation to shorten the stay of the Packets at Guernsey on their return to England for the reasons above stated.

We have the honor to be with great respect

my Lords Your Lordships most obedient
& most humble Servants

Sign'd
by order of the States / Phil: De Carteret Greffier.

Jersey 16th August 1794./

1794, 30 Août. L'an mille sept Cents nonante quatre, le trentième jour d'Août.
Présent le Très Honorable Seigneur Alexandre Comte de Balcarres, Major Général des Armées du Roi, etc., Commandant en Chef etc.

Etats tenus par Edo^d Le Maistre Esc^r Seigneur de S^t Jean la Hougue Boete Juge Delegué etc.

Franç^e Maret^t esc^r Justicier est en défaut a assister aux Etats.

Le défaut ajugé vers M^r Phil: Pinel Connétable de la Trinité le 16^e Août dernier demeure relevé d'autant qu'il n'avoit été dument averti & M^r Phil: Burr Stipulant Denonc^r lequel étoit chargé de l'avertir est condamné au payement dudit défaut.

Les Etats après avoir oui le rapport du Comité appointé par acte du 16^e du courant sont convenus de presenter derechef, une humble

Requête à Sa Majesté la suppliant très instamment d'accorder le plutôt possible son approbation Royale aux Réglemens proposés pour le rétablissement du jugement par Enquête moyen seul capable de rétablir l'ordre dans la Jurisdiction et de prevenir les suites funestes d'un arrêt total de l'administration de la Justice. Partant le Greffier est dirigé de signer ladite Requête au nom des Etats de la faire mettre sous le sceau de l'Isle et ensuite la transmettre au Clerk du Conseil pour être présentée à Sa Majesté. Les Etats ont en même tems chargé Jean Dumaresq esc: Con^{ble} de St. Pierre d'en envoyer une Copie authentique à son Excellence le Maréchal Conway Gouverneur en Chef de cette Isle le priant de vouloir bien seconder les efforts des Etats dans cette occasion comme il l'a fait dans tant d'autres lorsqu'il s'est agi du Bien-être et de la sureté du Païs. 1794.

De laquelle Requête la teneur ensuit.

To the King's most Excellent Majesty in Council

The humble Petition of the States of the Island of Jersey
Sheweth

That it is now more than eight years since your Petitioners undertook to examine into the civil and Criminal Laws of this Island and to point out the defects in the mode of proceeding to trial and Judgment, in the Court of Justice.

Your Petitioners were induced to this irksome and laborious task from the consideration of many inconveniencies which they saw and experienced & also on account of the serious complaints and representations of the Inhabitants upon the abuses naturally arising from a most vicious system.

After a full investigation of the subject, the States found that the grievances so much felt and so often complained of, proceeded in a great degree from the uncertainty of the Laws but principally from the defects and abuses in the administration of Justice.

With a view therefore to remedy this great and growing evil, to quiet the minds of the People, and above all to secure to them the blessings of a due administration of Justice, the States agreed upon a Proposition to be submitted to your Majesty in Council for re-establishing under proper regulations, the ancient and original mode of trial in this Island; namely the trial by Juries.

1794.

This Proposition having previously undergone the customary forms passed in the States so far back as the 4th day of october 1786 ; after which it was duly transmitted to your Majesty for your Royal approbation, and your Majesty was pleased on the 5th day of January 1787 to refer it to the consideration of the Right Honorable the Lords of your Privy Council.

It is needless here to mention the various steps which your Petitioners have taken and the great pains and expences they have been at, during the course of more than seven years to bring this matter to a final determination ; these particulars have been stated over and over again in the several Petitions adressed to your Majesty by the States & by the Royal Court on this interesting subject.

It will be sufficient, it is hoped, for the present purpose to state that your Majesty's Commissioners who were entrusted to examine and report what new Laws would be necessary to carry the said Proposal into execution & who bestowed on it infinite Pains and a great length of time have many months ago as the States are informed laid their report on the subject before your Majesty in Council.

The States, in their last Petition dated the 6th of July 1793, gave your Majesty a faithful account of the distressing state to which the judicial proceedings in this Island were reduced, and they humbly stated their apprehensions, that without some speedy relief a total Stop to the administration of Justice & the utmost confusion, of course would ensue.

It is now incumbent on your Petitioners to mention that when any of the Jurats do not attend the Court when called upon even upon the most solemn occasions a trifling pecuniary fine to your Majesty which is never paid seems to be the only consequence of the non-attendance of a Jurat and it sometimes happens that for want of a sufficient number of Jurats to form an ordinary Court or a number sufficient for a Quorum business remains at a stand : causes of the first consequence are delayed ; the loss of time and the expence to Parties is immense ; Public affairs are neglected & the militia service which in time of war particularly requires summary and assiduous proceedings, is materially discouraged and injured thereby.

Your Petitioners humbly submit to your Majesty how lamentable the fate of any Country must be, that is left in such a state, and to what dangers this Island may be exposed at this time by the continuance of the disorders above described.

Sensible of those dangers and always ready to promote the welfare of this his government Marshal Conway to whom the last Petition of the States was transmitted, wrote on the 29th July 1793, that he had immediately sent the Petition to M^r Dundas your Majesty's Secretary of State accompanied by the most earnest desire on his Part, that it might have his immediate attention in order to the forwarding by his intercession a matter so interesting to the whole Island; and that the answer of M^r Dundas was, that the Commissioners had not yet delivered their report but that the moment they should do so, the business should not fail to have his earliest attention. 1794.

The Report of the Commissioners having been for some time past laid before your Majesty in Council, as is before stated, and every other delay and obstacle being it is hoped got rid of, your Petitioners humbly venture again to approach your Majesty & to renew their earnest Prayer.

That your Majesty will be graciously pleased to give your Royal approbation to the Proposal of the States of Jersey for restoring trials by Juries in the said Island in matters civil and criminal under the present System of Baillif and Jurats as contained in the said Proposal and under such forms and regulations as to your Majesty in your great wisdom shall seem meet.

And your Petitioners as in duty bound will ever pray &c &c &c

Sign'd by Order

of the States

Phil. De Carteret Greffier.

Jersey 30th August 1794.

Nicolas Messervy Esc^r Président du Comité de l'Hopital ayant présenté aux Etats un rapport dudit Comité par lequel il paroît que Jean Dumaresq esc^r Connétable de S^t Sauveur un des membres dudit Comité auroit écrit une Lettre audit Sieur Messervy pour l'informer qu'il n'avoit point été averti par ni l'un ni l'autre des Dénonciateurs pour assister audit Comité, que plusieurs membres se plaignoient qu'ils n'avoient point été avertis quarante huit heures avant la tenuë dudit Comité conformément à la Loi & que plus^{rs} autres ne sont point venus au Comité & que les Officiers n'ont point donné de record de l'avertissement audit sieur Messervy : après Lecture dudit rapport, Les Etats ont décidé de le prendre en consideration présentement, mais

1794. vû l'absence du Dénonciateur Dumaresq Les Etats ont remis la consideration de ce sujet aux prochains Etats en presence de M^r Burr Stipulant l'Office de Denonciateur et dudit Sieur Dumaresq l'autre Denonciateur.

1794, 6 Sept. L'An mille Sept Cents nonante quatre, le sixième jour de Septembre.

Présent le Très Honorable Seigneur Alexandre Comte de Balcarres, etc., Commandant en Chef etc.

Etats tenus Par Edo^d Le Maistre Esc^r Seigneur de S^t Jean la Hougue Boete Juge Delegué etc.

Le Reverend George Bertram Recteur de S^t Brélade est en default excusé.

Les Etats considerant que la dyssenterie qui s'est depuis peu manifestée dans plusieurs parties de cette Isle pourroit sensiblement affecter la Santé publique et que cette maladie devient moins dangereuse lors qu'on y apporte des secours immédiats sont convenus d'appointer un Comité composé des membres suivans savoir de Jacq^e Amice Lempriere & Cha^s De La Garde Esc^r Justiciers, de Vénérable Homme Fran^s Le Breton du Révérend Jean La Cloche de Mons^r Aaron De Veuille Connétable de S^t Clement, et de M^r Jean Arthur Connétable de S^t Jean lequel Comité est chargé et autorisé de s'assembler sans delai et de conferer avec des Personnes de la faculté pour aviser aux moyens les plus propres pour arrêter les progrès de cette maladie et d'en faire rapport aux prochains Etats : Les Etats ont cru en même tems devoir charger les Ministres, les Connétables, les Centeniers, les Procureurs du Bien Public et les Surveillans de chaque Paroisse respectivement de s'assembler en Comité (dont deux pourront agir) et en cette qualité de veiller à la Santé publique dans chaque Paroisse, lesquels Comités Paroissiaux sont autorisés de procurer à ceux qui seroient attaqués de cette maladie et qui n'auroient pas les moyens suffisans de s'en pourvoir tout ce qui pourra être nécessaire pour leur rétablissement tant en soins qu'en médecine ⁽¹⁾ et ce aux fraix des Paroisses respectivement. Les Etats ont deplus jugé convenable & nécessaire d'ordonner que jusqu'à autre ordre le

(1) Médicaments.

1794

Ministre de chaque Paroisse sera averti de la mort de chacun des Habitans de sa Paroisse dans trois heures au plus tard après son décès sur peine de Cent Livres d'amende vers le Chef de la Famille ou le proche parent qui aura négligé d'en donner l'avertissement requis. Et l'inhumation de chaque mort sera faite dans le tems et de la maniere réglés par ledit Comité paroissial sur la même peine, ce qui sera publié aujourd'hui dans le marché public et demain dans toutes les Paroisses de l'Isle.

Vû les circonstances actuelles, Les Etats ont remis l'ouverture de la Cour du samedi au premier samedi du mois d'Octobre prochain et des autres Cours accordamment sans qu'aucune Personne puisse se prevaloir de peremption ou de prescription à cause de ladite remise, ce qui sera publié.

L'An mille sept Cents nonante quatre le onzième Jour de 1794, 11 Sept.
Septembre.

Présent le Très Honorable Seigneur Alexandre Comte de Balcarres, etc. Commandant en Chef etc.

Etats tenus Par Edo^d Le Maistre Esc^r etc. Juge Delegué etc. President de l'Assemblée, etc. etc.

Guillaume Patriarche esc^r Justicier est en défaut à assister aux Etats.
Le Rév^d Fran. Ricard Rect^r de S^t Jean est en défaut à assister aux Etats.

Après le Serment de M^r Jean Hooper, le Rev^d Franç^s Le Coûteur, Recteur de Grouville, demeure exoiné par maladie.

Les Etats, ayant entendu le rapport du Comité, nommé par acte du 6^e courant, ont ordonné qu'il sera imprimé, publié et affiché dans toutes les Paroisses, pour l'instruction du public.

Duquel rapport la teneur ensuit

Le Président a déclaré au Comité qu'il donna l'ordre au Deputé Vicomte, pour informer ou faire informer, les Messieurs de la Faculté, que le Comité se tiendrait ce matin, à onze heures, chez M^r Lys dans le dessein de les consulter. En consequence dequoi Mess^{rs} les Docteurs Heriott, Allez, Bolger, Smith et Poingdestre, s'y sont rendus. Le Comité leur a communiqué l'acte des Etats du 6^e du courant, et

N

1794. leur a demandé de lui indiquer les mesures à prendre pour arrêter les Progrès de la maladie qui regne dans l'Isle; sur quoi ces Mess^{rs} se sont retirés dans un autre appartement et ayant rentré, ont annoncé au Comité le resultat de leur conference & lui ont delivré un rapport qui contient leur oppinion ⁽¹⁾ unanime, duquel rapport la teneur ensuit :

Rapport.

Le Comité nommé dans l'acte des Etats du 6^e Septembre 1794 ayant convoqué les Messieurs de la Faculté pour conférer avec eux sur les moyens de prévenir autant qu'il est en soi, les progrès de la contagion régnante, les Messieurs qui s'y sont trouvés, ont unanimement fait leur rapport au susdit Comité, portant

Que l'air, la propreté, la nourriture et le vêtement, estoient les préservatifs plus ou moins à la disposition de tout le monde.

Que durant ce tems où l'Atmosphère paroît chargée de vapeurs nuisibles, ils conseilloyent de donner un libre accès à l'air, dans toutes les maisons, dans les Eglises, dans les Lieux de rassemblement, et d'y faire des fumigations.

Que pendant la secheresse, ils conseilloyent de faire arroser les rues de la ville avec de l'eau de mer deux ou trois fois par semaine, de les balayer ensuite, d'en enlever les immondices et de nettoyer le Lit des ruisseaux.

Deplus, de faire visiter les egouts, connus sous le nom de tonnelles, et d'obliger les Propriétaires à les nettoyer et à les laver.

De recommander la propreté dans toutes les maisons, surtout où il y a des malades, de faire bien observer la nécessité de prendre un soin particulier des Linges qui leur ont servi, d'emporter leurs évacuations sur le Champ et de les déposer dans quelque lieu où elles ne puissent nuire.

D'obliger un chacun, qui n'a pas de Latrines à faire porter à la greve, au dessous du flux de la marée les excréments ⁽¹⁾ de sa famille.

Qu'ils conseilloyent au susdit Comité de représenter la nécessité d'avoir des Latrines publiques.

Ils ont deplus ajouté que les feux tant dans l'intérieur des maisons que dans les rues ou sur les places publiques estoient un des grands moyens pour purifier l'air.

(1) Sic.

1794.

Quant à la nourriture, leur opinion a été, qu'on devoit preferer les végétaux, les fruits cuits et les fruits murs de toute espèce, mais principalement les fruits acides ; qu'on devoit éviter toutes substances animales en quantité, sur tout les graisses ; que si l'on usoit des premières, il les falloit corriger avec le vinaigre ; qu'il falloit éviter la bière qui n'avoit pas été bien fermentée, boire un peu de vin, être sobres, ne commettre aucun excès dans le manger ou dans le boire. Ils conseillent à ceux qui manquent de vin d'ajouter un peu de vinaigre et de sucre à l'eau qu'ils boiront.

Pource qui concerne le vêtement comme un des préservatifs, ces Messieurs ont recommandé l'usage de la flanelle sur la peau. Ils croient devoir tranquilliser le public sur la durée des maladies régnantes, en l'assurant que l'expérience a verifié que les gelées les faisoient disparaître.

N.B. Chacun connoit l'usage du vinaigre, du vinaigre des quatre-voleurs, de l'ail, du camphre et des aromates.

Le Comité a cru devoir recommander aux Etats, d'ordonner l'impression du rapport ci-dessus, pour l'information du Public, et de requérir et charger les Comités Paroissiaux, appointés par l'acte du 6^e courant, de mettre en exécution la partie qui est du ressort de leur autorité respectives et de recommander fortement à leurs Paroissiens l'observation des autres parties dudit rapport.

Les Etats considerant que la conduite de plusieurs des Emigrés Français dans ce Pais devient de plus en plus un sujet d'inquietude parmi les Habitans, ont chargé le Comité de defense de s'assembler et d'examiner les Loix qui existent à l'égard des étrangers comme Comité, aussi de faire rapport aux Etats de ce que ledit Comité croira convenable de proposer sur le sujet, les Officiers du Roi étant requis d'assister audit Comité et Paroissant que Jacq^e Hemery Esc^r Justioier un des membres dudit Comité est absent de l'Isle, Les Etats ont nommé Nicolas Messervy Esc^r Justioier pour être membre dudit Comité à la place dudit Sieur Hemery.

L'An mille sept Cents quatre vint quatorze, le quinzième Jour de Septembre.

1794, 15 Sept.

Etats tenus Par Edo^t Le Maistre esc^r etc. Juge Délégué etc. Président de l'Assemblée, etc. etc.

1794. Clement Bailhache Gent. Connétable de S^t Ouën est en défaut à assister aux Etats.

Après le serment de M^r Clement Mattingley, M^r Phil : Pinel Connétable de la Trinité demeure exoiné à cause de maladie.

Les Etats, après avoir oui le rapport du Comité des Chaussées, touchant la fraude qui se commet dans l'introduction & la vente des Liqueurs étrangères ; sujet qui lui fut commis par acte du 27^e Juillet 1794, sont convenus de revoquer les réglemens qui furent établis sur ce même objet par acte du 30^e Novembre 1791, lesdits Réglemens étant trouvés insuffisans et d'y substituer les Réglemens suivans. Partant lesdits Reglemens du 30^e Novembre 1791, demeurent annulés après le jour de S^t Michel 1794 jusqu'au jour de S^t Michel 1795 inclusivement, et afin que Personne n'en puisse pretendre cause d'ignorance, il est ordonné que lesdits articles avec le présent acte seront imprimés, publiés et affichés dans toutes les Paroisses de cette Isle ; desquels articles la teneur ensuit.

Art 1^{er}.

L'introduction dans cette Isle de toute espèce de Liqueur, sujette aux différens Impôts établis par autorité Royale, ne sera permise que par le Havre de S^t Helier ou par celui de S^t Aubin, et que dans des futs au moins de soixante Gallons, sur peine de confiscation de telle Liqueur ou de la valeur et de quarante sous par Pot d'amende.

2.

Chaque Maître de navire qui apportera dans cette Isle de la Liqueur sujette aux Impôts, sera tenu d'en donner au Fermier desdits Impôts une juste déclaration par écrit et sous son seing, dans vingt quatre heures au plus tard, de son arrivée, laquelle déclaration sera datée du jour où elle sera délivrée et exprimera l'espèce de ladite Liqueur, la qualité et la quantité des fûts, le nom du navire qui l'a apportée, le lieu d'où elle est dernièrement venue et le nom de la Personne à qui ladite Liqueur appartient ou est consignée, sur peine de quarante sous par Pot d'amende. Cependant si le Fermier exige dudit Maître la déclaration sus-mentionnée dès son arrivée dans le Havre ou en rade et lui en fait la demande, tel Maître sera alors tenu de la lui donner, sans délai, sur peine de Cent Livres d'amende.

1794.

3.

Le Propriétaire de ladite Liqueur, son représentant ou le consignataire, sera aussi tenu de donner audit Fermier une juste déclaration par écrit et sous son seing, de ladite Liqueur, avant de commencer à la débarquer ; laquelle déclaration sera datée du jour où elle sera délivrée & exprimera l'espece de ladite Liqueur, la qualité et la quantité des fûts qui la contiennent, le nom du navire et celui du Maître du navire qui l'a apportée, et du lieu d'où elle est dernièrement venuë.

4.

Aucune Liqueur, sujette aux Impôts, ne sera débarquée, avant que le Maître du navire qui l'a apportée et le Propriétaire de ladite Liqueur, son représentant ou le consignataire aient l'un et l'autre, donné au Fermier les déclarations susmentionnées sur peine de confiscation de ladite Liqueur ou de la valeur et de quarante Sous par Pot d'amende vers le delinquant.

5.

Quiconque aura fait la déclaration susmentionnée, comme Propriétaire de la Liqueur au tems de l'introduction ou son représentant ou le consignataire sera responsable au Fermier, de tout l'Impôt qui sera exigible sur telle Liqueur ; de manière que, si letout ou une partie de telle Liqueur est vendue dans la suite, soit en gros ou en détail l'introducteur, son représentant ou le consignataire demeurera chargé du paiement de l'Impôt, et le Fermier n'aura recours qu'à lui pour cela.

6.

Si la déclaration du Propriétaire de ladite Liqueur, celle de son représentant ou du consignataire n'annonce pas précisément la mesure de chaque Fût et que le Fermier exige, par écrit, d'en avoir une mesure par la jauge, il sera tenu de la lui donner dans huit jours après le débarquement de ladite Liqueur, sur peine de confiscation de telle Liqueur ou de la valeur et de quarante sous par Pot d'amende.

7.

Chaque Fermier de l'un et de l'autre Impôt etablira un bureau dans la ville de S^t Helier et un autre dans celle de S^t Aubin, pour y recevoir les déclarations des Liqueurs introduites ou transportées par

1794. chaque Havre respectivement. Et le public sera averti par publication, de la part dudit Fermier, à son admission, de la maison qu'il aura fixé pour tenir chaque bureau.

8.

Il sera loisible au Fermier de visiter chaque navire, vaisseau et Bateau soit dans les Ports, ou dans les rades, et de procéder, par le moyen d'un Officier de Justice ou de Police, à la saisie de toutes Liqueurs qu'il trouvera au bord contraire à la Loi et d'en poursuivre la condamnation.

9.

Quoique les introducteurs des Liqueurs soient seuls responsables de l'Impôt au Fermier, cependant tous ceux qui vendront en fût de la Liqueur sujette auxdits Impôts, seront obligés d'en donner au Fermier une juste déclaration, par écrit & sous leur seing, avant la livraison de telle Liqueur ; laquelle déclaration exprimera la quantité & l'espèce de ladite Liqueur, le nom de l'acheteur, le jour de l'achat & celui de la livraison, sur peine de confiscation de telle Liqueur ou de la valeur et de quarante Sous par Pot d'amende.

10.

De même, tous ceux qui achèteront de ladite Liqueur, en fût pour la revendre ou débiter, seront tenus d'en donner, au Fermier, une juste déclaration par écrit & sous leur seing, dans vingt quatre heures après la livraison de ladite Liqueur & avant de pouvoir la débiter ou revendre ; laquelle déclaration exprimera la quantité & l'espèce de ladite Liqueur, le nom du Vendeur, le jour de la vente & celui de la livraison, sur peine de confiscation de telle Liqueur ou de la valeur & de quarante sous par Pot d'amende.

11.

Le transport, hors de cette île, des Liqueurs qui seroient sujettes aux Impôts, si elles y étoient consommées et desquelles on exigera la décharge desdits Impôts, ne sera permis que par les Havres de S^t Helier et de S^t Aubin, et dans des fûts au moins de soixante Gallons, sur peine de confiscation de ladite Liqueur ou de la valeur et de quarante Sous par Pot d'amende.

12.

Quiconque voudra transporter de la Liqueur sujette à l'Impôt hors de cette Isle, pour être déchargé de l'Impôt sera tenu d'en

donner, au Fermier, une juste déclaration par écrit et sous son seing, 1794.
avant l'embarquement ; laquelle déclaration exprimera la quantité et
l'espèce de ladite Liqueur comme elle lui est parvenue, le nombre, la
qualité et la marque des fûts qui la contiennent et le nom du navire
et du maître du navire dans lequel elle doit être transportée ; et l'em-
barquement de telle Liqueur sera effectué dans vingt quatre heures,
au plus tard, après la déclaration donnée, sauf une contre-déclaration,
sur peine de confiscation de ladite Liqueur ou de la valeur et de
quarante sous par Pot d'amende.

13.

Si de la Liqueur qui auroit été embarquée pour la transporter, &
pour en avoir la décharge de l'Impôt, étoit ensuite débarquée, en tout
ou en partie du navire pour lequel la déclaration auroit été faite, soit
pour la mettre à terre, ou pour la charger au bord d'un autre navire,
le Maître seroit, dans ce cas, sujet non seulement à la confiscation et
à l'amende de quarante sous par Pot susmentionnées, mais aussi à
une amende de mille Livres de plus, sauf une nouvelle déclaration
faite selon les règles établies pour l'introduction.

14.

Dans le cas où le Maître du navire, qui auroit introduit ou trans-
porté de la Liqueur en fraude, disparaîtroit, ou qu'il seroit étranger
ou expatriable, ou dans le cas où il ne seroit pas solvable, il sera
loisible au Fermier de faire saisir tel Navire pour répondre au paye-
ment des pénalités imposées par la Loi.

15.

Quiconque sera convaincu devant Justice d'avoir introduit dans
le Cours d'une année, de la Liqueur sujette aux Impôts ou d'en avoir
vendu soit en gros ou en détail, ou d'en avoir acheté pour débiter,
au-delà de la quantité déclarée au Fermier, sera sujet à la confiscation
de telle Liqueur ou de la valeur et à deux mille Livres d'amende.

16.

Toute Personne qui vendra de la Liqueur sujette à l'Impôt en
fût petit ou grand, sera tenu de donner à l'acheteur, au tems de la
livraison de la liqueur, un certificat dans les termes suivans, sur
peine de quarante sous par Pot d'amende vers chaque vendeur qui
contraviendra ⁽¹⁾ à cet article.

(1) Sic.

1794.

Forme dudit Certificat

Je soussigné, certifie que le jour du mois de 179... j'ai vendu et livré à un fût de contenant Pots, laquelle Liqueur est arrivée dans cette Isle le jour du mois de 179... au bord du navire commandée par et que les declarations requises par la Loi ont été faites.

17.

Chaque Propriétaire de Liqueur saisie pour fraude sera tenu de produire au Fermier, s'il en est requis, le Certificat qu'il aura reçu du Vendeur de telle Liqueur, à moins qu'il n'en soit lui-même l'introduit : et la production dudit Certificat sera une decharge suffisante pour lui, pourvu qu'il ait, d'ailleurs observé les formalités prescrites par la Loi, et pourvu qu'il n'y ait point de collusion entre le Vendeur & l'acheteur, pour frustrer le Fermier de ses droits. Car, en ce cas, le Vendeur et l'acheteur seroient chacun sujets à une amende de quarante sous par Pot et la Liqueur seroit confisquée.

18.

Les Personnes à qui il restera de la Liqueur invendue au jour St Michel, chaque année, seront tenues d'en donner, au nouveau Fermier une juste declaration par écrit et sous leur seing, dans le cours de huit jours après ledit jour St Michel ; laquelle declaration exprimera l'espèce et la quantité de telle Liqueur, la qualité des Fûts qui la contiennent, de qui, et en quelle quantité elle fut achetée, et à quel jour elle fut livrée ; sur peine de confiscation de telle Liqueur ou de la valeur et de quarante sous par Pot d'amende excepté pour le vin en fût, lequel sera dans ce cas, sujet seulement au paiement de l'Impôt.

19.

Chaque Fermier sera tenu de Signer lorsqu'il lui sera demandé une Copie de chaque declaration qui lui sera faite pour toute Liqueur, soit introduite, transportée, vendue, achetée ou restée invendue sur peine de mille Livres d'amende.

20.

Dans le cours d'un mois après le jour de St Michel, chaque année celui qui avoit la ferme de l'Impôt l'année precedente, sera tenu de delivrer à son successeur dans la Ferme dudit Impôt, un fidelle état s'il est demandé par écrit de toutes les Liquidations pour Liqueur

restée invendue à l'expiration de sa ferme, sur peine de mille Livres d'amende. 1794.

21.

La bannie des Impôts, chaque année sera faite à l'avenir dix jours au moins avant le jour de S^t Michel, s'il est possible ; mais le droit du nouveau Fermier ne commencera que le lendemain dudit jour de S^t Michel et continuera jusqu'au jour de S^t Michel suivant inclusivement et sera ledit nouveau Fermier sujet au tems de l'adjudication à donner Caution suffisante du paiement de la bannie.

22

Si quelque violence ou résistance est faite au Fermier, dans la due exécution du pouvoir qui lui est commis par la Loi pour découvrir la fraude, et apprehender les fraudeurs ; Les Personnes coupables de telle violence ou resistance seront punies de la même maniere que le seroient celles, qui feroient résistance ou violence à un Officier public dans l'exécution du devoir de sa Charge.

23.

Les Officiers de la Justice, aussi bien que ceux de la Police, sont chargés et autorisés d'assister le Fermier dans la saisie des Liqueurs introduites ou embarquées en fraude et dans la découverte des Personnes coupables ou complices des fraudes ainsi commises.

24.

Les actions devant la Cour Royale concernant lesdits Impôts seront traitées avec la même brièveté et les mêmes avantages que les Causes Civiles les plus privilégiées.

25.

Il est entendu que les formalités, restrictions, amendes & confiscations imposées par ces Réglemens, sont ajoutées à celles déjà établies sur le même sujet par autorité. Les Confiscations seront adjugées au bénéfice du Fermier et les autres penalités seront appliquées un tiers au Roi, un tiers à l'Hopital Général & un tiers à l'informateur.

26.

Les Personnes qui seront condamnées au paiement de quelqu'une, des amendes ou penalités sus mentionnées, et qui seront insolubles, seront punies par un emprisonnement proportionné à la nature de la fraude, mais qui n'excèdera pas l'espace de six mois.

O

1794.

27.

Il est de plus entendu que la partie de ces mêmes Réglemens qui regarde le Fermier des Impôts, regardera également celui qui seroit autorisé par la Cour Royale pour les recevoir, au nom du Public, dans le cas où l'un ou l'autre desdits Impôts ne seroit pas affermé.

Les Etats ont ordonné que neuf Quartiers de Charbon seront fournis à chaque Corps de Garde pour l'Hyver prochain commençant le premier jour de Novembre et les Connétables sont chargés de le procurer et seront remboursés par le nouvel Impôt.

1794, 27 Sept.

L'an mille sept Cents nonante quatre, le vint Septième Jour de Septembre.

Présent le Très Honorable Seigneur Alexandre Comte de Balcarres, etc. Commandant en Chef etc.

Etats tenus par Edo^d Le Maistre Esc^r etc. Juge Délégué etc. President de l'Assemblée, etc. etc.

Phil. Robin Esc^r Justicier est en défaut à assister aux Etats.

après le serment de M^e Edo^d Le Maistre, Cha^s De La Garde Esc^r Justicier demeure exoiné par maladie.

Jacq^s Amice Lempriere Esc^r Juré Justicier de la Cour Royale ayant requis les Etats par le moyen d'une Remontrance qu'il presenta à cette Assemblée le 28^e Juillet 1792, de vouloir bien s'adresser à Sa Très Excellente Majesté pour qu'il lui plut de lui accorder sa decharge vû la médiocrité de ses moyens et son impuissance de soutenir un état convenable à la Magistrature, et les Etats après plusieurs remises n'ayant pas cru devoir se refuser plus longtems aux instances dudit Sieur Lempriere ont aujourd'hui decidé de prendre les faits de ladite Remontrance en consideration sur quoi ledit Remontrant a appellé sur plusieurs membres de cette assemblée pour la vérification des dits faits et nommément sur Jacq^s Hemery esc^r, les Révérends Franç^s Valpy, Franç^s Le Coûteur et le Docteur Edo^d Du Pré, Jean Dumaresq esc^r Connétable de la Paroisse de S^t Pierre et Jean Dumaresq esc^r Connétable de la Paroisse de S^t Sauveur lesquels ont été entendus sur le sujet ; après quoi les Etats sont convenus en conséquence de la demande dudit Sieur Lempriere d'adresser une très

humble requête à Sa Très Excellente Majesté en Conseil, pour l'obtention de sa decharge et d'ordonner qu'une nouvelle election de Juré Justicier soit faite pour remplir la vacance. Une requête au Roi ayant été ensuite présentée lue et approuvée par les Etats il est ordonné qu'elle sera signée du Greffier et mise sous le sceau de cette Isle et le Greffier est deplus dirigé de la transmettre au *Clerk in attendance* du très Honorable Conseil Privé de Sa Majesté afin qu'elle soit soumise au Roi en Conseil.

1794.

De laquelle Requête la teneur ensuit.

To the King's most Excellent Majesty in Council

The humble Petition of the States of your Majesty's Island
of Jersey
Sheweth

That James Amice Lempriere Esquire one of the Jurats of the Royal Court of this Island and consequently one of the members of the States, did request the States by means of a remonstrance presented by him on the 28th day of July 1792, to pray your Majesty to be graciously pleased to permit him to resign his Office of Jurat, on account of the mediocrity of his circumstances and of his inability to support a situation in life fit for a Magistrate.

That your Petitioners after having waved at different Periods the consideration of the facts alledged in the said remonstrance have at length yielded to the pressing solicitations of the said James Amice Lempriere Esquire to bring the matter on, and, on a motion for the purpose passed in the affirmative have heard several of the members of the States well acquainted with the facts speak thereon, as well as on the whole subject matter.

That your Petitioners, after hearing the said members, do find that the facts stated in the said remonstrance are true, and that the said James Amice Lempriere Esquire has attended the duties of his office with great exactness.

Your Petitioners therefore pray your Majesty to be graciously pleased to permit & allow the said James Amice Lempriere Esquire to resign his said office of Jurat, and that your Majesty will thereupon be pleased to order that a new election be made of a Jurat

1794. according to the laws & constitutions of the Island of Jersey to supply the vacancy.

And your Petitioners, as in duty bound will ever pray &c. &c.

sign'd

by order of

the States Phil : De Carteret Greffr

Island of Jersey, Sept. 27th 1794.

Les Etats considerant que les Réglemens au sujet des Impôts adoptés le 15^e du Mois courant ne doivent être en force qu'après le Jour de S^t Michel prochain, & considerant que la Bannie desdits Impôts n'a pas encore été faite, ont cru devoir faire auxdits Reglemens les Changemens qui suivent, c'est à dire à la fin de l'Article premier après les mots de "quarante sous par Pot d'amende" ajouter hormis à l'égard des Vins, lesquels pourront être introduits dans les futs de moindre grandeur et même en Bouteilles, hormis aussi les cas de prises, les Capteurs desquelles ne pouvant connoître leurs changemens ne doivent pas être censés Infracteurs de cet Article ni de ceux qui suivent. Item à la fin de l'Article onzième après les mots de "par Pot d'amende", ajouter hormis à l'égard des Vins, lesquels pourront être transportés dans les fûts de moindre grandeur et même en Bouteilles, s'ils ont été introduits en Bouteilles. Ce qui sera publié incessamment dans le Marché et imprimé publié et affiché dans toutes les Paroisses de l'Île.

1794,
9 Octobre.

L'An mille sept Cents nonante quatre, le neuvième Jour d'Octobre.

Present le Très Honorable Seigneur Alexandre Comte de Balcarres etc. Commandant en Chef etc.

Etats tenus par Edouard Le Maistre Esc^r etc. Juge Délégué etc. Président de l'Assemblée etc.

Vénérable Homme François Le Breton Recteur de S^t Sauveur est en défaut à assister aux Etats.

Après le Serment de M^r Clement Mattingley, M^r Ph. Pinel Con^{ble} de la Trinité demeure exoiné par maladie.

Mons^r le président ayant communiqué aux Etats une Lettre de 1794.
 Mons^r le Lieutenant Gouverneur avec deux Ordres de Sa Majesté en
 Conseil etc.

*[Suivent, page 86, la lettre et les Ordres en question, qui
 sont déjà imprimés dans le Vol. 4 des Ordres du Conseil,
 pp. 304 et seq.]*

L'An mille sept Cents nonante quatre, le 15^e Jour d'Octobre.

1794,

Présent Honorable Homme Colonel Ph. Fall Lieutenant Gou-
 verneur de l'Isle de Jersey &c^a &c^a

15 Octobre.

Etats tenus par Edo^d Le Maistre Esc^r etc. Juge Délégué
 etc. Président de l'Assemblée, etc. etc.

Pierre Mauger Gent. Con^{ble} de S^t Laurens & Clement Bailhache Gent.
 Con^{ble} de S^t Ouen sont en défaut à assister aux Etats, excusés.

LES ETATS ont ordonné que la Somme de trois Mille Livres selon
 l'ordre du Roi sera prise pour cette présente année 1794 du produit
 de l'Impôt sur les Rums et Genièvre pour être appliquée à payer les
 fraix des Arsenaux et façon de Cartouches pour la Milice de l'Ile
 laquelle sera mise entre ci et Noel prochain aux Mains des Conné-
 tables suivant les proportions qui seront réglées par le Comité de la
 Defense de l'Ile.

LES ETATS ayant été informés qu'il existe une Maladie Maligne
 et Contagieuse parmi les Soldats actuellement embarqués pour venir
 dans cette Isle, ont autorisé par mesure de précaution, le Comité de
 la Defense de l'Isle, trois Membres desquelles pourront agir, à se
 concerter avec Mons^r le Lieutenant Gouverneur sur les moyens à
 prendre pour empêcher que ladite Maladie ne se communique parmi
 les Habitans.

Le Greffier ayant donné Lecture aux Etats d'une Lettre qu'il a
 reçue en consequence de la Requête des Etats au Très Honorable
 Seigneur le Comte de Chesterfield et au Très Honorable Seigneur le
 Comte de Leicester Grand Maitres du Bureau des Postes à Londres
 les priant de vouloir bien changer le depart de chaque Paquebot de
 Weymouth à Jersey. Les Etats ont ordonné que ladite Lettre sera
 enregistrée; Le Greffier a été dirigé d'y faire reponse au nom des

1794. Etats et une Lettre à cet effet ayant été préparée elle a été approuvée & est ordonné qu'elle sera pareillement enregistrée.

Desquelles Lettres la Teneur ensuit

General Post office Oct^r 7th 1794

Sir

I beg leave to refer you to my Letter of the 3rd Sept^r & to inform you that my Lords the postm^{rs} General have given to the Representation from the States of your Island all possible consideration & their Lordships have also taken the opinion of the Secretary of State's office on the Subject. It appears that the chief inconvenience complained of in the Representation is the arrival of the Packets on a Saturday when that and the following day are occupied in⁽¹⁾ business of Importance which precludes the Possibility of Answering the Letters by return of the Packet. I am therefore commanded by their Lordships to acquaint you that they will very readily alter the day of sailing from Weymouth to Saturday, if the States are still of opinion that day will best suit the Convenience of the Island. My Lords are sorry there are reasons why the Stay of the Packets at Guernsey on their return to England cannot be shortened or they would most readily have complied with that part of the requisition from your Island.

I have the Honor to be with great Respect

Sir, your most obedient & very
humble Serv^t

sign'd F. Freeling Principal Resident Surveyor

Philip De Carteret Esq^r Jersey

Jersey October 24th 1794

Sir

I have the honor of your letter of the 7th Instant and have taken the first opportunity of laying it before the States, who, grateful for the attention my Lords the Post Masters General have been pleased to Shew to their requisition have directed me to return to their Lordships their most sincere acknowledgments. They still persevere in thinking that the Alteration proposed will be highly advantageous to the Commercial part of this Island and the public in General, and are of opinion that Saturday will be a very proper day, for the sailing of the Packets from Weymouth. The States had the honor to represent to their Lordships in their petition the great incon-

(1) *Is* in MS.

venience experienced here on account of the long stay of the Packets at Guernsey on their way to England by which the Inhabitants lose the Advantage of receiving answers to their Letters by the next return of the packet. This delay must frequently be of considerable prejudice to the Commercial interest in particular. The States were the more induced to wish the Stay of the Packet in Guernsey were shortened as they conceive that circumstance could be of no detriment to the people of the neighbouring Island, who had sufficient time to prepare their Letters in the course of three or four Days which elapse between the sailing of the packet from Guernsey to Jersey and it's return to the latter⁽¹⁾ place on their way to England. But the States are loth to trouble Mylords the Post Masters General again on this subject, being sensible that their Lordships would have had the Goodness to comply with their request, did not such forcible reasons exist as greatly to outweigh the benefit that would Result from the attainment of so desirable an object.

I have the honor to be, Sir,

your most obedient & most humble Servant

By order / Ph : De Carteret Greffr
of the States

F. Freeling Esq^r
Principal Resident
Surveyor General
Post Office London.

L'An mille sept Cents nonante quatre, le treizième Jour de
Décembre.

1794,
13 Décembre.

Present Honorable Homme Colonel Ph : Fall Lieutenant Gouverneur etc. etc. etc.

Etats tenus par Edo^d Le Maistre Esc^r etc. Juge Délégué
etc. Président de l'Assemblée, etc. etc.

Après le Serment de Mons^r Aaron de Veulle Charles De La Garde
Esc^r Justicier demeure exoiné par maladie.

Jean Dumaresq Esc^r Connétable de S^t Sauveur est en default à assister
aux Etats.

*[Suit, dans l'original, p. 93 et seq., un Ordre du Conseil
soumettant à la Quarantaine les vaisseaux venant de
Baltimore ou d'autres Ports de Maryland.]*

(1) Sic.

1794. Le Greffier ayant donné Lecture aux Etats d'une Lettre qu'il a reçue de Stephens Howe Esc^t Lieutenant Colonel du 63^e Regiment de Sa Majesté en consequence de l'Acte des Etats qui votoit des Remercimens audit 63^e Regiment ; Les Etats après avoir entendu la Lecture de ladite Lettre ont ordonné qu'elle sera entrée sur le Livre des Etats.

De laquelle Lettre la Teneur ensuit

Admiralty 25th Nov^r 94

Sir

You will be pleased to acquaint the States of the Island, that Yesterday and not before, I received from the Agent one of the Copies of their vote of Thanks to the 63^d Reg^t altho' the said Copy bears date, July twenty one 1794, no time shall be lost in transmitting the same to the Reg^t that it may be entered in the Books. They have put it out of my power to say more on the subject.

I have the Honor to be, Sir,

your most obed^t Most humble Serv^t

Stephens Howe, Lieut^t Colonel 63

P. De Carteret Esq^{re}

Greffier, etc. etc.

1794,
27 Décembre.

L'An mille sept Cents nonante quatre, le Vint septième Jour de Decembre.

Present Honorable Homme Colonel Ph. Fall Lieutenant Gouverneur, etc. etc.

Etats tenus par Edo^d Le Maistre Esc^t etc. Juge Délégué, etc. Président de l'Assemblée, etc.

Franç^s Marett Esc^t Justicier est en défaut à assister aux Etats.

Après le Serment de Jean Poingdestre Esc^t Jun^r, Jean Poingdestre Esc^t Justicier demeure exoiné par Maladie.

Ayant paru par un Billet écrit par Charles De La Garde Esc^t Justicier à M^e Edo^d Le Maistre le priant de l'exoiner à cause de maladie, et vû l'incapacité dudit Edo^d Le Maistre de venir aux Etats pour cet effet ledit Sieur De La Garde est en défaut excusé.

Le Rev^d George Bertram est en défaut à assister aux Etats, excusé d'autant qu'il est occupé au devoir de sa Charge.

Mons^r le Lieutenant Gouverneur ayant communiqué aux [Etats] une Lettre de la part du Secrétaire d'Etat renfermant un Ordre de Sa Majesté en Conseil en date du 3^e Decembre 1794, qui prohibe l'exportation de Poudre à Canon, d'Armes, de Salpêtre ou d'ammunitions hors du Royaume d'Angleterre, Les Etats, après Lecture de ladite Lettre, et dudit ordre, ont ordonné qu'ils seront entrés sur le Livre des Etats, afin que ledit Ordre puisse tirer son plein et entier effet selon sa teneur.

1794.

De laquelle Lettre et duquel Ordre la Teneur ensuit.

Circular

War office, 5 December 1794

Sir

In the Absence of the Secretary at War⁽¹⁾ I have the honor to send you the enclosed Copy of His Majesty's order in Council, bearing date the 3^d Instant, for prohibiting the Exportation into any parts out of this Kingdom or carrying Coastwise any Gunpowder, Arms &^{ca} and am to signify to you His Majesty's pleasure, that you do take care that the directions therein contained be complied with as occasion shall require.

I have the honor to be

Sir

Your most obedient

humble Servant

Signed M Lewis

Governor
Lieutenant Governor
or Officer Commanding
at Jersey.

Locus
Sigilli

At the Court at S^t James's

the 3^d of December 1794

Present

**The King's Most Excellent Majesty
in Council**

Whereas the time limited by His Majesty's Order in Council of the 18th of June last, prohibiting the Exportation out of this Kingdom or carrying Coast wise Gunpowder or Saltpetre, or any sort of Arms or Amunition will expire upon the 7th Day of this Instant December

(1) *Sic.*

P

1794 and whereas it is Judged expedient for His Majesty's Service and the safety of this Kingdom that the said Prohibition should be continued for some time longer, His Majesty doth therefore, by and with the Advice of His Privy Council, hereby order, require, prohibit and Command, that no person or persons whatsoever (except the Master General of the Ordnance for His Majesty's Service) do at any time, during the space of six months, to commence from the said 7th Day of this Instant December, presume to transport into any parts, out of this Kingdom, or carry Coastwise, any Gun Powder or Salt petre, or any Sort of Arms or Amunitions or ship or lade any Gunpowder or Salt petre, or any Sort of Arms or Amunitions, on board any Ship or Vessel in order to transporting the same into any parts beyond the seas, or carrying ⁽¹⁾ the same, Coastwise, without leave or permission, in the Behalf, first obtained from His Majesty or His Privy Council, upon pain of incurring and suffering the respective Forfeitures and penalties inflicted by an Act passed in the twenty ninth Year of His late Majesty's reign, intituled "An Act to impower his Majesty to prohibit the Exportation of Salt petre and to enforce the Law for empowering His Majesty to prohibit the Exportation of Gun Powder or any sorts of Arms or Amunitions; and also to impower His Majesty to restrain the carrying coast wise of Salt Petre, Gunpowder, or any Sort of Arms or amunition" And the Lords Commissioners of His Majesty's Treasury; the Commissioners for executing the office of Lord High Admiral of Great Britain; the Lord Warden of the cinque ports, the Master General of the Ordnance and His Majesty's Secretary at War, are to give the necessary directions herein as to them may Respectively appertain.

signed

Steph : Cottrell.

1795,
10 Janvier.

L'An mil sept cent nonante cinq, le dixième Jour de Janvier.
Présent Honorable Homme Colonel Philippe Fall Lieuten^t
Gouverneur etc.

Etats tenus par Edouard Le Maistre Esc^r Seigneur de
St Jean la Hougue Boete Juge Delegué etc.

(1) *Sic.*

Jean Poingdestre Esc^r Juré-Justicier, est en défaut excusé.

.1795.

Après le Serment de Philippe Dumaresq Gent: le Rev^d François Ricard Recteur de S^t Jean demeure exoiné par maladie.

LES ETATS considerant que les Loteries, dont plusieurs personnes dans cette Isle se servent pour disposer de leurs marchandises ou Effets est ⁽¹⁾ une pratique des plus nuisible à la Société, ont jugé convenable de défendre, & partant il est expressément défendu à toutes personnes, sans exception, tant habitans qu'Etrangers, de disposer d'aucune Marchandise ou d'aucun Effet quelconque par Loterie soit publique ou particulière, sur peine de confiscation de telle marchandise ou Effet, & de cinq cents Livres d'amende vers celui ou ceux qui exposeroient leurs marchandise ou Effet de cette manière, & de dix Livres par Billet vers un chacun de ceux qui en achetteroient; lesdites amendes & confiscations applicables tiers au Roi et les deux autres Tiers à l'hospital Général, Ce qui sera imprimé & publié tant au lieu ordinaire du marché que dans toutes les paroisses de cette Isle, afin que personne n'en puisse prétendre cause d'Ignorance, Et les Officiers de Police sont chargés de veiller dument à l'Execution de ce Règlement.

L'An mil sept cent nonante cinq, le vingt unième Jour de Février.

1795,
21 Février.

Présent Honorable Homme Colonel Phil: Fall, Lieutenant Gouverneur etc. etc.

Etats tenus par Edouard Le Maistre Esc^r etc. Juge Delegué etc. Président de l'Assemblée, etc. etc.

François Marett et Jean Poingdestre Esc^r Jurés-Justiciers sont en défaut à assister aux Etats.

Pierre Mauger Gent. Connétable de S^t Laurens est en défaut excusé.
Après le serment de Mons^r Aaron de Veuille Charles De la Garde Esc^r Juré-Justicier demeure exoiné par maladie.

Le Compte de M^r Thomas Hamon huissier des Etats est referé au Comité de la défense de l'Isle, où il sera tenu compte audit Hamon de quarante sous par Jour pour chaque tenue des Etats, et pour chaque Jour qu'il pourra justifier avoir donné son attendance aux Comités.

(1) Sic.

1795. LES ETATS d'après la recommandation du comité de la défense de l'Isle sont convenus d'accorder, hors du produit du nouvel Impôt, la somme de soixante Livres, cours de France, pour chaque corps de garde de la Milice pour être employée, chaque Année vers l'Entretien d'autant d'armes qu'il sera trouvé nécessaire de placer dans chaque corps de Garde.

LES ETATS ont aujourd'hui nommé, constitué & appointé Jean Dumaresq Escr^e, Connétable de S^t Pierre, leur Député, pour obtenir de sa Très Excellente Majesté en Conseil son Approbation Royale à la proposition pour le Rétablissement du Jugement par Enquête en matières Civiles & Criminelles, comme aussi pour soutenir les Privilèges du Pays, au sujet de l'appointement, à l'Office de Chef Magistrat : Les Etats donnant audit Sieur Dumaresq, par ce présent Acte, plein Pouvoir, et autorité parfaite & suffisante, de les représenter, & d'agir au nom des Etats & paroître en qualité de leur Député, devant sa Très Excellente Majesté en Conseil, ou auprès de telles autres personnes ou Tribunal devant lesquels, soit le sujet des Enquêtes, soit l'Appointement à l'Office de Chef Magistrat, pourroient être considérés & traités.

Les états ont pris en consideration le rapport du Comité pour la défense de l'Isle, daté le 2^e du courant, dont la Teneur ensuit :

“ Le Trésorier des Etats a produit son Compte, mais faute d'avoir l'état dressé par ce comité des Payemens & Travaux ordonnés par les Etats, & qui fut logé au Greffe, le Comité n'a pu procéder à la Liquidation dudit Compte. En même temps le Comité, trouvant qu'il y a de l'argent suffisamment en Caisse, a résolu que le Trésorier payera, sur les Traités du Président du Comité, la somme de quatre mille cinq cent Livres cours de France, aux douze Connétables, dans les Proportions réglées par ce Comité, de même que la somme de soixante Livres, cours de France, à chaque Colonel, le tout conformément aux Actes des Etats du 22^e Mars & du 15^e Octobre 1794.”

Item, un autre Rapport du même Comité, daté de ce Jour dont la Teneur ensuit.

“ Le Comité a fini la Liquidation des Comptes publics, comme paroît par le Tableau qui en a été dressé, dont la Balance, contre le Public, monte à la somme de quatre mille deux cents quarante Livres

quatorze Sols sept Deniers, cours de France. Le Comité recommande aux Etats d'autoriser le Tresorier de s'adresser aux Fermiers des Impots cette présente année pour recevoir d'eux, en avance, à la concurrence de la somme sus dite, pour que l'Intérêt en soit deduit sur le montant de l'adjudication." 1795.

TABLEAU DES COMPTES EXAMINÉS & PASSÉS PAR LE DIT COMITÉ :

	cours de france		
	£	s	d.
Le Compte du Connétable de St Sauveur montant à...	235	3	—
Le Compte du Connétable de Grouville, „ ...	197	4	—
Le Compte du Connétable de St Laurens, „ ...	212	1	6
Le Compte du Connétable de St Ouen, „ ...	261	13	—
Le Compte du Connétable de St Clement, „ ...	337	5	6
Le Compte du Connétable de St Martin, „ ...	903	—	—
Le Compte du Connétable de la Trinité, „ ...	685	14	7
Le Compte du Connétable de St Pierre, „ ...	180	9	6
Le Compte du Connétable de St Helier „ ...	1,012	1	6
Le Compte de M ^r George Shelton ⁽¹⁾ „ ...	1,011	2	—
Le Compte du Connétable de St Brelade „ ...	589	12	—
Le Compte du Connétable de S ^{te} Marie „ ...	273	1	6
Le Compte du Connétable de St Jean „ ...	225	16	9
Le Compte de M ^r Angot, „ ...	786	8	6
Le Compte de M ^r Lys, „ ...	90	—	—
	£7000 : 13 : 4		
Payemens ordonnés par le Comité			
Aux douze Connétables, suivant proportions	4,500	—	—
Aux six Colonels, pour la Musique des Regimens ...	360	—	—
	11,860 : 13 : 4		
Balance du Compte du Trésorier, en faveur du Public.	7,619	18	9
Balance contre le Public	£4,240 : 14 : 7		

Les Etats ont approuvé tant lesdits Rapports que le sus dit Tableau, & ont ordonné le Payement des sus dits Comptes.

Les Etats, penetrés des sentiments les plus vifs de reconnaissance & de Loyauté envers leur débonnaire Souverain, & souhaitant ardemment posséder la Ressemblance d'un Roi, qui fait les delices & le bonheur de ses Royaumes, & qui n'a jamais cessé de veiller au bien-être & à la Prosperité de son Isle de Jersey, sont venus à la

(1) *Sic.*

1795. résolution de présenter une adresse à sa Majesté, la suppliant de vouloir daigner leur accorder son Portrait, & de permettre qu'il soit fait par M^r Philippe Jean natif de ce Pays, lequel jouit, à ce qu'ils apprennent, d'une reputation assez considerable dans son art.

Jacques Hemery Esc^r Juré-Justicier, le Rév^d Edouard Du Pré L.L.D. Recteur de S^t Helier, & Jean Dumaresq Esc^r Connétable de S^t Pierre, sont autorisés à préparer la dite adresse, & à la transmettre, sous le sceau de l'Isle, à son Excellence le Maréchal Conway, Gouverneur de cette Isle, le priant de la présenter au Roi, & de faire tous ses Efforts pour obtenir de sa Très Excellente Majesté une grâce aussi désirable.

Adresse préparée en conséquence de l'acte ci-dessus.

To the King's Most Excellent Majesty.

Most Gracious Sovereign !

It is not without some apprehension of appearing too presumptuous, that the States of your Majesty's Island of Jersey crave leave to present this Petition, from themselves and from the People whom they represent, on an object, the obtaining of which would still add, if possible, to those grateful sentiments which the repeated Acts of your Royal Goodness have indelibly impressed on their hearts.

But impelled by the sincerest attachment to your Majesty's person, sensible of the inestimable blessings your subjects of this Island enjoy under your auspicious reign, and relying on your Royal Indulgence, they venture, at length, to express the earnest wishes they have long cherished, of possessing the portrait of so beloved a sovereign.

Should your Majesty, in consequence of the unshaken Loyalty of the Inhabitants of this Island, a virtue transmitted to them by their forefathers, and which they have never ceased to consider as their dearest and most precious Inheritance, deign to lend a favorable ear to their humble entreaties, it would be peculiarly gratifying to them, if your Majesty would allow M^r Philip Jean, a native of this Island, to draw your Majesty's Picture.

That Your Majesty may long continue to reign over them, and diffuse the blessings of your mild and equitable Government, is the fervent prayer of the States of Your Majesty's Island of Jersey.

L'An mil sept cent nonante cinq le vingt sixième Jour de
Février.

1795,
26 Février.

Présent Honorable Homme Colonel Phil : Fall, Lieutenant
Gouverneur, etc. etc.

Etats tenus par Edouard Le Maistre Esc^r etc. Juge De-
légué etc. Président de l'Assemblée, etc. etc.

Nicolas Messervy Esc^r & Charles De La Garde Esc^r Justiciers sont
en défaut excusés à assister aux Etats.

Phil : Robin Esc^r Justicier est en défaut à assister aux Etats.

Franç^s Valpy dit Janvrin Esc^r Justicier est en défaut à assister aux
Etats excusé.

Le Rév^d François Ricard Recteur de S^t Jean est en défaut à assister
aux Etats.

Le Rev^d George Bertram, Recteur de S^t Brelade, ayant repré-
senté aux Etats qu'il a été informé qu'il fut mis en défaut à la der-
nière tenue des Etats, d'après le Record de Phil : Dumaresq Gent. un
des Dénonciateurs, de l'avoir averti pour y assister, led^t Record ayant
été délivré par le Deputé Vicomte & le dit S^t Bertram ayant déclaré
qu'il n'avoit point été averti, Les Etats ont ordonné qu'il sera signifié,
par l'Officier, au dit Dénonciat^r de paroître au prochain Jour des
Etats, pour répondre de sa conduite.

Les Etats, ayant été informés que l'on a depuis peu inhumé
quelques cadavres dans des fosses trop peu profondes, considerant que
de pareils procédés pouvoient nuire à la Santé Publique, ont ordonné
qu'à l'avenir on n'inhumera les Cadavres que dans des fosses d'une
profondeur suffisante, pour qu'il y ait trois pieds de sol pour le moins
au dessus de chaque cadavre, sur peine vers quiconque contreviendra
à cette ordonnance de subir une amende de deux cents Livres d'ordre,
applicable tiers au Roi, tiers à l'hôpital général, et l'autre tiers au
délateur, et d'être en outre obligé, sur la signification de l'Officier de
Police, à relever le cadavre et à l'inhumer dans une fosse assez pro-
fonde, sur telle autre peine qu'il appartiendra et les officiers de Police
sont spécialement chargés de veiller à ce que la présente ordonnance
ne soit enfreinte, Ce qui sera Publié, tant au lieu ordinaire du marché
qu'à toutes les Paroisses de l'île afin que personne n'en puisse pre-

1795. tendre cause d'ignorance. Et Monsieur le Lieutenant Gouverneur est requis de communiquer le présent Acte aux Troupes cantonnées dans cette Ile.

1795, 7 Mars. L'An Mil sept cent nonante cinq, le septième Jour de Mars.
Présent Honorable Homme Colonel Phil : Fall, Lieutenant
Gouverneur etc. etc.

Etats tenus par Edouard Le Maistre Esc^r etc. Juge De-
legué etc., Président de l'Assemblée, etc. etc.

Le Rev^d Jean Mallet Recteur de S^t Pierre est en défaut à assister
aux Etats.

Les Etats ont décidé que les fraix de la Deputation de Jean
Dumaresq Esc^r en datte de ce jour seront portés sur le Produit du
Nouvel Impôt.

Les Etats ayant été informés que nonobstant leur ordonnance du
25^e Jour de Fevrier 1794, les Ecclesiastiques catholiques. romains ont
fait des impréssions sur l'esprit de plusieurs des habitans de cette
Isle en matiere de religion et qu'ils exercissent ⁽¹⁾ leur culte publique-
ment dans les Chapelles ou Maisons par eux dediées à cet usage
contraire aux Loix du Pais. Les Etats ont résolu provisoirement
pour le present de defendre, et partant il est defendu à tous les
Ecclesiastiques romains d'exercer publiquement leur Culte dans le
Pays sur telle peine qu'il appartiendra et sont les Officiers de Police
expressément chargés de mettre cette ordonnance en due execution,
et il est ordonné que cet. acte sera imprimé, Affiché et publié tant au
lieu ordinaire du Marché, que dans toutes les paroisses de cette Isle
afin que personne n'en puisse pretendre cause d'ignorance—En même
tems les Etats, pour prévenir la continuation d'un mal aussi funeste
au pais, ont appointé un Comité composé de Phil : Robin Esc^r &
Jacques Amice Lempriere Esc^r Justiciers, le Reverend François Valpy,
et le Rev^d Docteur Edouard Du Pré, le Connétable de S^t Clement et
le Connétable de S^t Brelade pour preparer des réglemens à ce sujet.

Clement Bailhache Esc^r ayant prêté la Somme de dix Sept Mille
livres cours de France aux Etats pour être employée à l'usage de

(1) *Sic.*

l'Hôpital Général, et ce pour l'espace d'une année, ledit Sieur Clement Bailhache, conformément aux conditions de son obligation, en demande le rembours après l'année expirée. 1795.

Le Connétable de S^t Helier ayant proposé aux Etats l'admission dans l'Hôpital Général des Nommés John Andreson John Reaves & James Watts, Invalides Pensionnaires, lesdits Pensionnaires, par rapport à leur Age avancé et leurs Infirmités ne pouvant fournir à leur subsistance au moyen de la pension qu'il reçoivent du Roi, ce que considéré les Etats ont décidé qu'ils y seront admis pourvu que leurs pensions du Roi, reviennent à l'hôpital auquel effet le Tresorier dudit Hopital prendra l'Assurance de l'Agent desdites Pensions et que le surplus de l'entretien desdits John Andreson, John Reaves & James Watts sera repartí sur toute ⁽¹⁾ les Paroisses de l'Isle, Le Connétable de S^t Helier ayant aussi proposé que Elizabeth Cread, âgée de Neuf Ans, fille de Soldat, soit aussi reçue dans ledit Hopital à la charge de l'Isle, les Etats l'ont admise.

Le Connétable de la Paroisse de S^t Brelade est autorisé par l'Assemblée des Etats de pourvoir aux fraix du Public à la subsistance d'Elizabeth Burton, Veuve de Edouard Norton Soldat du 82^e Regiment de Sa Majesté, décédé en cette Isle, et cela durant la maladie de lad^{te} Elizth Burton, et de la faire passer en Angleterre aussi tôt que sa santé le permettra.

Les Etats ayant entendu lecture d'un Bill, actuellement sous les yeux d'un Comité du Parlement, lequel a pour but de lever des hommes dans les différens ports de l'Angleterre & aussi 348 hommes dans ceux de Jersey, Guernesey, Aurigny & Serk, pour servir dans la Flotte de sa majesté—ayant en même temps reçu une remontrance et Petition de la part des negocians de cette Isle, assemblés en Chambre de Commerce dans laquelle ils représentent que vu les pertes considerables de mariniers et de navires que le pays a essuyées depuis le commencement de la Guerre & autres raisons y contenues, il n'est pas possible de mettre à execution la partie du Bill qui regarde cette Isle—ont décidé d'exposer aux Seigneurs de la Trésorerie les difficultés insurmontables qui rendent ladite levée impraticable, Et Jean Dumaresq Esc^r Connétable de la Paroisse de S^t Pierre, ayant été nommé Deputé

(1) *Sic.*

1795. des Etats pour cet effet, M^r Le Maréchal Conway, Gouverneur de ce pays, qui a daigné, dans tant d'occasions, montrer le zèle qui l'anime pour la prospérité et le bonheur de son gouvernement, est très humblement requis de vouloir bien s'intéresser à la réussite de la commission dont ledit Sieur Dumaresq est chargé, de lui accorder sa puissante protection & son appui auprès des ministres de sa majesté, & de faire par lui-même les démarches que sa sagesse et sa bienveillance lui dicteront pour obtenir les fins de la députation, ledit Sieur Dumaresq étant chargé de présenter ce present Acte au Maréchal Conway.

Les Etats ayant entendu lecture de deux Remontrances de la part des négocians de l'île rassemblés en chambre de commerce, lesquelles représentent les mauvais effets que peuvent produire dans cette Isle l'embargo actuellement existant en Angleterre et le bill dépendant dans le parlement de la Grande Bretagne pour une levée d'hommes : ont prié Mons^r Le Lieutenant Gouverneur d'employer ses bons offices auprès de sa Majesté et ses Ministres pour écarter lesdits Effets, de représenter les choses telles que sa parfaite connoissance du local lui suggerera et de faire usage, à cette occasion, de toutes les raisons et de prendre les démarches que sa prudence et sa bienveillance pour le pays lui dicteront.

Les Etats prenant en consideration que certain Bill proposé & présentem^t dépendant devant le Parlement d'Angleterre, qui a pour Titre "A Bill for requiring the owners and Masters of Ships belonging to great Britain to furnish a certain Number of men, in proportion to the Tonnage thereof for the service of His Majesty's Navy, previous to their being cleared out on their respective Voyages" touche essentiellement le Bien-être du Pays, & paroît impraticable dans la partie qui concerne l'Isle de Jersey, & envisageant l'effet du sus dit Bill, s'il est passé en Loi, comme un Arrêt total et irrémédiable à la navigation du Pays, sont convenus de s'adresser, en toute humilité, à sa Très Excellente Majesté, le Debonnaire souverain & Protecteur de cette Isle, le suppliant très instamment de diriger ce qu'il croira propre, en sa sagesse, pour détourner les funestes consequences qui sont dans le cas d'en résulter, au préjudice des Habitans de cette Isle. Sensibles, en même temps, au devoir & à l'honneur de coopérer de toutes leurs forces, & par tous les moyens possibles, à faire prospérer

1795.

les armes de sa Majesté, & à l'avancement de la cause, contre l'ancien Ennemi de cette Isle, Les Etats se prêteront & s'empresseront, en tout temps, à manifester le Zèle et l'attachement qui les animent, & qui les a toujours animés, en faveur du meilleur des Rois & du plus heureux gouvernement sur la Terre. Ils ont cru devoir, en même temps, nommer & autoriser un Député pour représenter à sa Majesté & à ses Ministres, l'état actuel de cette Isle, par rapport à la Navigation, & l'impossibilité dans laquelle se trouve le Pays de faire une Levée d'hommes, outre ceux qui sont déjà employés tant au Service de sa Majesté, qu'à la défense de l'Isle : Partant les Etats ont nommé, constitué & appointé Jean Dumaresq Esc^r, Connétable de St^r Pierre, pour passer en Angleterre, à l'Effet susdit, avec plein pouvoir, & autorité parfaite & suffisante de les représenter devant sa Très Excellente Majesté en Conseil, ou devant le Parlement, ou auprès de telles autres personnes devant lesquelles le sujet en question pourroit être traité.

Les Etats ayant eu la communication d'un Bill, présentement dependant devant le Parlement d'Angleterre qui a pour titre " A Bill for requiring the Owners and Masters of Ships belonging to great Britain, to furnish a certain number of men in proportion to the Tonnage thereof, for the service of His Majesty's Navy, previous to their being cleared out on their respective Voyages " & envisageant la partie dudit Bill qui concerne l'Isle de Jersey, comme un arrêt total et irremédiable à la navigation du Pays, si elle est passée en Loi, ont jugé convenable, dans ces circonstances critiques & embarrassantes, de solliciter les bons offices de son Altesse le Prince de Bouillon, & la continuation de sa Bien-veillance pour le Pays ; les Etats le priant instamment de vouloir bien faire usage de son influence auprès de sa Majesté & de ses Ministres pour prévenir les funestes conséquences qui sont dans le cas d'en résulter, au préjudice des Habitans de cette Isle, & de vouloir bien représenter au Gouvernement l'impossibilité dans laquelle le Pays se trouve de faire la Levée d'hommes en question, malgré tout l'encouragement que les Etats sont disposés à donner pour l'avancement du Service de sa Majesté.— Les Etats ont en même temps nommé & appointé un Comité, composé de Philippe Robin Esc^r & Jacques Hemery Esc^r du Corps de la Justice, de Vénérable Homme François Le Breton, Doyen de cette

1795. Isle & Mons^r le Docteur Du Pré, du Corps du Clergé & de Jean Dumaresq Esc^r Connétable de S^t Sauveur & Josué Pipon Esc^r Connétable de S^t Brelade du Corps des Connétables, pour conferer avec son Altesse à cet égard, & pour lui donner les informations dont elle pourroit avoir besoin sur le sujet important dont il est question.

Les Etats ayant eu la communication d'un Bill présentement dependant devant le Parlement d'Angleterre qui a pour titre " A Bill for requiring the owners and Masters of ships belonging to Great Britain, to furnish a certain number of men in proportion to the Tonnage thereof for the Service of his Majesty's Navy, previous to their being cleared out on their respective Voyages " ayant aussi reçu deux Représentations et Requêtes sur le sujet de la part des Négocians de cette Isle, Assemblés en Chambre de Commerce qui montrent l'impossibilité dans laquelle se trouve le Pays de faire la Levée d'hommes dont il est question, ont cru devoir prendre toutes les mesures possibles pour prévenir l'arrêt total de la Navigation, dont le pays paroît menacé ; ils ont nommé et constitué en conséquence Jean Dumaresq Esc^r, Connétable de S^t Pierre, leur Deputé pour passer en Angleterre à l'Effet sudit. Et connoissant la Bienveillance de Paul Le Mesurier Esc^r, membre de Parlement, envers cette Isle, manifestée en diverses Occasions, lorsqu'il s'est agi de l'Avancement du Commerce & de la prospérité en général du Pays, les Etats prient ledit Paul Le Mesurier Esc^r de vouloir bien, dans ce moment critique et important, continuer ses bons Offices en faveur des Habitans de cette Isle, & d'appuyer par son influence & par ses Conseils, ledit Sieur Dumaresq pour obtenir les fins de sa Deputation. Et est ledit Sieur Dumaresq chargé de présenter ce présent Acte audit Sieur Le Mesurier.

Les Etats ayant eu la communication d'un Bill, présentement depend^t devant le Parlement d'Angleterre, qui a pour titre " A Bill for requiring the owners and masters of ships belonging to Great Britain, to furnish a certain number of men, in proportion of the Tonnage thereof, for the Service of his Majesty's Navy, previous to their being cleared out on their respective Voyages " et envisageant la partie du dit Bill qui concerne l'Isle de Jersey comme un arrêt total à la Navigation du Pays, si elle est passée en Loi, sont convenus

1795.

de solliciter Jean Fergusson Esc^r, Capitaine de Vaisseau au Service de sa Majesté, lequel est établi *Regulating Officer*, pour l'Isle de Jersey, de vouloir bien représenter aux Seigneurs de l'Amirauté, la situation triste et critique de cette Isle, par rapport à la Navigation & l'impossibilité dans laquelle le Pays se trouve présentement de faire la Levée d'hommes dont il est question. Les Etats connoissant la bienveillance dudit Jean Fergusson Esc^r pour le pays, le prie d'employer son influence et ses bons Offices pour prévenir le mal dont les habitants de cette Isle paroissent menacés & le Greffier est dirigé de présenter cet Acte audit Sieur Fergusson.

Messieurs les Autorisés pour faire Accord avec les Propriétaires des Terres de la Houquette en la Paroisse de S^t Clement pour autant de Terrain & Gazon qu'il a été nécessaire d'employer pour le Fort depuis peu érigé sur le mont de ladite Houquette, ayant produit aux Etats un Compte, montant à neuf cents trente sept Livres tournois Argent de France, pour le terrain occupé par ledit Fort, savoir :

A Jean Graut & Elizabeth Monamy sa femme pour	{	£	s.	d.
une Vergée de Terre	{	500	—	—
A Mons ^r Aaron de Veuille Tuteur de George Averty	{			
fils et principal héritier de feu George Averty	{			
pour Trente Perches de Terre	{	375	—	—
A M ^r Clement Godfray Tuteur des Enfants de feu	{			
M ^r Helier Godfray pour deux Perches de Terre	{	25	—	—
A M ^r Jean Le Jeune, pour une perche de Terre ...		12	—	—
A M ^{me} Elizabeth Falle, femme de M ^r Jean Payn sen ^r				
Autorisée de lui représenté par elle-même sa Pro-				
curatrice, pour deux perches de Terre		25	—	—
		£937	—	—

Lesquels sus-nommés ont Aujourd'hui comparu devant les Etats & déclaré quitter & abandonner, pour eux & leurs hoirs, afin d'héritage, tout droit de propriété aux susdites Terres, se réservant seulement le droit de chemin et passage par le lieu le moins préjudicial, au dire du Gouverneur ou Commandant en Chef, pour aller & venir à leurs autres Terres ; ledit Mons^r Aaron de Veuille Tuteur comme dit est, Agissant par le Conseil & avis de Mons^r Jean Hooper & M^r Thomas De Soullemonet ses Ellecteurs présents. Et ledit M^r Clement Godfray, aussi Tuteur comme sus est dit, Agissant par le Conseil & avis de Thomas Labey Esc^r et Mons^r Jean Hooper, ses Ellecteurs présents, et par l'Avis de leurs autres Ellecteurs ainsy qu'ils disoient.

1795. Item lesdits Autorisés ont aussy produit aux Etats un autre Compte pour les Pierres & le Gazon pris & employé à ériger ledit Fort montant à mille quatre vingt trois Livres quinze sols argent de france, savoir.—

	£	s.	d.
A Jean Graut	150	—	—
Aux hoirs de George Averty	25	—	—
Aux hoirs de M ^r Helier Godfray	75	—	—
Au dit Jean Graut et à Jean Gibaut ...	75	—	—
A George De Ruë	100	—	—
A Edouard Amy	120	—	—
& A M ^r Jean Payn caux	538	15	—
	£1083	15	—

Les Etats ont approuvé lesdits Comptes & en ont ordonné le Payement par le Tresorier du Nouvel Impot. Et le Connétable de ladite Paroisse de S^t Clement, est chargé de recevoir dudit Tresorier le montant desdits Comptes, et le payer aux sus-nommés et d'en prendre des Reçus pour les produire aux Etats. Et est ledit Trésorier Autorisé de s'adresser aux Fermiers des Impôts de cette présente Année, pour recevoir d'eux en avance, à la concurrence de ladite somme, pour que l'Intérêt en soit deduit sur le montant de l'adjudication.

Messieurs les Autorisés pour faire accord avec les Propriétaires des terres de Verclu, en la Paroisse de Grouville, pour autant de terrain & de Gazon qu'il a été nécessaires⁽¹⁾ d'employer pour le Fort Balcarres depuis peu érigé sur le Mont dudit Verclu aiant produit aux Etats un Conte⁽¹⁾ montant à la somme de Mille Trente Livres tournois argent de France pour le terrain occupé par ledit Fort

A Josué Le Clercq & Rachel Fauvel sa Femme pour {	£	s.	d.
30 Perches de terre des Heritages de ladite femme. {	300	—	—
A Thomas Labey Esc ^r pour 10 Perches de terre ...	100	—	—
A M ^r François Amy Tuteur des Enfans de feu M ^r {			
Richard Du Parcq pour 20 Perches de terre ... {	200	—	—
A M ^{me} Eliz th Touzel Veuve de feu M ^e Aaron Filleul et {			
Tutrice de ses Enfans pour 15 Perches de terre... {	150	—	—
A M ^e Tho ^r Le Bourdon pour 10 Perches de terre ...	100	—	—
A M ^e Jean De Veuille pour 6 Perches de terre ...	60	—	—
& A Josué Graut pour 12 Perches de terre ...	120	—	—
	£1030	—	—

(1) Sic.

Lesquels susnommés ont aujourd'hui comparu devant les Etats & déclaré quitter & abandonner, pour eux et leurs hers, afin d'héritage, tout droit de propriété aux susdites terres se réservant seulement le droit de Chemin & passage à leurs autres terres au dire de Mons^r Le Gouverneur ou Commandant en Chef; ledit Mons^r François Amy, Tuteur comme dit est, agissant par le Conseil et avis de M^r Thomas Aubin & Elie Bertram Esc^r ses Electeurs présents, & ladite Tutrice agissant par le Conseil & avis de M^r Tho^s Aubin & M^r Jean Touzel ses Electeurs présents, & par l'Avis des autres ainsy qu'ils disoient.

Item lesdits Autorisés aiant aussy produit aux Etats un autre Conte pour le Gazon pris sur leur terre & Employé à erriger ledit Fort Montant à huit Cents Trente six Livres tournois, savoir

A Josué Le Clercq ca-ux	£ 36 : — : —
A Thomas Labey Esc ^r	45 : — : —
aux hoirs de M ^r Richard Du Parcq ...	30 : — : —
aux hers de M ^r Aaron Filleul	30 : — : —
A M ^r Thomas Le Bourdon	20 : — : —
A M ^r Jean De Veulle	36 : — : —
A M ^{re} Eliz th Le Bourdon	200 : — : —
aux hers de M ^e Edo ^d Touzel	40 : — : —
à Jacques Filleul	45 : — : —
à Jean Pirouet	45 : — : —
à Thomas Averty	12 : — : —
à Jean Le Vesconte	60 : — : —
à M ^r Jean Filleul	12 : — : —
à M ^r Jacques Pirouet	60 : — : —
à M ^{re} Susanne Filleul	90 : — : —
à Josué Graut	30 : — : —
& à M ^e Daniel Venement	45 : — : —
	£836 : — : —

Les Etats ont approuvé lesdits Comptes & en ont ordonné le paiement par le Trésorier du Nouvel Impôt, & est le Connétable de la Paroisse de Grouville Chargé de recevoir dudit Trésorier le Montant desdits Comptes, & le paier aux susnomés & d'en prendre des Reçus pour les Produire aux Etats, et est ledit Tresorier Autorisé de s'adresser aux Fermiers des Impôts de cette presente année pour recevoir d'eux en Avance, à la concuënce de ladite somme pour que l'intérêt en soit deduit sur le montant de l'Adjudication.

13 Avril, 1795.

L'An Mil sept Cents nonante cinq, le treizième Jour d'Avril.

Présent Honorable Homme Colonel Phil : Fall, Lieut: Gouverneur, etc. etc.

Etats tenus par Edouard Le Maistre Esc^r etc. Juge De-
légué etc. Président de l'Assemblée, etc. etc.Pierre Mauger Esc^r Justicier a été appointé Membre du Comité de
l'Hopital à la Place de Guill : Patriarche Esc^r cy-devant Justicier.

Les Etats, considérant qu'il y a bien des choses auxquelles les réglemens pour les havres n'ont pas pourvu, et qu'il est nécessaire de faire respecter les ordres des personnes auxquelles la direction de ces choses est confiée, ont provisoirement ordonné que quiconque désobéira en quelqu'une de ces choses au Directeur, maître de port, agissant, après s'être concerté avec le Connétable, ou Chef de Police, de la p^oe⁽¹⁾ où le Havre de son ressort est situé, subira une peine pécuniaire de quarante livres d'ordre pour chaque désobéissance ; laquelle peine pécuniaire sera applicable à l'usage du havre à l'égard duquel la désobéissance aura eu lieu ; et la personne désobéissante sera en outre sujette à dédommager quiconque pourroit être lésé en conséquence d'une telle désobéissance. Il est aussi ordonné que cette⁽²⁾ acte sera publié au lieu ordinaire du Marché et affiché tant aux havres de S^t Helier qu'à ceux de S^t Aubin, afin que personne n'en puisse prétendre cause d'ignorance.

LES ETATS ayant pris en Consideration que la Conduite violente & tumultueuse qu'ont tenu plusieurs Officiers des regiments qui sont en quartier dans cette Isle, tend à causer de grandes allarmes & inquiétudes dans l'esprit des habitans de ce païs, sont convenus de
Comité. choisir un Comité composé de Charles De La Garde & François Valpy dit Janvrin Esc^r du Corps de la Justice ; du Révérend François Valpy et du Révérend François Le Couteur du Corps du Clergé & des Connétables de S^t Sauveur & de S^t Ouen, lequel Comité est requis & autorisé de s'assembler pour prendre ce sujet en Considération & d'en faire rapport aux Etats aussitôt que possible ; & est Mons^r le Lieutenant Gouverneur requis d'y assister.

(1) Paroisse. (2) Sic.

L'An Mil sept cent quatre vingt quinze, l'Onzième Jour de 1795, 11 Mai.
Mai.

Present Honorable Homme Colonel Phil : Fall Lieut: Gouverneur etc. etc.

Etats tenus par Edouard Le Maistre Esc^r etc. Juge Dele-
gué etc. Président de l'Assemblée, etc. etc.

Le Rév^d Amice Bisson Recteur de S^t Laurens est en défaut excusé
par rapport à la mort de D^{lle} Anne Le Maistre sa belle-Soeur.

Les Etats ayant appris, avec la plus parfaite satisfaction, le
mariage de son Altesse Royale le Prince de Galles, avec son Altesse
sérénissime la Princesse Caroline de Brunswick, ont cru devoir féli-
citer leur débonnaire Souverain sur cet heureux événement : Pour cet
effet, ils ont préparé l'adresse suivante & ont requis Mons^r le Lieu-
tenant Gouverneur de la transmettre au Maréchal Conway, Gouver-
neur de cette Isle & de supplier son Excellence de vouloir bien la
présenter à sa très excellente Majesté.

De laquelle Adresse la Teneur ensuit.

To the King's most Excellent Majesty.

Most Gracious Sovereign !

We, the States of the Island of Jersey, beg leave to approach
your Majesty, with our sincere congratulations, on the Marriage of His
Royal Highness the Prince of Wales, with her Serene Highness the
Princess Caroline of Brunswick.

Descendents of men, ever distinguished for their attachment to
the persons of their Sovereigns, we feel those sentiments of hereditary
loyalty still heightened by the gratitude we owe to your Majesty, for
the blessings we enjoy under your auspicious reign ; and we most
cordially rejoice at an event, so well calculated to encrease Your
Majesty's domestic happiness, and to secure unto us a succession of
Princes from the illustrious House of Brunswick, since whose acces-
sion to the British Throne, the Empire has flourished in a degree
unknown to former ages.

Not measuring the value of these expressions of your subjects
of this Island, by its small extent of territory, but by the fervency of
the zeal which dictates them, your majesty will, we trust, deign to
receive this congratulatory address, with your usual goodness & con-

S

1795. descension. However this country be exceeded in magnitude by other parts of your dominions, we shall ever make it our humble boast to yield to none in heartfelt wishes for your majesty's happiness and prosperity. ⁽¹⁾

By order
of the States / Ph : De Carteret Greffr

Island of Jersey

May 11th 1795

Jean Dumaresq Escr, Connétable de S^t Pierre, ayant fait rapport aux Etats de son procédé en Angleterre, en qualité de leur Deputé, touchant les différentes affaires qui lui étoient commises, & paroissant qu'au moyen des représentations dudit Jean Dumaresq Escr, le pays se trouve soulagé sur les deux plus pressans objets de sa mission viz. à l'égard de l'Embargo qui existoit sur les Vaisseaux faisant le commerce & apportant des provisions de Southampton, ici, & à l'égard de la levée d'hommes que le gouvernement avoit en vue de faire dans cette Isle. Paroissant de plus que ledit Sieur Dumaresq a employé tous les moyens possibles & convenables pour maintenir les privilèges du Pays dans l'appointement à l'Office de Lieutenant Bailly, & pour obtenir le rétablissement du Jugement par Enquêtes—Les Etats, sensibles au bien qui résulte des soins et des démarches dudit Jean Dumaresq Escr, en faveur du Pays, & pleinement convaincus qu'il a rempli sa mission, dans toutes ses parties, avec le même zèle & l'attention qu'il a toujours manifestés pour leur service, lui en font leurs remerciemens, & ils ont ordonné que ce présent acte sera écrit en parchemin, et lui sera présenté sous le Sceau de l'Isle.

Mons^r Le Lieutenant Gouverneur ayant représenté aux Etats qu'il est indispensablement nécessaire d'ouvriers tels que forgerons, maçons et autres pour continuer les Travaux de la Défense de l'Isle ; Les Etats ont en consequence ordonné que tous les ouvriers, tant Charpentiers que forgerons, Maçons & autres (excepté ceux qui auroient commencé quelque ouvrage, dont la continuation seroit absolument nécessaire) seront tenus de se rendre sans delai auxdits Travaux sur l'avertissement du Connétable de chaque paroisse respectivement, recevant les gages ordinaires, et de continuer l'ouvrage jusqu'à ce qu'il soit parfait sur peine de dix livres vers chaque refusant et d'y être

(1) *Prosterity* in MS.

en outre contraint, Mons^r le Lieut^e Gouverneur étant requis de faire savoir aux Connétables le nombre et la qualité des Ouvriers dont il aura besoin, & le tems & le lieu où chacun doit se rendre ; Ce qui sera publié. 1795.

Le Connétable de S^t Helier ayant proposé aux Etats l'admission dans l'Hopital Général des nommés Mary March Veuve d'Invalide et ses Deux Enfants, Sarah Toplis & Anne Gilchrist aussi Veuves d'Invalides lesquels par raport à leur âge avancé, & leurs infirmités, ne peuvent fournir à leur subsistance ni ladite Mary March par la même raison, à celle de ses deux enfans. Les Etats ont décidé qu'ils y seront admis aux fraix de l'Isle en Général.

Les Etats, sensibles au bonheur dont les habitans de ce pays jouissent, sous le gouvernement bienfaisant de leur deboñaire Souverain, & combien, dans ce moment critique, il est de leur devoir de concourir, autant qu'il est en eux, au soutien de la cause commune, ont résolu d'accorder aux matelots, natifs ou habitans de cette île, qui voudront s'engager à servir sur les Flottes de Sa Majesté, Savoir : aux matelots de la première classe, la somme de trois cent Livres cours de France ; aux matelots de la seconde classe, deux Cents livres, et à ceux de la troisième classe, cent livres, ce qui sera pris sur le nouvel impôt. Les Etats ont deplus dirigé les Officiers de Police de s'enquerir strictement de tous les vagabons et de tous ceux dont les moyens de subsister ne sont pas bien connus, lesquels peuvent se trouver dans leurs paroisses respectives, et de les présenter en justice, afin que, s'ils sont trouvés être de la description susdites,⁽¹⁾ ils soient livrés au *Regulating Officer*, pour être mis au bord des vaisseaux de sa Majesté. Il est ordonné que cet Acte sera imprimé, publié & affiché dans toutes les Paroisses de cette Isle.

L'An mil sept cent nonante cinq, le vingt trois^{me} Jour de Mai. 1795, 23 Mai.

Présent Honorable Homme Colonel Philippe Fall Lieutenant
Gouverneur etc. etc.

Etats tenus par Edouard Le Maistre Esc^r etc. Juge De-
legué etc. Président de l'Assemblée, etc. etc.

(1) *Sic.*

1795. Après le Serment de Jean Dumaresq Esc^r, Jean Le Couteur Esc^r Justicier demeure exoiné par maladie.

Sur la représentation faite aujourd'hui aux Etats par Mons^r le Lieutenant Gouverneur, que nonobstant l'Acte des Etats, du 11^e du courant, il n'a pu procurer aucuns Maçons, pour continuer les Travaux indispensables à la défense du Pays. Les Etats ont ordonné que, sur la réquisition de Mons^r le Lieutenant Gouverneur, aux Connétables, du nombre de Maçons dont il a besoin pour lesdits Travaux, chaque Connétable fera avertir le nombre exigé de s'y rendre sans délai, & en fera tenir une Liste audit Sieur Lieutenant Gouverneur, & un Certificat, sous son Seing, de l'avertissement qu'il aura donné aux dits Maçons. Chaque Connétable ayant égard, en nommant les dits ouvriers, de prendre ceux, premièrement qui n'auront pas d'ouvrage commencé, & ensuite ceux qui seroient employés à des ouvrages les moins pressans. Chaque ouvrier étant tenu de se rendre aux sus dits travaux, sur l'avertissement de chaque Connétable respectivement, sur peine de dix Livres d'ordre, & d'y être en outre contraint. Ce qui sera publié.

Les Etats ayant, par acte du 25^e Février 1794, résolu que le Corps de Garde de Bonnuit,⁽¹⁾ seroit réparé, & étant aujourd'hui informés qu'il est incapable de réparation & qu'il seroit plus avantageusement situé ailleurs, sont présentement convenus, avec le consentement du Lieutenant Gouverneur, que ledit Corps de garde, avec le Terrain qui en appartient, sera exposé en Vente publique, au plus offrant et dernier Encherisseur, à fin d'héritage, et que le produit du dit Corps de Garde et Terrain sera appliqué à l'érection d'un nouveau Corps de Garde & Magasin à l'endroit et selon la place que ledit S^t Gouverneur indiquera. Et sont Jean Dumaresq Esc^r Colonel du Regiment du Nord-Ouest, et membre de cette Assemblée, et Jean Arthur Esc^r Connétable de S^t Jean, chargés et autorisés de prendre les mesures nécessaires pour ladite Vente.

Les Etats apprenant que plusieurs mariniers se présentent pour entrer au Service de sa Majesté, moyennant les primes offertes, par Actes de l'11^e du mois courant, et que le *regulating Officer* n'a pu les leur promettre, ou que les dits mariniers ne sont pas natifs, ni

(1) *Sic.*

proprement habitans de cette Isle. Les Etats ont aujourd'hui resolu, 1795.
 par voie d'explication, et pour plus ample encouragement, que tous
 sujets de sa Majesté, sans exception, qui s'engageront ici, à servir
 sur ses Flottes, et qui en seront trouvés capables, par le *Regulating*
Officer auront droit aux primes sus mentionnées, jusqu'à ce que les
 Etats en disposent autrement. Les Etats ont, en même temps, jugé
 convenable de choisir un Comité pour mettre à exécution ce qui est
 résolu par ce présent acte, et par le susdit acte de l'11^e du courant.
 Auquel effet Jacques Amice Lempriere Esc^r, le Rév^d Dr Du Pré et
 Clement Hemery Esc^r sont nommés, et sont chacun d'Iceux, autorisés
 (après avoir reçu un Certificat du *Regulating Officer*, specifiant le
 nom, l'âge, la qualité, le lieu de la naissance et l'entrée de chaque
 homme au bord de quelque Vaisseau de sa Majesté) à payer un tel
 homme, en tirant sur le Trésorier ou le Fermier du Nouvel Impôt, et
 escomptant leurs Traités s'il est nécessaire. Le dit Comité étant
 dirigé de faire rapport aux Etats, de temps à autre, du nombre
 d'hommes qui auront ainsi entré au Service de Sa Majesté.

Les Etats, ayant été informés de la Capture d'un Convoy ennemi,
 faite samedi le 9^e du courant, dans les Parages de cette Isle, par une
 Escadre composée des navires de sa Majesté, le *Melampus*, Capitaine
 Sir Richard Strachan, le *Diamond*, Capitaine Sir Sidney Smith, la
Hébé, Capitaine Paul Minchin, la *Syren*, Capitaine Graham Moore &
 le *Niger* Capitaine Edward James Foote, ont cru devoir exprimer,
 dans leurs records, la grande satisfaction qu'ils en ressentent, d'autant
 que ce succès, devenu très brillant par l'habileté et l'activité des avant
 dits Capitaines, doit rendre notoire l'avantage d'avoir une Escadre
 stationnée dans ces Parages, tant pour l'interception des Convois, qui
 portent des munitions de bouche et de Guerre, à la marine de Brest,
 que pour la sureté de ces Isles.

L'An mil sept cent nonante cinq, le vingt sixième Jour de Mai. 1795, 26 Mai.

Présent Honorable Homme Colonel Philippe Fall, Lieut^t Gou-
 verneur etc.

Etats tenus par Edouard Le Maistre Esc^r etc. Juge De-
 legué, etc. Président de l'Assemblée, etc. etc.

Phil. Robin, Jacques Hemery & Franç^s Valpy dit Janvrin Esc^r Jurés
 sont en défaut à assister aux Etats.

1795. Le Rév^d Jean Mallet Recteur de S^t Pierre est en défaut à assister aux Etats.

Jean Dumaresq Esc^r. Con^{bl}^e de S^t Sauveur & Josué Pipon Esc^r. Con^{bl}^e de S^t Brelade sont en défaut à assister aux Etats.

Les Etats ayant pris en consideration le rapport du Comité de la défense de l'Isle daté de ce Jour, au sujet d'un article d'un Compte de M^r Jean Le Maistre, Gardien du Store de S^t Brelade, pour une charge de trois Livres, cours de France, pour un Jour d'attente à recevoir & délivrer des Munitions, ont approuvé ledit rapport qui recommande de ne point accorder le Payement dudit Article, d'autant que l'exemption, tant des montres que de la garde, dont jouissent les Gardiens des Stores des Eglise,⁽¹⁾ est un dédommagement suffisant pour leur attenance.

Le Comité de l'Hopital Général a présenté un Tableau des dépenses pour l'Entretien des pauvres dans l'Hopital Général, durant la seconde Année, finissant le 11^e Février dernier, ledit Jour inclus, par lequel il paroît que ledit Entretien a coûté la somme de vingt cinq mille huit cents cinquante huit Livres cinq sous six deniers, et qu'il a été reçu, en moyens tant extraordinaires qu'ordinaires, la somme de neuf mille six cents trente quatre Livres, huit sous, trois deniers, dont il résulte une balance de seize mille deux cents vingt trois Livres, dix sept sous, trois deniers, au cours de France, à répartir entre les sept paroisses qui y ont envoyé leurs Pauvres, dans leurs différentes proportions au rât public.—Les Etats ont pris en consideration le dit Tableau, avec les pieces justificatives, sur lesquelles il est dressé, et ont approuvé le tout : Partant le Trésorier de l'Hopital Général demeure autorisé à recevoir la somme de £5141 : 7 : 3 du Connétable de la paroisse de S^t Helier ; la somme de £2285 : 1 du Connétable de la paroisse de S^t Pierre ; la somme de £2285 : 1 du Con^{bl}^e de S^t Sauveur ; la somme de £1970 : 17 : 3 du Connétable de S^t Laurens ; la somme de £1970 : 17 : 3 du Connétable de la Trinité ; la somme de £1285 : 7 du Connétable de S^t Jean ; et la somme de £1285 : 7 du Connétable de S^{te} Marie. Mais comme l'entretien des pauvres qui sont à la charge de toute l'Isle est compris dans les avant dites dépenses, le Trésorier du dit Hopital est aussi autorisé à recevoir la proportion de chacun des Connétables des paroisses qui n'y ont point envoyé leurs pauvres, selon le Tableau, pareillem^t présenté par le même Comité, lequel est aussi approuvé par les Etats, par

(1) Sic.

lequel dernier Tableau les proportions des paroisses de S^t Ouen, de S^t Brelade, de Grouville, de S^t Martin et de S^t Clement se montent à la somme de quinze cents soixante cinq Livres, deux sous, neuf deniers, au cours de France ; laquelle dernière somme sera employée comme moyens fournis par les avant dites sept paroisses, à valoir sur leurs proportions des dépenses de l'année courante. 1795.

L'An mil sept cent nonante cinq, le sixième Jour de Juin. 1795, 6 Juin.

Présent Honorable Homme Colonel Philippe Fall Lieutenant
Gouverneur etc.

Etats tenus par Edouard Le Maistre Esc^r etc. Juge De-
légué etc. Président de l'Assemblée, etc. etc.

François Maret Esc^r Justicier est en défaut à assister aux Etats.

Clement Bailhache Esc^r Connétable de S^t Ouen est en défaut à assis-
ter aux Etats.

Après le Serment de M^r Thomas Hamon Charles De La Garde Esc^r
Justicier demeure exoiné par maladie.

Comité. Les Etats, considerant le haut Prix & la Rareté des Provisions
de bouche, dans le temps présent, ont jugé convenable d'appointer un
Comité pour prendre ce Sujet interessant en consideration : auquel
effet Messieurs Hemery & Lempriere du Corps de la Justice, Les
Révérands Messieurs Le Coûteur & Du Pré du Corps du Clergé &
Clement Hemery Esc^r & Josué Pipon Esc^r du Corps des Connétables,
ou trois d'iceux, sont nommés & autorisés d'agir ; Lequel Comité est
chargé de s'assembler le plutôt⁽¹⁾ possible, & de faire Rapport des
mesures qu'il croira propres à recommander aux Etats dans l'Occasion.
Auquel Comité Mess^{rs} Les Officiers du Roi sont requis d'Assister.

L'An mil sept cent nonante cinq le vingtième Jour de Juin. 1795, 20 Juin.

Présent Honorable Homme Andrew Gordon Major Général
des Armées de sa Majesté & Commandant en chef de
l'Isle de Jersey etc.

Etats tenus par Edouard Le Maistre Esc^r Seigneur de
S^t Jean la Hougue Boëte &c : Juge Delegué etc.

Après le Serment de Philippe Dumaresq Gent. Phil. Robin Esc^r Juré
Justicier demeure exoiné par Maladie.

(1) Sic.

1795. Après le Serment de M^r Edouard Le Maistre Charles De La Garde Esc^r Juré-Justicier demeure exoiné par Maladie.

François Marett & Jean Poingdestre Esc^r Jurés-Justiciers sont en défaut à assister aux Etats.

Le Révérend Amice Bisson Recteur de S^t Laurens est en défaut à assister aux Etats.

Après le Serment de Jean Le Couteur Esc^r Jean Dumaresq Esc^r Connétable de S^t Pierre, demeure exoiné par Maladie.

M^r Phil : Burr, Stipulant Dénonciateur ayant recordé avoir averti Jean Dumares⁽¹⁾ Esc^r Connétable de S^t Sauveur, pour la Tenuë des Etats de ce Jour, par le moyen d'un Billet laissé à sa Maison, Ledit Sieur Dumaresq est en défaut à assister aux Etats.

Sur le Rapport de Clement Bailhache Esc^r Connétable de S^t Ouen que l'Assemblée de la Paroisse l'auroit chargé & autorisé de faire raccommoder ⁽¹⁾ les Charrières du Havre du Puley, pour faciliter la Pêche du Vraic. Les Etats ont autorisé ledit Connétable de faire vendre du Vraic au montant de la somme de deux Cents Livres d'Ordre pour être Appliquée à cet effet.

Honorable Homme Andrew Gordon, Commandant en Chef ayant communiqué aux Etats l'extrait d'une Lettre de la part de mon Seigneur le Duc de Portland, à son Excellence le Maréchal Conway, datée le quatrième du courant, et transmise par son Excellence audit Commandant en Chef: par lequel il paroît qu'il a plu à sa Majesté de recevoir gracieusement l'humble Adresse des Etats de félicitation à Sa Majesté sur le Mariage de son Altesse Royale le Prince de Galles. Les Etats, après Lecture du susdit Extrait, ont ordonné qu'il sera entré sur le livre des Etats.

Duquel Extrait la Teneur ensuit.

" Whitehall 4th June 1795.

" Sir

" I have received and taken the first Opportunity of laying before the King, the Address to His Majesty from the States of the Island of Jersey, on the Marriage of His Royal Highness the Prince of Wales, inclosed in Your letter to me of the 27th Ul^o and it is with Particular Satisfaction that I am enabled to inform You, that His Majesty was pleased to receive the same in the most gracious manner.

Signed " Portland "

" The R^t Hon^{ble}

" Field Marshal Conway".

(1) Sic.

Les Etats ayant pris en consideration une Lettre de M^r Geo : 1795.
Picot et de M^{me} Judith Aubin sa femme, datée le cinquième du cou-
rant et Addressée au Comité de l'Hopital Général, laquelle contient
une Offre de renouveler leur Administration pour trois autres Années,
au moyen de £600 cours de france, par An, ont d'après la recomman-
dation dudit Comité, accepté ladite offre ; Partant lesdits M^r George
Picot & M^{me} Judith Aubin sont de rechef appointés Administrateur &
Administratrice de l'hopital général, pour trois Ans, à commencer le
12^e de Février prochain, au moyen de £350 cours de france par an
pour l'Administrateur, & de £250, au même cours, pour l'Adminis-
tratrice.

De laquelle lettre la teneur ensuit.

“ à l'hopital Général le 5^e Juin 1795.

“ Messieurs,

“ Comme le temps de notre Administration expirera l'11^e de
Février prochain, il est autant de notre devoir que de notre intérêt
de vous soumettre les conditions sous lesquelles nous nous engagerons
à entreprendre une nouvelle Administration triennale. Puisque nous
avons donné des Preuves, non équivoques de nos bonnes dispositions
pour cet établissement, il importe que vous Sachiez, Messieurs, que
nous perseverons dans les mêmes Sentimens. C'est sous l'influence
de ces bonnes dispositions, & d'après la plus mûre réflexion ⁽¹⁾ sur
notre propre Etat et sur celui de l'Institution, que nous nous offrons
à renouveler notre Administration au moyen de six cents Livres cours
de france, sans toutefois nous assujettir à aucune Avance d'Argent.
Si vous agréiez notre offre vous pouvez, Messieurs, s'il vous plaît,
répartir cette somme entre nous, en fixant le Salaire de l'Adminis-
trateur à trois Cents Cinquante Livres par An, et celui de l'Admi-
nistratrice à deux Cents Cinquante Livres.—Nous avons l'honneur
d'être très respectueusement,

“ Messieurs,

“ Vos très humbles & très Obéïssans et fidelles
Serviteurs

“ Aux Messieurs du
Comité des Etats pour
l'Hopital Général ”.

“ Geo. Picot & Judith Aubin.”

(1) Sic.

1795, 24 Juin.

L'An mil sept cent nonante cinq, le vingt quatrième Jour de Juin.

Présent Honorable Homme Andrew Gordon, Major Général, etc., Commandant en Chef etc. etc.

Stats tenus par Edouard Le Maistre Esc^r etc. Juge De-
légué etc. Président de l'Assemblée, etc. etc.

Philippe Robin Esc^r Juré Justicier est en défaut excusé par Maladie.

Le Comité de la Bibliothèque a présenté à l'approbation des Etats deux Comptes courants, de Jacques Hemery Esc^r, Trésorier de la Bibliothèque, l'un daté le 7 Juillet 1791, dont la balance est rapportée dans le subséquent; l'autre daté le 11^e Juin 1794, dont la balance due par ledit Trésorier se monte à deux cents septante cinq Livres six sous trois deniers, cours de France. Les Etats ont pris les dits Comptes en considération & les ont ensuite approuvés.

Les Etats, considérant que la nommée Susanne Chambre, laquelle a été admise à l'Hopital, comme native de la Paroisse de St^r Helier, est fille de soldat, & qu'elle avoit été, comme telle, à la charge de l'Isle, avant cette époque, ont décidé que les fraix de son entretien, tant pour le passé que l'avenir, seront portés par l'Isle en général.

Les Etats, prenant en consideration la requête qui leur est présentée de la part de Thomas Le Hardy Esc^r, les suppliant de permettre à Thomas De Gruchy, Phil : Vaudin & Edouard De Gruchy, maçons de profession, et au reste de leur équipage, de commencer le Travail pour lequel il se sont engagés de rétablir son Moulin à Eau, suivant leur accord, ont cru devoir accorder audit S^r Le Hardy les fins de sa requête, d'autant que le Travail en question est d'une indispensable nécessité au public : Partant il est permis auxdits Thomas De Gruchy, Phil. Vaudin & Edouard De Gruchy, avec le reste de leur équipage, n'excédant pas, tous ensemble, sept personnes, de commencer ledit Travail dans quinze Jours.

TABLE DES MATIÈRES.

A.

Actif, le " Cutter " l', 32.
 Addey, le Major, 41.
 Affûts de Canons, 38.
 Alarmes, 14, 30, 55.
 " , règlements *in re*, 18, 19, 21.
 Aliénés, 8, 9.
 " , logements pour les, 85, 86, 91.
 Alimentation, conseils *in re*, 101.
 Amendes judiciaires, 71.
 Amérique, 9, 11 ; peste en, 48.
 Amirauté, 37, 72-74, 81, 127.
 Amy, Edouard, 75, 128 ; François, 128, 129 ; Michel, 75.
 Ancrage, 14, 35, 68.
 Angleterre, villes d', 49.
 Anderson, John, 71.
 Andreson, John, 123.
 Angot, M^r, 19.
 Approvisionnement, 16, 45, 137 ; de vivres, pétition *in re*, 11 ; des Tours, 67.
 Armes, 115, 118.
 Arsenaux, 56, 111.
 Arthur, Jean, 4, 76, 134 ; Nicolas, 5, 44, 45, 76.
 Artillerie, 28, 57.
 " Atlantique ", le navire, 37.
 Aubin, Abraham, 91 : François, 56 ; Judith, 139 ; Thomas, 129.
 Aurigny, 84, 123.
 Averty, George, 127, 128.

B.

Bailhache, Clément, 45, 76, 102, 111, 122, 123, 137, 138.
 Bailli, Lieut., question *in re* nomination d'un, 118, 132.

Balcarres (ou Belcarres) Comte de, 41, 42, 54, 56, 57, 64, 72, 89, 99 ; Fort de, 79, 128.
 Bateaux, maîtres de, 8 ; ordre *in re*, 8 ; de Santé, 68.
 Batteries et plateformes, 14, 46, 72.
 Benest, Jean, 56.
 Bertram, Elie, 129 ; le Rév^d George, 66, 98, 114, 121 : le Trésorier, 88.
 Bétail, rareté du, 16 ; requête *in re*, 26.
 Bibliothèque publique, 9, 21, 35, 40, 78, 140.
 Bibliothécaire, 35.
 Bisson, le Rév^d Amice, 5, 32, 131.
 Blampied, Daniel, 18 ; Philippe, 13.
 Blé et farine, 44, 45, 52.
 Bodé, Judith, 44.
 Bolger, le D^r, 56, 59.
 Bonnenuit, 65, 134.
 Boucheries, ordre *in re*, 62.
 Bouillon, Prince de, 72, 125 ; lettres du, 73, 75, 80, 81, 82.
 Boulevards, 15.
 Bourdon, Le, Thos., 128, 129 ; Elizabeth, 129.
 Boutillier, Le, Jean, 75.
 Brest, 135.
 Breton, Le, V.H. François, 60, 62, 77 ; Thomas, 60.
 Brunswick, princesse Caroline de, 131.
 Burr, Philippe, 10, 45, 77, 94, 98, 138.
 Burton, Elizabeth, 123.

C.

Cabaretiers, 13, 14, 18.
 Cabot, Philippe, 75.
 Canonnières, 12, 28.
 Carteret, de, Philippe, 3, 11, 36, 82.
 Casernes, 91.

Catholiques romains, 65.
 Centeniers, 17, 31, 38, 44, 45, 98.
 Césarée, Sophie, 71.
 Chambre, Susanne, 140.
 Chandelles, 19.
 Chandler, John, 45.
 Charbon fourni aux gardes, 5, 44, 108.
 Charpentiers, 132.
 Chateau Elizabeth, 84.
 " Mont Orgueil ; voir Mont Orgueil.
 Chatham, Lord, 84.
 Chaussées, 13, 33, 40, 86 ; Comité des, 90, 91, 102.
 Chef Magistrat, nomination d'un, 118.
 Cherbourg, 67.
 Chesterfield, Comte de, 92, 111.
 Chevalier, Nicolas, 18.
 Cimetière de St. Hélier, 5.
 Clements, la veuve, 32.
 Clercq, Le, Josué, 128, 129.
 Cohue royale, la, 13, 21, 22, 25, 33, 87.
 Collette, la, 91.
 Combes, Edo., 25.
 Comités des Etats, ordre *in re*, 40.
 Comités paroissiaux, 98, 101.
 Commandant en Chef, 4, 7, 8, 14, 17, 22, 25, 28, 36, 44, 46, 57, 60, 65, 66, 77, 91, assermenté, 42 ; lettre du, 6.
 Commerce, 9, 132 ; Chambre de, 35, 123, 124, 126 ; protection du, 11, 34, 37, 74.
 Commissaires Royaux, 22, 31, 32, 92, 97.
 Communes, 17.
 Comptes publics, 76, 87, 118.
 Connétables, 4, 5, 19, 28, 43, 52, 56, 65, 67, 71, 76, 78, 84, 87, 98, 108, 111, 118, 119, 123, 129, 132, 133, 134, 138.
 Conway, le Maréchal, 10, 32, 63, 70, 83, 90, 91, 95, 97, 120, 124, 131, 138 ; lettre du, 53.
 Convoi ennemi, 135.
 Conseil, Ordres du, 28, 45, 46, 70, 89, 111, 113, 115, 116.
 Cooper, Will^m, 71.
 Corps de garde, 5, 55, 65, 75, 108, 118, 134.
 Corsaires, 30.
 Cottrell, Stephen, 116.

Cour Royale, Rôles de la, 4, 9 ; séances de la, 22, 196 ; du samedi, 99 ; voir aussi Cohue.
 Couteur, Le, Rév^d Franç^s, 5, 41 ; Jean, 77, 134.
 Cowes, 74.
 Craig, Col. James Henry, 4, 6, 7 ; remerciements des Etats au, 42 ; lettre du, 46.
 Cread, Elizabeth, 123.
 Croix, de Ste., Aaron, 17, 56.

D.

Daniel, David, 18.
 Dauvergne, Monseig^r Ph. ; voir Bouillon, Prince de.
 Défense de l'Île, 5, 12, 15, 17, 43, 60, 62, 63, 67, 132, 134 ; Comité de la, 13, 16, 18, 34, 35, 39, 40, 43, 56, 57, 63, 68, 72, 76, 78, 80, 90, 92, 101, 111, 117, 118, 136.
 Dénonciateurs, 45, 77, 94, 97, 98, 121.
 Déserteurs, ordre *in re*, 29.
 Dettes publiques, 63.
 " Diamond ", le, 135.
 Don, le Lieut. Col., 37, 38 ; lettre du, 39.
 Dumaresq, Rév^d Clément, 33, 41, 89 ; Débora, 32 ; Jean, (de St. Pierre) 10, 22, 27, 31, 76, 89, 95, 118, 122-126, 132 ; (de St. Sauveur) 76, 91, 97, 113, 138 ; Philippe, 15, 16, 117, 137 ; le Dénonciateur, 45, 98, 121 ; le Colonel, 134.
 Dundas, W^m (Secretary) 6, 7, 97.
 Durell, Elie, 56.
 Dyssenterie, 98.

E.

Ecclésiastiques catholiques romains, 65, 122.
 Eglises, éclairage des, 19.
 Egoûts, 35, 100.
 Embargo, 67, 70, 124, 132.
 Emigrés, fort des, 79.
 Emigrés français, 11, 44, 52, 101.
 Enfant trouvé, 71.
 Enquêtes, jugement par, 22, 31, 32, 92, 95, 96, 118, 132.
 Epidémies, 91, 98, 100, 111.

Etats, nomment des Comités, 5, 16, 47, 65, 70, 77, 78, 91, 98, 122, 125, 130, 135, 137.
 Etats, Comité des ; voir Comités.
 Etats, Emprunts des, 15, 21, 30, 37, 63, 72 ; demandent à avoir le portrait du Roi, 119 ; envoient des Requêtes à S.M., 26, 34, 58, 62, 68, 95, 109 ; députés des, 118, 125, 132 ; ordre sur les membres absents sans congé, 40 ; envoient une adresse au Maréchal Conway, 90 ; id. à Sa Majesté, 120, 131, 138 ; protestent de leur fidélité à S.M., 66 ; siègent à la Bibliothèque, 21.
 Etacq, hâvre de l', 27, 55, 84.
 Etrangers, 55 ; règlement *in re*, 22-25.
 Eveleigh, Cap^{ne}, 33.

F.

Falaize, chemin de la, 79.
 Fall, Phil., 3, 7, 111, 113, 130.
 Falle, Elizabeth, 127.
 Fauvel, Rachel, 128.
 Fergusson, Cap^{ne}, 81, 127.
 Fermiers des Impôts, 102.
 Feuvre, Le, Richard, 10 ; Marie, 45.
 Fièvre, épidémie de, 56.
 Filleul, Aaron, 128, 129 ; Jacq^s, 129 ; Susanne, 129.
 Finances publiques, 90.
 "Flux de sang", 91.
 Foote, Ed. James, 135.
 Forgerons, 132.
 Fortifications, 39, 72, 78, 79.
 Forts, 79.
 "Fort Volontaire", 18.
 Forrester, Rich^d, 31.
 Fournés, Marie, 31.
 France, 61, 78, 83 ; feux sur les côtes de, 61.
 Fraude, 102.
 Freeling, F., 112.

G.

Galles, prince de, 131, 138.
 Garde, de la, Charles, 3, 4, 60, 77, 113, 117, 137 ; Rév^d Phil, 5, 60 ; Thomas, 5, 56.
 Garde-magasins, 12.

Gardes établies, 85.
 Garnison, 3, 4, 11, 13, 21, 22, 25, 37, 52, 57, 60, 77, 88, 89, 91, 111, 114, 122, 130 ; augmentation de la, 83 ; demande de renfort de la, 62, 68, 70.
 Gavau, Louis, 40.
 Gazon, 17, 78, 128, 129.
 George III, le Roi, 119, 120.
 Gibaut, Jean, 128.
 Giffard, Jean, 40.
 Gilchrist, Anne, 133.
 Godfray, Clément, 127 ; Hélier, 127, 128 ; Philippe, 75.
 Gordon, Andrew, 138, 140.
 Gosset, Mathieu, 39, 56.
 Gouverneur en Chef, 32 ; voir Conway.
 " " Lieutenant du, 3, 8, 28, 111, 113, 115, 122, 124, 131, 134 ; lettres du, 6, 70, 89 ; son droit de séance aux Etats, 6 ; pouvoirs du, 7.
 Graut, Jean, 127, 128 ; Josué, 128, 129.
 Greffe, 4.
 Greffier, 4, 9, 11, 21, 63, 82, 88, 95, 111, 113.
 Gresley, Le, Jean, 55.
 Grey, Mary (veuve) 41.
 Grouville, paroisse de, 63, 78, 79, 128.
 Gruchy, de, Edo., 140 ; Thos., 140.
 Guernesey, 84, 93, 113, 123.

H.

Halles à grains, 4, 13 ; à viande, 5, 16.
 Hammond et Dumaresq, MM., 39.
 Hamon, Thos., 14, 117, 137.
 Hâvre aux Anglais, 68.
 Hâvres, 56, 130.
 Hardy, Le, Marie, 60 ; Thos., 140.
 Hébé, la, 135.
 Hemery, Clément, 56, 76, 84 ; Jacq^s, 10, 38, 62, 72, 78, 79, 101, 140.
 Henley, Richard, 57.
 Heriot, le Dr, 99.
 Hocq, travaux de défense au, 63, 79.
 Holt, le nommé, 38.
 Hooper, Jean, 76, 79, 127.
 Hôpital, 3, 4, 8, 12, 16, 17, 25, 35, 38, 41-45, 54, 56, 60, 63, 64, 71, 72, 85, 87-91, 97, 123, 130, 133, 136, 139, 140 ; jardin de l', 88 ; convocation

des membres du Comité de l', 97 ;
reconstruction de l', 88 ; règlements
in re, 12, 13.

Houquette, la, 78, 79, 127.

Howe, Stephens, 89, 114.

Huissier des Etats, 14, 79, 117.

I.

Impôts, 14, 15, 27, 90, 102, 110, 118,
122 ; fermiers des, 119, 128, 129.

Indigents, 31, 42, 87 ; voir aussi Pauvres.

Ingénieurs, 15, 33.

Inhumations, 99, 121.

Innis, W^m, 31.

"Invalides Pensionnaires", 17, 31, 38,
41, 44, 45, 54, 64, 71, 123, 133.

Invasion du pays projetée, 66, 67, 70.

J.

Jackson, Thos., 31.

Janvrin, Franç^s, 56 ; Phil., 56.

Jean, M^r Phil. (artiste), 119, 120.

Jée, Elizth (veuve de Francis) 64.

Jenkinson, Edo^d, 17.

Jeune, Le, Jean, 127.

Johnston, James, 64.

Jones, Thos., 64.

Juge-Délégué, 3, 6, 36, 39, 70.

Juré-Justicier, demande à donner sa
démission, 108, 109.

Jurés-Justiciers, 77, 96, 108.

L.

Labey, Thos., 127, 128, 129.

"La Liberté", (corvette) 32.

Langlois, W^m, 17.

Leicester, Comte de, 92, 111.

Lempriere, Jacq^s Amice, 4, 9, 31, 33 ;
remontrance de, 108, 109.

Lerrier, Phil., 35.

Lewis, M., lettre de, 115.

Liqueurs étrangères, règlements *in re*,
102-110.

Logements pour la Garnison, 60.

Lois militaires, 13.

Longshaw, Anne, 71.

Loteries particulières, 117 ; publiques,
13, 35, 55, 56, 71, 79, 86, 87.

Luce, Franç^s, 38, 46.

Lys, M., 99, 119.

M.

Macbride, l'Amiral, 67, 74, 84.

Maçons, 132, 134, 140.

Magasins à poudre, 65.

Maistre, Le, Anné, 131 ; Edo^d Ec^r, 3, 4,
36, 46 ; M^{re} Edouard, 114 ; Jean, 136 ;
Phil., 76.

Mallet, Rév^d Jean, 3, 32, 45, 60, 62, 122.

March, Mary, 133.

Marché à lard, 5.

Marché public, nettoyage du, 46.

Mare, de la, Franç^s, 17, 40.

Marett, Charles, 39 ; François, 3, 5, 62,
117, 137.

Marine royale, 135.

Matelots, 33, 37, 80, 124, 132, 133,
134 : voir presse ; enrôlement de, 81 ;
primes aux, 133, 134, 135.

Mattingley, Clément, 57, 102.

Mauger, Pierre, 16, 43, 71, 76, 111,
117, 130.

Médecins, 56, 99.

Melampus, le, 135.

Messervy, Nic^s, 5, 36, 61, 76, 85, 97, 101.

Mesurier, Le, Paul, 126.

Minchin, Paul, 135.

Milice, 5, 12, 19, 20, 21, 37-39, 56, 57,
65, 70, 93, 111, 118, 134.

Milicien, accident à un, 61.

Moir, Lord, 84.

Monamy, Elizabeth, 127.

Mont Orgueil, camp à, 39 ; rade de,
67, 69.

Moore, Graham, 135.

Moulin à eau, 140.

Musiciens de la Milice, 70, 119.

"Mutiny & Desertion", 28.

Myles, Francis, 54.

N.

Navigation, 70, 124, 125, 126.

Navires, lest pour les, 84.

Négociants, 9, 123, 124, 126.

Neveu, Le, Phil., 18, 40.

Newark, Lord, 90.

Nicolle, Phil., 52, 60, 76.

"Niger", le, 135.
Noirmont, 32.
Norton, Edo., 123.

P.

"Packbots", 92, 93, 111-113.
"Pain biscuit", 67.
Pallot, Phil., 40 ; Jean, 75.
Parcq, du, Richard, 128, 129.
Parlement, Actes de, 28 ; "bill" de, 123.
Paroisses, leurs proportions dans les
comptes publics, 87, 136, 137.
Patriarche, Guill^m., 3, 16, 34, 130.
Pauvres, 13, 136 ; cimetièrre pour les, 9.
Payn, Jean, 127, 128.
Pêche, 21, 27, 84 ; pétition *in re*, 84.
Pensions, 21.
Perrier, Elizth, 71.
Pétitions à S.M., 9, 10, 53 ; diverses, 27.
Petit Rozel, fief de, 75.
Picot, George, 139 ; Josué, 31 ; Phil.,
38, 40.
Pilotes, 67, 69, 78.
Pinel, Phil., 57, 64, 76, 94, 102.
Pipon, Jacq^e, 3, 56, 76 ; Thomas, lettre
de, 85.
Pirouet, Jean, 129.
Plateformes, 17, 18.
Poingdestre, Jean, 31, 38, 45, 62, 117 ;
le D^r, 99 ; le Lieut^t (R.N.) 37.
Police, Chef de, 130 ; officiers de, 133.
Port, Maître de, 130.
Portland, duc de, 138.
Postes, 92, 93, 111-113.
Poudre à canon, 115.
Pratt, Jean, 17.
Pré, Du, D^r Edo^d, 3, 5, 31, 34, 54, 56.
"Presse" de matelots, 33, 123, 124,
126, 132.
Prisonniers de guerre, 56.
Privilèges de l'île, 33, 118, 132.
Procureur-Général, 65.
Procureurs du bien public, 98.
Puley, hâvre de, 138.

Q.

Quarantaine, ordre *in re*, 47-52, 70,
113.
Querrée, Jean, 17.

Quesnel, Michel, 56.
Quorum, 96.

R.

Ray, Le, Phil., 17.
Reaves, John, 123.
Recteurs, 67, 71, 78, 98, 99, 108, 117,
121.
Reddick, Daniel, 41 ; Robert, 41.
Règlements divers, 21-25 ; 102-107.
"Regulating Officer," 127, 133, 134, 135.
Religion, 65, 122.
Remon, Edo., 56.
Remontrances, 75 ; de négociants, 124.
Rhums et genièvres, impôt sur les, 16,
55, 111.
Ricard, Rév. Franç^s, 38, 45, 89, 117.
Richmond, duc de, 84.
Robin, Jean, 31, 39 ; Phil., 3, 4, 31, 137,
140.
Robinson, Henry, 38.
Robson, Thos., 44.
Rochers, 84 ; enlèvement de, 68.
Rôles de la Cour, 4, 9, 33.
Rousset, Jean, 17.
Rozel, hâvre de, 75 ; le petit, (fief) 75.
Ruë, de, George, 128.

S.

St. Aubin, 19 ; hâvre de, 102, 130.
St. Brelade, "store" de, 136.
St. Clément, 63, 78, 79, 127.
St. Hélier, 19 ; hâvre de, 68, 84, 102,
130 ; règlements sanitaires *in re*, 62 ;
arrosage et nettoyage des rues de, 100.
St. Jean, paroisse de, 65.
St. Ouen, baie de, 65, 72 ; paroisse de,
27, 55, 84.
Salpêtre, 115.
Santé publique, 98-100, 121.
Searle, Lieut., 32.
Sercq, 123.
Skelton, George, 17, 40, 76, 119.
Smith, le D^r, 99.
Smith, Sir Sydney, 135.
Soulemont, de, Thos., 127.
Southampton, 9, 34, 44, 64, 132.
Strachan, Sir Richard, 135.
"Stores", gardiens des, 136.

Stroud, Esther, 26.

Successions, 9.

Sueur, Le, Franç^s, 18, 40.

Surveillants, 98.

"Surveyor, principal Resident", 112.

"Syren", la, 135.

T.

Taperas, 68.

Taste, de la, Jean, 5 ; le Cent^r, 17, 31,
38, 41, 43-46.

Taverniers, 13.

Terme, remise du, 22, 25.

Terreneuve, 11.

Toplis, Sarah, 133.

Tours, approvisionnement des, 67.

Touzé, Le, Paul, 18.

Touzel, Edo., 129.

Touzel, Elizabeth, 128 ; Jean, 129.

Travaux publics, 25, 30, 60, 91, 118.

Trésorier des Etats, 21, 43, 65, 72, 77,
118 ; de l'Hôpital, 17, 32, 42, 72,
123, 136 ; de l'Impôt, 15, 22, 27, 28,
37, 128, 129.

Trésorerie, seigneurs de la, 123.

Trinité, paroisse de la, 75.

Trousset, Julien, 61.

V.

Vagabonds, 133.

Vaisseaux de guerre, demandés, 62, 68,
70, 72 ; accordés, 80, 82.

Valpy, Rév. Franç^s, 5.

Varech (ou vraie) 65, 138.

Vaudin, Phil., 140.

Veal, Jean, 41.

Venement, Daniel, 129.

Verclus, mont de, 63, 78, 79 ; terres à,
128.

Veulle, de, Aaron, 76, 113, 117, 127 ;
Jean, 128, 129.

Vicomte, 40 ; Député du, 38, 99, 121.

Vingteniers, 19, 20.

Vins en bouteilles, 110.

Volontaires, batterie des, 38.

W.

Watts, James, 123.

Weymouth, 92, 93, 111, 112.

Wight, île de, 84.

SOCIÉTÉ JERSIAISE

ACTES DES ETATS

DE L'ILE DE JERSEY

JUILLET 1795 à FIN DÉC. 1798.



Jersey :

J. W. LABEY, IMPRIMEUR, Etc.,

BERESFORD LIBRARY, ST.-HÉLIER.

1916.

Tiré à 400 exemplaires.

PRÉFACE

La présente publication comprend les Actes des Etats de Juillet 1795 à Décembre 1798.

Elle se trouve avoir un peu plus d'ampleur que les précédentes, parce que nous avons voulu terminer l'année 1798.

Cette période de trois ans et demi ne le cède en rien, comme intérêt, aux périodes précédentes ; il nous suffira d'indiquer, entre autres sujets des délibérations de l'Assemblée, les suivants : Permission à M. Philippe Jean, de copier, pour les Etats, le Portrait du Roi George III (correspondance à ce sujet, cérémonie officielle de la présentation du portrait ; remerciements et cadeau à l'Artiste, etc.) ; tentative, sous forme d'écrits anonymes, d'excitation du peuple contre la Cour Royale ; ordre au sujet des "défauts à assister aux États" des membres de l'Assemblée ; exportation du cidre de Jersey ; établissement de nouvelles halles à viande, à St Héliier ; commerce des pommes de terre, (l'une de ses premières manifestations) ; ravages de la mer sur différentes côtes ; règlements concernant les étrangers et les espions ; destruction des taupes—qui a coûté des milliers de livres tournois au pays—etc.

Les questions relatives à la défense de l'île, étaient continuellement à l'ordre du jour, car, ne l'oublions pas, l'Angleterre était alors en guerre avec la France, sa grande alliée d'aujourd'hui ; on lira avec intérêt quelles mesures furent prises à une époque où l'on craignait un débarquement de troupes ennemies, et avec quelle générosité la population de Jersey fit une "souscription volontaire pour le service de Sa Majesté et la Défense de ses Dominions".

Nous n'avons qu'un seul nom à ajouter à la liste des Greffiers et Commis-au-Greffé que nous continuons d'habitude à cette place. On a vu dans la publication précédente que M. Jean de Veulle était devenu Greffier en Mai 1795 ; il exerça ces fonctions jusqu'en 1812.

Le 21 Juillet 1798, M. François Journeaux jun^r fut assermenté Commis-au-Greffé. (Ex. 136).

Cette nomination était rendue nécessaire par le départ de l'île de M. de Veulle, pour son voyage de noces. Il avait épousé la fille unique de l'un des Lieutenant-Baillis de l'époque. Nous lisons en effet, dans la Gazette de Jersey, du 28 Juillet 1798, que les jeunes époux partirent pour l'Angleterre "Dimanche à midi, par le Boulé, au bord du "Harmony", Capitaine Nicolle". Voir, dans le journal ci-dessus mentionné, d'autres détails relatifs au mariage du Greffier, entre autres une courte et gracieuse poésie à l'adresse des nouveaux mariés.

J. A. MESSERVY.

29 Novembre 1916.

Actes des Etats de l'Isle de Jersey

JUILLET 1795 À FIN DÉC. 1798.

ACTES DES ETATS.

L'An mil sept cent nonante cinq, le onzième Jour de Juillet.

Présent Honorable Homme Andrew Gordon, Major-Général
des Armées de sa Majesté, & Commandant en Chef de
l'Isle de Jersey etc.

1795,
11 Juillet.
Etats, Livre 9,
p. 138.

Etats tenus par Thomas Pipon Esc^r. Lieutenant de Mon-
seigneur le Bailli de l'Isle de Jersey, Président de l'Assemblée,
Edouard Le Maistre &c.

Comité. Certain Ordre de sa Très excellente Majesté en Conseil, daté le
17^e Juin dernier, par lequel il est ordonné que le serment de Lieu-
tenant Bailly doit être administré à Thomas Pipon Esc^r, fils Thomas,
en consequence de sa nomination à ladite charge de la part du Très
Honorable Seigneur Henry Frédéric Lord Carteret, Bailly de cette
Isle, lequel Thomas Pipon Ec^r fut en consequence admis à ladite
charge, par la Cour Royale le 8^e du courant, ayant été présenté, de la
part dudit Thomas Pipon Esc^r, & lu aux Etats. Les Etats ont sur ce
jugé convenable d'appointer un Comité pour examiner ledit Ordre, &
pour en faire rapport afin que, si les Etats trouvent qu'il y ait quelque
chose dans le dit Ordre, qui affecte les Privilèges du Pays, ils puissent
en faire une humble représentation à sa Majesté, auquel Effet Franc^s
Marett & Charles De la Garde Esc^{rs} Jurés, du Corps de la Justice,
Mess^{rs} les Recteurs de S^t Marie & de S^t Pierre, du Corps du Clergé,
& Messieurs les Connétables de S^t Pierre & de S^t Jean ont été ap-
pointés un Comité, quatre desquels pourront agir.

Certaine Remontrance ayant été aujourd'hui présentée aux Etats
de la part de plusieurs Habitans de la paroisse de S^t Helier, con-
tenant une proposition au sujet d'un changement aux Halles à Viande.

1795. Les Etats après Lecture de la dite Remontrance, ont ordonné qu'elle demeurera logée au Greffe, & ont appointé un Comité composé de Nicolas Messervy & Jacques Amice Lempriere Esc^r du Corps de la
Comité. Justice, Ven^{ble} Homme François Le Breton Rect^r de S^t Sauveur, & Mons^r le Recteur de Grouville, du Corps du Clergé & Mess^{rs} les Connétables de S^t Pierre & de S^t Sauveur, pour prendre en consideration la susdite Remontrance & en faire rapport aux Etats.

Le Connétable de la Paroisse de S^t Helier ayant proposé aux Etats l'admission dans l'Hopital Général, de John fils de John Anderson Invalide pensionnaire, & d'Eléonore Coals sa femme, l'un et l'autre pauvres dudit Hopital, lequel enfant fut né dans l'hopital, le 11^e Juin dernier, Les Etats ont décidé qu'il y sera entretenu aux fraix de l'Isle en général.

D'après la recommandation du Comité de la Bibliothèque, le Trésor^r de la Bibliothèque est autorisé à défrayer le Bibliothécaire des fraix qu'il a faits pour l'amélioration de son Logement. Les dits fraix se montent à la somme de cent sept Livres, quinze sous, au cours de France selon le Compte à cet égard, approuvé par le Comité.

1795, 8 Août.

L'An mil sept cent nonante cinq le huitième Jour d'Août.

Etats tenus par Thomas Pipon Esc^r Lieutenant &c. Président de l'Assemblée, etc.

Le Révérend François Ricard Recteur de S^t Jean est en défaut à Assister aux Etats.

Les Etats ont résolu que quant⁽¹⁾ un membre aura été une fois mis en défaut après avoir été appelé à la Porte, son défaut ne sera pas relevé à moins que tel membre n'ait une raison valable pour justifier son absence.

Sur la proposition du Connétable de S^t Helier, Les Etats ont admis dans l'Hopital Général, Christiana Ross Veuve de soldat et ses trois enfants et ont décidé que leur maintien sera payé par l'Isle en général. Le Comité de l'hopital est en même temps chargé de faire un examen des Pauvres qui sont dans l'hopital, et qui auroient un domicile ailleurs que cette Isle, et d'en faire Rapport aux Etats,

(1) Sic.

afin que telles mesures qui paroîtront convenables soient prises pour faire conduire à leur Domicile ceux desdits Pauvres qui seront en état d'en faire le Voyage.

1795.

Les Etats après avoir entendu le Rapport de Messieurs Lempriere, Du Pré et Clement Hemery, Autorisés par Acte du vingt-troisieme de Mai dernier, à payer les Primes ottroyées par les Etats aux Matelots qui s'engageroient ici à servir sur les Flottes de sa Majesté, ont ordonné que les traites y mentionnées seront passés en déduction du montant de l'Adjudication du Nouvel Impôt, selon la disposition des Actes des 11^e. et 23^e de Mai dernier. Ces traites ont toutes été faites par Jacques Amice Lempriere Esc^r, Juré Justicier un des dits Autorisés ; une du 8^e de Juin dernier, pour la somme de mille quatre cents vingt sept Livres douze sous, une du 10^e du même Mois, pour la somme de huit cents quinze Livres onze sous, et une du 21^e de Juillet dernier, pour la somme de Mille treize Livres seize sous six deniers, les unes et les autres Argent de France, payables à M^e David Simpson sur Mons^r David De Quetteville. Lesdits Autorisés sont requis de continuer à agir aux fins desdits Actes.

Duquel Rapport la teneur ensuit :

“ Jacques Amice Lempriere Juré Justicier, Edouard Du Pré Recteur de S^t Helier, et Clement Hemery, Connétable de S^t Helier, “ Autorisés par Acte du 23^e de Mai dernier, à payer les primes ottroyées par les Etats aux Matelots qui s'engageroient ici, à servir sur “ les flottes de sa majesté ont, selon qu'ils sont tenus de le faire, de “ temps à autre, fait Rapport aux Etats,”

“ Qu'en consequence des pouvoirs donnés à chacun d'eux Jacques “ Amice Lempriere Esc^r Juré-Justicier, l'un d'iceux, a payé les primes “ aux Matelots sous-mentionnés par le moyen de M^e David Simpson “ auquel il a, à cet effet, fourni des traites sur Mons^r David De Quetteville Agissant pour les Adjudicataires du nouvel Impôt, lequel Impôt “ y est assujetti tant par Acte du onzieme Mai dernier que par “ l'avant dit Acte du 23^e du même mois.

1795

Sommaire desdites traites.

					£	s.	d.	£	s.	d.
1795, Juin 8 ^e	Une traite à vue sur Mons ^r David De	Quetteville pour primes dûes aux sous-nommés	principal	1400	0	0				
			escompte	27	12	0				
								1427	12	0
Noms.	Age.	Qualité.	Naissance.	Entrée.	£					
John White	22..	Ab. 1 ^{re} classe	..Liverpool	..24 ^e Mai, Bravo	....	300				
Robert Manger ..	25..	Ab. idem	..Ramsgate	..24 Mai, Bravo	....	300				
William Knight ..	25..	Ab. idem	..Fowey	24 Mai, Bravo	....	300				
Hugh Stott	24..	Ab. idem	..Dunbar	..24 Mai, Bravo	....	300				
Francis Armstrong	21..	Ord. 2 ^e classe	..Newry	..24 Mai, Bravo	....	200				
						1400				
Jun 10 ^e	Une traite à vue sur Mons ^r David De	ville pour primes dûes aux sous-nommés	principal	800	0	0				
			escompte	15	11	0				
								815	11	0
Benjamin Hocquard	18..	LM. 3 ^e classe	..Jersey	14 ^e Mai, Repulse	..	100				
Edward Cressy	35..	LM. idem	..Jersey	30 Mai, Tiger	.....	100				
Alexander Davidson	22..	Ab. 1 ^{re} classe	..Leith	6 Juin, Atlantic	....	300				
Thomas Naylor	26..	Ab. idem	..Whitby	6 Juin, Atlantic	....	300				
						800				
Juillet 21 ^e	Une traite à vue sur Mons ^r David de	ville pour primes dues aux sous-nommés	principal	1000	0	0				
			escompte	13	16	6				
								1018	16	6
John Hubert	36..	LM. 3 ^e classe	..Jersey	17 Juin, Repulse	..	100				
John Bottom	34..	Ord. 2 ^e classe	..England	1 ^{re} Juillet, Repulse	....	200				
George Bain	29..	Ab. 1 ^{re} classe	..Edinburgh	..30 Juin, Eagle	....	300				
John Mollet	38..	LM. 3 ^e classe	..Jersey	7 Juillet, Eagle	....	100				
Guill ^{ms} Johnes	20..	LM. 3 ^e classe	..Alderney	10 Juillet, Atlantic	....	100				
Michel Thorton	28..	Ord. 2 ^e classe	..Dublin	20 Juillet, Atlantic	....	200				
						£1000				
Les trois traites montent ensemble cours de france à								£3256	19	6

Les Etats ayant été informés que la petite vérole règne à un degré considerable parmi les soldats du Regiment des Fencibles en cette Isle, sous le Commandement du Lieutenant Colonel Hauckley et que l'on se propose d'employer le moyen de l'innoculation parmi eux ; et considerant que ce moyen, joint à la maladie régnante, ne peut manquer de répandre la contagion parmi les Habitans, à moins que les précautions les plus exactes ne soient employées en éloignant le plus qu'il est possible, les Malades des Villes de S^t Helier et de S^t Aubin et les retirant dans les lieux les plus séparés des Habitations ont résolu, dans la vue de veiller à la santé publique, de requier Mons^r Le Commandant en Chef de vouloir bien pourvoir à ce que les Malades et ceux que l'on se propose d'innoculer, soient logés dans les

Casernes appartenant au Gouvernement qu'il jugera les plus propres, 1795.
 par leur éloignement des Maisons, à prévenir que la Contagion se
 repande parmi les Habitans.—Les Etats ont de plus requis Jean Le
 Couteur Esc^r membre de cette assemblée de communiquer incessam-
 ment le présent Acte à Mons^r Le Commandant en Chef.

L'An mil sept cent nonante cinq le dix-sept^e Jour d'Août. 1795, 17 Août.

Etats tenus par Thomas Pipon Esc^r Lieutenant etc. pré-
 sident de l'Assemblée, etc.⁽¹⁾

Paroissant par une Lettre de Messieurs Seward & Pipon, Nego-
 cians à Southampton, en datte du quatorzième de ce mois, adressée
 au Président des Etats que toute la quantité de Grains & Farines
 accordée par Acte de Parlement pour l'Approvisionnement des Isles
 de Jersey & de Guernesey, étoit expédiée pour l'année courante, Les
 Etats, sensibles à la nécessité urgente & allarmante dans laquelle se
 trouve le pays. à l'occasion susdite, eu égard à la consommation consi-
 dérable qu'il se fait de provisions de bouche par le grand nombre
 d'Emigrés et de Troupes qui sont actuellement dans cette Isle, outre
 les Habitans, sont convenus de requérir le Commandant en Chef de
 vouloir bien représenter à sa Majesté, ou ses Ministres, la situation
 actuelle du pays et de supplier qu'il soit permis d'importer dans cette
 Isle dudit Port de Southampton, entre-ci et le quinzième Novembre
 prochain, Jusqu'à la concurrence de mille cinq cents Quartiers de
 Grain, ou Farine, pour l'usage de cette Isle, laquelle quantité les
 Etats, après mure délibération, ont cru ne sera pas plus que suffisante
 pour subvenir aux Besoins du Pays.

Les Etats ont approuvé du Compte de Jean Dumaresq Esc^r Con-
 nétable de St^e Pierre, député par les Etats le 7^e jour de mars dernier,
 ledit compte montant à la somme de deux milles six cents septante
 deux Livres, huit sous Cours de France, et le Trésorier des Etats est
 dirigé d'emprunter à l'Intérêt, sur le fond du Nouvel impôt, jusqu'à
 la concurrence de la susdite somme de deux mille six cents septante
 deux Livres huit sous, Cours de France, pour être appliqué à l'Acquit
 du susdit Compte.

(1) François Bertram Gent., Centenier de St. Héliér, et Mons^r Jean Hooper Jun^r,
 Centenier de Grouville, siégeaient à cette séance.

1795. Lecture ayant été derechef faite aux Etats de la Rémontrance de Mess^{rs} Clement Hemery, François Journeaux, George Rowcliffe, Jacques Lempriere Hammond, Elie Durell et Thomas Le Breton, offrant de résigner aux Etats les marchés qu'ils ont fait pour le dessus des Halles à viandes, et pour les édifices et Terrains y joignant : le rapport du Comité appointé pour prendre ce sujet en consideration, ayant été aussi lu, et le tout murement considéré, Les Etats sont convenus d'accepter, au nom du Public, l'offre des dits Remontrants, aux conditions suivantes, savoir :—

Le prix des susdits édifices & terrains, montant pour le tout ensemble, à quarante huit Quartiers un Cabot de froment, de rente payable ou assignable la moindre somme de quatre Cabots, et quatre Chapons de rente due à sa Majesté, et trois mille neuf cent Livres, cours de France, une fois payer, les Etats autorisent le Procureur Général du Roi et l'Avocat Général du Roi d'enpasser un ou plusieurs Contrats héréditaires devant Justice, et d'en prendre la possession, au nom du Public, au Jour S^t Michel prochain, pour que le premier paiement de la rente soit à la S^t Michel 1796.

Les Etats s'engagent, de plus, à tenir bon la condition sous laquelle les dits Remontrants ont accordé avec M^r Edouard Vaudin et M^r Laurens Machon, bouchers de profession, qui est de les pourvoir, comme les autres Bouchers, durant l'érection de nouvelles Halles, et de leur accorder, à chacun, sans rien payer, un état⁽¹⁾ de boucher, dans les halles qui doivent être érigées de nouveau.

Et d'autant que pour mettre les dits autorisés en état de passer les contrats en question sans delai, les dits Remontrants s'obligent de transferer présentement, aux dits autorisés, par un Contrat juridique, dix sept Quartiers cinq Cabots de froment, de rente, payable ou assignable la moindre somme de quatre Cabots, recevable à la S^t Michel 1796, et de leur payer, aussi présentement, la somme de trois mille neuf cents Livres, cours de France, applicables, l'un et l'autre, à l'affranchissement du prix des dits marchés. Les Etats permettent aux dits Remontrants d'établir, sur leur Compte et risque, et pour leur propre bénéfice, une Lotterie publique, dont le produit n'excedera pas la somme de douze mille Livres, cours de France, sur un plan qui sera proposé par les dits Remontrants et approuvé par les Etats.

(1) Sic ; étal.

Le Trésorier des Etats recevra, dans la suite, le loyer des Appartemens et édifices dont il est question, et en appliquera le montant au Payement de la rente qui restera due sur iceux.

1795.

Les Etats ont cru devoir en même temps charger le Comité, qui fut appointé pour ce même sujet, par Acte du 11^e Juillet dernier, d'aviser aux moyens qui lui paroîtront les plus propres pour tirer le meilleur avantage possible des dits édifices et Terrains, en faveur du Comité. Public, et d'en faire rapport aux Etats. Auquel comité les dits Autorisés pourront s'adresser dans les cas qui leur paroîtroient exiger le Conseil dudit Comité. Et François Valpy dit Janvrin Esc^r Justicier, a été appointé membre du dit Comité à la place de Jacques Amice Lempriere Esc^r ci-devant Justicier.

L'An mil sept cent nonante cinq, le trente-unième Jour d'Août.

1795, 31 Août.

Présent Honorable Homme Andrew Gordon Major-Général &c.

Commandant en Chef &c.

Etats tenus par Thomas Pipon Esc^r Lieutenant etc. Président de l'Assemblée, etc.

Phil. De Carteret Esc^r Justicier a été appointé membre du Comité de l'Hopital Général à la place de Jacques Amice Lempriere Esc^r ci-devant Justicier.

Pierre Mauger Esc^r Justicier a été appointé membre du Comité de la défense de l'Isle à la place de Jean Le Couteur Esc^r ci-devant Justicier.

Les Etats, considerant combien les deux fonds publics de cette Isle sont obérés par des emprunts à l'Intérêt, et combien les besoins pour la défense de l'Isle, pour les Havres et Chaussées, pour l'établissement de l'Hopital Général et pour autres objets publics, deviennent pressans, ont jugé convenable d'appointer un Comité composé de Nicolas Messervy, Philippe Robin, Jacques Hemery et François Valpy dit Janvrin Esc^r Justiciers, de vénérable Homme François Le Breton Doyen, des Révérends Recteurs de S^{te} Marie, S^t Helier et S^t Brelade, et des Connétables de S^t Hélier, S^t Brelade, S^t Clement et S^t Pierre, pour prendre ce sujet intéressant en consideration et pour aviser aux moyens de pourvoir à ces différens objets, afin d'en faire rapport aux Etats. Auquel Comité Messieurs les Officiers du Roi sont requis d'assister.

1795.
Autorisé pour
les amendes
judiciaires.

Jean Dumaresq Esc^r Connétable de St Pierre demeure appointé et autorisé à faire l'extrait des amendes et confiscations adjudgées au bénéfice de l'Hopital Général, et est requis d'assister le Trésorier dudit Hopital à recueillir et recevoir le provenu des dites amendes et confiscations.

Comité. Sur la représentation faite aux Etats que le Public souffre⁽¹⁾ des Inconvéniens dans la livraison et réception des Lettres à l'office de la poste, les Etats ont appointé un Comité composé de Messieurs Hemery, Janvrin et Mauger du Corps de la Justice, des Rév^{ds} Recteurs de S^{te} Marie, St Brelade et St Pierre et des Connétables de St Héliier, St Brelade et St Pierre, pour examiner le sujet et s'informer des faits, et pour préparer, si ledit Comité le juge convenable, un memoire à cet égard, au[x] Très Honorables Seigneurs, Les Maîtres de la poste à Londres; et du tout en faire rapport aux Etats.

LES ETATS ont aujourd'hui approuvé le Plan de la Lotterie publique qui fut proposé le 17^e du courant, de la part de Messieurs Clement Hemery, François Journeaux, George Rowcliffe, Jacques Lempriere Hammond, Elie Durell et Thomas Le Breton, dont la Teneur ensuit :

Plan d'une Lotterie publique, en l'Isle de Jersey, proposé aux Etats le 17 Août 1795, de la part de Messieurs Clement Hemery, Franç^s Journeaux, George Rowcliffe, Jacques Lempriere Hammond, Elie Durell & Thomas Le Breton, pour être tirée sur leur Compte et risque, et à leur bénéfice, en considération du marché qu'ils ont conclu avec les Etats, le dit Jour 17^e Août, comme ensuit

Le nombre des Billets sera 3000.

Chaque Billet se vendra £24 : cours de france.

Les prix seront	1 de £4000	...	...	...	...	£4.000
	1 de 2000	...	...	...	...	2 000
	3 de 600	...	...	...	...	1.800
	10 de 200	...	...	...	...	2.000
	30 de 96	...	...	...	...	2.880
	960 de 48	...	...	...	...	46.080

Le premier Billet tiré chaque Jour, supposé 3 Jours }
à £48 } 144

Le dernier Billet de la Lotterie 150

Estimation des fraix du Tirage &ca. 946

Bénéfice 12.000

£72.000

Nota. Si la Lotterie se peut tirer en deux jours, alors le premier Billet tiré le deuxième jour sera de £96 au lieu de £48.

(1) Sic.

Les Etats conformément à la requête des sus nommés, ont 1795.
 appointé Commissaires de la Lotterie Mess^{rs} François Journeaux,
 Jacques Lempriere Hammond, Thomas Le Breton, François Gautier,
 Elie Durell, Phil. Janvrin, Michel Quesnel, Jean Mathews, Aaron de
 Ste. Croix, Thomas Louis Lerrier, Jean Benest et Jean De La Taste
 fils et les ont autorisés à signer et vendre les Billets. Le Tirage sera
 fait dans le courant du mois de Janvier prochain, dans le Vestibule
 de la Cohue Royale, sous les directions du Comité de la Défense
 de l'Isle.

LES ETATS prenant en consideration leurs Actes du 11^e Mai 1795
 et du 23^e Jour du même mois, au sujet des Primes accordées aux
 Matelots qui voudront s'engager au service de sa Majesté, et voyant
 qu'il est arrivé depuis peu de France un nombre considerable des
 Habitans de cette Isle qui y étoient detenus prisonniers de Guerre,
 et qu'il y a tout lieu d'espérer qu'il s'en trouvera parmi eux un
 nombre suffisant (eu égard aux moyens des Fonds Publics de l'Isle)
 qui accepteront les primes offertes, sont convenus de rappeler ledit
 Acte du 23^e Mai, et de laisser subsister enforce celui du 11^e Jour
 dudit Mois. Les Etats ont en même temps autorisé Jacques Hemery
 Esc^r, le Recteur de S^t Helier et le Connétable de ladite paroisse, pour
 agir en Comité, à mettre ledit Acte du 11^e Mai en execution.

Les Etats ont aujourd'hui pris en consideration l'application faite
 par le Connétable de la Paroisse de S^t Sauveur, de retirer ses pauvres
 hors de l'Hopital Général, le 11^e Jour de Février 1796, laquelle
 requête lui a été accordée.

Les Etats ont ordonné que la somme de vingt six Livres un
 sous,⁽¹⁾ cours de France, payé par Monsieur le Député-Vicomte, pour
 réparations aux Halles à Grain, selon le compte et le reçu de M^r Paul
 Le Touzé, sera remboursée audit Député-Vicomte par le Trésorier
 du Nouvel Impôt.

L'An mil sept cent nonante cinq le vingt deuxième Jour de 1795, 22 Sept.
 Septembre.

Présent Honorable Homme Andrew Gordon, Major-Général
 etc. et Commandant en Chef etc.

(1) Sic.

1795. **Etats tenus** par Thomas Pipon Esc^r Lieutenant etc. Président de l'Assemblée etc.

Comité. François Valpy dit Janvrin Esc^r Justicier a été choisi Membre du Comité des Chaussées à la place de Jacques Amice Lempriere Esc^r ci-devant Justicier.

Comité. François Marett Esc^r Justicier a été choisi Membre du Comité de la Bibliothèque, à la place de Jacques Amice Lempriere Esc^r ci-devant Justicier.

Les Etats, considerant que les Règlemens qui furent établis le 15^e Jour de Septembre 1794, pour empêcher l'introduction frauduleuse des Liqueurs étrangères, ne furent établis que pour une année seulement, par voie d'épreuve, et ne voyant pas qu'il en ait, jusqu'ici, résulté d'inconveniens, ont cru devoir les continuer en force, pour une année deplus : Partant les dits Règlemens demeurent approuvés et établis de nouveau, dans tout leur contenu, pour avoir force jusqu'au Jour de St Michel mil sept cent nonante six inclusivement. Ce qui sera imprimé, publié et affiché.

Les Etats ont ordonné que dix Quartiers de Charbon seront fournis à chaque Corps de Garde, pour l'Hyver prochain, commençant le premier jour de Novembre ; et les Connétables sont chargés de le procurer et seront remboursés par le Nouvel Impôt.

Le Major Général Gordon, Commandant en Chef, a présenté une Lettre adressée aux Etats de la part du Très Honorable Messire George Howard, Chevallier de l'Ordre très illustre du Bain, Maréchal des Armées du Roi &^{ca} par laquelle les Etats sont informés que sa Majesté l'a nommé Gouverneur de cette Isle.

Les Etats voyent avec la plus grande satisfaction, qu'il a plu à sa Majesté donner à cette Isle, pour Gouverneur, un personnage aussi distingué et aussi capable de bien remplacer leur digne Gouverneur, le défunt Maréchal Conway.—Pénétrés, en même temps, de la plus vive reconnoissance pour la bienveillance et le dévouement que son Excellence témoigne envers ce pays, et les égards qu'il professe pour cette Assemblée, et flattés de la manière obligeante dont il rend justice à la Loyauté, toujours inébranlable, des Habitans de Jersey, les Etats ont unanimement résolu de lui en présenter leurs sincères

remercimens, et ont requis leur Président de vouloir bien remettre ce présent acte au Maréchal Howard. Il a été, deplus, résolu que la Lettre de son Excellence sera insérée sur les Records.

1795.

De laquelle Lettre la Teneur ensuit.

"Stoke Place, Windsor, August 21st 1795.

"Gentlemen,

"His Majesty having been graciously pleased to do me the Honor of appointing me Governor of your Island in the Room of my most respected and much lamented friend, the late Marshal Conway, I feel it my indispensable duty to address you upon the occasion, and to assure you that you shall command every attention in my Power to promote the general Interest and Prosperity of the Island of Jersey, so respectable for its known and firm attachment to our most happy constitution in Church and State.

I have the honor to be, with every sentiment of the most sincere regard and best wishes

Gentlemen

Your very faithful and most obedient humble
servant

Signed G. Howard

Governor of the Island of Jersey."

"The States of the Island of Jersey."

L'An Mil sept Cents nonante cinq, le troisième Jour d'Octobre.

1795,

Etats tenus par Thomas Pipon Esc^r Lieutenant etc. Président de l'Assemblée, etc.

3 Octobre.

Après le Serment de Jean Poingdestre Jun^r Esc^r Jean Poingdestre Esc^r Justicier demeure exoiné par maladie.

[Aucun autre Acte n'est enregistré pour cette séance].

L'An mil sept cent nonante cinq, le dix septième Jour d'Octobre.

1795,

17 Octobre.

Present Honorable Homme Andrew Gordon, Major-Général etc. Commandant en Chef etc.

Etats tenus par Thomas Pipon Esc^r Lieutenant etc, Président de l'Assemblée, etc.

1795. Après le serment de Thomas Binet Esc: Jean de Carteret Esc: Justicier demeure exoiné par maladie.

Les Etats ont reçu, avec la plus profonde reconnaissance, la Lettre de Monseigneur le Duc de Portland, un des Principaux secrétaires d'Etat, par laquelle il paroît que sa Majesté a bien voulu acquiescer aux vœux de ses fidèles sujets de Jersey, qui désirent ardemment avoir son Portrait en leur Possession.

Ils observent, avec un redoublement de Joie et de satisfaction, que, non content de permettre à M: Philippe Jean, natif de cette île, de copier son Portrait, et de donner une séance à l'artiste pour fuir ce précieux ouvrage, il a daigné encore relever le prix de cette grâce signalée, en annonçant qu'il l'accorde au Zèle distingué et à la loyauté que les habitans ont, dans tous les temps, manifestés envers sa personne et son Gouvernement.

Souhaitant que les vifs sentimens de gratitude que leur inspire cette marque particulière de la bonté de leur débonnaire souverain, lui soient connus, les Etats sont venus à la résolution de supplier son Excellence le Maréchal Messire George Howard, Chevallier du Bain et Gouverneur de cette Isle, d'en mettre ce Témoignage aux Pieds du Trône et de faire les démarches qu'il croira les plus propres pour savoir le bon plaisir du Roi à l'égard du temps auquel il sera permis à M: Philippe Jean de se présenter pour profiter de la condescendance de sa Majesté.

Cet Acte sera mis sous le sceau de l'île et monsieur le Président est requis de le transmettre, avec copie de la Lettre du Duc de Portland, à son Excellence, le Gouverneur de ce Pays.

De laquelle Lettre la Teneur ensuit :

“ Whitehall, 22^d May 1795.

“ Sir,

“ Having laid before the King the Petition of the States of the Island of Jersey to His Majesty expressive of their earnest wishes to have in their possession a Portrait of His Majesty, and, requesting that he will allow M: Philip Jean to draw his Picture: I am commanded by his Majesty to direct you to inform the States of the Island of Jersey, that his Majesty, in consequence of the peculiar Zeal and Loyalty, at all times manifested by them, to his Person and Government, has been graciously pleased to consent to the Prayer of

their Petition, so far as to permit M^r Jean to copy a Picture of His Majesty ; and that His Majesty has also, as a particular mark of his condescension and favor, agreed to give M^r Jean one sitting to finish the Picture.” 1795.

“ I am, Sir, Your most obedient
humble servant

Lieut. Governor Fall.”

Signed Portland ”.

LES ETATS après avoir entendu le Rapport du Comité appointé par acte du 31^{me} Août dernier, touchant les Inconvéniens qui se rencontrent dans la Livraison & Reception des Lettres à la Poste, en ont approuvé ; et ils sont convenus d'en transmettre le contenu dans une Lettre adressée aux Très Honorables Seigneurs My Lord Walsingham et le Comte (*sic*) de Chesterfield, Maitres Généraux de la Poste à Londres, et de les prier de vouloir bien prendre le sujet en considération, et remédier aux Abus qui existent à cet égard, Auquel effet le Greffier est dirigé de signer ladite Lettre au nom des Etats, d'y faire apposer le sceau de l'Isle et de la mettre ensuite entre les mains du Commandant en Chef, lequel est requis de vouloir bien la transmettre aux dits seigneurs et de l'appuyer de son influence.

De laquelle Lettre la Teneur ensuit.

“ To the Right Honorable Lord Walsingham and the Right Honorable The Earl of Chesterfield, Post Masters General.”

“ My Lords !

“ It having been represented to the States of this Island that some inconveniencies arose in the delivering and receiving of Letters at the Post Office, the States appointed a Committee consisting of nine of their members to obtain information on the subject, and to ascertain the Facts complained of.—The States now beg leave to lay before your Lordships the report of their committee on the subject, which is as follows.”

“ Report of the Committee.

“ The Committee appointed by Act of the 31st August last having met and conferred on the subject in question, with several of the Principal merchants of the Island, and taken note of the information obtained from them, find that the inconveniencies complained of are these :

1795.

1. That the Letters are not delivered to the Public until three hours and a half and four hours after their arrival at the Post Office.
2. That if the Packet arrives towards six o'Clock, or later, in the afternoon the Letters are not, in that case, delivered before nine o'Clock the next morning.
3. That there are no Letters delivered at any season of the year before nine o'Clock in the morning, nor later than nine o'Clock in the evening, nor in the day time between the hours of three and four o'Clock.
4. That for every single Letter coming from London to Jersey sixteen sols, (which is eight pence according to the ordinary change) are required and paid; for every frankt Letter or frankt News Paper two sols, or one penny, and for every single Letter from Guernsey to Jersey, six sols or three pence.
5. That the Letters are not carried about the Town for the Price above mentioned, but that the Individuals pay it at the Post Office, on taking their Letters.
6. That when the Letters are delivered the same day of the arrival of the Packet, the returning mail is closed by seven o'Clock, sometimes by six the next evening; yet the Packet never sails but the following day, sometimes as late as one and two o'Clock in the afternoon, as the tide suits.
7. That when the hour for closing the mail is expired, each person must pay four sols, or two pence for every Letter put into the Post Office.

The Committee having also, as they were empowered and directed, taken the Opinion of the said Principal Merchants, respecting the relief which it might be proper to ask, for the Benefit and advantage of Trade, recommends the application to be made to the following effect.

1. That the Letters may be delivered to the Public within two hours after their arrival at the Post Office.
2. That Letters be delivered at all times, when applied for, from eight o'Clock in the morning till nine in the evening between Lady day and Michaelmas: and from nine o'Clock in the morning till nine o'Clock in the evening between Michaelmas and Lady day.
3. That Letters be received at the Post Office until within an hour of the departure of the Packet, unless the Packet should

sail in the night or in the morning, before eight o'Clock : in which cases no Letters be admissable after ten o'Clock the preceeding night.

1795.

4. That the postage of each Letter be reduced to the rate fixt by the Act of Parliament : and that all Letters frankt, and News Papers frankt, be exempted from paying Postage as far as the same is allowed by Law.
5. That two pence, and no more, be required for the Postage of a single Letter from Guernsey to Jersey, and for double and triple Letters in proportion, agreeable to the said act of Parliament.

The States satisfied of the Inconveniencies stated in the above report, and of the prejudice felt by the Inhabitants in consequence ; approving also of what is proposed by their Committee to remedy the abuses complained of, have thought it expedient to lay the matter before Your Lordships.

They beg leave moreover to observe that the closing of the mail so long before the sailing of the Packet must prove prejudicial to the Post Office Revenue, because many who cannot get their Letters ready by six or seven o'Clock in the evening have recourse to other means for the conveyance of them : others, under the like circumstances, send them by the Traders, through Southampton.

Another loss, as it is conceived, may occur to Government, by exacting one penny upon every frankt News Paper. This, however trifling sum, upon a daily paper, is considered by some, as forming an object in the course of a year : and the consequence must be a diminution of the income of the stamp office.

The States, upon the whole, request that Your Lordships will be pleased to take the subject into your consideration, and grant such relief in the Premises as to Your Lordships it shall seem reasonable and just.

{ And the States, as in duty bound,
 { will ever pray &c. &c. &c.

signed by Order of the States

Jersey 17th Oct. 1795.

John De Veulle Greffr.

LES ETATS, considerant la situation alarmante où le Pays se trouve présentement par rapport à la disette de Provisions, et envi-

1795. sageant le cas des plus urgent, ont requis le Commandant en Chef de vouloir bien envoyer un Exprès, sans délai, à Southampton, afin que les maîtres des navires qui sont là, chargés de Farine et autres Provisions pour cette Isle, soient informés du besoin pressant dans lequel sont les habitans, faute de Provisions de bouche, et afin de les engager par cela, à accélérer leur départ avec toute l'expédition possible.

Les Etats ont cru devoir, de plus, charger et autoriser deux de leurs membres, savoir Jacques Hemery Esc^t et François Valpy dit Janvrin Esc^t d'écrire par l'occasion susdite aux Agens ou Commissionnaires à Southampton, et de leur donner ordre d'expédier immédiatement, pour cette Isle jusqu'à la concurrence de deux cents sacs de Farine pour le Compte et risque des Etats.—Ensuite de quoi les Etats ont appointé un Comité composé de Nicolas Messervy, Jacques Hemery et Pierre Mauger Esc^s Justiciers ; des Recteurs de S^t Hélier, de Grouville et de S^t Martin et des Connétables de S^t Pierre, de S^t Helier et de Grouville, cinq desquels pourront agir, auquel Comité les Officiers du Roi sont requis d'assister, Pour prendre ce sujet intéressant en consideration plus outre, et pour faire rapport des moyens qui lui paroîtront les plus propres à prévenir les fâcheuses conséquences qui pourroient résulter des Circonstances actuelles.

1795,
23 Octobre.

L'An Mil sept cent nonante-cinq, le vingt troisième Jour d'Octobre.

Présent Honorable Homme Andrew Gordon Major Général
etc., Commandant en Chef, etc.

Etats tenus Par Thomas Pison Esc^t Lieutenant etc., Président de l'Assemblée, etc.

Le Connétable de S^t Helier ayant produit aux Etats un écrit anonyme, qui a été trouvé affiché aux environs de la Ville de S^t Helier, et paroissant que plusieurs autres, de la même teneur, ont aussi été trouvés, par lequel écrit le peuple est invité à la révolte, au sang et au carnage. Les Etats, dans la vue de découvrir, s'il est possible, l'auteur ou les auteurs d'un attentat ⁽¹⁾ aussi atroce contre la paix de la société, offrent une récompense de cent Livres Sterling à quiconque

(1) Sic.

indiquera la personne ou les personnes qui se sont rendues coupables soit de composer, d'écrire ou d'afficher ledit Papier anonyme de manière qu'ils puissent en être convaincus devant Justice. Et il est ordonné que ce présent acte sera imprimé et publié, et que ledit écrit anonyme demeurera logé au Greffe.

1795.

Les Etats, appréhendant les conséquences funestes qui pourroient résulter de l'esprit de sédition qui s'est depuis peu manifesté de la part de quelques vagabonds et mauvais sujets, si des mesures promptes n'étoient prises pour en arrêter le cours, et pour mettre la police de l'Isle en état de conserver le bon ordre, ont unanimement jugé convenable et nécessaire dans la conjoncture actuelle, de charger tous les Officiers de Police de veiller attentivement et constamment à la conservation de la paix publique, et ils ont autorisé les Chefs de Police d'appeler à leur secours, en cas de besoin, et dès le moindre indice de sédition, tous les Officiers et soldats de la milice, dans leurs Paroisses respectivement, et il est ordonné auxdits Officiers et Soldats de la milice de se rendre armés et accoutrés, sans délai, à tel lieu que le Chef de Police leur indiquera, et de suivre ses ordres, pour arrêter, empêcher ou supprimer aucun tumulte ou désordre, sur peine vers ceux qui negligeroient ou manqueroient à s'y rendre et à obéir à tels ordres, d'être regardés comme complices et d'être punis selon la plus grande rigueur des Lois. Les Etats ont de plus jugé convenable d'ordonner que dans le cas qu'un chef de Police se trouve obligé d'appeler les Officiers et Soldats de la milice à son secours, il doit en informer, sans délai, le Commandant en Chef, lequel a donné son approbation à cette ordonnance des Etats.—Ce qui sera imprimé publié et affiché dans toutes les paroisses de l'Isle.

Les Etats, après avoir entendu le rapport du Comité appointé par Acte du 17^e Octobre, 1795, au sujet de la rareté des provisions, ont jugé convenable et nécessaire de défendre, dans la conjoncture actuelle, et partant il est expressément défendu à tous Boulangers, meuniers et vendeurs de pain, tant de la Ville que de la campagne d'acheter du Grain du cru de cette Isle, directement ou indirectement, soit par eux mêmes, ou par l'entremise de quelque autre, et à toutes personnes de leur en vendre, ou à autre pour eux, ailleurs qu'au marché public, sur peine de confiscation de tel Grain et de

C

1795. quatre cents Livres d'amende vers chaque vendeur et acheteur, applicable tiers au Roi, tiers aux pauvres de la paroisse, et tiers au delateur.—Et tous accords ou marchés qui seroient déjà faits, contraire à l'intention de cette ordonnance, sont déclarés nuls ; et il est défendu, sur la même peine, de mettre tels accords, ou marchés, en exécution, ce qui sera imprimé publié et affiché.

Les Etats ayant pris en consideration les plaintes générales et publiques du manque de pain pour la nourriture des habitans, et la détresse dans laquelle un grand nombre de Familles sont par là réduites ; afin de pourvoir, autant qu'il est possible, à leur soulagement, ils ont chargé les Connétables, chacun en sa paroisse, d'assembler, sans delai, les principaux et officiers de leurs paroisses respectivement, d'examiner les besoins de leurs paroissiens, et de considerer ceux des laboureurs qui peuvent avoir du grain à épargner, afin de les appeller à en fournir dans le temps qui leur sera fixé par le Connétable, d'après l'avis de l'Assemblée, dans les proportions qui auront été réglées ; et par ce moyen de fournir aux besoins des habitans de leurs paroisses, premièrement à ceux des pauvres et ensuite de la classe inférieure du peuple, selon qu'il sera trouvé convenable par ladite assemblée ; et il est enjoint aux dits Laboureurs de déférer à telle demande de leur Connétable sur peine de cinquante Livres d'amende vers chaque refusant, applicable au bénéfice des pauvres de telle paroisse, et d'y être, en outre, contraints par justice ce qui sera imprimé, publié et affiché.

Les Etats, après avoir entendu la Lecture du Rapport de leur Comité, appointé par acte du 17^e du Courant, ont entierement approuvé des demarches que ledit Comité a faites pour procurer des provisions au Pays & ils sont convenus de dédommager les personnes qui ont bien voulu s'en charger, de tous fraix & dépenses qu'ils pourront encourir en consequence.

Considérant que le Major Général Gordon Commandant en Chef, n'a cessé, depuis son arrivée dans le pays, de montrer la plus grande attention pour la sûreté & le bien être de l'Isle, & que, surtout, dans le moment de crise où nous nous trouvons, par rapport à la rareté d'une article de première nécessité, il a non seulement acquiescé, sans délai, aux vœux de cette assemblée en envoyant premièrement un de ses bâtimens à Southampton, & depuis, en écrivant, d'une maniere

pressante, au Duc de Portland, pour obtenir du Gouvernement la permission immédiate d'importer de Falmouth une certaine portion de grain, ou de farine, mais qu'il a poussé son zèle jusqu'à déclarer, dans une Lettre au principal Officier de la douane, dans ce port, qu'il l'exonereroit, & prendroit sur lui les conséquences, qui pourroient résulter d'un envoi, sans autorité, de la quantité requise :

1795.

Les Etats envisagent ce procédé comme infiniment louable, & méritant leurs sincères remerciemens.

Partant ils sont unanimement venus à la résolution de les lui présenter et de lui donner copie de cet acte qui atteste tant les égards qu'il a eus à la requête des Etats, dans une occasion aussi urgente que de l'empressement et de l'ardeur qu'il a mis à faire réussir leurs souhaits.

Considérant le dévouement que son altesse le Prince de Bouillon a toujours manifesté pour l'avancement du bonheur et de la prospérité de cette Isle ; et que, surtout, dans l'occasion présente, où il ne s'agit de rien moins que de la subsistance du pays, et où le Comité des Etats l'ont ⁽¹⁾ sollicité d'envoyer un de ses lougres à Falmouth pour apporter de ce port du grain ou de la farine, il a, avec une promptitude et un zèle vraiment dignes de toute la réconnoissance des habitants, expédié un de ses navires pour remplir, sans délai, les vues de cette assemblée, et prévenir les malheurs de la disette qui menace son pays natal.

Les Etats ont unanimement cru devoir en présenter à son Altesse leurs sincères remerciemens ; et ils ont décidé que copie de cette ⁽¹⁾ acte, qui declare leurs sentimens à son égard, lui sera incessamment remis.

Les Etats ont ordonné, sur l'application du Connétable de la Paroisse de St Brelade, que la veuve et les trois enfans du Sergeant Harris, des Invalides, depuis peu décédé en ladite Paroisse seront mis dans l'Hopital Général pour y être maintenus à la charge de l'Isle jusqu'à autre Ordre.

Les Etats ont ordonné que les mots suivans qui se trouvent dans l'Acte des Etats du 17^e Août dernier, au sujet des Halles à viande : " Dans le cas que lesdites Halles soient augmentées ", seront retranchés et ceux-ci inscrits à leur place " dans les Halles qui doivent être érigées de nouveau ". (Vide f^o 145 de l'original).

(1) Sic.

F^o 179, Le Commandant en Chef ayant présenté aux Etats un Ordre de
Livre 9. sa Très Excellente Majesté en Conseil en date du 14^e Jour d'Octobre
1795 etablissant une Quarantaine dans les diverses parties de son
Royaume et dirigeant de quelle maniere ladite Quarantaine sera
observée dans l'Isle de Jersey ; après Lecture dudit Ordre il a été
ordonné qu'il sera enregistré dans le Livre des Etats pour tirer son
plein et entier effet selon sa Teneur.

*[Suit, aux pages 179—185, l'Ordre en question, prescrivant que
les navires venant à Jersey, de New York et de certains
autres ports des Etats-Unis d'Amérique, feront leur
quarantaine à Bellecrouête, St. Brelade.]*

1795,
9 Novembre.

L'An mil sept cent nonante-cinq, le neuvième Jour de
Novembre.

Présent Honorable Homme Andrew Gordon, etc. Comman-
dant en Chef, etc.

Etats tenus par Thomas Pipon Esc^t Lieutenant etc. Pré-
sident de l'Assemblée, etc. ⁽¹⁾

Après le serment de M^r Phil. Burr, Edouard Le Maistre Esc^t Justicier,
demeure exoiné par Maladie.

Après le serment de M^r Jean Jean, Clement Bailhache Esc^t Conné-
table de S^t Ouen, demeure exoiné par maladie.

Jaoques Hemery et François Valpy dit Janvrin Esc^{rs} Jurés, les
Révérands Recteurs de S^t Martin, et de S^t Helier, et les Connétables
de S^t Helier et de S^t Sauveur, ont été nommés un Comité pour
Comité. prendre en consideration la Remontrance présentée aujourd'hui aux
Etats de la part du Président de la Chambre de Commerce, et autres
Habitans de cette Isle, au sujet de l'Importation en cette Isle de
Charbon quitte de droits, et en faire rapport aux Etats, étant ladite
Remontrance demeurée logée au Greffe.

Le Greffier a produit aux Etats une Lettre qu'il a reçue de la
part de T. Freeling Esc^t *Principal & Resident Surveyor* a l'Office
de la Poste à Londres par laquelle il paroît que les Seigneurs Maîtres
Généraux de la poste ont reçu le rapport du Comité des Etats au sujet

(1) M^r Jean Jean, Centenier de St. Ouen, siégeait ce jour.

de la poste de cette Isle et que ce rapport sera pris en consideration par leurs Seigneuries. Les Etats ont ordonné que ladite Lettre demeurera logée au Greffe.

1795.

Les Etats, aujourd'hui assemblés pour la première fois, depuis que la facheuse nouvelle est arrivée du danger auquel leur débonnaire Souverain a été exposé par l'attentat de quelques méchans sur sa personne sacrée, employent le premier moment de leur sçéance pour temoigner par une humble adresse à Sa Majesté, l'Horreur et l'indignation que leur inspire cet énorme crime, ils assurent sa Majesté que la Loyauté, toujours inébranlable, de ses fidelles sujets de cette Isle, est augmentée, s'il est possible, à l'occasion présente; que leur attachement pour la personne de sa Majesté et son illustre famille en est redoublé, Ils se représentent, avec la plus vive reconnaissance, tous les Bienfaits et la Protection dont ils jouissent sous son heureux Règne et ils unissent leurs Coeurs et leurs voix, pour invoquer avec ferveur le Toutpuissant de conserver sa Majesté, et la combler de ses plus précieuses Grâces.

Les Etats ont requis leur Président de transmettre ladite adresse à son Excellence le Maréchal Howard, Gouverneur de l'Isle, et de le prier de vouloir bien la présenter à sa Majesté, de la part de cette Assemblée.

De laquelle Adresse la Teneur ensuit.

To the King's Most Excellent Majesty.

The humble Address of the States of the Island of Jersey.

Most Gracious Sovereign !

We, the States of Your Majesty's Island of Jersey, hearing with deep affliction and concern, that Your Majesty's sacred Person has lately been exposed to danger, by the audacious attempts of wicked men, seize the first moment of our meeting to lay at Your Majesty's feet the effusions of our hearts on this alarming event.

Impressed with the most lively sentiments of love and attachment to Your Majesty, we behold the dreadful outrage with the utmost horror and indignation. And whilst we congratulate Your Majesty on Your providential escape, we offer up our praises and thanks to Almighty God, who, in his tender mercies to us, and all Your subjects, has protected Your Majesty's precious Life and Person.

1795. The Loyalty of Your faithful subjects, the Inhabitants of this Island, at all times pure and inviolate, glows in every bosom, at this present moment, with redoubled Zeal and affection.

Feeling an emulous pride at the recollection that our Ancestors have highly distinguished themselves by their fidelity to their Princes, on many perilous and trying occasions, we crave leave to assure Your Majesty that we are prompted, both by duty and inclination, not only to follow, but, if possible, to surpass the bright example.—For that steady attachment to the sovereign, which has invariably been the boast of the Inhabitants of this Island, we have additional motives, under Your auspicious Reign, when we reflect on the peculiar favors and advantages conferred upon us by Your Majesty and Your unceasing paternal attention to our welfare.

That the Almighty may preserve and prolong Your Majesty's Life, and pour His choicest blessings on ⁽¹⁾ Your August Person, and Illustrious Family, is the fervent Prayer of Your most dutiful subjects the States of the Island of Jersey.

Signed

By order of the States

Jersey 9th November
1795.

John De Veulle Greff^r

1795,
23 Novembre.

L'An Mil sept cent nonante cinq, le vint troisieme Jour de Novembre.

Present Honorable Homme Andrew Gordon Major Général etc., et Commandant en Chef etc.

Etats tenus par Thomas Pipon Esc^r, Lieutenant etc. Président de l'assemblée, &c.

Après le serment de M^r Jean Hooper,⁽²⁾ Elie Bertram Esc^r, Connétable de Grouville demeure exoiné par maladie.

Huissier des Etats. M^e Thomas Hamon, Huissier des Etats, s'étant retiré pendant cette séance, et n'ayant été trouvé lorsque le Président a envoyé pour lui, Les Etats ont sur ce jugé à propos de nommer M^e Edouard Le Maistre pour être Huissier des Etats à la place dudit Hamon.

(1) And in MS.

(2) Mons^r Jean Hooper Jun^r, Centanier de Grouville, siégeait aux Etats de ce jour.

1795.

Les Etats, convaincus de plus en plus, dans les circonstances actuelles, combien il importe de conserver toute espèce d'approvisionnement dans le Pays, ont jugé à propos de défendre, et partant il est défendu à toutes personnes d'exporter, ou attenter d'exporter de cette Isle, jusqu'à autre ordre, aucuns des articles suivans sçavoir, froment ou autres grains, farine, pain, amidon, suif, Chandelle, pommes de terre, vollailles, oeufs, beurre, beuf, lard, betail gras, ou viande quelconque sur peine de confiscation des choses susdites, qu'on auroit embarquées, ou entrepris d'embarquer pour le transport, et de trois cents Livres d'amende, tant vers ceux auxquels telles choses seroient trouvées appartenir, que vers les Maîtres de Vaisseaux ou bateaux sur lesquels telles choses seroient trouvées, lesdites amende et confiscation applicables tiers au Roi, tiers à l'Hopital Général et l'autre tiers au délateur, étant toutes fois entendu que ce présent acte ne doit pas empêcher l'approvisionnement nécessaire des Vaisseaux ni le rembarquement d'aucunes provisions que les negocians auroient fait venir pour le Commerce et la navigation.—Les Etats ont deplus, approuvé des mesures qu'a provisoirement prises, Le Commandant en Chef, à la requête du Chef-Magistrat et des Officiers du Roi, pour empêcher la sortie d'une quantité de pommes de terre, et l'ont remercié pour les égards et l'attention qu'il a montrés pour le bien du Pays dans cette occasion. Cet acte sera imprimé publié et affiché.

Comité. Les Etats, prenant en consideration la grande malpropreté des Ruës de la Ville de S^t Hélier, et le mauvais état des pavés en général de ladite Ville, ont nommé un Comité composé de Nicolas Messervy et Jacques Hemery Esc^{rs} Jurés, Les Reverends Recteurs de S^t Martin et S^t Helier, et Mess^{rs} les Connétables de S^t Helier et de S^t Pierre pour prendre cet objet en consideration, et aviser aux moyens d'y remedier afin d'en faire rapport aux Etats.

Les Etats, envisageant la situation actuelle du Pays par rapport aux provisions comme un sujet des plus interessant et qui exige leur attention serieuse et immediate, considerant l'etat facheux dans lequel se sont depuis peu trouvés un grand nombre des Habitans par avoir été réduits, pour quelque tems, à se passer de pain, et le danger auquel la société a été exposée par les alarmes qui se sont repandues dans les Esprits. Que quoique les tristes effets de la disette aient

1795. été arrêtés, pour le moment, par les mesures que les Etats ont incessamment adopté,⁽¹⁾ avec l'assistance du Commandant en Chef et du Prince de Bouillon, qui ont bien voulu seconder leurs efforts, dans cette occasion urgente, cependant, considéré la rareté et cherté des bleds en Angletterre,⁽¹⁾ et le peu qu'il s'en trouve dans le pays d'après l'examen et le rapport des Connétables, les Etats, loin d'être tranquilles sur cet objet à l'avenir, prevoyant de funestes consequences, si quelque⁽¹⁾ démarches ne sont faites, en tems convenable, pour approvisionner le Pais, Dans cette vue donc les Etats ont resolu de faire venir, s'il est possible des Pays Etrangers une quantité de bleds ou farines pour être mis en dépôt, à quel effet ils ont appointé un Comitté composé de Nicolas Messervy, Jacques Hemery et Pierre Mauget Esc^{rs} Jurés Les Révérends Recteurs de S^t Helier, Grouville et S^t Martin & Mess^{rs} les Connétables de S^t Pierre, S^t Helier et Grouville auquel Comitté Mess^{rs} les Officiers du Roi sont requis d'assister pour examiner quelles mesures il s'agira de prendre en consequence, et en faire rapport sans delai à cette assemblée afin qu'il y soit incessamment pourvu.

1795,
7 Décembre.

L'An Mil sept cent nonante cinq le septième Jour de Décembre.
Présent Honorable Homme Andrew Gordon, Major General &c.
et Commandant en Chef etc.

Etats tenus par Thomas Pipon Esc^r Lieutenant etc., Président de l'Assemblée, etc.

Clement Hemery Esc^r Connétable de S^t Helier est en défaut à assister aux Etats.

Les Etats, considerant qu'il s'est depuis peu élevé quelques difficultés à l'égard de l'âge sous lequel les garçons doivent être sujets à faire garde, pendant ce tems de guerre, et trouvant que par l'usage passé tous ceux qui avoient les facultés de corps et d'esprit suffisantes, pour faire garde, y étoient sujets, sans que ceux au dessous de l'âge de 17 ans, en fussent exempts, et sans qu'il en ait résulté d'inconveniens, ont jugé convenable d'ordonner que tous ceux qui auront atteint l'âge de quinze ans et qui auront la force et les facultés de corps et d'esprit suffisantes seront sujets à faire garde à l'avenir. Ce qui sera publié.

(1) Sic.

1795.

Les Etats ont requis et autorisé Jacques Hemery Esc^r François Valpy dit Janvrin Esc^r et Mons^r le Connétable de S^t Helier d'exposer en vente publique, aussi tot qu'il sera possible ce qui reste invendu de la farine qu'ont fait venir d'Angleterre lesdits Sieurs Hemery et Janvrin, à la requête des Etats, et il est décidé que s'il y a de la perte sur le produit de la vente, elle sera remboursée audit Franç^s Janvrin Esc^r par le moyen du Rât public.

Sur la représentation du Connétable de S^t Clement que le Chemin public qui conduit de Rocquebert au Havre du Hocq, en la paroisse de S^t Clement, est depuis peu rendu impraticable par les ravages de la mer le long du Rivage, et que ce Chemin est des plus utile pour la défense du Pays, Les Etats ont chargé le Comité pour la défense de l'Isle de prendre cet objet en consideration afin d'en faire rapport aux Etats.

Les Etats par voie d'explication à leur acte du 23^e Octobre dernier ont jugé convenable de déclarer qu'il n'est pas défendu aux Meuniers d'acheter du grain où bon leur semblera pour l'usage de leur propre famille ou pour acquitter leur rente, mais seulement pour le revendre soit en grain, en farine ou en pain.

Paroissant que malgré les droits et privilèges des Habitans d'exporter en Angleterre le produit et les manufactures de ce pays, quittes de tout droit ou Impôt, les Commis de certaines Douanes refusent d'y admettre le Cidre autrement que sur le pié de celui des Etrangers, a moins que chaque Particulier n'aille, lui-même en personne, faire déclaration que tel Cidre est de son Cru et produit; Sensibles combien cette restriction est préjudiciable aux Habitans et contraire à nos privilèges particulièrement reconnus par l'Ordre de sa Majesté en Conseil de l'an 1676, le 10^e Jour de Mai, Les Etats ont jugé à propos de nommer un Comité composé de Franç^s Marett, Charles De la Garde et Phil. De Carteret Esc^{rs} Jurés, Les Révérends Recteurs de S^t Marie, de Grouville et de S^t Pierre, et Mess^{rs} les Connétables de S^t Pierre, Grouville et S^t Clement, six desquels pourront agir pour prendre cet objet intéressant en considération, Mess^{rs} les Officiers du Roi étant requis d'y assister, Lequel Comité est autorisé à faire convenir devant eux tels Maîtres de Vaisseaux ou autres personnes qu'ils jugeront nécessaire d'appeller pour leur information pour du tout en faire rapport aux Etats.

D

1796,
1^{er} Février.

L'An Mil sept cent nonante six, le premier Jour de Février.
Présent Honorable Homme Andrew Gordon, Major General etc.
et Commandant en Chef etc.

Etats tenus Par Thomas Pipon Esc^r Lieutenant etc., Président de l'Assemblée, etc.⁽¹⁾

Après le serment de M^r Charles Larbalestier, Mons^r Philippe Pinel Connétable de la Trinité, demeure exoiné par maladie.

Les Etats ayant aujourd'hui pris en considération la remontrance des Negocians de la chambre de commerce, à l'égard d'une augmentation de la quantité de Charbon accordée à cette Isle, laquelle remontrance fut logée au Greffe le neuvième novembre dernier, et ayant aussi entendu le rapport du Comité autorisé à prendre ladite Remontrance en consideration—Les Etats ont approuvé du dit rapport et ont en consequence résolu d'adresser la representation suivante aux Seigneurs de la Trésorerie ; et monsieur le Commandant en Chef a été requis par les Etats de vouloir bien la transmettre et l'appuyer auprès des dits seigneurs.

To the Right Honorable, The Lords Commissioners of
His Majesty's Treasury.

The Memorial of the States of the Island of Jersey,
Sheweth,

That in the sixth Year of the Reign of His present Majesty, an Act of Parliament was passed, granting to the Inhabitants of this Island leave to export annually, for their use, one hundred and fifty Chaldrons of Coals from the Port of Swansea, and three hundred and fifty Chaldrons from the Port of Newcastle, free from the payment of certain Duties which had been laid by an act passed in the preceeding session of Parliament on Coals exported to foreign parts.

That the above mentioned quantity, not having been found sufficient by reason of the decrease of wood fuel, in the Island, and by reason of the increase of the Garrison, permission was granted, some years after, to export from the Port of Newcastle, an additional quantity of five hundred Chaldrons.

(1) Thomas Hammond Esc^r Centenier de St. Hélier, et M^r Charles Larbalestier, Centenier de la Trinité, siègent aux Etats de ce jour.

1796.

That since the above mentioned period, and especially of late Years, the wood has still been more considerably thinned on account of the Timber used for the building a number of merchant ships and vessels, and, if in addition to this further diminution of fuel in this Island, the very great increase of the Garrison, and the influx of some thousands of French Emigrants who reside here, be considered, The States trust Your Lordships will find sufficient reasons to be convinced of what they feel by experience that the eight hundred and fifty Chaldrons, now allowed from the Port of Newcastle are very inadequate to the present increased consumption of that article.

That from the best information which the States have been able to collect on the subject they take the liberty of representing to your Lordships that a further quantity of five hundred Chaldrons would not be more than necessary to supply the present exigencies of the Island.

The States therefore pray that Your Lordships will take this matter into consideration, and as the last five hundred Chaldrons now annually allowed to be shipped at Newcastle, in addition to the three hundred and fifty Chaldrons granted by Parliament, have been allowed by directions from Your Lordships' Board, they hope that your Lordships, on account of the further exigencies of the Island, as before stated, will give directions to the proper Officers of His Majesty's Customs at the Port of Newcastle, to permit the Inhabitants of this Island to export annually from that Port, for their use, free from the payment of the foreign duties, a further quantity of five hundred chaldrons of Coals under the same regulations and restrictions as are subsisting with respect to the eight hundred and fifty chaldrons which are at present allowed.

And your Memorialists, as in duty bound, will ever pray, &c. &c.

by order of the States

Jersey, 1st February, 1796.

John De Veulle Greff^r

Les Etats ont approuvé du rapport du comité qui fut appointé par acte du 23^e Novembre dernier au sujet des Grains, dont la Teneur ensuit.

“ Le Comité, afin de prévenir à l'avenir les effets qui pourroient résulter du peu de Grains qu'il y a du cru du pays, pour pourvoir à la subsistance des Habitans, et particulièrement de la classe inferieure,

1798. et paroissant que l'orge est le grain qui sert particulièrement à la nourriture du plus grand nombre dans les campagnes, et qu'on peut se le procurer d'Angleterre à beaucoup meilleur marché que les autres grains, ont décidé unanimement de recommander aux Etats de faire venir de Southton,⁽¹⁾ pour l'approvisionnement du pays, la quantité de soixante Tonneaux d'orge, pour être, à l'arrivée dudit Grain, délivré aux Connétables des Paroisses, suivant leur proportion respective au Rât public de l'Isle."

Et les Etats ont, en consequence, requis et autorisé Jacques Hemery Esc^t et François Janvriu Esc^t de faire venir, par la première occasion, la quantité sus dite d'orge, d'Angleterre ; et les Connétables des douze paroisses sont chargés d'envoyer prendre leur proportion du dit Grain, dès son arrivée, et d'en payer le montant, à demande, sur peine d'en tenir compte, de l'intérêt, aux dits autorisés.

Les Etats ayant pris en considération une Lettre de Mons^r le Commandant en Chef adressée au Procureur Général du Roi, avec celle du Lieutenant Colonel Eveleigh Ingenieur en Chef en cette Isle écrite audit Sieur Commandant en Chef, représentant le Préjudice dont les Fortifications commencées sur la Montagne de S^t Helier sont menacées par les excavations qui y sont pratiquées à la ruine de la partie déjà fortifiée, et en obstacle à la continuation des Travaux intentionnés par le Gouvernement pour la défense de l'Isle ; ont
Comité. appointé un Comitté composé de Pierre Mauger et Philippe De Carteret Esc^{rs} Jurés, les Recteurs de S^{te} Marie et de S^t Pierre et les Connétables de S^t Jean et de S^t Ouen, auquel Comité le Commandant en Chef et les Officiers du Roi sont requis d'assister, lequel Comitté est autorisé et requis d'examiner l'état de ces choses et d'appeler ledit Ingenieur en chef, les Procureurs des Habitants de la ville de S^t Helier, et tels autres qui peuvent être intéressés à ladite Montagne : et après examen des lieux et des Droits qui pourroient être réclamés à ladite Montagne, aussi bien que des Transactions qui ont eu lieu sur l'intention du Gouvernement de fortifier cette partie pour la défense du Pays, de faire Rapport du tout aux Etats pour qu'il en soit plus amplement délibéré.

Paroissant que le Rapport des Commissaires Royaux sur les Reglemens proposés par les Etats pour le rétablissement du jugement par enquêtes dans cette Isle est rendu à l'Office du Conseil, les Etats

(1) Sic ; Southampton.

desirent en obtenir la communication : Partant ils ont requis leur Président de s'adresser au Très Honorable seigneur Le Président du Conseil de sa Majesté à cet effet, et de le prier de vouloir bien permettre qu'une copie desdits Reglemens et du Rapport desdits Commissaires sur ce sujet intéressant lui soit transmis pour l'Information de cette Assemblée. 1796.

Les Etats ont approuvé de la vente du Corps de Garde de Bon-nuit⁽¹⁾ et du terrain qui en appartient faite le 30^e Septembre 1795 par Jean Dumaresq Esc^r Colonel du Regiment du Nord Ouest, et Jean Arthur Esc^r, pour lors Connétable de S^t Jean, en vertu d'un Acte des Etats du 23^e Mai 1795.—Et ils ont autorisé Thomas Pipon Esc^r Procureur Général du Roi et ledit Sieur Dumaresq d'en passer un Contrat héréditaire devant Justice, avec Philippe Dumaresq Esc^r qui en est l'adjudicataire, au prix de quatre Cents trente deux Livres selon l'ordre du Roi, pour une fois payer.

Le Connétable de S^{te} Marie ayant représenté aux Etats qu'il fut chargé par ses constituans de loger pour trois ans dans l'Hopital Général les pauvres de ladite paroisse en payant sa proportion de la dépense qui seroit faite durant ledit Terme, et que ce terme finissant le 12^e de ce présent mois, il est chargé de les retirer dudit Hopital. Les Etats, considérant cette représentation dudit Sieur Connétable, ont par cette⁽¹⁾ acte, dirigé l'administrateur dudit Hopital de delivrer les pauvres de la paroisse de S^{te} Marie aux personnes qui seront envoyées pour les chercher.

Sur la représentation du Docteur Du Pré que Sarah Platt veuve de soldat Invalide est tellement infirme qu'elle ne peut pourvoir à sa subsistance.—Les Etats ont ordonné qu'elle sera reçue dans l'Hopital Général pour y être entretenue à la charge de l'Isle.

Les Etats ont été spécialement remis d'aujourd'hui en huit jours pour prendre en consideration la proposition faite aujourd'hui aux Etats au sujet d'adjudants et de Sergents Majors à la solde du Gouvernement pour la Milice.

Le Comité pour la défense de l'Isle ayant fait rapport aux Etats que les Comptes publics cidessous ont été examinés et trouvés juste par ledit Comité savoir :

(1) Sic.

		£	s.	d.
1796.	Le compte du Connétable de S ^t Sauveur montant à ...	475	8	6
	Le compte du Connétable de S ^t Jean „ ...	278	14	10
	Le compte du Connétable de S ^t Laurens „ ...	302	2	3
	Le compte du Connétable de S ^t Brelade „ ...	707	10	—
	Le compte du Connétable de S ^t Ouen „ ...	430	17	4
	Le compte du Connétable de S ^{te} Marie „ ...	330	0	10
	Le compte du Connétable de Grouville „ ...	380	7	—
	Le compte du Connétable de la Trinité „ ...	587	2	—
	Le compte du Connétable de S ^t Clement „ ...	398	7	8
	Le compte du Connétable de S ^t Pierre „ ...	181	14	—
	Le compte de M ^r George Skelton (sauf les trois derniers) Articles qui sont referés aux Etats) montant à ... }	85	2	—
	Le compte de M ^r Philippe Nicolle Sen ^r „ ...	198	—	—
	Le compte de M ^r Edo ^d Le Maistre, Huissier } des Etats }	6	—	—
	Le compte de M ^r Angot, „ ...	126	1	—
	Le compte de M ^r Philippe Mourant „ ...	4	—	—

Argent de France ... £4491 . 7 . 5

Lesquels Comptes montant ensemble à la somme de quatre Milles quatre Cents nonante une Livres, sept sous, cinq deniers Argent de France les Etats en ont ordonné le payement par le Trésorier du nouvel impôt, aux Connétables et autres personnes sus-mentionnées.

Les Etats d'après la recommandation du Comité pour la défense de l'Isle, ont accordé la somme de quatre Milles cinq Cents Livres de France pour l'entretien des Arsenaux et façon de Cartouche et autres objets qui concernent la défense de l'Isle pour la Milice, pour l'année 1795, selon les proportions suivantes réglées par ledit Comité le 2 Février 1795 savoir

	£	s.
S ^t Ouen	376	10 . —
S ^{te} Marie	208	10 . —
S ^t Jean	247	10 . —
Trinité	499	10 . —
S ^t Martin	322	10 . —
Grouville	301	10 . —
S ^t Clement	196	10 . —
S ^t Sauveur	334	10 . —
S ^t Helier	769	10 . —
S ^t Laurens	598	10 . —
S ^t Brelade	307	10 . —
S ^t Pierre	337	10 . —
	£4500 . — . —	

Les Etats ont ordonné le payement de la somme de nonante Livres à M^r George Skelton, payée pour des Canons et chaînes de fer achettés pour les Canons de trois Livres, des paroisses de S^t Ouen, S^t Jean et S^{te} Marie qui avoient été envoyés à S^t Helier, par ordre du Colonel Craig, alors Commandant en Chef, et qui furent rendus auxdites paroisses sans les susdites ⁽¹⁾ Articles. Il est aussi ordonné que les susdits articles seront également fournis aux autres paroisses dont les Canons qui avoient été aussi envoyés à S^t Helier leur furent rendus sans les avoir. 1796.

L'An mil sept cent nonante six le huitième Jour de Février.

1796,

Etats tenus par Thomas Pipon Esc^r Lieutenant etc. Président de l'Assemblée, etc.

8 Février.

Le Révérend Amice Bisson Recteur de S^t Laurens et le Révérend D^r Edouard Dupré Recteur de S^t Helier sont en défaut excusés.

La proposition dont la délibération fut remise à aujourd'hui par Acte du premier jour du mois courant est différée vu l'indisposition du Commandant en Chef, et à sa requête.

Les Etats, prenant en consideration la grande cherté des grains et farines en Angleterre, ⁽¹⁾ et les difficultés qu'ont les plus pauvres habitants de s'en pourvoir et voulant seconder les mesures salutaires que le Gouvernement a adopté ⁽¹⁾ sur ce sujet ; sont convenus d'ordonner, qu'à l'avenir le pain qui sera fait et vendu par les Boulangers publics, soit des Villes ou de la campagne sera composé deux tiers de farine de froment et tiers de farine d'orge ; auquel effet tous les Boulangers de cette Isle sont dirigés de se pourvoir, le plutôt qu'il sera possible, soit d'Angleterre ou de quelque pays étranger, d'une quantité suffisante d'orge pour être employé comme sus est dit.—Les Etats ont
Comité. en même temps jugé nécessaire d'appointer un Comité composé de Nicolas Messervy et Jacques Hammond Esc^{rs} Justiciers, de Vénérable Homme François Le Breton Recteur de S^t Sauveur, et le Révérend Philippe De La Garde Recteur de S^t Martin, et de Messieurs les Connetables de S^t Sauveur et de S^t Helier afin de mettre en execution la resolution susdite, ledit Comité étant autorisé et chargé de fixer

(1) Sic.

1796. l'époque à laquelle le pain commencera à être vendu conformément à ce présent règlement ; comme aussi de fixer le prix que le pain, ainsi composé, sera vendu au public ; chaque Boulanger et Vendeur de pain étant tenu de se conformer à ce qui en sera réglé par ledit Comité, sur peine de cinquante Livres d'amende vers chaque contrevenant, et de confiscation du pain qui seroit vendu contraire à cette ordonnance, applicable, tiers au Roi, tiers aux délateurs et tiers aux pauvres de la paroisse. Le Commandant en Chef et les Officiers du Roi sont requis d'assister audit Comité. Tous les émigrés français, tant Ecclésiastiques que Laïques, résidant dans cette Isle, sont tenus d'acheter tout le pain qu'ils consommeront de quelque Boulanger ou Vendeur de pain public soit des Villes ou de la Campagne, sujet à cette ordonnance, sur peine d'être contrains à vuidier le païs, ce qui sera imprimé, publié et affiché.

Trésorier de
l'Hôpital. Paroissant par le Rapport du Comité de l'Hopital Général que Mons^r François Bertram, Tresorier dudit Hopital, se propose de se retirer à la campagne et que par là il ne peut continuer à gérer les affaires dudit Hopital, comme Tresorier, Les Etats, d'après la recommandation dudit Comité, ont nommé Mons^r David de Quetteville Trésorier dudit Hôpital.

Les Etats, ayant entendu le rapport du Comité de l'Hopital Général, par lequel il paroît que M^r Abraham Poingdestre par son Testament et dernière volonté, a legué audit Hopital la somme de cent Livres Sterling, avec deux ans d'Intérêts de la somme de deux cents Livres Sterlings, ce qui monte ensemble à la somme de cent vingt Livres Stg. sous condition que l'Intérêt de cette somme soit appliqué à salarier une personne pour cathéchiser, instruire dans la religion et former aux bonnes moeurs les Pauvres de l'Hopital.—Les Etats ont autorisé Paul Le Mesurier Esc^r et Thomas Pipon Esc^r Trustees dudit Hôpital, à recevoir ladite somme de cent vingt Livres Sterling de Mess^{rs} Charles Bishop et Phil. Nicolle, Exécuteurs dudit Testament, et d'y Joindre des Intérêts entre les mains dudit Paul Le Mesurier Esc^r, appartenant dudit Hôpital, ce qui sera nécessaire pour acheter la somme de deux cents Livres Sterling de Fonds, dans les trois pour cent consolidés, les Intérêts de laquelle somme seront disposés selon l'Intention dudit Testateur.

L'An mil sept cent nonante six, le treizième Jour de Février.

Etats tenus par Thomas Pipon Esc^r Lieutenant etc., Président de l'Assemblée, &c.

1796,
13 Février.

Le Révérend George Bertram Recteur de S^t Brelade, est en défaut excusé.

Paroissant par le rapport du Connétable de S^t Clement que le Chemin proche le Havre du Hocq est presentement des plus dangereux et pourroit occasionner des accidents.—Les Etats ont provisoirement autorisé ledit Connétable à faire barrer ledit Chemin de manière à empêcher qu'on y puisse passer avec cheval ou charette.

Les Etats, considerant les abus qui se commettent dans la pêche et le partage du Vraic, dans les differens Havres des Paroisses de S^t Ouen, S^t Pierre et S^t Brelade ; considérant aussi que les lois déjà établies, sont à quelques égards, insuffisantes, ont jugé convenable d'y ajouter les règlements suivants, savoir :

Art. 1^{er}

Toute personne qui viendra ou enverra reclamer ses Lots, sera tenue de se présenter, avec un Chariot, charette ou attelage, propre à monter le vraic, autrement ses Lots lui seront refusés.—Si toutes fois deux personnes trouvent leur avantage de se joindre ensemble, pour monter leurs lots, elles le pourront bien faire, avec un seul Attelage, pourvu que les deux personnes assistent à le monter.

2.

Outre la peine de dix Livres, imposée par la Loi, sur ceux qui pêchent le vraic dans les heures défendues, chaque delinquant, à cet égard, sera de plus privé de ses lots, en tous lieux, pour l'espace d'un mois, auquel effet l'officier pour le partage des vrais⁽¹⁾ sera tenu de donner son record, par écrit, du délit au Connétable lequel prononcera l'Interdiction des Lots sus mentionnés, par un Ordre sous son seing, dirigé audit Officier, qui le verra dument executer et qui en informera les officiers des Havres voisins.

3.

Toute personne qui reclamera et qui obtiendra des Lots au dela de son juste droit, sera privée de ses lots pour l'espace de quinze jours laquelle privation sera ordonnée et executée comme dans l'article précédent.

(1) Sic.

1796.

4.

Si quelque personne s'ingère de faire un bail simulé, soit verbalement ou par écrit, d'aucune partie de sa terre, dans la vue d'augmenter les Lots d'une autre personne ; celle qui aura ainsi baillé sa terre et celle qui l'aura ainsi prise, seront l'une et l'autre privées de leurs lots pour l'espace d'un mois, de la manière prescrite dans l'article deux de ces reglemens.

5.

Il sera loisible aux Connétables des trois paroisse⁽¹⁾ de St Ouen, St Pierre et St Brelade, respectivement, d'employer deux hommes par chaque havre, pour garder le vraic pendant la nuit, lorsqu'ils le jugeront nécessaire, et il sera accordé à chacun des deux hommes ainsi employés, la quantité d'une charge à trois bêtes de vraic qu'ils auront gardé, moyennant que durant leur garde il ne soit point monté de vraic contraire à la Loi, autrement lesdits hommes n'auront aucun salaire.

6.

Chaque officier appointé pour le partage et la conservation des vrais recevra pour sa peine d'en faire le partage, au montant de trois lots, outre ceux auxquels il a droit, selon la quantité de terre qu'il fait valoir.

7.

Si un officier des vrais refuse ou néglige de mettre en execution quelqu'un des réglemens sus mentionnés, ou quelqu'un des articles de la loi, concernant le partage et la conservation des vrais, il subira une amende de dix Livres, et sera en outre privé de ses lots pour l'espace d'un mois.

8.

Il ne sera point permis à l'avenir de proceder au partage du vraic dans la Baie de St Ouen, dans la matinée, si la mer est à moitié montée ou plus, au lever du soleil, ni dans la soirée si la mer n'est pas à moitié descendue ou plus, au coucher du soleil. Et personne ne pourra mouiller à pêcher le vraic en aucun tems, après que la mer sera à moitié montée, sur peine de dix Livres et de Privation de Lots pour quinze jours. Ce qui sera imprimé, publié et affiché.

Le Greffier a été dirigé, par les Etats, d'écrire la lettre suivante aux Très Honorables Seigneurs Lord Walsingham et Earl Chesterfield, Maîtres Généraux de la poste à Londres.

My Lords

Jersey 14th Feb. 1796

I am directed by the States of this Island to request your Lordships' attention to the Memorial they addressed to you on the

(1) *Sic.*

17th Day of October 1795, respecting the inconveniencies felt by the Inhabitants in the delivering and receiving of Letters at the Post office here, and to represent to your Lordships that those inconveniencies have by no means ceased to exist, but are still much complain'd of by merchants as well as others in this place. 1796.

I have the honour to be, My Lords,
Your Lordships' Most humble obed^t Servant
John De Veulle Greff^r

The Right Hon^{ble} Lord Walsingham } Post Masters
The Right Hon^{ble} the Earl of Chesterfield } General.

L'An mil sept cent nonante six, le vingt septième Jour de Février. 1796,
27 Février.

Etats tenus par Thomas Pipon Esc^r Lieutenant etc., Président de l'Assemblée, &c.

François Marett Escuier Justicier est en défaut à assister aux Etats.

Pierre Mauger Esc^r Justicier est en défaut excusé.

[Aucun autre Acte n'est enregistré pour cette séance.]

L'An mil sept cent nonante six le cinquième Jour de Mars. 1796, 5 Mars.

Présent Honorable Homme Andrew Gordon Major Général etc.
et Commandant en Chef etc.

Etats tenus par Thomas Pipon Esc^r Lieutenant etc. Président de l'Assemblée etc.

Le Rév^d Dr Edouard Dupré, Recteur de St Helier, est en défaut à assister aux Etats.

Le défaut de François Marett Esc^r Justicier, du 27^e Février dernier, est relevé.

Les Etats, aujourd'hui assemblés en consequence de la remise du 8^e Jour de Février dernier, afin de délibérer sur le plan resolu par la plupart des Colonels de la Milice, pour l'établissement d'un Ajudant pour chacun Regiment de Milice, en cette Isle, et d'un Sergent pour chacune paroisse, à la paye ou solde du Gouvernement, ayant meurement considéré cet établissement dans tous ses rapports, et les consequences qui en peuvent et doivent resulter, tant à l'égard du service

1796. militaire, que par rapport aux privilèges, franchises, immunités et libertés des habitans ; ont resolu de prier Mons^r le Commandant en Chef de ne point favoriser ou recommander un tel établissement, et en même temps les Etats ont requis et autorisé leur Président de remettre au Maréchal Howard, notre Gouverneur, une Copie authentique du présent Acte.

Les Etats, sensibles que le bien public de cette Isle requiert souvent la tenue de cette Assemblée ; que les Comités permanens en outre ceux qui sont appointés suivant l'exigence des cas, sont dans la nécessité d'avoir des séances fréquentes, ce qui impose un fardeau penible aux Dénonciateurs, Officiers chargés (entr'autres devoirs) d'avertir les membres des Etats tant pour l'Assemblée Générale que pour la tenue des Comités et d'en donner record ; Ce que considéré, et afin que lesdits officiers puissent remplir convenablement leur devoir, les Etats ordonnent et partant il est ordonné, que depuis le premier Jour de Janvier 1796, il est accordé à chacun des deux Dénonciateurs, par chaque convocation de l'Assemblée des Etats et pour leur attendance le jour de la tenue, la somme de neuf Livres, cours de France ; et pour l'avertissement de chaque Comité, et attendance à tel Comité, la somme de six Livres, cours de France, à celui des Dénonciateurs qui en aura fait le devoir ; auquel effet lesdits Denonciateurs produiront au Comité pour l'examen des comptes publics, à l'expiration de chaque année, un compte du service qu'ils auront ainsi rempli.

Les Etats, après avoir oui et duement considéré le Rapport du Comité de la défense de l'Isle, touchant le chemin du Hocq, en ont approuvé, et ont ordonné qu'il sera entré dans le Livre des Etats comme ensuit.

“ En consequence de l'Acte des Etats du 7^e Décembre, autorisant le Comité à examiner les ravages que la mer a faits proche le Hocq, dans la vue d'y remedier, le Comité s'est transporté sur l'endroit, et après avoir vu les lieux, et pris les renseignemens et informations nécessaires, il a fait les observations suivantes, qu'il soumet à la considération des Etats.

“ Que la partie dudit Chemin qui joint les terres de M^r Jacques Le Templier, de M^r Jean Godfray et de M^r Jean Le Neveu a été

depuis peu considerablement degradée par la mer, pour une espace d'environ douze perches en longueur de manière que ledit chemin est reduit, à cet endroit là, à douze pieds en largeur, ou à peu près ; que la banque le long de cette partie du chemin est d'une hauteur considerable, et coupée presque à plomb ; le chemin leur a donc paru dangereux dès à présent et dans le cas de le devenir bientôt d'avantage, et même dans la suite entièrement impraticable, si quelque prompt remède n'y est apporté."

1796.

" Le Comité conçoit qu'à l'endroit le plus étroit dudit chemin il conviendrait de prendre du terrain voisin, deux perches en profondeur, et pour cela il faudroit acheter de la terre des susdits propriétaires."

" Il paroît aussi que pour garantir le terrain des ravages de la mer, à ce même endroit, il seroit nécessaire d'ériger un quai ou quelque autre défense de cette maniere qui joindroit les murs déjà construits des deux côtés, ce qui forme une espace de treize perches en longueur."

" Un Acte des Etats, daté de l'an mil six cents quatre vingt huit, le vingtième Novembre, leur a été produit, par lequel il paroît que sur la représentation faite alors aux Etats, que le chemin en question étoit ruiné par la mer, il y eut des personnes autorisées à en faire l'examen, et il paroît par leur rapport, entériné aux Etats le 2^e Avril 1689, qu'il y eut du terrain fourni par differens particuliers pour suppléer au chemin que la mer avoit ainsi ruiné, et cela aux fraix des paroisses de S^t Sauveur, S^t Helier, S^t Laurens, S^t Jean, la Trinité, Grouville et S^t Clement selon les proportions mentionnées dans ledit Acte ; il fut aussi alors ordonné qu'il y auroit une muraille érigée au pied de ladite banque afin de conserver ce nouveau chemin."

" Quoique l'acquisition d'un nouveau terrain et l'érection d'un mur, paroissent indispensables pour la conservation du chemin en question, il y a beaucoup à craindre qu'à moins d'un autre expedient, les ravages de la mer, le long de cette côte, ne deviennent des plus sérieux."

" Depuis quelques années la mer a fait des progrès rapides et considerables tout le long du rivage, depuis Rocquebert jusqu'au Havre du Hocq, surtout proche l'endroit où la Tour du Hocq est bâtie ; et malgré les défenses qui ont été, depuis quelque temps,

1796. érigées pour conserver ladite Tour, la mer continue à gagner sur le terrain, et menace non-seulement la démolition de la Tour, mais l'inondation du pays plat d'alentour."

" Il semble que la cause principale de cette prodigieuse dévastation de la Coste, à cet endroit là, est le courant rapide de la mer, qui en montant vient du sud-ouest, parcourt la petite baie, depuis Rocquebert jusqu'au Hocq et en dégrade les sables, et les transporte vers l'Est par dessus les débris d'une chaussée qui autrefois subsistoit entre le Hocq et le rocher du vieux val, et qui alors arrêtoit le cours de la mer, et causoit le dépôt des sables dans ladite baye, c'est depuis la démolition de cette chaussée que la mer court ici avec tant de rapidité, et a fait les ravages sus mentionnés. Le remède efficace paroîtroit donc être le rétablissement de ladite chaussée, qui a environ vingt perches en longueur."

" D'après ces observations que le Comité a communiqué au Colonel Eveleigh Ingenieur en Chef, lequel est convenu de la cause du mal, du danger auquel ladite Tour et ledit Chemin sont exposés, et de l'efficacité du remède proposé ; le Comité croit devoir recommander aux Etats de prendre des mesures aussi tôt que possible pour l'érection d'une chaussée entre ladite Tour et le Rocher du vieux val, de même que pour le rétablissement dudit chemin et du mur pour le garantir, ce qui, avec l'achat dudit terrain, doit couter selon l'estimation donnée au comité, au moins 800 Livres Sterlings. Et comme il paroît au Comité que le Gouvernement est intéressé à l'ouvrage en question pour la conservation de la Tour du Hocq ; que la paroisse de S^t Clement y a un grand intérêt tant par rapport à la navigation et la pêche du vraic que pour la conservation dudit chemin et du terrain voisin ; que les paroisses de S^t Sauveur, Grouville, S^t Helier, S^t Laurens, la Trinité et la Vintaine de Herupe en S^t Jean, qui ont droit à la pêche du vraic, à cette côte, y sont intéressées, quoiqu'en moindre degré que celle de S^t Clement ; et finalement que tout le public y a intérêt, par rapport à la défense de l'Isle : le Comité recommande aux Etats de prier le Commandant en Chef d'obtenir du Gouvernement la somme de 200 Livres Sterlings ; d'ordonner que la Paroisse de S^t Clement paye 100 Livres Sterlings, que les paroisses de S^t Sauveur, Grouville, S^t Helier, S^t Laurens et la Trinité payent

1796.

chacune 300 Livres et la paroisse de St Jean 100 Livres tournois, cours de france, pour être employées à l'objet sus mentionné, et que le surplus qui sera nécessaire pour compléter ledit Ouvrage, d'une manière solide et durable, soit pris une moitié sur le produit de l'impôt sur les rums et genièvres et l'autre moitié (avec l'approbation du Gouverneur, Bailli et Jurés) sur le produit de l'Impôt des vins et eaux de vie."

Les Etats, en consequence du rapport ci-dessus, ont requis le Commandant en Chef de vouloir bien employer ses bons offices pour obtenir du Gouvernement la somme de deux Cents Livres Sterlings, pour l'objet sus mentionné; ils ont de plus dirigé le Connétable de St Clement de lever sur ladite Paroisse, par le moyen d'un Rât, la somme de 100 Livres Sterlings; Les Connétables de St Sauveur, Grouville, St Helier, St Laurens et la Trinité de fournir chacun, par le moyen du Rât paroissial, respectivement, la somme de trois cents Livres cours de france, & le Connétable de St Jean la somme de cent Livres, même cours, pour être, letout, employé à l'objet sus-mentionné.

Et finalement les Etats ont resolu que le surplus qui sera nécessaire pour compléter ledit ouvrage, d'une manière solide & durable, au dire du comité de la défense de l'Isle, sera pris, une moitié du produit de l'impôt sur les Rums & Genièvres, & l'autre moitié (moyennant l'Approbation du Gouverneur Bailli & Jurés) du produit de l'impôt sur les vins & Eaux de Vie.—Et pour Conducteurs du Travail, les Etats ont nommé Jacques Hammond Esc^r. Justicier, le Révérend Clement Dumaresq Recteur & Mons^r. Aaron De Veulle, Connétable, de ladite Paroisse de St Clement, lesquels sont autorisés de faire accord avec les propriétaires du terrain Voisin, & tirer sur les Connétables sus mentionnés, à trente jours de vue, à mesure qu'ils auront besoin d'argent.

Les Etats, ayant entendu le rapport du Comité de la défense de l'Isle, daté le 19^e Janvier, 1796, par lequel il paroît que le Compte de Phil. Dumaresq Esc^r, Trésorier des Etats, daté le même jour, dont la ballance monte, en faveur du public, à la somme de £14516 . 7^s 6^d argent de france, a été examiné et trouvé juste; Les Etats ont approuvé ledit rapport.

Autorisés pour
le Chemin &
havre du Hocq.

1796, 4 Avril.

L'An mil sept cent nonante six, le quatrième jour d'Avril.

Présent Honorable Homme Andrew Gordon, Major Général
etc., et Commandant en Chef, etc.

Etats tenus par Thomas Pipon Esc^r Lieutenant etc. Président de l'Assemblée, etc.

Philippe Robin Esc^r Justicier est en défaut à assister aux Etats.

Les Etats ont approuvé de la Petition préparée par leur Comité au sujet de l'importation du Cidre du cru de ce pays, en Angleterre ; et ils ont requis leur Président de la transmettre au Très Honorable Seigneur le Comte⁽¹⁾ de Mansfield, Président du Conseil de sa Majesté, comme un objet de très grande importance au Pays.

De laquelle Petition la Teneur ensuit.

To the King's Most Excellent Majesty in Council.

The humble Petition of the States of Your Majesty's
Island of Jersey.

Sheweth,

That in consideration of the peculiar loyalty of the Inhabitants of this Island, of the dangers and hardships to which they are exposed in times of war, of their military services performed from earliest youth to old age, without any pay or gratification and of the spirit and chearfulness they have ever shown in defending their native soil against the attempts of a neighbouring and powerful enemy, particular immunities have been either granted or confirmed to them by almost every English Monarch, and sometimes by the King, Lords and commons.

That one of the valuable Privileges to which they conceive themselves entitled is that of importing into England, under proper certificates, any goods, wares, and merchandizes of the growth, produce or manufacture of the said Island, without paying any customs, subsidies or duties for or in respect thereof.

This Privilege is of a very ancient date as appears by the following Extract from a Charter of King Edward the fourth :

"Edwardus dei gratiâ, Rex Angliæ & Franciæ & Dominus Hiberniæ omnibus ad quos presentes litteræ pervenerint, salutem. Cum nobilissimus Progenitor noster inclytæ memoriæ Richardus quondam Rex Angliæ, Franciæ & Dominus Hiberniæ, post conquest-

(1) *Sic.*

1796.

tum secundus, per litteras suas patentes datas apud Westmonasterium octavo die Julii, anno Regni sui decimo octavo in consideratione benigestus et magnæ fidelitatis quos in legeis et fidelibus suis gentibus & communitatibus insularum suarum de Jeresey, Guerneseye, Sark & Aureney indies invenit de gratiâ suâ speciali concessit pro se et heredibus suis quantum in eo fuit, eisdem gentibus et communitatibus suis, quod ipsi et successores sui in perpetuum forent liberi et quieti in omnibus civitatibus villis mercatoriis et portibus infra regnum nostrum Angliæ de omnimodis Theloniis, exactionibus custumis taliter & eodem modo, quo fidelis legei sui in suo regno prædicto extiterunt : ita quod dictæ gentes et communitates suæ et heredes et successores sui prædicti bene & fideliter se gererent, erga ipsum progenitorem nostrum et hæredes et successores suos in perpetuum, prout in litteris illis plenius continetur : Nos in continuam fidelitatem gentis et communitatis dictæ Insulæ de Jeresey plenius intendentes litteras prædictas et omnia singula in eis contenta quoad gentem et communitatem ejusdem Insulæ de Jeresey acceptamus, approbamus et eidem genti et communitati hæredibus et successoribus suis per presentes ratificamus et confirmamus." "Et ulterius nos memoriæ reducentes quam valide viriliter et constanter dicta gens et communitas ejusdem Insulæ de Jeresey nobis et progenitoribus nostris perstiterunt et quanta pericula et perdita pro salvatione ejusdem Insulæ et reductione Castri nostri de Mont Orgueil sustinuerunt, de uberi gratiâ nostrâ concessimus etc."

In the 20th Year of the Reign of King Henry the eighth these Privileges were confirmed to the Islands with the consent of the Lords spiritual & Temporal in Parliament assembled.—They were again renewed and other considerable immunities granted to the Islanders by Queen Elizabeth in a charter dated at Greenwich the 27th day of June in the fourth Year of her Reign, too long to be here introduced.

James the first, in a Commission directed to Sir Robert Gardner and Dr Hussey, under the Great Seal of England, speaks thus : "Whereas in our princely care and earnest desire for the Establishment and maintenance of Justice, and for the security and wealth of our subjects generally, in our Reigns and Dominions we have been very mindful of the good state of our loving subjects the Inhabitants of Jersey and Guernsey and other dependencies, a portion remaining as yet unto us in possession of our ancient Dukedom of Normandy,

F

1796. and have been and are the rather moved thereto, both for their entire and inviolable fidelity born by them towards us and our predecessors Kings and Queens of this Realm of England testified and declared by many of their worthy and acceptable services towards this our said crown, and also in respect of their situation furthest remote from the rest of our said Dominions, and for that cause needing our special care and regard to be had of them, being thereby exposed to danger of an invasion or incursion of Foreign Enemies etc. For these causes know therefore that we have nominated you to be our commissioners etc."

Another Charter was granted to the Inhabitants of Jersey, by King Charles the second, in the 14th Year of his Reign, confirming their Privileges nearly in the same style as former Charters, and with additional Testimonies of his Royal approbation and regard for the services done to him personally.⁽¹⁾

Notwithstanding these several Grants it appears that the right of importing Cyder from this Island into England, duty free was disputed by the Officers of the Excise to one Joshua Payn in the Year 1676, and the following order was made thereupon :

[Suit dans l'original l'Ordre en question ; il est imprimé au Vol. I des Ordres du Conseil, p. 407 et sequ.]

Doubts having arisen at the Custom house early in the present century how far the Inhabitants of these Islands were entitled to the Privilege above mentioned under some existing Laws, that matter was cleared up and fully established by Act of Parliament of the 3^d of George the first Chapter 4th Sections 5 and 6.—These are :

Section 5.

" And whereas the Inhabitants of the Islands of Jersey, Guernsey, Sark and Alderney have always been permitted and allowed to import into England any goods, wares and merchandizes of the growth, produce or manufacture of those respective Isles, upon Certificates from the respective Governors, Lieutenant or Deputy Governors or Commanders in Chief for the time being and oath before the Magistrates of the said Islands of Jersey and Guernsey respectively that the same were of the growth, produce or manufacture of the

(1) La Charte mentionnée ci-dessus est imprimée dans le Volume I des Ordres du Conseil, p. 210 et sequ.

1796.

said Islands, or either of them, without paying any Customs, subsidies or duties for or in respect thereof; and whereas some doubt hath of late arisen whether according to some late Laws now in force the same may be still continued a Law: For removing the said Doubt and encouraging the said Inhabitants to continue that steady and firm loyalty and fidelity to the Crown of Great Britain, which they have formerly and constantly shewn to the Crown of England, and for their better support, be it declared and enacted, by the authority aforesaid, that the said Inhabitants shall and may (with and under such Certificates and oaths aforesaid) import into any lawful Port of Great Britain, any goods, wares, and merchandizes of the growth, produce and manufacture of the said Islands, or either of them, without paying any Customs, subsidies or duties for or in respect thereof (except such Excise or other duty as is now or shall hereafter, for the time being, be due and payable for the like goods of the growth, produce and manufacture of Great Britain) any Law or statute to the contrary in any wise notwithstanding."

Section 6.

"And whereas upon the aforesaid doubt whether the Goods, Wares and Merchandizes of the Growth, produce and manufacture of the said Islands, might still be imported into Great Britain, Custom free, several Bonds with securities have been lately taken for answering the duties demanded for the same, unless discharged from the said Duties by act of Parliament; the said Bonds are hereby declared null and void, and the said securities discharged from all Prosecutions for the same."

Under such authorities your Petitioners flattered themselves that their fellow subjects, the Inhabitants of this place might with safety carry to England the growth and produce of the Island, and be permitted to dispose of it on the same footing with your Majesty's British subjects. Whereas they find that of late years restraints have been attempted to be imposed on the same subject, which have put some of the Islanders to considerable expence and inconvenience.

Cyder forms a considerable part of the produce of Jersey and in some years a certain quantity may be exported with advantage both to the Individual and the public.—It is with respect to this Article that the right of free importation has been disputed to the Inhabi-

1796. tants and obstacles laid in the way of carrying on a fair and advantageous trade from this Island to England, as will appear by the following facts.

In the year 1790, M^r Philip Vivian, a native of Jersey shipped a certain quantity of Cyder of his own growth for Bristol under the Certificates prescribed by Law. The Cyder was allowed entry upon producing the certificate to the Officer of the Customs, but upon application to the Officer of the Excise, this last would not allow Vivian to land or dispose of the Cyder without paying duty as for foreign Cyder, and he was to pay fifteen shillings per hogshead.—Vivian, conceiving himself aggrieved, obtained redress from the commissioners in London, who directed the money he had paid to be returned.—But after Vivian's departure for Jersey the officer of the Excise at Bristol would not allow the Cyder to be sold by his Agent there, because he (the Agent) was not the Proprietor of the Cyder, and Vivian was under the necessity of returning once more to Bristol in order to dispose of it.—These particulars are stated in an affidavit hereunto annexed, N^o 1.

In the year 1792 M^r Elias Bertram a native of Jersey, shipped some Cyder of his own growth also for Bristol, under the usual Certificates, and being informed that the landing and selling of it would be objected, unless he (of whose growth it was) personally appeared, he was obliged to quit his farm and cross over to Bristol, where he found his presence requisite for the purpose.

The same person sold some Cyder of his own produce to one Le Feuvre, also for Bristol, and in order to enable Le Feuvre to dispose of it there, Bertram went over purposely to make oath that the Cyder was of his own growth.—These facts are contained in an Affidavit hereunto annexed, N^o 2.

In the month of May 1795, M^r John Laugée bought a certain quantity of Cyder of the growth of this Island, which he intended for sale at Bristol, and for that purpose he obtained the proper Certificates from the Growers of the Cyder.—These he produced to the Officers of the Customs and Excise: but he was obliged by the Officer of the Excise there to pay the duty as for foreign Cyder, which came to upwards of eighteen shillings per Hogshead, and that, because

the Growers of the Cyder were not present themselves at Bristol to declare it.

1796.

In the month of December following the same person bought again some Cyder of the growth of the Island, and carried it to Bristol. But knowing the conditions upon which only it could be admitted duty free, he engaged M^r. Le Hardy and M^r. Mallet of whom he had bought the Cyder, to go over to Bristol to pass their affidavit there, which they did purposely and he paid their expences.—These facts are related in the annexed affidavit N^o 3, corroborated by affidavit N^o 4.

Your Petitioners beg leave to observe that although there seems to be no difficulty in importing into England the Cyder of the growth of Jersey, duty free, provided the grower of such Cyder appear personally at the landing port to swear that the Cyder is of his growth or produce, still the inconveniences of this are severely felt and amount nearly to the abolition of the Privilege. For, a farmer will seldom be found disposed to quit his lands and cross the sea, unless he receive for the risk and loss of his time more than the buyer can pay.—On the other hand the grower of the Cyder is not generally calculated to carry on the trade himself: the profit on his Cyder will hardly balance the loss incurred by his absence from home.

But as the several branches of Trade carried on by the Inhabitants of this Island are permitted by Law, under certificate from the Governor, and oath passed before the Magistrates, Your Petitioners humbly hope that the introduction of Cyder into England will be allowed under the like formalities, more particularly as, by the terms of the Act of George the first before mentioned, no other form is required than a certificate from the Governor, and oath before the magistrates, to enable the Inhabitants of Jersey to import into England any goods, wares and Merchandizes of the growth, produce or manufacture of the Island, without paying any Customs, subsidies or duties for or in respect thereof.

Your Petitioners therefore most humbly pray that Your Majesty will be graciously pleased to grant to your ever loyal and dutiful subjects the Inhabitants of this Island, the means of enjoying this valuable Privilege which their ancestors have gained in consequence of their

1796. fidelity and services by laying down such order on the subject as to Your Majesty, in Your great Wisdom, shall seem meet.

And Your Petitioners, as in duty bound, will ever pray, etc. etc.

Signed

By order of the States : John De Veulle Greffr

Island of Jersey.

4th April 1796.

Les Etats ont autorisé Thomas Pipon Esc^r Procureur Général du Roi et Jean Dumaresq Esc^r Connétable de S^t Pierre à prendre les mesures nécessaires pour poursuivre, aux fraix publics de cette Isle, les fins de la Petition aujourd'hui approuvée par les Etats, à l'égard de l'importation du Cidre en Angleterre.—Et le Trésorier des Etats est chargé de fournir à ces Messieurs présentement la somme de trois cents Livres d'ordre, à l'effet susdit.

Le Commandant en Chef ayant représenté aux Etats que la Batterie de la Cotte en S^t Brelade a besoin d'une reparation immediate, les Etats ont autorisé le Comité de la défense de l'Isle à faire reparer la dite Batterie avec l'avis du Commandant en Chef.—Les Etats ont trouvé en même temps nécessaire d'autoriser ledit Comité à faire telles reparations aux Batteries, ou autres objets de défense que les circonstances paroîtront exiger, de concert avec le commandant en Chef ; et pour les fraix de telles réparations ledit Comité sera en droit de tirer l'argent du Trésorier des Etats en vertu de cet Acte.

Les Etats considerant qu'un grand nombre de personnes dans cette Isle vendent à boire sans licence, contraire aux Lois et à la bonne Police ; que l'ivrognerie, le jeu et la débauche sont les conséquences funestes de ce dérèglement, et considerant que les Lois actuelles ne sont pas suffisantes pour reprimer ce mal, sont convenus d'appointer un Comité composé de Charles De La Garde, François Valpy dit Janvrin et Pierre Mauger Esc^{rs} Jurés, Vénérable homme
Comité. François Le Breton Recteur de S^t Sauveur, le Rév^d François Le Couteur, Recteur de Grouville, le Rév^d Jean Mallet Recteur de S^t Pierre ; Jean Dumaresq Esc^r Connétable de S^t Pierre, Clement Hemery Esc^r Connétable de S^t Helier et Jean Dumaresq Esc^r Connétable de S^t Sauveur, lequel Comité est chargé d'examiner les lois existantes à l'égard des Taverniers, de marquer les defauts et les abus

qui lui paroîtront exiger reformation et de proposer tel remede qu'il jugera convenable, et du tout en faire rapport aux Etats. Messieurs les Officiers du Roi sont requis d'assister au dit Comité. 1796.

L'An mil sept cent nonante six, le deuxième Jour de Mai. 1796, 2 Mai.
Présent Honorable Homme Andrew Gordon Major Général etc.
et Commandant en chef etc.

Etats tenus par Thomas Pipon Esc^r Lieutenant etc. Président de l'Assemblée, etc.

Nota. Ce défaut est relevé par acte de l'11^e Juin.

François Maret Esc^r Justicier est en défaut à assister aux Etats.
Philippe De Carteret Esc^r Justicier a été choisi membre du Comité de la Bibliothèque à la place de Jean Le Couteur Esc^r ci-devant Justicier.

Comité. Les Etats ayant aujourd'hui entendu lecture d'une Proposition qui a été logée au Greffe, tendant à prévenir à l'avenir la création d'aucune⁽¹⁾ nouvelles rentes en grains ont nommé et appointé un Comité composé de Messieurs Hemery, Janvrin et Mauger du corps de la Justice, Messieurs Le Couteur, De La Garde et Dupré du corps du Clergé et de Messieurs Dumaresq (de S^t Pierre) Pipon et De Veulle, du Corps des Connétables, pour prendre en consideration le sujet de la dite Proposition, leplustot possible, et faire ensuite rapport aux Etats de leurs Délibérations sur le sujet, auquel Comité Messieurs les Officiers du Roi sont requis d'assister. Le dit Comité étant pareillement autorisé à prendre en consideration certaine proposition devant les états à l'égard des abus qui existent dans la Taxation des rentes.

Comité. La Gestion du Comité pour l'Hôpital Général étant expirée, les Etats ont choisi et nommé pour le remplacer Nicolas Messervy, Jacques Hemery, Pierre Mauger et Phil. De Carteret Esc^r du corps de la Justice ; Vén^{ble} Homme François Le Breton Recteur de S^t Sauveur, le Rév^d F^r Valpy Rect^r de S^{te} Marie, le Rév^d D^r Edo. Dupré Rect^r de S^t Helier et le Rév^d Jean Mallet Rect^r de S^t Pierre du Corps du Clergé, et Jean Dumaresq Esc^r Con^{ble} de S^t Pierre, Clement Hemery Esc^r Con^{ble} de S^t Helier, Mons^r Phil. Pinel Con^{ble} de la Trinité et Mons^r Phil. Nicolle Con^{ble} de S^t Jean du corps des Connétables.

(1) Sic.

1796. Le Comité pour la Défense de l'Isle ayant fait rapport aux Etats que les comptes suivans ont été examinés par ledit Comité et trouvé justes, savoir :

	£	s.	d.
Le compte de Clement Hemery Escr ^r Con ^{ble} de S ^t Helier, montant à	1530	8	6
Et celui de Phil. Nicolle Escr ^r Con ^{ble} de S ^t Martin, montant à	918	17	3
cours de france ...	£2449	5	9

Lesquels comptes montent ensemble à la somme de deux mille quatre cents quarante neuf Livres cinq sous neuf deniers, les Etats en ont ordonné le payement par le moyen du Trésorier du nouvel Impôt.

Les Etats d'après la recommandation du Comité pour la défense de l'Isle ont ordonné que la Batterie de la Cotte en la Paroisse de S^t Brelade, qui étoit faite en bois, et est maintenant dans un état à ne point admettre de reparation, sera faite neuve, en Pierre. Ce que le Connétable de S^t Brelade est chargé de voir executer d'une manière convenable, au dire du dit Comité, avec l'avis du Commandant en Chef.

Comité. Pierre Mauger Escr^r Justicier, le Rév^d Jean Mallet Rect^r de S^t Pierre et Jean Dumaresq Escr^r Con^{ble} de S^t Sauveur sont nommés en Comité pour prendre en consideration certaine proposition devant les Etats au sujet de Jaugeurs publics afin d'en faire rapport.

Sur la représentation du Connétable de S^t Helier que Pierre La Joie, ancien marinier au service de sa Majesté est tellement infirme qu'il ne peut pourvoir à sa subsistance ; et que William Burns, Mary Burns et Elie Burns, enfans de soldat invalide ont été trouvés manquant de toute subsistance, Les Etats ont ordonné qu'ils seront reçus dans l'hôpital Général, pour y être entretenus à la charge de l'Isle.

Considerant la multitude des Taupes repandues dans le Pays, le dommage incalculable qu'elles causent aux labours, aux pâturages et aux Arbres recemment plantées⁽¹⁾ : Considerant que la prise que quelques particuliers en font sur leurs terres diminue peu le mal que le public en ressent, et que l'attention générale des habitans, portée vers cet objet, est seule capable d'y remedier, les Etats ont ordonné,

(1) Sic.

1796.

Art. 1.

Que les Vinteniens seront tenus, dans chaque Vintaine, de recevoir les Taupes de leurs Vintaines respectivement, leur étant accordé deux liards par taupe.

Art. 2.

Que les dits Vinteniens donneront deux sous, cours de France, pour chaque Taupe ; qu'ils retrancheront aussitôt à la Taupe la queue pour empêcher qu'elle ne soit reproduite. Qu'ils garderont registre du nom des personnes et du nombre des taupes payées ; que pour cet effet ils donneront leur temps au public, dans un lieu annoncé, tous les Lundis et les Jeudis, depuis huit heures jusqu'à neuf heures du matin, et veilleront à ce qu'il ne s'y commette point de fraude.

Art. 3.

Que les Vinteniens garderont les queues des taupes et les produiront à un Comité de Paroisse qui sera fixé pour cet effet, et qui s'assemblera une fois par mois, les queues seront alors comptés⁽¹⁾ et détruites en présence dudit Comité.

Art. 4.

Qu'afin que les dits Vinteniens soient en état d'acquitter les Payemens susdits, le Connétable de la paroisse leur comptera, de temps en temps, l'argent dont ils auront besoin, sur le rapport dudit Comité.

Art. 5.

Que ces Règlements commenceront à être en force le neuvième de ce présent mois de mai et continueront en vigueur jusqu'au dernier jour d'octobre, à laquelle époque les susdits Vinteniens et les Connétables rendront leurs Comptes au Comité pour la défense de l'Isle, lequel fera une répartition entre les paroisses des deniers ainsi employés, selon leurs proportions au Rât public, pour ensuite soumettre le tout aux Etats.—Ces Règlements seront imprimés, publiés et affichés.

Grosvenor Square

April 15th 1796

“ Sir,

“ I received the favor of your letter of y^e 21st inclosing an act of The States, expressing their Disapprobation of a measure proposed by the Colonels of Militia tending to obtain the establishment of an Adjutant and two Serjeants for each Militia Corps to be paid by Government, to be selected annually out of each Corps by

(1) *Sic.*

1796. their respective Colonels.—I beg you will give my best compliments to the States, and acquaint them that I have received no such proposal, and if I should that they shall be immediately acquainted with it.”

“ When you have occasion to favor me with any letters or reports which are above an ounce weight, I beg you will direct them for me, under cover, to *Mathew Lewis Esq^r. Dep^y secretary at war, War Office, Whitehall*, who will forward them to me.”

“ I am, Sir, your most obedient humble servant

“ G. Howard.”

“ Thomas Pipon Esq^r &c. &c.

“ Sir,

“ At length I have the pleasure to inform you and the States of the Island of Jersey that His Majesty's Picture is finished, and has met with the strongest marks of approbation from the Sovereign and Royal Family, and much more than my most sanguine wishes could have expected, which more than compensates for the unlooked for obstacles that presented themselves.—When I applied for a sitting from His Majesty the indisposition of General Howard in the first instance was one and the numerous political avocations of his Grace the Duke of Portland was another, in addition to which the difficulty of gaining access to people of their rank (for believe me, I had it much at heart to make my countrymen a present of an original Portrait of our amiable Monarch) almost disheartened me.—In this stage of the business I applied to the Duke of Gloucester's family, from whom I was certain of meeting with every support. In this I was not disappointed; in consequence had His Majesty's permission to begin the outline of the countenance from a Portrait at Buckingham House; but from His Majesty's dislike to sitting was given almost to understand that I should be obliged to finish it from that Picture or from any transient sight I could obtain either at the playhouse or elsewhere. This was very unpleasant to me. At length, Sir, through the friendship of M^r. West, President of the Royal Academy, whose kindness to me on this occasion I shall ever remember with gratitude, His Majesty was made fully acquainted with the earnest wish of the Island, to be in possession of an *original portrait* painted by me, a native of Jersey. His Majesty was pleased to appoint the day, when in presence of M^r. West I should have the honor of a sitting—a day I shall ever look back on with pleasure, as it has given me an oppor-

tunity of testifying His Majesty's great condescension and affability, and at the same time assuring him of the unbounded affection and attachment my countrymen are at all times happy to shew to him and His Family." 1796.

I am, Sir,

With the most profound esteem,

London, April 1st 1796.

Your obliged Hble. Serv^t

Thomas Pipon Esq^{re}

Philip Jean.

Lieut^t Bailly.

L'An mil sept cent nonante six, le onzième Jour de Juin. 1796, 11 Juin.

Présent Honorable Homme Andrew Gordon Major Général etc.
et Commandant en Chef etc.

Etats tenus par Thomas Pipon Esc^t Lieutenant etc. Président de l'Assemblée, etc.

Après le Serment du Reverend Phil. De La Garde, Charles De La Garde Esc^t Justicier est exoiné par maladie.

Le Défaut de François Maret Esc^t Justicier du 2^e Mai dernier demeure relevé.

Jean Dumaresq Esc^t Connétable de St Pierre ayant communiqué aux Etats une Lettre de la part de son Excellence le Maréchal Howard Gouverneur en Chef de cette Isle touchant les Licences pour l'Importation des Laines dattée le 17^e Mai dernier, Les Etats sensibles à l'attention de son Excellence sur un objet aussi interessant aux habitans de ce pays en Général et particulièrement à la Classe la plus indigente croient devoir lui en temoigner leurs sinceres remercimens. Les Etats sont aussi du sentiment de son Excellence qu'il seroit mal apropos d'introduire une innovation tendant à augmenter les prix des Licences, et ils trouvent que cela n'est pas même praticable eu égard à l'Acte de Parlement. Les Etats ont requis ledit Sieur Dumaresq de transmettre le présent Acte à son Excellence le Maréchal Howard.

Paroissant qu'il y a un besoin pressant pour de la Laine dans le Pays, les Etats ont requis le Commandant en Chef de vouloir bien prendre les mesures qu'il croira propres, pour procurer des Licences à cet effet aussi tot qu'il sera possible.

1796. Considerant que le RETRAIT LIGNAGER est la cause d'un grand nombre de procès dans cette Isle ; que pour éviter l'Action de Retrait, les parties qui contractent en heritage sont dans la nécessité d'avoir recours à des voies indirectes et couteuses ; que des ventes frauduleuses et échanges simulées sont souvent employées pour éluder le droit de Retrait et assurer les Marchés aux Contractans ; que les Contrats d'héritage deviennent par là très nombreux et les propriétés confuses ; que le principe originel de cet ancien droit qui étoit de garder les héritages entiers et conserver les Biens dans les Familles n'est plus ce qui fait agir les Parties ; que presque toutes les Actions de cette nature qui sont mues devant la Cour Royale, procèdent soit de collusion entre l'Acheteur et le Retrayant, ou de la mauvaise foi de la part du Vendeur, ou enfin de l'avarice d'un lignager pour tirer profit du Marché sous tous ces rapports, les Etats envisagent le RETRAIT LIGNAGER comme très nuisible à la Société, et sont plainement convaincus de la nécessité de l'abolir.

Partant les Etats très humblement supplient sa très Excellente Majesté en Conseil d'accorder son approbation à ce que le RETRAIT LIGNAGER soit aboli et que LE RETRAIT FÉODAL qui est sujet aux mêmes inconveniens que le Retrait Lignager soit également aboli, mais que le droit d'un Foncier à retirer la rente qui est vendue sur lui-même subsiste comme auparavant, vu que cette Action tend à l'affranchissement des Heritages et ne paroît pas avoir causé d'inconveniens.

Thomas Pipon Esc^r Procureur Général du Roi ayant présenté aux Etats une Lettre de Paul Le Mesurier Esc^r avec un reçu pour la somme de deux Cents Livres Sterling de fonds placés dans les Annuités consolidés de 3 p cent en consequence de l'Acte des Etats du 8^e Février dernier au nom desdits Thomas Pipon Esc^r et Paul Le Mesurier Esc^r Trustées de l'Hopital Général, pour être l'Intérêt de la dite somme appliqué selon qu'il est exprimé audit Acte. Les Etats ont ordonné que tant ladite Lettre que ledit reçu seront entrés sur le Livre des evidences dudit Hopital ainsi que le présent Acte.

Le Connétable de S^t Helier est autorisé de louer les Appartemens au dessus de la Halle à viande au meilleur avantage qu'il pourra, d'en recevoir les Loyers, pourvoir à l'entretien desdits Appartemens et

employer le net produit desdits Loyers à la décharge des rentes qui restent dues sur lesdites Halles, autant que ledit produit pourra s'y étendre. Et Nicolas Messervy et Jacques Hemery Esc.^{rs} du Corps de la Justice, Venerable Homme François Le Breton, Recteur de S^t Sauveur et le Rév.^d D^r Edo. Dupré, Rect^r de S^t Helier du Corps du Clergé, et les Con^{bl}es de S^t Helier et de S^t Ouen quatre desquels pourront agir sont nommés et appointés en Committé et autorisés d'examiner ce qui pourroit être proposé aux Etats à l'égard de l'établissement de ladite Halle, auquel Committé les Officiers du Roi sont requis de donner leur attendance. 1796.

Mons^r le Commandant en Chef ayant donné aux Etats la communication d'une Lettre à lui adressée par le Lieutenant Colonel Evelegh Ingénieur en chef en cette Isle, par laquelle il paroît que ledit Sieur Evelegh est sur le point de commencer l'érection d'une Tour et d'une Batterie dans la Baie de S^t Ouen, et que ledit sieur Evelegh prie M^r le Commandant en Chef de s'adresser aux Etats, afin qu'il puisse être assuré d'un nombre d'ouvriers, particulièrement des Maçons, afin de pouvoir commencer ce travail, Les Etats ont ordonné, tant pour mettre ledit Sieur Evelegh en état de proceder à ce travail important, que de continuer les autres travaux du Gouvernement pour la defense de l'Isle, que sur la requisition de M^r le Commandant en Chef aux Connétables, du nombre de Maçons ou autres Ouvriers dont ledit sieur Ingénieur aura besoin pour lesdits travaux, chaque Connétable fera avertir le nombre exigé de s'y rendre dans huit Jours au plus tard, et en fera tenir une liste audit sieur Commandant en Chef et un certificat sous son seing, de l'avertissement qu'il aura donné auxdits Maçons, chaque Connétable ayant égard, en nommant lesdits ouvriers, de prendre ceux premièrement qui n'auront pas d'ouvrage commencé et ensuite ceux qui seroient employés à des ouvrages les moins pressans, Chaque ouvrier étant tenu de se rendre aux susdits travaux sur l'avertissement de chaque Connétable respectivement, sur peine de dix Livres d'ordre et d'y être en outre contraint.—Ce qui sera publié.

Les Etats ont approuvé les articles suivans, et ont ordonné qu'ils seront imprimés et publiés tant au lieu ordinaire du Marché que dans toutes les paroisses de l'Isle, afin que personne n'en pretende cause d'ignorance. Desquels Articles la teneur ensuit.

1796.

Article premier.

En cas d'alarme ou d'attaque, laquelle alarme ou attaque sera censée durer jusqu'à ce que les Troupes soient libérées, il est expressément ordonné aux Taverniers et Cabaretiers de garder leurs maisons fermées, et il leur est défendu de distribuer ou de fournir de la liqueur aux soldats des Troupes réglées ou à ceux de la Milice, ou même à qui que ce soit, sans une permission, par écrit, d'un Officier commandant quelque détachement, soit des Troupes réglées ou de la Milice, sur peine aux contrevenans de subir pour chaque contravention, une amende de deux cents Livres, suivant l'Ordre du Roi, et la cassation de leur licence.

2.

Il est pareillement, dans le cas susdit, défendu à toutes personnes de vendre ou distribuer de la liqueur aux soldats des troupes réglées ou à ceux de la Milice, ou même à qui que ce soit, sans la même permission que dans l'Article ci-dessus, sur peine aux contrevenans, d'une amende de deux cents Livres pour chaque contravention.

3.

Il est aussi, en cas d'alarme ou d'attaque, défendu aux soldats, ou autres personnes employées au service de la Milice, d'entrer dans les Tavernes, Cabarets ou maisons particulières pour se procurer de la liqueur, sans une permission de leur Officier commandant, sur peine, aux contrevenans, d'être regardés comme désobeissans et d'être punis selon la nature du cas.

4.

L'expérience ayant fait voir qu'il arrive de grands inconveniens de ce que, dans les jours ordinaires d'exercice,⁽¹⁾ des personnes s'ingèrent d'apporter et de distribuer de la liqueur aux soldats, il est expressément défendu à toutes personnes, à l'avenir, d'apporter ou de distribuer de la liquer⁽¹⁾ dans ces occasions, sur peine que telle Liqueur soit saisie et repandue sur le Champ, par ordre de l'Officier Commandant le Regiment ou détachement pour lors en exercice, et de subir, en outre, la pénalité déjà établie par la loi.

5.

Les Connètables sont dirigés de se pourvoir, sans délai, chacun de cinquante chandeliers de fer blanc, et de les faire placer aux fenêtres des Eglises respectives, comme aussi de se pourvoir d'une quantité suffisante de chandelles le tout aux frais de leurs paroisses, afin qu'en cas d'alarme pendant la nuit, les églises soient illuminées sur le champ.

(1) *Sic.*

6.

1796.

En cas d'alarme dans la nuit, il est commandé aux habitans, des Villes de St Helier et de St Aubin, de placer dans chaque fenêtre de leurs maisons, une chandelle au moins, afin de donner de la clarté dans les Rues. Les habitans des Maisons proche les postes d'alarme sont de même dirigés d'en placer dans les fenêtres qui pourront servir à donner la lumière requise, au dire de l'Officier Commandant a tel poste, sous peine de dix Livres vers chaque contrevenant.

7.

Les Vinteniens seront tenus, sur la réquisition, par écrit d'un Officier de Commission, ou du Maître d'armes pour les jeunes gens, de lever, dans l'étendue de leurs vintaines, les pénalités militaires, imposées par les lois sur ceux qui les auront encourues, soit pour défaut ou négligence aux montres, à l'exercice aux batteries ou aux gardes, et dans le cas où les délinquans refuseroient de payer ou de consigner, pour être entendus par devant Justice, les Vinteniens feront saisie de biens et procéderont, en conséquence, à la vente des namps, donnant jour aux parties, lesquelles auront droit de consigner et de redimer lesdits namps, conformément à l'usage.—Les Vinteniens seront également obligés, sur la requisition de l'Officier commandant le Regiment, de lever, de la même manière, sur les Officiers, les pénalités pour leurs fautes ou négligences.

8.

Pour plus d'aisance, dans la levée des défauts militaires, on pourra exiger deux défauts à la fois, tant sur les Officiers que soldats et jeunes gens, soit que lesdits défauts aient été consecutifs ou interrompus par une attenance intermédiaire, pourvu, toutefois, qu'il n'y ait point au-delà d'un mois entre tels défauts.

9.

Les Vinteniens seront tenus de rendre compte une fois par mois, et de répondre de tous défauts dont la levée leur aura été commise à l'officier commandant le Regiment, ou à tel autre Officier de Commission qui seroit à cet effet autorisé par lui.

10.

Dans le cas où il ne se trouveroit pas de quoi saisir au Domicile d'un délinquant pour payer les défauts qu'il auroit encourus, le Vingténier sera tenu d'en donner un record, par écrit, afin qu'il y soit pourvu.

11.

Les Vinteniens auront droit à trente sous pour chaque record de Consignation, et à seize sous pour chaque saisie, en outre à trois sous par livre sur les défauts.

1796.

12.

Le Montant des nampmiemens sera employé à l'usage des Régimens respectivement, selon qu'il sera dirigé par le Colonel et Officiers du Régiment, excepté les défauts aux gardes de nuit, dont la moitié sera employée au bénéfice de ceux qui auront fait le devoir, l'Adjudant, ou autre Officier, appointé, étant tenu de garder un compte exact desdits nampmiemens dans un livre destiné à cet usage.

13.

La moitié des amendes prononcées contre les hommes de la Milice, soit Officiers ou Soldats, appartiendra au Régiment dans lequel le délinquant servoit pour lors, dont il sera disposé selon qu'il est ci-dessus réglé pour les nampmiemens & l'autre moitié à l'Hopital Général.

14.

Considéré que plusieurs personnes, sous prétexte d'être employées à faire la pêche autour de l'Isle, s'exemptent du service tant aux gardes qu'aux montres, il est ordonné qu'à l'avenir toutes personnes qui s'absenteront de cette manière, seront considérées comme défailantes, à moins qu'elles ne se seroient embarquées vint quatre heures avant les montres ou avant leur tour de garde.

15.

Une récompense raisonnable sera accordée par les Etats aux personnes qui auroient le malheur d'être blessées à la défense du pays, et une pension aux Veuves (durant leur veuvage) ou aux enfants de ceux qui y seroient tués, le tout suivant les circonstances, l'exigence des cas et la situation des familles.

Les Etats considerant les conjonctures présentes, ont trouvé expedient d'ordonner que les Maîtres ou propriétaires de Bateaux, autour de cette Isle, seront tenus, depuis la publication de la présente Ordonnance de retirer les agrès, savoir les voiles, Gouvernail et rames, hors desdits Bateaux, avant la nuit et de les mettre en lieu de sûreté, de sorte qu'il ne soit au pouvoir d'aucune personne de les enlever sur peine aux contrevenans de Cent Livres d'amende.—Il est pareillement ordonné que les gardes aux environs des endroits où les Bateaux sont gardés seront obligés de les visiter avant la nuit et d'en retirer les agrès qui y pourroient être laissés et dans le cas où il en seroit trouvé, d'en faire un Rapport, par écrit à leur Officier dès le Jour suivant telle visite, afin que les delinquans puissent être punis, sur peine, en cas de negligence de la part des gardes, de dix Livres

d'amende vers les Chefs de garde ; les amendes avandites applicables tiers au Roi, tiers à la Garde qui aura rempli ce devoir, et l'autre tiers à l'Hôpital Général. Cet acte sera publié, tant au lieu ordinaire qu'aux poës,⁽¹⁾ imprimé et affiché dans les Corps de Garde afin que personne n'en puisse prétendre cause d'ignorance. 1796.

L'An Mil sept cent nonante six, le trentième Jour de Juin. 1796, 30 Juin.

Présent Honorable Homme Andrew Gordon, Major Général
etc. et Commandant en Chef etc.

Stats tenus par Thomas Pipon Esc^r Lieutenant etc. Président de l'Assemblée, etc.

Le Rév^d François Valpy Recteur de S^{te} Marie est en défaut à assister aux Etats.

Sur la représentation d'Honorable Homme Andrew Gordon, Major Général des Armées de sa Majesté et Commandant en Chef de cette Isle, que la sûreté de l'Isle exige quelque⁽²⁾ réglemens concernant les étrangers, les Etats ont adopté et mis en force les treize Articles suivans.

Article premier.

Tout étranger, non sujet de Sa Majesté Britannique, qui est arrivé dans cette Isle depuis l'année Mil sept cent quatre vingt huit, sera tenu dans le cours de huit jours après l'émanation de cette Ordonnance, de paroître en personne au lieu qui lui sera indiqué par le Commandant en Chef et alors de déclarer son nom, l'endroit de sa naissance, la profession qu'il exerçoit avant son arrivée dans cette Isle, le temps et la cause de son séjour ici et le nom de la personne chez laquelle il loge, et de subir tel autre examen que le Commandant en Chef croira utile pour son information.

2.

Chaque étranger, au temps du susdit examen produira deux personnes suffisantes, pour attester, par leur signature, la connoissance qu'elles ont de tel étranger et de sa conduite, et pour donner assurance au Commandant en Chef que tel étranger n'a point montré, par sa conduite passée, qu'il est dangereux ni suspect.

3.

Tout étranger qui changera de demeure, sera tenu, dans vingt-quatre heures après tel changement, d'en faire sa déclaration, par

(1) Paroisses. (2) Sic.

1796. écrit et sous son seing, au Commandant en Chef, designant le nom de la personne chez laquelle il logeoit et celui de la personne chez laquelle il loge, avec la paroisse et la vintaine de l'un et de l'autre.

4.

Tout étranger qui arrivera dans cette Isle, et qui ne sera pas prisonnier de guerre, sera tenu dès son arrivée, de se présenter en personne devant le Commandant en Chef, afin de subir tel examen et recevoir telles directions que le Commandant en Chef croira nécessaires pour la sureté du pays.

5.

Tout étranger qui ne se conformera pas aux reglemens susmentionnés subira telle peine que le cas sera trouvé mériter.

6.

Chaque étranger qui aura obtempéré à ces reglemens et qui aura la permission du Commandant en Chef de resider, recevra une carte, signée de telle personne que le Commandant en Chef jugera propre designant le nom et la description de la personne de tel étranger, laquelle carte chaque étranger est enjoint de porter constamment avec lui et de la produire lorsqu'elle lui sera demandée par quelque Officier public ou par quelque Officier des troupes réglées ou de la Milice.

7.

Tout étranger qui voudra sortir de cette Isle, en avertira le Commandant en Chef vingt quatre heures, au moins, avant son départ et obtiendra de lui un passeport, sans quoi il lui est defendu de s'embarquer et si quelque étranger est trouvé contrevenir en ce point, il sera loisible et il est expressément enjoint à toute personne de saisir tel étranger et de le faire conduire devant le Commandant en Chef.

8.

Il est défendu à tout maître de Vaisseau ou de bateau et à toute autre personne, de prendre à son bord aucun étranger qui n'aura pas un passeport du Commandant en Chef, sous peine de Mille Livres d'amende ou d'un emprisonnement de six mois, et si quelque personne est convaincue d'avoir favorisé le départ de tel étranger, elle sera sujette à la même peine, sans toutefois être dispensée, ni les uns ni les autres, de la peine qui s'ensuivroit s'ils prêtoient la main à l'évasion de quelque traître ou espion.

9.

Il est commandé à tout maître de Vaisseau ou de bateau qui apportera un étranger ou des Etrangers dans cette Isle de conduire

ou faire conduire tel étranger ou tels étrangers chez le Commandant en Chef dès son arrivée dans le pays, sous peine de deux cents Livres d'amende ou d'un mois d'emprisonnement. 1796.

10.

Tous les Officiers de police sont chargés de prêter la main autant qu'il dépendra d'eux, à la due et exacte observation de ces reglemens, et ils saisiront tout étranger qui refuseroit ou negligeroit d'y obéir et le feront conduire en prison et en informeront en même temps le Commandant en Chef et le Chef Magistrat.

11.

Toute personne qui aura favorisé l'évasion de quelque traître ou espion ou qui l'aura recelé, ou qui l'aura en aucune maniere assisté pour s'évader, sera réputée complice du crime de tel traître ou espion et sera saisie et poursuivie comme tel.

12.

Ces présens reglemens ne doivent pas dispenser les habitans de cette Isle de l'Obligation dans laquelle ils sont de donner connoissance aux Connétables de leurs paroisses respectives, de tout étranger qui pourroit venir loger chez eux, ni dispenser les Chefs de police d'en faire leur declaration au Commandant en Chef. Mais afin de rendre plus efficaces et plus utiles, dans la situation actuelle du pays, les Articles contenues dans le Code de Lois concernant les étrangers, il est expressément defendu à tout habitant de cette Isle de loger chez lui un étranger, sans premièrement en informer le Chef de police, sous peine de deux cents Livres d'amende, et il est expressément enjoint à chaque Chef de police d'en informer sans delai le Commandant en Chef, sous telle peine qu'il appartiendra.

13.

Les Amendes imposées par les susdits règlemens, seront appliquées un tiers au Roi, un tiers à l'Hopital Général et un tiers au delateur. Et il est ordonné que ces reglemens seront imprimés, publiés et affichés.

Le Commandant en Chef ayant informé les Etats, qu'il a lieu de soupçonner qu'il y a présentement des espions dans cette Isle, qui cherchent à livrer le pays à l'ennemi, les Etats envisagent cette information comme des plus allarmante, et croient devoir prendre des mesures immédiates pour tacher de decouvrir et apprehender telles personnes : Partant ils ont chargé les Connétables de faire une recherche exacte dans toute l'étendue de leurs paroisses respectives, et

1796. de saisir tout étranger qui ne rendra pas raison satisfaisante de sa conduite et de son état ; et il est commandé à tous Officiers de police et autres de prêter la main à l'effet susdit. Les Etats offrent en même temps, une recompense de Mille Livres d'ordre à quiconque saisira ou decouvrira quelque personne faisant le metier infame et dangereux de l'espionage, de manière que telle personne en soit convaincue en Justice.—Ce qui sera imprimé, publié et affiché.

Les Etats ont autorisé le Colonel du Régiment du Nord Ouest et membre de cette Assemblée, et le Connétable de St Jean d'appliquer le produit de la Vente du Vieux Corps de Garde de Bonnuît à l'erection d'un nouveau Corps de Garde et Magasin selon le plan qui en sera approuvé par le Commandant en Chef, et pour le surplus des fraix requis a cet objet, Le Trésorier des Etats est chargé de fournir aux susdits autorisés l'argent qui sera nécessaire à mesure qu'ils en auront besoin.

Les Etats après avoir entendu le Rapport du Comité appointé par acte du 1^{er} Jour de Fevrier 1796 touchant le Terrain du Mont de la Ville trouvent que le sujet est une question de droit entre le Roi et les Habitans Propriétaires de la Vintaine de la Ville qui n'est point par consequent du ressort de cette Assemblée, mais du pouvoir Judiciaire, Les Etats envisagent, en meme tems, ce sujet comme des plus intéressant à la defense de l'Isle et qui dans un tems critique comme celui-ci requiert une decision immediate.

Comité. Paroissant qu'il se commet de grands abus à l'égard du prix et du Poids du pain vendu en public pour ⁽¹⁾ les Boulangers et vendeurs de pain, et considéré que les reglemens confirmés par sa Majesté sur ce sujet ont besoin de quelques ajoutemens pour leur donner effet, les Etats ont cru devoir appointer un Comité composé de Nicolas Messervy et Jacques Hammond Esc^{rs} du Corps de la Justice, de Vénérable Homme François Le Breton Recteur de St Sauveur et du Rév^d Docteur Edouard Dupré Rect^r de St Helier du Corps du Clergé et de Messieurs les Con^{bles} de St Helier et St Sauveur pour prendre ce sujet en Consideration et proposer aux Etats tel remede qu'ils croiront nécessaire à l'effet sudit. Mess^{rs} les Officiers du Roi sont requis d'y assister.

(1) Sic.

Sur la Représentation du Connétable de S^t Ouen que le nommé Maturin etranger est tellement malade, et dans un état d'une grande indigence, qu'il ne peut pourvoir à sa subsistance, les Etats ont décidé que les Officiers de la paroisse de S^t Ouen doivent pourvoir à la subsistance dudit Maturin jusqu'à son rétablissement, et ce aux frais de leur paroisse.

1796.

L'An mil sept cent nonante six, le treizième Jour de Juillet.

1796,

Présent Honorable Homme Andrew Gordon Major Général etc.
et Commandant en Chef etc.

13 Juillet.

Etats tenus par Thomas Pipon Esc^r Lieutenant etc. Président de l'Assemblée, etc.

Après le serment du Rév^d François Valpy, Mons^r Nicolas Arthur, Connétable de S^{te} Marie demeure exoiné par Maladie.

Le President ayant informé cette Assemblée que Mons^r Phil. Jean est arrivé dans ce Pays avec le Portrait de sa Majesté, notre debonnaire Souverain, Les Etats ont nommé Nicolas Messervy Esc^r Juré-Justicier, Le Rev^d Docteur Edo. Du Pré, Rect^r de S^t Helier, et Jean Dumaresq Esc^r Connét. de S^t Pierre en Comité pour conférer avec Mons^r le Commandant en Chef et prendre les mesures qu'ils croiront les plus convenables pour fixer ledit Tableau et célébrer la joie que tous les Habitans ressentent dans cette occasion, étant les Officiers du Roi requis d'assister audit Comité.

Les Etats ayant pris en considération que nonobstant l'Acte passé le 30^e Jour de Juin dernier à l'égard des étrangers qui sont dans le pays, il pourroit arriver, parmi le grand nombre, que ceux d'un caractère suspect et par conséquent les plus à craindre, ne se présenteroient pas pour subir l'examen ordonné par le Commandant en Chef, et pourroient bien se soustraire à la connaissance des Officiers publics et éluder l'effet de l'Ordonnance. Afin donc de donner tout l'effet possible à ce qui est pourvu par ledit Acte, il est présentement ordonné, comme une plus ample provision, que les Connétables, dans toutes les paroisses de cette Isle, feront appeller devant eux, dans le cours de la semaine prochaine, tous ceux de leur paroisse respectivement qui logent des étrangers quelconque ; afin qu'ils aient à leur déclarer le

1796. nombre, les noms et l'état des Etrangers ainsi logés par eux et depuis quel tems ils les ont ainsi logés, de laquelle information ou déclaration les Connétables prendront une note circonstanciée. Et si quelqu'habitant refuse ou néglige d'obéir à cette ordonnance, il sera sujet à une amende qui n'exédera pas cinquante Livres, applicable tiers au Roi, tiers à l'Hopital Général, et tiers au Delateur. Ensuite de quoi les Connétables feront avertir tous étrangers de paroître devant eux à un jour fixé, afin de vérifier les déclarations sus dites, et de decouvrir ceux des habitans qui ne se seroient pas conformés à cette ordonnance, et aussi afin de s'assurer si les étrangers ont subi l'examen prescrit par le Commandant en Chef, et s'ils sont porteurs de cartes selon qu'il est établi par l'Acte sus mentionné; et les étrangers qui manqueront en aucun de ces points seront saisis et contraints de vuidier le pays.—Ce qui sera imprimé, publié et affiché.

Les Etats considérant combien il importe à la sureté du pays, dans les conjonctures actuelles, que le Commandant en Chef soit informé de l'arrivée de toutes personnes qui ne sont pas habitans de cette Isle, de quelque pays qu'elles soient, ont jugé convenable et expedient d'ordonner que tout Maître de Navire ou bateau, qui arrivera dans cette Isle, et qui aura à son bord quelque personne, soit marinier, ou passager, non habitant de ce pays, sera tenu de delivrer, par écrit et sous son seing, au Commandant en Chef, dans vingt-quatre heures de son arrivée, le nom, l'état et le pays de telle personne, et le lieu d'où ledit navire ou bateau est arrivé, sur peine d'une amende qui n'excedera pas deux cents Livres. Il est de plus enjoint à tout habitant de cette Isle qui recevra telle personne à loger, d'en donner le nom, par écrit au Connétable ou chef de police de sa paroisse dans vingt quatre heures de son entrée chez lui, sur la même peine applicable tiers au Roi, tiers à l'Hopital Général, et tiers au delateur. Et chaque Connétable ou chef de police est dirigé de remettre sans delai, au Commandant en Chef, le nom de toutes telles personnes, arrivées dans sa paroisse, et le lieu où elles logent, sur telle peine qu'il appartiendra. Ce qui sera imprimé, publié et affiché.

Le Commandant en Chef ayant représenté à cette assemblée qu'il s'est repandu, dans le public, un bruit faux, malicieux et atroce tendant à inculper de trahison le Prince de Bouillon, commandant les

forces navales de Sa Majesté dans cette Isle, et placé d'ailleurs par la confiance du Gouvernement dans une situation de grande responsabilité. Les Etats envisageant que cette calomnie pourroit affecter le service de sa Majesté et le bien etre de la patrie, aussi bien que la reputation de son Altesse Sérénissime, si elle n'étoit repoussée; et parfaitement convaincus non seulement de sa Loyauté et de son attachement au Gouvernement Britannique, mais aussi de sa bienveillance, et du zèle qu'il a manifesté dans toutes les occasions pour la sureté de cette Isle, lui en rendent avec empressement, et de voix unanime, ce témoignage public, et ils offrent une recompense de Mille Livres d'ordre à quiconque découvrira l'auteur de cette infame imputation, de manière qu'il puisse en être convaincu en Justice. Paroissant de plus que ces rapports calomnieux ont été portés jusqu'à l'Isle de Guernesey, le Commandant en Chef est requis de transmettre ce présent Acte au Commandant en Chef de ladite Isle, afin d'effacer les impressions que tels rapports y auroient pu faire. Tout quoi sera imprimé, publié et affiché.

Le Connétable de S^t Helier ayant proposé aux Etats l'admission dans l'Hopital Général à la charge de l'Isle de Jacob Jones Invalide Pensionnaire qui par rapport à son âge avancé et ses Infirmités ne peut fournir à sa subsistance, Les Etats ont décidé qu'il y sera admis pourvu que la pension du Roi revienne à l'Hopital.

L'An mil sept cent nonante six, le vingt cinquième Jour de Juillet.

1796,
25 Juillet.

Etats tenus par Thomas Pison Esc^r Lieutenant etc. Président de l'Assemblée etc.

Ce défaut est relevé par acte du 3^e Sept. Jean Dumaresq Esc^r Connétable de S^t Pierre est en défaut à assister aux Etats.

Clement Hemery Esc^r a été nommé membre du Comité appointé par acte du 13^e du courant, pour prendre les mesures nécessaires pour fixer le portrait de Sa Majesté à la place de Jean Dumaresq Esc^r Con^{bl}e de S^t Pierre, lequel est sur son départ hors l'Isle.

Le Président ayant produit aux Etats la Lettre suivante qu'il a reçue de la part de Monseigneur le Prince de Bouillon, il a été ordonné qu'elle sera enregistrée dans le livre des Etats.

1796. " My dear Sir,

" I am this moment honour'd with your very polite and friendly letter, transmitting me the Act of the States of the 13th Instant, in which that respectable Assembly gives me so flattering a testimonial of their Interest in upholding a character which I entreat you to assure them is wholly and sincerely devoted to their service. To the propensities of my inclinations they add, by this last Mark of their favour, the highest claim of gratitude.—Your polite manner of communicating it is an additional Proof of the old and sincere Friendship that I so highly prize. Receive the assurance of the never varying attachment with which I always am, my dear Sir,

Your obliged and faithful humble Servant

Signed " Bouillon "

M^r Orgueil, 16 July 1796.

Thomas Pipon Esq^r &c^a

Sur la représentation faite aux Etats par le Commandant en Chef qu'il a lieu de croire que quelques Bateaux de cette Isle ont communication avec des bateaux de l'ennemi; que cette communication, toujours suspecte et reprehensible et laquelle pourroit bien être ou devenir criminelle et dangereuse, se pratique aussi bien sur mer, que sur les rochers et petites Iles qui sont entre la Côte de ce Pays et celle de France. Les Etats, afin d'arrêter un commerce en soi-même illégal, et interdit par la guerre qui subsiste entre l'Angleterre et la France, et prévenir les mauvaises consequences qui pourroient en résulter contre ce pays, ont Jugé convenable, dans les conjonctures actuelles, d'ordonner :

Article 1^{er}.

Que tout propriétaire de bateau ou chaloupe, en cette Isle, sera tenu, dans huit jours après la publication de cette ordonnance, de donner au Connétable ou chef de police de sa paroisse une déclaration, par écrit et sous son seing, spécifiant qu'il est, soit le seul propriétaire dudit bateau ou chaloupe, ou co-intéressé en icellui, et dans ce dernier cas, désignant les autres intéressés par leurs noms, et spécifiant la paroisse où ils résident, quel est le nom dudit bateau ou chaloupe et son port ou sa grandeur.

2.

Que le Connétable ou chef de police de la paroisse entrera sur un Livre, qu'il aura pour cet usage special, une note de cette déclara-

ration, marquant le temps qu'elle lui aura été donnée, les noms du propriétaire ou des propriétaires, et le nom et le port de tel bateau.

1796.

3.

Que les bateaux de chaque Paroisse seront numérotés selon l'ordre dans lequel ils auront été inscrits par le Connétable ou chef de police sur son registre et les propriétaires seront obligés de peindre en blanc et en Lettres de trois ponces de hauteur pour le moins, sur l'arrière et en dehors de leurs bateaux, tant le Numéro sous lequel chaque bateau aura été inscrit sur ledit registre, que le nom de la paroisse dont chaque bateau appartient. Ce qui sera fait sous les ordres de chaque connétable ou chef de police aux fraix des propriétaires.

4.

Que le Connetable ou chef de Police donnera aux propriétaires des bateaux ainsi inscrits sur son registre, un Certificat de l'enregistrement, en la forme suivante, lequel Certificat chaque maître de bateau sera tenu de porter avec lui à bord de son bateau.

1796, le Jour de a été enregistré à St le bateau N° du port de tonneaux, appartenant à de cette paroisse ou à (nommant les autres intéressés); ce que j'atteste.

Signé A. B. Connble de St

5.

Que les bateaux faisant la pêche ne pourront aller au delà de deux Lieues de distance de la cote de cette Isle.

6.

Que ceux qui négligeront ou qui refuseront d'enregistrer leurs bateaux dans le temps, et selon la forme prescrite, ou de porter à leur bord, le Certificat de tel enregistrement, ou qui manqueront de numéroté leur dits bateaux et d'y apposer le nom de la pœ : dont ils appartiennent, ou qui seront trouvés au-delà des limites ci-dessus établies, ou convaincus d'y avoir été, ou d'avoir été, soit aux Minquiers, à Chausé, Escreho ou autres rochers ou petites Isles, au delà des bornes susdites, à moins que ce ne soit par l'autorité du Commandant en Chef ou du Prince de Bouillon, Commandant les Forces Navales de Sa Majesté, ou qu'ils y aient été forcés par tempête ou mauvais temps, seront, dans chacun de ces cas, sujets à une amende qui n'excèdera point mille Livres, applicable tiers au Roi, tiers aux pauvres de la paroisse, et tiers au délatenr.

7.

Qu'à l'égard de ceux des habitants, qui dans les saisons de la pêche du vraie, vont à quelques parties des rochers ou petites Isles sus-mentionnées, afin de s'en pourvoir, Monseigneur le Prince de

↓

1796. Bouillon ayant témoigné au Commandant en Chef, qu'il est disposé à donner sa protection aux habitants qui seront intéressés à cette pêche, et de les faire accompagner de quelqu'un des Vaisseaux armés sous son commandement, lorsque requis ; il est pourvu à cet égard, que les personnes qui seront dans le cas susdit, pourront s'adresser au Connétable de leur paroisse, lequel, s'il trouve l'application suffisamment intéressante, en donnera connoissance au Prince, ou à tel autre qu'il aura appointé, afin que la protection requise et offerte soit accordée.

8.

Il est toutes fois entendu de ne point apporter aucun empêchement ou restrainte aux bateaux ou chaloupes, qui vont de cette Isle aux Isles de Guernesey, Serk ou Aurigny, ni affecter les bateaux appartenant aux bâtimens de cette Isle, qui ne sont point employés à la pêche, ou qui ne sortent point les ports⁽¹⁾ ou Rades.—Ce qui sera imprimé, publié et affiché.

Le Commandant en Chef ayant représenté aux Etats que, dans les conjonctures actuelles, où la défense du pays exige une attention particulière et assidue, il désireroit pouvoir conférer, dans des cas urgens, avec un certain nombre des membres de cette Assemblée, qui pourroient se rencontrer sans délai et aussi souvent que besoin en seroit. Les Etats, convaincus de la nécessité du pareil arrangement dans ce moment critique, et voulant, autant qu'il dépend d'eux, seconder le zèle et les efforts que le Commandant en Chef manifeste journellement pour la sûreté de cette Isle, et les mesures sages qu'il adopte, pour prévenir les surprises de l'ennemi, sont convenus de deputer un certain nombre de leur Corps pour conférer, lorsque les circonstances l'exigeront, avec le Commandant en Chef et avec le Prince de Bouillon, Commandant les forces Navales de sa Majesté

Comité. dans cette Isle.—Auquel effet ils ont nommé Thomas Pipon Esc^r Président de cette assemblée, Nicolas Messervy Esc^r et Phil. Robin Esc^r Justiciers, Vénérable homme François Le Breton Recteur de S^t Sauveur, Le Rév^d Doct^r Edo^d Du Pré Rect^r de S^t Helier, Clement Hemery Con^{bl} de S^t Helier, et Josué Pipon Esc^r Con^{bl} de S^t Brelade, Assistés de Messieurs les Officiers du Roi. Les Etats donnant aux-dits députés (quatre desquels pourront agir) plein pouvoir et autorité, jusqu'à leur rappel d'adopter et faire exécuter telles mesures que

(1) Sic.

l'urgence des cas rendra nécessaires pourvu toutes fois que les mesures qu'ils prendront n'enfreignent aucunement les privilèges de cette Isle, et que les Etats soient informés, à chacunes ⁽¹⁾ de leurs séances du procédé desdits députés.

1796.

Les Etats étant informés que les Chemins du Havre de Fliquet situé dans la vintaine de Rozel à S^t Martin sont dans un danger imminent d'être détruits par la mer, et considérant que cet objet intéresse la défense de l'Isle, ont chargé le Comité de la défense de l'Isle de se transporter sur les lieux afin d'en faire rapport.

Le Comité de l'Hopital Général a présenté un tableau des dépenses pour l'entretien des pauvres dans l'Hopital Général durant la troisième année, finissant l'onzième Février dernier ledit Jour Inclus, par lequel il paroît que ledit entretien a coûté la somme de vingt quatre milles sept cents sept Livres dix-sept sous trois deniers, et qu'il a été reçu, en moyens tant extraordinaires qu'ordinaires, la somme de dix milles neuf cents trente cinq Livres dix sous onze deniers dont il résulte une Balance de quatorze milles septante sept Livres onze sous quatre deniers au cours de France à repartir entre les sept paroisses qui ont envoyé leurs pauvres dans leurs différentes proportions au Rât public.—Les Etats ont pris en considération ledit Tableau avec les pièces justificatives sur lesquelles il est dressé, et ont approuvé le tout, partant le Trésorier de l'hôpital général demeure autorisé à recevoir la somme de quatre milles quatre cents soixante une Livres quatre sous, du Connétable de la paroisse de S^t Helier, la somme de mille neuf cent quatre vingt deux Livres quinze sous trois deniers du Con^{bl}^e de S^t Pierre; la somme de mille neuf cent quatre vingt deux Livres quinze sous trois deniers du Con^{bl}^e de S^t Sauveur; la somme de mille sept cents dix Livres deux sous six deniers du Con^{bl}^e de S^t Laurens; la somme de mille sept cents dix Livres deux sous six deniers du Con^{bl}^e de la Trinité; la somme d'Onze cents quinze Livres six sous du Con^{bl}^e de S^t Jean; et la somme d'onze cents quinze Livres six sous du Con^{bl}^e de S^t Marie. Mais comme l'entretien des pauvres qui sont à la charge de toute l'Isle est compris dans les avant dites dépenses, le Trésorier dudit Hopital est aussi autorisé à recevoir la proportion de chacun des Connétables des

(1) *Sic.*

1796. paroisses qui n'y ont point envoyé leurs pauvres, selon le tableau pareillement présenté par le même Comité lequel est aussi approuvé par les Etats, par lequel dernier tableau les proportions des paroisses de St Ouen et de St Brelade, de Grouville, de St Martin et de St Clement se montent à la somme de deux milles trente cinq Livres seize sous neuf deniers au cours de France, laquelle dernière somme sera employée comme moyens fournis par les avant dites sept paroisses à valoir sur leurs proportions des dépenses de l'année courante.

1796, 3 Août.

L'An mil sept cent nonante six le troisième Jour d'Août.

Glais tenus par Thomas Pipon Esc^r Lieutenant etc. Président de l'Assemblée, &c. ⁽¹⁾

Jean de Carteret Esc^r Justicier est en défaut excusé à assister aux Etats.

Comité. Les Etats ayant pris en consideration les difficultés qui ont été rencontrées dans l'exécution de leur Acte de l'onzième Juin dernier par lequel les Maçons et autres ouvriers sont assujettis de se rendre aux Travaux du Gouvernement, sous les directions du Lieut^e Colonel Eveleigh, Ingenieur en Chef, sur l'avertissement du Connétable de leur paroisse ; et desirant d'écarter les obstacles qui pourroient nuire à la prompte exécution de ladite ordonnance ou retarder des travaux si essentiels à la défense de l'Isle, les Etats dans ces vues ont jugé nécessaire d'appointer François Marett et Jacques Hammond Esc^rs Justiciers, Vénérable homme François Le Breton Recteur de St Sauveur, le Rév^d François Valpy Recteur de St^e Marie et les Con^{bl}s de la Trinité et de St Jean, en Comité, lesquels sont autorisés et requis de se rencontrer aussitôt que possible et de prendre telles mesures qu'ils jugeront les plus propres afin de parvenir à la Connoissance de tous les Maçons dans les différentes paroisses et comment ils sont employés et de fixer sur ceux qu'ils trouveront à propos de contraindre de se rendre auxdits travaux : Et afin de procurer audit Comité les connoissances requises à cet égard, il est ordonné que ceux, soit Maçons ou autres ouvriers qui manqueront à paroître devant le Comité sur un Avertissement de la part du Connétable de leur paroisse seront sujets à une amende de dix Livres d'ordre ; et que ceux qui

(1) M^r Philippe Blampied, Centenier de St. Pierre, siégeait ce jour-là.

1796.

auront été appointés aux dits Travaux par le Comité et qui manqueront de s'y rendre au jour qui leur sera fixé par leur Connétable seront sujets, en outre l'amende décernée par ledit Acte de l'onzième Juin dernier, à être saisis et présentés en Justice afin que ladite amende soit ajugée contre eux et qu'ils soient contraints de se rendre auxd^{ts} travaux sur peine d'emprisonnement, jusqu'à ce qu'ils obéissent.

Naturalisation.

Guillaume Le Marchant natif de France ayant remontré aux Etats qu'étant issu de parens protestans et ayant toujours fait profession de cette Religion, il a résidé pour un nombre d'années en cette Isle où il s'est marié à une femme du pais de laquelle il a un enfant, et ayant humblement supplié l'Assemblée des Etats d'être incorporé et naturalisé en cette Isle de Jersey, sous l'obéissance de notre souverain Seigneur George Troisième, par la grace de Dieu, Roi d'Angleterre, Ecosse, France et Irlande défenseur de la Foi etc : et de ses nobles successeurs afin de pouvoir jouir de tous et tels droit Franchises et Libertés comme ses originaires et loyaux sujets peuvent et doivent jouir. Les Etats, prenant cette requête en considération, et ayant égard aux témoignages rendus audit Guill^{ms} Le Marchant de son bon comport et conversation honnête, qu'il a fait profession de la religion protestante et réformée, et communiqué aux saints sacrements depuis son entrée en cette Isle, qu'il a porté les Armes et fait son devoir dans la Milice, comme les autres habitans, et que ses bonnes moeurs lui ont acquis la confiance de ceux avec lesquels il a conversé et des personnes qu'il a servi, l'ont admis et reçu sous les termes de fidélité qu'il promet de jurer envers sa Majesté et ses legitimes successeurs en la forme requise et accoutumée, à être naturalisé et incorporé au nombre des loyaux sujets de sa Majesté afin de jouir amplement des loix, Privilèges Franchises et libertés de l'Isle, affieffer et acquérir Héritages, et en jouir lui et ses hers à fin et perpétuité, les vendre, bailler, et en disposer aussi amplement et valablement comme les autres sujets du Roi peuvent et doivent faire, sans exception ou distinction quelconque, sous l'obligation de se conformer et se soumettre aux Loix coûtumes et usages de l'Isle.

Paroissant par une Lettre de Mess^{rs} Seward et Pipon negocians à Southampton du 23^e Juillet dernier adressée au Président des Etats

1796. que toute la quantité de grains et farines accordée par Acte de Parlement pour l'Approvisionnement de cette Isle étoit expédiée pour l'année courante ; Les Etats sensibles à la nécessité urgente et alarmante dans laquelle se trouve le pays à l'occasion susdite, eu égard à la consommation considerable qu'il se fait de provisions de bouche, pour le grand nombre d'émigrés et de Troupes qui sont actuellement dans cette Isle outre les habitans, sont convenus de requérir le Commandant en Chef, de vouloir bien représenter à sa Majesté ou ses Ministres, la situation actuelle du pays et de supplier qu'il soit permis d'importer dans cette Isle, dudit port de Southampton entre ci et le quinziesme Novembre prochain, jusqu'à la concurrence de Mille cinq cents quartiers de Grain ou Farines pour l'usage de cette Isle, laquelle quantité les Etats après mure deliberation ont cru ne sera pas plus que suffisante pour subvenir aux besoins du Pays.

LE COMITÉ chargé par les Etats d'aviser aux moyens les plus propres pour temoigner le Jour qu'on placera le portrait du Roi dans la Cohue Royale, la loyauté et l'affection que les habitants de l'Isle de Jersey, portent à sa Personne Sacrée, et la gratitude que sa condescendance leur inspire, ayant fait son rapport, les Etats ont adopté les articles suivans.—

Art. 1.

Le Portrait sera porté dans la Cohue Royale.

2.

Le Commandant en Chef, le Lieutenant Gouverneur, le Président et les membres des Etats s'y rendront vendredi douzième jour de ce mois à midi chacun dans son habit de ceremonie.

3.

A une heure après midi les portes de la Cohue ouvriront et le portrait du Roi sera posé sur le Perron de façon à être vu distinctement des spectateurs.

4.

Le porteur de la Masse se mettra au bas du Perron au devant du portrait et l'Artiste entre la Masse et le Portrait.

5.

Le Commandant en Chef prendra place à la droite du portrait le Chef Magistrat président des Etats à la Gauche, Le Lieut^e Gouverneur proche le Commandant en Chef et les membres des Etats des deux côtés en nombre égal.

6.

1796.

Le Commandant en Chef sera prié de donner Ordre aux compagnies de l'Artillerie, des Grenadiers et des Chasseurs de tous les Regiments de Milice, et à telle partie des Troupes de sa Majesté qu'il trouvera à propos, d'assister à la ceremonie ; et il sera requis de vouloir bien régler les Manoeuvres qu'il croira convenir dans cette occasion.

7.

Après que le Portrait aura été tenu pour un certain temps à la vue du public et que telles évolutions auront eu lieu qu'il aura plu au Commandant en Chef d'ordonner, le portrait sera rentré et les Etats suivront pour le voir placer, après quoi, à un signal donné, telles autres manoeuvres seront faites par les Troupes que le Commandant en chef jugera convenable pour finir la Ceremonie.

8.

Il y aura un dîner aux fraix du nouvel impôt, à quatre heures après midi, auquel seront invités son Altesse le Prince de Bouillon et sa suite, Le Lieutenant Gouverneur, la suite du Commandant en Chef, les Officiers de Camp tant des troupes de sa Majesté que de la Milice, les Chefs des differens departemens, les Officiers desdites compagnies et l'Artiste.

L'An mil sept cent nonante six le sixième Jour d'Août.

1796, 6 Août.

Etats tenus par Thomas Pipon Esc^r. Lieutenant etc., président de l'Assemblée, etc.⁽¹⁾

François Marett Esc^r. Justicier est en défaut à assister aux Etats.

Après le serment du Rév^d Franç^s. Le Couteur, Charles De la Garde Esc^r. Justicier demeure exoiné par maladie.

Après le serment de M^r. Josué Aubin M^r. Phil. Pinel Con^{ble} de la Trinité demeure exoiné par maladie.

Après le serment de M^r. Edo. Robichon M^r. Phil. Nicolle Con^{ble} de S^t. Martin demeure exoiné par maladie.

Paroissant par une Lettre du Commandant en Chef que le Vice Amiral Français, commandant la Marine sur la Côte voisine, annonce son intention d'arrêter tout bateau pêcheur non muni d'un passeport du Commandant en Chef de ce pays ; les Maîtres des bateaux pêcheurs sont dirigés, pour leur propre sûreté, dès qu'ils auront numéroté leurs

(1) M^r. Josué Aubin, Centenier de la Trinité, siégeait aux Etats de ce jour, ainsi que Phil. Blampied gent., Cent^r de S^t. Pierre et M^r. Edo. Robichon, Cent^r de S^t. Martin.

1796. bateaux et obtenu un Certificat du Connétable de leur paroisse respective, conformément à l'Acte des Etats du 25^e Juillet, 1796, de s'adresser au Commandant en Chef, lequel a la bonté d'informer les Etats qu'il en délivrera, sans frais. Les Etats ont deplus décidé d'assujettir à une pénalité de dix Livres ceux qui manqueront à ladite formalité.

Les Etats ayant entendu lecture d'une Lettre de T. — Freeling Esc^r adressée au Greffier, en réponse à la Lettre écrite au nom des Etats aux Très Honorables Seigneurs My Lord Walsingham et le Comte ⁽¹⁾ de Chesterfield, le 17^e Octobre dernier, au sujet des inconveniens dans la livraison des Lettres à la poste.—Les Etats ont décidé que ladite Lettre sera logée au Greffe, et en ont remis la consideration au Comité appointé par acte du 31^e Août dernier, au sujet de la Poste.

1796, 20 Août. L'An mil sept Cent nonante six, le vingtième Jour d'Août.

Etats tenus par Thomas Pipon Esc^r Lieutenant etc., président de l'Assemblée, &c.

Après le serment de Pierre Mauger Esc^r le Rév^d Docteur Edo^d Dupré Rect^r de S^t Helier demeure exoiné par maladie.

Le Rév^d Jean Mallet Recteur de S^t Pierre est en défaut à assister aux Etats.

SENSIBLES au désintéressement et aux soins que M. Philippe Jean a apportés à l'exécution du portrait de sa Majesté, les Etats désirent de lui en temoigner leur reconnaissance ; pour cet effet, ils ont chargé le Comité autorisé par acte du 13^e du mois dernier de présenter à ce célèbre artiste une piece d'argenterie, de la valeur de Cent Livres Sterling, d'y faire graver les Armes de l'Isle, et au dessous l'inscription suivante.

A M. Philippe Jean Artiste
les Etats de l'Isle de Jersey
ont voté cette pièce d'argenterie
monument de reconnaissance
pour le présent qu'il a fait au pays
du portrait
de leur débonnaire souverain
George III. ⁽²⁾

(1) *Sic.*

(2) Cette pièce d'argenterie, héritée par feu M. F. d'Auvergne de Ste. Croix, a été léguée à la Société Jersiaise. Voir, pour détails sur M. Philippe Jean et ses œuvres, l'article de M. E. T. Nicolle dans le 6^e Vol. des Bulletins, p. 452—455.

1796.

Les Etats ont ordonné que la somme de Cent Livres Sterlings votée par acte de ce jour pour Achetter une Piece d'argenterie pour être présentée à Monsieur Philippe Jean sera prise hors du produit du Nouvel Impôt. Et le Comité appointé à cet effet est autorisé de tirer pour ladite somme sur le Tresorier dud^t Impôt, lequel s'il n'est pas suffisamment en Caisse empruntera la somme nécessaire pour y fournir.

Les Etats ayant pris en consideration une Lettre du Commandant en Chef au Procureur Général du Roi, contenant une Remontrance de la part de Jean Dumaresq Gent. audit Sieur Commandant en Chef, le tout logé au Greffe le 11^e Juin dernier ont décidé qu'il n'y a pas lieu à delibérer sur le sujet.

Les Etats après avoir entendu le rapport du comité de la defense de l'Isle, du 5^e Août 1796 en ont approuvé et ont en consequence ordonné que les fraix nécessaires à la reparation du Chemin qui conduit au havre de fliquet seront pris sur les deniers du Nouvel Impot et ont chargé le même comité de faire faire ledit travail le plutot qu'il sera possible.

	£	s.	d.
Les Etats ont de plus ordonné que la somme de 1044 : 3 : 3			
Cours de france dont il est fait mention audit Rapport pour payer			
au Président dudit Comité pour fournitures aux Batteries.	25	1	9
à Jean Le Gresley, conformément à certain Acte des	475	16	6
Etats du 14 ^e Décembre 1793			
Et à M ^r . Philippe Le Neveu, pour fournitures et travail	543	5	—
etc. aux Batteries			

le tout montant à l'avant dite somme de mille quarante quatre Livres trois sous trois deniers sera payée par le Tresorier du Nouvel Impôt.

Les Etats ont ordonné que douze quartiers de Charbon seront fournis à chaque Corps de Garde de la milice pour l'hiver prochain commençant le 1^r Jour de Novembre et les Connétables sont chargés de le procurer et seront remboursés par le Nouvel Impôt.

L'An mil sept Cent nonante six, le troisieme Jour de Septembre. 1796, 3 Sept.

Present Honorable Homme Andrew Gordon, Major Général
etc. et Commandant en Chef etc.

K

1796.

Etats tenus par Thomas Pipon Esc^r Lieutenant etc. président de l'Assemblée, etc.

Le défaut de Jean Dumaresq Esc^r Connétable de St Pierre du 25^e Juillet dernier demeure relevé.

THOMAS PIPON Esc^r, président des Etats, a présenté une Lettre adressée à cette Assemblée de la part du Très noble Seigneur Le Marquis Townshend, informant les Etats qu'il a plu à Sa Majesté le nommer Gouverneur de cette Isle, laquelle lettre les Etats ont dirigé le Greffier d'insérer aux Records.

Les Etats voyent, avec la plus grande satisfaction, qu'un Personnage aussi illustre par son rang et par sa naissance et qui a si dignement rempli les premiers emplois du Royaume, est appointé Gouverneur de cette Isle. Pénétrés en même tems de reconnaissance pour la Bienveillance que son Excellence témoigne envers son Gouvernement, et les égards qu'il professe pour cette assemblée, et flattés de la manière gracieuse et obligeante avec laquelle il rend justice à la loyauté, toujours inébranlable, des habitans de Jersey, les Etats ont unanimement resolu de lui en présenter leurs sinceres remerciemens, et afin que les sentimens qui animent cette assemblée soient connus de son Excellence, le Président est requis de lui transmettre ce présent Acte par la premiere occasion.

" Rainham 11th August 1796.

" Gentlemen

" His Majesty having been graciously pleased to appoint me Governor of the Island of Jersey, I take the opportunity of Mr Dumaresq's return to communicate the same to you. I feel myself peculiarly happy to be honored with the Command of an Island whose Inhabitants ever have distinguished themselves by their loyalty to their Sovereign, and firm attachment to the British Government. Be assured it will always give me great satisfaction to be able to contribute to your welfare and prosperity, And I shall, at all times be ready to concur in any Measures which you may judge expedient to adopt for the defence and safety of your Island.

I remain, Gentlemen, with truest esteem

To the President
and Members of the
States of Jersey.

Yours faithfully
Signed " Townshend ".

Les Etats, considerant qu'un grand nombre de personnes dans cette Isle vendent à boire sans licence : que les Taverniers licenciés ne sont pas restreints convenablement ; que l'intemperance, le jeu et la débauche sont les consequences funestes de ce dérèglement : et considerant que les Lois existantes ne suffisent pas pour remedier à ce mal, sont convenus de la nécessité d'établir les Reglemens qui ensuivent. Partant les Etats supplient très humblement Sa Très Excellente Majesté en Conseil de donner son approbation aux Articles suivans.

1796.

[Suivent les Articles en question (p. 247-249) reproduits dans le même Livre des Etats aux pages 294-296, et imprimés dans le Vol. 4 des Ordres du Conseil, pages 370 à 373].

L'An mil sept cent nonante six, le quinziesme Jour de Septembre.

1796, 15 Sept.

Présent Honorable Homme Andrew Gordon, Major Général etc. et Commandant en Chef etc.

Etats tenus par Thomas Pipon Esc^r. Lieutenant etc., Président de l'Assemblée, etc.

Après le serment de M^r Tho^s Louis Lerrier, Pierre Mauger Esc^r. Justicier demeure exoiné par maladie.

Les Etats étant informés que le village de Gouray et une portion considerable de Terrain au sud-ouest dudit village sont dans un danger imminent d'être submergés par la mer, ont appointé un Comité pour aller sur les lieux le plutôt possible et rapporter les mesures qui leur paroîtront nécessaires pour prevenir un tel désastre.—Ledit Comité sera composé de six membres, savoir : de Messieurs Janvrin et Phil. De Carteret ; de Mess^{rs} les Recteurs de Grouville et de S^t Helier, et de Mess^{rs} les Con^{bles} de S^t Pierre et de Grouville, trois desquels pourront agir.

Le Compte de M^r Philippe Lys, montant à deux mille trois cents trente neuf Livres seize sous, Argent de France, lequel fut logé au Greffe le 20^e Août dernier, ayant été examiné et approuvé par le Comité, les Etats en ont ordonné le payement par le Trésorier du nouvel impôt.

Les Etats, considerant que les Règlements qui furent établis le 15^e Jour de septembre 1794, pour empêcher l'introduction frauduleuse

1796. de liqueurs étrangères ne furent établis que pour une Année seulement, par voie d'épreuve, lesquels reglemens furent renouvelés et mis en force pour une seconde année, par acte en date du 22^e Septembre 1795, et ne voyant pas qu'il en ait, jusqu'ici, resulté d'inconveniens, ont cru devoir les continuer en force pour une année deplus : Partant les dits Reglemens demeurent approuvés et établis de nouveau, dans tout leur contenu, pour avoir force jusqu'au Jour St Michel mil sept cent quatre vingt dix sept inclusivement.—Ce qui sera imprimé, publié et affiché.

Les Etats ayant pris en consideration que les droits qui sont levés sur tous les navires arrivant dans les ports et rades de cette Isle, pour servir à l'entretien du bateau de santé, ont été, jusqu'ici perçus par le moyen des Fermiers de l'Ancrage ; et convaincus, par l'expérience, que cet usage est contraire à l'intérêt public, ence que les dits Fermiers de l'Ancrage ne sont sujets à aucune restrainte dans les Comptes qu'ils doivent rendre de la perception des dits droits ; et persuadés qu'il seroit beaucoup plus avantageux au public de les affermer, il a été resolu que les dits droits seront, à l'avenir, affermés annuellement, de la même manière qu'il est pratiqué pour les droits de l'Ancrage. Ce qui sera imprimé, publié et affiché.

Les Etats étant informés que plusieurs des Tabliers de plomb qui sont appliqués sur l'amorce des canons autour de l'Isle, ont été depuis peu enlevés, ont jugé convenable d'offrir une recompense de cent livres à quiconque découvrira les auteurs de ces Vols, de manière qu'ils en puissent être convaincus en justice.—Ce qui sera imprimé, publié et affiché.

Le Commandant en Chef ayant représenté aux Etats qu'il a lieu de présumer que parmi ceux des étrangers que le Gouvernement a depuis peu jugé convenable d'appeller hors de cette Isle il en est resté dans le pays, malgré les directions qu'il a réitérem^t données à cet égard ; les Etats ont jugé nécessaire d'ordonner que dans le cours de la semaine prochaine chaque connétable obtiendra, des habitants de sa paroisse qui fournissent logement à quelque étranger que ce soit, non naturalisé, le nom et l'état de tel étranger, et depuis quand il y est logé.—Et chaque Connétable enverra au Commandant en Chef, samedi 24 du mois courant, une liste, contenant le nom de tels étran-

gers, leur état, les personnes qui leur fournissent logement, la vintaine où ils demeurent et depuis quand ils y sont logés, sur telle peine qu'il appartiendra vers ceux des habitans qui refuseroient ou negligeroient de se conformer à cette ordonnance.—Ce qui sera imprimé, publié et affiché. 1796.

Après lecture de la Copie d'une lettre de Monseigneur le Duc de Portland au Commandant en Chef, et d'un ordre de sa Majesté en Conseil, du 1^{er} Sept. 1796, Les Etats ont ordonné que tant ladite Lettre que l'ordre de sa Majesté en Conseil, seront entrés dans le livre des Etats.

[Cette Lettre et l'Ordre du Conseil, touchant l'envoi de Southampton à Jersey, de froment et de farine, sont imprimés dans le Vol. 4 des Ordres du Conseil, p. 252-254.]

L'An mil sept cent nonante six le premier jour d'Octobre. 1796, 1^{er} Oct.

Etats tenus par Thomas Pipon Escuier Lieutenant etc.,
président de l'Assemblée, etc.

Pierre Mauger Esc^r Justicier est en défaut excusé par Maladie.

Après le Serment de M^r Charles Larbalestier, M^r Phil. Pinel Con^{ble} de la Trinité demeure exoiné par Maladie.

Le President ayant mis devant les Etats un Acte de la Cour Royale du 17^e Sept^{bre} 1796 touchant la taxation des rentes pour l'année 1795, Les Etats envisageant le sujet comme des plus intéressant, en ont premièrement referé la consideration au Comité qui fut appointé par Acte du 2^e Mai dernier, sur le même objet, et ont chargé ledit Comité d'y procéder sans délai, afin d'en faire rapport aux Etats.

Les Etats voyant que la Cour Royale n'a pu proceder à la taxation des rentes tombées en vente pour l'année mil sept cent nonante cinq à cause de la fraude commise dans la vente du Grain apporté au marché, et considerant qu'au defaut d'un prix fixe pour les rentes qui ne sont pas payées en especes diverses contestations et difficultés entre les Créanciers et les debiteurs sont dans le cas de resulter au préjudice de la société en général, sont convenus de declarer, dans la vue de prévenir telles disputes, qu'ils recevront leurs rentes pour ladite année 1795, sur le pié de cinquante sous cours de france par

1796. Cabot, et ils recommandent aux autres propriétaires de rentes dans ce pays de se régler sur le même pié pour ladite année—ce qui sera imprimé, publié et affiché.

Les Etats ont entendu la lecture d'un écrit anonyme adressé aux habitans de Jersey, lequel a été produit à l'Assemblée par le Connétable de St Jean, pour avoir été trouvé en ladite paroisse depuis peu, et duquel la teneur ensuit.—

“ La Cour na pon encoure fixet les rentes et nous dormon. A revillon nous pendan quil est tems, et exterminon dans notre juste vengeance tous ceux qui veulle hauchi le tax pour ruinet les pources gens. Sont il jalou que nous aion du pain sec a mangi, qui veulle nous l'arrachi de la boueche, qui voudrez nous faize paiet en fromen pour avet tou le grain que nous avon tan de peine a Labouiret et qui guette comme des chains affamez, La Cour set Assemblez en secret, on dit quo cherche a aveugli notre bon Roi. Elas qui l'en empechera, ou la ben pus le moians de le trompet que le pource monde, mais les pources gens de France vexez come on nous menace de nous vexet par la taxaasion des rentes nous ou montret une exemple, suivons le, si nous ne pouvons trouvet dotre remiede, puto que de nous laisset ruinet invitton les patriots a nous assistet a nous delivret de nous tirangs Robert Spire⁽¹⁾ est dans la Cour, que dige y lian a pus de dix chez une vertu que de les exterminet. La France a exterminet le sien et ou lest heureuse. La Cour ne peu taxet les rentes pus de quarante oint sou, si ou le fait ou les parjure, ou viole la Loi, Un guge qui fose son sermen pour sangraisit du travail du peuple merite la mor et quiconque la li done merite ben de son pais, car comen le punit otremen, comen le pource monde aurat il gustice, y nat pas dargen pour portet ses plaintes devant le Roi, ni assaiz despri pour faire paroître le blan net come un guge unique. enfin mes amins veillion, veillion sur l'article des rentes, si nous nous laison coupet la gorge tranquilemen nous meriton de mouzit en poltrons ”.

Considerant avec toute l'horreur que doivent inspirer des dispositions et des maximes aussi pernicieuses ; que cette detestable production tend non-seulement à exciter le peuple à se soulever contre le corps Judiciaire de cette isle sur le sujet de la taxation des rentes

(1) Robespierre ! !

mais aussi à faire naître à la multitude la résolution de détruire les Magistrats en représentant cette action sanguinaire et exécrable comme une action louable et méritoire. 1796.

Considerant que cet écrit manifeste la trahison la plus noire, en recommandant au peuple d'inviter les ennemis de la nation et de tout bon gouvernement, sous le specieux nom de patriotes à assister les rebelles à se délivrer de leurs prétendus oppresseurs.

Considerant enfin que le tout de cette pièce infame est une Calomnie atroce contre les habitans, en les supposant capables de se porter à de pareils attentats ; et qu'il importe, sous tous les rapports, au salut de la patrie de la condamner et d'en punir les auteurs.

Les Etats ont ordonné que le susdit papier anonyme demeurera logé au Greffe, afin qu'on y puisse avoir recours selon l'exigence ; et sont en outre convenus de voix unanime d'offrir une récompense de CINQ CENTS LIVRES STERLING à quiconque découvrira ou fournira les moyens de découvrir l'auteur ou les auteurs dudit écrit ou celui ou ceux qui ont eu part, soit à le conseiller, à l'écrire, à le composer ou à le répandre de manière que les coupables puissent en être convaincus en Justice. Et afin d'encourager la découverte des coupables, ceux qui les dénonceront sont assurés que le secret, à leur égard, sera gardé ; il est en même temps déclaré que ceux qui auroient connoissance des coupables et qui manqueraient d'en donner information, se montrent non seulement les ennemis de leur patrie, mais qu'ils se rendent punissables pour une telle négligence et un semblable mépris du salut public. Ce présent Acte sera imprimé publié et affiché.

L'An mil sept cent nonante six le douzième Jour de Novembre. 1796, 12 Nov.

Etats tenus par Thomas Pipon Esc^r Lieutenant etc., président de l'assemblée, etc.

Après le serment de M^r Nicolas Arthur, le Rév^d François Valpy, Rect^r de S^{te} Marie demeure exoiné par maladie.—Jean Dumaresq Esc^r Con^{ble} de S^t Sauveur est en défaut à assister aux Etats.

Les Etats ont autorisé le Comité pour la défense de l'Isle d'emprunter de l'argent ou de tirer sur les Fermiers du nouvel impôt, leur

1796. accordant l'escompte ordinaire, jusqu'à la concurrence de ce qui sera nécessaire pour payer le Connétable de la paroisse de St. Brelade, pour fraix encourus pour la reparation de la batterie de la Cotte, en ladite paroisse, comme aussi les fraix pour placer le portrait de Sa Majesté dans la Cohuë Royale.

Les Etats, considéré l'état des finances publiques, ont décidé de discontinuer, jusqu'à autre ordre, le payement des primes ci devant accordées aux matelots qui s'entroient, dans cette Isle, au Service de Sa Majesté.

La proposition du Chef de Police de St. Helier à l'égard de l'admission dans l'hôpital Général de la nommée Grace Evans Veuve de John Evans et ses trois enfans, alleguant que sondit mari a servi sur les Vaisseaux de sa Majesté, et du nommé John Picket, est referée au comité de l'hôpital General.

Les Etats ont approuvé du Rapport du Comité appointé pour faire la Visite du rivage et terrain du Village de Gorey et Charles De La Garde Esc^r le Rev^d Mons^r Le Couteur et Mons^r le Connétable de Grouville sont chargés et autorisés de voir effectuer le travail proposé par ledit Comité en le faisant banir au rabais pour que les fraix dudit travail soient premierement payés par le tresorier des Etats et ensuite repartis tant sur le public que sur les propriétaires des terrains intéressés de la manière qui sera trouvée juste par les Etats.

Duquel rapport la teneur ensuit.—

“ Le Comité a été sur les lieux et a visité le rivage et terrain exposés aux ravages de la mer, et il a paru au Comité que le danger est imminent et que quelque remede efficace doit y être apporté le plus tôt possible.”

“ Le Comité a trouvé que Charles De La Garde Escuier propriétaire de la mielle et terrain voisin a déjà fait faire un ouvrage considerable a l'objet en question, en plaçant sur bout et enfonçant dans le sable une quantité de Chesnes à la partie de la mielle la plus creusée et la plus étroite, et en appuyant de planches la pierre et le sable qu'il y a fait apporter, travail qui a paru au Comité des plus utile pour arrêter le progrès de la mer et qui doit avoir couté une somme considerable ; Il a paru de plus que ledit Sieur De La Garde se dispose a remplir de terre et autres materiaux cette partie de la

mielle ainsi creusée, pour appuyer l'ouvrage qu'il y a comencé tout
 quoi selon les renseignemens que le Comité a eus et les observations
 qu'il a faites, est estimé à viron huit cents Livres, cours de france." 1796.

" Le Comité conçoit que ce qui fait retirer le sable de cette
 partie de la côte surtout proche la banque, au dessous des Maisons
 des hers de M^r Jean Liott et de M^r Elie Norfolk est le débouchement
 du courant d'eau qui s'écoule à cet endroit là dans la mer et qui
 entraine avec lui les sables et graviers qui y seroient sans cela natu-
 rellement déposés et accumulés."

" Le Comité croit donc que si le courant d'eau étoit porté plus
 proche de ladite banque pour passer en dedans du rocher qui en est
 tout proche le dépôt des sables s'acroitroit au dessus dudit rocher et
 le rocher serviroit de rempart au rivage à cet endroit là, qui est le
 plus dangereux et par où il paroît que la mer fait son entrée dans
 les grandes marées."

" Le Comité estime qu'il en couteroit pour faire passage au
 courant d'eau, au dedans dudit Rocher, et pour garantir ledit courant,
 par le moyen de pierre et sable, environ six cents Livres cours de france."

" Le Comité recommande par consequent aux Etats d'ordonner
 ce travail le plutôt possible et de le faire banir au rabais au dire
 du Comité ou de telles personnes que les Etats jugeront à propos
 de nommer."

" Le Comté croit devoir deplus remarquer que les propriétaires
 des terrains dans le plat païs, aux environs et au delà du pré du Roi,
 ont intérêt dans l'ouvrage en question et partant devoient y contri-
 buer à certaines proportions."

L'An mil sept cent nonante six, le dix septieme Jour de 1796, 17 Nov.
 Novembre.

Présent Honorable Homme Andrew Gordon, Major Général
 etc. et Commandant en Chef etc.

Etats tenus par Thomas Papon Escuier Lieutenant etc.,
 president de l'Assemblée, etc.

Phil. Robin Esc^r Justicier, le Rev^d François Le Couteur, Rect^r de
 Grouville et le Rév^d Jean Mallet Rect^r de S^t Pierre sont en défaut à
 assister aux Etats.

Vénérable Homme François Le Breton Rect^r de S^t Sauveur est en
 défaut excusé.

L

1796

Monsr Le Commandant en Chef ayant présenté aux Etats une Requête qui lui est adressée par M^r Charles le Boeuf exposant qu'on a enlevé du Gazon sur sa Mielle pour ériger un rampart pour un Canon, et demandant une indemnité, les Etats en ont remis la considération au Comité pour la défense de l'Isle.

Le Commandant en Chef a présenté aux Etats une lettre de la part du Duc de Portland, un des principaux Secrétaires d'Etat de sa Majesté, en réponse à celle qu'il lui avoit écrite à l'égard des lettres anonymes depuis peu répandues dans le pays, touchant la taxation des rentes. Les Etats y voient, avec la plus grande satisfaction, que sa Majesté approuve entièrement des sentimens qu'ils ont manifestés, et des mesures qu'ils ont prises à l'occasion desdites lettres anonymes, dont le but criminel étoit de bouleverser l'ordre et de troubler l'union et la tranquillité qui règnent heureusement dans ce pays, en excitant des tumultes et des séditions, et en voulant inspirer au peuple l'horrible résolution de détruire les Magistrats, et d'appeler à leur secours les ennemis de la Nation.—Les Etats sont, en même temps sensiblement touchés de l'Intérêt vraiment paternel, que sa Majesté a daigné prendre dans ce moment, pour la conservation et le bien-être de ce pays, en ajoutant, à la recompense déjà offerte par les Etats, la promesse de son gracieux pardon à quiconque (autre que la personne qui a actuellement fait l'écrit) découvrira son complice ou ses complices. Les Etats ont de plus cru devoir remercier le Commandant en Chef pour l'attention et le zèle qu'il a montrés dans cette occasion : et il a été ordonné que ce présent Acte sera imprimé, publié et affiché dans toutes les paroisses de cette Ile, de même que la lettre du Duc de Portland, laquelle doit être entrée sur le livre des Etats, et dont la teneur ensuit.

“ Whitehall, 9th November 1796.

“ Sir,

I have received and laid before the King, your Letter of the 11th of October, inclosing copies of two anonymous papers, which had been published and circulated in the Island of Jersey.

There can be no doubt but that the persons who were guilty of publishing the papers in question, were actuated by the most mischievous intentions, and desirous of subverting the at present tranquil

government of the Island ; and as such it is highly to be wished that the authors may be discovered and punished to the full extent of the Law.

1796.

His Majesty therefore commands me to signify to you his entire approbation and satisfaction, at the unanimous abhorrence the states have shewn at this attempt to disturb the tranquility of the Island, and at the measures they have adopted towards discovering the authors ; and for the better apprehending and bringing to Justice the persons concerned in writing the above letter, His Majesty is pleased to promise His most gracious pardon to any one of them (except the person who actually wrote the said letter) who shall discover his, her or their accomplices."

I am, Sir,

Your most obedient humble Servant

Major General
Gordon."

Signé Portland."

L'An mil sept cent nonante six, le dixième jour de Décembre.

1796, 10 Déc.

Présent Honorable Homme Andrew Gordon Major Général
etc. Commandant en Chef etc.

Etats tenus par Thomas Pipon Esc^r Lieutenant etc. Président de l'Assemblée, etc.

Après le serment de Thomas Binet Escr.⁽¹⁾ Jean Dumaresq Escr^r Con^{ble} de St^e Pierre demeure exoiné par maladie.

Les Etats prenant en consideration que les assemblées illicites et les attroupemens d'un nombre de personnes, sous quelque prétexte que ce soit sont toujours accompagnés de circonstances qui ne peuvent manquer de donner de la terreur aux membres paisibles de la société, à mettre en danger et à interrompre la paix et la tranquillité publique, et à repandre l'alarme et des soupçons dangereux au repos public, et conduisent inmanquablement, s'ils ne sont reprimés, aux excès, aux violences et aux crimes les plus funestes : portés par ces considerations urgentes, devenues plus pressantes encore, quand on reflexit sur les papiers anonymes et incendiaires qui ont été dispersés dans le

(1) Centenier de St. Pierre, siégeait pour le Connétable absent.

1796. public, et particulièrement sur un attroupement de bien cent cinquante personnes en la paroisse de St Jean, la nuit du septième de ce mois, vers dix heures du soir ; les Etats ont trouvé devoir défendre, et partant il est défendu par cette présente ordonnance, à toutes personnes de s'assembler de leur simple mouvement, ou de leur autorité privée, au nombre de trois ou d'avantage, à l'effet de se rendre, de jour ou de nuit, à la maison d'aucun Officier public, ou personne en autorité, ou d'aucun particulier, afin de requérir ou exiger de telle personne sa sanction, sa concurrence ou sa participation à la réparation de griefs ou réformation d'abus prétendus (réservé néanmoins à toutes personnes le droit de représenter, d'une manière décente et convenable, à cette assemblée comme corps législatif, ou au Pouvoir judiciaire, les sujets qui peuvent être de leur ressort) sur peine vers les contrevenans d'être, pour telle assemblée illicite, ou attroupement, punis par amende et emprisonnement, selon la nature de telle assemblée, et de de telle peine afflictive que les conséquences de telle assemblée ou attroupement pourroient produire et meriter.

Et dans le cas que des personnes, au nombre de douze, ou plus, seroient assemblées illicitement, au danger de la paix publique, les Connétables et Centeniers, dans leurs paroisses respectivement, sont autorisés et chargés, sur l'information qui leur seroit donnée, ou la connoissance qu'ils auroient d'eux-mêmes, de telles assemblées, de se rendre sur les lieux, et au nom du Roi de faire commandement aux personnes assemblées de se disperser et de se rendre chez eux, ou à leurs affaires, sur peine, vers ceux qui, contraires à ce commandement, continueront assemblés pour l'espace d'une demi-heure après, de banissement pour le terme de cinq ans.

Si telles personnes ainsi assemblées illicitement, ne se dispersent pas dans l'espace d'une demi-heure après ledit commandement les Connétables ou Centeniers seront en droit de saisir telles personnes refractaires afin de les présenter en justice ; et pourront les dits officiers commander tous les sujets de Sa Majesté de les assister et prêter main forte à la suppression de telles assemblées et à saisir les coupables, sur telle peine aux personnes negligéant ou refusant de prêter la main aux dits officiers que le cas sera trouvé par justice meriter.—Ce qui sera imprimé, publié et affiché.

1796.

Les Etats ayant pris en consideration une représentation de la part de Mess^{rs} Jean Le Mottée et Edouard Aubin par laquelle il paroît qu'il seroit de l'avantage public d'acheter et de démolir la maison de François Marie pour rendre l'accès dans cette Rue⁽¹⁾ plus commode, ont décidé qu'il y aura une lotterie publique, sur le plan ci-dessous rapporté ; lesdits Sieurs Mottée et Aubin s'engageant à prendre sur leur Compte et risque ladite lotterie et de fournir au public, sur le bénéfice la somme de quatre mille livres, cours de france, trois mille livres applicables à la demolition de ladite maison et à l'acquêt du Terrain qui en dépend, et mille livres à l'érection des halles à Viande, à condition que les autres mille livres leur restent pour leurs risques.—La dite Lotterie sera tirée le 1^{er} jour de Mars 1797, ou plus tard si, à cette époque, les billets n'étoient point vendus. Le tout à la discretion et sous les yeux du comité de la défense de l'Isle.

Plan de la Lotterie.										Argent de france		
Mille cinq cents billets à £24 chaque billet										...	...	£36.000
1	Prix de	5.000	...	...	...	...	...	...	...	5.000		
1	id.	2.000	...	...	...	...	...	...	...	2.000		
1	id.	1.000	...	...	...	...	...	...	...	1.000		
3	id.	500	...	...	...	...	...	...	...	1.500		
5	id.	200	...	...	...	...	...	...	...	1.000		
8	id.	100	...	...	...	...	...	...	...	800		
20	id.	50	...	...	...	...	...	...	...	1.000		
490	id.	36	...	...	...	...	...	...	...	17.640		
Le premier billet tiré chaque jour en outre										100		
le prix qui pourra échoir £50												
Le dernier billet de la Lotterie en outre le										100		
prix qui pourra lui échoir												
Allouance pour les frais de tirage										860		
Bénéfice										5000		
											£36.000	

Les Etats ayant pris en consideration la requête du Connétable de la paroisse de S^t Laurens, ont ordonné, conformément aux fins d'icelle que la Vintaine du Coin Tourgis, en la dite paroisse, sera divisée en deux Cantons ; Que les maisons qui ont leur accès dans le chemin public qui conduit des maisons de M^e Philippe Le Boutillier et de M^e Edmond Esnouf à la pierre des Bessières, de même que ledit

(1) Le nom de la rue n'est pas indiqué.

1796. Chemin, et la partie de ladite Vintaine au Nord et à l'Est dudit Chemin seront le Canton du Nord de la dite Vintaine ; et que le reste de la dite Vintaine au Sud et Ouest du dit Chemin sera le Canton du Sud ; qu'il y aura deux Inspecteurs des Chemins et un Vinténier pour chacun des dits Cantons, et que les dits Vinténiers seront sujets non seulement lever les défauts aux Chemins, mais aussi faire tous exploits quelconques appartenant de l'Office de Vinténier chacun dans son Canton respectif.—Ce qui sera publié dans ladite paroisse.

Les Etats ont ordonné que l'acte des Etats du 23^e Octobre 1795, qui autorise les Chefs de Police d'appeller à leurs secours en cas de besoin et dès le moindre indice de sedition, tous les officiers et soldats de la milice sera imprimé de nouveau, publié et affiché dans toutes les paroisses de cette île.

[Suit, dans l'original, l'acte en question, déjà imprimé plus haut ; voir p. 19.]

1797, 2 Février.

L'An mil sept cent nonante sept, le deuxième Jour de Février.

Etats tenus par Thomas Pipon Esc^r Lieutenant etc., Président de l'Assemblée etc.

Nicolas Messervy Esc^r et Philippe Robin Esc^r Justiciers sont en défaut excusés à assister aux Etats.

Après le Serment de M^r Hugh Godfray Jean De Carteret Esc^r Justicier demeure exoiné par maladie.

Le Procureur Général du Roi ayant produit aux états assemblés une Lettre qu'il a reçue du Commandant en Chef, le Major-Général Gordon, avec une adressée au dit Sieur Commandant en Chef, par le Lieut^t Colonel Evelegh, Ingenieur en Chef en cette île, exposant le besoin qu'il aura d'un nombre considerable de maçons et autres ouvriers pour la continuation du travail et fortification commencée à la Rocco, et désirant que des mesures soient prises, par l'autorité des Etats, afin d'être assuré des dits ouvriers pour le 15^e jour du mois d'avril prochain.—Les Etats voulant contribuer, autant qu'en eux est, à l'avancement d'une entreprise aussi intéressante à la défense de l'île, ont autorisé et chargé le comité appointé au même effet par acte du 3^e Août dernier, de s'assembler aussi-tôt possible, et de

prendre les mesures ordonnées par ledit acte du 3^e Août, afin de fournir autant d'ouvriers que les circonstances pourront permettre, pour l'avancement desdits Travaux, sur les peines établies par l'acte de l'11^e juin et le dit acte du 3^e Août, contre les ouvriers negligens ou refusans.—Ce qui sera imprimé, publié & affiché. 1797.

CONSIDERANT la multitude des taupes répandues dans le pays, le dommage incalculable qu'elles causent aux labours, aux pâturages et aux arbres récemment plantés ; considérant que la prise que quelques particuliers en font sur leurs terres diminue peu le mal que le public en ressent, et que l'attention générale des habitans, portée vers cet objet, est seule capable d'y remédier, les états ont ordonné :

Art. 1.

Que les Vintainiers⁽¹⁾ seront tenus, dans chaque Vintaine, de recevoir les taupes de leur Vintaine respectivement, leur étant accordé deux liards par taupe.

Art. 2.

Que lesdits Vintainiers donneront trois sous, cours de france, pour chaque taupe ; qu'ils retrancheront aussi-tôt à la taupe, la Queue, pour empêcher qu'elle ne soit reproduite ; qu'ils garderont registre du nom des personnes et du nombre des taupes payées ; que pour cet effet ils donneront leur temps au public, dans un lieu annoncé, tous les Lundis et les jeudis depuis huit heures jusqu'à neuf heures du matin, et veilleront à ce qu'il ne s'y commette point de fraude.

Art. 3.

Que les Vintainiers garderont les queues des taupes, et les produiront à un Comité de paroisse qui sera fixé pour cet effet, et qui s'assemblera une fois par mois.—les queues seront alors comptées et détruites en présence dudit Comité.

Art. 4.

Qu'afin que les dits Vintainiers soient en état d'acquitter les Payemens sus dits, le Connétable de la paroisse leur comptera, de temps en temps, l'argent dont ils auront besoin, sur le rapport du dit Comité.

Art. 5.

Que ces Reglemens commenceront à être en force Lundi 6 de ce présent mois, et continueront en vigueur jusqu'au dernier jour de Novembre, à laquelle époque les Connétables des différentes paroisses

(1) Sic.

1797. rendront leurs Comptes au Comité pour la défense de l'île, lequel fera une repartition, entre les paroisses, des deniers ainsi employés, selon leur proportion au Rât public, pour ensuite soumettre le tout aux Etats.—Ces réglemens seront imprimés, publiés et affichés.

Les Etats ont approuvé le compte de M^r James Guillet, montant à quarante Livres sterlings, pour le Cadre du Portrait de sa Majesté.— Et comme un plus ample témoignage de leur satisfaction, de la manière dont le dit Sieur Guillet a exécuté le dit Cadre, les états lui ont voté la somme de cinquante Livres sterling, au lieu de quarante qu'il demandoit.—Et paroissant que le Trésorier des Etats n'est pas présentement en caisse, il est autorisé d'emprunter la sus dite somme en vertu du présent acte.

1797, 16 Fév. L'An mil sept Cent nonante sept, le seizième Jour de Fevrier.

Etats tenus par Thomas Pipon Esc^r Lieutenant etc., président de l'Assemblée, &c.

François Valpy dit Janvrin Esc^r Justicier est en défaut à assister aux Etats.

Considéré les ravages commis par la Mer le long des côtes de St^e Clement depuis quelques années, les Etats ont trouvé nécessaire de defendre et partant il est défendu à toutes personnes de prendre de la pierre (à moins que ce ne soit pour l'usage des havres ou pour l'établissement de quais et reparation de ceux déjà érigés) le long de la susdite côte, au dessous d'une ligne tirée comme ensuit, à commencer au rocher Besnord⁽¹⁾ allant vers l'Est au rocher appelé les Lavendieres, de là au nord de la Motte et au sud de la prise au Moigne ; de là au rocher appelé les Tourettes, au sud du havre du Hocq, à gagner la petite Roche anquetil, de l'autre côté dudit havre jusqu'à la vieille ardoise, ladite ligne à être prise par le sud des trois derniers Rochers, sur peine de confiscation desdites Pierres et de vingt Livres d'amende par chaque contravention, applicable tiers au Roi, tiers à l'hôpital Général et l'autre tiers au Delateur.—Il est pareillement défendu d'enlever ou emporter le gravier, sable, galey ou pierre entre ledit Rocher Besnard et le Four d'auvergne le long et aux environs du plein de la Mer, sur la même penalité applicable de la même manière. ce qui sera imprimé publié et affiché.

(1) Sic.

1797.

Consideré que plusieurs Ecrits anonymes et incendiaires, tendant à exciter la haine des Habitans de cette Ile contre les autorités constituées, à les animer à la sedition et à la revolte, et les encourageant à massacrer les Magistrats, et à suivre d'ailleurs l'exemple du peuple français, ont été depuis quelque temps repandus dans le Public.—Consideré que plusieurs de ces écrits anonymes exhortent le Peuple à des rassemblemens et indiquent des moyens pour agir de concert afin de mettre en exécution les horribles et sanguinaires menaces contenues dans ces écrits.—Consideré que depuis que ces écrits ont paru, il s'est manifesté des dispositions, et des mesures même ont été prises pour des Rassemblemens illicites et allarmans.—Et considéré que les Loix existantes ne suffisent pas pour prévenir, reprimer et punir efficacement des attentats si dangereux à la Société.

Les Etats dans la vuë de conserver l'ordre et la tranquillité publiques, et protéger les honnêtes et paisibles Habitans de ce dérèglement funeste, ont jugé nécessaire, dans ces circonstances urgentes, de proposer et adopter les articles suivans, pour avoir force de loi dans ce Pays et y être observés moyennant la sanction de sa Très-Excellente Majesté en Conseil.—Partant les Etats très humblement supplient sa Très-Excellente Majesté en Conseil d'accorder son approbation Royale aux Articles suivans, afin qu'ils aient force de loi dans ce pays, et y soient observés jusqu'à ce que par la même autorité il soit jugé convenable de les rappeler ou changer. Desquels articles la teneur ensuit.

[Suivent lesdits cinq articles qui sont déjà imprimés dans le Recueil des Loix.]

Les Etats ayant entendu la lecture d'une petition de la part de plusieurs habitans des paroisses de St Helier et de St Sauveur comme aussi les représentations des autres Connétables à l'égard de l'introduction des pieces de cuivre ou autre metal qui ont passé pour deux liards et dont ils se trouvent surchargés, ont appointé un Comité pour prendre ce sujet intéressant en consideration, lequel Comité sera composé des Membres suivans, du Corps de la Justice Nicolas Messervy et Jacques Hemery Esc^{rs}, du Corps du Clergé, Vénérable Homme François Le Breton et le Rév^d François Le Couteur, et Mess^{rs} les Con^{bles} de St Helier et St Sauveur. Mess^{rs} les Officiers du Roi sont requis d'assister audit Comité.

M

1797. Les Etats ayant pris en consideration le Rapport du Comité de la défense de l'Isle qui refère aux Etats un article du compte de Mons^r Aaron de Veuille Conn^{ble} de S^t Clement, pour quarante huit Livres payées à M^r Jean Brée et Jean Norman pour avoir enseigné l'exercice du Canon trente deux Matins aux Gardes du Regiment de l'Est, à la Requête de Nicolas Messervy Esc^r Colonel dudit Regiment, ont ordonné le paiement dudit compte.

Ayant été suggéré aux Etats que l'acte de l'onzième Juin dernier au sujet de l'abolition du Retrait Lignager et Féodal pourroit subir quelque changement qui ne repugneroit point à l'intention que les Etats ont eue d'écarter les inconveniens qui resulte ⁽¹⁾ dudit Retrait sont convenus d'appointer un Comité composé de François Marett, Comité. Nicolas Messervy et Pierre Mauger Esc^r Justiciers, Vénérable Homme François Le Breton, le Rév^d Jean La Cloche et le Rév^d François Valpy, et Mess^r les Con^{bles} de S^t Pierre, de S^t Sauveur et de S^t Clement pour reprendre la consideration de ce sujet et pour en faire rapport. Mess^r les Officiers du Roi etant requis d'y assister.

La Gestion du Comité de la défense de l'Isle etant expirée les états ont choisi un nouveau Comité composé des membres suivans Comité. savoir Nicolas Messervy et Pierre Mauger Esc^r Justiciers, le Rev^d Franç^s Valpy et le Rev^d Docteur Edouard Dupré et Mess^r les Con^{bles} de S^t Pierre et S^t Laurens.

Les Etats après avoir entendu le rapport du Comité pour la défense de l'Isle, daté le cinquième Jour d'Août dernier, au sujet du Nouveau Chemin proche le havre du Hocq, à la place de l'ancien, mangé par la Mer, et du Mur érigé au pié de la banque, pour garantir ledit Chemin, en ont approuvé, ainsi que du compte des autorisés pour ledit Chemin et Mur, la balance duquel est en leur faveur pour la somme de cinq Cents quatre vingt Livres argent de France, que le Trésorier du Nouvel impôt est dirigé de leur payer.

Les Etats ont en même temps chargé lesdits autorisés de commencer le quai ou mur qui doit être érigé au sud de la Tour du Hocq, aux fins du susdit Acte des Etats, et de tirer sur ledit Trésorier jusqu'à la concurrence de deux Milles Livres.

(1) Sic.

Le comité pour la défense de l'Isle ayant fait rapport aux Etats que les comptes suivans ont été examinés et trouvés justes par ledit Comité, savoir :

1797.

[*Suivent, p. 277, les comptes en question.*]

Lesquels comptes montent ensemble à la somme de neuf Mille cent nonante une Livres, neuf Sols, un denier.—Idem le Compte de Philippe Dumaresq Esc^r. Trésorier du Nouvel Impôt, la balance duquel est en faveur dudit Trésorier pour huit Cents soixante huit Livres, seize sous, quatre deniers ; les susdits Comptes demeurent approuvés.—Et d'après la recommandation dudit Comité les Etats ont accordé la somme de quatre Mille cinq cents Livres pour l'entretien des Arsenaux, façon de Cartouche et autres objets qui concernent la défense de l'Ile, pour la Milice, pour l'année mil sept cent nonante six, selon les proportions réglées par le Comité, et ont voté la même somme annuellement, pour les mêmes objets, durant la Guerre actuelle.—Les Etats ont deplus accordé la somme de deux Milles Livres pour les fraix du logement, ajustement et distribution des Habits et accoutremens accordés par sa Majesté, pour la Milice, et pour completer ce qu'il y a de défectueux, dans les proportions qui seront réglées par les Colonels des differens Regimens. Ce qui monte ensemble à la somme de seize Mille cinq Cents soixante Livres cinq sous cinq deniers, Argent de France.

Paroissant que les Comptes examinés et approuvés par le Comité pour la défense de l'Ile, suivant le rapport dudit Comité en date du quatorzième du Courrant, montent à la somme de seize Mille cinq Cents soixante Livres cinq sous cinq deniers,—Paroissant aussi sur le Tableau dressé par ledit Comité qu'il est besoin de plus d'une somme de sept Mille quatre Cents trente neuf Livres quatorze sous sept deniers ou environ, pour acquitter les Dettes publiques déjà encourues ou ordonnées par les Etats, ce qui forme ensemble la somme de vingt quatre Mille Livres cours de France. Les Etats ont autorisé et chargé chacun des Connétables de procurer la somme de deux Mille livres cours de France, et le Trésorier est dirigé de signer et delivrer à ceux qui prêteront cet argent des obligations sur le même pié que celles déjà consenties au nom du public—Chaque Connétable étant autorisé à se tenir payé du montant de son Compte approuvé en payant l'excédent entre les mains dudit Trésorier.

1797, 2 Mars.

L'An mil sept Cent nonante sept, le deuxième Jour de Mars.

Présent Honorable Homme Andrew Gordon Major Général
etc. et Commandant en Chef etc.**Etats tenus** par Thomas Pipon Esc^r Lieutenant etc., Pré-
sident de l'Assemblée &c.Venerable Homme François Le Breton Recteur de S^t Sauveur est en
default à assister aux Etats.

Les Etats ayant de rechef entendu la lecture et considéré le contenu d'une petition présentée par le Rév^d François Valpy, Recteur de S^{te} Marie, écrite par ledit S^t Valpy, signée de son nom, et à laquelle il a, de son propre aveu, apposé lui-même les noms de plusieurs habitans de ladite Paroisse et de laquelle il a dit aujourd'hui avoir l'original, sont d'opinion que ladite petition contient un libelle contre la Cour Royale, qu'elle allegue des faits qui ne sont point vrais et qu'elle tend à des fins seditieuses. Les Etats toujours disposés à recevoir toutes représentations décentes qui leur sont faites et à y porter l'attention qui leur est due ; sentent en même temps la nécessité de reprimer tout procedé qui sous couleur de petition tend à affoiblir dans l'esprit du Public, le respect du aux autorités constituées et à troubler l'ordre social : Partant les Etats ne peuvent se dispenser de marquer de leur réprobation la conduite dudit Sieur Valpy, dans cette occasion, et rejettent ladite petition avec l'indignation que merite une piece aussi indécente, fausse et calomnieuse.— Et afin de mettre sur leur garde les honnêtes et paisibles habitans de ce pays, lesquels pourroient sans reflection, se laisser entraîner par des personnes malintentionnées, à des voies aussi peu convenables et aussi contraires à la tranquillité publique,—Les Etats ordonnent que ce présent acte sera publié dans toutes les paroisses de cette Ile.

Certaine Remontrance ayant été présentée aux Etats de la part de Jean de Veulle Greffier, représentant le devoir qu'il remplit, en sa qualité susdite pour cette Assemblée et dont il ne reçoit aucun émolument, et priant qu'un salaire raisonnable lui soit accordé, Les Etats ont nommé un comité composé de Nicolas Messervy et Pierre Mauger Esc^{rs} Jurés, Vénéralbe Homme François Le Breton, le Rév^d Doct^r Edouard Dupré et Mess^{rs} les Con^{bles} de S^t Pierre et S^t Sauveur

auquel Comité Mess^{rs} les Officiers du Roi sont requis d'assister, pour prendre en consideration le sujet de ladite Remontrance et en faire rapport aux Etats. 1797.

Les Etats considerant combien les Fonds publics de cette île sont surchargés par des Emprunts qui portent intérêt—Combien pressans sont les besoins pour la Défence de l'Île, fraix de la Milice et autres Objets publics.—Considerant que tous Vins de France, du Rhin, d'Espagne et des Canaries et tous ⁽¹⁾ especes de liqueurs spiritueuses sont sujets à payer impôt, pendant que les Vins de Portugal d'Italie et autres vins étrangers en sont exempts, et que cette distinction cause de la fraude et des disputes, sont convenus qu'il seroit avantageux au pays d'établir un impôt sur les Vins de Portugal, d'Italie et autres Vins étrangers semblable à celui imposé par Patente Royale sur les Vins d'Espagne et de Canaries qui est de quinze Livres par Pipe.

Partant les Etats très humblement supplient sa Très Excellente Majesté en Conseil d'accorder son approbation Royale à ce que tous Vins de Portugal, Italie, et autres vins étrangers importés et consommés dans cette île, soient sujets à un Impôt de quinze Livres par Pipe. Que ledit Impôt soit affermé tous les ans par la Cour Royale, comme est l'impôt sur les autres Vins ; qu'il soit sujet aux mêmes reglemens que ledit Impôt et que le Provenu soit appliqué à la défense de l'Île, et à autres Objects Publics et qu'il soit à la disposition de l'Assemblée des Etats.—Et est le Greffier dirigé de transmettre ce présent acte au Clerk in attendance du Conseil de sa Majesté à l'effet susdit.

L'An mil sept Cent nonante sept, le sixième Jour de Mars. 1797, 6 Mars.

Présent Honorable Homme Andrew Gordon Major Général
etc. et Commandant en Chef etc.

Etats tenus par Thomas Papon Esc^r Lieutenant etc., Président de l'Assemblée etc.

Philippe Robin Esc^r Justicier et M^r Phil. Nicolle Con^{ble} de St Jean
sont en défaut à assister aux Etats.

(1) Sic.

1797. Les Etats ont approuvé d'une Requête à sa Majesté la priant de vouloir bien permettre que les Criminels, condamnés au banissement, hors de cette Ile, soient transférés dans quelque Prison voisine, en Angleterre, pour être de là transportés avec les autres Criminels condamnés à la même peine en Angleterre; de laquelle Requête la teneur ensuit.

To the King's Most Excellent Majesty in Council.

The humble Petition of the States of your Majesty's
Island of Jersey

Sheweth

That the punishment imposed by the Laws of Jersey, upon several Crimes, is banishment from the said Island for a term longer or shorter according to the nature of the offence.

That the mode of such banishment has always been that of putting the Convict on board of some Vessel bound out of the said Island, without any particular regard to the place or port for which it was destined. That of late years an inconvenience has arisen from this mode of banishment, which proves very detrimental to the administration of Justice in this Island, namely: that the Masters of those Vessels who have been charged with such Convicts have been obliged by the Magistrates of the port or place where they arrived, to bring them back to this Island.

The return of Convicts here, under such circumstances, becomes very embarrassing to the Royal Court and has a bad tendency in the Community. Some of those who were brought back have been shipped off again for other places, but with no better success; others are left in goal during this inclement season, at a considerable charge on your Majesty's revenue in this Island, which has always born the expence of the imprisonment, transportation & execution of Convicts: And the Royal Court are at a loss how to proceed respecting these unhappy Persons.

Another inconvenience of evil tendency arises from this mode of banishment, when it is inflicted on Strangers, or Persons having no settlement here. Their bare removal from this Island is not, as it is humbly presumed, an adequate punishment for the Offences which it is intended to correct.

Under these circumstances Your Petitioners most humbly pray that Your Majesty will be graciously pleased in order to remedy this

great and growing Evil, to permit the Convicts under Sentence of banishment from this Island, to be sent to the Goal at Southampton, Winchester, or any other place Your Majesty shall think fit, to be there taken and dealt with, as other Convicts in England under sentence of transportation. 1797.

This or such other relief as to Your Majesty, in Your Great Wisdom it shall seem meet.

And Your Petitioners, as in duty bound, will ever
pray etc. etc.

By order of the States

Island of Jersey

John de Veulle Greffr

6th March, 1797.

Une requête ayant été présentée aux Etats de la part des Taneurs Corroyeurs et Vendeurs du Cuir en cette île, exposant Que les formalités et restrictions auxquelles la loi les assujettit sont très préjudiciables à leur commerce et ne sont d'aucune utilité, à ce qu'ils conçoivent, au public, et suppliant les Etats de les soulager de ces inconveniens.

Les Etats, après avoir murement considéré le sujet, sont convenus de la nécessité de leur accorder relief à cet égard—Partant les Etats proposent que les reglemens qui furent établis en l'année mil sept cent septante un concernant les Taneurs et Corroyeurs soient rappelés, et les Etats très humblement supplient Sa Très Excellente Majesté en Conseil d'accorder son Approbation Royale au rappel des dits Reglemens.

[Suivent, dans l'original, p. 283 et 284, les règlements en question, répétés aux pages 298 et 299 du même Vol. (9) des Etats. Ces règlements sont déjà imprimés dans le Recueil des Lois.]

Les Etats après avoir entendu le Rapport de leur Comité touchant les Rentes, et la lecture des Petitions à eux adressées à cet égard, et après avoir murement et à différentes reprises, considéré ce sujet intéressant, trouvent que la taxation annuelle des rentes dûes en grain est sujette à de grands inconveniens et abus. Que c'est un sujet continuel d'inquiétude dans le Païs et la source de plusieurs procès.—Que le prix du peu de grain vendu ces dernières années au Marché ne peut servir de Règle pour la cour dans la taxation des

1797. rentes.—Que ni le laboureur ni le Marchant de Grain n'apportent plus cette danrée au Marché, par rapport même à la taxation. Que le Public est par là privé de son recours au Marché pour cet article si nécessaire à la Vie et les Officiers de police n'ont point de règle à suivre pour l'assise du pain.—Paroissant deplus que le voeu général des Habitans de cette île est pour une taxe permanente.—Les Etats sont convenus sous tous ces rapports de proposer à sa Majesté que la Loi qui autorise la taxation annuelle des Rentes par la Cour Royale soit rappelée et que le prix pour toute espèce de rentes en froment, non privilégiées, actuellement existantes ou qui pourront être créées à l'avenir soit fixé pour toujours sçavoir, les Rentes assignables à cinquante sols et les Rentes foncières à cinquante quatre sous, cours de france, par cabot, et les autres grains à proportion payables au Jour S^t Michel chaque année, ou à l'échéance de l'époque fixé par chaque Contract. ce qui aura lieu pour l'année mil sept Cent nonante six et après.

Partant les Etats très humblement supplient sa très Excellente Majesté en Conseil d'accorder son approbation Royale à ce que la Loi qui autorise la taxation annuelle des Rentes par la Cour Royale, soit rappelée et que le prix pour toutes espèces de rentes en froment, non privilégiées, actuellement existantes ou qui pourroit⁽¹⁾ être créées à l'avenir, soit fixé pour toujours sçavoir les rentes assignables à cinquante sols, et les Rentes foncières à cinquante quatre sols, cours de france, par Cabot, et les autres grains à proportion payable au jour S^t Michel chaque année, ou à l'échéance de l'époque fixée par chaque contract, ce qui aura lieu pour l'année mil sept Cent nonante six et après.—Le Greffier est dirigé de transmettre ce présent Acte, à l'effet susdit, au Clerk in attendance, du très honorable Conseil de sa Majesté.

Les Etats ont décidé que les fraix des deux Deputés nommés par Acte de ce jour, pour passer en Angleterre seront payés sur le produit du nouvel impôt—Et sont lesdits Deputés autorisés d'emprunter jusqu'à la somme de cent livres Sterlings, pour laquelle somme le Trésorier dudit impôt est autorisé de consentir une ou plusieurs obligations dans la forme ordinaire.

(1) *Sic.*

1797.

Les Etats, voyant la nécessité d'envoyer des Deputés en Angleterre pour solliciter les fins de certaines Requêtes adressées à sa Très Excellente Majesté en Conseil, de la part de cette assemblée, et pour obtenir l'approbation de sa Majesté à plusieurs Actes des Etats auxquels la Sanction Royale est requise pour leur donner force de Loi, ont presentement nommé et appointé Thomas Pipon Esc^r Proc^r Général du Roi et Jean Dumaresq Esc^r Con^{ble} de St^e Pierre, pour leurs Deputés, lesquels Sieurs Pipon et Dumaresq demeurent specialement chargés et autorisés d'agir aux fins susdites pour les Objects suivans.

PREMIÈREMENT pour obtenir l'approbation de sa Majesté aux Reglemens proposés par l'acte du seizième Février dernier touchant les Rassemblemens ou attroupemens tumultueux.

SECONDEMENT pour obtenir la même approbation Royale aux reglemens proposés par l'Acte du troisième septembre dernier concernant les Taverniers.

TROISIÈMEMENT pour obtenir la même approbation Royale à l'acte passé le deuxième Jour de ce Mois, pour établir un Impôt sur les Vins de Portugal, d'Italie, et autres Vins étrangers.

QUATRIÈMEMENT pour obtenir la même approbation Royale à l'Acte des Etats de ce Jour pour rappeler la Loi qui autorise la taxation annuelle des Rentes par la Cour Royale et pour établir une taxe permanente.

CINQUIÈMEMENT pour obtenir les fins d'une Requête approuvée ce Jour, concernant les Criminels condamnés au bannissement.

SIXIÈMEMENT pour le maintien du privilège des Habitans de cette Isle, à introduire le Cidre du crû du Pays en Angleterre, exempt des Droits imposés sur l'Etranger.

SEPTIÈMEMENT pour obtenir les fins de l'Acte des Etats passé ce jour, pour obtenir l'approbation Royale au rappel de la Loi concernant la marque des Cuirs.

Les Etats donnant par ces présentes plein pouvoir et autorité aux dits Thomas Pipon Esc^r et Jean Dumaresq Esc^r de paroître et agir au Nom des Etats, conjointement ou séparément devant sa Très Excellente Majesté et les Très Honorables Seigneurs de son Conseil Privé, tant à l'égard des objets sus mentionnés, que pour toute autre affaire qui pourroit intéresser le bien être de ce Pays pendant leur séjour en Angleterre.

N

1797. Sur le Rapport de Clement Bailhache Esc^r Con^{ble} de S^t Ouën, que l'Assemblée de la Paroisse auroit chargé et autorisé de faire racommoder les Charieres du Havre du Puley pour faciliter la Pêche du Vraic, comme aussi pour faciliter les Charières du Havre des Greves, les Etats ont autorisé ledit Connétable de faire vendre du Vraic au montant de la somme de deux Cents Livres d'ordre pour le Havre du Pulec, et pour le Havre des Greves Cent Livres d'ordre, pour être employée à cet effet.

Le Comité pour la défense de l'île ayant fait rapport aux Etats qu'en consequence de l'acte du 2^e Mai dernier ledit Comité a examiné les Comptes des douze Connétables des Taupes prises dans leurs paroisses respectivement ; lesquels Comptes ayant été trouvés justes demeurent approuvés par les Etats.—Il paroît par les dits Comptes qu'il y a eu vingt quatre mille septante quatre Taupes prises pour lesquelles les Connétables ont payé trois mille neuf livres six sous.— Et comme les Connétables des paroisses de S^t Helier, S^t Ouen, S^t Bre-lade, S.^t Clement et S.^{te} Marie ont payé moins que leur proportion, ils paroîtront à un jour qui sera fixé par ledit Comité pour payer ce dont ils sont redevables respectivement ; Et en cas de défaut d'aucun des dits Connétables ledit Comité est autorisé d'emprunter à l'intérêt, sur le Compte du Connétable défaillant, la proportion de sa paroisse afin d'être en état de payer ce qui est dû aux autres Connétables qui seront pareillement appelés devant le dit comité.

1797, 10 Mai.

L'An mil sept cent nonante sept le dixième Jour de Mai.

Présent Honorable Homme Andrew Gordon Major Général
etc. et Commandant en Chef etc.

Etats tenus par Thomas Pipon Esc^r Lieutenant etc., pré-
sident de l'Assemblée &c.

Après le serment de Jean Poingdestre Jun^r Esc^r Jean Poingdestre
Esc^r Justicier demeure exoiné par maladie.

Le Rév^d. François Valpy Rect^r de S.^{te} Marie est en défaut à assister
aux Etats.

LES ETATS ayant, par Acte du 6^e Mars, 1797, député Thomas
Pipon Esc^r Procureur Général du Roi, et Jean Dumaresq Esc^r, Con^{ble}
de S^t Pierre, pour passer en Angleterre afin de soumettre à la consi-

deration du Roi divers Règlemens que cette assemblée avoit Jugé 1797.
très intéressans au bien public de l'Ile, et pour obtenir les fins de
certaines petitions sur des objets importants, et lesdits Sieurs Deputés
ayant aujourd'hui fait leur rapport qu'ils ont en consequence obtenu
l'approbation de Sa Majesté aux Actes des Etats ci dessous men-
tionnés, savoir :

1. l'Acte du 16^e février dernier, touchant les assemblées tumultueuses.
2. l'Acte du 3^e septembre dernier, touchant les Taverniers.
3. l'Acte du 2^e Mars, pour établir un impôt sur les vins de Portugal, d'Italie, et autres vins étrangers.
4. l'Acte du 6^e Mars pour rappeler la loi qui autorise la taxation annuelle des rentes et pour établir une taxe permanente.
5. l'Acte du 6^e Mars pour le rappel de la Loi concernant la marque des cuirs.

Et lesdits deputés ayant présenté à cette Assemblée les ordres émanés de Sa Majesté en Conseil, par lesquels il a plu à sa Majesté de confirmer, par sa sanction Royale les Actes sudits, les Etats en ont ordonné l'enregistrement pour tirer leur plein et entier effet, aussi bien que d'une Lettre adressée au Président de cette assemblée, de la part des très Honorables Seigneurs du Conseil Privé, avec le rapport des Seigneurs Commissaires de la Tresorerie, auxquels les Seigneurs du Conseil de sa Majesté avoient référé le sujet de la Petition des Etats sur l'importation du Cidre de cette Isle en Angleterre, lequel rapport contient le reglement proposé par les Commissaires de l'Excise à l'égard de cette importation ; pour l'observation duquel reglement les Seigneurs du Très Honorable Conseil Privé ont recommandé aux Seigneurs Commissaires de la Tresorerie ⁽¹⁾ que les ordres requis soient donnés aux Commissaires de l'Excise afin que les habitans de cette Isle soient continués dans la jouissance de leur ancien Privilege.—Les Etats prennent, avec la plus grande satisfaction, cette occasion d'exprimer les sentimens de la plus vive reconnoissance dont ils sont penetrés vis-à-vis du meilleur des Rois, pour les bienfaits dont il les a si souvent comblés et pour les avantages qu'ils ressentent constamment sous son Gouvernement.

Les Etats en même temps sensibles du zèle et de la promptitude avec lesquels leurs dits Deputés ont rempli la mission dont ils ont été

(1) *Sic.*

1797. chargés leur en ont unanimement voté leurs remerciemens. Et sont lesdits députés requis de remettre au Président du Comité pour la défense de l'Isle le compte de ce qui leur est du, pour les fraix et dépenses de leur voyage en Angleterre, afin que ledit Comité fasse rapport du montant pour leur être payé sans délai.

Il a été de plus ordonné que le présent Acte, les susdits ordres de Sa Majesté en Conseil et les sus dites Lettres seront imprimés et publiés.

[Suivent plusieurs Ordres du Conseil, confirmant les Actes précités ; ils sont déjà imprimés dans le 1^{er} Volume des Lois, pp. 37 et 445.]

COUNCIL OFFICE, WHITEHALL, 26th April 1797.

Sir,

The Lords of the Committee of Council for the affairs of Jersey and Guernsey, having lately received a report from the Lords Commissioners of His Majesty's Treasury, upon a Petition of the States of the Island of Jersey dated 4th April 1796, (which their Lordships had thought proper to refer to the consideration of the Lords Commissioners of His Majesty's Treasury) respecting the importation of goods, Wares and Merchandize of the growth, produce and Manufacture of the said Island, and complaining particularly that the importation from Jersey of Cyder of the growth of the said Island into the Ports of this Kingdom, free of duty, had, in some late instances, been objected to, by the officers of Excise etc. etc : I have it in command from their Lordships to transmit to you a copy of the said report of the said Lords Commissioners of the Treasury, containing the opinion of the Commissioners of Excise upon the subject matter of the said petition, and particularly with relation to the article of Cyder imported from Jersey into the ports of this Kingdom and I am to acquaint you that it appearing to the Lords of the Committee that the subject matter of the said petition being entirely matter of regulation and therefore more proper for the determination of the Lords Commissioners of the Treasury than ⁽¹⁾ of the Lords of the Council, their Lordships have signified their opinion to the said Lords Commissioners that directions should be given from the Treasury to the Commissioners of Excise to adopt and carry into execution the several regulations with respect to the article of Cyder imported from Jersey, which are mentioned in the said report of the Lords

(1) *Sic.*

Commissioners of the Treasury, extending the same to cyder made from tythe fruit, in case the Commissioners of Excise shall have no objection to such extension.

1797.

I am Sir,

Your most obedient humble servant

Lieut: Bailly of Jersey.

Signed Steph: Cottrell.

[Suit, pages 300—302, copie d'un rapport des Commissaires de la Trésorerie aux Seigneurs du Comité du Conseil privé, recommandant que les habitants de Jersey soient maintenus dans leur privilège d'expédier du cidre en Angleterre, franc de droits.]

Les Etats ont résolu que l'Impôt nouvellement établi, avec l'approbation de sa Majesté, sur les vins de Portugal, Italie, et autres vins étrangers, sera affermé au plus offrant et dernier encherisseur par la Cour Royale, pour avoir lieu le premier Jour de Juin prochain, et être continué jusqu'au jour de S^t Michel ensuivant, afin qu'alors ledit Impôt soit affermé de nouveau, d'an en an, de même que les autres impôts déjà établis dans ce pays. ce qui sera imprimé, publié et affiché.

Les Etats étant informés que des particuliers s'ingèrent de tenir annuellement, sans autorité, en la paroisse de S^t Jean, une Foire où il se commet beaucoup de desordres, ont cru devoir prevenir pour la suite une pratique aussi contraire aux bonnes moeurs et au bien de la société: Partant il est expressément défendu à toutes personnes de tenir d'orénavant, Foire ou marché, en tout autre endroit qu'aux lieux autorisés à cet effet, sur peine vers les contrevenans de deux mille Livres d'amende, applicables, un tiers au Roi, un tiers à l'Hôpital Général et l'autre tiers à la paroisse où la contravention auroit lieu. et sont les officiers de Police spécialement chargés de veiller à l'observation de cette ordonnance.—Ce qui sera imprimé, publié et affiché.

Les Etats ont jugé nécessaire d'ordonner qu'il y aura une assemblée paroissiale tenue dans chaque paroisse dans le cours de la semaine ensuivant la publication de l'Acte des Etats approuvé par sa Majesté, concernant les Taverniers, et chaque Connetable avertira, par publication, tous Taverniers ou autres, dans sa paroisse, de se présenter à

1797. telle assemblée afin d'obtenir le Certificat requis par ledit Acte si ladite Assemblée juge convenable de l'accorder.—Et les Connétables sont chargés de présenter lesdits Certificats devant la Cour Royale, à tel jour que le Gouverneur Bailli et Jurés auront fixé. Et considérant qu'environ un tiers de l'année est elapsé depuis le dernier Abandon des vraies d'hyver, chaque Tavernier payera, pour la première licence qu'il obtiendra, deux tiers du prix fixé par ledit Acte des Etats.

1797, 16 Juin.

L'An mil sept cent nonante sept, le seizième Jour de Juin.

Présent Honorable Homme Andrew Gordon Major Général
etc. et Commandant en Chef etc.

Etats tenus par Thomas Pipon Esc^r Lieutenant etc. Président de l'Assemblée, etc.

Le Rév^d Geo. Bertram Rect^r de St Brelade est en défaut excusé.

Le Rév^d Jean Mallet Rect^r de St Pierre est en def^t à assister aux Etats.

Paroissant que toute la quantité de Grains et farines accordée par Acte de Parlement, pour l'approvisionnement de cette Isle est expédiée pour l'Année courante, Les Etats, sensibles à la nécessité urgente dans laquelle se trouve le pays, à l'occasion susdite, eu égard à la consommation considérable qu'il se fait de provisions de bouche, par le nombre de Troupes et d'étrangers qui sont actuellement dans cette Ile, outre les Habitans ; sont convenus de requérir le Commandant en Chef de vouloir bien représenter à sa Majesté, ou ses Ministres, la Situation actuelle du Pays, et de supplier qu'il soit permis d'importer dans cette île, du Port de Southampton, entre ci et le quinzième Novembre prochain, jusqu'à la concurrence de Mille cinq Cents quartiers de Grain, ou Farine, pour l'usage de cette île, laquelle quantité, les Etats, après mure délibération, ont cru ne sera pas plus que suffisante pour subvenir aux besoins du Pays.

Le Comité de la Défense de l'Ile est chargé de faire placer une balustrade de fer à l'entour du Portrait de sa Majesté dans le Vestibule de la Cohuë Royale.

Les Etats ont voté que M^r Nicolas Le Quesne recevra, sans délai, du Trésorier des Etats vingt Livres dix sols cours de France pour fraix faits en plaçant le Tableau de sa Majesté dans la Cohuë Royale.

Les Etats ayant pris en consideration le Rapport du Comité pour la défense de l'Ile, du cinquième Jour d'Août dernier, touchant le Havre de Fliquet et le Chemin qui y conduit, sont convenus, d'après la recommandation dudit Comité, d'accorder à M^e Isaac Renouf la somme de deux Cents Livres de France, pour huit perches de son Terrain qu'il a cédé pour ledit Chemin, laquelle somme lui sera payée par le Trésorier du Nouvel impôt. 1797.

Les Etats ayant pris en consideration le rapport de leur Comité touchant le Compte de Thomas Pipon Esc^r Proc^r Général du Roi, et Jean Dumaresq Esc^r Con^{ble} de S^t Pierre, l'un et l'autre Députés de cette Assemblée auprès de sa Majesté en Conseil, par acte du sixième Mars dernier, ledit Compte, montant à la somme de deux Cents trente sept Livres quinze shillings deux penys Sterl^{rs} en ont approuvé ; et il a été ordonné que le montant leur en sera payé par le Trésorier du nouvel impôt, tenant compte de ce qu'ils ont reçu à valoir.

L'An mil sept cent nonante sept le quinziesme Jour de Juillet. 1797, 15 Juillet.

Etats tenus par Thomas Pipon Esc^r Lieutenant etc. Président de l'Assemblée, etc.

Les Etats ayant pris en consideration que par la Decision de la Cour Royale à la Grande Vuë de Justice tenuë sur les Lieux entre le Procureur Général du Roi et les Procureurs des Propriétaires de la Vintaine de la Ville de S^t Helier, le Con^{ble} et Procureurs du Bien public de la Paroisse de S^t Helier et le Seigneur de Samarés, la Fosse et dépendances d'une part et ledit Sieur Proc^r General et le Révérend Philippe De La Garde et Mons^r Thomas De La Garde de l'autre part, sur la Clameur de Haro poursuivie entre les dites parties, il paroît que la Propriété du lieu en Question n'est ni aux unes ni aux autres des Parties litigantes, mais Partie du Port de S^t Helier : et de laquelle décision lesdites Parties ont été les unes et les autres reçues à appeller par devant sa Très Excellente Majesté en Conseil, ont autorisé le Comité des Chaussées de considerer sur les Lieux l'intérêt que le Public peut avoir en la Question, et de faire Rapport aux Etats sur les mesures qu'ils croiront devoir recommander, sur cet object ; étant deplus autorisés de conferer avec les Parties intéressées sur

1797. aucuns Moyens qui pourroient tendre à concilier tant les Droits et prétentions desdites parties que le droit du Public à l'égard dudit Havre de St Helier. Et sont Mess^{rs} les Officiers du Roi autorisés d'assister audit Comité.

Les Etats sensibles de plus en plus de la nécessité d'une reformation dans les Procédures criminelles, et convaincus par experience que les Loix existantes ne suffisent pas pour convaincre les Coupables, sont convenus de nommer un Comité composé de Jacq^e Hemery, Pierre Mauger, et Philippe De Carteret Esc^{rs} Jurés, des Rév^{ds} Rect^{rs} de St Sauveur, Grouville, et St Helier, et des Con^{bles} de St Pierre, Comité. St Brelade, et St Clement, pour prendre en consideration le plutôt possible ce sujet intéressant, et pour faire rapport aux Etats jusqu'où il lui paroît praticable et expedient d'adopter la Partie Criminelle des Règlements ci devant proposés à sa Majesté pour l'établissement des Jugemens par Enquêtes, ou tel autre remede que ledit Comité jugera convenable de recommander. Mess^{rs} les Officiers du Roi étant requis d'y assister.

Paroissant que la Gestion du Comité de la Bibliotheque est expirée les Etats ont choisi un nouveau Comité composé de Franç^e Comité. Marett, Charles De La Garde, et Philippe De Carteret Esc^{rs} Jurés, Le Rév^d François Le Couteur, le Rév^d Docteur Edouard Dupré et le Rév^d Jean Mallet, Josué Pipon Esc^r Con^{ble} de St Brelade, M^r Elie Durell, Con^{ble} de St Helier et Jean Luce Esc^r Con^{ble} de St Laurens.

Chirurgien de l'Hôpital Général. Les Etats ont nommé et appointé Phil. Lerrier Esc^r Chirurgien de l'Hôpital Général à la place de Roger Heriot Esc^r lequel seroit depuis peu decédé.

1797, 22 Juillet. L'An mil sept cent nonante sept le vingt deuxième Jour de Juillet.

Etats tenus par Thomas Pipon Esc^r Lieutenant etc. Président de l'Assemblée, etc.

Après le serment de Charles De La Garde Esc^r le Rév^d François Le Couteur Rect^r de Grouville demeure exoiné par maladie.

Sur la representation du Comité nommé par Acte du 15^e Juillet dernier ; Les Etats ont décidé que telle partie des reglemens proposés

pour l'établissement du Jugement par Enquêtes qui sera trouvé nécessaire pour remplir l'objet dont il est chargé sera imprimée.

1797.

Les Etats aujourd'hui spécialement assemblés à l'occasion de la disette de farine dont le pays paroît menacé ; considerant que l'application qui a été faite par le Commandant en Chef à ce sujet de la part des Etats comme paroît par leur acte du seizième Juin dernier n'a jusqu'ici produit aucun effet ; et convaincus du besoin urgent et même alarmant dans lequel les habitans se trouvent réduits présentement, ont cru devoir réitérer leur requête au Commandant en Chef, et le prier de faire tous ses efforts pour obtenir du Gouvernement l'augmentation proposée par ledit Acte.—Consideré en même temps que le défaut de farine devient de jour en jour plus pressant et allarmant Les Etats ont deplus requis le Commandant en Chef de vouloir bien envoyer un exprès à Southampton, pour obtenir provisoirement des officiers de la Douane une certaine quantité de grain ou de farine jusqu'à la concurrence de sept cent cinquante Quartiers afin que le pays ne devienne pas exposé au danger qui paroît le menacer.

L'An mil sept cent nonante sept le vingt neuvième Jour de 1797, 29 Juillet.
Juillet.

Etats tenus par Thomas Pipon Esc^r Lieutenant, etc., Président de l'Assemblée, etc.

Les Etats se sont aujourd'hui derechef assemblés à l'occasion de la disette de farine dont le Pays éprouve présentement les tristes effets et ayant eu, de la part du Commandant en Chef, la communication d'une Lettre écrite par les Officiers de la Douane de Southampton en réponse à celle dudit Sieur Commandant, du 22^e du courant, ils voient, avec infiniment de surprise et d'inquiétude, que nonobstant leur application du 16^e Juin, laquelle fut réitérée avec Instance le 22^e du courant, rien n'est décidé pour l'approvisionnement immédiat de cette Ile, dans ce moment de danger.—Les Etats croient devoir réitérer leur requête avec empressement sur l'objet en question et ils prient le Commandant en Chef de ne pas perdre un instant à représenter au Secrétaire d'Etat le sort funeste qui va accabler le Pays si un prompt remède n'y est apporté.

O

1797. Les Etats ayant été assemblés à la requête du Commandant en Chef à l'occasion des informations qu'il a reçues que deux navires infectés de la peste étoient actuellement en mer, ont entendu la lecture de differens ordres émanés de la part dudit Sieur Commandant en Chef pour prevenir l'introduction de la contagion dans cette île. Ils ne peuvent se dispenser, dans cette occasion, de témoigner audit Sieur Commandant en Chef leur reconnoissance pour les mesures promptes et salutaires qu'il a prises à cet égard, et qui leur paroissent tellement efficaces qu'ils croient n'y devoir rien ajouter ; partant il est commandé à tous et un chacun d'obéir avec exactitude aux directions données par le Commandant en Chef et aussi d'observer strictement les réglemens établis par la Loi tant au sujet du bateau de santé que de la conduite de toute personne dans les temps de contagion sur telle peine qu'il appartiendra. Ce qui sera imprimé publié et affiché.

Paroissant par une Lettre des Officiers de la Douane de Southampton écrite au Commandant en Chef, que lesdits officiers recommandent qu'une distinction soit faite à l'avenir de la farine expédiée dudit lieu pour les Troupes cantonnées dans cette Isle, d'avec celle envoyée pour la subsistance des habitans, & que pour cet effet la farine destinée pour les Troupes soit embarquée sous les directions d'un agent à Southampton, ce qui, selon l'opinion desdits officiers, seroit dans le cas de prevenir des applications futures pour l'approvisionnement des habitans de ce Pays. Les Etats sont sensibles des avantages d'une pareille disposition, & ils prient le Commandant en Chef de vouloir bien y prêter la main en donnant tels ordres qu'il croira propres pour l'occasion.

1797, 19 Août.

L'An mil sept cent nonante sept, le dixneuvième jour d'Août.

Présent Honorable Homme Andrew Gordon, Major Général
etc. et Commandant en Chef etc.

Etats tenus par Thomas Papon Esc^r Lieutenant etc., Président de l'Assemblée, etc.

Présent Mons^r l'Avocat Général du Roi.

La Gestion du Comité des Chaussées étant expirée, les Etats ont choisi un nouveau Comité composé de douze membres, viz^t Nicolas

Messervy, Phil: Robin, Jacques Hemery, & François Valpy dit Janvrin Esc^{rs} Jurés, Vénérable Homme François Le Breton, Recteur de S^t Sauveur ; le Rév^d François Valpy Recteur de S^{te} Marie ; le Rév^d George Bertram, Recteur de S^t Brelade ; le Rév^d D^r Edo: Du Pré, Recteur de S^t Helier.—Jean Dumaresq Ec^t Con^{ble} de S^t Pierre ; Jean Luce Esc^t Connétable de S^t Laurens ; M^r Elie Durell Connétable de S^t Helier & Josué Pipon Esc^t Connétable de S^t Brelade, sept desquels pourront agir.

Le Commandant en Chef ayant donné aux Etats un narré des mesures qu'il a prises depuis le 16^e juin dernier pour obtenir une augmentation de Farine d'Angleterre, dans ce temps de disette et de la correspondance qu'il a tenue tant avec le Duc de Portland qu'avec les Collecteurs de la Douane à Southampton sur le sujet ;—Et ayant produit l'ordre de Sa Majesté en Conseil qui en a résulté, portant date le 4^e du courant, accompagnée d'une lettre de Mons^r Greville sous secrétaire d'Etat, par lesquels il paroît qu'une augmentation de Grain, ou Farine, jusqu'à la concurrence de mille cinq cents quartiers, est présentement accordée pour la subsistance des Habitans de cette Ile, Les Etats ont ordonné l'enregistrement tant du dit ordre que de la dite lettre.—Convaincus en même temps, du Zèle et de l'empressement avec lesquels le commandant s'est prêté à remplir les souhaits des états et à secourir le public dans tout le cours de la situation alarmante où le pays se trouvoit ; Les Etats lui en témoignent leurs sincères Remercimens, et ordonnent que cet acte sera imprimé, publié et affiché et qu'une Copie authentique en sera délivrée par le Greffier au Commandant en Chef.

Desquelles Lettre et ordre la Teneur ensuit.

Whitehall 5th August 1797.

Sir

In the absence of the Duke of Portland I have the honor to acknowledge the Receipt of your letter to His Grace respecting the great necessity there is for an immediate supply of corn for the Inhabitants of the Island of Jersey.—The Duke of Portland lost no time in referring the same to the Lords of His Majesty's Privy Council, and I have now the honor to inclose you a duplicate of an order which has been issued in consequence thereof, permitting the exporta-

1797. tion, from the Port of Southampton, of a further supply of wheat etc. as specified in the inclosed order of Council.

I am Sir,

Your most obedient humble servant

Signed Charles Greville

Major General Gordon.

[Suit, p. 313, l'Ordre du Conseil en question.]

Les Etats ont ordonné que certain Acte du treizième Juillet 1796 sera imprimé de nouveau, publié et affiché. [Cet Acte est imprimé plus haut, p. 64.]

1797, 16 Sept.

L'An mil sept cent nonante sept le seizième Jour de Septembre.
Présent Honorable Homme Andrew Gordon, Major Général
etc. et Commandant en Chef etc.

Etats tenus par Thomas Pipon Esc^r Lieutenant etc., Président de l'Assemblée, etc.

Les Etats ayant pris en Consideration le rapport du Comité appointé par Acte du 2^e Mars dernier sur la Remontrance du Greffier en ont approuvé, et partant sont convenus d'accorder au Greffier, pour ses soins peines et travail en ce qui concerne les Etats et leurs Comités, la somme de huit cents Livres, argent selon l'ordre du Roi, par an ; le premier paiement commençant au Jour S^t Michel prochain et que cette somme sera tirée du produit de l'impôt sur les Rums et genievres.

Les Etats considerant que les reglemens qui furent établis le 15^e de Septembre 1794, pour empêcher l'introduction frauduleuse de liqueurs étrangères ne furent établis que pour une année seulement par voie d'épreuve, les quels reglemens ont été depuis renouvelés et mis en force pour deux années, par deux differens Actes subsequents, et ne voyant pas qu'il en ait jusqu'ici resulté d'inconveniens, ont cru devoir les continuer en force pour une année de plus ; partant lesdits Règlemens demeurent approuvés et établis de nouveau, dans tout leur contenu, pour avoir force jusqu'au jour S^t Michel mil sept [cent] quatre vingt dix huit inclusivement. ce qui sera imprimé publié et affiché.

Les Etats ont ordonné que douze quartiers de Charbon seront fournis à chaque Corps de Garde de la milice pour l'hiver prochain commençant le 1^{er} Jour de Novembre, et les Connétables sont chargés de le procurer et seront remboursés par le nouvel impôt.

1797.

Le Comité pour l'hôpital Général a présenté aux Etats un tableau des dépenses pour le maintien des pauvres dans ledit Hôpital durant la quatrième année, finissant 11^e Février 1797, ledit jour inclu,⁽¹⁾ par lequel il paroît que ledit entretien a coûté la somme de vingt neuf milles neuf cents soixante Livres trois sous trois deniers cours de France, et qu'il a été reçu en moyens, tant extraordinaires qu'ordinaires, la somme de douze milles huit cents quatre vingt quatre Livres dix sept sous neuf deniers, dont il résulte une ballance de dix neuf milles, trois cents, quatre vingt huit Livres quinze sous cours de France à repartir entre les cinq paroisses qui ont leurs pauvres dans l'hôpital dans leurs différentes proportions au Raât public.—Les Etats ont pris en consideration ledit tableau avec les pieces justificatives sur lesquelles il est dressé et ont approuvé le tout ; partant le Trésorier de l'Hôpital Général est autorisé à recevoir la proportion de chacun des Connétables qui n'y ont point envoyé leurs pauvres selon le tableau pareillement présenté par le même Comité lequel est aussi approuvé par les Etats par lequel tableau les proportions des paroisses de St. Ouen, St. Sauveur, St. Brelade, Grouville, St. Martin, St. Clement et St^e Marie se montent à la somme de trois milles neuf cents vingt trois Livres sept sous neuf deniers, au cours de France, laquelle dernière somme sera employée comme moyens fournis par les avant dites sept paroisses à valoir sur leurs proportions de dépenses de l'année courante.

Comité

Les Etats s'étant aujourd'hui trouvés dans la nécessité de continuer en force, pour une année de plus les ordonnances de l'Année 1794, au sujet des liqueurs sujettes aux droits d'impôt lesquelles ordonnances étoient sur le point d'expirer, et ce afin de prevenir la perte et les inconveniens qui auroient pu resulter par le manque desdits reglemens, ont aujourd'hui jugé nécessaire d'autoriser le Comité des Chaussées de s'assembler le plutôt possible, et de considerer ce qu'ils jugeront être le plus convenable à être établi sur cet objet à l'avenir ; et en même temps sur une application à Sa Très Excellente Majesté en Conseil sur le sujet à quel Comité Mess^{rs} les officiers du Roi seront requis d'assister.

(1) Sic.

1797, 9 Déc.

L'An mil sept cent nonante sept, le neuvième Jour de Decembre.

Etats tenus par Thomas Pipon Esc^r Lieutenant etc., Président de l'Assemblée, &c.

Pierre Mauger Esc^r Justicier, Charles De La Garde Esc^r Justicier et le Rév^d Jean La Cloche, Rect^r de la Trinité, sont en défaut excusés à assister aux Etats.—Le Rév^d Philippe De La Garde Rect^r de St Martin, est en def^t à assister aux Etats.

Le Rapport du Comité logé au Greffe le seizième Septembre, sur le Procès dependant entre les Procureurs de la Vintaine de St Helier le Connétable et les Procureurs du bien public de ladite paroisse d'une part, et Mess^{rs} Phil. et Thomas De La Garde de l'autre part, à l'égard de la propriété de certains rochers, ayant été lu, pour la première fois, les Etats ont ordonné qu'il sera imprimé pour l'information des membres, avec les changemens qui y ont été aujourd'hui proposés par ledit Comité.

Thomas Pipon Esc^r Proc^r Général du Roi, et Jean Dumaresq Esc^r Con^{ble} de St Pierre, ci-devant Deputés des Etats à Londres ont informé les Etats que durant leur séjour audit lieu ils avoient ordonné la piece d'argenterie votée à M^r Philippe Jean, par Acte du 20^e Août 1796, Et ils ont aujourd'hui produit une Lettre de la Part dudit M^r Jean exposant qu'il a reçu ladite pièce d'Argenterie et par laquelle il en exprime sa sincère reconnoissance. Ils ont aussi produit le compte de M^r Brasbridge, l'ouvrier qu'ils avoient chargé de l'exécution de ladite piece d'Argenterie, avec une Lettre de sa part, ledit compte montant à la somme de 115 : 3 : 1^{sh.} 4^{d.} Sterling. Les Etats ont approuvé dudit Compte et en ont, en consequence, ordonné le payement, sur les deniers du nouvel impôt, et le Trésorier est autorisé de fournir audit Payement.

Les Etats considerant que la reparation des chemins publics de cette Isle est très défectueuse, et que les materiaux généralement employés à cet ouvrage n'y sont pas utiles ; considerant deplus que le prix des défauts aux chemins ne tient pas une juste proportion avec le prix ordinaire du travail, et que les Reglemens en general qui concernent la reparation des Chemins ont besoin de reforme, sont convenus d'appointer un Comité composé de François Marett, Nicolas

Messervy, et Philippe De Carteret Esc^{rs} Jurés ; le Rév^d François Valpy, le Rév^d François Le Couteur et le Rév^d Jean Mallet ; Jean Dumaresq Esc^r Con^{ble} de St^t Pierre, Jean Dumaresq Esc^r Con^{ble} de St^t Sauveur, et M^r Philippe Nicolle Con^{ble} de St^t Jean, pour prendre ce sujet en plus ample consideration et en faire rapport aux Etats. 1797.

Comité.

Sur la proposition du Con^{ble} de St^t Pierre lequel est Colonel du Regim^t du Nord Ouëst, Les Etats ont ordonné qu'il y aura un Store ou Magasin construit proche la Batterie de Du Park, dans la Baie de St^t Ouën, pour contenir les munitions et utenciles de ladite Bateria, Que cet objet sera banni au Rabais et bâti sous les soins dudit Colonel et du Connétable de St^t Ouën selon les directions du Commandant en Chef, et que les frais en seront pris sur le produit des Licences, le Greffier étant autorisé d'y fournir à mesure qu'il en sera besoin.

L'An mil sept cent nonante huit, le dixhuitième Jour de Janvier.

1798,
18 Janvier.

Présent Honorable Homme Andrew Gordon, Major Général etc. et Commandant en Chef etc.

Etats tenus par Thomas Pipon Esc^r Lieutenant etc, Président de l'Assemblée, etc.

Franç^s Maret, Phil. Robin, Jacques Hemery et Franç^s Valpy dit Janvrin Esc^{rs} Justiciers et Mons^r Phil. Nicolle, Conn^{ble} de St^t Jean, sont en dé^t à assister aux Etats.

SON EXCELLENCE Monsieur le Commandant en Chef ayant mis devant les Etats, assemblés à sa requête, un projet qui lui a été referé par son Altesse Monseigneur le Prince de Bouillon, a l'égard de l'établissement de Signaux autour de cette Isle de la manière la plus effective à la défense de l'Isle et à la protection de la navigation des Habitans, lequel projet avoit, en première instance, été suggéré par la Chambre de Commerce, et a reçu l'approbation des Seigneurs de l'Amirauté d'Angleterre, et depuis a été pris en consideration par le Comité pour la défense de l'Isle, à la requête de son Excellence le Commandant en Chef :—Et ledit Comité ayant aujourd'hui fait son Rapport qu'ils croient les mesures proposées très utiles à la sureté du Pays et de la Navigation, Les Etats, après avoir pris le sujet en leur

1798. consideration, lequel leur a paru très propre à contribuer à la défense du pays contre les Ennemis, et voyant que le gouvernement accorde de defrayer les personnes nécessaires à entretenir les signaux qui pourront être appointés par Monsieur le Commandant en Chef aux lieux jugés les plus propres et que la Chambre de commerce propose de fournir certains matériaux à cet effet, et que par là il ne reste pour les Etats que de procurer le logement requis aux divers lieux, pour les personnes employées à ce service, ont unanimement autorisé le Comité pour la défense de l'île de pourvoir, ou faire construire, selon l'exigence, lesdits logemens, selon que son Excellence le Commandant le jugera nécessaire et de prendre les fraix qui seront encourus sur l'argent provenant des licences des Taverniers.—Et en même temps les Etats ont Témoigné à son Excellence, le Commandant en Chef, et à son Altesse Monseigneur le Prince de Bouillon, leur reconnoissance et leurs remerciemens pour ce nouveau témoignage de leur Zèle et de leur devouement pour la sureté de l'île et de ses habitans.

Les Etats ayant aujourd'hui pris en consideration plusieurs Objets concernant la Défense de l'île, et ayant approuvé de divers moyens proposés pour la meilleure sureté du Païs, ont remis la redaction de leurs Resolutions et leur opinion finale sur ce sujet à Samedi prochain à onze heures du Matin.

1798,
20 Janvier.

L'An mil sept cent nonante huit, le vingtième Jour de Janvier.
Présent Honorable Homme Andrew Gordon, Major Général
etc. et Commandant en Chef etc.

Etats tenus par Thomas Pipon Esc^r Lieutenant etc., Président de l'Assemblée, etc.

Après le Serment de M^r Edo^d Le Maistre, Jacques Hemery Esc^r Juticier, demeure exoiné par maladie.—Franç^s Valpy dit Janvrin et Jean De Carteret Esc^{rs} Jurés sont en def^t à assister aux Etats.—Après le serment de M^r Nicolas Arthur, le Rév^d Franç^s Valpy, Rect^r de S^t Marie demeure exoiné par maladie.—Après le serm^t de M^r Ab^m Poingdestre, M^r Philippe Nicolle Con^{bl}e de S^t Jean, demeure exoiné par maladie.

Les défauts de Franç^s Marett, Phil. Robin, Jacques Hemery, et Franç^s Valpy dit Janvrin Esc^{rs} Jurés, du 18^e du courant demeurent relevés.

1798.

Les Etats aujourd'hui assemblés à la requête de son Excellence le Commandant en Chef pour les affaires qui concernent la défense de l'Ile, après avoir adopté les mesures et ordonné les dépenses recommandées par son Excellence pour la meilleure sûreté du Pays, et pour mettre la Milice en état d'opposer, avec succès, l'attaque méditée par l'Ennemi, ne peuvent se dispenser de témoigner en même tems au Commandant en Chef leur inquiétude de ce que cette Ile demeure si longtemps depourvue de toute force navale et particulièrement dans ce temps critique : et ils supplient son Excellence de vouloir bien réitérer ses instances auprès du Gouvernem^t et les appuyer de toute son influence afin d'obtenir le plus tôt possible ce secours si nécessaire et si capable de protéger le Païs contre les incursions d'un Ennemi entreprenant et implacable auxquelles ils sont si exposés par leur grande proximité. Les Etats font cette requête avec d'autant plus de confiance, qu'ils connoissent par une heureuse experience la bonté de leur gracieux Souverain envers les Habitans de cette île ; ils savent que sa Majesté les a souvent secourus au moment de danger ; qu'elle ne cesse de les protéger et ils osent espérer avec des sentimens les plus respectueux de loyauté et d'attachem^t, que sa Majesté daignera leur continuer sa bienveillance en leur envoyant des Vaisseaux de Guerre dont la Station soit bornée à la protection speciale de cette Ile afin de leur assurer la jouissance de biens inestimables qui dérivent de son heureux gouvernement.

Il a été décidé que les défauts des Membres de cette Assemblée seront, depuis ce jour, levés par les Dénonciateurs, lesquels en seront responsables, et en rendront Compte annuellement au Comité pour la défense de l'Isle.

Les Etats ayant pris en leur consideration que les Habitans du Païs qui ne sont point dans les circonstances d'être mis sur le Raât d'Armes sont chargés au delà de leurs moyens p le service des Gardes ; et desirant de pourvoir au soulagem^t des Personnes de cette Classe autant que les circonstances et le Bien du Service peuvent le permettre ; ont autorisé et chargé le Committé pour la défense de l'île de s'employer le plutôt possible à aviser des Moyens qui peuvent tendre à ce but afin de les proposer aux Etats ; et à cet effet Mess^{rs} les Con^{bles} sont chargés de fournir audit Comité l'Etat du Raât d'armes

P

1798. dans leurs Paroisses et des Personnes qui font Garde et qui ne sont point chargés à ce Raât.

Ayant été représenté aux Etats que les Batteries de la plupart des Mousquets de la Milice ont besoin d'être trempées de nouveau afin de les endurcir pour faire meilleur feu, les Etats ont décidé que cette⁽¹⁾ ouvrage indispensable sera fait dans tous les Regimens, le plutôt possible, sous les directions de chaque Colonel et que les fraix en seront payés par le Trésorier des Etats sur la demande des Colonels respectivement.

Afin d'encourager les soldats qui font garde autour de cette île, et les gens de la marine employés aux signaux à porter toute l'attention possible au service essentiel qu'ils remplissent aussi bien que pour engager toute autre personne à la vigilance pour la conservation du pays, et dans la vue de prévenir les surprises de l'ennemi, les Etats ont jugé convenable de déclarer qu'une recompense de Mille Livres de France, sera payée à quiconque decouvrira premièrement l'approche d'une flotte ennemie intentionnée pour l'attaque du pays, et qui en donnera connoissance immédiate à quelque officier de commission, et si une pareille flotte ennemie étoit apperçue dans le même tems par plusieurs personnes, la recompense sus mentionnée sera distribuée en proportion égale entre telles personnes.—Ce qui sera imprimé, publié et affiché.

SON Excellence le Commandant en Chef ayant représenté aux Etats la nécessité de faire pratiquer l'exercice du Canon à tous les Soldats de la Milice dans le temps présent, et ayant communiqué à l'Assemblée son dessein d'y employer les hommes de chaque Garde tous les matins, avant de quitter leur Poste, sous l'inspection d'un Officier de commission ; les Etats, sensibles des avantages qui doivent résulter d'un pareil système, et souhaitant y donner tout l'encouragement possible, ont résolu que la personne qui sera employée pour enseigner cet exercice, à chaque Garde, sous les directions du Commandant en Chef, recevra pour salaire un Chelling par jour, ce qui continuera jusqu'au premier jour du Mois de Juin prochain ; qu'à celui qui deviendra le plus habile à cet exercice dans chaque District,

(1) *Sic.*

entreci et ledit premier jour de Juin, sera donné une cuiller d'argent de la valeur de dix huit Livres, avec cette inscription : " Au plus habile Canonnier ", Que le mieux instruit après le premier, recevra douze Livres en argent, et le troisième six livres, letout cours de France, ce qui sera pris sur le produit des licences des Taverniers. Les Compagnies d'Artillerie, de Grenadiers et de Chasseurs ne seront point comprises dans les Districts pour les récompenses sus-mentionnées. Chacune desdites Compagnies sera comptée pour un District, et les mêmes prix seront accordés aux mieux instruits dans chacune d'icelles. Les Etats ont en même temps cru devoir declarer que les prix ainsi accordés aux plus habiles doivent aller uniquement au profit des personnes qui les auront mérités et non au profit d'une Garde ou d'un District, sur peine de confiscation de tel prix au bénéfice des pauvres de la Paroisse. Ce qui sera imprimé, publié et affiché.

1798.

Après que cette resolution a été approuvée par les Etats, Son Excellence le Commandant en Chef a déclaré qu'il donnera Cinq Cent Livres, Cours de France, pour être jointes aux récompenses ci dessus votées par les Etats, & pour mettre les Colonels en état d'établir un quatrième prix de la manière que chaque Colonel le jugera le plus convenable & avantageux po^r l'encouragement de cet exercice, si utile à la défense de l'Ile. Et pour ce don gracieux, en faveur de la Milice, Les Etats ont requis Son Excellence d'accepter leurs sincères remerciemens.

L'An mil sept cent nonante huit, le dixseptième jour de Février.

1798,
17 Février.

Présent Honorable Homme Andrew Gordon Major Général &c.
et Commandant en Chef etc.

Etats tenus par Thomas Pipon Esc^r. Lieutenant etc., Président de l'Assemblée, etc.⁽¹⁾

Le Comité pour la défense de l'Ile ayant fait rapport aux Etats que les Comptes suivans ont été examinés & trouvés juste par led^t Comité, savoir :—

(1) Abraham Aubin Esc^r, Centenier de St^e Sauveur, siégeait à cette séance ; le Procureur-Général et l'Avocat-Général étaient aussi présents.

1798.	Comptes publics	Arg ^t de france	£.	s.	d.
Nº 1.	Le Compte de Jean Luce Esc ^r Con ^{ble} de St ^e Laurens montant à		405.	16.	9
Nº 2.	Le Compte de Jean Dumaresq Esc ^r Con ^{ble} de St ^e Sauveur		402.	12.	—
Nº 3.	Le Compte de Phil: Nicolle Esc ^r Con ^{ble} de St ^e Martin... ..		579.	4.	2
Nº 4.	Le Compte de Phil: Le Gros Esc ^r Con ^{ble} de la Trinité... ..		760.	10.	6
Nº 5.	Le Compte de Jean Dumaresq Esc ^r Con ^{ble} de St ^e Pierre		326.	4.	—
Nº 6.	Le Compte de M ^r Phil: Nicolle, Con ^{ble} de St ^e Jean.		314.	16.	—
Nº 7.	Le Compte d'Elie Bertram Esc ^r Con ^{ble} de Grouville.		372.	7.	—
Nº 8.	Le Compte de M ^r Nicolas Arthur Con ^{ble} de St ^e Marie		334.	4.	10
Nº 9.	Le Compte de Josué Pipon Esc ^r Con ^{ble} de St ^e Brelade... ..		623.	10.	—
Nº 10.	Le Compte de Clem ^t Bailhache Esc ^r Con ^{ble} de St ^e Ouën		611.	17.	—
Nº 11.	Le Compte de M ^r Aaron De Veulle Con ^{ble} de St ^e Clement		635.	2.	—
Nº 12.	Le Compte de M ^r Elie Durell Con ^{ble} de St ^e Helier.		937.	18.	—
Nº 13.	Le Compte des Dénonciateurs		408.	—	—
Nº 14.	Le Compte de Mess ^{rs} Angot et Stead... ..		316	—	—
Nº 15.	Le Compte de M ^r Edo ^d Le Maistre Huissier ...		46.	—	—
de france			£7074.	03.	3

Lesquels comptes montant ensemble à la somme de sept Milles septante quatre Livres, trois sous, trois deniers argent de france, les Etats en ont ordonné le payem^t par le Trésorier du Nouvel impôt.

LES ETATS ont approuvé le Rapport du Comité pour la défense de l'Ile dont la teneur ensuit

Corps de Garde
de Bonnuitt.

“ Le Comité a examiné et trouvé juste le Compte de Mons^r Phil. Nicolle Con^{ble} de St^e Jean, un des autorisés pour la bâtisse du Nouveau Corps de Garde de Bonnuitt, par lequel compte il paroît que ledit nouveau Corps de Garde a coûté deux Milles neuf Cents vingt deux Livres argent de france ; que l'ancien Corps de Garde a été vendu (en consequence d'un Acte des Etats) pour six Cents quarante huit Livres et partant il resulte une balance en faveur dudit Con^{ble} de la somme de deux Milles deux Cents septante quatre Livres qui lui a été payée par le Trésorier du nouvel impôt.”

1798.

Compte du
Trésorier.

LES ETATS, après avoir entendu le rapport du Comité pour la défense de l'Isle, ont approuvé le Compte de Phil. Dumaresq Esc^r Trésorier du nouvel impôt dont la Ballance est en faveur dud^t impôt pour la somme de vingt huit Milles, neuf Cents nonante neuf Livres, dix sous argent de france.

Comptes des
Licences des
Taverniers.

LES ETATS après avoir entendu le rapport du Comité pour la défense de l'île, ont approuvé le Compte du Greffier, montant à la somme de trois Milles, six Cents quatre vingt Livres argent de france, reçue des Taverniers pour leurs licences en consequence de l'Acte des Etats du dixième Mai dernier.

LES ETATS après avoir entendu le rapport du Comité pour la Défense de l'île, ont approuvé le Compte de Mess^{rs} les autorisés pour le travail fait au Havre du Hocq, en consequence de l'acte des Etats du 16^e Février 1797, la balance duquel Compte est en faveur du public pour la somme de vingt six Livres, seize sous de France ; Et conformément à la recommandation dudit Comité les Etats ont voté la somme de trois Milles Livres de france hors du produit du nouvel impôt, pour être employée par lesdits autorisés au même objet, sous les directions dudit Comité.

Les Etats ayant pris en consideration le rapport du Comité pour la défense de l'île, ont ordonné le paiement sur les deniers du nouvel impôt, de la somme de six Cents quatre vingt six Livres, six sous, trois deniers argent de france pour balance d'un compte du à la succession de feu Charles Dauvergne Esc^r pour divers payemens, fournitures etc. faits par ledit défunt pour la défense de l'île.

Les Etats, considérant que des contributions volontaires se font présentement, dans toutes les parties de l'Angleterre, pour le service de Sa Majesté et la défense de ses dominions, se trouvent indispensablement obligés à suivre ce salutaire exemple, qui paroît adopté par tous bons et loyaux sujets, et ils recommandent à leurs concitoyens d'y concourir avec zèle et avec empressement.

Les Etats sont persuadés que la Loyauté, toujours distinguée, des habitans du pays, les animera dans cette occasion ; que sensibles au bonheur dont ils jouissent, et aux avantages inestimables qu'ils possèdent sous la protection de Sa Majesté et du Gouvernement Britannique, ils en rendront témoignage, et donneront preuve de leur

1798. sincérité ; et que, dans ce tems critique, où l'ennemi paroît tourner ses vues, et faire tous ses efforts pour parvenir au bouleversement du Royaume d'Angleterre et de sa constitution, chacun déposera le gage de sa fidélité et de son attachement, avec libéralité, pour le maintien et la conservation de tout ce que nous avons de plus précieux sur la terre, notre Religion, nos propriétés et nos privilèges.

Il y aura une souscription en chaque paroisse, qui aura pour titre : Souscription Volontaire pour le service de Sa Majesté, et la défense de ses Dominions.

Les Connétables sont chargés de communiquer le présent Acte à leurs paroissiens respectivement, et de les inviter à souscrire.

Chaque Connétable gardera une liste exacte de tous les souscripteurs et du montant de leurs Souscriptions, afin qu'ils soient enregistrés sur les records de l'Ile.

Les Souscripteurs payeront, entre les Mains de leurs Connétables le montant de leurs souscriptions, soit en souscrivant, ou dans le cours de deux mois après, à la volonté de chacun ; et les Connétables produiront les souscriptions de leurs paroisses respectives, le 3 de mars prochain ; auquel jour les Etats sont remis, pour cet effet, à onze du matin. Ce qui sera imprimé et publié, aussi bien que l'adresse ci-dessous, dont les Ministres sont requis de donner lecture demain et le dimanche suivant.

ADRESSE.

Dans ce moment de crise et de danger, les Etats croient qu'il est de leur devoir de s'adresser à leurs concitoyens, non pour exciter leur zèle pour le bien de la patrie, (il n'a pas besoin d'aiguillon) mais seulement pour leur indiquer les mesures à prendre pour le déployer avec efficace.

Vous savez que la Grande Bretagne a une guerre à soutenir suscitée par l'ambition effrénée de nos ennemis, qui s'obstinent à ne la point terminer qu'après l'extinction de son commerce, de ses lois, de sa constitution, de sa liberté, de son indépendance. Déjà ils dévoient, dans leur imagination, ces richesses, dont il a plu à la Providence combler cet Empire fortuné ; et ne parlent de rien moins que de traverser les mers, et d'aller Assouvir, dans la métropole même, leur insatiable cupidité.

Pour nous convaincre des maux que nous aurions tous à souffrir, si leurs desseins réussissoient, il n'étoit pas nécessaire que leurs ha-

1798.

rangues, remplies d'invectives et d'exécutions, en fissent foi ; les malheureux pays où ils ont porté leurs armes, ceux même qui les ont reçus à bras ouverts, et qui ont prêté l'oreille aux accents de leur perfide⁽¹⁾ amitié, pillés, saccagés, bouleversés, nous crient d'une voix bien plus forte encore : devenez sages à la vue de nos malheurs ; que rien ne vous coûte pour écarter de vos demeures ces fléaux du genre humain.

Quoique tantôt battus sur l'océan par nos braves marins, et tantôt engloutis dans les Mers par les tempêtes, telle est leur aveugle fureur, leur haine implacable contre le Gouvernement Britannique, que, loin d'en être humiliés, ils se roidissent de plus en plus contre les revers ; et nonobstant l'ignominie dont leurs entreprises précédentes ont été couvertes, ils rassemblent actuellement toutes leurs forces pour tenter une invasion, et pour porter la destruction et l'effroi dans le sein même de l'Angleterre. Ils appuient surtout, leurs espérances d'un heureux succès sur l'idée qu'ils se sont formés de l'épuisement de ses finances.

Sans doute que les fardeaux, que nécessite une longue guerre, entreprise par l'Angleterre pour le maintien de sa constitution, de l'autel et du trône, ne peuvent manquer de se faire sentir ; Mais en comptant les dépenses auxquelles elle est assujettie par la prolongation de cette guerre sanglante, nos ennemis ont oublié de faire entrer dans leur calcul la magnanimité, la libéralité d'une nation jalouse de son indépendance, attachée au culte de ses pères, à son Roi, et déterminée à faire les plus grands sacrifices pour leur conservation.

On voit, et on ne peut s'empêcher d'admirer, le dévouement avec lequel des corps, et des particuliers en Angleterre, se hâtent de subvenir aux besoins de la patrie par des Souscriptions volontaires, qui ont déjà été portées à des sommes très considérables. Une conviction intime des horreurs qu'ils auroient à essuyer d'un ennemi barbare qui ne respecte ni les lois divines, ni les lois humaines, la haine du crime et des forfaits ont passé dans tous les coeurs ; et les généreux tributs de l'opulence et de l'industrie ont attesté la sincérité de ces sentimens.

Les Etats sont persuadés qu'il suffit de mettre sous les yeux des Jersiois un si bel exemple, pour les engager à le suivre. La reconnaissance, les liens qui les attachent au gouvernement anglois, leur propre intérêt, leur en font un devoir sacré. Vous savez que nos debonnaires souverains nous ont toujours traités comme leurs enfans

(1) *Sic* ; pour perfide.

1798. chéris. Ce pays, quoiqu'un très-petit fleuron dans leur couronne, a toujours été l'objet de leur bienveillance ; ils se sont plu à verser sur nous, à l'envi, les plus grands privilèges. A l'ombre de leur puissance, qui ne s'est jamais faite ressentir que par des bienfaits, nous jouissons de la plus parfaite tranquillité, du plus rare bonheur, dans nos humbles foyers. Seroit-il possible que nous fussions insensibles à tant de bontés ? Non ; la loyauté pure et sans tache a fait dans tous les siècles, le caractère distinctif du Jersiois. Dans les différentes chartres que la munificence de nos Rois nous a accordées, ils n'ont cessé d'en faire l'éloge ; ils ont même daigné entrer dans le détail des circonstances périlleuses, où elle s'est manifestée.

Vous la conservez encore, cette précieuse vertu, comme le plus cher appanage que vous aient laissé vos ancêtres, et vous saisissez, sans-doute, avec empressement, l'occasion qui se présente, de la faire éclater. Vous ne verrez pas, d'un oeil indifférent, l'acharnement de nos ennemis, qui ont juré la ruine totale de l'Angleterre et de ses dominions. Vous donnerez, à l'imitation de vos frères sujets, quelque portion de votre bien, pour sauver le reste. Nous ne nous arrêterons pas à vous dépeindre votre propre situation, si la Grande Bretagne succomboit ; si ce vaste édifice venoit à s'écrouler, le renversement de vos fortunes, dont une partie considérable est placée en Angleterre, la spoliation de vos propriétés dans ce pays, l'introduction du désordre, de l'anarchie. Nous ne nous adressons qu'à ce sentiment, si profondément gravé dans vos coeurs, l'amour de vos Rois, l'attachement à la Nation Angloise, capable lui seul, sans autre motif, de vous porter aux plus pénibles sacrifices. C'est donc avec la plus grande confiance que nous vous invitons à contribuer, par vos libéralités, au soulagement des besoins pressans de la Nation, non seulement pour l'affermissement de la prospérité, dont vous jouissez sous ses heureux auspices, mais pour faire voir que vous n'avez, en aucune façon, dégénéré de l'antique loyauté, dont vos aïeux se faisoient gloire.

Les Etats ayant pris en consideration le rapport du Comité pour la défense de l'Ile, de l'An 1798, le 25^e Janvier, concernant les Ravages que la Mer a commis aux environs du Corps de Garde de la Rocque ont ordonné que ledit rapport sera logé au Greffe ; et paroissant que les propriétaires des Terrains voisins sont disposés à contribuer aux Travaux qu'il pourra être nécessaire d'y établir, ledit Comité demeure autorisé de se transporter derechef sur les lieux, et d'y faire convenir les personnes qui peuvent y avoir intérêt, afin de moyenner tel arrangement que ledit Comité trouvera équitable, pour ensuite en faire rapport aux Etats.

L'An mil sept cent nonante huit, le troisième Jour de Mars. 1798, 3 Mars.

Present Honorable Homme Andrew Gordon Major Général
etc. et Commandant en Chef etc.

Etats tenus par Thomas Pipon Esc^r Lieutenant etc. Président de l'Assemblée, etc.

Le Rév^d George Du Heaume, Rect^r de St Ouën, est en déf^t excusé à assister aux Etats.

CONSIDERÉ qu'il n'est point suffisamment déterminé par la Loi, à l'égard de la vente des Liqueurs, et de la quantité nécessaire pour être réputé vendre en Gros ou en détail ; ce qui est prejudiciable, non seulement aux Taverniers qui sont sujets à payer des droits pour vendre en détail, mais aussi à l'intérêt public, il est présentement ordonné qu'aucunes personnes, autres que les Taverniers Licenciés, ne pourront vendre de Liqueurs spiritueuses en moindre quantité qu'un pot, sur peine aux contrevenans d'être sujets à l'amende de Cent Livres d'ordre, établie par les Réglemens contre ceux qui vendent en détail sans Licence. Ce qui sera imprimé, publié et affiché.

Sur la représentation de plusieurs Con^{bles} de l'île, qu'ils n'ont pas eu le temps suffisant ni les occasions de connoître les bonnes intentions de tous les habitans de leurs paroisses respectives, dans la Souscription Volontaire pour le Service de sa Majesté et la défense de ses dominions. Les Etats ont accordé une espace de trois semaines de plus, afin de mettre lesdits Con^{bles} en état de connoître les dispositions de tous leurs paroissiens à cet égard ; et pour cet effet, Les Etats sont remis à Samedi 24 du courant, à dix heures du matin. Il a paru que le montant des Souscriptions des douze paroisses de l'île forme aujourd'hui la somme de cent cinquante cinq Mille Livres et audelà. Les Etats ne peuvent se dispenser, dès ce moment, de témoigner à leurs concitoyens leur satisfaction de voir le zèle et la libéralité qu'ils ont manifestés dans cette occasion intéressante, qui ne peuvent manquer de faire honneur au pays, et confirmer dans l'esprit de notre gracieux souverain, les assurances de loyauté et d'attachement qu'ils ont, en diverses occasions, portées aux pieds du Trône, Les Etats sont persuadés que ceux qui n'ont pas encore eu l'occasion de souscrire, se montreront également dignes de la protection de leur débonnaire Sou-

R

1798. verain et des avantages qui dérivent de son heureux gouvernement. Il est ordonné que ce présent Acte sera imprimé; et Mess.^{rs} les Ministres sont requis d'en donner la lecture, demain, dans les Eglises.

Le Président des Etats ayant donné lecture d'une Plainte qui a été portée à sa Majesté en Conseil, de la part des Seigneurs de S^t Ouën, contre un Jugement de la Cour Royale, en date du 24^e Nov.^{re} dernier, concernant Phil. Perrée, de la Paroisse de S^t Ouën, pour avoir vendu à boire sans licence; et les Etats concevant que ladite Plainte a pour objet de porter atteinte aux Reglemens établis par les Etats au sujet des Taverniers et confirmés par sa Majesté en Conseil, ont cru devoir declarer leur resolution d'appuyer ledit Jugement rendu en consequence desdits Reglemens par toutes voies loi-
Comité. sibles, et que les fraix en seront portés au Compte Public. Ils ont en même tems nommé et appointé Jacques Hemery Esc^r Justicier, le Rév^d Doct^r Edo^d Dupré, et Jean Dumaresq Esc^r Con^{ble} de S^t Pierre pour prendre, conjointement avec les Officiers du Roi, les mesures nécessaires à l'effet sus dit.

Une lettre du Secretaire de son Altesse Royale, le Duc d'York, Maréchal des Armées du Roi, ayant été présentée aux Etats de la part de son Excellence le Commandant en Chef, couvrant une représentation et autres papiers de la part du Lieutenant Thomson, relativement à une somme qu'il prétend lui être due par les Etats, pour avoir instruit les jeunes gens de ce pays dans l'exercice des armes, la guerre dernière. Les Etats ont remis l'examen de cette demande au Comité pour la défense de l'île, qui est chargé de s'assembler le plus tôt possible, afin d'en faire rapport aux Etats.

1798, 10 Mars.

L'An mil sept cent nonante huit, le dixième Jour de Mars.

Présent Honorable Homme Andrew Gordon Major Général
etc. et Commandant en Chef etc.

Etats Tenus par Thomas Pipon Esc^r Lieutenant etc.,
Président de l'Assemblée, etc.

Présent le Proc^r Général du Roi, le Dep^{te} Vicomte et l'Avocat
Général du Roi.

Le Rev^d Geo^e Du Heaume, Rect^r de S^t Ouën et Clem^t Bailhache Esc^r
Con^{ble} de S^t Ouën sont en défaut excusés par Maladie.

Les Etats, ayant appris que Mons^r le Lieut^e Colonel Le Couteur, 1798.
appelé par son devoir à une autre partie des dominions de sa Majesté,
est présentement sur son départ, ne peuvent voir, sans le plus vif
regret, que cette Ile est sur le point d'être privée de ses importans
services, et ont unanimement décidé tant de lui témoigner ce senti-
ment, que de lui faire leurs sincères remerciemens pour le zèle, l'assi-
duité, et l'intelligence qu'il a manifestés dans les différens devoirs
qu'il a eus à remplir dans son office de Major de Brigade à la Milice
de cette île. Il est aussi ordonné que le présent Acte sera mis sous
le Sceau de l'Ile, et présenté audit Lieutenant Colonel Le Couteur.

Comité. Les Etats après avoir entendu le Rapport du Comité des Chaus-
sées au sujet du Procès dependant entre les Procureurs de la Ving-
taine de la Ville, Le Con^{ble} et Procureurs du bien public de la paroisse
de S^t Helier, d'une part ; Et Mess^{rs} Philippe et Thomas De La Garde
d'autre part, ont approuvé ledit Rapport en tout son contenu ; et
pleinement convaincus de l'intérêt important qu'a le public à soutenir
des Droits qui paroissent si bien établis, ont présentement autorisé et
chargé Mess^{rs} les Officiers du Roi de prendre les mesures nécessaires,
au nom des Etats, pour soutenir devant Sa Majesté en Conseil la
décision de la Cour Royale en faveur du Public, aux fraix de l'impôt
destiné à l'entretien des Havres (moyennant l'approbation du Gou-
verneur Bailli et Jurés). Les Etats ont aussi nommé et appointé
Jacques Hemery Esc^r Justicier, Le Rév^d Docteur Edouard Dupré
Rect^r de S^t Helier et M^r Elie Durell Con^{ble} de S^t Helier pour aviser,
avec Mess^{rs} les Officiers du Roi, aux moyens les plus propres pour
remplir efficacement cet objet important.

L'An mil sept cent nonante huit le vingt quatrième Jour 1798, 24 Mars.
de Mars.

Etats tenus par Thomas Pipon Esc^r Lieutenant etc., Pré-
sident de l'Assemblée, etc.

Le Rév^d George Du Heaune, Rect^r de S^t Ouen est en défaut excusé
par maladie.—Après le serment d'Abraham Aubin Esc^r Jean Duma-
resq Esc^r Con^{ble} de S^t Sauveur demeure exoiné par maladie.

Considerant la multitude des Taupes repandues dans le pays, le
dommage incalculable qu'elles causent aux labours, aux pâturages et

1798. aux arbres récemment plantés, considérant que la prise que quelques particuliers en font sur leurs terres diminue peu le mal que le public en ressent, et que l'attention générale des habitans, portée vers cet objet, est seule capable d'y remédier, les Etats ont ordonné.

[Suivent cinq des articles de Réglemens, identiques à ceux qui ont déjà paru plus haut, p. 51.]

Les Etats considérant que les Lotteries, Raffles et autres jeux et voies de chance et de hasard, dont plusieurs personnes, dans cette île, se servent pour disposer de leurs marchandises ou effets, est une pratique des plus nuisibles à la société, ont jugé convenable de défendre, et partant il est défendu à toutes personnes, sans exception, tant habitans qu'étrangers, de disposer d'aucune marchandise ou d'aucun effet quelconque, par Lotterie, raffle ou autre jeu ou voie de chance ou de hasard, soit en public ou en particulier, sur peine de confiscation de telle marchandise ou effet, ou de la valeur, et de cinquante Livres d'amende vers celui ou ceux qui exposeroient leurs marchandises ou effets, de telle manière, et de dix Livres par Billet ou chance vers un chacun de ceux qui en achetteroient ; Lesdites amendes et confiscations applicables un tiers au Roi, un tiers à l'Hopital Général et un tiers aux pauvres de la paroisse où la contravention arrivera. Ce qui sera imprimé, publié et affiché, tant au lieu ordinaire du marché que dans toutes les paroisses de cette Isle, afin que personne n'en puisse prétendre cause d'ignorance, Les officiers de police sont chargés de veiller dument à l'exécution de ce règlement.

Les Etats ayant pris en consideration que M^r. Clement Guillaume auroit souscrit pour et au nom de la société des Methodistes la somme de cent dix Livres Sterling ont trouvé qu'ils ne peuvent recevoir cette souscription, sous ladite dénomination, sans blesser les loix établies, mais ils recommandent audit S^r. Guillaume, et l'invitent, lui et ses amis, à souscrire sous quelqu'autre dénomination qui ne soit point contraire aux loix.

Les Etats ayant entendu la lecture d'une Lettre du Très Honorable Seigneur le Marquis Townshend Gouverneur de cette Isle à son Excellence le Commandant en Chef exprimant le plaisir qu'il a ressenti à l'occasion de la souscription des habitans de cette Isle pour le

service de Sa Majesté ; Les Etats ont ordonné que ladite Lettre sera entrée sur leurs Records, et qu'une traduction, en français, sera imprimée ; et Messieurs les ministres sont requis d'en donner lecture dans les églises à l'issue du service divin.

1798.

De laquelle Lettre la teneur ensuit :

Rainham, 12th March 1798.

D^r Sir,

I am much obliged to you for your last Letter which gave me great pleasure indeed, and I request you will express to the States, and the Inhabitants of the Island, the high respect in which I hold their generous efforts to support this just and unavoidable War, to defend our Most gracious Sovereign, and the British Constitution against a repacious and insatiable Enemy.—The Subscription of the Regiments is no less meritorious.

I lost no time in transmitting your letter to the Duke of Portland, knowing how agreeable this generous effort of the Island to support this Country, as well as their own Island, would be to His Majesty's Government.

I remain D^r Sir, with truest regard,

Your's faithfully

Sign'd Townshend

Les Etats s'étant aujourd'hui assemblés en consequence de leur remise par Acte du 3^e du courant, pour recevoir des Connétables les listes du montant des souscriptions volontaires de leurs paroisses respectives, pour le Service de Sa Majesté et la défense de ses dominions. Il a paru que ces souscriptions forment un total de cent cinquante neuf milles quatre cents huit Livres Argent de France, à laquelle somme les Etats ont voté cinq cents Livres Sterling à être payés par le trésorier du nouvel impôt.—Jacques Hemery et François Valpy dit Janvrin Escuiers Jurés et M^r Elie Durell Connétable de St^e Helier, ont été en même temps nommés et autorisés pour recevoir tant le montant de ladite souscription desdits Connétables que la susdite somme de cinq cents Livres Sterling dudit Trésorier, et en remettre le montant à Mess^{rs} Paul et Havilland Le Masurier,⁽¹⁾ à Londres (les quels, il a paru par une Lettre de leur part, ont bien voulu se charger de le recevoir gratuitement) pour ensuite le souscrire au nom des

(1) Sic.

1798. Etats, et en payer le montant à la banque, pour le Service de Sa Majesté.—Il a été de plus résolu qu'une liste des sus dites souscriptions sera imprimée.

Des quelles souscriptions la teneur ensuit.

[Suivent dans l'original, pages 344 à 393, ces listes de souscriptions, par paroisses. Nous ne les imprimons pas ici, car elles ont déjà été imprimées à l'époque, et ont paru en brochures dont plusieurs exemplaires existent encore.]

1798, 1^{er} Mai.
Vol. 9, p. 394.

L'An mil sept cent nonante huit, le premier jour de May.

Etats tenus p Thomas Pipon Esc^r Lieutenant etc., Président de l'Assemblée, etc.

Son Excellence le Commandant en Chef ayant représenté aux Etats que des Retranchemens aux environs des Batteries autours⁽¹⁾ de cette Ile seroient utiles en cas d'attaque, et paroissant que le travail qui fut fait aux Retranchemens et ramparts la Guerre dernière est presque demoli : Les Etats ont requis son Excellence de vouloir bien appeler les habitans du Païs au service des Douvres, pour le travail en question. Le Comité pour la défense de l'Ile étant chargé de s'assembler le plutôt possible, pour conferer avec le Commandant en Chef sur ce sujet, et pour prendre telles mesures qu'il croira propres dans l'occasion. Ledit Comité est deplus chargé et autorisé de louer un certain nombre de bateaux pour être stationnés dans differens havres autour de l'Isle, et être employés à faire guet, pendant la nuit, à une certaine distance de la côte afin de donner l'alarme sur l'approche de l'Ennemi. Que le nombre de bateaux employé à ce service, et la manière qu'il sera conduit seront fixés par le Commandant en Chef, et ledit Comité sera en droit de faire accord pour les bateaux dont il sera besoin, et d'engager les mariniers qui seront trouvés nécessaires et propres pour cet important emploi, lesquels mariniers seront exempts de tout service militaire pendant qu'ils seront employés dans lesdits Bateaux. Mess^{rs} Les Officiers du Roi seront requis d'assister à ce Comité. Le Trésorier des Etats est chargé d'emprunter l'argent qui sera nécessaire pour le service sus mentionné, à mesure que le Comité en aura besoin et à la demande dudit Comité.

(1) Sic.

Les Etats ayant entendu la lecture d'une lettre, de Monseigneur le Duc de Portland, à son Excellence le Commandant en Chef, dans laquelle il exprime la haute idée qu'on a du zèle des habitans de cette Ile, à l'occasion de la Souscription Volontaire, pour le service de sa Majesté et la défense de ses dominions; il a été décidé que ladite lettre sera entrée sur le livre des Etats, et qu'une traduction en sera imprimée; et Mess^{rs} les Ministres ont été requis d'en donner lecture dans les églises, à l'Issue du Service Divin. 1798.

Delaquelle lettre la teneur ensuit

" Whitehall 6th April 1798."

" Sir,

I have received, with great pleasure, your letter of the 3^d instant, informing me of the very liberal voluntary subscription which the Inhabitants of the Island of Jersey have transmitted to their Agent here, for the support of His Majesty's Government.— Your letter to Field Marshall the Marquis Townshend, which His Lordship had the goodness to communicate to me, had prepared me to receive this new proof of their loyalty and attachment to His Majesty's person and Government; And I have great satisfaction in assuring you, that the strongest sense is entertained here, as well of the exertions that have been made, as of the sentiments by which the Inhabitants of the Island appear to have been animated on this occasion."

" I am, Sir,

Your most obedient humble servant

Signed " Portland ".

" Major General Gordon ".

Les Etats ont ordonné que tout habitant de cette Ile, qui est en mer, ou absent, excepté ceux qui sont au service de sa Majesté, ou prisonniers de Guerre, payera, pour chaque tour de Garde auquel il seroit sujet s'il étoit dans le pays, douze sous d'ordre, ce qui sera distribué par le Capitaine de chaque district, parmi les hommes de la Garde qui auront fait le service de l'absent. Et en cas que l'officier ne puisse lever l'argent dans la famille de l'absent, il sera en droit d'en exiger le montant de l'armateur du navire dont l'absent appartient, de la manière qui fut prescrite par un Acte des Etats du 7^e Juin 1759. Ce qui sera imprimé et publié.

Les Etats ont jugé nécessaire, dans ce temps de crise et de danger, d'ordonner que chaque homme de la Milice se pourvoiera

1798. incessamment de deux Livres de biscuit pour prendre avec lui en cas d'alarme. Ce qui sera publié.

Les Etats ayant entendu le rapport du Comité pour la défense de l'Ile concernant la demande du Lieutenant Francis Thompson, qui fut employé la Guerre dernière à instruire les jeunes gens dans l'exercice des Armes, en ont approuvé; Et il a été ordonné que la balance qui a été trouvée lui être due lui sera payée par le Trésorier du nouvel impôt.—Duquel rapport la Teneur ensuit

“ Au Comité pour la défense de l'Ile

“ L'An mil sept cent nonante huit, le premier jour de May, Le Comité ayant été chargé, par Acte du 3^e Mars dernier, d'examiner le Compte du Lieut^e Francis Thompson, qui fut employé la guerre dernière à instruire les jeunes Gens dans l'exercice des Armes, à la Solde des Etats, s'assembla le 8^e du même Mois, et s'est dérechef assemblé aujourd'hui. Il a paru par un reçu du Lieutenant Thompson qu'il fut payé par le Trésorier des Etats pour un demi An échu le 17^e Octobre 1781, duquel reçu la Teneur ensuit :

Jersey, Oct. 13th 1781.

“ Received of Philippe Lerrier Treasurer of the States of this Island two hundred and eighty Livres, french curancy, to compleat one half Year of the allowance made to me for my attendance to teach the Youths in the use of arms, and this to the seventh day of this month.”

signed “Franc^e Thompson.”

Il paroît par son Compte qu'il a été employé depuis cet époque jusqu'au 30^e Novembre 1785, ce qui fait quatre Ans un mois et vingt trois jours, sur le pié de Mille Livre ⁽¹⁾ p An... .. £4.148 : — : —

Et il paroît aussi, tant par son dit Compte que par ses }
quittances, qu'il a reçu depuis cette époque ... } 3.500 : — : —

Partant le Comité trouve qu'il lui est dû une balance de £ 648 : — : —
Argent de france.

Le Comité pour la défense de l'Ile a fait rapport aux Etats qu'en conséquence de l'Acte du 2^e Fév^r 1797, ledit Comité a examiné les Comptes des douze Connétables, des Taupes prises dans leurs paroisses respectivement, lesquels comptes ayant été trouvés justes demeurent approuvés par les Etats. Il paroît par les dits Comptes qu'il y a eu quarante neuf Milles, neuf Cents trente deux Taupes prises pour

(1) Sic.

lesquelles les Connétables ont payé huit Milles sept Cents quarante une Livres, dix sous, six deniers argent de France. Et comme les Con^{bles} de St Helier, St Sauveur, St Brelade, Grouville et St Clement, ont payé moins que leur proportion ils paroîtront, à un jour qui sera fixé par ledit Comité, pour payer ce dont ils sont redevables respectivement ; Et en cas de défaut d'aucun des dits Con^{bles} ledit Comité est autorisé d'emprunter à l'intérêt sur le Compte du Con^{ble} défaillant la proportion de sa paroisse, afin d'être en état de payer ce qui est dû aux autres Con^{bles}, qui seront pareillement appelés devant ledit Comité.

Mons^r Le Lieutenant Bailly ayant communiqué aux Etats la lettre suivante du Lieutenant Colonel Le Couteur il a été ordonné qu'elle sera entrée dans le livre des Etats.

Delaquelle Lettre la Teneur ensuit

" St Helier 15th March 1798.

" Sir,

I have received your letter, with the Act of the States of the 10th instant. Have the goodness, Sir, to inform the gentlemen who compose that assembly, how sensible I am to the honor they have conferred upon me, and that nothing could be more flattering than their approbation of my conduct.

It is unlikely that I shall ever find myself in a situation to be useful to this Island, or individually, to the members of the States ; but if I was so fortunate as to meet with such an opportunity, be pleased, Sir, to assure those gentlemen, that I would seize it with avidity, happy to be able to shew my gratitude for the high mark I have received of their favor and esteem.

Give me leave, Sir, at the same time, to return you my sincere thanks for the very kind and flattering letter that accompanied the Act of the States."

I remain, Sir,

Your most obedient & most humble servant

" Thomas Pipon Esq^e
President of the
States of Jersey."

Signed " J. Le Couteur ".

Les Etats aujourd'hui assemblés pour prendre en consideration les moyens de mettre le pays en état de sureté, dans ce moment de crise et de danger, après avoir adopté les mesures qui dépendent

s

1798. d'eux, et qui leur ont paru les plus convenables à cet objet important, ont cru devoir prier son Excellence le Commandant en Chef de transmettre au Ministre de la Guerre une adresse de leur part, aux fins d'obtenir une augmentation de Troupes et de Force Navale, et de vouloir bien appuyer cette requête de son influence et des raisons qui lui paroîtront capables d'engager Sa Majesté à leur accorder cette nouvelle marque de sa protection et de sa bien-veillance.—Delaquelle Adresse la Teneur ensuit

“To the Right Honorable Henry Dundas, etc. etc. etc.

“We, the States of His Majesty's Island of Jersey, assembled this day to take into consideration the best means of defence within their competence against an inveterate Foe, whose designs of invading this place have been confirmed, as they understand, by recent intelligence, beg leave to assure You, that we have spared no expence and neglected no measure that may secure to His Majesty this part of His Dominions and to ourselves and our posterity the blessings we enjoy under this mild and paternal Government.

“For these important ends, we have, at a considerable charge, under the sanction and approbation of His Excellency the Commander in Chief, had the Militia trained to the use of the great Guns in the different Batteries ; voted ample rewards to the person or persons who shall first discover an enemy's fleet, have erected Batteries ; repaired the old and built new Guard houses ; are calling forth all the Inhabitants of the Island to make breastworks and entrenchments in the several Bays, and taking every precaution to prevent a surprise, as far as lays in the power of the States.—Feeling the liveliest gratitude for the naval and military protection afforded us by Government in the course of this arduous contest, we have ever thought we could not better shew the sincerity of those sentiments, than by using every possible exertion to second the benevolent intentions of Our Gracious Sovereign.

“But whilst we are thus thankful for His Majesty's unceasing care of His faithful and loyal subjects of this Island, and ready, by the most vigorous effort, to manifest our Zeal in the cause of our Country, we cannot cast our eyes on the immense preparations making within a few leagues of our Coast, without being impressed with a persuasion that the force at present stationed here, however sufficient it might have been, for our defence, at a former period of the war, is now inadequate to that momentous object.

1798.

"The disquietude, arising from this circumstance, is much increased by the reflection that the militia, which forms a very essential part of our Strength, has lately suffered a considerable diminution, nearly one half, of the best and ablest, being withdrawn from that service by entering in His Majesty's Fleet, by the trade to Newfoundland, by detention in French Prisons, and especially by the numerous Privateers fitted out from this place, in consequence of recent successes.—If to this be added the consideration of the many vulnerable parts in which this Island may be attacked at one and the same time, and the necessity, in such case, of dividing our small force, we trust that You will see the insufficiency of that force, and be convinced of the propriety of an immediate augmentation.

"With all humility, therefore, we submit the present alarming and critical situation of this Island to His Majesty's Ministers and earnestly entreat you will have the goodness to take an early opportunity to lay the same before His Majesty, and solicit from His bounty such an augmentation of Troops and Naval Force, as to Him, in His great Wisdom, shall seem meet."

By order of the States

Island of Jersey
1st May 1798.

Signed "John De Veulle Greff^r."

PAROISSANT que la plus part des Connétables n'ont pas encore remis entre les mains de Mess^{rs} les autorisés, le montant des souscriptions volontaires de leurs paroisses, pour le service de Sa Majesté et la défense de ses dominions, d'autant qu'ils n'ont pas eux-mêmes été payés de tous les Souscripteurs, quoique l'époque fixé pour ledit payement soit expiré, Les Etats ont requis lesdits Con^{bles} de prendre les mesures nécessaires, afin d'être en état de payer finalement lesdites souscriptions, de samedi prochain en huit jours pour le plus tard. Et le Con^{ble} de St Helier ayant informé l'Assemblée que M^r Clement Guillaume a refusé de changer le titre de la souscription qu'il avoit offerte au nom des méthodistes, et que les Etats crurent ne pouvoir recevoir sous ladite Denomination, ce qui causera une défectuosité sur le total de la souscription, il a été résolu que le Trésorier du nouvel impôt payera auxdits autorisés, en outre les cinq cents Livres Sterling déjà votés, ce qui sera nécessaire pour porter ladite souscription à sept Milles Livres Sterling selon leur première intention.

1798,
28 Juillet.

L'An mil sept cent nonante huit, le vingt huitième Jour de Juillet.

Présent Honorable Hoïne Andrew Gordon, Major Général etc.
et Commandant en Chef etc.

Etats tenus par Thomas Pipon Esc^r. Lieutenant etc., Président de l'Assemblée, etc.

Venerable Homme François Le Breton Rect^r de S^t Sauveur est en défaut excusé.

Son Excellence le Commandant en Chef ayant présenté aux Etats la copie d'une Lettre qu'il écrivit au Secrétaire d'Etat le 3^e May dernier en lui transmettant l'Acte de cette Assemblée du 1^{er} dudit Mois de May 1798, qui sollicitoit un renfort de Troupes et de Vaisseaux de Guerre comme aussi la Reponse que son Excellence a reçue du Secrétaire d'Etat, et une Lettre du Secrétaire de l'Amirauté au Secrétaire d'Etat sur le même sujet. Les Etats après avoir entendu la Lecture desdites Lettres n'ont pu se dispenser de témoigner au Commandant en Chef combien ils sont sensibles à l'empressement que son Excellence a manifesté pour remplir les vœux des Etats dans cette occasion et aux expressions flatteuses pour cette Assemblée sous lesquelles il a bien voulu faire parvenir à sa Majesté les Assurances du Zèle qui l'anime pour son service et pour la défense de cette Ile.—Egalement pénétrés de reconnaissance pour l'approbation que sa Majesté a daigné passer sur la conduite et les dispositions des Etats, Ils desirent en transmettre le témoignage honorable à la postérité, partant ils ont ordonné que lesdites Lettres seront entrés sur les records de l'Ile.—desquelles Lettres La teneur ensuit.

Copy

Jersey 3^d May 1798.

Sir,

I lose no time to forward for your consideration, the inclosed Letter from the States of this Island, together with the Papers which accompany it.

In Justice to the Members which compose that Assembly, it is with much satisfaction I imbrace the present opportunity of expressing to you for the information of His Majesty, that I have found in them on all occasions, a facility and readiness, to adopt any measure within their means, either for the immediate defense of the Island, or to promote, in every particular, the good of His Majesty's Service.

As I cannot add anything to the spirit or intelligence of the accompanying Letter, I can only entertain the hope that it will meet with due consideration, and that the requisition will be attended to, as far as the present exigencies of other parts of the Empire will admit.

1798.

I have the honor to be, Sir,

Your most obedient humble Servant.

Copy

Admiralty Office 12th May 1798.

Sir

I have received and laid before My Lords Commissioners of the Admiralty your Letter to me of this day's date inclosing by direction of Mr Secretary Dundas a Letter which he had received from Major General Gordon, Commanding His Majesty's Troops at Jersey, accompanied by an application from the States of that Island for an augmentation of the Naval force appointed for the protection of that and the neighbouring Islands.—and I have received their Lordships' commands to acquaint you that the Ships and vessels named on the other side hereof, are now employed at, and in the vicinity of the said Islands, and to afford them protection if required, and that their Lordships feel it impossible to allot any further force to that Service, consistantly with a due attention to other important Services committed to their care.

I am, etc. etc. etc.

W^m Huskisson Esq^r

Evan Nepean

Adamant	... 50 Gun Ship	Sea Flower	} Armed Briggs
Diamond	} Frigates	Liberty	
Arethusa		Atlantic	... Armed Ship
Boston		Explosion	... Bomb Vessel
Phoebe		Rose	} Cutters
Niger		Swift	
Camilla		Trial	
Cormorant	} Sloops	Grand Falconer	} Luggers
Sea Gull		Joseph	
Cynthia		Aristocrat	
		Royalist	

Parliament Street 13th May 1798.

Sir

I have received your Letter of the 3^d Instant, transmitting an address from the States of the Island of Jersey together with a minute of that Assembly expressive of their Zeal, Loyalty and attachment to His Majesty's person and Government, and earnestly soliciting that a further naval and Military Force might be allotted

1798. for the defence and protection of that Island. I have had the honor to lay your Letter before the King, and His Majesty was graciously pleased to express His perfect approbation of the very spirited and proper measures that have been taken by the States in conjunction with you for putting the Island in the best state and condition to resist the attacks of His Enemies, should such an event take place, and I have His Majesty's Commands to acquaint you that He had ordered such a reinforcement of Troops, as, in the present circumstances, can be spared from this Country. This Force consists of the Royal Garrison Battⁿ which is just arrived from Gibraltar, and which added to the Naval Force already stationed at the Islands, and the augmentation which you will perceive by the inclosed Letter has now been made thereto, will, I trust, be fully adequate to the defence and protection of the Island under your Command.

I think it right also to inform you that Sir Rich^d Strachan had been instructed, in case of emergency, to render you every Assistance in his power with the squadron under his orders.

I have the honor to be, Sir,

Your most obedient Servant

Major General
Gordon.

Henry Dundas.

Le Comité de la défense de l'Ile ayant fait rapport aux Etats qu'il a ordonné la fourniture de plusieurs articles demandés par Philippe Dumaesq Gent., et M^r Phil. Le Vesconte, tels que cordages etc. pour compléter les *Signal Posts*, les Etats ont approuvé cette démarche de leur Comité, et ont ordonné le payement des fraix qui en resulteront. Paroissant aussi que cinq longues vues ont été fournies pour les postes des signaux à la requête de Monseigneur le Prince de Bouillon, les Etats, convaincus de l'indispensable nécessité de cet article, ont ordonné le payement du compte relativement à cet objet qui se monte à dixsept Livres dix shil. Sterling.

Les Etats ont appointé un Comité composé de Jacques Hemery, Pierre Mauger, et Philippe de Carteret Esc^{rs} Jurés, des Rev^{rs} Rect^{rs} de Grouville, S^t Helier, et S^t Pierre, et de Mess^{rs} les Con^{bles} de S^t Helier, S^t Clement, et S^t Pierre pour considerer une proposition logée aujourd'hui aux Etats à l'égard de la subsistance des Etrangers qui tombent à charge, lequel Comité est deplus chargé de prendre en consideration ce qui doit constituer le Domicile des Pauvres dans les Paroisses respectivement afin sur le tout d'en faire rapport aux Etats.

1798.
 Paroissant que le Trésorier des Etats n'a pas d'argent suffisamment en Main pour fournir la somme votée par les Etats au service de sa Majesté et à la defence de ses Dominions et que ledit Trésorier trouve de la difficulté à emprunter l'argent requis à cet effet. Paroissant de plus que des fraix considerables ont été encourus pour la defence de l'Ile et autres objets publics dans le cours de cette présente Année, et qu'il n'est pas pourvu comment tous ces fraix seront payés. Les Etats ont cru devoir charger le comité de la defense de l'Ile de s'assembler sans delai pour faire un tableau des fraix et des finances publiques, afin de le presenter aux prochains Etats.— Et aussi pour aviser aux moyens de trouver de l'argent le plutot possible premierement pour completer la souscription des Etats et ensuite pour fournir aux depenses ordonnées par les Etats qui lui paroîtront les plus pressantes.

Les Officiers du Roi ou l'un d'iceux, avec le Con^{ble} de S^t Helier demeurent autorisés par les Etats de passer les Contrats nécessaires pour acquérir selon l'usage la maison de François Marie, située au bas de la ville de S^t Helier dans la Rue des Sablons conformément à certain Acte des Etats de l'An 1796, le 10^e jour de Novembre ; et est ledit Con^{ble} chargé de voir la démolition de ladite maison aussitôt qu'il lui sera possible.

L'An mil sept cent nonante huit le quatrième jour d'Août. 1798, 4 Août.

Présent Son Excellence Andrew Gordon, Major Général etc. et
 Commandant en Chef etc.

Etats tenus par Thomas Pipon Esc^r Lieutenant etc. Président de l'Assemblée, etc.

Phil. Robin Esc^r Justicier est en défaut excusé à assister aux Etats.

Les Etats considerant la situation critique dans laquelle le pays se trouve présentement et considerant le nombre de mariniers qui sont employés et qui s'engagent même journellement au service de particuliers autres que celui des habitans du pays, et combien il est de la sureté publique de les y retenir autant que le commerce et la navigation le peuvent permettre, ont cru devoir defendre, et partant il est expressement defendu à tous mariniers Pilottes, charpentiers de navire et autres sujets de sa Majesté habitans de cette Isle, de

1798. s'engager pour tel service, directement ou indirectement, sur peine de deux cents Livres d'Amende. Il est aussi expressément défendu à toutes personnes, soit habitans ou autres, d'engager, directement ou indirectement, pour tel Service, aucuns mariniens, Pilottes, charpentiers ou autres de ce pays, sur peine, vers telle personne, de quinze cents Livres d'amende, pour chaque homme ainsi engagé par tel contrevenant, et il est deplus expressément défendu à tous maîtres de Vaisseaux, bateaux et autres de transporter ou favoriser le transport, hors de cette Isle, pour les fins susdites, d'aucuns mariniens, Pilottes ou charpentiers de navire, sur peine de quatre cents Livres d'amende pour chaque marinier Pilote ou charpentier de navire ainsi transporté, Lesdites Amendes applicables un tiers au Roi, un tiers à l'Hôpital général et un tiers à la défense de l'Isle ; entendu, toutes fois, que cette prohibition ne s'étend point à empêcher ou à restreindre aucunement l'engagement des habitans pour le Service de sa Majesté.—Ce qui sera imprimé et publié au lieu ordinaire du marché et publié et affiché dans toutes les paroisses de cette Isle.

Une Proposition faite par Amice Baleyne Esc^r Con^{ble} de S^{te} Marie à l'égard des personnes qui refusent de faire leur service militaire le jour du Dimanche a été référée au Comité pour la défense de l'Isle pour la prendre en consideration et ensuite en faire rapport auquel Comité ledit Sieur Baleyne est joint pour le sujet.

Les Etats ont approuvé du Rapport du Comité de la defense de l'Ile du quatrième Août dernier, à l'égard des fraix et finances publiques et des moyens suggerés pour obtenir la somme de vingt milles Livres qui paroît être requise pour fournir aux differens objets ordonnés par divers Actes des Etats, excepté à l'égard du temps pour lequel les traites doivent être tirées par le tresorier, sur les fermiers du nouvel Impot, lesquelles traites seront tirées payables le premier jour de Novembre prochain au lieu du jour S^t Michel fixé par ledit Rapport.

1798, 23 Août.

L'An mil sept cent nonante huit, le vingt troisième jour d'Août.
Présent Son Excellence Andrew Gordon, Major Général etc. et
Commandant en Chef etc.

Etats tenus par Thomas Pipon Esc^r Lieutenant etc. Président de l'Assemblée, etc.

Ven^{ble} Homme Franç^{ais} Le Breton, le Rév^d Clement Dumaresq ; Josué Pipon Esc^r C^{ble} de S^t Brelade ; Clement Bailhache Esc^r C^{ble} de S^t Ouen et M^r Phil. Nicolle C^{ble} de S^t Martin sont en défaut excusés à assister aux Etats. 1798.

Les Etats ont ordonné que douze quartiers de Charbon seront fournis à chaque Corps de Garde de la Milice, pour l'hyver prochain, commençant le prem^r jour de Novembre, et les Con^{bles} sont chargés de le procurer et seront remboursés par le nouvel impôt.

Sur la représentation du Con^{ble} de S^t Helier que depuis que les Vingteniers sont sujets de lever les défauts aux montres et aux gardes dans leurs vingtaines respectives, ce service est devenu si pénible pour le Vingtenier de la Vintaine de la Ville, eu égard à l'étendue et à la population de la dite Vintaine, qu'il lui est impossible de remplir les fonctions de cette charge d'une manière régulière et convenable ; Les Etats, ayant pris le sujet en consideration, ont ordonné, par provision, qu'il y aura un second Vintenier appointé pour ladite Vintaine de la Ville de S^t Helier, lequel sera chargé de lever les défauts et de faire généralement tous les autres services qui ont rapport à la milice.

L'An mil sept cent nonante huit, le huitième jour de septembre. 1798, 8 Sept.

Présent son Excellence Andrew Gordon, Major Général etc. et Commandant en Chef etc.

Etats tenus par Thomas Pipon Esc^r Lieutenant etc., Président de l'Assemblée etc.

Après le serment de M^r Denis Noel, Charles De La Garde Esc^r Justicier demeure exoiné par maladie.—Josué Pipon Esc^r C^{ble} de S^t Brelade est en déf^t à assister aux Etats.

Paroissant que toute la quantité de Grains et Farine accordée par Acte de Parlement, pour l'approvisionnement de cette île, est expédiée pour l'année courante, les Etats sensibles à la nécessité urgente dans laquelle se trouve le pays, à l'occasion susdite, eu égard à la consommation considerable qu'il se fait de provisions de bouche par le nombre d'étrangers qui sont actuellement dans cette île, outre les habitans, sont convenus de requérir le Commandant en Chef de

T

1798. vouloir bien représenter à sa Majesté, ou ses Ministres, la situation actuelle du pays, et de supplier qu'il soit permis d'importer dans cette île, du Port de Southampton, entre ci et le quinzième jour de Novembre prochain, jusqu'à la concurrence de mille quartiers de Grain, ou Farine, pour l'usage de cette île, laquelle quantité les Etats, après mure délibération, ont cru ne sera pas plus que suffisante pour subvenir aux besoins du pays.

1798, 13 Sept. L'An mil sept cent nonante huit, le treizième jour de Septembre.

Etats tenus par Thomas Pison Esc^r Lieutenant etc. Président de l'Assemblée, etc.

Franc^s Marett Esc^r Justicier, Jean Poingdestre Esc^r Justicier et le Rév. Jean Mallet sont en défauts excusés à assister aux Etats.—Charles De La Garde Esc^r Justicier est en défaut excusé par maladie.

[Aucun autre Acte n'est enregistré pour cette date.]

1798, 22 Sept. L'An mil sept cent nonante huit le vingt deuxième Jour de Septembre.

Présent Son Excellence Andrew Gordon, Major Général etc. et Commandant en Chef etc.

Etats tenus par Thomas Pison Esc^r Lieutenant etc., Président de l'Assemblée etc.

Charles De La Garde Esc^r Justicier est en défaut excusé par maladie. Le Rév^d François Le Couteur Rect^r de Grouville est en défaut à assister aux Etats.

Les Etats, après avoir entendu le Rapport du Comité des Chaussées concernant les Impôts, ont approuvé les 28 articles suivants, lesquels auront force de Loi depuis le jour S^t Michel 1798 au Jour S^t Michel 1799 inclusivement, et seront imprimés publiés et affichés. Les Etats ont en même temps chargé led^t Comité de considerer les dits Règlements de nouveau afin qu'ils soient, dans la suite, présentés à Sa Majesté pour son approbation.

[Suivent, dans l'original, p. 413 à 418, les règlements en question ; ils sont imprimés—avec quelques légères modifications, de 2 ou 3 articles—dans le Vol. 4 des Ordres du Conseil, p. 406 à p. 415.]

SUR la representation du Con^{ble} de S^t Helier que Jean Le Masurier reclame une indemnité pour le terrain à lui appartenant, sur lequel un Store ou Magasin a été bâti, proche le Four Dauverne, le sujet a été remis à la Consideration du Comité pour la défense de l'Isle. 1798.

Le Comité pour l'hôpital Général a présenté aux Etats un tableau des dépenses pour le maintien des Pauvres dans ledit hôpital, durant la cinquième Année finissant l'11^e Février, 1798, ledit jour inclu, par lequel tableau il paroît que ledit entretien a coûté la somme de trente milles quatre vingt quatre Livres douze sous six deniers cours de France, et qu'il a été reçu en moyens, tant ordinaires qu'extraordinaires, la somme de dix milles deux cents trente cinq Livres dix sous neuf deniers dont il résulte une Balance de dix neuf milles huit cents quarante neuf Livres un sou neufs deniers, à repartir entre les paroisses de S^t Helier, S^t Pierre, S^t Laurens, la Trinité et S^t Jean selon leurs différentes proportions au rât public de l'île. Les Etats ont pris en consideration ledit tableau avec les pieces justificatives sur lesquelles il est dressé, et ont approuvé le tout.—Partant le Trésorier de l'Hôpital Général est autorisé de recevoir de chacun des Con^{bles} qui n'y ont point envoyé leurs pauvres, selon le tableau pareillement présenté par le même Comité, lequel est aussi approuvé par les Etats.—Par lequel tableau les proportions des paroisses de S^t Ouen, S^t Sauveur, S^t Brelade, Grouville, S^t Martin, S^t Clement et S^{te} Marie se montent à la somme de trois milles trois cents vingt huit Livres, trois sous, aussi au cours de France; laquelle dernière somme sera employée comme moyens fournis par les avant dites sept paroisses à valoir sur leurs proportions des dépenses de l'année courante.

L'An mil sept cent nonante huit, le dixhuitième Jour d'Octobre. 1798,
Présent son Excellence Andrew Gordon, Major Général etc. et 18 Octobre.
Commandant en Chef etc.

Etats tenus par Thomas Pipon Esc^r Lieutenant etc., Président de l'Assemblée, etc.

Après le serment de M^r Hugh Godfray, Le Rev^d D^r Edo^d Dupré demeure exoiné par Maladie.—Après le serment de Jean de Veulle Esc^r, Mons^r Aaron de Veulle Con^{ble} de S^t Clement demeure exoiné par Maladie.—François Marett et Jean de Carteret Esc^{rs} Jurés sont en déf^t à assister aux Etats.

1798. Considéré que par l'Etablissement Militaire de cette Ile chaque habitant, capable de porter Arme, doit son service personel à la défense du Pays, et que la sureté de l'Ile dépend essentiellement des forces de la Milice, de sa bonne discipline et uniformité de Service.— Considéré que depuis quelques Années plusieurs personnes ont refusé de faire leur devoir Militaire conformément aux Loix et usages de cette Ile, et que nonobstant les peines que la Cour Royale s'est trouvée dans l'obligation d'infliger sur les refractaires à cet égard, ils persistent toujours dans leurs refus, et que le nombre en augmente journellement au grand préjudice de la discipline de la Milice et de la sûreté de l'Ile.—Considéré enfin que les Loix actuelles sont insuffisantes pour arrêter le progrès de ce mal.—Les Etats, dans la vuë d'y remédier, et afin de maintenir l'excellent établissement de la Milice de cette Ile, selon son ancienne institution, sont convenus de la nécessité de s'adresser à sa Très-Excellente Majesté en Conseil afin d'obtenir son approbation Royale au Règlement suivant, Savoir :

Tout homme qui refusera de faire son devoir personel dans la Milice du Pays, conformément à l'Etablissement Militaire, et selon les Loix et usages de cette Ile, et qui persistera dans ce refus, sera condamné par la Cour Royale à vuidier le Pays, et il n'y pourra retourner qu'en donnant au Chef Magistrat des Assurances qu'il est prêt à faire son devoir conformément aux Loix. Cependant il lui sera accordé huit jours, après sentence, pour se recueillir et mieux considérer l'effet de son refus. Et si pendant cette intervalle de huit jours, il se présente à son Officier commandant et se dispose à remplir son devoir à l'avenir, la sentence demeurera suspendue. Si au contraire le Refractaire ne fait point cette démarche la sentence sera mise en execution à l'expiration des huit jours.

Partant les Etats très humblement supplient sa Très Excellente Majesté en Conseil d'accorder son approbation Royale au Règlement sus mentionné afin qu'il ait force de Loi dans ce pays et y soit observé accordamment.

Les Etats ont ordonné que du Charbon sera fourni pour les Officiers appointés aux *Signal Posts* sous les directions du Comité de la défense de l'Isle aux fraix publics.

Les Etats ayant pris en consideration le rapport du Comité de la défense de l'Ile, ont approuvé le Compte de M^r Philippe Mourant

pour l'impression des souscriptions volontaires des Habitans de cette Ile pour le service de sa Majesté et la défense de ses dominions, et autres objects pour le service des Etats, montant à la somme de sept Cents huit Livres argent de France, et en ont ordonné le payement hors des deniers du Nouvel impôt. 1798.

Les Etats ont requis Thomas Pipon Esc^r Procureur Général du Roi, et Jean Dumaresq Esc^r Con^{ble} de St^t Pierre, de s'adresser à l'office du Conseil Privé de sa Majesté, afin de savoir s'il y a eu une décision sur l'application de cette Assemblée à l'égard des criminels condamnés au bannissement.

L'An mil sept cent nonante huit, le vingunième jour de Novembre. 1798, 21 Nov.

Etats tenus par Thomas Pipon Esc^r Lieutenant etc., Président de l'Assemblée, etc.

Après le serment de M^e Edo^d Le Maistre, Edouard Le Maistre Esquier Justicier demeure exoiné par maladie.—Après le serment du Rev^d Geo. Bertram, Phil. Robin Esc^r Justicier demeure exoiné par maladie. Charles de la Garde Esc^r Justicier est en défaut excusé à assister aux Etats.—Après le serment de Jean Le Montais Gent.⁽¹⁾ Jean Dumaresq Esc^r Con^{ble} de St^t Pierre, demeure exoiné par maladie.—Après le serment de M^r Phil. Syvret,⁽²⁾ Clement Bailhache Esc^r Con^{ble} de St^t Ouen demeure exoiné par maladie.

Les Etats, aujourd'hui assemblés à l'occasion des heureux succès dont la Providence a beni les Armes de sa Majesté, particulièrement dans la glorieuse Victoire remportée sur l'ennemi par la Flotte de sa Majesté sous le Commandement du Contre-Amiral le Lord Nelson du Nile ; et par les succès recens des Forces Navales de Sa Majesté, sur l'ennemi dans ses tentatives sur l'Irlande, ont unanimement résolu de transmettre à sa Majesté une adresse sur ces heureux évènements ; laquelle Adresse ayant été préparée et approuvée, il a été résolu de prier Son Excellence le Major Général Gordon Commandant en Chef et Lieutenant Gouverneur de cette Isle, de vouloir transmettre ladite Adresse au Très Hon^{ble} Seigneur le Marquis de Townshend Gouverneur en Chef de cette Isle, pour être présentée à Sa Majesté de la part de cette Assemblée.

(1) Centenier de St. Pierre. (2) Centenier de St. Ouen.

1798.

De laquelle adresse la teneur ensuit.

"To the King's Most Excellent Majesty.

The humble Address of the States of Your Majesty's
Island of Jersey.

"Most Gracious Sovereign,

We, the States of the Island of Jersey, beg leave to approach Your Majesty with assurances of the heartfelt joy, with which we view every circumstance which can contribute to Your Majesty's personal satisfaction, the honor of Your Arms, and, what constitutes the chief object of Your paternal government, the safety and prosperity of Your dominions.

"Impressed with these sentiments, and happy in the frequent recurrence of events calculated to call them forth, we have marked, with the profoundest gratitude to the all-wise Governor of the World the various occasions on which His seasonable interposition, the prudence and Vigor of Your Majesty's Councils, and the skill and bravery of Your Commanders and Forces, have, in this arduous contest, frustrated the designs of an ambitious and lawless enemy."

"But amidst the many Naval Exploits, which will immortalize the Reign of Your Majesty, we more particularly crave permission to express how cordially this small, but ever Loyal part of Your Kingdoms, participates in the general exultation, diffused throughout the Empire, by the glorious Victory of Rear-Admiral Lord Nelson, of the Nile; a Victory in its nature completely decisive, in its consequences incalculably important."

"Your Majesty's faithful subjects have another recent cause of rejoicing in the total discomfiture of the foe in his late attempt to invade Ireland, and to stir up the dying embers of a most unnatural rebellion, fomented by his insidious practises; and we beg that your Majesty will condescend to accept, with Your usual benignity, our warmest congratulations on successes reflecting high lustre on Your flag, productive of security to Your dominions, and of advantage to the general interests of Europe."

"That Your Majesty may long live in the enjoyment of the favors of Providence and in the pleasing employment of conferring happiness on a grateful people, is a prayer, which the States of Your Majesty's Island of Jersey prefer with no less ardor than sincerity."

Signed By order of the States

Island of Jersey
21st November 1798."

John De Veulle Greff:

Les Etats ayant pris en consideration le rapport du Comité de la défense de l'Isle de ce jour, pour l'érection d'un nouveau Magasin en Brique au Fort d'Auvergne proche le Havre des Pas, à la place de celui qui y etoit en bois, montant à la somme de sept cents trente quatre Livres dix neuf sous six deniers de france, en ont approuvé ; et partant le payement en a été ordonné hors des deniers du nouvel impôt. 1798.

Le Procureur Général du Roi ayant présenté aux Etats une Lettre adressée audit Sieur Procureur Général et à Jean Dumaresq Esc^r Con^{ble} de St^t Pierre par Sire⁽¹⁾ Stephen Cottrell un des Clercks du Conseil de sa Majesté en reponse à celle à lui écrite par ledit Sieur Procureur Général et Jean Dumaresq Esc^r en conformité à l'autorité qui leur avoit été donnée par les Etats par leur Acte du 18^e Octobre dernier ladite Lettre sur le sujet d'une proposition soumise à Sa Majesté en Conseil de la part des Etats à l'égard de la manière de disposer à l'avenir des coupables condamnés au banissement.—Les Etats ont sur ce ordonné que la Lettre dudit Sieur Cottrel avec l'extrait de l'opinion des Officiers de la Couronne, en Angleterre, sur ce sujet, demeureront au Greffe, et le Comité déjà appointé et sur le le rapport duquel ladite proposition a été soumise à Sa Majesté, est requis de s'assembler aussi tôt que possible et de faire Rapport aux Etats des mesures qu'ils croiront les plus propres à être adoptées.

L'An mil sept cent nonante huit, le sixième jour de Décembre. 1798, 6 Déc.

Etats tenus par Nicolas Messervy Esc^r Seigneur des Augrés etc. Lieutenant etc. Président de l'Assemblée, etc.⁽²⁾

Edouard Le Maistre et Phil. Robin Esc^{rs} Justiciers sont en défaut excusés par maladie.—Jean Dumaresq Esc^r Con^{ble} de St^t Pierre et M^r Aaron De Veulle Con^{ble} de St^t Clement sont en défaut excusés à assister aux Etats.

Le Président ayant remis devant l'Assemblée des Etats un Acte de la Cour Royale du 1^r du courant, avec un Ordre de Sa Majesté en Conseil, du 14^e Novembre dernier, ordonnant l'enregistrement, Publication et exécution en cette île de certain Acte de Parlement y annexé,

(1) Sic.

(2) M. George Phil. Benest, Cent^r de St. Brelade, siégeait aux Etats de ce jour,

1798. intitulé : "An Act for the better Protection of the Trade in this Kingdom and for granting new and additional duties of Customs, on goods imported and exported, and on the Tonnage of certain Ships entering outwards or inwards to or from foreign parts, until the signing the Preliminary articles of Peace."—Les Etats ont cru, dans cette circonstance, devoir nommer un Comité, composé de Phil. Robin, Jacques Hemery et François Valpy dit Janvrin Esc^{rs} Jurés, le Rév^d François Valpy, Rect^r de S^{te} Marie, le Rév^d George Bertram Rect^r de S^t Bre-lade, le Rév^d D^r Edouard Du Pré, Rect^r de S^t Helier, et Mess^{rs} les Con^{bles} de S^t Helier, S^t Pierre et S^t Jean, pour examiner ledit Acte de Parlement, et au cas qu'il soit trouvé blesser les Priviléges des habitans de ce pays, ou porter atteinte au commerce, préparer telle représentation qu'il sera jugé convenable pour être ensuite présentée à Sa Très Excellente Majesté en Conseil, auquel Comité Mess^{rs} les Officiers du Roi sont requis d'assister.

François Valpy dit Janvrin Esc^r Justic^r a été nommé membre du Comité pour les Chemins, à la place de Nicolas Messervy Esc^r Justicier.

TABLE DES MATIÈRES.

A.

"Academy," Royal, 52.
 Adjudants, 31, 37, 51.
 Adresse à la population jersiaise, 120-22 ;
 au Roi, 23, 143-144.
 Alarmes, 56, 57, 130.
 Amendes judiciaires, 10.
 Amirauté, 113 ; secrétaire de l', 134 ;
 commissaires de l', 135.
 Ancrage, droits d', 78 ; fermiers de l', 78.
 Anderson, John, 4.
 Angot, M^r, 32.
 Annuités, 54.
 Anonymes, écrits, 18, 80, 84, 91.
 Anquetil, la roche, 90.
 Approvisionnements, 7, 17-20, 25, 26,
 30, 72.
 Armes de l'Ile, 74.
 Arsenaux, 32, 93.
 Arthur, Jean, 31 ; Nicolas, 63, 81, 118.
 Artillerie, 78, 116.
 Assemblées de paroisse, 20, 103.
 Assemblées illicites, 85, 86.
 Assistance publique, 4, 5, 11, 31, 69.
 "Atlantic," le navire, 6.
 Aubin, Abraham, 117, 125 ; Edouard,
 87 ; Josué, 73.
 Auvergne, le Four d', 90, 141.
 Avocat-Général, 8, 117, 124.

B.

Bailhache, Clément, 22, 100, 118, 124.
 Bailli, 3 ; Lieut. du, 3, 131, 146.
 Baleyne, Amice, 138.
 Bannissement des criminels, 96, 99, 143,
 144.
 Bateaux, règlement *in re*, 66.
 Bateaux, maîtres de, 57, 64, 138.
 Batteries, 48, 50, 55, 75, 113, 116, 128,
 132.

Bellecroûte, 22.

Benest, Jean, 11 ; George-Phil., 145.
 Bertram, Elie, 24, 46, 118 ; François, 7,
 34 ; Rév. George, 35.
 Besnard, le rocher, 90.
 Bessières, la pierre des, 87.
 Bibliothécaire, 4.
 Bibliothèque publique, 4, 12, 49, 106.
 Binet, Thomas, 14, 85.
 Bishop, Charles, 34.
 Bisson, Rév. Amice, 33.
 Blés, 26.
 Boeuf, Le, Charles, 84.
 Boisson, vente de, 48.
 Bonnenuit, 31 ; corps de garde de, 62,
 118.
 Bouchers, 8.
 Bouillon, Prince de, 21, 26, 64, 65,
 67, 68, 73, 113, 114, 136 ; lettre du,
 66.
 Boulangers, 19, 33, 34, 62.
 Boutillier, Le, Philippe, 87.
 Brasbridge, M^r, 112.
 "Bravo," Le, 6.
 Brée, Jean, 92.
 Breton, Le, Rév. François, 4, 9, 33, 68,
 94, 134 ; Jean, 92 ; Thomas, 8, 10.
 Bristol, 46, 47.
 Burns, Elie, 50 ; Mary, 50 ; William, 50.
 Burr, Philippe, 22.

C.

Canonniens, récompense offerte aux,
 117.
 Carteret, Henry Frédéric, Lord, 3.
 Carteret, de, Jean, 14, 70, 88, 141 ;
 Philippe, 9, 27, 49.
 Casernes, 7.
 Centeniers, 7, 22, 24, 28, 70, 73, 85, 117,
 143, 145.

U

Charbon, 12, 22, 28, 29, 111, 139, 142.
 Charte, extrait d'une, 42-44.
 Chausey, île de, 67, 125.
 Chaussées, havres et, 9, 12 ; comité des 105, 108, 111, 140.
 Chef-Magistrat, 25, 72.
 Chefs de Police, 19, 82, 88.
 Chemins, 27, 35, 38, 39, 41, 69, 75, 92, 112, 146.
 Chesterfield, Comte de, 15, 36, 74.
 Cidre, exportation de, 27, 42, 46, 99, 101, 102.
 Coats, Eléonore, 4.
 Cohue royale, 11, 72, 104.
 Coin Tourgis, 87.
 Comités des Etats nommés, 3, 4, 9, 10, 18, 22, 25-27, 30, 33, 48-50, 55, 62, 63, 68, 70, 77, 91, 92, 94, 106, 109, 113, 124, 125, 136, 146.
 Commandant en Chef, 3, 6, 12, 15, 18, 20, 22, 25, 26, 28, 30, 33, 40, 48, 50, 53, 55, 59, 63, 65, 68, 72, 73, 75, 78, 84, 88, 107, 113-117, 126, 128, 132, 134, 139, 143.
 Commerce, 15, 16, 137 ; Chambre de, 22, 28, 113 ; protection du, 146.
 Commissaires royaux, 30.
 Comptes publics, 31, 50, 93, 118.
 Connétables, 3, 4, 7, 20, 22, 24, 27-31, 35, 41, 48, 50, 54, 62, 69, 70, 76, 79, 80, 92, 93, 115, 118, 120, 130, 131, 133, 139, 140.
 Conseil, Ordres du, 3, 22, 44, 79, 101, 109 ; Privé, 31, 143.
 Contributions volontaires, 119 ; voir Souscriptions.
 Conway, le Maréchal, 12, 13.
 Corps de garde, 12, 31, 62, 111, 118, 122, 139.
 Corroyeurs, 97.
 Corsaires, 133.
 Cotte, la, 48, 50 ; batterie de la, 82.
 Cottrell, Sir Stephen, 144.
 Cour Royale, 79 ; libelle contre la, 94 ; excitation contre la, 80, 84, 91 ; acte de la, 145.
 Couteur, Le, Jean, 7, 9, 49 ; Lieut. Colonel, 125 ; Lettre du, 131 ; Rév. François, 73, 82.
 Craig, Colonel, 33.

Criminels, traitement des, 96, 99, 143.
 Croix, de Ste., Aaron, 11 ; M. F. d'Auvergne de, 74.
 Cuirs, 97, 99, 101.
 Cuivre, monnaies de, 91.

D.

Dauvergne, Charles, 119.
 Défauts, aux Etats, 4, 115 ; militaires, 57, 139.
 Défense de l'Ile, 9, 11, 30-32, 38, 41, 48, 50, 62, 68-70, 75, 81, 84, 88, 90, 92, 93, 100, 101, 104, 113-119, 128, 130, 131, 132, 136-138, 142, 144.
 Défense d'exporter des provisions, 25.
 Dénonciateurs, 38, 115, 118.
 Dimanche, le, et le service militaire, 138.
 Disette, menace de, 21, 107.
 Douane, Officiers de la, 21, 29, 107, 108.
 Douanes, 27, 44, 146.
 Douvres, service des, 128, 132.
 Doyen, 9.
 Dumaresq, Rév. Clément, 41 ; Jean, 7, 10, 31, 48, 50, 53, 63, 65, 75, 76, 81, 85, 99, 100, 105, 112, 118, 125, 143, 144 ; Philippe, 31, 41, 93, 119, 136.
 Dundas, Henry, adresse des Etats à, 132.
 Du Pré, Rév. Edo^d, 5, 33, 37, 74, 141.
 Durell, Elie, 8, 10, 118, 127.

E.

"Eagle," le vaisseau, 6.
 Ecrehos, les, 67.
 Ecrits anonymes ; voir Anonymes.
 Eglises, 56.
 Emigrés français, 7, 29, 34, 72.
 Emprunts, 95.
 Enquêtes, Jugement par, 30, 107.
 Esnouf, Edmond, 87.
 Etats, envoient des adresses au Roi, 23, 143-144 ; décident une souscription volontaire et votent une adresse au peuple, 120-122 ; Députés des, 98, 99, 105 ; Lettre des, aux Maîtres de la Poste, 15, 37 ; Pétition des, 42 ; représentation des, à la Trésorerie, 28 ; leur adresse à Henry Dundas, 132, 134.
 Etats-Unis d'Amérique, 22.

Espions, 61.
 Etrangers, règlements sur les, 59-61,
 63, 64, 78, 136, 139.
 "Excise," droits de, 45, 46, 102 ; officiers
 de l', 44.
 Exportation de provisions défendue, 25 ;
 de produits jersiais, 44.
 Evans, Grace, 82 ; John, 82.
 Eveleigh, Col., 30, 40, 55, 70, 88.

F.

Fall, Lieut.-Gouverneur, 15.
 Falmouth, 21.
 Famine, 19.
 Farine, 18, 26, 27, 33, 79, 104, 109, 139.
 "Fencibles," régiment de, 6.
 Feuvre, le, M^r, 46.
 Finances publiques, état des, 82, 137,
 138.
 Fliquet, havre de, 69, 75, 105.
 Flotte, navires de la, 135.
 Foire à St. Jean, 103.
 Fonds publics, 9, 11, 95.
 Fort d'Auvergne, 144.
 Fortifications, 30, 88.
 Fosse, le, seig^r de la, 105.
 Four d'Auvergne, 90, 141.
 Français, Vice-Amiral, 73.
 France, émigrés, ou réfugiés de, 33 ;
 côtes de, 66.
 Fraude, 78, 79.
 Freeling, T., 22, 74.
 Froment, 79.

G.

Garde, de la, Charles, 3, 27, 53, 73, 82,
 139 ; Rév. Philippe, 33, 53, 105, 112,
 125 ; Thomas, 105, 112, 125.
 Garde, service de, 26, 58, 59, 115, 116,
 129.
 Garnison, 6, 7, 28, 72, 73, 108, 132,
 133, 136.
 Gautier, François, 11.
 George III, attentat contre, 23 ; permet
 à M. Ph. Jean de copier son portrait,
 14 ; portrait de, 52, 63, 65, 72-74,
 82, 90, 104.
 Gibraltar, 136.
 Gloucester, Duc de, 52.
 Godfray, Hugh, 88, 141 ; Jean, 38.

Gordon, Andrew, Major-Général, 3, 12,
 20, 59, 88, 110, 135, 143.
 Gorey, 77, 82.
 Gouverneur, 12, 13, 23, 38, 53, 76, 126,
 143 ; Lieutenant, 15, 72, 143.
 Grains, 7, 18, 19, 20, 21, 27, 29, 33, 49,
 72, 97, 98, 104, 107, 109, 139.
 Greffier, 17, 22, 24, 29, 36, 48, 74, 94 ;
 honoraires du, 110, 119.
 Gresley, Le, Jean, 75.
 Grèves, havre des, 100.
 Gros, Le, Philippe, 117.
 Grouville, 39, 40 ; Connétable de, 82.
 Guernesey, 16, 17, 65.
 Guerre, Ministre de la, 131 ; avec la
 France, 66.
 Guet, 128.
 Guillaume, Clément, 126, 133.
 Guillet, James, 90.

H.

Halles, 3, 8, 21 ; à grains, 11 ; à viande,
 54, 55.
 Hamon, Thomas, 24.
 Hammond, Jacques, 33, 41 ; Jacques
 Lemprière, 8, 10.
 Hardy, Le, M^r, 47.
 Haro, clameur de, 105.
 Harris, la veuve et les enfants du ser-
 gent, 21.
 Hauckley, le Lient.-Colonel, 6.
 Havre des Pas, 144.
 Heaume, Du, Rév. George, 123, 124.
 Hemery, Clément, 5, 8, 10, 26, 50, 56,
 68 ; Jacques, 9, 11, 18, 22, 26, 27,
 30, 127.
 Heriot, le D^r Roger, 106.
 Héruppe, 40.
 Hocq, chemin du, 38, 90, 92, 119 ;
 havre du, 27, 35, 39, 40 ; tour du,
 39, 40.
 Hooper, Jean, 7, 24.
 Hôpital Général, 4, 9, 10, 11, 21, 31,
 34, 49, 50, 54, 65, 69, 82, 106, 111,
 141 ; legs à l', 34 ; Trésorier de l',
 34, 141.
 Howard, Sir George, Gouverneur, 12,
 14, 23, 38, 52, 53 ; Lettre de, 13.
 Huissier des Etats, 24, 32, 118.

I.

Impôts, 140.
 Impôt, 40, 95, 99, 103 ; nouvel, 5, 7,
 11, 50, 75 ; Trésorier du, 92, 93, 98,
 119, 133 ; fermier du, 81.
 Imprimeur des Etats, 142.
 Inoculation, 6.
 Intempérance, 48.
 Invalides, 4, 31, 50, 65.
 Irlande, 143.
 Italie, vins d', 95.

J.

Janvrin, Valpy dit, François, 9, 12, 18,
 22, 27, 30, 90, 127 ; Philippe, 11.
 Jaugeurs publics, 50.
 Jean, Jean, 22 ; Philippe, obtient per-
 mission de copier le portrait de S.M.,
 14 ; lettres de, 52-53, 63 ; pièce d'ar-
 genterie votée à, 112.
 Joie, La, Pierre, 50.
 Jones, Jacob, 65.
 Journeaux, François, 8, 10.
 Jurés-Justiciers, 9, 12-14, 22, 77, 127,
 141.

L.

Laboureurs, 20.
 Laines, importation de, 53.
 Larbalestier, Charles, 28, 79.
 Laugée, Jean, 46.
 Lavendières, les (rochers), 90.
 Lemprière, Jacques-Amice, 4, 5, 9, 12.
 Lerrier, Phil., 106, 130 ; Thomas-Louis,
 11, 77.
 Lettres, distribution des, 15 *et sequ.*
 Lewis, Mathew, 52.
 Licences, 53.
 Liott, Jean, 83.
 Liqueurs, vente des, 123 ; étrangères,
 12, 78, 110, 111, 123.
 Longues-vues, 136.
 Loteries, 10, 87, 126 ; Commissaires de
 la, 11.
 Luce, Jean, 118.
 Lys, Philippe, 77.

M.

Machon, Laurens, 8.
 Maçons, 55, 70, 88.
 Magazins, 144.

Maistre, Le, Edo^d, (Juré-Justicier) 22 ;
 (huissier) 24, 32, 118.
 Maladies contagieuses, 7.
 Mallet, Rév. Jean, 50, 74 ; M^r, 47.
 Mansfield, Comte de, 42.
 Marché, 79, 98.
 Marchand, Le, Guillaume, 71.
 Marett, François, 141.
 Marie, François, 87, 137.
 Mariniers, 50, 137, 138.
 Masse royale, 72.
 Masurier, Le, Havilland, 127 ; Jean,
 141 ; Phil., 127 ; voir Mesurier, Le.
 Matelots, primes aux, 5, 11, 82 ; noms
 de, 6.
 Mathews, Jean, 11.
 Maturin, M^r, 63.
 Mauger, Pierre, 9, 18, 26, 37, 50, 74,
 77, 79.
 Mer, ravages de la, 27, 38, 39, 69, 77,
 90, 122.
 Messervy, Nicolas, 4, 9, 18, 26, 33, 63,
 68, 88, 92.
 Mesurier, Le, Paul, 34, 54.
 Méthodistes, Société des, 126, 133.
 Meuniers, 19, 27.
 Milice, 26, 31, 56, 73, 88, 92, 93, 116-
 117, 124, 129-132, 138 ; Colonels de
 la, 37, 51, 62, 113, 116, 117, 125, 142.
 Minquiers, les, 67.
 Moigne, la prise au, 90.
 Montais, Le, Jean, 143.
 Motte, la, 90.
 Mottée, Le, Jean, 87.
 Mourant, Philippe, 32, 142.
 Munitions, 33.

N.

Naturalisation, 71.
 Navigation, 137 ; protection de la, 113.
 Négociants, 15, 16.
 Nelson, Lord, 143.
 Neveu, Le, Jean, 38 ; Philippe, 75.
 Newcastle, 28, 29.
 New York, 22.
 Nicolle, Philippe, 32, 34, 50, 73, 118.
 Noël, Denis, 139.
 Norfolk, Elie, 83.
 Norman, Jean, 92.

O.

Orge, farine d', 33 ; importation d', 30.
Ouvriers, 55, 70.

P.

Pain, disette de, 19, 25, 33 ; fabrication du, 33, 34 ; prix du, 62.
Park, Du, batterie de, 113.
Parlement, Actes de, 17, 44, 146.
Paroisses, les, et l'assistance publique, 69.
Passeports, 73.
Pauvres, 31, 69, 111, 141 ; domicile des, 136.
Payn, Josué, 44.
Pêche, 67, 68.
Peste, 108.
Perrée, Philippe, 124.
Petitions, 91, 94, 97 : au Roi, 42, 48.
Piket, John, 82.
Pilotes, 137, 138.
Pinel, Philippe, 28, 73, 79.
Pipon, Josué, 68, 118 ; M^r, 71 ; Thomas, 3, 12, 13, 31, 34, 48, 54, 76, 99, 100, 105, 112, 143 ; Lieut. Bailli, 68, 131.
Platt, Sarah, 31.
Poingdestre, Abraham, 34, 114 ; Jean, sen^r, 13 ; Jean, jun^r, 13.
Police, Chefs de, 19, 82, 88 ; officiers de, 19.
Pommes de terre, 25.
Portland, Duc de, 21, 52, 79, 84, 85, 109, 127 ; lettres du, 14, 129.
Portugal, vins de, 95.
Poste, Office de la, 10, 15, 22, 36 : Maîtres de la, 10, 15, 22, 36 ; lettre des Etats aux, 74.
Pré, Du, D^r Edo^d, 31, 63, 68 ; voir aussi Du Pré.
Prisonniers de guerre, 11.
Privilèges de l'Île, 27, 38, 42, 44, 47, 99, 103, 146.
Procédures criminelles, 106.
Procureur-Général, 8, 30, 48, 50, 75, 88, 99, 100, 105, 117, 143, 144.
Puley, havre du, 100.

Q.

Quais, 92.
Quarantaine, 22.
Quesne, Le, Nicolas, 104.

Quesnel, Michel, 11.
Quetteville, de, David, 5, 34.

R.

Rassemblements tumultueux, 91, 99, 100.
Rât, d'armes, 115 ; paroissial, 41 ; public, 30, 90.
Recteurs, 3, 4, 33, 81, 124, 127.
Règlements divers, 35, 51, 56, 59, 61, 66, 77, 78, 89, 91, 97, 125, 140, 142.
Remontrances, 3, 8, 22, 28, 75, 94, 110.
Renouf, Isaac, 105.
Rentes, 54, 97, 98 ; création de, 49, 97 ; taxation des, 49, 79, 99, 101.
"Repulse," le, 6.
Requête, aux Etats, 97 ; des Etats à S.M., 96.
Retrait, féodal, 54, 92 ; lignager, 54, 92.
"Retranchements," 128.
Ricard, François, 4.
Robichon, Edo^d, 73.
Robin, Phil., 9, 42, 68, 88, 137.
Rochers, (noms de), 40, 90.
Rocco, la, 88.
Rocque, la, 122.
Rocquebert, 27, 39, 40.
Rowcliffe, George, 8, 10.
Rues de S^t Héliér, 25, 137.
Rums et genièvres, 41, 110.

S.

Sablons, rue des, 137.
Samarés, seig^r de, 105.
Santé, bateau de, 78, 108.
S^t Aubin, 6.
S^t Brelade, 21, 35, 50 ; connétable de, 82.
S^t Clément, paroisse de, 27, 35, 39, 40, 41, 90, 92.
S^t Héliér, 6, 18, 39, 40, 91, 105, 112, 125, 137 ; montagne de, 30, 62 ; port de, 105.
S^t Jean, 33, 39, 40, 80, 86 ; foire à, 103.
S^t Laurens, 39, 40, 87.
S^{te} Marie, 31, 33, 94, 138.
S^t Martin, 69.
S^t Ouen, baie de, 55 ; paroisse de, 33, 35, 36, 63, 100 ; plainte des seig^{rs} de, 124.

St Pierre, 35.
 St Sauveur, 11, 39, 40, 91.
 Seaward et Pipon, Mess^{rs}, 7, 71.
 Séditions, 19, 91.
 Sergents, 31, 37, 51 ; majors, 31, 37.
 Service militaire, 138, 142.
 "Signal Posts," 136, 142.
 Signaux, établissement de, 113, 116.
 Simpson, David, 5.
 Skelton, George, 32, 33.
 Souscriptions volontaires, 119, 120, 123,
 126-129, 133, 137, 143.
 Southampton, port de, 7, 17, 18, 20,
 30, 71, 79, 96, 97, 110, 140.
 Stead, Mr, 118.
 Strachan, Sir Richard, 136.
 "Surveyor, Principal and Resident," 22.
 Swansea, 28.
 Syvret, Philippe, 143.

T.

Tanneurs, 97.
 Taste, de la Jean, 11.
 Taupes, règlements *in re*, 50, 51, 89,
 100, 125, 130.
 Taverniers, 48, 56, 77, 99, 101, 103,
 104, 119, 123, 124.
 Taxation des rentes, 49 ; voir rentes.
 Templier, Le, Jacques, 38.
 Terreneuve, 133.
 Thompson, Lieut. Francis, 124, 130.
 "Tiger," Le, 6.
 Tourettes, les, (rochers), 90.
 Tourgis, le Coin, 87.
 Touzé, Le, Paul, 11.
 Townshend, Marquis, lettre du, 76 ; 126,
 127, 129, 143.

Traduction en français, ordonnée, 127.
 Travaux publics, 70.
 Trésorerie, les Seig^{rs} de la, 28, 102.
 Trésorier des Etats, 7, 9, 41, 48, 82, 90,
 128, 130, 137.
 Trinité, la, 39, 40.

V.

Vaisseaux de guerre, 115.
 Valpy, Rév. François, 59, 63, 81, 94.
 Varech, (ou vraie) pêche et partage du,
 35, 40, 100.
 Vaudin, Edo^d, 8.
 Vérole, la petite, 6.
 Vesconte, Le, Phil., 136.
 Veuille, de, Aaron, 41, 92, 118, 141 ;
 Jean, 17, 24, 37, 48, 94, 141.
 Vice-Amiral français, 73.
 Vicomte, Député du, 11.
 Ville de St Hélier, 25.
 Vingtaine de la Ville, 62, 105, 112,
 125, 139.
 Vingtaines, 87.
 Vingteniers, 51, 57, 89, 139.
 Vins et eaux-de-vie, 41.
 Vins étrangers, 95, 99, 101, 103.
 Vivian, Phil., 46.
 Vue de Justice, Grande, 105.

W.

Walsingham, Lord, 15, 36, 74.
 West, M^r, 52.
 Winchester, 96.

Y.

York, Duc de, 124.

SOCIÉTÉ JERSIAISE

ACTES DES ETATS

DE L'ILE DE JERSEY

JANVIER 1799 à FIN DÉC. 1800.



Jersey :

J. W. LABEY, IMPRIMEUR, Etc.,

BERESFORD LIBRARY, ST.-HÉLIER.

—
1917.

Tiré à 400 exemplaires.

PRÉFACE

Ce fascicule renferme les délibérations des Etats pour les années 1799 et 1800. Nous terminons ainsi la publication des Actes de cette Assemblée, commencée en 1897 et poursuivie—avec quelques interruptions—pendant une vingtaine d'années, le Comité Exécutif ayant, dès le début, décidé de ne pas dépasser l'année 1800.

Comme la période qui précède, celle de 1799–1800 est troublée par la Guerre, et beaucoup de délibérations sont du même genre que celle qui ont déjà été lues : Police des étrangers et des espions, innovations dans la Milice, difficultés pour le recrutement des ouvriers, nouvelle et grande destruction de taupes, construction de nouveaux marchés, etc., etc.

A plus d'un siècle de distance l'Histoire se répète : on remarquera, en effet, des mesures sérieuses prises pour assurer l'approvisionnement du pays qui souffrait, comme de nos jours, d'une disette et " grande cherté " de toutes sortes de vivres, et les mesures restrictives d'aujourd'hui sont, chose curieuse, une exacte réédition de celles qui furent édictées en 1800 !

Pour la liste des Greffiers et leurs suppléants, que nous avons l'habitude de donner ici, nous renvoyons le lecteur à la Liste des Greffiers qui a paru dans le Bulletin de 1917.

J. A. MESSERVY.

31 Décembre 1917.

Actes des États de l'Île de Jersey

JANVIER 1799 À FIN DÉC. 1800.

ACTES DES ETATS.

L'An mil sept cent nonante neuf, le douzième jour de Janvier.

12 Janvier
1799.
Livre 9,
p. 427.

Etats tenus par Nicolas Messervy Escuyer Seigneur des Augrès etc. Lieutenant de Monseigneur le Bailli de l'Isle de Jersey, Président de l'Assemblée, François Maret Ec^r etc. Jurés-Justiciers etc.⁽¹⁾

Edo. Le Maistre Esc^r & Jean Poingdestre Esc^r sont en défaut excusés par maladie.—Après le serment de Jean Poingdestre Esc^r le Rév^d Am^e Bisson Rect^r de St Laurens demeure exoiné par maladie.

Ayant été suggéré aux états de la part des représentans de Mess^{rs} De La Garde qu'ils sont disposés à venir à un arrangement avec le public au sujet du Procès dependant devant Sa Majesté en Conseil, concernant le terrain en dispute proche la Foire à Bétail, les Etats sont convenus d'autoriser et charger le Comité des Chaussées de recevoir la proposition des représentans desdits sieurs De La Garde sur le sujet sus mentionné, de la considerer, et d'enfaire rapport aux prochains Etats.

Le Président ayant produit aux Etats une Lettre de son Excellence le Commandant en Chef par laquelle il paroît que l'Adresse des Etats à Sa Majesté a été gracieusement reçue. Il est ordonné que ladite Lettre sera entrée sur le Livre des Etats.

De laquelle Lettre la teneur ensuit.

“ Head Quarters 29th Dec^r 1798.

“ Sir,

“ I have the honor to inform that I have a Letter by the Packet from the Marquis Townshend, in which His Lordship mentions, having presented to His Majesty the Address from the States, which was graciously received.

I have the honor to be, Sir,

Your most obedient humble Servant,

Signed A. Gordon, M.G. & L^t G.”

N. Messervy Esq^r

L. B. St. Helier.

(1) M^r. George Benest, Centenier de St. Brelade, siégeait ce jour.

1799. Paroissant par l'information que le Président a aujourd'hui communiqué aux Etats de la part de son Excellence le Commandant en Chef, que les Capitaines de Corsaires de cette Isle negligent de se conformer à certain Article de la Collection des Loix confirmées par Ordre de sa Majesté en Conseil, de l'An 1771, le 28^e jour de Mars, relativement à la Quarantaine, il a été ordonné que le susdit Article sera imprimé publié et affiché afin que personne n'en prétende cause d'ignorance.

Duquel Article la teneur ensuit.

“ Les Capitaines de Corsaires en temps de Guerre seront obligés de porter avec eux durant leur campagne la Copie de ces réglemens & à leur retour seront tenus de prêter serment devant le Chef Magistrat et deux Jurés qu'ils n'ont point eu de communication avec aucun bâtiment affligé ou soupçonné de maladie contagieuse et qu'ils en sont entierement exempts, sur peine de deux cents Livres Sterling d'amende vers les contrevenans.”

Le Comité des Chaussées est autorisé et requis de prendre en consideration les grands fraix et inconveniens auxquels les negocians de cette Isle sont présentement assujettis pour envoyer en Angleterre les navires qui sont pris sur l'ennemi afin d'être affranchis, et de faire sur le sujet telles représentations en Angleterre, au nom des Etats, et de prendre telles autres mesures qu'ils croiront nécessaires afin que lesdits navires puissent être affranchis sans sortir du pays comme il étoit ci devant pratiqué.

Adm^r et Adm^{ce}
de l'Hôpital
Général. Les Etats ayant entendu le rapport du Comité de l'Hôpital Général de cette Isle au sujet du choix d'un Adm^r et Administratrice à la place de M^r George Picot et de sa femme qui en quittent l'Administration l'11^e Février prochain, comme aussi les applications des divers concurrens pour ces charges ; et après avoir dument considéré le sujet, ont choisi M^e Pierre Thoreau et M^{me} Marg^{te} Anquetil sa belle sœur, pour remplir lesdites charges d'Administrateur et administratrice dudit Hôpital aux mêmes salaires accordés audit Sieur Picot et uxor.

28 Janvier
1799.

L'An mil sept cent nonante neuf, le vingt huitième Janvier.

Présent son Excellence Andrew Gordon Major Général des Armées de Sa Majesté et Commandant en Chef et Lieut^t Gouverneur de l'Isle de Jersey etc.

Etats tenus par NICOLAS MESSERVY Escuier Seigneur des Augréz etc. Lieutenant etc. Président de l'Assemblée, etc. etc. ⁽¹⁾ 1799.

Edouard Le Maistre et Jean Poingdestre Escuiers Jurés sont en défaut excusés par maladie.—Après le serment du Rév^d George Bertram, Phil. Robin Esc^r Justicier demeure exoiné par maladie.—Pierre Mauger et Jean de Carteret Esc^{rs} Jurés sont en def^t à assister aux Etats.—Le Rév^d Amice Bisson est en def^t excusé par maladie.—Après le serment de Mons^r Hugh Godfray, Amyce Baleyne Esc^r Connétable de S^{te} Marie demeure exoiné par maladie.—Après le serment d'Abraham Aubin Esc^r Jean Dumaresq Esc^r Connétable de S^t Sauveur demeure exoiné par maladie.

Le Comité des Chaussées ayant en conséquence de l'Acte des Etats du douzième du courant, préparé une adresse pour être présentée aux très Honorables seigneurs de la Trésorerie relativement à l'affranchissement des vaisseaux pris sur l'Enemi, Les Etats ont approuvé ladite adresse et autorisé le Greffier de la signer. Et Jean Dumaresq Esc^r membre de cette Assemblée demeure autorisé et chargé de présenter ladite requête et de faire tous ses efforts pour en obtenir l'effet.

Les Etats ont dirigé le Greffier de payer à Jean Dumaresq Escuier Connétable de S^t Pierre, cinquante Livres Sterling hors du produit des licences, pour être appliqué à appuyer le Jugement de la Cour Royale du 24^e Novembre 1797 concernant les Taverniers de la paroisse de S^t Ouen, contre la plainte des seigneurs de S^t Ouen, laquelle plainte paroît porter atteinte aux réglemens établis par les Etats et confirmés par Sa Majesté en Conseil ; lequel objet est présentement dependant devant Sa Majesté en Conseil. Et les Etats ont en même temps autorisé ledit Sieur Dumaresq d'agir au nom de cette Assemblée devant les Seigneurs du Conseil, pendant son séjour à Londres tant à l'égard de l'objet en question, que pour les autres affaires dependantes en Angleterre qui concernent le public de cette Isle.

François Marett, Jacques Hemery et Pierre Mauger Esc^{rs} Jurés, le Rév^d François Valpy Recteur de S^{te} Marie, le Rév^d François Le Couteur Recteur de Grouville, le Rév^d Docteur Edouard Du Pré

(1) Les Centeniers suivants siégeaient : M^r Phil. Le Vesconte (St^e Marie), Abraham Aubin Esc^r (St. Sauveur), et M. Geo. Phil. Benest (St. Brelade).

Recteur de St Héliier et Mess^{rs} les Con^{bls} de St Helier, St^e Marie & Comité. St Jean, ont été nommés en Comité pour considerer certaine proposition devant les Etats, qui a pour but, de fixer les qualifications des membres des Assemblées paroissiales, et ensuite en faire rapport aux Etats. auquel Comité Messieurs les Officiers du Roi sont requis d'assister.

[Suit, dans l'original, p. 432, un Ordre du Conseil, déjà imprimé dans le Vol. 4 des Ordres du Conseil, p. 382 et sequ., au sujet du service militaire le dimanche.]

2 Mars 1799.

L'An mil sept cent nonante neuf le deuxième jour de Mars.

Etats tenus par NICOLAS MESSERVY Escuier etc. Lieutenant etc., Président de l'Assemblée, etc.

Edouard Le Maistre, Phil. Robin et Jean Poingdestre Esc^{rs} Jurés sont en défaut excusés par maladie.—Charles de La Garde Esc^r Justicier est en défaut à assister aux Etats.—Après le serment de M^r Phil. Syvret, Clement Bailhache Esc^r Con^{bl} de St Ouen demeure exoiné par maladie.

Le Connétable de St Jean a représenté aux Etats qu'il y a plusieurs années que la Chapelle du sud Est de l'Eglise de St Jean est en decadence, mais que depuis le dernier blanchissage qui s'est fait l'Automne dernier, on s'est aperçu que les ouvertures qui sont dans la Voute et dans le mur de ladite chapelle ont augmenté considerablement ; que la Voute a enfoncé au dela d'un pied, et qu'enfin le tout menace de tomber en ruine : Qu'à la requête des Procureurs du bien public ledit Connétable avoit convoqué une assemblée des principaux et officiers de sa paroisse, ou trois maçons avoient été faits venir, lesquels avoient examiné l'état actuel de ladite chapelle, et après avoir été questionnés et consultés par ladite assemblée sur l'objet en question, ils avoient rapporté et déclaré sous leur signature comme ensuit.

“ Ce 31^e Janvier 1799, les sous signés maçons de profession appellés pour examiner l'état actuel de la chapelle du sud-est de l'église de St Jean, après avoir examiné ladite chapelle tant en dedans qu'en dehors, ont trouvé que la Voute de ladite chapelle est fendue dans presque toute sa longueur, que le mur du sud qui la soutient s'est jetté en dehors considerablement au delà d'aplomb de ses fondemens, que ledit mur est rompu en deux endroits, que la voute s'est

1799.

enfoncée en consequence de ce que ledit mur a donné chemin ; que le mur du ouest du consistoire, qui separe ledit consistoire de l'église, a quitté celui du nord. Ils ont de plus trouvé que les ouvertures de la Voute et du mur du sud qui se font appercevoir en dedans de ladite chapelle ont augmenté depuis le dernier blanchissage. sur letout ils croient que ladite chapelle menace ruine et qu'elle est en danger de tomber."

Signés { Pr^e Lesbirel
Abr. Maret
Tho^e Cabot

Ledit Connétable de S^t Jean a en outre informé les Etats qu'après une pareille déclaration de la part desdits maçons, l'Assemblée de paroisse considerant que si ladite chapelle tomboit d'elle même elle pourroit non seulement entrainer avec elle toute la Voute et les piliers de la chapelle du nord-est qui sont appuyés par la Voute du sud-est, mais aussi qu'elle pourroit causer la mort à plusieurs personnes, vu qu'on tient les assemblées et l'école paroissiales dans une partie de ladite chapelle ; que d'après toutes ces considerations, l'assemblée de paroisse de S^t Jean avoit décidé de faire rétablir ladite chapelle, et chargé le Connétable, les Procureurs du bien public et les surveillans d'envoier le travail exécuté aussitot que possible : Ledit Connétable de S^t Jean ayant de plus représenté aux Etats que vu que la réédification de ladite chapelle requiert de l'expedition et qu'il est intéressant, tant pour la religion et pour la continuation du service divin que pour l'avantage des fonds publics de ladite paroisse de S^t Jean, que l'ouvrage en question soit accéléré et fait avec promptitude, ce qui ne peut être le cas sans une autorité du corps législatif du pays, pour obliger les maçons à y travailler, vu que tous ceux de sa paroisse auxquels il s'est adressé ont dit avoir promis d'entreprendre la bâtisse de plusieurs murs et édifices.—Les Etats autorisent ledit Connétable d'appeller sur les maçons habitans de la paroisse de S^t Jean, lesquels seront tenus, dans un mois après son avertissement, de commencer l'ouvrage nécessaire pour réédifier ladite chapelle et d'y continuer jusqu'à ce qu'il soit fini.—

Les Etats ont pris en consideration une représentation de la part de Phil. Dumaresq Gent. Officier du Signal sur la montagne de S^t Helier, relativement à son logement, et il a été résolu de lui

1799. accorder la somme de six livres argent de France par semaine hors du produit des licences, du jour que le paiement des logemens des officiers des signaux a été discontinué par le Comité pour la défense de l'Isle, et ce vu qu'il n'y a point eu de logement bâti au poste occupé par ledit Sieur Dumaresq, ce qui a eu lieu pour les autres postes.

Les Etats ont été remis à samedi prochain à dix heures du matin pour prendre en consideration le rapport du Comité des Chemins logé au Greffe le 26^e Janvier dernier.

9 Mars 1799.

L'An mil sept cent nonante neuf, le neuvième jour de mars.

Etats tenus par Nicolas Messervy Escuier, etc. Lieutenant etc. Président de l'Assemblée, etc.

Presens le Procureur General du Roi, l'Avocat Général du Roi et le Deputé Vicomte.

Edouard Le Maistre, Philippe Robin et Jean Poingdestre Esc^{rs} Jurés sont en défaut excusés par maladie.—

Charles De la Garde Esc^r Juré est en défaut à assister aux Etats.— Le Rév^d Doct^r Edo. Dupré, Recteur de S^t Hélier, est en défaut à assister aux Etats.—Après le serment d'Etienne Joseph La Gerche Gent. Amice Baleyne Esc^r, Con^{ble} de S^{te} Marie, demeure exoiné par maladie.

Les Etats, après avoir procédé à la discussion de plusieurs des articles contenus dans le rapport de leur Comité, concernant la réparation des chemins publics, et n'ayant pas jugé devoir adopter lesdits articles, dans les circonstances actuelles, particulièrement en ce qui regarde l'abolition du service personnel ; mais en même temps convaincus de l'insuffisance des réglemens actuels, ont referé le sujet à un nouveau Comité composé de François Valpy dit Janvrin, Pierre Mauger et Philippe de Carteret Esc^{rs} Jurés, du Rév^d François Le Couteur Recteur de Grouville, le Rév^d Doct^r Edo. Dupré, Recteur de S^t Helier, et le Rév^d Charles Le Touzel Rect^r de S^t Martin ; et Mess^{rs} les Con^{bles} de S^t Helier, S^t Jean et S^t Clement ; lequel Comité est chargé de considerer les anciens réglemens et examiner ce qu'il y a de defectueux, et ensuite en faire rapport aux Etats, auquel Comité Mess^{rs} les Officiers du Roi sont requis d'assister.

L'An mil sept Cent nonante neuf, le quatorzième jour de Mai. 14 Mai 1799

Etats tenus par THOMAS PIPON Escuier, Lieutenant etc.,
Président de l'Assemblée etc.

Edouard Le Maistre et Jean Poingdestre Esc^{rs} Jurés, et le Rév^d Amice Bisson Rect^r de S^t Laurens sont en défaut excusés par maladie.

Jean Dumaresq Esc^r ayant aujourd'hui fait rapport à cette Assemblée de la réussite de sa députation en Angleterre, relativement à divers objets très intéressans au pays, les Etats ont vu avec satisfaction, l'assiduité, la persévérance, et les connoissances avec lesquelles il a rempli cette importante mission, et ont cru devoir lui en témoigner leur approbation et lui en faire leurs remerciemens.

Jean Dumaresq Esc^r ayant présenté aux Etats le compte des fraix qu'il a encourus durant son séjour en Angleterre, pour les affaires publiques du pays, dont il étoit chargé, montant à la somme de vingt quatre Livres treize chellings trois penys Sterling, les Etats en ont ordonné le payement hors du produit des Licences des Taverniers.

Les Etats, après avoir entendu le rapport du Comité pour la defense de l'Isle ont approuvé les comptes suivans, montant à la somme de dix milles cinq cents treize Livres, douze sous cinq deniers et en ont ordonné le payement par le Trésorier du nouvel impôt, savoir

		£	s.	d.
N ^o 1.	Le Compte du Connétable de S ^t Sauveur montant à	363	19	—
2	Le Compte de Mr Phil. Nicolle naguère Con ^{ble} de S ^t Jean	331	12	—
3.	Le Compte du Connétable de la Trinité... ..	1217	13	—
4.	„ „ de S ^t Ouen	1660	12	6
5.	„ „ de S ^t Pierre	402	11	—
6.	„ „ de S ^t Martin... ..	600	16	6
7.	„ „ de Grouville	471	18	—
8.	„ „ de S ^t Brelade	1173	—	1
9.	„ „ de S ^t Laurens	763	15	—
10.	„ „ de S ^t Clement	544	17	—
11.	„ „ de S ^t Helier	976	11	4
12.	„ „ de S ^{te} Marie	255	17	—
13.	Le Compte de Phil. Dumaresq Esc ^r présentement Con ^{ble} de S ^t Jean	238	2	—
14.	Un Compte du Deputé Vicomte	27	8	—

1799.	15. Le Compte des Dénonciateurs	633 . — . —
	16. Le Compte de M ^e Edouard Le Maistre, Huis- sier	106 . — . —
	17. Le Compte de M ^e Phil. Le Neveu	240 . — . —
	18. „ de M ^r Angot et Phil. Mourant ...	126 . 14 . —
	19. „ de M ^e Jean Stead	285 . 6 . —
	20. Un Compte de Tho ^e Labey Esc ^r , M ^{me} Susanne Filleul, M ^e Helier Godfray et M ^e Aaron de Veulle	94 . — . —
	Argent de France ...	£10513 . 12 . 5

Compte du Trésorier. Le Compte de Phil. Dumaresq Esc^r, Trésorier du nouvel impôt, dont la balance est en faveur dudit Sieur Dumaresq, pour la somme de vingt milles trois cents quarante six Livres dix sept sous trois deniers de france, ayant été examiné par le comité pour la défense de l'Isle, et trouvé juste, demeure approuvé par les Etats.

Compte du Greffier. Le Compte du Greffier, pour les licences des Taverniers, dont la balance est en sa faveur, pour la somme de quatre cents nonante six Livres cinq sous trois deniers ayant été examiné et trouvé juste par le Comité pour la défense de l'Isle, demeure approuvé par les Etats.

Compte des Taupes. Le Comité pour la défense de l'Isle a présenté aux Etats le compte des Taupes prises en l'année 1798. il paroît par ce compte qu'il y a eu trente six milles, deux cents quarante huit Taupes prises, pour lesquelles il a été payé six milles trois cents quarante huit Livres huit sous.—Le susdit Compte a été approuvé par les Etats, ainsi que la répartition faite par ledit Comité de la susdite somme, entre les différentes paroisses, selon leur représentation au Rât public. Et afin de parvenir à la liquidation dudit Compte, il a été ordonné que tous les Connétables paroîtront à un jour qui sera fixé par ledit Comité afin de payer et recevoir ce qu'il doivent respectivement.

Les Etats ont approuvé le rapport du Comité de la défense de l'Isle du 20^e Mars dernier, concernant le Havre du Hocq, ainsi que le compte des autorisés à ce sujet, dont la balance, due par lesdits autorisés, est de vingt trois Livres cinq sous de france ; et les Etats ont voté la somme de deux milles Livres de france hors du produit du nouvel impôt pour être employée au même objet par lesdits autorisés.

Les Etats, après avoir entendu le rapport du Comité de la défense de l'Isle du 20^e Mars dernier concernant une indemnité de-

mandée par Jean Le Masurier pour le terrain occupé par le nouveau Magasin bâti proche le Fort d'Auvergne sur sa terre en ont approuvé et partant il a été résolu que la somme de soixante Livres cours de France lui sera payée par le Trésorier du nouvel impôt. 1799.

Le Procureur-Général du Roi ayant informé les Etats que dans une procédure instituée depuis peu par James Pipon Esc^r seigneur du fief et seigneurie de Noirmont, vers un particulier, pour l'obliger à retirer un vaisseau de l'endroit où il a été amené, proche la chaussée de haut à S^t Aubin, il a cru qu'il étoit de son devoir d'intervenir en la cause, concevant que la prétention dudit seigneur pouvoit intéresser le public, et que ledit sieur Pipon prétend aussi à certain terrain appelé le Boulevard, sur lequel il a érigé un édifice : les Etats ont la dessus recommandé au Comité des chaussées de s'employer aussitôt possible de ces objets, afin d'en faire rapport aux Etats, à l'effet que les mesures legales Soient employées pour maintenir les droits du public à l'égard des Havres.

Les Etats ayant, par leur Acte du 15^e Décembre 1792 accepté des propositions de la part des Messieurs De La Garde concernant le terrain de la Foire à bétail et l'érection d'une nouvelle foire, que lesdits Messieurs s'engageoient de bâtir à leurs fraix, conformément à un plan délivré par eux aux Etats, et trouvant que lesdits Sieurs De La Garde ont joui, pour plusieurs années, d'une partie dudit terrain sans avoir encore commencé à se mettre en devoir de remplir leur obligation vis-à-vis du public, au sujet de ladite nouvelle foire.—Les Etats trouvant, en outre, que le terrain qui reste actuellement sans bâtisse dans l'ancienne foire, est tellement rempli de bois, pierres etc^a que le public ne peut faire usage de ladite foire sans de grands inconveniens, et sans courir les risques de se blesser et estropier leurs bestiaux.—François Marett, Pierre Mauger et Jean de Carteret Esc^{rs} Jurés, le Rév^d François Le Couteur Recteur de Grouville, le Rév^d Clement Dumaresq Rect^r de S^t Clement, et le Rév^d Jean Mallet Rect^r de S^t Pierre et Mess^{rs} les Con^{bles} de S^t Ouen, Grouville et S^t Jean, sont nommés et autorisés de s'assembler en comité pour, en première instance et immédiatement, faire retirer, par les voies legales, tous empêchemens qui se trouveront sur le terrain de ladite foire à bétail. En second lieu le Comité est chargé d'aviser aux moyens d'obliger

1799. lesdits Messieurs De La Garde, leurs héritiers ou ayant droit, de remplir leur engagement vis-à-vis du public, au sujet de ladite nouvelle foire, si mieux n'aiment, lesdits sieurs De La Garde, remettre l'ancienne foire de la même grandeur et dans le même état qu'elle étoit avant la date de l'Acte des Etats du 15^e Décembre 1792. Ledit Comité étant en même temps autorisé à recevoir de la part desdits sieurs De La Garde telles propositions qu'ils jugeront convenables, pour établir, à une époque fixe et précise, une foire à bétail sur une autre partie dudit terrain, et d'une autre forme que celle que lesdits Messieurs s'étoient obligés d'ériger à leurs fraix, ledit Comité ayant égard à la commodité et à l'intérêt du public.—Paroissant de plus par un Ordre des Seigneurs du Comité du Conseil du Roi, qui vient d'être lu, que le Procès dependant devant lesdits Seigneurs, entre lesdits sieurs De La Garde et la Vintaine de la Ville, au sujet du terrain proche ladite foire, est renvoyé à la Cour Royale et les parties paroissant disposées à venir à quelque arrangement ensemble, afin d'éviter la suite de ce Procès, le susdit Comité est aussi autorisé à agir à cette fin et à entendre les propositions d'arrangement de part et d'autre, et sur le tout led^t Comité est chargé d'en faire rapport aux Etats. Messieurs les Officiers du Roi étant requis d'y assister, les Etats se réservant à prendre telles mesures qui pourront être convenables, en consequence de l'ordre des dits Seigneurs, après que ledit Comité aura fait son rapport.

PAROISSANT par le rapport de Jean Dumaresq Esc^r l'Agent des Etats à Londres que divers objets qui ont été mis devant les seigneurs du Conseil exigent l'attention particulière de cette assemblée, notamment le cas de Richard Smith, le transport de criminels condamnés au bannissement, et le reglement des Taverniers, eu égard à ceux de la paroisse de S^t Ouen. les Etats ont nommé le Comité suivant pour prendre ces sujets en considération et en faire rapport aux Etats savoir, Nicolas Messervy, Pierre Mauger et Phil. De Carteret Escuiers Jurés, Vénérable Homme François Le Breton, Recteur de S^t Sauveur, le Rév^d François Valpy, Rect^r de S^{te} Marie, le Rév^d Doct^r Edo^d Du Pré, Recteur de S^t Helier, et Mess^{rs} les Con^{bles} de S^t Pierre, S^t Clement et S^t Brelade, auquel Comité Messieurs les officiers du Roi sont requis d'assister.—

L'An mil sept cent nonante neuf le vingt septième jour de 27 Juillet 1799.
Juillet.

Présent Son Excellence Andrew Gordon Major Général etc. et
Commandant en Chef et Lieutenant Gouverneur etc.

Etats tenus par THOMAS PIPON Esc^r Lieutenant etc., Pré-
sident de l'Assemblée etc.

Edo^d Le Maistre et Jean Poingdestre Esc^{rs} Jurés, et le Rév^d Am^e
Bisson Rect^r de St Laurens sont en défaut excusés par maladie.
François Valpy dit Janvrin Esc^r Juré et Phil. Le Gros Esc^r Con^{ble} de
la Trinité sont en défaut à assister aux Etats.

Son Excellence le Commandant en Chef a communiqué aux
Etats une Lettre à lui adressée de la part des Officiers Commandant
les six Régiments de la Milice de cette Isle dont la teneur ensuit.—

St. Heliers,
18 Jan. 1799.

“ Sir,

“ We, the under signed Commanding Officers of the Militia
Regiments of this Island, met this day, as your Excellency pointed
out to us, for the purpose of considering what system might be
adopted for the better training up the Boys of our respective Corps
to the use of arms, and other military exercises, An object, which we
deem of the first importance to the Militia Service.

“ We have likewise taken occasion, at this meeting, to consider
on the means of exercising the Methodists on week days : they having,
it seems, obtained an exemption from doing duty on sundays.

“ With regard to the first object, we beg leave to observe that
a long experience has shewn that the Masters at Arms, taken, as
they are, from among the Inhabitants of this Island, are not suffi-
ciently qualified to perform this duty : and that they have too many
avocations and are too much connected here to drill and instruct the
Boys properly to the use of Arms.

“ We therefore submit to your Excellency the expediency of
applying to Government for a drill Serjeant from some regular Corps
to be attached to each Regiment of Militia of this Island, to serve in
it as a master at arms.

“ That this serjeant should not only be employed in training up
the Boys, but also in drilling the non commissioned officers and men,
in attending the Field days as Serjeant Major, and doing any other
military duty prescribed to him by the Colonel.

1799.

" Such a Drill Serjeant would likewise obviate the inconveniency we foresee on the other point : viz^t the exercising of the Methodists on week days : a duty which he might easily perform, receiving pay, but which it would be difficult to impose on any Militia officer.

" We need not observe to your Excellency that it would require active and intelligent men to go through these several duties : and that for a service so useful and so laborious a sufficient Pay should be allowed by Government.

" We have the honor to be, with great respect
Sir, your Excellency's most obedient and
most humble servants.

Signed : N^o Messervy Col^l. East Regim^t
J. Dumaresq Col^l. N. West Reg^t
Ja^s Pipon Col^l. South West Reg^t
Will. Patriarche Col^l of the S^t Helier's Battⁿ
Pet^t Mauger Col^l of the S^t Laurens Battⁿ
Edward Nicolle Major of the North Reg^t

" His Excellency

M. General Gordon, Commander in Chief etc. etc. etc."

Les Etats, envisageant ce qui est proposé par les Colonels et recommandé par son Excellence le Commandant en Chef comme un moyen des plus efficace pour l'avancement de la discipline de la Milice, et partant comme un avantage public, ont requis son Excellence de vouloir bien faire les démarches nécessaires pour tâcher d'obtenir du Gouvernement six Sergents des Troupes de Sa Majesté qui soient capables de répondre au but proposé, et afin d'obtenir des hommes dument qualifiés pour cet emploi, Les Etats proposent d'ajouter six penys par jour à la paye de chacun des six sergents qui pourront être envoyés ici, et de plus de leur fournir leurs logemens, à l'endroit qui sera trouvé le plus convenable par chaque Colonel : ce qui sera pris sur le produit des licences ou autre fond public.

Paroissant que toute la quantité de grains et farine accordée par Acte de Parlement pour l'approvisionnement de cette Isle est expédiée pour l'année courante, les Etats sensibles à la nécessité urgente dans laquelle se trouve le pays, à l'occasion susdite, eu égard à la consommation considerable qu'il se fait de provisions de bouche, par le nombre d'étrangers qui sont actuellement dans cette Isle, outre les

habitans, sont convenus de requérir son Excellence le Commandant en Chef de vouloir bien représenter à Sa Majesté, ou ses ministres, la situation actuelle du pays, et de supplier qu'il soit permis d'importer dans cette Isle, du Port de Southampton, entre ci et le 15^e Jour de Novembre prochain, jusqu'à la concurrence de quinze cents quartiers de grain ou farine pour l'usage de cette Isle, laquelle quantité les Etats, après mure délibération, ont cru ne sera pas plus que suffisante pour subvenir aux besoins du pays.—

LES ETATS convaincus de la nécessité de réédifier sans delay les halles à viande, qui deperissent tous les jours, et par leur vetusté offrent un objet dégoûtant au public, ont nommé un comité composé de Nicolas Messervy et Jacques Hemery Esc^{rs} du Corps de la Justice ; Vénérable Homme François Le Breton Rect^r de St Sauveur et le Rév^d D^r Edouard Du Pré Rect^r de St Helier, du Corps du Clergé, et des con^{bles} de St Helier et St Ouen, lequel est autorisé de s'assembler le plutôt possible pour prendre cet objet indispensable en consideration et pour aviser au Plan convenable et aux moyens de le mettre à execution, afin d'en faire rapport aux prochains Etats.

Phil. Robin et Jacques Hemery Esc^{rs} Jurés, le Rév^d Doct^r Edo^d Du Pré Rect^r de St Helier et le Rév^d Jean Mallet Rect^r de St Pierre, et Mess^{rs} les Connétables de St Pierre et St Helier ont été nommés en Comité pour prendre en consideration certaine proposition concernant les ouvriers et apprentifs et en faire rapport. Auquel Comité Mess^{rs} les Officiers du Roi sont requis d'assister.

L'AN mil sept cent nonante neuf, le dixième Jour d'Août.— 10 Août 1799.

Present Son Excellence Andrew Gordon Major General etc. et
Commandant en Chef et Lieutenant Gouverneur etc.

Etats tenus par THOMAS PIPON Escuier Lieutenant etc.
Président de l'Assemblée, etc.

Jean Poingdestre Esc^r Justicier est en défaut excusé par maladie.—
Après le serment de Richard Thomas Jackson, Charles De La Garde
Esc^r Justicier demeure exoiné par maladie.—

SON EXCELLENCE le Commandant en Chef ayant représenté aux
Etats que plusieurs Deserteurs du Service de Sa Majesté ont depuis
peu trouvé le moyen de sortir du Pays en enlevant des Bateaux le

1799. long de la Côte, et qu'il y a lieu de croire que ces Déserteurs ont gagné la côte de l'Ennemi ; et son Excellence paroissant d'opinion que l'ordonnance des Etats qui exige que les agrés des Bateaux seront mis en lieu de surreté n'a pas suffisamment pourvu contre le mal qui est arrivé : les Etats, envisageant cet objet comme très important tant au service de sa Majesté en général qu'à la surreté de cette Isle en particulier, ont jugé expedient de charger le Comité de la défense de l'Isle, de prendre ce sujet incessamment en consideration et de proposer aux Etats, à leur prochaine séance, tel Reglement à cet égard qui lui paroitra capable de prevenir à l'avenir les fâcheuses consequences qui ont eu lieu touchant les Déserteurs. Le même Comité est de plus chargé de reviser les réglemens touchant les étrangers, en date du 30^e Juin 1796, ceux à l'égard des Alarmes de l'11^e du même mois, et ceux qui ordonnent l'enregistrement des bateaux, du 25^e Juillet ensuivant, et de proposer aux Etats, sur ces differens objets, telles ordonnances que les circonstances présentes lui paroîtront exiger.

NICOLAS CHUQUET natif de France ayant remontré aux Etats qu'étant issu de parens protestans et ayant toujours fait profession de cette religion, il a résidé en cette Isle, depuis l'année 1771, ou il s'est marié à une femme du pays, de laquelle il a eu quatre enfants, et ayant humblement supplié l'assemblée des Etats d'être incorporé et naturalisé en cette Isle de Jersey, sous l'obéissance de notre souverain seigneur George Troisième, par la grâce de Dieu, Roi de la grande Bretagne, et de ses nobles successeurs, afin de pouvoir jouir de tous et tels Droits, franchises et libertés comme ses originaires et loyaux sujets peuvent et doivent jouir. Les Etats prenant cette requête en consideration, et ayant égard aux témoignages rendus audit Nicolas Chuquet de sa bonne conduite et conversation honnête, qu'il a fait profession de la religion protestante et reformée et communiqué aux saints Sacremens, qu'il a porté les armes et fait son service dans la Milice de cette Isle comme les autres habitans, et que ses bonnes moeurs lui ont acquis la confiance de ceux avec lesquels il a conversé et des personnes qu'il a servi, l'ont admis et reçu sous les termes de fidélité, qu'il promet de jurer envers Sa Majesté et ses légitimes successeurs en la forme requise et accoutumée, à être naturalisé et

incorporé au nombre des loyaux sujets de Sa Majesté, afin de jouir amplement des loix, Privilèges, franchises et libertés de l'Isle, affiéer et acquerir héritages et en jouir lui et ses hers à fin et perpétuité, les vendre bailler et en disposer aussi amplement et valablement que les autres sujets du Roi peuvent et doivent faire sans exception ou distinction quelconque, sous l'obligation de se conformer et se soumettre aux loix, coutumes et usages de cette Isle.—

LES ETATS ayant repris la consideration de leur Acte du 27^e Juillet dernier, par lequel il est proposé d'ajouter six penys par jour à la paye de chacun des six sergents qu'on a en vue d'obtenir du Gouvernement pour la discipline militaire et de leur fournir en outre, leur logement ; Il a été résolu, afin de lever toute difficulté à l'égard dudit logement, d'accorder à chacun desdits sergents, pour cet objet, six penys par jour, le tout faisant ensemble, à chacun d'eux, un chelling par jour, pour toute allouance de la part des Etats.—

LES ETATS, approuvant le rapport du Comité qui fut appointé par Acte du 27^e Juillet dernier au sujet de la réédification des Halles à viande, ont présentement autorisé Jacques Hemery Esc^r Justicier Vénérable Homme François Le Breton Doyen de cette Isle, Jean Dumaresq Esc^r Con^{ble} de St Pierre et Mess^{rs} les Officiers du Roi, de traiter avec les Procureurs de François Le Maistre Esc^r, pour la maison, offices, Jardin et Prairies dudit Sieur Le Maistre, et de conclure marché avec eux pour ledit terrain, et d'en passer un Contrat héréditaire devant Justice, au nom du public, afin d'y ériger les halles à viandes et autres édifices et arrangemens qui pourront être nécessaires pour y établir les differens marchés à lard, aux legumes, à Blé, poisson et généralement à tout ce qui sera utile pour la subsistance des habitans. Les Etats s'engageant, par ce présent Acte, au nom du public, de trouver bon et valable ce qui sera ainsi conclu et arrêté par lesdits autorisés, et de leur fournir les moyens d'en passer le contrat aussi tôt que l'accord en sera fait.

Le même Comité est chargé d'examiner le terrain de D^{lle} Sara Fiott et parçonnieres, afin de savoir s'il est avantageux d'en faire l'acquisition pour le public, et s'il est trouvé par le Comité que ce terrain soit utile, s'informer des conditions et en faire rapport.

31 Août 1799.

L'An mil sept cent nonante neuf, le 31^e Jour d'Août.Présent Son Excellence Andrew Gordon etc. etc. Lieutenant
Gouverneur etc.**Etats** tenus par Thomas Pipon Esc^r Lieutenant etc. Pré-
sident de l'Assemblée, etc.

Le Lieutenant Colonel Campbell, des Wallace Fencibles, ayant fait informer les Etats qu'il a le dessein de présenter un placet ou memoire au Maréchal, Son Altesse Royale, le Duc D'York, Commandant en Chef des Armées de Sa Majesté, pour solliciter la permission de lever un Régiment de Fencibles, et qu'il souhaite que ledit Régiment ait le nom de *Loyal Jersey Fencibles* ; les Etats, considerant qu'il seroit flatteur pour le pays, de voir un corps au service de leur debonnaire Souverain, portant le nom sus mentionné, et commandé par un Officier qui se distingua par sa bravoure lors de l'attaque que fit l'ennemi sur cette Isle dans l'année 1781, ont résolu, unanimement de recommander ledit memoire à l'attention et à la protection du Duc D'York, par l'Adresse suivante, laquelle sera signée par le Greffier au nom des Etats et mise sous le sceau ; et son Excellence le Command^t en Chef de ce pays, est requis de vouloir bien la transmettre à son Altesse Royale.—

De laquelle Adresse la teneur ensuit.—

To Field Marshal His Royal Highness the Duke of York
Commander in Chief etc. etc.

May it please Your Royal Highness,

We, the States of His Majesty's Island of Jersey, considering that Lieutenant Colonel Campbell, when Lieutenant in the late 83^d Regiment of Foot, behaved in a very gallant manner at the time the French landed in this Island, in 1781, and that the defeat of the party, left to protect their landing place at la Rocque, was much owing to his good conduct ; and well convinced that few men are more equal to the speedily compleating the object of his memorial, beg leave earnestly to recommend it to the notice and protection of Your Royal Highness, and to assure You we shall feel much gratified by seeing a Regiment in the service of our beloved Sovereign, bearing the name of this Island, and commanded by an officer whose early military efforts were so conspicuously displayed in its defence.—

Signed By order of the States

John De Veulle Greffier.

Les Etats ont jugé convenable d'établir les réglemens suivans.

1799.

Art. 1.

Etrangers. Il est commandé à tout maître de vaisseau ou de bateau, qui apportera un étranger ou des étrangers dans cette île, de conduire ou de faire conduire tel étranger ou tels étrangers chez le Commandant en chef ou de lui remettre par écrit son nom et le lieu de sa demeure, dès son arrivée dans le pays, sous peine d'une amende n'excédant pas deux cents livres, ou d'un emprisonnement n'excédant pas un mois.

2.

Tout étranger qui arrivera dans cette île, et qui ne sera point prisonnier de guerre, sera tenu, dès son arrivée, de se présenter, en personne, devant le Commandant en chef, afin de subir tel examen, et recevoir telles directions que le Commandant en chef croira nécessaires pour la sûreté du pays.

3.

Tout étranger qui changera de demeure, sera tenu dans vingt-quatre heures après tel changement, d'en faire sa déclaration, par écrit et sous son seing, au Commandant en chef, désignant le nom de la personne chez laquelle il logeoit, et celui de la personne chez laquelle il loge, avec la paroisse et la vingtaine de l'une et de l'autre.

4.

Tout étranger, qui voudra sortir de cette île, en avertira le Commandant en chef vingt quatre heures au moins, avant son départ, et obtiendra de lui un passeport sans quoi il lui est défendu de s'embarquer ; et si quelque étranger est trouvé contrevenir en ce point, il sera loisible, et il est expressément enjoint à toute personne de saisir tel étranger, et de le faire conduire devant le Commandant en chef.

5.

Il est défendu à tout maître de vaisseau ou de bateau, et à toute autre personne de prendre à son bord aucun étranger qui n'aura pas un passeport du Commandant en chef, sous peine d'une amende n'excédant pas mille livres, ou d'un emprisonnement n'excédant pas six mois ; et si quelque personne est convaincue d'avoir favorisé le départ de tel étranger, elle sera sujette à la même peine, sans toutes fois être dispensés, ni les uns ni les autres, de la peine qui s'ensuivroit s'ils prêtoient la main à l'évasion de quelque traître ou espion.

6.

Toute personne qui aura favorisé l'évasion de quelque traître ou espion, le connoissant pour tel, ou qui l'aura recelé, ou qui l'aura, en

C

1799. aucune manière, assisté pour s'évader, sera saisi, poursuivi et puni selon la plus grande rigueur des Loix.

7.

Ces présens réglemens ne doivent pas dispenser les habitans de cette île de l'obligation dans laquelle ils sont de donner connoissance aux connétables de leurs paroisses respectives de tout étranger qui pourroit venir loger chez eux, ni dispenser les chefs de police d'en faire leur déclaration au Commandant en chef. Mais afin de rendre plus efficaces et plus utiles les articles contenus dans le code de lois concernant les étrangers, il est expressément défendu à tout habitant de cette Ile de loger chez lui un étranger, sans premièrement en informer le chef de police, à peine d'une amende qui n'excédera pas deux cents livres ; et il est expressément enjoint à chaque chef de police d'en informer sans délai, le Commandant en chef sous telle peine qu'il appartiendra.

8.

Les amendes imposées par les sus-dits réglemens seront appliquées un tiers au Roi, un tiers à l'hôpital général et un tiers au délateur. Et il est ordonné que ces réglemens seront imprimés publiés et affichés.

Les Etats ont jugé nécessaire, dans les conjonctures présentes, d'établir comme Ordonnances les articles suivans

Art. 1.

Enregistrement
de Bateaux etc. Tout propriétaire de bateau, en cette Ile, sera tenu, dans huit jours, après la publication de cette Ordonnance, de donner au Connétable ou chef de police de sa paroisse, une déclaration, par écrit et sous son seing, spécifiant qu'il est le seul propriétaire dudit bateau, ou cointeressé en icelui ; et dans ce dernier cas, désignant les autres interressés par leurs noms, et spécifiant la paroisse où ils résident, le nom dudit bateau et son port.

2.

Le Connétable, ou Chef de police de la paroisse entrera sur un livre, qu'il aura pour cet usage spécial, une note de cette déclaration, marquant le temps qu'elle lui aura été donnée, les noms du propriétaire, ou des propriétaires, et le nom et le port de tel bateau.

3.

Les bateaux de chaque paroisse seront numérotés selon l'ordre dans lequel ils auront été inscrits par le Connétable, ou chef de police, sur son registre ; et les propriétaires seront obligés de peindre en blanc, et en lettres de trois pouces de hauteur, pour le moins, sur

l'arrière et en dehors de leurs bateaux, tant le No. du bateau que le nom de la paroisse dont chaque bateau appartient, ce qui sera fait sous les ordres de chaque Connétable, ou Chef de police, aux fraix des propriétaires. Chaque propriétaire de bateau sera, de plus, tenu de mettre ledit No., avec les lettres initiales de son nom, sur chaque aviron, le gouvernail et les voiles appartenant audit bateau.

1799.

4.

Le Connétable, ou Chef de police, donnera aux propriétaires des bateaux, ainsi inscrits sur son registre, un certificat de l'enregistrement, en la forme suivante ; lequel certificat chaque maître de bateau sera tenu de porter toujours avec lui à bord de son bateau.

1799 le Jour de a été enregistré à St le bateau No. du port de tonneaux, appartenant à de cette paroisse, ou à (nommant les autres intéressés) ce que j'atteste.

A. B. Connétable de

5.

Les bateaux faisant la pêche ne pourront aller au delà de deux lieues de distance de la côte de cette Ile, à moins d'être munis d'un Certificat du Connétable, spécifiant l'endroit où tel bateau est destiné.

6.

Ceux qui négligeront ou qui refuseront d'enregistrer leurs bateaux dans le temps, et selon la forme prescrite, ou de porter à leur bord le certificat de tel enregistrement, ou qui manqueront de marquer et numérotter leurs dits bateaux, avirons et gouvernail selon les formes prescrites, ou qui seront trouvés au delà des limites ci dessus établies, sans passeport, ou convaincus d'y avoir été, à moins que ce ne soit par l'autorité du Commandant en Chef, ou du Prince de Bouillon, commandant les forces navales de Sa Majesté, ou qu'ils n'y aient été forcés par mauvais temps ou par l'ennemi, seront, dans chacun de ces cas, sujets à une amende qui n'excédera point mille Livres, applicable un tiers au Roi, un tiers aux pauvres de la paroisse, et un tiers au delateur.

7.

Il est toutes fois entendu n'apporter aucun empêchement aux bateaux, ou chaloupes, qui vont de cette île aux îles de Guernesey, Serk et Auregny, ni affecter les bateaux ou canots appartenant aux bâtimens de cette île qui ne sont point employés à la pêche, ou qui ne sortent point des ports ou rades. Ce qui sera imprimé, publié et affiché.

Les Etats ont approuvé les articles suivans et ont ordonné qu'ils seront imprimés et publiés tant au lieu ordinaire du marché, que dans

1799. toutes les paroisses de cette île, afin que personne n'en prétende cause d'ignorance. Desquels articles la teneur ensuit.

Art. 1.

En cas d'alarme ou attaque, laquelle alarme ou attaque sera censée durer jusqu'à ce que les troupes soient libérées, il est expressément ordonné aux Taverniers de garder leurs maisons fermées, et il leur est défendu de distribuer ou fournir de la liqueur aux soldats des troupes réglées, ou à ceux de la Milice, ou même à qui que ce soit, sans une permission, par écrit, d'un Officier Commandant quelque détachement, soit des Troupes réglées ou de la Milice, sur peine aux contrevenans de subir, pour chaque contravention, une amende n'excédant pas deux cents livres, suivant à l'ordre du Roi, et privation de leur licence.

2.

Il est pareillement dans le cas susdit, défendu à toutes autres personnes de vendre ou distribuer de la liqueur aux soldats des Troupes réglées ou à ceux de la Milice, ou même à qui que ce soit, sans la permission requise par l'article ci-dessus, sur peine aux contrevenans d'une amende qui n'excédera pas deux cents livres pour chaque contravention.

3.

Il est aussi, en cas d'alarme ou d'attaque, défendu aux soldats ou autres personnes employées au Service de la Milice, d'entrer dans les tavernes, cabarets ou maisons particulières, pour se procurer de la liqueur, sans une permission de leur Officier Commandant, sur peine aux contrevenans d'être regardés comme désobéissans, et d'être punis selon la nature du cas.

4.

Les Connétables sont dirigés de se garder toujours munis d'une quantité suffisante de Chandelle, aux frais de leurs paroisses, afin qu'en cas d'alarme pendant la nuit, les églises soient illuminées sans délai.

5.

En cas d'alarme dans la nuit, il est commandé aux habitans des villes de St Helier et de St Aubin de placer dans chaque fenêtre de leurs maisons une chandelle au moins, afin de donner de la clarté dans les rues. Les habitans des maisons proche les postes d'alarme sont de même dirigés d'en placer dans les fenêtres qui pourront servir à donner la lumière requise, au dire de l'Officier Commandant à tel poste, sous peine de dix livres vers chaque contrevenant.

6.

Il est expressément défendu à toute personne à l'avenir, d'apporter ou de distribuer de la liqueur dans les jours d'exercices, sur peine que telle liqueur soit saisie et répandue sur le champ, par ordre de l'Officier Commandant le Régiment ou détachement pour lors en exercice, et de subir en outre la pénalité de dix Livres déjà établie par la loi. Il est également défendu à tous taverniers, proche les lieux d'exercice, de garder leurs maisons ouvertes, ou de distribuer de la liqueur à qui ce soit, dans les jours d'exercice, depuis la défense qu'ils en auront reçu de la part de quelque Officier de Commission, jusqu'à ce que l'exercice soit fini, sur peine de trente livres d'amende, et de privation de leurs licences si le cas le mérite.

1799.

7.

Les Vinteniens seront tenus, sur la réquisition, par écrit d'un Officier de Commission, ou autre personne autorisée par l'Officier Commandant le Régiment, ou du Maître d'armes, pour les jeunes gens, de lever, dans l'étendue de leurs vingtaines, les pénalités militaires imposées par les lois sur ceux qui les auront encourues, soit pour défauts ou négligences aux montres, à l'exercice, aux batteries ou aux gardes ; et dans le cas où les délinquans refuseroient de payer ou de consigner, pour être entendus par-devant Justice, les Vingteniens feront saisie de biens et procéderont en conséquence à la vente des namps, donnant jour aux parties, lesquelles auront droit de consigner et de redimer lesdits namps conformément à l'usage et en payant les frais encourus. Les Vingteniens seront également obligés sur la réquisition de l'Officier commandant le Régiment, de lever, de la même manière, sur les Officiers, les pénalités pour leurs fautes ou négligences. Et dans le cas de consignation, les Vingteniens donneront jour à celui qui consignera de comparoître en Justice le prochain jour de la Cour du samedi.

8.

Pour plus d'aisance dans la levée des défauts militaires, on pourra exiger deux défauts à la fois, tant sur les Officiers que soldats et jeunes gens, soit que lesdits défauts aient été consécutifs ou interrompus par une attenance intermédiaire, pourvu toutefois qu'il n'y ait point au-delà d'un mois entre tels défauts.

9.

Les Vinteniens seront tenus de rendre compte une fois par mois, et de répondre de tous défauts, dont la levée leur aura été commise, à l'Officier Commandant le Régiment, ou à tel autre Officier de

1799. Commission qui seroit à cet effet autorisé par lui, ou au Maître d'armes pour les garçons.

10.

Dans le cas où il ne se trouveroit pas de quoi saisir au domicile d'un délinquant pour payer les défauts qu'il auroit encourus, le vinténier sera tenu d'en donner un record, par écrit, afin qu'il y soit pourvu.

11.

Les Vinténiers auront droit à trente sous pour chaque record de consignation et pour chaque saisie, outre les trois sous par livre sur les défauts.

12.

Le montant des nampmiemens sera employé à l'usage des Régimens respectivement, selon qu'il sera dirigé par le Colonel et Officiers du Régiment, excepté les défauts aux Gardes de nuit, dont la moitié sera employée au bénéfice de ceux qui auront fait le devoir, l'Adjudant, ou autre Officier appointé, étant tenu de garder un compte exact desdits nampmiemens dans un livre destiné à cet usage.

13.

La moitié des amendes prononcées contre les hommes de la Milice, soit Officiers ou soldats, appartiendra au Régiment dans lequel le délinquant servoit pour lors, dont il sera disposé selon qu'il est ci-dessus réglé pour les nampmiemens, et l'autre moitié aux pauvres de la paroisse du délinquant.

14.

Consideré que plusieurs, sous prétexte d'être employés à faire la pêche autour de l'île, négligent souvent de remplir leur service, tant aux gardes qu'aux exercices, il est ordonné qu'à l'avenir tous ceux qui s'absenteront de cette manière, seront considérés comme défail-lans, à moins qu'ils ne se seroient embarqués vingt-quatre heures avant l'exercice, ou avant leur tour de garde.

15.

Une récompense raisonnable sera accordée par les Etats à ceux qui auroient le malheur d'être blessés à la défense du pays, et une pension aux veuves (durant leur veuvage) et aux enfants de ceux qui y seroient tués ; le tout suivant les circonstances, l'exigence des cas et l'état des familles.

Les Etats, dans les conjonctures actuelles, ont cru devoir renouveler l'Acte des Etats du 3^e Août 1796, concernant les Maçons et autres ouvriers pour les Travaux de Sa Majesté, pour avoir force de

loi, jusqu'à ce que le Travail commencé à la Rocco soit fini, et est le Comité nommé par ledit Acte requis et autorisé de s'assembler de nouveau et prendre les mesures qu'ils croiront les plus propres pour procurer un nombre suffisant d'ouvriers pour lesdits Travaux, lesquels seront obligés de s'y rendre sur les peines portées audit Acte. 1799.

[Suit, dans l'original, p. 464-466, un Ordre du Conseil, du 8 Août 1799, permettant d'expédier de Southampton à Jersey, une quantité supplémentaire de blé ou de farine.]

Les Etats, ayant égard aux conjonctures actuelles, tant par rapport à la sureté du pays, que pour prévenir la désertion des soldats, ont jugé expédient d'établir les reglemens suivans, et d'ordonner qu'ils seront imprimés, publiés et affichés dans toutes les paroisses, et dans chaque corps de garde, afin que toute personne en puisse avoir connoissance.

Art. 1.

Tout Maître ou propriétaire de bateau, lorsque tel bateau n'est point en mer, sera tenu de le garder sous les soins de quelque garde de la Milice, ou des Troupes réglées, sur peine de cent livres d'amende.

2.

Tout Maître, ou propriétaire de bateau, qui sera tiré à sec, aura soin d'en tirer la cheville ou la nâble, qui sert à boucher le trou dans le fond dudit bateau, sur la même peine.

3.

Les voiles, les avirons et le gouvernail de chaque bateau seront mis, pendant la nuit, en lieu de sûreté, c'est à dire dans quelque maison ou office fermée à clef, ou à la charge de quelque garde, sur la même peine vers le Maître ou propriétaire du bateau qui seroit négligent à cet égard.

4.

Les Chefs de Gardes sous le soin desquels les bateaux seront gardés, les feront visiter, dès leur arrivée à la garde, et à chaque heure, pendant la nuit, et en feront retirer les agrès qui pourroient y être laissés ; et dans ce cas ils en feront rapport, par écrit, à leur Officier Commandant dès le jour ensuivant, sur peine de dix Livres.

5.

Les agrès des bateaux qui seront apportés aux soins d'une garde, seront placés, par ordre du Chef de Garde, de manière à être toujours sous les yeux d'une sentinelle, et si quelque agrès de bateau en

1799. étoit enlevé ou endommagé par la négligence, faute ou collusion de la sentinelle ou du chef, le coupable seroit puni selon la nature du cas, et seroit, en outre, sujet à répondre de la perte.

6.

Dans le cas que le Maître, ou propriétaire, d'un bateau qui seroit aux soins d'une Garde, trouve de la difficulté, de la part de la Garde à obtenir son bateau ou agrès pour en faire un usage légitime, il pourra s'adresser au Connétable, ou Centenier, de la paroisse, lequel lui donnera un Certificat, par écrit, qui lui servira de passeport vis-à-vis de la Garde.

7.

Les Maîtres, ou propriétaires, des navires, dans les havres, auront soin de retirer, avant la nuit, les agrès hors de leurs canots, et de les garder, pendant la nuit, en lieu de sureté et sous clef au bord de leurs navires sur peine de cent Livres d'amende.

8.

Les amendes avant dites seront applicables un tiers au Roi, un tiers aux pauvres de la paroisse où le délit sera commis, et un tiers à l'informateur.

9.

Quiconque arrêtera un soldat déserteur du service de sa Majesté et le conduira, ou fera conduire, à son officier, ou au Connétable de la paroisse, recevra, pour récompense, de la part des Etats, un Louis, en outre la récompense accordée par le Gouvernement et celle offerte par son Excellence le Commandant en Chef, qui sont d'un Louis chacune. Et si un soldat déserteur est trouvé sur mer, ou sur quelque une des îles voisines, ou sur quelque rocher séparé de cette île, celui qui dans ce cas conduira ou fera conduire tel déserteur à son Officier ou à quelque Connétable, recevra de la part des Etats une récompense de dix Louis d'or.

Les Etats sont remis au 16^e Jour de septembre prochain pour prendre en consideration les reglemens concernant l'impôt.—

Etats, Livre 10,
f^o 1.

16 Sept. 1799.

L'An mil sept cent nonante neuf, le seizième jour de Septembre.

Etats tenus par THOMAS PIPON Escuyer Lieutenant etc.,
Président de l'Assemblée etc.

Présent Mons^r le Procureur Général du Roi.

Jean Poingdestre Esc^r Juré est en défaut excusé par maladie.—Phil.
Robin, Jacques Hemery et François Valpy dit Janvrin Esc^{rs} Jurés et

le Rév^d François Le Couteur Rect^r de Grouville sont en défaut à assister aux Etats. 1799.

LES ETATS ont chargé le Comité nommé par Acte des Etats du 14^e Mai dernier de resumer la consideration de leur rapport concernant les Taverniers de S^t Ouen, et d'inviter les seigneurs du fief Haubert et seigneurie de S^t Ouen à se rencontrer à leur séance.—

Taverniers de
S^t Ouen.

Les Etats, après avoir entendu le rapport du Comité des chaussées concernant les impôts, ont approuvé les articles suivans lesquels auront force de loi pour trois ans, à commencer le jour de S^t Michel prochain, et seront imprimés, publiés et affichés.—

Impôts.

Desquels articles la teneur ensuit.

Article 1^r

L'introduction en cette Isle, de toute espèce de liqueur, sujette aux differens impots établis par autorité Royale, ne sera permise que dans des fûts au moins d'une Barrique, sous peine de confiscation de ladite liqueur ou de la valeur, et d'une amende qui n'excèdera pas quarante sous par pot, excepté le vin qui pourra être introduit en fûts de moindre grandeur ou en bouteilles, en payant l'impôt et en observant les autres formalités.—

2.

Chaque maître de navire qui apportera dans cette Isle de la liqueur sujette à l'impôt, sera tenu d'en donner au Fermier dudit impôt une juste déclaration par écrit et sous son seing, dans vingt quatre heures au plus tard, de son arrivée ; laquelle déclaration sera datée du jour où elle sera délivrée, et exprimera l'espèce de ladite liqueur, la qualité et la quantité des fûts, le nom du navire qui l'a apportée, le lieu d'où elle est dernièrement venue, et le nom de la personne à qui ladite liqueur appartient ou est consignée ; et si le fermier exige dudit maître la déclaration sus-mentionnée, dès son arrivée dans le havre, ou en Rade, et lui en fait la demande, ledit maître sera alors tenu de la lui donner sans delai sous peine dans l'un et l'autre cas d'une amende n'excédant pas mille Livres.—

3.

Le propriétaire de ladite liqueur, son représentant ou le consignataire, sera aussi tenu de donner audit Fermier, une juste déclaration par écrit et sous son seing de ladite liqueur avant de commencer à la débarquer, laquelle déclaration sera datée du jour où elle sera delivrée, et exprimera l'espèce de ladite liqueur, la qualité et la quantité des futs qui la contiennent, le nom du navire et celui du maître du navire qui l'a apportée et du lieu d'où elle est dernièrement venue.—

D

4.

1799. Si la liqueur sujette à l'impôt est débarquée avant que le maître du navire, le propriétaire ou le consignataire, ayent, l'un et l'autre, donné la déclaration requise, celui qui y aura manqué subira une amende n'excedant pas mille Livres ; mais dans le cas où la liqueur seroit débarquée sans que ni l'un ni l'autre en eût fait déclaration alors la liqueur seroit confisquée au bénéfice du fermier, et le maître du navire, le propriétaire ou le consignataire, subiroient, l'un et l'autre, une amende n'excedant pas quarante sous par pot, laquelle amende ils payeroient moitié par moitié.—

5.

Quiconque aura fait la déclaration sus mentionnée, comme propriétaire de la liqueur au temps de l'introduction, ou son représentant ou le consignataire, sera responsable au fermier de tout l'impôt qui sera exigible sur ladite liqueur, de manière que si le tout ou une partie de cette liqueur est vendue dans la suite, soit en gros ou en détail, l'introducteur, son représentant ou le consignataire demeurera chargé du payement de l'impôt et le fermier n'aura recours qu'à lui pour cela.

6.

Si la déclaration du propriétaire de ladite liqueur, celle de son représentant, ou du consignataire, n'annonce pas précisément la jauge de chaque fût, mesure de Jersey, et que le fermier l'exige par écrit, il sera tenu de la lui donner dans huit jours après la demande si le débarquement en est fait, sous peine d'une amende qui n'excedera pas mille Livres.

7.

Chaque fermier de l'impôt établira un bureau dans la ville de S^t Helier et un autre dans celle de S^t Aubin pour y recevoir les déclarations des liqueurs introduites ou transportées ; et le public sera averti par publication de la part dudit fermier, à son admission, de la Maison qu'il aura fixée pour tenir chaque bureau.

8.

Il sera loisible au fermier de visiter chaque navire, vaisseau et bateau, soit dans les ports ou dans les Rades, et de proceder, par le moyen d'un officier de Justice ou de police, à la saisie de toute liqueur qu'il trouvera à bord en contravention à la loi et d'en poursuivre la condamnation.

9.

Quoique les introducteurs des liqueurs soient seuls responsables de l'impôt au Fermier, cependant tant eux que tous les autres qui vendront en fût de la liqueur sujette à l'impôt, seront obligés d'en donner au fermier une juste déclaration, par écrit et sous leur seing,

avant la livraison de ladite liqueur, laquelle déclaration exprimera la quantité et espèce de ladite liqueur, le nom de l'acheteur⁽¹⁾ et le jour de la livraison, sous peine d'une amende qui n'excèdera pas mille Livres.

1799.

10.

De même tous ceux qui achetteront de la liqueur en fût seront tenus d'en donner au Fermier une juste déclaration par écrit et sous leur seing dans vingt quatre heures après la livraison de ladite liqueur laquelle déclaration exprimera la quantité et l'espèce de ladite liqueur, le nom de la personne de qui ils l'auront achetée et le jour de la livraison, sous peine d'une amende qui n'excèdera pas mille Livres.

11.

Le transport hors de cette Isle des liqueurs qui seroient sujettes à l'impôt si elles y étoient consommées et desquelles on exigera la décharge de l'impôt ne sera permis que par les Havres de S^t Héliér et de S^t Aubin et dans des fûts au moins d'une barrique sous peine d'être privés du retour de l'impôt.—

12.

Quiconque voudra transporter de la liqueur sujette à l'impôt, pour en être afranchi sera tenu d'en donner au fermier une juste déclaration par écrit et sous son seing, avant l'embarquement ; laquelle déclaration exprimera la quantité et l'espèce de ladite liqueur, comment elle lui est parvenue, le nom du navire et du Maître du navire dans lequel elle doit être transportée ; et l'embarquement en sera effectué dans vingt quatre heures, au plus tard, après la déclaration donnée, sous peine de n'être point reçu à réclamer le retour de l'impôt.—

13.

Ceux qui se seront conformés aux règles ci dessus prescrites pour le transport de liqueurs hors de cette Isle, seront en droit d'exiger de celui qui sera fermier, au temps dudit transport, la restitution de tout l'impôt qu'ils auront payé pour lesdites liqueurs, et le fermier sera tenu de le leur restituer sans difficulté.—

14.

Si de la liqueur qui auroit été embarquée après la déclaration donnée pour l'affranchir de l'impôt, est ensuite débarquée, en tout ou en partie, sans une autre déclaration au fermier, conforme aux règles établies pour l'introduction, ladite liqueur sera confisquée au bénéfice du fermier, et le contrevenant sera en outre condamné à une amende n'excédant pas quarante sous par pot.—

15.

Si le Maître d'un navire qui aura introduit ou transporté de la liqueur en fraude disparoit, ou s'il est étranger ou expatriable, ou

(1) Sic.

1799. s'il n'est pas solvable, le fermier pourra faire saisir ledit navire pour répondre du paiement des pénalités imposées par la loi.—

16.

Quiconque sera convaincu en Justice d'avoir introduit ou vendu, en gros ou en détail, dans le cours d'une année, plus de liqueur qu'il n'aura déclaré, sera condamné à payer au fermier la valeur de la quantité ainsi introduite ou vendue, au delà de celle qu'il aura déclarée ; et subira en outre une amende n'excédant pas mille Livres.—

17.

Tout Charretier ayant de la liqueur dans sa charette sera tenu sur la demande d'un Officier de Justice ou de Police ou des fermiers de déclarer de qui il tient ladite liqueur, l'endroit où il l'a chargée et à qui il va la délivrer, sous peine d'une amende n'excédant pas cinq cents livres.—

18.

Chaque Fermier sera tenu de signer, lorsqu'il lui sera demandé une copie de chaque déclaration qui lui sera ou aura été faite pour toute liqueur, soit introduite, transportée, vendue, achetée ou restée invendue, sous peine d'une Amende n'excédant pas mille Livres.—

19.

Si quelqu'un, dans la vue de favoriser soit l'ancien ou le nouveau fermier, ne donne pas une juste et fidele déclaration de la liqueur qui lui reste invendue le jour de S^t Michel, il subira une amende n'excédant pas mille Livres et la valeur de la liqueur ainsi frauduleusement déclarée sera de plus confisquée au bénéfice du fermier auquel le delinquant aura voulu préjudicier.—

20.

Si le fermier est crediblement informé que de la liqueur sujette à l'impôt soit frauduleusement recelée dans quelque lieu, il lui sera loisible de s'adresser au Chef Magistrat pour obtenir un bref de Justice, autorisant l'Officier de Justice, ou de police, à faire ouverture et recherche de la Maison ou des lieux indiqués, ce que le Chef Magistrat pourra accorder ou refuser selon que par les circonstances il lui paroitra expedient et raisonnable.—

21.

Les personnes à qui il restera des liqueurs sujettes à l'impôt (excepté les liqueurs en bouteilles, qui seront considérées comme consommées) seront tenues, chaque année, d'en donner, tant à l'ancien qu'au nouveau fermier, une juste déclaration par écrit et sous leur seing, dans le cours de huit jours après le jour S^t Michel ; laquelle déclaration exprimera l'espèce et la quantité desdites liqueurs, et la qualité des fûts qui la contiennent, sous peine d'une amende n'excédant pas mille Livres.—

22.

Les introducteurs des liqueurs seront tenus de payer à chaque fermier à la fin de sa ferme, l'impôt pour toute la liqueur qu'ils auront introduite et vendue pendant le cours de l'année ; et chaque fermier payera à son successeur, dans le cours de deux mois après l'échéance de sa ferme, l'impôt pour toute la liqueur qui demeurera non consommée dans cette Isle, excepté pour celle qui pourra rester invendue entre les mains des introducteurs.—

1779.

23.

La banie des impôts chaque année sera faite dix jours au moins avant le jour de St Michel, s'il est possible, mais le droit du nouveau fermier ne commencera que le lendemain dudit jour St Michel, et continuera jusqu'au jour de St Michel ensuivant inclusivement ; et sera ledit nouveau fermier sujet au temps de l'adjudication à donner caution suffisante du payement de la banie.—

24.

Dans le cours d'un mois après le jour de St Michel chaque année, celui qui avoit la ferme de l'impôt l'année précédente, sera tenu de delivrer à son successeur dans la ferme dudit impôt un fidele compte de toutes les liquidations pour les liqueurs restées invendues à l'échéance de sa ferme, sous peine d'une amende n'excedant pas mille Livres.—

25.

Si quelque violence ou résistance est faite au fermier, dans l'exécution du pouvoir qui lui est commis par la loi, pour découvrir la fraude et arrêter les fraudeurs, les personnes coupables de pareille violence ou résistance, seront punies de la même manière que le seroient celles qui feroient resistance ou violence à un officier public dans l'exécution du devoir de sa charge.—

26.

Les officiers de la Justice aussi bien que ceux de la Police sont chargés et autorisés d'assister le fermier dans la saisie des liqueurs introduites en fraude, et dans la decouverte des personnes coupables ou complices des fraudes ainsi commises.—

27.

Les Actions devant la Cour Royale concernant lesdits impots, seront traitées avec la même brièveté et les mêmes avantages que les causes civiles les plus privilégiées, mais elles ne pourront être instituées après l'an et le jour de l'infraction.—

28.

Les personnes qui seront condamnées au payement de quelques unes des amendes ou penalités sus mentionnées et qui seront insol-

1799. vables seront punies par un emprisonnement proportionné à la nature de la fraude, n'excédant pas le terme de six mois.—

29.

Il est de plus entendu que la partie de ces reglemens qui regarde le fermier des impôts, regardera également celui qui seroit autorisé par la Cour Royale, à recevoir lesdits impôts au nom du public, dans le cas où les uns ou les autres desdits impôts ne seroient pas affermés.

30.

Les Confiscations imposées par ces reglemens seront adjugées au bénéfice du fermier, et les autres penalités seront appliquées les deux tiers au fermier et l'autre tiers à l'informateur.

18 Oct. 1799. L'An mil sept cent nonante neuf le dix huitième jour d'Octobre.

Présent, Honorable Homme CHARLES MONSON Major Général etc. et Député Gouverneur de l'Isle de Jersey.

Etats tenus par THOMAS PIPON Esc^r Lieutenant etc. Président de l'Assemblée etc.

Le Rév^d George Du Heaume Rect^r de S^t Ouen est en défaut à assister aux Etats.

L'Honorable Major Général Monson, Deputé Gouverneur, ayant produit aux Etats la Lettre suivante par laquelle il paroît que la requête des Etats du 31^e Jour d'Août dernier, en faveur du Lieut^t Colonel Campbell ne peut être présentement accordée, il a été ordonné que ladite Lettre sera entrée sur le Livre des Etats.—

De laquelle Lettre la teneur ensuit.—

“ Horse Guards, 18th September 1799.

“ Sir

“ Your Letter of the 1st instant, together with the Address from the States of the Island of Jersey, and Memorial of Lieut^t Colonel Campbell, which is covered, having been laid before the Commander in Chief, I have the Honor to communicate to you His Royal Highness's desire that you will signify to the States of the Island of Jersey the High sence He entertains of their Loyalty and Zeal for the King's service, expressed in their Wish of Seeing a Regiment bearing the name of that Island—and also His approbation of the services of the Officer they so warmly recommend; and that You will, at the same time, inform the States, and Lieut^t Colonel Camp-

bell, that, the exigencies of the service not requiring a further increase of Fencible Corps at present, the Proposal recommended can not be complied with".

1799.

I have the Honor to be, Sir,

Your most obedient humble Servant

Harry Calvert

A. G.

Crime de
sodomie.

D'autant qu'il s'est élevé des doutes touchant le genre de punition qui doit être infligé sur le Crime de sodomie ; et paroissant que les Loix du pays ne sont pas suffisamment claires et précises sur ce sujet. Les Etats ont jugé expedient d'établir pour loi permanente, moyennant la sanction de sa Très Excellente Majesté en Conseil : Que quiconque se rendra coupable, après l'émanation et promulgation de ce présent Acte, du crime abominable de sodomie ou de bestialité, et en sera dûment atteint et convaincu, selon les coutumes et usages de cette île, sera puni de mort, et souffrira le même supplice, les mêmes confiscations et forfeitures que la loi inflige présentement, sur ceux qui sont convaincus de quelque crime capital. Partant les Etats très humblement supplient Sa Très Excellente Majesté en Conseil, d'accorder son approbation Royale à la présente ordonnance, afin qu'elle ait force de loi dans cette Isle et y soit à jamais observée comme telle.

Taverniers de
St. Ouen, etc.

LE COMITÉ autorisé à l'égard des Taverniers de St Ouen ayant aujourd'hui présenté son rapport aux Etats, ledit Rapport a été logé au Greffe, et il a été ordonné que copie en sera transmise aux seigneurs du fief Haubert et seigneurie de St Ouen.—

Etats remis.

Les Etats sont remis au vingt cinquième du courant à dix heures et demie du matin, pour prendre en consideration le rapport du Comité concernant la reparation des chemins ci-devant logé au Greffe.

Charbon pour
les Gardes et
Signal Posts.

Les Etats ont ordonné que douze quartiers de charbon seront fournis à chaque Corps de garde de la Milice pour l'hyver prochain commençant le premier jour de Novembre, et les Connétables sont chargés de le procurer et seront remboursés par le nouvel impôt.—

Les Etats ont aussi ordonné que quatre quartiers de charbon par chaque Poste sera fourni pour les officiers appointés aux "signal Posts", sous les directions du Comité pour la défense de l'Isle, aux fraix dudit impôt.

25 Oct. 1799.

L'An mil sept cent nonante [neuf] le vingt cinquième jour d'Octobre.

Etats tenus par THOMAS PIPON Esc^r Lieutenant etc. Président de l'Assemblée etc.

Mons^r Aaron De Veulle Con^{ble} de St^t Clement est en défaut à assister aux Etats.—Le défaut du Rév^d Franç^s Le Couteur, Rect^r de Grouville, du 16^e Sept. 1799, est relevé.—

Sur la représentation qui a été faite aux Etats, que Charles Lempriere Esc^r en sa qualité de Seigneur du fief Chesnel, avoit envoyé un ordre de Justice au dernier adjudicataire de la Maison et terrain du vieux corps de garde de Bonnuit,⁽¹⁾ vendu au plus offrant en vertu d'un Acte des Etats du 23^e Mai 1795, par la teneur duquel ordre de Justice il paroît que ledit sieur Lempriere reclame le tout pour sa propriété. Paroissant que les Parties mentionnées dans cet ordre de Justice avoient paru en Cour, laquelle par son Acte du 30^e sept^{bre} dernier, avoit referé le sujet aux Etats.—Considerant que ce Corps de garde et terrain a été achetté pour au delà de quatre ans, et le montant de l'adjudication payé en deduction des fraix de la bâtisse du nouveau Corps de Garde sans que ledit Sieur Lempriere, qui en étoit instruit, eût objecté auparavant à la vente, mais que l'adjudicataire se trouveroit présentement par ledit Ordre de Justice, empêché de jouir de l'acquisition qu'il auroit faite comme sus est dit ; les Etats ont nommé Jacq^s Hemery et Franç^s Valpy dit Janvrin Esc^{rs} du corps de la Justice, le Rév^d Doct^r Edo^d Dupré Rect^r de St^t Helier, et le Rév^d Jean Mallet Rect^r de St^t Pierre du corps du Clergé, et Jean Dumaresq Esc^r Con^{ble} de St^t Pierre et Amice Baleyne Esc^r Con^{ble} de St^e Marie du corps des Con^{bles} pour agir en comité sur l'objet en question, et en faire rapport aux Etats à leur prochaine séance.—

Les Etats sont remis au vingt huitième du courant, pour continuer la consideration du rapport du Comité concernant la reparation des chemins.

28 Oct. 1799.

L'An mil sept cent nonante neuf, le vingt huitième jour d'Octobre.

Etats teuus par THOMAS PIPON Escuier Lieutenant etc. Président de l'Assemblée, etc.

(1) *Sic.*

Jean De Carteret Esc: Justicier est en défaut à assister aux Etats.

1799.

Approvision-
nement.

Grains etc.

LES ETATS étant aujourd'hui informés qu'on attend incessamment en cette Isle une grande augmentation de Troupes, et considérant en même temps, la grande cherté de divers articles d'approvisionnement ont jugé à propos dans les circonstances urgentes, de défendre et partant il est défendu à toutes personnes d'exporter ou attenter d'exporter de cette Isle, entre ci et le premier jour de Juin prochain aucun des articles suivans savoir, froment ou autres grains, farine, pain, pommes de terre, vollailles, oeufs, beurre, bœuf, lard, bétail gras, ou viande quelconque, sur peine de confiscation des choses susdites qu'on auroit embarquées ou entrepris d'embarquer, pour le transporter, et de trois cents Livres d'amende, tant envers ceux auxquelles telles choses seroient trouvées appartenir, que vers les maitres des vaisseaux ou bateaux sur lesquels telles choses seroient trouvées ; lesdites amendes et confiscations applicables tiers au Roi, tiers aux Pauvres de la paroisse et l'autre tiers au délateur. Etant toutes fois entendu que ce present Acte ne doit pas empêcher l'approvisionnement nécessaire des Vaisseaux, ni le rembarquement d'aucunes provisions que les negocians auroient fait venir pour le commerce et la navigation.

Hôpital Général.

LE PRÉSIDENT ayant donné lecture à cette Assemblée d'une Lettre de l'Honorable Major Général Monson Deputé Gouverneur de cette Isle, par lequel il propose que l'Hopital Général soit loué au Gouvernement pour loger des Troupes qui sont attendues dans ce pays.—Les Etats après avoir murement considéré le sujet, quoi que toujours animés du Zèle le plus ardent pour le service de sa Majesté ; et remplis de reconnoissance, pour l'attention que leur debonnaire souverain a toujours manifesté pour le bien être du pays, ont cependant cru comme il est exprimé par leurs Actes du 26^e Janvier et 7^e Fevrier 1793, qu'ils n'ont point droit de disposer d'un établissement consacré à l'usage des Pauvres par les directions de la Fondatrice et autres Bienfaiteurs, et où un grand nombre de Pauvres ont actuellement leur âzile et y sont entretenus.—

Les Etats sont remis au 5^e Jour de Novembre prochain à dix heures et demie du matin pour continuer la consideration des reglemens concernant la reparation des chemins publics.—

E

5 Nov. 1799.

L'An mille sept cent nonante neuf, le cinquième Jour de Novembre.—

Etats tenus par Thomas Pipon Esc^r Lieutenant etc., Président de l'Assemblée, etc.

Après le serment de M^r Denis Noel, Charles De La Garde Esc^r Justicier demeure exoiné par maladie.—Jean Poingdestre Esc^r Justicier est en défaut excusé par maladie.—Le Rév^d George Du Heaume Rect^r de St Ouen est en défaut à assister aux Etats.

[*Suivent, dans l'original, pp. 17-26, 43 articles de réglemens relatifs à la réparation des chemins publics; ces réglemens sont déjà imprimés au Vol. 4 des Ordres du Conseil, p. 415-430.*]

16 Nov. 1799.

L'An mil sept cent nonante neuf, le seizième jour de Novembre.

Présent Son Excellence Andrew Gordon Major Général etc.
Commandant en Chef et Lieutenant Gouverneur etc.

Etats tenus par Thomas Pipon Esc^r Lieutenant etc., Président de l'Assemblée, &c.

Jean Poingdestre et Charles De La Garde Esc^{rs} Jurés sont en défaut excusés par maladie.

Son Excellence le Commandant en Chef ayant représenté aux Etats qu'il est chargé de la part des Ministres de Sa Majesté d'informer cette assemblée qu'il est attendu en cette Ile un nombre de Troupes Russes à la solde de Sa Majesté; qu'il est douteux si les quartiers qu'on leur prepare seront prêts à leur arrivée dans le pays; et ayant en consequence demandé l'usage de l'Hôpital Général pour servir de logement pour lesdites Troupes en cas de bésain jusqu'à ce qu'elles puissent être logées ailleurs. Les Etats, toujours animés du Zèle le plus ardent pour le service de sa Majesté, et voulant seconder autant qu'il est en leur pouvoir, les vues bieu faisantes de leur debonnaire souverain, ont accordé la demande de Son Excellence le Commandant en Chef; et partant le Comité de l'hôpital a été chargé de prendre les arrangemens nécessaires pour que les Pauvres soient retirés dans le temps requis pour le besoin du Gouvernement, et pour que les Pauvres qui y sont logés soient disposés d'une maniere convenable et avantageuse au public en général.—

L'An mil sept cent nonante neuf, le septième jour de
Decembre. 7 Déc. 1799.

Etats tenus par THOMAS PIPON Esc^r Lieutenant etc. Président de l'Assemblée, etc.

Les Etats ont approuvé des mesures prises par le Comité de l'hôpital en consequence de leur Acte du 16^e de Novembre dernier. Et son Excellence le Commandant en Chef, en vue de se prêter à un arrangement pour les pauvres de S^t Helier, eu égard à leur nombre et à l'état de plusieurs d'entr'eux ayant bien voulu consentir à la requete des Etats, à ce que lesdits Pauvres restent dans l'aile de l'hôpital et qu'ils ayent l'usage du Jardin, moyennant que le Galletas qui étoit réservé par ledit Comité pour loger les meubles de l'hôpital, soit incessamment vidé par le Con^{ble} de S^t Helier et livré avec le reste du principal édifice ; et son Excellence ayant déclaré qu'il est prêt à signer sur ce pied là l'accord préparé par ledit Comité pour le Loyer dudit Hôpital, vu que cela lui paroît être le souhait général de cette Assemblée : Les Etats ont, en consequence, autorisé Nicolas Messervy Esc^r Justicier Président dudit Comité, le Rév^d Doct^r Edo^d Du Pré Rect^r de S^t Helier et Jean Dumaresq Esc^r Con^{ble} de S^t Pierre, autres membres du Comité, à signer ledit accord sur le pied sus mentionné, de la part des Etats, avec Son Excellence le Commandant en Chef, de la part du Gouvernement, au prix stipulé et pour le terme d'un an. Et d'autant que les Connétables des paroisses de la campagne retirèrent leurs Pauvres dudit hôpital mercredi 4^e Jour du présent mois, de même que leur proportion des Pauvres qui sont à la charge publique, il est entendu que les Pauvres de la paroisse de S^t Helier et sa proportion de ceux à la charge publique, demeurent aux soins et fraix de ladite paroisse de S^t Helier, depuis ledit jour, 4^e du courant. Quant au revenu dudit hôpital, et à la somme qui proviendra du loyer dudit Hôpital, l'argent sera placé dans les fonds publics à Londres, à mesure qu'il deviendra du, afin d'augmenter le capital de cet établissement, réservé la somme de quatre cents Livres d'ordre qui est le salaire de l'Administrateur et Administratrice de l'hôpital, réservé aussi le salaire du maître d'école dudit hôpital. Les Etats recommandent en même temps audit Comité de deliberer et proposer aux Etats tel plan qui lui paroitra juste et équitable pour

Hôpital.

1799. concilier les intérêts des diverses paroisses de l'Isle, afin que cet établissement puisse être consolidé sur des bases fermes et inébranlables qui puissent répondre au soulagement des Pauvres et à l'avantage de la société en général, sans déroger aux intentions charitables de la fondatrice et des autres bienfaiteurs.—

Clement Bailhache Esc^r. Les Etats ayant pris en consideration une Remontrance de la part de Clement Bailhache Esc^r, demandant d'être remboursé de la somme de douze milles Livres, avec les Intérêts, qui lui reste encore due par l'hôpital.—Le Comité dudit hopital a été chargé d'aviser aux moyens à rembourser ledit sieur Bailhache, soit par la vente de fonds en Angleterre ou autrement, selon qu'il lui paroitra le plus avantageux.

- 21 Déc. 1799. L'An mil sept cent nonante neuf le vingt unième jour de Decembre. Les Etats ayant été convoqués pour aujourd'hui, et la Majorité des membres n'ayant pu s'y rendre à cause du mauvais temps, les membres présens n'ont pu procéder.—

- 25 Janvier 1800. L'An mil huit cent, le vingt cinquième jour de Janvier.
Etats tenus par THOMAS PIPON ESCUIER Lieutenant etc.,
Président de l'Assemblée, etc.—

Jean Poingdestre Esc^r Justicier est en défaut excusé par maladie.—
Jacques Hemery Esc^r Justicier, et le Rév^d Jean Mallet Rect^r de St Pierre sont en défaut à assister aux Etats.

- Trésorier de l'hôpital. JACQUES HEMERY Esc^r a été appointé Trésorier de l'hôpital General à la place de M^r David De Quetteville lequel a résigné.—

- Corderie de l'hôpital. Les Etats ayant pris en consideration le rapport du Comité de l'hôpital Général du 3^e Avril 1799, concernant les comptes de la Manufacture, à Fullain,⁽¹⁾ Lignes et autres articles de la corderie de l'hôpital, ont autorisé le Procureur Général du Roi de poursuivre judiciairement, tant M^r George Picot, ci devant Administrateur de l'hôpital, qu'Isaac Cornuaux, lequel y étoit employé en qualité de Maître Cordier, afin d'obtenir d'eux des Comptes à ce sujet, et les obliger à rendre raison au public en ce que dessus. Et est ledit Comité de l'hôpital requis d'assister ledit sieur Procureur Général du Roi dans cette poursuite.

(1) Filin, i.e. cordage.

LE CONNÉTABLE de S^t Ouen à la requête de l'Assemblée de ladite paroisse ayant représenté aux Etats que les charrières du havre du Puley sont en mauvais état et manque de reparation nécessaire, et ayant proposé qu'il soit autorisé devendre du vraic jusqu'au montant de deux cents Livres d'ordre pour être appliqué aux dites reparations, les Etats ont accordé ladite proposition.— 1799.

Charrières
du Puley.

Jean Le Sueur.

CERTAINNE Petition a été présentée aux Etats de la part de Jean Le Sueur, exposant qu'ayant été appelé à servir les Canons sur la Montagne de S^t Helier le 4^e Juin 1799 en commemoration du jour de naissance de Notre Debonnaire Souverain, il eut le malheur, en remplissant ce devoir, d'avoir un bras emporté et l'autre fracassé de manière qu'il lui est devenu presqu'innutile.—Qu'il lui a été accordé de la part du Gouvernement une pension de quatre penys par jour seulement, et priant les Etats de vouloir bien lui accorder une augmentation à cette pension.—Les Etats ont referé ladite Petition au Comité de la défense de l'Isle, afin de considerer le sujet et en faire rapport.—

Comptes de
l'Hôpital.

LE COMITÉ pour l'hôpital général a présenté aux Etats un tableau des depenses pour le maintien des Pauvres dans ledit hôpital durant la sixième année finissant l'11^e Février 1799 ledit jour inclu, par lequel tableau il paroît que ledit entretien a couté la somme de vingt sept milles huit cents cinquante huit Livres deux sous six deniers cours de france ; qu'il a été reçu, en moyens tant extraordinaires qu'ordinaires la somme de deux milles huit cents cinquante cinq Livres cinq sous six deniers dont il resulte une balance de dix sept milles deux Livres dix sept sous à repartir entre les paroisses de S^t Helier, S^t Laurens, la Trinité et S^t Jean selon leurs differentes proportions au Rât public de l'Isle.—Les Etats ont pris en consideration ledit tableau avec les pièces justificatives sur lesquelles il est dressé et ont approuvé le tout, Partant le Tresorier de l'hospital general est autorisé de recevoir de chacun des Connétables qui n'y ont point envoyé leurs Pauvres, selon le Tableau pareillement présenté par le même Comité lequel est aussi approuvé par les Etats. Par lequel tableau les proportions des paroisses de S^t Ouen, S^t Pierre, S^t Sauveur, S^t Brelade, Grouville, S^t Martin, S^t Clement et S^{te} Marie montent à la somme de quatre milles cent septante Livres dix sous

1799. neuf deniers aussi cours de France, laquelle dernière somme sera employée comme moyens fournis par les dites huit paroisses à valoir sur leurs proportions des dépenses de l'année courante.—

Foire à bétail etc. Le rapport du Comité concernant la Foire à bétail et terrain de l'enfant du Rév^d Phil. De La Garde ayant été ce jour pris en considération et discuté dans les Etats, et quelques amendemens ayant été suggérés audit rapport, dans la vue de rendre l'arrangement proposé plus avantageux au public; les Etats ont remis audit Comité la considération de nouveau de l'objet en question et des Amendemens qui y ont été proposés, pour ensuite en faire rapport.

Bateau de Santé. AYANT été représenté aux Etats de la part de Son Excellence le Commandant en Chef que la sûreté du pays et le service public exigent que le Maître du bateau de santé soit sujet à lui faire tenir un rapport immédiat, à l'arrivée de chaque navire dans cette Isle; et que pour s'acquitter de ce devoir, il conçoit que les salaires présentement accordés au Bateau de santé ne sont pas suffisans, les Etats ont chargé le Comité des Chaussées de prendre ce sujet en considération et d'en faire rapport aux Etats.—

Défauts des garçons etc. LES ETATS considerant que les défauts des garçons aux exercices militaires ne sont pas taxés assés haut pour les contraindre à remplir ce devoir essentiel avec exactitude ont chargé le comité de la défense de l'Isle de prendre ce sujet en consideration et de faire rapport aux Etats de ce qui leur paroitra convenable pour remedier à cet inconvenient.

31 Janvier 1800. L'An mil huit cent le trente unième jour de Janvier.

Etats tenus par THOMAS PIPON Esc^r Lieutenant etc., président de l'Assemblée, etc.

Jean Poingdestre Esc^r Justicier est en défaut excusé par maladie.

Franç^s Marett Esc^r Justicier, le Rév^d Geo. Du Heaume Rect^r de S^t Ouen, et Phil. Le Gros Esc^r Con^{ble} de la Trinité, sont en défaut à assister aux Etats.

Le défaut du Rév^d Jean Mallet du 25^e du courant demeure relevé.

LES ETATS ont appointé un Comité composé de Jacques Hemery, Franç^s Valpy dit Janvrin et Phil. De Carteret Esc^r Jurés, Vénérable Homme François Le Breton Rect^r de S^t Sauveur, le Rév^d Franç^s Le

Conteur Rect^r de Grouville et le Rév^d Doct^r Edo^d Dupré Rect^r de S^t Helier ; et Mess^{rs} les Con^{bls} de S^t Pierre, S^t Helier et S^t Jean, pour prendre en consideration l'établissement de divers marchés sur le terrain depuis peu acquis du Proc^r de Franç^e Le Maistre Esc^r, examiner comment et de quelle manière ce terrain peut être disposé avantageusement pour le public et aviser aux moyens de l'effectuer, et du tout en faire rapport aux Etats.— 1800.

JEAN DUMARESQ Esc^r Con^{bls} de S^t Pierre ayant informé les Etats qu'il se propose sous peu de passer en Angleterre, Les Etats ont autorisé ledit sieur Dumaresq d'agir au nom de cette assemblée, devant les seigneurs du Conseil, pendant son séjour à Londres, à l'égard des affaires dépendantes qui concernent le public de cette Isle.—

Charles De La Garde, Franç^e Valpy dit Janvrin et Phil. De Carteret Esc^{rs} Jurés, le Rév^d Franç^e Valpy Rect^r de S^{te} Marie, le Rév^d Franç^e Le Conteur Rect^r de Grouville et le Rév^d Jean Mallet Rect^r de S^t Jean, et Mess^{rs} les Con^{bls} de S^t Pierre, S^{te} Marie et S^t Martin ont été nommés en Comité pour prendre en consideration certaine proposition aujourd'hui logée au Greffe, concernant la mesure des pommes de terre, lequel Comité est aussi autorisé à s'occuper des autres mesures et des poids en usage en ce pays et du tout en faire rapport aux Etats. Auquel Comité Mess^{rs} les Officiers du Roi et le Vicomte sont requis d'assister.—

Défauts des
Garçons.

LES ETATS trouvant par experience, que l'amende de cinq sols, infligée par la loi, pour chaque premier défaut des garçons aux Exercices Militaires, et celle de dix sols, pour chaque second défaut consécutif aux susdites exercices, ne sont pas suffisantes pour faire remplir ce devoir essentiel avec exactitude, sont convenus de la nécessité d'augmenter lesdits défauts, et d'ordonner qu'à l'avenir l'Amende pour un premier défaut commis par un garçon à l'exercice militaire sera dix sols, et l'amende pour un second défaut consécutif sera vingt sols. Ce qui sera publié.—

LES ETATS ayant aujourd'hui entendu la lecture du rapport du Comité pour la défense de l'Isle du 17^e Mai 1798, concernant les terrains aux environs du Corps de Garde de la Rocque, ont approuvé de l'Accord fait par ledit Comité avec M^r Jean Vicq, M^r Jean Brée fils Jean, Jacques De Faye, Jean Gibaut et M^r Thomas Bertram pour

1800. l'erection de quais ou murs le long de la Banque, vis à vis de leur terrain respectivement, pour garantir lesdits terrains des ravages de la mer, et par là préserver la Tour, le Corps de Garde et les batteries et Retranchemens qui sont érigés sur lesdits terrains. Et partant il a été résolu que la somme de deux milles cinquante huit Livres quinze sous leur sera payée par le Trésorier du nouvel impôt aussitôt qu'il sera en caisse.—

Duquel Rapport la teneur ensuit.

“ Au Comité pour la défense de l'Isle.

“ L'An mil sept cent nonante huit le dixseptième jour de Mai. En consequence de l'Acte des Etats du dix septième jour de Février dernier, concernant les ravages que la mer a commis aux environs du corps de garde de la Rocque et qui autorise le Comité à moyenner accord avec les personnes qui peuvent y avoir intérêt, et aussi en consequence du rapport de l'Ingénieur en chef, délivré à ce Comité, le 12^e du courant, le Comité s'est aujourd'hui transporté sur les lieux. Le Comité a trouvé qu'il seroit nécessaire de faire des quais ou murailles pour garantir les terrains dans les proportions suivantes savoir.—

“ Au nord de la Tour.

Un quai de deux perches vis-à-vis de la terre de Jean Vicq.—

Item six perches et demie vis à vis de la terre de M^e Jean Brée fils Jean.—

“ Au sud de ladite Tour jusqu'à la pointe appelée la Baragane.

Quatre perches vis à vis la terre dudit Jean Brée.—

deux perches douze pieds vis-à-vis la terre de Jacques De Faye.

trois perches dixhuit pieds vis-à-vis celle de Jean Gibaut.

Et depuis ledit Rocher appelé la Baragane allant ouest vers le havre de la Rocque.—

Deux perches six pieds vis-à-vis la terre dudit Gibaut.

Deux perches neuf pieds vis-à-vis celle de M^e Jean Brée fils Helier.

et six perches vis-à-vis celle de M^e Thomas Bertram.

Le Comité considerant que ce travail tendroit non seulement à garantir lesdits terrains et le chemin public mais aussi les Batteries qui sont érigées à cet endroit, a trouvé qu'il seroit juste d'accorder pour les quais au nord de la Baragane sur le pié de nonante Livres de france par perche, et pour le reste sur le pié de quarante cinq Livres aussi cours de france par perche, ce qui monteroit savoir ;

Pour ledit Jean Vicq à	£180 :	:	1800.
Pour ledit Jean Brée fils Jean à	945 :	:	
Pour ledit De Faye à	225 :	:	
Pour ledit Gibaut à	438 :	15 :	
Pour ledit Jean Brée fils Helier à	106 :	17 : 6	
Et pour ledit Thomas Bertram	270 :	:	
2165 : 12 : 6			

A condition que lesdits propriétaires s'engageassent pour eux et leurs hoirs, de faire construire lesdits quais d'une manière convenable, pour commencer le travail immédiatement et finir au jour St Michel 1799 et de les entretenir et garder en état à l'avenir comme sus est dit, de manière à garantir les dits terrains des ravages de la mer.—

Ensuite de quoi tous les sus nommés (excepté ledit Jean Brée fils Helier) ont comparu par devant ledit comité et ayant entendu la lecture des conditions susdites en ont approuvé, à condition que la moitié des susdites sommes leur soit payée au jour de Noel prochain ; et se sont obligés pour eux et leurs hoirs à fin d'héritage, d'y fournir et de les accomplir en tout leur contenu, moyennant l'approbation des Etats. En foi de quoi ils y ont chacun d'eux apposé leurs signatures."

signés	Jean Vicq	{	marque dudit
	Jean Brée		Jean Gibaut I G B
	Jacques De Faye		Thomas Bertram.

Le montant apporté de ci-dessus £2165 : 12 : 6
A déduire

Par ce qui avoit été accordé audit Jean Brée
fils Helier lequel a refusé de signer les- { 106 : 17 : 6
dites conditions

Reste, Argent de france ... £2058 : 15 : 0

LES ETATS, en obéissance à l'Ordre de Sa Très Excellente Majesté en Conseil, en date du 6^e Mars 1799, se sont occupés, à différentes reprises, du sujet des Taverniers de la paroisse de St Ouen, et des moyens de les assujettir aux droits imposés par l'Acte des Etats du 3^e septembre 1796, et à des réglemens convenables à leur état, ayant égard aux droits et privilèges des seigneurs du fief de St Ouen : et aujourd'hui, après avoir oui le rapport du Comité spécialement chargé du sujet, et entendu la lecture des titres et évidences présentées de la part des dits seigneurs de St Ouen, les Etats sont convenus

F

1800. de passer le règlement suivant. Et ils supplient très humblement sa Très Excellente Majesté en Conseil d'y accorder son approbation Royale.—

Premièrement, que le Gouverneur Bailli et Jurés limiteront le nombre des Taverniers pour la paroisse de S^t Ouen, comme pour les autres paroisses.—

Secondement, que l'Assemblée de ladite paroisse de S^t Ouen, recommandera les personnes qui lui paroîtront les plus propres pour y garder taverne, et que le Connétable de ladite paroisse en donnera à chacun d'eux un Certificat par écrit.—

Troisièmement, que les personnes ainsi recommandées, présenteront leurs Certificats à la Cour dudit fief, afin d'en obtenir licence, en payant auxdits seigneurs le droit accoutumé pour Tavernage ; et que pour cet effet la Cour dudit fief sera tenue dans le courant du mois de Janvier chaque année.—

Quatrièmement que les personnes ainsi licenciées payeront entre les mains du Greffier de la Cour Royale, avant de pouvoir vendre aucune liqueur, semblable contribution à la défense de l'Isle, que les Taverniers des autres paroisses sont sujets à payer, suivant l'Acte des Etats du 3^e Septembre 1796.—

Et au surplus, que les habitans de ladite paroisse de S^t Ouen seront sujets aux mêmes devoirs, restrictions et pénalités que le susdit Acte impose aux habitans des autres paroisses.—

Letout sans préjudice aux droits et privilèges des dits Seigneurs de S^t Ouen.

Le Président du Comité de la Bibliothèque ayant remis devant les Etats une lettre qu'il a reçue du Rév^d D^r Dumaresq relativement au présent qu'il a dessein de faire de la plupart de ses livres à la bibliothèque de cette île, les Etats ont ordonné que ladite lettre sera entrée sur leurs records.

De laquelle lettre la teneur ensuit

Bath N^o 35 New Kingstreet Dec^r 10th 1799.

Charles De La Garde Esq^{re}

“ Dear Sir,

I gladly avail myself of the opportunity of writing to you on the subject of the public library in Jersey, for which you do, in a more particular manner, interest Yourself.

1800.

"I had, long before this time, sent you the chief books which I purpose to add to that Library, had it not been for fear of some accident, in these dangerous times; but as I now apprehend that the Island of Jersey is safe, I am thinking of going to Yeovilton, please God, next summer for few weeks, in order to pack up and send those books, which I have now less occasion for, at my most advanced years, and in my present situation, being a subscriber to circulating libraries, where I can have the use of books upon reasonable terms.

"In the catalogue of books you favour'd me with, some years since, I observe that you have already many of those which I intended for you, more particularly books that relate to Divinity. This will prevent my being directly so good a Benefactor as I could wish. Nevertheless as it may happen that several of them be of later or better editions, or in better condition, than those you already have, it may perhaps be best that I send all I can spare, indiscriminately, in order that, after having selected those that will be thought the properest, the remainder may be sold at reasonable prices, for the conveniency and improvement of the studious, and the money arising from the vent applied to the purchase of other books.

"My situation being now changed, and my circumstances greatly altered for the worse, I have no longer such opportunities nor ability, as I had some years ago, to make new purchases with a view to advantage your library; neither are those books which I design for it, extremely numerous; but still I am persuaded that the room which contained the books that were in the Library when I was last in Jersey, not to mention those which must have been added since, will not be large enough to hold those that I shall add; that scruple, however, is greatly lessened, if not wholly vanished, now I hear, with pleasure, that the inhabitants of the Island intend, from a liberal and generous principle, to build a new room, which I persuade myself, will be large enough to contain most conveniently, not only the present set of books and maps, but also all occasioned benefactions which, during a long series of years, several public spirited and patriotic persons, may bestow.

"It were to be wished also that there should be a convenient apartment for the librarian, and even a decent and regular salary. For that purpose the house used at present for a library, might be sold, and the produce of it applied to the new establishment. I mention these things as my conjectures and wishes; things which may naturally arise in your thoughts, and of the fitness of which you are the best Judges. The good of the Island in which I was born, I have

1800. most sincerely at heart Happy should I think myself, were I better able to promote it, and glad I shall ever be, whenever I shall hear that so desirable an end is promoted successfully, by nobly minded persons.

“ I am, with great esteem and regard,

Dear Sir, Your most obedient

humble servant

Signed D. Dumaresq.”

15 Février 1800.

L'An mil huit cents, le quinzisième jour de Février.

Etats tenus par THOMAS PIPON Esc^r Lieutenant etc., Président de l'Assemblée, etc.

Le Rév^d Jean La Cloche Rect^r de la Trinité et le Rév^d Clement Dumaresq Rect^r de S^t Clement sont en défaut à assister aux Etats.—

LES ETATS après avoir entendu le Rapport de leur Comité appointé par Acte du 14^e Mai 1799 au sujet de la Foire à Betail et terrain aux environs de ladite Foire, ont jugé convenable d'en faire l'arrangement suivant ce qui leur a paru conforme au desir des parties intéressées et à l'utilité publique en général savoir ;

Que l'endroit designé par certain Acte des Etats du 15^e Decembre 1792 pour servir de foire à Betail demeure cédé par voie d'échange au Tuteur de l'enfant du Rév^d Phil. De La Garde pour son dit pupille à fin d'héritage, en consideration de laquelle Cession ledit Tuteur transfère à fin d'héritage au public le terrain joignant à la maison et Magazins de M^r Jean Kerby du coté du nord pour y établir ladite Foire, c'est à dire deux cents pieds en longueur et quarante huit pieds en largeur à commencer par le bout de l'Est, dans l'alignement du front de la maison dudit Kerby, et allant ouest jusqu'à la concurrence de deux cents pieds en longueur et dans la même largeur de quarante huit pieds.—

Qu'au nord desdits quarante-huit pieds et dans toute la longueur desdits deux cents pieds sera laissé un chemin public de vingt pieds en largeur pris sur le terrain du dit pupille.—

Qu'à l'extrémité du ouest desdits deux cents pieds il y aura un autre chemin public, de vingt quatre pieds en largeur, faisant rectangle ou à peu près avec la foire, lequel chemin de vingt quatre pieds traversera tout le terrain dudit pupille, depuis la Rue du pié de

1800.

la Montagne, allant nord ou environ, et passera au ouest et proche de la Boucherie nouvellement érigée et descendra là sur la greve par un slip ou Glacis aisé d'accès, lequel sera de la même largeur de vingt quatre pieds.

Que le bord de l'Est dudit glacis en quittant le terrain dudit pupille prendra la direction du bout du ouest des Magazins de M^r Aaron de S^{te} Croix afin que l'étendue desdits vingt quatre pieds en largeur demeure chemin public à l'avenir ; le public ayant un droit ancien de chemin et accès à la ville de ce côté là.

Que le terrain dudit pupille s'étendra du coté du ouest jusqu'à septante quatre pieds plus bas que son quai présentement bâti sans qu'il soit loisible ni audit pupille ni à aucun autre de bâtir au dessous desdits septante quatre pieds. Et que du côté du sud ledit terrain sera borné par une ligne tirée parallèle avec la cotière du sud de la maison et magasins dudit Kerby et à trente pieds plus nord que l'alignement de ladite cotière, lequel espace de trente pieds servira d'accès ou chemin pour aller sur la nouvelle Jetée, laquelle doit aboutir sous la maison dudit Kerby.

Qu'un quai solide et suffisant sera construit aux fraix publics, par le moyen des fonds destinés à l'entretien des havres et chaussées, dont l'alignement du sud sera dans la direction de ladite cotière et s'étendra vers le ouest, afin de joindre dans la suite les travaux publics déjà commencés proche la chaussée.

Que le chemin de vingt quatre pieds sus mentionné de même que ledit Slip ou Glacis seront disposés et construits sous les directions du Comité des Etats, aux frais dudit pupille, et seront parachevés dans le cours de deux ans après le rétablissement de la paix pour être entretenus dans la suite aux fraix publics.

Et eu égard à la plus grande valeur du terrain présentement transféré par ledit Tuteur au public que celui cédé par le public audit Tuteur, et eu égard aussi à sa plus grande étendue et meilleure situation, il est convenu que ledit Tuteur sera exempt des fraix pour l'établissement et construction de ladite foire : et que les arrangemens nécessaires à cet égard seront faits aux fraix du public, Ledit Tuteur étant toutes fois tenu de faire applanir le terrain pour l'emplacement de ladite Foire, et d'y faire couvrir la Tonnelle d'une manière con-

1800. venable, et de l'enclore de palissades au dire dudit Comité, avant le jour de S^t Jean prochain.—

Les Etats ont en même temps autorisé Jacques Hemery Esc^r Justicier, le Rév^d Doct^r Edo^d Du Pré et le Con^{ble} de S^t Helier et Mess^{rs} les Officiers du Roi pour borner ledit terrain selon les limites ci dessus avec ledit Tuteur, lesquels sont aussi autorisés à prendre telles mesures qu'ils jugeront nécessaires pour contraindre M^r Jean Kerby à boucher les lumières de sadite maison et magasins ainsi que les épurs du côté de ladite foire.

Les Etats considerant combien peu il reste d'hommes dans cette Isle, propres à travailler dans la campagne, et la difficulté où se trouvent les laboureurs de cultiver les terres dans le temps présent, faute de bras, et envisageant le cas très urgent, ont, unanimement, requis son Excellence le Commandant en Chef de vouloir bien donner liberté à autant de soldats de la garnison que le service de sa Majesté le pourra permettre pour assister à la culture des terres.—

10 Mai 1800.

L'An mil huit cent le dixième jour de Mai.

Présent Son Excellence Andrew Gordon, Lieutenant Général etc., Commandant en Chef et Lieutenant Gouverneur, etc.

Etats tenus par Thomas Pipon Esc^r Lieutenant etc., Président de l'Assemblée, etc.

PAROISSANT que M^r Pierre Gruchy et trois autres maçons de profession ont fait accord pour bâtir la Maison du maître de l'Ecole de S^t Anathase, en S^t Pierre, avec M^e François Vincent l'entrepreneur dudit édifice, et cela avant que lesdits Maçons fussent avertis pour travailler à la Rocco. Et paroissant que ledit entrepreneur a déjà fait des fraix considérables pour procéder audit ouvrage et qu'il a pris des mesures qui lui tourneroient à grand préjudice, si ladite Bâtisse étoit interrompue. Ce que considéré, les Etats ont cru devoir dispenser lesdits quatre maçons du travail de la Rocco, pour se rendre au travail de ladite école, et accomplir leur accord avec ledit entrepreneur. Les Etats ont en même temps requis le Comité cy devant appointé à l'occasion des Maçons de s'assembler le plutôt possible afin de remplacer au travail de la Rocco non seulement les quatre maçons susmentionnés, mais aussi, autant qu'il se pourra, ceux déjà nommés

par ledit Comité qui, par leur mauvaise santé et circonstances, ont été jugés par la Cour, incapables ou hors d'état de se rendre au travail de la Rocco. 1880.

Les Etats après avoir entendu le rapport du Comité pour la défense de l'isle, ont approuvé les Comptes suivants, et en ont ordonné le paiement, par le Trésorier du nouvel impôt, savoir.

[*Suivent les comptes en question.*]

Lesquels Comptes montent ensemble à la somme de £9646 : 9 s : 3 d., Argent de France.

Les Etats après avoir entendu le rapport du Comité pour la défense de l'Isle ont approuvé le Compte de Phil. Dumaesq Esc^r Trésorier du nouvel impôt, la balance duquel est en faveur du public pour la somme de £3963 : 10 : 4—argent de France.—

Les Etats après avoir entendu le rapport du Comité pour la défense de l'île, ont approuvé le Compte du Greffier, pour les licences des Taverniers, la balance duquel est en faveur du Public pour la somme de £1114 : 6 : 9 Argent de France.

Les Etats après avoir entendu le rapport du Comité pour la défense de l'Isle, ont ordonné le paiement des Comptes suivants, hors de l'argent provenant des licences des Taverniers pour charbon fourni pour les *Signal posts* savoir,

	£	s	d
Un Compte de Mess ^{rs} Janvrin & Durell pour } le Signal de St Helier }	121	10	—
Un Compte dudit Sieur Janvrin pour les } Signaux de St Jean, Noirmont et la Moie. }	320	—	—
Un Compte du Conbl ^e de la Trinité pour le } Signal au Tât de Geon }	106	—	—
Argent de France	£547	10	—

Les Etats considerant qu'il est nécessaire de pourvoir à la garde et entretien des Carabines qui servent à exercer les Garçons des differens Regimens de la Milice, et qu'il seroit convenable de loger lesdites Carabines aussi proche des endroits de l'exercice qu'il seroit possible, sont convenus de referer ce sujet au Comité de la défense de l'Isle, lequel est autorisé à faire les arrangemens requis à cet égard, et d'accorder ce que ledit Comité croira raisonnable pour la Garde et l'entretien desdites carabines ce qui sera defrayé par les fonds destinés à la défense de l'Isle.—

1800. Mons^r le Lieutenant Bailly ayant présenté aux Etats un Compte de l'emploi de l'argent provenant de l'impôt établi par Patente Royale, sur les Vins, Eau de Vie et autres liqueurs étrangères ; le susdit Compte a été référé au Comité des Chaussées.—

Monsieur le Lieutenant Bailly ayant présenté aux Etats un Compte de la part de Thomas Le Breton Esc^r montant à la somme de Sterling⁽¹⁾ pour fraix encourus dans le procès avec Mess^{rs} De La Garde, le susdit Compte a été remis au Comité des Chaussées, lequel Comité est aussi autorisé à examiner les autres Comptes relatifs à cet objet, et du tout en faire rapport aux Etats.—

Les Etats après avoir entendu le rapport du Comité pour l'établissement des marchés publics, en date du 1^{er} de ce mois, en ont approuvé ; duquel rapport la teneur ensuit.—

“ Au Comité des Etats pour l'établissement des marchés publics tenu à St^r Helier le 1^{er} Jour de Mai 1800.—

“ Le Comité, en consequence de l'autorité qui lui a été commise par les Etats, s'est assemblé differens jours, et après avoir considéré divers plans pour l'établissement des marchés publics, s'est enfin aujourd'hui déterminé d'approuver et de recommander aux Etats d'acquérir les terrains de Madame Morin et la maison de D^{lle} Marie Esther Fiott, et d'établir lesdits marchés sur le terrain désigné par un plan qui a été dressé et approuvé par le Comité.—

“ Le Comité a considéré qu'au moyen de l'acquêt proposé le public conservera la maison et la cour de derrière de François Le Maistre Esc^r qui produira une somme considérable et qu'il y aura, d'ailleurs, en suivant la disposition dudit plan, des terrains de valeur à disposer pour y bâtir.

“ Qu'en réunissant ainsi, dans un endroit assez spacieux, les Halles à viande, les marchés à lard, à poisson, à beure et legumes le public sera à même de disposer, aussi très avantageusement, des vieilles halles et de l'endroit où se tient présentement le marché à grain et à lard.—

“ Que la foire ou marché à bétail pourra aussi dans la suite etre transferé sur partie du terrain nouvellement acquis, et qu'en attendant, et jusqu'à ce qu'un endroit convenable puisse être préparé et rendu commode pour le public, ce marché pourra, pour le présent,

(1) *Sic.*

être tenu soit dans la grande cour du terrain de Madame Morin, ou dans quelque autre endroit, afin de pouvoir aussi disposer du terrain de l'ancienne foire.

1800.

“ Mais comme il est d'une nécessité absolue de payer présentement aux Procureurs de François Le Maistre Esc^r la somme de trente mille Livres, laquelle somme reste encore due sur l'acquêt de la Maison et terres dudit sieur Le Maistre, Le Comité recommande aux Etats de payer ladite somme, partie sur le nouvel impôt, et l'autre partie par le moyen d'une Lotterie.—

“ Finalement le Comité après avoir fait des calculs, aussi exacts qu'il a été possible, de ce que coûtera l'acquisition du terrain de Madame Morin et de D^{lle} Marie Esther Fiott sa soeur, et l'établissement des marchés sur l'endroit proposé par le plan, et après avoir aussi évalué ce que pourra produire la vente de la foire à bétail, des halles à viande, du marché à grain et à lard, de la maison de François Le Maistre Esc^r et des autres terrains propres pour y bâtir aux environs du nouveau marché, est d'opinion que la somme due à Franç^s Le Maistre étant acquittée, l'établissement des marchés ne coûtera rien de plus et qu'on pourra de suite, au moyen de la vente des objets ci dessus spécifiés, procéder à l'établissement desdits marchés. Et le Comité a lieu d'espérer que le tout étant fini il resultera une balance en faveur du public, laquelle pourra être employée soit à faire un fond pour l'entretien futur desdits marchés, ou à tel autre usage que les Etats jugeront à propos.”—

Les Etats ont en consequence dudit rapport chargé le Comité de faire acquêt de la maison et du terrain de Madame Morin ainsi que de la maison de Dem^{lle} Marie Esther Fiott sa soeur, de vendre la foire à bétail, les halles à viande et à grain et le marché à lard, de disposer de telle partie des héritages acquis tant de François Le Maistre Esc^r que de Madame de Morin et de D^{lle} Marie Esther Fiott qui ne sera pas nécessaire pour les marchés, de payer au Procureur de Franç^s Le Maistre Esc^r les trente mille livres, cours de france, qui lui restent dus, et à cet effet d'employer en premier lieu l'argent qui peut être entre les mains du Trésorier des Etats, lequel est, en outre, autorisé et chargé d'emprunter, pour ce même objet, jusqu'à la concurrence de vingt milles livres, argent de france.—Le Comité est de plus autorisé de dresser tel plan d'une Lotterie publique qui lui semblera bon, et

G

1800. d'appliquer le bénéfice qui en proviendra, soit à achever le paiement de la somme due audit Sieur Le Maistre, si besoin est, ou à la construction des marchés, comme aussi de payer audit sieur Le Maistre cinq pour cent d'Intérêt pour la somme qui lui est restée due depuis l'époque où ladite somme lui étoit payable.—

Les Etats autorisent aussi par ce present Acte Mess^{rs} les Officiers du Roi et le Greffier de passer pour et en leur nom devant Justice, les contrats nécessaires pour l'acquisition des maisons et terrains de Madame Morin et de D^{lle} Marie Esther Fiott, ainsi que pour la vente de la Foire à bétail, Halles à viande et à grain et marché à lard, et des autres terrains dont le Comité jugera à propos de disposer.—

Et finalement tant la construction desdits marchés que tout ce qui regarde leur établissement, est confié au Comité, et plein et entier pouvoir lui est donné d'employer telles personnes qu'ils croiront nécessaire pour surveiller et compléter l'ouvrage, de payer les dépenses qui seront encourues et généralement de faire et parfaire le tout selon le plan qui lui paroitra le plus avantageux au public et le plus dans le cas de répondre au but proposé.

29 Mai 1800.

L'An mil huit cent le vingt neuvième jour de Mai.

Présent son Excellence Andrew Gordon, Lieutenant Général etc., Commandant en Chef et Lieutenant Gouverneur, etc.

Etats tenus par Thomas Pipon Esc^r. Lieutenant etc., Président de l'Assemblée, etc.

Jean Poingdestre Esc^r. Justicier est en défaut excusé par maladie.—
Phil. Robin Esc^r. Justicier est en défaut à assister aux Etats.—Après le serment de M^r. Denis Noel, le Rév^d. Charles Le Touzel Rect^r. de S^t. Martin demeure exoiné par maladie.—

LES ETATS aujourd'hui assemblés pour la première fois depuis que la fâcheuse nouvelle est arrivée du danger auquel la personne sacrée de Sa Majesté vient d'être exposée, ont décidé, à l'unanimité, de féliciter, par une humble adresse, le meilleur des Rois, de ce qu'il a si heureusement échappé à la plus noire des trahisons, de lui témoigner les sentimens d'horreur et d'indignation dont ils se sentent animés, à l'ouïe de cet horrible attentat, et de prier Dieu de prolonger une vie si essentielle au bonheur de ses sujets. Son Excellence le

Commandant en Chef est requis de transmettre ladite adresse à son Excellence le Gouverneur de cette Ile, lequel est supplié de vouloir bien la présenter à sa Très Excellente Majesté.— 1800.

De laquelle Adresse la teneur ensuit.

To the King's Most Excellent Majesty

The humble address of the States of His Majesty's Island
of Jersey

Most Gracious Sovereign,

We, the States of Your Majesty's Island of Jersey, humbly crave leave to present our sincere congratulations on Your Majesty's providential escape from the late atrocious attempt on Your Sacred Person.

Difficult would be the task to describe to Your Majesty the sentiments of detestation, which pervaded this small, but most loyal, part of Your Majesty's dominions, at the recital of so foul a deed. A crime of that black and heinous complexion must, at all times, chill with horror every feeling heart. But how is that horror increased, when the traiterous blow is aimed against a Prince, whose reign has been distinguished by unnumbered blessings; whose every action has constantly had for its favourite object the welfare and prosperity of His subjects.

We lift up our hearts in gratitude to that Almighty power who, in his tender mercies to the British Empire, has preserved a life on which depends the happiness of millions; and we offer up our prayers for its prolongation with an earnestness and fervency proportioned to the love and veneration so justly due to the best of Sovereigns, to the Father of his people.

LES ETATS considerant que les reglemens pour la conduite des Bouchers à l'égard de la viande qu'ils vendent dans les halles et marchés de S^t Helier et de S^t Aubin, ne sont pas observés de manière à répondre au but proposé et à l'avantage du public, ont nommé et appointé Pierre Mauger et Phil. De Carteret Esc^{rs} Justiciers, les Rect^{rs} de S^t Brelade et de S^t Helier et les Con^{bles} des mêmes paroisses en Comité, lesquels sont requis et autorisés de prendre les susdits reglemens en consideration et de faire rapport aux Etats de ce qui leur paroitra être nécessaire de faire en ajoûtement auxdits reglemens pour leur meilleure execution et la meilleure conduite des Bouchers. Auquel Comité les officiers du Roi sont requis d'assister.—

1800.

LES ETATS, prenant en consideration la grande cherté et l'extrême rareté des divers articles d'approvisionnement et choses nécessaires à la vie, ont jugé à propos dans les circonstances urgentes du temps présent de défendre, et partant il est expressément défendu à toutes personnes d'exporter ou attenter d'exporter de cette Ile, jusqu'à autre ordre, aucun des articles suivans savoir ; froment ou autre grains,⁽¹⁾ farine, pain, pommes de terre, volailles,⁽¹⁾ oeufs, beurre,⁽¹⁾ lard, bétail gras, ou viande quelconque, sur peine de confiscation des choses susdites qu'on auroit embarquées, ou entrepris d'embarquer pour le transport et de trois cents Livres d'amende, tant envers ceux auxquels telles choses seroient trouvées appartenir, que vers les maîtres des vaisseaux ou bateaux sur lesquels telles choses seroient trouvées. Il est également défendu à tous bouchers et autres personnes de tuer ou faire tuer aucun boeuf, vache, ou jeune bétail, du cru de cette Ile, à moins que la viande ne soit apportée, coupée et vendue, selon les ordonnances dans les halles publiques de St. Helier ou de St. Aubin, sur peine de confiscation de ladite viande et de trois cents Livres d'amende tant envers le boucher ou autre qui auroit tué tel boeuf vache ou jeune betail que vers la personne qui l'auroit vendue pour cet effet. Il est défendu sur les mêmes peines à tous les maîtres ou propriétaires de bateaux pêcheurs, appartenans de cette Ile, de porter leur poisson ailleurs qu'ici, ou de le vendre autrement que pour la consommation des habitants du pays ; lesdites amendes et confiscations applicables tiers au Roi, tiers aux pauvres de la paroisse et l'autre tiers au délateur. Etant toutes fois entendu que ce présent Acte ne doit pas empêcher l'approvisionnement nécessaire des vaisseaux, ni le rembarquement d'aucunes provisions que les negocians auroient fait venir pour le commerce et la navigation ; pourvu toutes fois qu'aucune viande fraîche ne soit mise au bord d'aucun vaisseau pour son approvisionnement. Ce qui sera incessamment imprimé, publié et affiché.

7 Juin 1800.

L'AN mil huit cent, le septième jour de Juin.

Présent son Excellence Andrew Gordon, Lieutenant Général
etc., Commandant en Chef et Lieutenant Gouverneur, etc.

(1) *Sic.*

Etats tenus par Thomas Pipon Esc^r. Lieutenant etc., Président de l'Assemblée, etc. 1800.

Présent le Procureur Général du Roi.

Jean Poingdestre Esc^r. Justicier est en défaut excusé par maladie.—

Jean de Carteret Esc^r. Justicier est en défaut à assister aux Etats.

SON EXCELLENCE le Commandant en chef ayant informé les Etats, que les Troupes de Sa Majesté, l'Empereur de toutes les Russies, allié de Sa Majesté Britannique, sont sur leur départ hors de cette Ile ; les Etats saisissent cette occasion de rendre témoignage à la discipline exemplaire qu'ont gardé les officiers, et à la bonne conduite qu'ont tenu les soldats de tous les corps des Troupes Russes, pendant leur séjour dans ce pays.—Sensibles aux soins et aux peines qu'ont pris les Officiers, pour conserver l'union entre lesdites Troupes et les habitans du pays, pour prévenir tout sujet de plainte et de dispute, et pour faire observer les lois, et convaincus du bien qui en a résulté, les Etats en sont pénétrés de la plus vive reconnaissance ; et ils prient son Excellence le Général, Comte de Viomenil, commandant lesdites Troupes, d'en accepter leurs sincères et unanimes remerciemens, et de vouloir bien les présenter tant aux chefs des Corps Russes, qu'aux autres officiers et aux soldats. Et afin que la memoire en reste à la Posterité, les Etats ont ordonné que ce présent Acte soit entré sur les Régistres publics de cette Ile ; et ils ont requis son Excellence, le Commandant en chef, d'en vouloir bien remettre une copie authentique, sous le Sceau de l'Ile, à son Excellence le Général Comte de Viomenil.

L'An mil huit cent, le vingt huitième jour de Juin.

28 Juin 1800.

Present Son Excellence Andrew Gordon, Lieutenant Général etc., Commandant en Chef et Lieutenant Gouverneur, etc.

(f^o 58.)

Etats tenus par Thomas Pipon Esc^r. Lieutenant etc., Président de l'Assemblée, etc.

Jean Poingdestre et Jean de Carteret Esc^{rs}. Jurés sont en défaut excusés par maladie.—Après le serment de Geo. La Cloche Gent. le Rév^d Jean La Cloche (son père) Rect^r de la Trinité, demeure exoiné par maladie.—Phil. Dauvergne Esc^r. Cou^{ble} de St. Ouen et Phil. Le G^{ns} Con^{ble} de la Trinité sont en défaut à assister.

1800. SON EXCELLENCE le Commandant en Chef ayant remis devant les Etats l'Extrait d'une Lettre qu'il a reçue du Très Honorable le Marquis Townshend, Marechal des Armées du Roi et Gouverneur en Chef de cette île, par laquelle il paroît que l'Adresse votée par les Etats à Sa Majesté le 29^e Mai dernier ayant été présentée par Son Excellence notre Gouverneur, a été gracieusement reçue par notre Debonnaire Souverain. Les Etats, sensibles à cette nouvelle preuve de bonté de Sa Majesté, ont ordonné que le susdit extrait sera entré sur leurs registres.—

Duquel la teneur ensuit.

" Weymouth Street 13th June 1800.

" Dear General

I presented the Address of the Island to His Majesty last wednesday, which was graciously received, with many others at the same time, and which you will be so good as to communicate to the States of the Island.

" A true extract

Signed A. Gordon

Lieut. General."

SON EXCELLENCE le Commandant en Chef ayant informé les Etats qu'il a remis à Son Excellence le Comte de Viomenil Commandant les Troupes de Sa Majesté l'Empereur de Russie en quartier en cette île l'Acte de remerciemens et d'approbation de leur conduite, qui fut voté le 7^e du courant ; et Son Excellence ayant produit aux Etats la Lettre qu'il a reçue du Comte de Viomenil à ce sujet, les Etats ont ordonné que ladite Lettre sera entrée sur leurs Registres.—

De laquelle Lettre la teneur ensuit.

" Monsieur le Général,

" J'ai transmis aux differens Regimens qui sont sous mes ordres dans cette île, les témoignages d'estime que Votre Excellence a bien voulu me donner ainsi que ceux qui sont contenus dans l'adresse de Messieurs des Etats de l'Ile de Jersey, que vous avez eu la bonté, Monsieur le Général, de me remettre hier, au sujet de l'exacte Discipline que Messieurs les Officiers, bas officiers et soldats Russes ont observé pendant le séjour qu'ils ont fait dans votre Commandement. Ces témoignages, Monsieur le Général, aussi flatteurs qu'honorables, sont vivement sentis par tout ce qui compose le Corps dont le Commandement m'est confié.—Comme son chef, je suis spécialement chargé

d'offrir à votre Excellence ses remerciemens les plus sincères, et nous la supplions tous d'être l'interprète de nos sentimens de gratitude auprès de Mess^{rs} des Etats de l'Ile de Jersey.— 1800.

“ Il me seroit difficile de vous exprimer, Monsieur le Général, aussi sensiblement que nous en sommes pénétrés tout ce que nous devons à vos excellens procédés et aux leurs pour nous ; mais je puis vous répondre que le souvenir en restera à jamais dans nos coeurs, qui ne sont pas moins touchés des marques d'honnêteté, d'intérêt et d'amenité que nous avons généralement éprouvés de la part de Messieurs les Officiers des Troupes Anglaises, et de celle de Messieurs les habitans de cette île.—

“ Permettez moi, Monsieur le Général, de profiter de cette occasion pour vous offrir encore personnellement, l'hommage de ma plus vive reconnaissance, pour toutes les preuves de bonté et de bienfaisance dont vous avez comblé mes compatriotes qui résident dans l'Ile, confiés à votre autorité ; la protection Tutelaire que vous leur avez accordée a déjà infiniment adouci leurs malheurs. Daignez la leur conserver, Monsieur le Général, ce sera une obligation que je vous aurai, et qui vous repondra de la verité de l'invariable attachement, ainsi que de la consideration la plus distinguée, avec lesquels j'ai l'honneur d'être

Monsieur le Général, de Votre Excellence

Le très humble et très obéissant Serviteur.”

Signé “ C^{te} de Viomenil.”

“ St Helier, Isle de Jersey
ce 11^e Juin 1800.—

A Son Excellence Monsieur le Lieutenant Gordon.”

LES ETATS etant aujourd'hui assemblés à l'occasion de la grande disette de toutes sortes de provisions dans ce pays, et particulièrement en ce qui regarde le pain ; et étant informés qu'il y a présentement dans le havre de St Helier une reprise au Corsaire Tartar commandé par Capitaine Noé Le Sueur, dont Mess^{rs} Thomas Mallet et Jean Dolbel sont armateurs, dans laquelle il y a environ trente à quarante tonneaux de Maïse, communément appelé bled d'Espagne ; et paroissant que le Maïse peut servir de substitut pour du pain, ou étant mêlé avec d'autre farine, faire de bon pain ; il a été résolu, dans les circonstances urgentes, de la disette actuelle, que le susdit Maïse sera

1800. mis en vente, en lots de quatre cabots, et au dessous, lundi prochain et les jours suivants, à raison de six Livres de france par cabot, mesure à froment.—Les Etats s'obligeant, par ce présent Acte, d'indemniser et décharger lesdits Armateurs pour toutes pertes, préjudices, recherches procès et embarras auxquels ils pourroient être exposés en consequence du présent Acte. Ce qui sera imprimé, publié et affiché. Et est le Greffier chargé de remettre copie du present Acte auxdits Armateurs.—

5 Juillet 1880.
f^o 56.

L'An mil huit cent, le cinquième jour de Juillet.

Présent Son Excellence Andrew Gordon, Lieutenant Général
etc., Commandant en Chef et Lieutenant Gouverneur, etc.

Etats tenus par Thomas Pipon Esc^r Lieutenant etc., Président de l'Assemblée, etc.

François Marett et Phil. De Carteret Esc^{rs} Jurés sont en défaut à assister aux Etats.—Jean Poingdestre, Jean De Carteret et Ph. Robin Esc^{rs} Jurés sont en défaut excusés par maladie.—

PAROISSANT que les Armateurs du Corsaire Tartar ont vendu fort peu de Maïse, ou bled d'Espagne, provenant de la reprise faite par ledit Corsaire, d'autant que le prix de six Livres cours de france, par cabot, mesure à froment, qui fut fixé par les Etats à leur dernière séance, est un prix trop haut ; et paroissant qu'une petite quantité de la même espèce de grain est présentement exposée en vente ailleurs dans cette île, au prix de six Livres, cours de france, par cabot, mesure à Orge. Les Etats ont cru devoir ordonner que ledit Maïse, ou bled d'Espagne, provenant de ladite Reprise présentement dans le havre de St Helier, soit vendu au prix de six Livres cours de france par cabot, mesure à Orge. Ce qui sera imprimé, publié et affiché.

CERTAINNE Petition de la part des Taverniers et autres à Son Excellence le Commandant en Chef, priant que l'exportation du Cidre soit defendue dans les circonstances actuelles, ayant été présentée aux Etats ; il a été résolu que ladite Petition sera logée au Greffe ; et Mess^{rs} les Con^{bles} ont été chargés de s'informer dans les différentes paroisses de la quantité de cidre qu'il peut y avoir présentement dans le pays afin qu'il en soit ensuite ordonné.—

L'An mil huit cents le trentième jour d'Août.

30 Août 1800.

Présent Son Excellence Andrew Gordon, Lieutenant Général
etc., Commandant en Chef et Lieutenant Gouverneur, etc.

Etats tenus par Thomas Pipon Esc^r Lieutenant etc., Président de l'Assemblée, etc.

Paroissant que les reglemens concernant la reparation des Chemins passés le 5^e Nov. 1799 et approuvés par Sa Majesté en Conseil, le 29^e Juillet dernier, ne sont pas aussi amples qu'ils devroient l'être et qu'ils nont pas pourvu à tous égards aux défauts qu'on a eu en vue de corriger, les Etats ont chargé le Comité cidevant appointé au même sujet, d'en reprendre la consideration, afin de proposer tels changemens, ajoûtemens, ou amplifications qu'ils ⁽¹⁾ lui paroîtront convenables à l'effet susdit, afin d'en faire rapport aux Etats.

Paroissant par le rapport de Mess^{rs} les Connétables qu'il n'y a aucune crainte de disette de cidre dans le pays, les Etats ont été d'opinion qu'il n'y a point lieu à délibérer sur une proposition logée au Greffe le 5^e Juillet dernier, tendant à prévenir l'exportation du Cidre de cette île.—

[Suit un Ordre du Conseil confirmant trois Actes des Etats, relatifs aux impôts, à la réparation des chemins, et aux défauts des garçons aux exercices militaires : le tout imprimé au Vol. 4 des Ordres du Conseil, pp. 398 à 430.]

L'An mil huit Cents le sixième jour de Septembre.—

6 Sept. 1800.

Etats tenus par THOMAS PIPON Esc^r Lieutenant etc., Président de l'Assemblée, etc.

M^r George Drew a été choisi huissier des Etats à la place de M^r Edouard Le Maistre qui s'est absenté du pays.

Les Etats ayant entendu le rapport du Comité nommé par acte du 25^e octobre dernier, sur la difficulté entre Phil. Dumaesq Esc^r Adjudicataire de l'ancien Corps de Garde de Bonnuit à lui vendu en consequence d'un Acte des Etats du 23^e Mai 1795, et le Seigneur du Fief de Chesnel, ont approuvé ledit rapport : et partant il a été résolu que ledit Sieur Dumaesq sera remboursé, hors du produit du *nouvel* impôt, du prix de l'adjudication, avec intérêts et fraix. Et

(1) Sic.

1800. en même temps Jean Dumaresq Esc^r membre de cette assemblée, a été autorisé par les Etats d'intervenir dans la Cause au nom du public et soutenir devant la Cour Royale, le droit du public à l'égard dudit Corps de Garde.—

Les Etats ont ordonné que douze Quartiers de Charbon seront fournis à chaque Corps de Garde de la milice pour l'hiver prochain et les Connétables sont chargés de le procurer et seront remboursés par le nouvel impôt.

Charles De La Garde, Franç^s Valpy dit Janvrin et Phil. De Carteret Esc^{rs} Jurés, le Rév^d Franç^s Le Couteur, Rect^r de Grouville, le Rev^d Jean Mallet, Rect^r de S^t Jean et le Rev^d Clement Dumaresq Rect^r de S^t Clement et Mess^{rs} les Con^{bles} de S^t Jean, S^{te} Marie et S^t Helier ont été nommés en Comité pour prendre en Consideration certaine proposition logée au Greffe concernant les reglemens pour les Chiens, et en faire rapport aux Etats, auquel Comité Mess^{rs} les officiers du Roi sont requis d'assister.—

Les Etats après avoir discuté le rapport du Comité nommé par acte du 31^e Janvier, concernant les poids et mesures, ont referé le sujet de nouveau audit Comité.—

15 Sept. 1800.

L'An mil huit Cents, le quinziesme jour de Septembre.—

Présent Son Excellence Andrew Gordon, Lieutenant Général etc., Commandant en Chef et Lieutenant Gouverneur, etc.

Etats tenus par Thomas Pison Esc^r Lieutenant etc., Président de l'Assemblée, etc.

Présent Mons^r le Procureur Général du Roi.

Après le serment de Jean De Veuille Esc^r Nicolas Messervy Esc^r Justicier demeure exoiné par maladie.—Après le serment de M^{re} Hugh Godfray, Jean de Carteret Esc^r Justicier demeure exoiné par maladie. Jean Poingdestre Esc^r Justicier est en défaut excusé par maladie.—François Valpy dit Janvrin Esc^r Justicier est en défaut à assister aux Etats.

Les Etats ont jugé à propos de défendre jusqu'à autre ordre, et partant il est défendu à toutes personnes de porter sur aucune partie du rivage, aux environs de la Ville de S^t Helier soit décombres, pierres, ou terre, à peine de cent livres d'ordre d'amende pour chaque

contravention, applicable tiers au Roi, tiers à l'établissement des marchés et l'autre tiers à l'informateur. Le public est en même temps informé qu'on pourra porter lesdites décombres, pierres ou terres à l'endroit où le nouveau marché va être érigé.—Ce qui sera imprimé, publié et affiché.—

1800.

Les Etats ont été aujourd'hui convoqués à l'occasion d'une lettre que le Président de cette Assemblée a reçue de William Stiles Esc^r un des Commissaires des Douanes de l'Angleterre, par laquelle il lui communique le projet du Gouvernement d'établir une Douane en cette île, aussi bien qu'en l'île de Guernesey ; et il lui transmet, en même temps un écrit qui a pour titre, " Substance of the regulations proposed to be added to His Majesty's order in Council, of the 13th February 1767, for the more effectual prevention of the illicit trade from the Island of Guernsey."—Le Président a informé l'Assemblée que ladite lettre avec les reglemens ainsi proposés, ont été communiqués par lui à la Cour Royale, et que la Cour Royale, après en avoir conféré, a trouvé le sujet de telle nature qu'il étoit indispensable de le mettre, sans délai, devant l'Assemblée des Etats, comme un objet d'une haute importance, et qui intéresse l'île en général.—Après la lecture de ladite lettre, et desdits reglemens proposés, aussi bien que d'une requête adressée aux Etats de la part des Negocians de cette île, et autres pièces relatives au même sujet, il a paru que le but principal du Gouvernement est de supprimer la fraude qui se fait de quelques-unes des îles voisines, au grand préjudice des Revenus de Sa Majesté.—Il paroît aussi que le témoignage honorable est rendu aux habitans de cette île de n'avoir eu aucune part dans ce commerce illicite. Les Etats osent espérer, qu'après avoir entendu leurs humbles représentations, le gouvernement ne trouvera pas qu'il soit nécessaire d'étendre les règlemens proposés à l'île de Jersey, d'autant qu'ils militeroient essentiellement contre les privilèges et franchises que leur Débonnaire Souverain et ses Nobles Prédécesseurs leur ont ci-devant accordés, en récompense de leur inébranlable fidélité ; et d'autant que l'introduction des dits reglemens feroit un tort considérable au commerce legal et utile que les habitans de Jersey ont toujours mené.—Persuadés que ce n'est point l'intention du Gouvernement de gêner les Habitans de cette île, par des Restrictions aux-

1800. quelles ils n'ont point donné lieu, les Etats se flattent que leurs raisons trouveront un accès favorable aux pieds du Trône ; Que leur conduite passée, jointe à leur Loyauté et à leur attachement au meilleur des Princes et au plus heureux des Gouvernemens, seront les sûrs Garans de leur conduite future.—Si le mal existoit dans cette île, les Etats s'empresseroient à y apporter remède, avec le même zèle qui les a jusqu'ici animés, en toutes occasions, pour le service de Sa Majesté.—D'après ces sentiments qui paroissent aussi être ceux de tous les négocians de cette île, et au moyen des mesures et des précautions que les Etats sont disposés à prendre contre les fraudeurs, Ils peuvent donner des assurances, moralement certaines, qu'aucun commerce illicite ne sera conduit de cette île, au préjudice des Revenus du Roi, ni par les natifs du pays, ni par ceux qui pourroient venir s'établir ici, dans la vue de l'y pratiquer.—Au surplus, les Etats, souhaitant procéder dans cette affaire importante, avec toute la délibération et circonspection possibles, ont cru devoir confier à un Comité le soin de considerer ce sujet de plus près, d'examiner leurs anciennes Chartres, et les consequences qui pourroient resulter de l'introduction desdits réglemens proposés ; de préparer à cet égard, une humble représentation, soit à Sa Très Excellente Majesté en Conseil, ou aux Très Honorables Seigneurs de la Trésorerie ; de conferer avec ledit William Stiles Esc^r sur l'affaire en agitation, et d'aviser aux moyens les plus efficaces pour concilier les vues du Gouvernement, avec la conservation des Lois, Franchises et Privilèges de cette île. Auquel effet les Etats ont nommé et autorisé Philippe Robin, Jacques Hemery et François Valpy dit Janvrin Esc^{rs} du Corps de la Justice, les Rév^{ds} François Le Couteur, Edouard Dupré et François Ricard, du Corps du Clergé, et Jean Dolbel, Jacques Remon et Jean Dumaresq Esc^{rs}, du Corps des Con^{bles}. Les Officiers du Roi sont requis d'assister audit Comité.—

20 Sept. 1800.

L'An mil huit Cents, le vingtième jour de Septembre.

Etats tenus par Thomas Pipon Esc^r Lieutenant etc., Président de l'Assemblée, etc.

Présens le Procureur Général du Roi, et l'Avocat Général du Roi.

François Marett Esc^r Justicier est en défaut à assister aux Etats.

1800.

Nicolas Messervy, Jean Poingdestre et Jean de Carteret Esc^{rs} Jurés sont en défaut excusés par maladie.—

PAROISSANT que la Gestion du Comité de la Bibliothèque est expirée les Etats ont choisi un nouveau Comité composé de François Marett, Charles De La Garde et Philippe de Carteret Esc^{rs} Jurés, Le Rév^d Franç^s Le Couteur, le Rév^d Doct^r Edo^d Du Pré et le Rév^d Jean Mallet, et Mess^{rs} les Con^{bles} de S^t Brelade, S^t Helier et S^t Laurens.

Charles De La Garde Esc^r, Président du Comité de la Bibliothèque, ayant remis devant les Etats une Lettre qu'il a reçue du Rév^d Doct^r Dumaresq, par laquelle il paroît qu'il va faire l'envoi des livres qu'il destine pour la Bibliothèque de cette Isle ; les Etats sensibles aux intentions généreuses du Docteur Dumaresq, envers son pays natale ⁽¹⁾, ont chargé ledit Sieur De La Garde, de lui en exprimer leurs sincères remerciements, et de l'informer en même temps que Mess^{rs} Seward et Pipon sont chargés de recevoir lesdits Livres à Southampton, payer les fraix de l'envoi et ensuite les faire passer ici.—Et est ledit Sieur De La Garde requis d'écrire à cette fin auxdits Mess^{rs} Seward et Pipon.

L'An mil huit Cents le vingt-deuxième jour de Novembre.

22 Nov. 1800.

Etats tenus par Nicolas Messervy Esc^r Seigneur des Augrès, etc. Lieutenant etc., Président de l'Assemblée, etc.

Jean De Carteret Esc^r Juré est en défaut excusé par maladie.

Le Rév^d Geo. Bertram est en défaut excusé.

Thomas Pipon Esc^r Juré, Le Rev^d François Ricard, le Rev^d George Du Heaume, Phil. Dauvergne Esc^r Con^{ble} de S^t Ouen et Amice Balaine Esc^r Con^{ble} de S^{te} Marie sont en défaut à assister aux Etats.

Les Etats ont nommé et constitué Jean Dumaresq Esc^r leur Deputé pour passer en Angleterre, aussi-tôt qu'il en sera besoin afin de soutenir leurs humbles Représentations, soit devant Sa Très Excellente Majesté en Conseil, ou devant les très honorables Seigneurs de la Trésorerie, concernant le projet d'établir une Douane en cette Isle, ledit Sieur Dumaresq étant par ces présentes plainement autorisé pour agir au nom de cette Assemblée aux fins sus-mentionnées, et

(1) Sic.

1800. pour tout autre objet qui pourroit se présenter, pendant son séjour en Angleterre, intéressant le Bien Public de cette Isle.—

Le Comité nommé par acte du 15^e Septembre sur l'information qui fut donnée aux Etats, par la lecture d'une Lettre de William Stiles Esc^r, un des Commissaires pour les Douanes en Angleterre a Mons^r le Lieutenant Bailly, du projet du Gouvernement d'établir une Douane en cette île, a aujourd'hui fait son rapport. Il a paru que ledit Comité a eu plusieurs conférences avec ledit sieur Stiles sur le sujet durant son séjour à Jersey et que pour plus ample information il proposa plusieurs Questions par écrit audit Comité relatives à la Constitution et aux Loix du pays, à la nature du service de la milice et au genre de Commerce, occupations et dispositions des habitans de cette île auxquelles questions le Comité a fait des reponses qui ont été approuvées par les Etats. Ledit Comité a de plus préparé une humble Représentation aux Très Honorables Seigneurs de la Trésorerie sur l'objet en agitation, qui a été pareillement approuvée par les Etats. Et il a été résolu qu'elle sera signée par le Greffier et mise sous le Sceau de l'île ; et le Président de cette assemblée a été requis de la transmettre audit William Stiles Esc^r et de le prier de vouloir bien la présenter à leurs Seigneuries.—

LES ETATS étant informés des progrès surprenants qu'ont fait les Jeunes gens de tous les Regimens de la milice de cette Isle dans le cours de cette présente année dans les Exercices militaires, sous les soins du Lieutenant Colonel Le Couteur, et sensibles combien l'instruction de la Jeunesse dans ces Exercices tend au soutien de la Milice et à la defense du Pays, croient devoir témoigner leur reconnaissance audit Lieutenant Colonel Le Couteur pour le Zèle qu'il a montré et les peines qu'il a prises dans cette branche importante, et ils le prient de vouloir bien les y continuer à l'avenir. Et afin d'encourager de plus en plus ces Exercices, les Etats ont voté la somme de Cent Livres pour chaque Regiment de Milice, à être payée annuellement pour les trois ans prochains, hors du produit des Licences des Taverniers pour être appliquée (avec ce que chaque Paroisse est obligée par la Loi de contribuer pour cet objet) à acheter des prix pour être distribués aux plus habiles des jeunes gens, par les directions de son Excellence le Commandant en Chef.—

L'An mil huit Cents, le sixième jour de Décembre.

6 Déc. 1800.

Etats tenus par Thomas Pipon Esc^r Lieutenant etc., président de l'Assemblée, etc.

Jean de Carteret Esc^r, Justicier est en défaut excusé par maladie.—
Après le serment de Thomas Pipon Esc^r fils Jean, le Rev^d George Du Heaume demeure exoiné par maladie.—

Phil. De Carteret Esc^r Juré, Amice Baleyne Esc^r Con^{ble} de S^{te} Marie, et Jacques Remon Esc^r Con^{ble} de S^t Brelade sont en défaut à assister aux Etats.—

Les Etats, après avoir entendu la lecture du rapport du Comité des Chaussées, ont approuvé des mesures qu'il a prises pour remplir les vues de son Excellence le Commandant en Chef, touchant la conduite du bateau de santé, et pour prévenir l'entrée dans les ports d'aucun navire qui pourroit être infecté de la peste ou maladie contagieuse qui malheureusement se manifeste dans diverses parties du monde. Et paroissant que ce terrible fléau règne dans quelques provinces de l'Espagne et qu'il y a lieu de craindre que quelques corsaires de cette île, croisant sur la côte d'Espagne, pourroit ⁽¹⁾ devenir infecté de cette maladie, et l'introduire en cette île, si des mesures n'étoient prises pour le prévenir, les Etats ont cru devoir défendre dans ces conjonctures critiques, et partant il est expressément défendu à tout Capitaine ou maître de Corsaire appartenant à cette île, et à tout maître de prise ou reprise, et à tout maître de navire quelconque, venant d'aucune autre partie que des Dominions de Sa Majesté en Europe, d'entrer dans aucun des havres de cette Isle, ou de permettre qu'aucun homme de son bord soit mis à terre en aucune partie de cette île, soit de jour ou de nuit, avant que tel corsaire, prise, reprise, ou autre navire, ait été visité par le bateau de santé, et que les Questions prescrites par l'ordre de Sa Majesté en Conseil du 29 Juillet dernier ayent été repondues à la satisfaction de Son Excellence le Commandant en Chef, sur peine de deux Cents Livres Sterling vers tel Capitaine ou Maître de Corsaire, ou Maître de prise, reprise, ou autre navire, et de six mois d'emprisonnement. Et afin que chaque Capitaine ou Maître de Corsaire, Maître de prise, ou d'autre navire, puisse avoir connoissance de cette ordonnance le plutôt possible, il est expressément enjoint à tous agents et armateurs de Corsaire et

(1) *Sic.*

1800. autre navire de la communiquer respectivement auxdits Capitaines et Maîtres à leur service, et d'en donner Copie à ceux desdits Capitaines et maîtres qui sont présentement dans le pays, avant de pouvoir le quitter, et à ceux qui sont hors du pays aussi-tôt leur retour ici, sur peine de deux Cents livres Sterling vers chaque agent ou Armateur qui y aura manqué ; étant entendu sur le tout ne déroger en rien à l'acte du Parlement et audit ordre de sa Majesté en Conseil au sujet de la Contagion lesquels sont enregistrés ici. Ce qui sera incessamment imprimé et publié.—

Comité. Les Etats considerant le haut prix du Grain présentement, et la grande disette qu'il y a lieu d'en craindre, tant ici qu'en Angleterre, et combien il importe de prendre des mesures promptes et efficaces pour diminuer la consommation du Pain, parmi les habitans de cette Isle, et économiser cet article, indispensable à la Vie, sont convenus de remettre cet objet important à un Comité composé de Nicolas Messervy, Jacques Hemery et François Valpy dit Janvrin Esc^{rs} du Corps de la Justice, Vénérable Homme François Le Breton, les Rev^{ds} Doct^{rs} Edouard Dupré et Jean Mallet, du Corps du Clergé, et Mess^{rs} les Con^{bles} de St. Pierre, St. Helier et St. Sauveur, lequel Comité s'assemblera le plutôt possible et fera rapport aux Etats des moyens qu'il croira les plus convenables à l'effet susdit. Ledit Comité est de plus chargé de considerer la cherté des autres provisions et la difficulté qu'il y a d'en procurer pour la consommation de cette Isle, et sur le tout d'en faire rapport aux Etats. Les Officiers du Roi sont requis d'assister audit Comité.—

Provisions etc. Certaine Proposition tendant à prévenir la fraude de certains Articles de ce pays en Angleterre, au préjudice des Revenus de Sa Majesté, a été referée au Comité nommé par acte des Etats du 15^e Septembre dernier.—

20 Déc. 1800. L'An mil huit Cents, le vingtième jour de Décembre.

Présent Son Excellence Andrew Gordon,⁽¹⁾ Lieutenant Général
etc., Commandant en Chef et Lieutenant Gouverneur, etc.

Etats tenus par Thomas Pipon Esc^r Lieutenant etc., Président de l'Assemblée, etc.

(1) Le Lieut. Général Andrew Gordon mourut en 1806 et fut enterré dans l'Eglise de St. Helier, comme nous l'apprend l'Acte suivant :

" His Excellency Andrew Gordon Lieut. Governor and Commander-in-Chief & Colonel of the 26th or Cameronian Regt of Foot died on the 17th day of April and was buried under the Jurats' pew in the Parish Church of St. Helier on the 25th of the said month 1806." (Registres de St. Helier).

Amice Baleyne Esc^r Con^{bl}e de S^{te} Marie est en défaut à assister aux Etats. 1800.

Afin que les habitans de cette île soient duement avertis de la teneur de certain Acte du Parlement, portant date le 28 Juillet 1800 et d'un Ordre de Sa Très Excellente Majesté en Conseil, daté du 29^e jour dudit mois, concernant la Peste ou Maladie contagieuse qui règne presentement en diverses parties du Monde, sur-tout en Espagne, lesquels Acte du Parlement et ordre de Sa Majesté sont enregistrés ici, pour y être observés. Et afin que tous Maitres de Navires, Mariniers et autres connoissent l'étendue et la nature des peines auxquelles chacun d'eux s'expose s'il n'obéit pas aux règles et aux restrictions prescrites dans ledit Acte de Parlement, les Etats ont cru devoir mettre devant le public une traduction, en substance, des Articles dudit Acte qui affectent les habitans de cette île sans toutefois vouloir infirmer, ni en aucune manière porter atteinte aux autres parties dudit Acte du Parlement, ou dudit ordre de Sa Majesté en Conseil, recours à iceux.—

Par l'Article 11^e dudit Acte.

Il est défendu à tout Maître de navire, qui auroit la Peste ou maladie contagieuse à son bord, d'entrer dans aucun havre ou port de cette île, ou dans aucun havre ou port de la Grande Bretagne, ou de l'Irlande, ou des îles ou dominions qui en dépendent, ou de permettre à aucune personne de quitter son bord, ou de communiquer avec aucun navire, bateau ou personne, jusqu'à ce que tel maître de navire ait fait la Quarantaine, et qu'il ait reçu les directions requises à cet effet de la part de ceux qui ont la surintendance de la Quarantaine dans chaque Port, sur peine de mort. Et si quelque Marinier, Passager, ou autre, sort du bord, d'aucun navire infecté de la Peste ou Maladie contagieuse, pour se rendre à terre, ou pour communiquer avec aucun autre navire, ou personne, avant d'avoir reçu les directions susmentionnées, il doit être également puni de mort.

Par l'Art. 12.—

Chaque maître de navire sujet à faire la Quarantaine, sera tenu de hisser un grand Pavillon jaune au haut du grand Mât à la vue de tout navire ou bateau qu'il trouvera en mer, si c'est de jour ; et de même lorsque tel Maître de Navire sera à quatre Lieues de distance de quelque partie de la côte de la Grande Bretagne, ou de l'Irlande ou de quelqu'une des Isles de Jersey, Guernesey, Auregny, *St. Mark* ou Man: lequel Pavillon doit contenir six laises de *Bunting*.

1800. Et si tel Maître de navire n'est point muni d'une Lettre de Santé ou *clean Bill of Health*, alors ledit pavillon, ainsi hissé, contiendra une noire marque circulaire, dont le diamètre sera égal à deux laises de *Bunting*. Et si c'est de nuit, il fera hisser au haut du grand Mât une grande Lanterne avec une lumière dedans. Et dans l'un et l'autre cas tel signal doit être gardé jusqu'à ce que tel Maître de Navire arrive à l'endroit où il doit faire la quarantaine, et jusqu'à ce qu'il en soit légalement déchargé, sur peine de deux Cents livres Sterling d'amende vers tel Maître de navire qui manqueroit à observer ce qui est prescrit dans cet Article.—

Par l'Art. 13.—

Si quelque Maître de Navire qui n'est point sujet à faire Quarantaine, fait hisser aucun des Signaux mentionnés dans le 12^e Article de manière à causer l'inconvénient ou changement de course à quelque autre navire, tel Maître de navire sera sujet à une amende de cinquante Livres Sterling.

Par l'Art. 14.—

Dans le cas que quelque Pilote conduiroit un navire sujet à faire quarantaine à aucun endroit qui n'est pas spécialement appointé pour la reception de tel navire, il subira une amende de cent livres Sterling pour chaque offense, à moins qu'il n'y soit contraint par mauvais temps, par vent contraire, ou par quelque accident.

Par l'Art. 15.—

Si aucun maître de navire, arrivant dans quelque Port, havre ou rade de la Grande Bretagne, de l'Irlande ou des îles de Jersey, Guernesey, Auregny, Sark ou Man, refuse de repondre, soit par écrit ou de vive voix, soit par serment, ou sans serment, aux questions qui lui seront proposées par celui ou ceux qui sont autorisés à proposer telles questions, ou s'il refuse de découvrir toutes les particularités dont il a connoissance à l'égard desquelles il pourra être interrogé, tel Maître sera sujet à une amende de deux Cents livres Sterling.—

Par l'Art. 16.—

Si quelque maître de navire venant de quelque endroit infecté de la Peste ou Maladie contagieuse, ou ayant à son bord quelque personne infectée de telle maladie, cache ou denie la vérité à cet égard envers celui ou ceux qui sont autorisés à le questionner sur ce sujet, il doit être puni de mort.

Par l'Art. 17.—

Tout maître de navire sujet à la quarantaine, aussitôt son arrivée à l'endroit où il doit la faire, delivrera (sur la demande de la personne

appointée à cet effet) la Lettre de Santé ou *bill of Health* et le manifeste qu'il aura reçu d'aucun Consul Britannique pendant son voyage, de même que son Routier ou Log-Book et son journal, sur peine de cinq Cents livres Sterling d'amende.

1800.

Par l'Art. 19.—

Si quelque Maître de Navire sujet à faire la quarantaine et sachant qu'il y est sujet, quitte son dit navire, ou permet à aucun marinier, Passager, ou autre de quitter ledit navire, pour venir à terre ou pour aller au bord d'aucun autre navire ou bateau, jusqu'à ce que son dit navire ait fait la quarantaine, ou qu'il ait reçu des directions à cet effet de la part de ceux qui sont autorisés à en donner, ou si quelque maître de navire sujet à faire la quarantaine refuse ou néglige de conduire son dit Navire, équipage et chargement, en temps convenable, à l'endroit qui lui sera désigné pour faire la quarantaine, tel Maître de navire est sujet dans chacun de ces cas, et pour chaque offense, à une amende de cinq cents Livres Sterling. Et si quelque Marinier, Passager, ou autre sort du bord d'un navire sujet à faire la quarantaine, soit pour venir à terre ou pour passer au bord d'un autre navire ou bateau, il sera loisible à toute personne d'user de force pour le contraindre à retourner dans son navire, et il doit subir un emprisonnement de six mois, et être en outre condamné à une amende de deux Cents Livres Sterling.

Par l'Art. 21.—

Si quelque personne trouvée sujette à faire la quarantaine refuse ou néglige de se rendre à l'endroit qui lui sera désigné pour faire la quarantaine, ou si elle refuse d'obéir aux ordres de ceux qui sont autorisés à faire observer la quarantaine, ou si quelqu'un faisant la quarantaine s'en échappe avant qu'elle soit parfaite, le delinquant dans aucun de ces cas doit être puni à mort.—

Par l'Art. 23.—

Si quelque personne va au bord d'un navire qui est infecté de la Peste et retourne à terre, ou si elle entre dans quelque lieu infecté de la Peste et le quitte sans avoir obtenu les directions requises à cet effet, elle doit être punie de mort.—

Par l'Art. 27.—

Si quelque personne malicieusement faisoit, ou contrefaisoit quelqu'un des certificats qui doivent être accordés, selon les cas, par les officiers qui ont la surintendance de la quarantaine, ou si quelque personne prètoit la main à telle falsification, ou à faire passer ou publier pour vrai un pareil certificat, le connoissant pour faux, telle personne seroit punie de mort.—

1880.

Par l'Art. 28.—

Si quelque personne transmet clandestinement hors d'un navire sujet à la quarantaine, aucune lettre, marchandise ou effet quelconque, ou si quelque personne recèle aucun desdits articles à celui ou ceux qui sont autorisés à la Questionner sur ce sujet, telle personne doit être punie de mort.—

Par les Art. 16, 19, 21, et 22.—

Il est enjoint à tous officiers des vaisseaux de Sa Majesté, à tous ceux qui sont établis en autorité civile, ou militaire, à tous ceux qui ont le commandement de quelque garnison, ou qui sont Chefs de quelque Poste ou garde et à toutes personnes en général, d'assister et prêter la main à l'exécution dudit Acte du Parlement, en employant tous les moyens en leur pouvoir à cet effet, et usant de force, s'il est nécessaire, envers ceux qui voudroient y contrevenir. Et si quelque officier ou autre personne ne fait pas usage de tous ses efforts pour obliger tous navires à faire la quarantaine qui y sont sujets ; pour empêcher l'atterrage d'aucune personne du bord d'un navire qui seroit sujet à faire la quarantaine, et pour prévenir, à tous égards, l'introduction de l'infection, telle personne est sujette à une amende de Cent Livres Sterling, et tel officier seroit démis de son office et rendu incapable de servir Sa Majesté en aucun emploi.

Par l'Art. 31.—

Les offenses commises contre les règles prescrites dans les différents Articles de cet Acte du Parlement, en ce qui concerne l'île de Jersey doivent être poursuivies devant la Cour Royale de ladite île. Les amendes et peines pécuniaires doivent être adjugées sommairement, une moitié au Roi et l'autre moitié à l'informateur. Et si les délinquans, à cet égard, sont insolubles ils doivent être punis par emprisonnement jusqu'à ce qu'ils ayent satisfait à telles amendes ou peines pécuniaires.—Ce qui sera imprimé et publié.—

Les Etats considerant la grande rareté et cherté du grain, tant ici qu'en Angleterre, et les peines que se donne le Gouvernement pour s'en procurer pour la subsistance des sujets de Sa Majesté ; considerant combien il importe à toutes personnes, dans ces temps difficiles et critiques, de moderer la consommation du grain par toutes voies possibles, et considerant qu'il est du devoir des Membres de cette Assemblée de montrer eux-mêmes l'exemple d'économie sur cet article indispensable à la vie, sont convenus d'observer à cet égard, et de faire observer, dans leurs familles respectives les règles suivantes : Et les Etats recommandent les mêmes restrictions à leur concitoyens.—

1800.

- 1^o De prévenir toute espèce de dégât et depense inutile ou mauvais usage de Grain et de Pain, et d'y veiller personnellement et attentivement chacun dans sa famille.
- 2^o De substituer autant que possible l'usage du Riz, des Pommes de terre et autres Légumes à celui du Pain.—
- 3^o De n'employer aucune farine de froment à faire des Pâtisseries, Gâteaux, Gâches, Pain d'épices ou de Gingembre, Poudins, Crêpes, Bignets⁽¹⁾ ou autres objets de luxe.—
- 4^o De ne point manger de Pain, qu'il n'ait été boulangé vingt-quatre heures et au-delà.—
- 5^o De réduire la consommation du Grain destiné aux chevaux et autres bestiaux, et aux volailles, et d'employer une certaine portion d'avoine dans la composition du Pain dans les familles où cela se peut pratiquer.—

Les Etats, de plus, recommandent aux habitans de la campagne d'augmenter, autant qu'il leur sera possible, la culture des grains qui servent à la nature humaine, comme le froment, l'orge et le seigle ; de defricher et cultiver autant de côteaux, terres ouvertes et autres terrains en friche que chacun pourra faire, soit pour y semer du grain ou pour y planter des pommes-de-terre, de porter une attention particulière aux dégâts et ravages que fait la vermine sur les différentes espèces de grain et de pain, et d'employer les mesures les plus efficaces pour le prévenir ; de veiller pendant l'hyver, à la destruction des moineaux et autres oiseaux qui mangent le grain, et de faire construire, pour cet usage, des filets, appelés en Anglois *Clasp Nets*, comme un des moyens les plus surs pour répondre à ce but.—

Les Etats finalement défendent à tous boulangers publics soit des villes ou de la campagne, de boulangier ou cuire, soit pour eux-mêmes ou pour autrui, aucune espèce de Pâtisserie, Gâteaux, Gâches, Pain d'épices ou de Gingembre, Poudins, ou aucun autre objet de luxe dans lequel il entre de la farine de froment. Il est pareillement défendu aux dits Boulangers, et à tous Vendeurs de pain de vendre aucune espèce de pain, qu'après qu'il aura été boulangé vingt-quatre heures, au moins, sur peine de cent livres d'amende pour chaque *contravention*, applicables au pauvre⁽¹⁾ de la paroisse où le délit sera *commis*. Cette ordonnance aura lieu le deuxième janvier prochain,

(1) *Sic.*

1800. et continuera jusqu'à autre ordre. Ce qui sera imprimé, publié et affiché.—

[*Suit, p. 92, une Proclamation Royale, recommandant, vu la rareté des grains, la plus grande économie à cet égard. Cette proclamation est déjà imprimée dans le 4^e Vol. des Ordres du Conseil, pp. 431 et 432.*]

Les Etats sérieusement occupés des moyens de remédier à l'écarteté du grain qui, malheureusement, se fait sentir aux habitants de ce pays, particulièrement à la classe indigente ; et afin de prévenir, autant qu'il est en leur pouvoir, les fâcheuses conséquences d'une disette, croient qu'un moyen efficace pour prévenir ces maux et ramener l'abondance, seroit d'encourager et d'augmenter la culture du grain qui a très considérablement diminué dans ce pays depuis quelques années, principalement par l'impossibilité dans laquelle le laboureur a été de se procurer de l'aide : partant, ils sont convenus de requérir Son Excellence le Commandant en Chef de vouloir bien donner des ordres, afin qu'un nombre suffisant de soldats, soit du corps des invalides ou des autres troupes de Sa Majesté en cette île, aient permission de travailler à l'agriculture ; et les Etats, persuadés que Son Excellence sera portée, par sa bienveillance accoutumée, à seconder leurs vues dans cette conjoncture urgente, recommandent fortement à tous et un chacun de faire cultiver à grain autant de terres qu'il sera possible ; et les Connétables sont requis de faire sentir à leurs paroissiens la nécessité d'adopter un pareil moyen. Son Excellence le Commandant en Chef a, en même temps déclaré qu'il donnera les ordres nécessaires pour qu'il soit permis aux soldats de travailler, sur un Certificat du Connétable de la paroisse en faveur de la personne qui fera l'application, à condition que les personnes qui les employeront, prennent les mesures pour que les femmes et enfans desdits soldats ne tombent point en charge au public. Ce qui sera imprimé et publié.—

Les Etats ayant entendu la lecture d'une Lettre de Monseigneur le Duc de Portland à Son Excellence le Commandant en Chef et d'un ordre de Sa Majesté en Conseil du 5^e Novembre dernier, concernant l'union du Royaume de la Grande Bretagne et de l'Irlande, les Etats ont ordonné que ladite lettre et ledit ordre de sa Majesté

en Conseil seront entrés sur leurs Registres, Et le Comité pour la 1800.
 defense de l'île a été chargé d'aviser aux mesures qu'il pourra être
 nécessaire de prendre pour celebrer d'une manière convenable un si
 heureux évènement pour l'Empire Britannique.

De laquelle Lettre et duquel Ordre de Sa Majesté en Conseil
 la teneur ensuit.—

Whitehall, 17th November 1800.

Sir

Inclosed I transmit you, by the King's command, a printed
 Copy of His Majesty's order in Council of the 5th instant settling the
 Royal Style and Title, and also the Ensigns Armorial on the union
 of the two Kingdoms of Great Britain and Ireland. Draughts of
 the Royal Arms, Standard and the union Flags are also annexed ;
 and I am to desire that you will cause the same to be made known
 and carried into effect in your Government.—

I am, Sir,

Your most obedient humble servant.—

Sig^d "Portland.

Lieut. General Gordon.—

[*Suit, dans l'original, p. 95–101, l'Ordre du Conseil sus-
 mentionné,*]

Les Etats ayant entendu lecture d'une Lettre de la part du
 Lieutenant Colonel Le Couteur, en reponse à celle que lui écrivit le
 Président en lui transmettant l'Acte des Etats du 22^e Novembre der-
 nier, il a été ordonné qu'elle sera entrée sur ce livre.

De laquelle Lettre la teneur ensuit.

Lettre du Lieut.
 Colonel Le
 Couteur.

Sir

I have the honor to acknowledge the receipt of your Letter
 of the 26th instant, inclosing the Act of the States approving of my
 conduct, in drilling the boys, during the last summer.

If anything could add to the desire I have to be useful to my
 Country it would be the very flattering approbation which the States
 have honoured me with and they may rest assured no pains, of mine,
 shall be saved to fulfil their wishes.

The novelty of the drills, and a few prizes, have kept up the
 Zeal of the Boys during the whole summer ; but I must acknowledge
 to you, Sir, I was afraid that in the following years, when the
 novelty would no longer exist, their exertions to improve themselves
 would relax ; but the very liberal allowance made by the States, to
 be distributed in prizes will, I make no doubt, keep up their emula-

1800. tion and I now trust that the degree of improvement which has deserved the approbation of the States will not be less in the following years ; at least, I beg leave to repeat no pains shall be spared to attain that end.—

Permit me, Sir, to return you my grateful thanks for the very flattering Letter which accompanied the act of the States.—

I have the honor to be, Sir,

Your most Obedient humble servant

sig^d J. Le Couteur

Ins^t

St. Heliers 30th Nov^r 1800

Nich^s Messervy Esq^r

Charles De La Garde Esc^t Président du Comité de la Bibliothèque ayant remis devant les Etats une lettre qu'il a reçue du Rev^d Docteur Dumaresq, concernant l'envoi de ses livres, les Etats ont ordonné qu'elle sera entrée sur leurs Registres.—

De laquelle lettre la teneur ensuit.—

“ Yeovilton, near Ilchester,

November the 10th 1800.

Lettre du

D^r Dumaresq.

“ Dear Sir,

I have duly received the Act of the States of the Island of Jersey, dated the 20th day of September last, which the Rev^d D^r Dupré, during your Illness, transmitted to me, at your request.

“ It gave me a very sensible pleasure, to observe that my offer met with an acceptance expressed in very handsome Terms, and that the important Establishment of the Public Library enjoys the honourable Patronage and the Powerful and favourable Protection of the worthy and Patriotic Representatives of the Island, its Legislators, and the Guardians of its Laws ; in subordination to the King's Supremacy. So great an advantage and support is a happy Omen of its stability and its Increase.—

“ From the time that I became, in any degree, sensible of the Benefit and Pleasure of acquiring useful Knowledge, I ever was desirous and ready to encourage and assist others in the Pursuit of it. This I practised at School, at the University, and in other places ; particularly in Russia, where the Sphere of action was immense ; in a vast Country, gradually emerging from Barbarism and gross Ignorance. Mindful of the noble Saying : *Homo Sum ; Humani nihil a me alienum puto* ; and considering myself as a *Citizen of the World*, on whatever part of it the Divine Providence should

place me, I thought it incumbent upon me to study the Good of those among whom it was assigned me to dwell.— 1800.

“ Upon these Principles I acted, during the many years that I resided at St. Petersburg, officiating as Chaplain to the British Factory ; and during the short time that I abided there, in the late Empress's Service. She, (like the patriotic but unfortunate King of Poland) being prejudiced, and mistaking my Zeal and Industry for Marks of uncommon Abilities, was graciously pleased to call me from this quiet and obscure Village ; and repeatedly invited me to return to Russia, in order to be consulted in Matters that related to Schools of Learning, which she purposed to establish in her most extensive Dominions. Conscious of my great Insufficiency in that respect, which I candidly acknowledged before I went, I took the liberty to desire that I might be associated with a Person infinitely better qualified than I was ; perhaps better than any other man in the Empire, to be an Adviser in the present Case. My recommendation was approved and the result was a Plan of School very judicious, extensive, and *détailé* ; agreeably to the Empress's Injunctions.

“ Thus, by prudently, with due modesty declining to take upon myself wholly, or even principally, a Task which I knew too great for my small abilities, and by devolving it upon another, that could best discharge it, I made some amends and a small return, very small indeed, but the best and most suitable that I could make to the Empress, for the excessive Trust that she had reposed in me and to the Russian Nation for the civil, Kind and hospitable treatment which I had met with during my long abode in that Country.

“ But I am under far greater obligation to behave in a more liberal Way towards the Island of Jersey, whose Citizen I am in a peculiar Manner ; having been born there and educated there in my younger years ; and owing to that Circumstance of my being born there, I obtained at the University, a great Support to carry on my studies, and bring them to some degree of Maturity, and continued to enjoy Emoluments from thence, till I became possessed of a legal Settlement in England. A lively and grateful sense of these Benefits, added to other endearing ties, naturally tend to produce in me a sincere and warm attachment and Love for our Island ; in whose service a great number of my Ancestors and Allies have been emi-

K

1800. nently distinguished, whose good Example in seeking its welfare, it becomes me to imitate as far as I am able. And few being the Means by which I could gratify so reasonable a desire, I have thought that nothing in my power could be more suitable and adapted to that purpose, than what offers itself, and I gladly lay hold of the dedicating to that service of my native Country a tolerable Collection of Books; in addition to the Generous Benefaction of the Rev^d Mr Philip Falle our worthy and munificent Countryman, and (I may add) on his Mother's side allied to the Family to which I belong; a Circumstance which he mentioned to me with Complacency, and probably was one Cause of his Favour and Benificence to me."

"Indeed, my Concern for the Library is as old as that of its Foundation. Happening to visit the Rev^d Mr Falle at Shenley, when the affair of its Foundation was agitated he mentioned to me that having met with difficulties from Jersey, he was in a manner resolved to trouble himself no farther about it. This declaration causing me much uneasiness, I could not forbear interceding; and I continued so to do, in my subsequent Letters to him, till I heard, with great pleasure, that on his receiving some more satisfactory answers from Jersey, he had determined on the favourable side. At that Period, (I believe about the Year 1735 or 1736) I little thought, and he as little, that in future Time, Providence would so far prosper me, as to put it in my Power, to encrease his Library, at the distance of above sixty years.

"Within these two last years, that my great Age reminded me to turn Invalid, and seek a quiet and convenient retreat at Bath, my Income has been so much diminished and the Outgoings so greatly increased, that I have been little able to practise Beneficence, or to make additions to my stock of Books. However, the Power and opportunity which I have still left to give an Instance of Goodwill, by Bestowing my Books on my native Country, in my Life time, Yields me a great Comfort and Satisfaction. It is a Blessing for which my sincerest Thanks are due to *the Giver of all Gifts*.—

That the Establishment may prosper, and efficaciously contribute to civilize more and more the Inhabitants of the Island, to the Increase of Wisdom, Piety and Virtue, is my sincere wish; a wish

wherein I am persuaded that you Dear Sir, and the other Lovers of our native Country, will heartily join with 1800.

Your most obedient humble Servant

Daniel Dumaresq."—

"P.S. I flatter myself the prolixity, Improproprieties and Inaccuracy of this Letter will be excused by those who know or will know, that if the Writer of it should be still alive, at the end of next June, he will then enter upon the ninetieth Year of his age." (1)

Jeux de Billard,
Taverniers etc.

Les Etats jugeant qu'il est convenable de restreindre les Jeux de Billiard et autres jeux de Hazard et de dissipation qui sont malheureusement trop pratiqués dans le tems présent ont chargé le Comité de la defence de l'île de preparer les Reglemens qui lui paroîtront convenables à cet effet et de les présenter aux Etats. Le même Comité est autorisé de plus à considérer les abus qui se commettent par ceux qui tiennent des tables d'Hôte, en vendant à manger et à boire sans licence, et de proposer aux Etats tel remede que les circonstances de ce cas lui paroîtront exiger.—

(1) Daniel Dumaresq, fils puîné d'Elie Dumaresq gent. junr, des Augrès, et de D^{lle} Elizabeth de Carteret, sa femme (de V. de H), fut baptisé à la Trinité le 22 Juin 1712, et eut pour parrain et marraine Daniel Messervy gent. et D^{lle} Françoise Dumaresq.

TABLE DES MATIÈRES.

A.

Administrateur etc. de l'Hôpital, 4, 37.
Adresses des Etats à S.M., 3, 52, 53, 56.
" au Duc d'York, 18.
Adresse du Comité des Chaussées aux
Seign^{rs} de la Trésorerie, 5.
Alarmes, règlements *in re*, 16, 22, 24.
Amendes, 40, 41, 70.
Angot, M^r, 10.
Anquetil, Marguerite, 4.
Apprentis, 15.
Approvisionnements, 14, 35 ; cherté des,
54.
Armateurs, 57, 58, 66.
Assemblées paroissiales, 6, 7, 39, 44.
Aubin, Abraham, 5.
Augrés, M^r des, 5.
Aurigny, 21, 67.
Autorisés, 10.
Avocat-Général, 8, 62.

B.

Bailli, 44 ; Lieut. du, 50, 64.
Bailhache, Clément, 6, 38.
Baleyne, Amice, 5, 8, 67.
Bannissement des criminels, 12.
Baragne, la (rocher), 42.
Bateau de santé, 40, 65.
Bateaux, 16 ; enregistrement des, 20 ;
maîtres de, 25, 65.
Batteries, 42.
Bertram, Rév. George, 5 ; Thomas, 41,
42, 43.
Bétail, gras, 35 ; foire à, 3, 11, 40, 46 ;
nourriture du, 71.
Beurre, 35.
Bibliothèque, 44, 63, 74-77 ; Dons à la,
74, 75.
Billard, jeux de, 77.
Bisson, Rév. Amice, 3, 5, 9.
Bonnenuit, 34, 59.

Bouchers, 53, 54.
Boulangers, 71.
Boulevard, le, 11.
Bouillon, le Prince de, 21.
Brée, Jean, 41, 42, 43.
Breton, Le, Rév. François, 17 ; Thomas,
50.

C.

Cabot, Thos., 7.
Calvert, Harry, 33.
Campbell, Lieut. Col., 18, 32.
Capitaines de corsaires, 4.
Carabines, garde des, 49.
Carteret, de, Jean, 5, 35, 59 ; Philippe,
53.
Chandelles, pour "illuminer" les
Eglises, 22.
Charbon, 33, 49.
Chartes anciennes, 62.
Chaussées, Comité des, 3-5, 11, 40,
50, 65.
Chefs de garde, 25.
Chemins, Comité des, 8 ; réparation
des, 8, 33-35, 59.
Chesnel, Seig^r de, 34, 59.
Chiens, règlements *in re*, 59.
Chuquet, Nicolas, 16.
Cidre, 58, 59.
"Clasp-nets", 71.
Cloche, La, George, 55 ; le Rév. Jean,
46, 55.
Comités nommés, 6, 8, 11, 12, 15, 34,
40, 41, 53, 59, 62, 63, 66.
Commandant en Chef, 3, 4, 13-15, 18,
21, 36, 37, 40, 48, 53, 55, 56, 64, 72.
Commerce, 64.
Confiscations, 32.
Connétables, 6, 8, 10, 39, 44, 55, 65,
72 ; comptes des, 9.
Conseil Privé, 5, 12 ; ordres du, 25.
Consuls britanniques, 69.
Constitution de l'île, 64.

Contrebande, 61.
 Corderie de l'hôpital, 38.
 Cornuaux, Isaac, 38.
 Corps de garde, 34, 41, 42, 59.
 Corsaires, 4, 57, 58, 65.
 Cour royale, 12 ; jugement de la, 5.
 Couteur, Le, Col., 64 ; lettre du, 73 ;
 François, le Rév., 27.
 Culture des grains encouragée, 71.

D.

Dauvergne, Philippe, 55.
 Défauts, à la Milice, 40, 41.
 Défense de l'île, Comité de la, 9, 10,
 16, 33, 39, 41, 49, 77.
 Défense d'exporter des vivres, 54.
 Dénonciateurs, 10.
 Députations en Angleterre, 9, 41, 63.
 Déserteurs, 15, 16 ; règlements *in re*,
 25, 26.
 Discipline militaire, 14, 16.
 Disette, 57, 66, 70.
 Dolbel, Jean, 57.
 Douane, 61, 63.
 Douanes, Commissaires des, 61, 64.
 Doyen, 17.
 Drew, George, 59.
 Dumaresq, le Rév. Clément, 46 ; Jean,
 5, 9, 12, 14, 41, 59, 63 ; D^r Daniel,
 44, 45, 63, 74, 77 ; Philippe, 7, 9, 10,
 49, 59.
 Dupré, D^r Edouard, 8.
 Durell, M^r, 49.

E.

Espagne, peste en, 65, 67.
 Etats, agent des, 12 ; remis à cause de
 mauvais temps, 38 ; adresses des, voir
 adresses.
 Etrangers, 14 ; règlements *in re*, 19, 20.
 Exercices militaires, 64.
 Exportations, 35, 54.

F.

Farine, 14, 35, 71.
 Faye, de, Jacques, 41, 42, 43.
 Fencibles, corps de, 18, 33.
 Fermier des impôts, 27.
 Fief Haubert, 33.
 Filleul, Susanne, 10.

Fiott, Marie-Esther, 50, 51 ; Sara, 17.
 Foire à bétail, 3, 11, 12, 46, 50, 51.
 Fort d'Auvergne, 11.
 Fraude, répression de la, 61, 66.

G.

Garde, de la, MM., 3, 11, 12, 50 ;
 Charles, 6, 15, 36, 44, 74 ; Philippe,
 le Rév., 46.
 Gardes, 33.
 Garnison, 35, 57, 72.
 George III, attentat contre, 52.
 Gerche, La, Joseph, 8.
 Gibaut, Jean, 41-43.
 Glacis, 47.
 Godfray, Hélier, 10 ; Hugh, 5, 59.
 Gordon, Andrew, 3, 13, 48, 54, 66, 73.
 Gouverneur, 44, 53, 55 ; député du, 35.
 Grains, 14, 35, 66, 71, 72.
 Greffier, 5, 10, 18, 44 ; comptes du,
 10, 49.
 Gros, Le, Philippe, 13, 55.
 Gruchy, Pierre, 48.
 Guernesey, 21, 60, 67.

H.

Halles à viande, 15, 17, 50, 53, 54.
 Hâvres, 10, 11.
 Heaume, Du, le Rév. George, 32, 36.
 Hemery, Jacques, 38.
 Hocq, hâvre du, 10.
 Hôpital, 4, 35-39.
 Huissier, 10, 59.

I.

Impôts, 27, 50.
 Instruction militaire des jeunes gens,
 73.
 Irlande, son union avec l'Angleterre,
 72.

J.

Jackson, Richard-Thos., 15.
 Janvrin, M^r, 49 ; Valpy dit, François,
 13, 59.
 Jetée, 47.
 Jeux de hasard, 77.
 Jurés-Justiciers, 44, 53.

K.

Kerby, Jean, 46, 48.

L.

Labey, Thomas, 10.
 Laboureurs, manque de, 48.
 Légumes, 71.
 Lemprière, Charles, 34.
 Lesbirel, Pierre, 7.
 Licences, 8, 49.
 Lois, code de, 4.
 Loterie, 51.

M.

Maçons, 7, 24, 48.
 Maître, Le, Edouard (Ecr.), 3, 5 ; (huissier), 10, 59 ; François, 17, 41, 50, 51.
 Maîtres d'armes, 13.
 Mais, 57, 58.
 Maître Cordier, 38.
 Mallet, le Rév. Jean, 38 ; Thos., 57.
 Man, île de, 67.
 Marchés publics, 17, 41, 50, 51, 53, 60.
 Maret, Abraham, 7.
 Marett, François, 3.
 Masurier, Le, Jean, 11.
 Mauger, Pierre, 5, 14, 53.
 Messervy, Nicolas, 3, 5, 14, 19 ; voir Augrés des, M.
 Méthodistes, 13.
 Mesures, 41, 59.
 Mesure, à froment, 58 ; à orge, 58.
 Milice, 22, 49 ; instruction de la, 13, 14, 64 ; Officiers de, 13, 14 ; service de la, 64.
 Moie, la, 49.
 Monson, Charles, 32, 35.
 Montagne, rue du pied de la, 47.
 Morin, Madame, 50, 51.
 Mourant, Philippe, 10.

N.

Naturalisation, 16.
 Navires, maîtres de, 67 ; pris sur l'ennemi, 4, 5.
 Négociants, 4.
 Neveu, Le, Philippe, 10.
 Nicolle, Edouard, 14.
 Noel, Denis, 36.
 Noirmont, signal de, 49.

O.

Ordre de Justice, 34 ; du Conseil, 25.
 Ouvriers, 15.

P.

Pain, disette de, 35, 57, 66, 71.
 Parlement, Acte du, 67.
 Pâtisseries, restrictions *in re*, 71.
 Patriarche, William, 14.
 Pauvres, 37, 39.
 Peste, mesures contre la, 65, 67, 68.
 Pétition aux Etats, 39 ; au Commandant en chef, 58.
 Picot, George, 4, 38.
 Pison, James, 11, 14 ; Thomas, 9, 13, 48 ; Mr, 63.
 Poids et mesures, 41, 59.
 Poingdestre, Jean, 3, 5, 59.
 Pologne, roi de, 75.
 Poisson, vente du, 54.
 Pommes de terre, 35, 41, 71.
 Pommes, mesures des, 41.
 Portland, Duc de, 72.
 Privilèges de l'île, 62.
 Procureur-Général, 8, 11, 26, 38, 59, 62.
 Provisions, cherté des, 66.
 Puley, hâvre du, 39.

Q.

Quais, 41, 43.
 Quarantaine, 4, 67, 68.
 Quetteville, de, David, 38.

R.

Recteurs, 53.
 Règlements divers, 19, 20, 22, 27.
 Remon, Jacques, 65.
 Restrictions alimentaires, 70, 71.
 Retranchements, 42.
 Revenus de S.M., 61, 66.
 Rivage, ordre *in re*, 59.
 Riz, 71.
 Robin, Philippe, 5.
 Rocco, la, 25, 48.
 Rochers, 42.
 Rocque, la, 41 ; tour de la, 41.
 Routier, 69.
 Rues, 47.
 Russes à Jersey, 36, 55, 56.
 Russie, impératrice de, 75.

S.

"Saint-Anathase", Ecole de, 48.
 St. Aubin, 22.

